

LA VIE ET LA SANTÉ
DANS UNE
CITÉ LORRAINE A TRAVERS LES SIÈCLES
LUNÉVILLE (1034-1936)
(ÉTUDE MÉDICO-SOCIALE)

THÈSE

présentée et soutenue publiquement le Mai 1937

POUR OBTENIR LE GRADE DE
DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

BICHAT (Jean)

né le 4 février 1909, à Lunéville (Meurthe-et-Moselle)

Examinateurs de la Thèse : { MM. J. PARISOT, Professeur . . . Président.
ROBERT, Professeur }
de LAVERGNE, Professeur } Juges.
MELNOTTE, Agrégé }

*Le Candidat répondra aux questions qui lui seront posées
sur les diverses parties de l'enseignement médical*

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1937

LA VIE ET LA SANTÉ

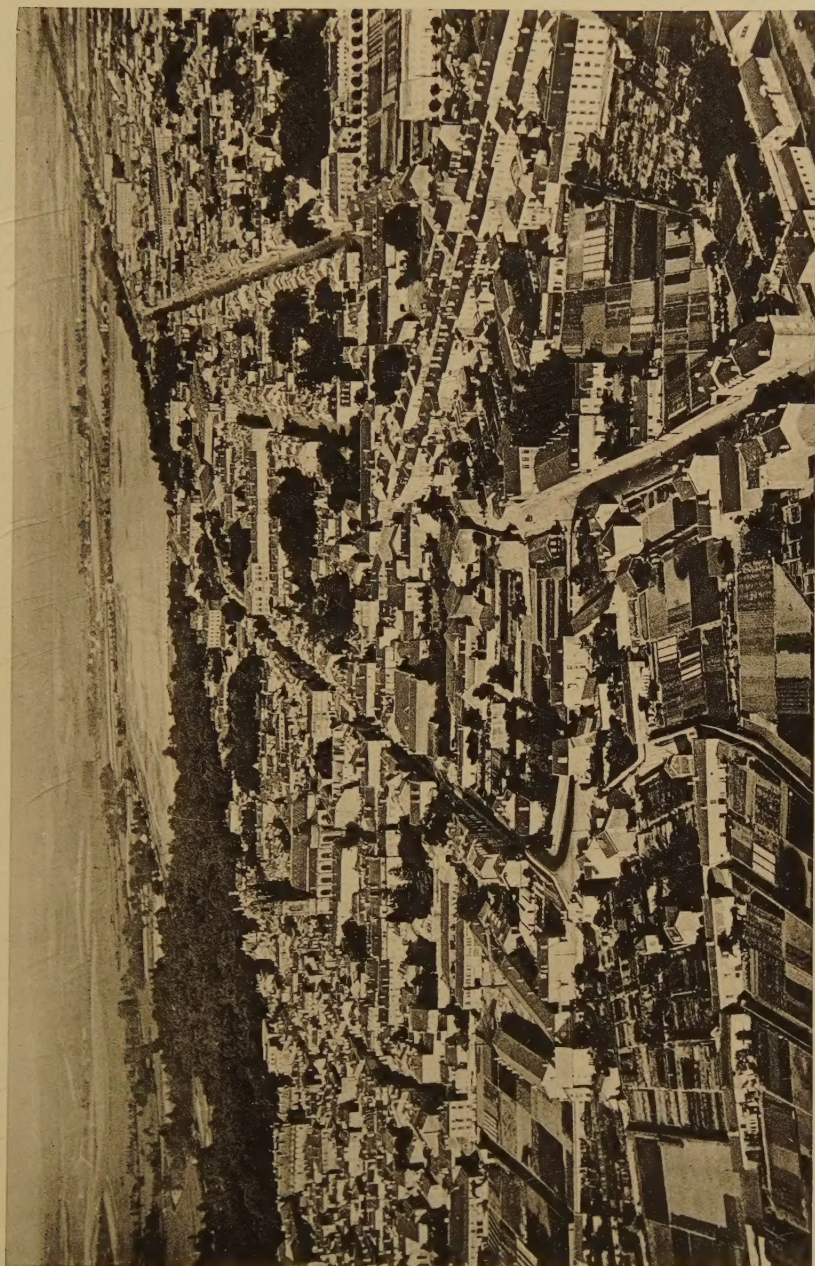
dans

UNE CITÉ LORRAINE A TRAVERS LES SIÈCLES

LUNÉVILLE (1034-1936)

(Etude médico-sociale)

VUE AÉRIENNE DE LUNÉVILLE



(Au premier plan : les jardins maraîchers ; à gauche l'église Saint-Jacques et la vieille ville ; à droite : la ville de Léopold avec ses grandes artères ; à l'arrière-plan : le Champ de Mars)

LA VIE ET LA SANTÉ
DANS UNE
CITÉ LORRAINE A TRAVERS LES SIÈCLES
LUNÉVILLE (1034-1936)
(ÉTUDE MÉDICO-SOCIALE)

THÈSE

présentée et soutenue publiquement le Mai 1937

POUR OBTENIR LE GRADE DE
DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

BICHAT (Jean)

né le 4 février 1909, à Lunéville (Meurthe-et-Moselle)

Examineurs de la Thèse :	{	MM. J. PARISOT, Professeur ...	Président.
		ROBERT, Professeur.....	Juges.
		de LAVERGNE, Professeur.	
		MELNOTTE, Agrégé.....	

*Le Candidat répondra aux questions qui lui seront posées
sur les diverses parties de l'enseignement médical*

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1937

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE MÉDECINE

Doyen: M. L. SPILLMANN, O *, I *

Professeurs honoraires: MM. NICOLAS, *, I *; WEISS, O *, I *;
BOUIN, O *, I *; ANCEL, *, I *; GARNIER, *, I *; MACÉ, *, I *;
P. PARISOT, O *, I *; DUFOUR, *, I *.

PROFESSEURS :

Anatomie pathologique	M. L. HOCHÉ, O *, I *
Clinique des maladies syphilitiques et cutanées.	M. L. SPILLMANN, O *, I *
Clinique de chirurgie infantile et d'orthopédie.	M. FRELICH, *, I *
Physiologie	M. M. LAMBERT, *, I *
Clinique obstétricale et Accouchements	M. A. FRUHHNSHOLZ, O *, I *
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	M. P. JACQUES, *, I *
Clinique de chirurgie urinaire	M. P. ANDRÉ, *, I *
Histologie	M. R. COLLIN, *, I *
Anatomie descriptive	M. M. LUCIEN, *, I *
Clinique chirurgicale	M. G. MICHEL, *, I *
Clinique médicale	M. L. RICHON, *, I *
Chimie médicale	M. H. ROBERT, *, I *
Clinique médicale	M. M. PERRIN, *, I *
Hygiène et médecine préventive	M. J. PARISOT, C *, I *
Clinique chirurgicale	M. HAMANT, *, I *
Clinique ophtalmologique	M. P. JEANDELIZE, *, I *
Hydrologie	M. SANTENOISE, *, I *, A *
Clinique des maladies des enfants	M. L. CAUSSADE, *, I *
Bactériologie et parasitologie médicale	M. DE LAVERGNE, *, I *
Thérapeutique	M. P. SIMONIN, I *
Professeurs sans chaire	M. L. JOB, *, I *
	M. WATRIN, *, I *
	M. BINET, *, I *

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES :

Clinique des maladies tuberculeuses	M. ABEL, *, I *, agrégé.
Pathologie générale	M. P. SIMONIN, I *, professeur.
Clinique gynécologique	M. DROUET, I *, agrégé.
Pathologie externe	M. A. BINET, *, I *, profes. s. ch.
Clinique des maladies contagieuses	M. GUILLEMIN, A *, agrégé.
Clinique des vieillards	M. DE LAVERGNE, *, I *, profess.
Propédeutique dermatologique	M. DROUET, I *, agrégé.
Médecine opératoire	M. WATRIN, *, I *, pr. s. chaire.
Electrothérapie et radiologie	M. M. BARTHÉLEMY, *, I *, ag. l.
Accouchements (cours théorique)	M. G. LAMY, *, I *, ch. du c., ag. l.
Obstétrique	M. JOB, *, I *, prof. sans chaire.
Clinique propédeutique médicale	M. VERMELIN, *, I *, agrégé.
Anatomie et Médecine légale	M. KISSEL, I *, agrégé.
Pathologie interne	M. MUTEL, *, I *, agrégé.
Clinique des maladies mentales	M. ABEL, *, I *, agrégé.
Education physique (1)	M. HAMEL, *, docteur.
Physiologie du travail	M. L. MERKLEN, A *, agrégé.
Clinique neurologique (1)	M. L. MERKLEN, A *, agrégé.
Propédeutique O.-R.-L. (1)	M. MICHON, docteur.
Parasitologie	M. AUBRIOT, docteur.
	M. DOMBRAY, docteur.

AGRÉGÉS EN EXERCICE :

MM. MERKLEN, A *	MM. POURSIDES, détaché.	MM. GUILLEMIN, A *
FLORENTIN, A *	MELNOTTE, O *	ABEL, *, A *
BODART.	MUTEL, *, I *	KISSEL.
CHALNOT.	VERMELIN, *, A *	DROUET, A *
WOLFF, A *		

AGRÉGÉS LIBRES :

MM. G. GROSS, *, I *; S. RÉMY, I *; BUSQUET, I *;
BARTHÉLEMY, *, I *; LAMY, *, I *.

M. E. TRIBOLET, I *, Secrétaire.

(1) Fondation de l'Université.

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.



A LA MÉMOIRE DE MES PARENTS

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

1810
1811
1812

A MA FIANCÉE

A MES SŒURS

A MES BEAUX-FRÈRES

A MA TANTE

MADAME LUCIEN BRIQUÉ

Chevalier de la Légion d'honneur

A M. LE PROFESSEUR FRUHINSHOLZ

Professeur de Clinique Obstétricale

Officier de la Légion d'honneur

A MADAME PIERRE LEDERLIN

Dilectissimis in intimo corde

A mon Maître et Président de Thèse

M. LE PROFESSEUR JACQUES PARISOT

Professeur d'Hygiène et de Médecine Sociale
Directeur de l'Institut Régional d'Hygiène
Président de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle
Membre du Comité d'Hygiène de la Société des Nations
Commandeur de la Légion d'honneur

A mes Juges:

M. LE PROFESSEUR ROBERT

Professeur de Chimie médicale
Chevalier de la Légion d'honneur

M. LE PROFESSEUR V. DE LAVERGNE

Professeur de Bactériologie
Chevalier de la Légion d'honneur

M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ MELNOTTE

Sous-Directeur de l'Institut Régional d'Hygiène
Officier de la Légion d'honneur

Avant-Propos

A la tête de cet ouvrage, j'inscris avec une profonde émotion le nom de mon premier Maître, de mon père, le docteur Henry BICHAT. Malgré la mort, il en a été l'inspirateur et c'est son œuvre que nous retrouverons dans ces pages, où j'ai, bien imparfaitement, tenté de l'évoquer.

Guidé par l'exemple de son père, Ernest BICHAT, qui garda le souci constant de sa ville natale au milieu de ses travaux de savant physicien, de sa charge décanale et de la création des instituts scientifiques de Nancy, où il réalisa l'union féconde du laboratoire et de l'usine, mon père se consacra, à son tour, à la protection de la vie des habitants de Lunéville, à laquelle sa vocation de médecin l'appelait tout particulièrement, qu'il développa au cours des vingt-six années qu'il vécut à Lunéville et à laquelle il se dévoua et donna sa vie. Sept années ont passé depuis le jour funeste où il succomba à la suite d'une piqûre anatomique, et cependant il survit dans toutes les œuvres qu'il a créées, qu'il animait de son autorité et de sa flamme et qui continuent à vivre de la vie qu'il leur insuffla.

De l'Hôpital Saint-Jacques, tout d'abord, il fut, avec une maîtrise éclatante et une bonté inlassable, le

chirurgien durant vingt-trois années. Il améliora profondément l'équipement de cette vieille maison. Elle lui doit l'achèvement du beau pavillon militaire qui a reçu son nom.

Les huit années de sa présidence au Comité d'Hygiène Sociale de l'Arrondissement de Lunéville ont été prodigieusement fécondes : multiplication des consultations et des placements, création de l'Ecole de Plein Air de Méhon, lancement du timbre anti-tuberculeux, enfin construction du dispensaire Henry Bichat, qu'il n'eut pas la joie de voir terminé.

A la mairie de Lunéville, il s'épuisa durant cinq années à rétablir un ordre que la guerre et l'après-guerre avaient détruit, à rechercher des ressources pour équilibrer un budget défaillant, à restaurer les bâtiments communaux et les écoles, à développer l'hygiène générale, à lutter contre les taudis, à créer un Office municipal d'Habitations à Bon Marché, à préparer une programme de grands travaux.

Pendant la même période 1925-1930, il représenta les intérêts des habitants du canton de Lunéville-Sud au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle où l'entourait une estime unanime.

Sa passion du bien public s'exerçait encore à l'Association des Familles Nombreuses de l'Arrondissement qu'il présidait, au Conseil d'Administration de la Caisse d'Epargne qu'il entraînait à une activité sociale si bienfaisante pour Lunéville. Dans toutes ces œuvres et dans tant d'autres encore qui avaient recours à ses conseils, il ne cessa de susciter les efforts de tous, de les coordonner, de leur proposer le but

qu'il s'était fixé: lutter contre les fléaux sociaux qui mettent en grave péril la patrie française, protéger l'enfance.

Au milieu de ces charges que la confiance de tous réunissait autour de sa force d'animateur, il restait avant tout le médecin riche de science et brûlant de charité, penché sur la douleur humaine que son cœur tendre et sa longue expérience savaient toujours soulager et que son habileté et son énergie guérissaient si souvent.

Il a laissé aux siens, en legs magnifique, l'exemple de sa vie chevaleresque et le devoir de ne pas en être indignes. Qu'il me soit permis d'associer à son souvenir celui de tant d'êtres très proches qui ont vécu comme lui, animés par la même passion de charité. Qu'il me soit permis de placer à côté de son nom celui de ma mère, dont la vie si courte a été remplie par une générosité inépuisable qui donna toute sa mesure lors de la guerre dans l'organisation et la direction de l'Hôpital Auxiliaire 102, et, après l'armistice, dans le développement de l'œuvre de l'Armoire Lorraine, celui de ma grand'mère, image de la bonté la plus maternelle et de l'intelligence la plus spirituelle, celui de mon grand'père Charles LAEGER, qui savait répandre le bien avec tant de discrétion, celui de mes oncles qui ont vécu et sont morts au service de la Patrie, le colonel Lucien BRIQUÉ, le commandant Albert BICHAT, le commandant Henri BUTTE.

A tous ces disparus, je dois le meilleur de cet ouvrage composé sous leur égide tutélaire.

De quel tribut de reconnaissance ne suis-je pas aussi redevable aux vivants ! Il m'est agréable de m'en acquitter ici.

Je dois une gratitude infinie à M. le Professeur Jacques PARISOT, qui a bien voulu reporter sur moi l'amitié qui l'unissait à mon père. Cet ouvrage a été écrit à la lumière de l'enseignement que j'ai reçu de lui au cours de ma cinquième année d'études médicales d'abord, puis lors de la préparation du diplôme d'hygiène. M. le Professeur Jacques PARISOT m'a constamment réservé l'accueil le plus bienveillant et le plus patient, quand tant d'organisations départementales, nationales et internationales réclamaient le concours de sa science d'hygiéniste éminent et l'impulsion de son talent d'animateur inlassable. Le bien qu'il répand à la présidence de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle a été l'une des sources des progrès réalisés depuis la guerre dans la protection de la vie des habitants à Lunéville. Je suis heureux de pouvoir lui exprimer la profonde reconnaissance qu'ils lui doivent et je le remercie de ses encouragements qui m'ont été si précieux, de ses conseils qui m'ont si souvent aidé au cours de la préparation de ma thèse et de l'honneur qu'il me fait en voulant bien en présider la soutenance.

A M. le Professeur DE LAVERGNE, je dirai ma très profonde reconnaissance. Durant les quatre années que j'ai passées au service des Maladies Contagieuses, j'ai eu la joie de vivre dans le rayonnement de sa haute intelligence, de son esprit scientifique si probe et de son enseignement enthousiaste. A ce Maître,

auquel je dois tant, qui m'a initié aux recherches passionnantes de la clinique et aux arcanes du laboratoire, je veux exprimer mon inaltérable gratitude pour la bonté et la confiance qu'il m'a toujours témoignées.

M. le Professeur FRUHINSHOLZ, a toujours été pour moi et pour les miens l'ami le plus sûr et le plus sage des conseillers. Les mots sont trop pauvres pour lui traduire la gratitude que m'inspirent la bonté toute paternelle dont il nous a entourés depuis la mort de mon père, l'accueil si charmant que j'ai toujours trouvé à son foyer et l'enseignement si élevé que j'ai reçu de lui à la Maternité.

Je dois aussi de très vifs remerciements à M. le Professeur ROBERT, qui, depuis de longues années, met sa science d'hygiéniste au service de Lunéville. Nul n'est plus averti que lui sur l'état sanitaire de la ville dont il a dirigé le Bureau d'Hygiène pendant vingt-huit années. J'ai trouvé auprès de lui des conseils avisés et les documents les plus utiles à la préparation de ce travail. A cet ami et collaborateur dévoué de mon père, au Maître dont j'ai suivi l'enseignement en seconde année et au cours du diplôme d'Hygiène, je dois une grande reconnaissance.

La profonde érudition de M. le Professeur agrégé MELNOTTE dans toutes les questions de médecine sociale le désignait spécialement pour argumenter cet ouvrage. Je n'ai pas eu l'honneur d'être son élève, mais je lui sais un gré infini pour l'accueil si cordial que j'ai constamment trouvé auprès de lui.

Je serais un ingrat si je ne m'inclinais avec respect devant les maîtres de la Faculté de Médecine qui

m'ont nourri de leurs leçons et de leurs exemples, spécialement M. le Doyen SPILLMANN, qui m'a reçu avec tant de bienveillance dans son service, et ceux dont j'ai eu l'honneur d'être l'externe, M. le Professeur HAMANT, auquel je dois une particulière gratitude, MM. le Professeur RICHON, le Professeur FRÉLICH et le Professeur JEANDELIZE.

Je dédie aussi ce travail à M^{me} Pierre LEDERLIN, bienfaitrice insigne de Lunéville, où son activité infatigable et sa charité inépuisable animent tant d'œuvres sociales. Je la remercie infiniment de l'intérêt qu'elle a toujours porté à ce travail et de la chaude affection que n'a cessé de me dispenser son cœur maternel.

Il m'est agréable aussi de remercier tous ceux qui m'ont aidé dans mes recherches. Ce sont, à Nancy, les collaborateurs de M. le Professeur Jacques PARISOT à l'Office d'Hygiène Sociale, et tout particulièrement M. GARÇOT et M^{lle} DE BOURGUES, ce sont les directeurs et les collaborateurs de l'Inspection Départementale d'Hygiène et de l'Inspection du Travail. Ce sont enfin tous ceux qui m'ont accueilli avec tant d'empressement à Lunéville. Leur nombre est si grand que je ne puis les nommer tous. Je citerai la Municipalité de Lunéville, le secrétaire général, les chefs de service et les employés de la mairie, M. JACQUES-HENRY et M. BRISSET, sous-préfets de Lunéville, et leurs collaborateurs, les industriels, les ministres des cultes, les communautés religieuses, les

présidents des nombreuses œuvres bienfaisantes et les membres de leurs comités, les infirmières d'Hygiène Sociale du Dispensaire Henry Bichat, l'administration des hospices, et tant d'autres encore.

Ils ont bien voulu reporter sur moi l'amitié que mon père avait suscitée si souvent autour de lui. Elle m'attache indissolublement à Lunéville où m'enracine le souvenir de tant de générations qui m'ont précédé et qui ont vécu dans leur ville natale en mettant à son service leur sagesse et leur dévouement.

Je remercie aussi M. Pierre CATHAL et M. Fernand ODINOT, qui ont bien voulu illustrer cet ouvrage.

Enfin, c'est pour moi un devoir très doux de dire ma reconnaissance émue à tous ceux qui m'ont entouré d'amitié au cours de mes études, dans l'intimité du foyer, au Collège de Lunéville, à la Faculté de Médecine, au Laboratoire de Bactériologie, dans les Hôpitaux de Nancy et dans ce vieil Hôpital de Lunéville où je pris, pour la première fois, contact avec la maladie, tandis qu'au sortir du P.C.N., j'accompagnais chaque matin mon père, où je suis reçu avec tant de cordialité par les religieuses de Saint-Charles, par les médecins et les chirurgiens de l'Hôpital groupés autour de leur doyen respecté, M. le docteur Henri JOB, et où j'ai accompli mon service militaire, honoré par la confiance d'un chef très savant et très bon, M. le Médecin Lieutenant-Colonel FERRY.

Mes remerciements vont encore aux camarades qui m'ont témoigné une constante sympathie, dans les

bons comme dans les mauvais jours. Je citerai seulement le plus lointain, mon ami le docteur Miroslav GRUJIC, qui porte, avec un grand talent et un souvenir fidèlement attaché à la Lorraine et à la France, les couleurs de la Faculté de Médecine de Nancy dans la lointaine Yougoslavie.

Introduction

Entre toutes les recherches scientifiques que poursuit l'Institut Régional d'Hygiène de Nancy, il en est une à laquelle il s'attache plus particulièrement : c'est l'examen approfondi de la situation sanitaire de la Région Lorraine et l'appréciation des facteurs *économiques* et *sociaux* qui déterminent son évolution.

Dans l'étude qu'il m'a confiée et que j'ai entreprise sous sa haute et bienveillante direction, mon Maître, M. le Professeur Jacques PARISOT m'a proposé ce but. Il a fait choix de la ville de Lunéville parce que Lunéville peut être considérée comme une *cité Lorraine type* par son passé long de tant de siècles, par les influences successives des différentes périodes de son histoire sur la vie de ses habitants, par le rôle de capitale qu'elle a joué au XVIII^e siècle et dont elle porte encore le reflet, par le multiple caractère de centre administratif, intellectuel, agricole, économique et industriel qui imprime aujourd'hui son sceau sur son activité.

Je suis infiniment reconnaissant à M. le Professeur Jacques PARISOT, d'avoir bien voulu, par une délicate attention, me remettre le soin de cette étude de la Vie et de la Santé à Lunéville au cours des siècles. Les nombreuses recherches auxquelles je me suis livré

m'ont permis de mieux connaître cette ville à laquelle m'attachent tant de liens noués par l'hérédité ou par l'amitié, et surtout de retrouver à chaque pas le témoignage du rôle de bienfaiteur que mon père remplit pendant toute sa vie de médecin et pendant les années de dévouement fécond qu'il passa au service des œuvres sociales et de la mairie de Lunéville.

Ces recherches furent longues, mais combien passionnantes ! Elles sont souvent devenues plus faciles grâce à l'accueil chaleureux qui m'a été partout réservé. Elles avaient pour objet l'état présent de Lunéville comme son histoire passée, et, pour les comparer l'une à l'autre, j'ai trouvé un secours précieux dans les ouvrages d'un éminent représentant de la médecine lunévilloise au siècle passé, le docteur Constant SAUCEROTTE. Il m'a été infiniment agréable de reprendre la tradition que lui-même avait reçue du docteur Sébastien CASTARA. Je regrette de ne pas avoir pu retrouver la « Topographie médicale de Lunéville » que ce grand chirurgien écrivait en 1783. Mais, du moins, les œuvres de Constant SAUCEROTTE, la « Topographie médicale de Lunéville et de son arrondissement » et « Lunéville et sa division de cavalerie », m'ont donné le tableau très exact que sa riche expérience et sa profonde érudition lui avaient permis de composer de l'hygiène et de la santé dans l'Arrondissement de Lunéville au XIX^e siècle.

Ils m'ont permis d'étudier quels progrès ont été réalisés depuis cent années dans la protection des habitants de Lunéville et d'établir, en quelque sorte, le bilan des vies préservées par les efforts continus

de ceux qui furent les chefs de la population lunévilloise au cours de cette période, et plus particulièrement depuis la guerre de 1914-1918.

En suscitant de telles recherches, l'Institut Régional d'Hygiène de Nancy ouvre une voie féconde. Il se mêle ainsi très intimement et très utilement à la vie de la Lorraine. En appréciant le résultat obtenu par l'application des conceptions de la médecine moderne et des travaux du laboratoire à la protection de la santé publique et au développement de l'hygiène et des organisations qui préviennent et combattent les maladies et les dangers sociaux, l'Institut Régional d'Hygiène de Nancy peut assumer avec plus de sûreté son rôle de guide et de conseiller.

Les études poursuivies dans ce sens depuis plusieurs années sous l'impulsion de M. le Professeur Jacques PARISOT concourent à l'établissement des *indices de santé* qui témoignent de l'évolution d'une population. L'intérêt de ce calcul des indices de santé dans les différents pays a été reconnu récemment par l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations. C'est ainsi qu'en 1935, à l'instigation du Docteur L. RAJCHMANN, directeur de la Section d'Hygiène du Secrétariat de la Société des Nations et avec le concours généreux de la Milbank Memorial Fund, des travaux ont été poursuivis à l'Ecole de Médecine de Yale, New-Haven (Connecticut) et une étude pratique des indices de santé a été réalisée par K. STOUTMAN et I.-S. FALK dans la ville et la banlieue de New-Haven. Les résultats ont paru dans le Bulletin Tri-

mestriel de *l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations*, vol. 5, extrait 33. Ils ont la richesse des statistiques américaines, poussées jusqu'au moindre détail, mais n'intéressent qu'une période limitée, 1927-1935. Il nous semble que l'étude de cet intervalle de temps, si bref dans la longue vie d'une cité, ne projette qu'une faible lueur sur son évolution.

Suivant le conseil que nous donnait M. le Professeur Jacques PARISOT, nous avons voulu suivre la vie des habitants de Lunéville aussi loin et aussi fidèlement que le permettent les documents des siècles passés, et, si nous avons insisté davantage sur le temps présent, nous croyons que l'étude des facteurs économiques et sociaux dont dépend la santé publique aujourd'hui prend un éclat nouveau si elle couronne l'examen préalable de leurs répercussions dans le passé.

Aussi le lecteur ne s'étonnera-t-il pas de trouver au début de cet ouvrage un exposé assez long de l'histoire de Lunéville. Certes, nous nous sommes efforcés d'orienter cette étude de la Vie de Lunéville au Cours des Siècles vers le point de vue qui nous intéresse spécialement, mais il nous a paru impossible de passer sous silence les principaux faits de l'histoire locale, puisque la protection de la vie et de la santé des habitants d'une cité dépend étroitement des tribulations successives qu'elle subit, des périodes de prospérité où la vie peut prendre son épanouissement, des périodes de guerre et de famine où elle se retire et déserte la ville. Ainsi, les événements historiques

exercent-ils une influence profonde sur la physionomie de la cité contemporaine.

Avec eux, d'autres éléments, moins changeants, interviennent avec une égale puissance sur la vie de ses habitants. Ce sont ceux qui forment le climat où elle s'écoule. HIPPOCRATE conseillait déjà au médecin qui arrive dans une ville d'examiner avant tout « son exposition par rapport aux vents et aux différents levers et couchers du soleil ; si le sol est nu ou couvert d'arbres et humide, s'il est enfoncé et brûlé par des chaleurs étouffantes, ou si c'est un lieu élevé. « Nous avons suivi ces préceptes dans une deuxième partie, qui concerne l'Habitant et le Cadre de sa Vie.

Après avoir étudié les divisions, le sol et le sous-sol, les saisons, les habitants et les travaux de la Contrée, dont Lunéville est le centre, nous avons examiné la Situation de la Ville elle-même et les moyens qui lui permettent de communiquer avec lui, puis, à leur suite, l'Hygiène Générale de la Commune, son Alimentation en Eau Potable, les principales caractéristiques de ses Habitations, les logements salubres et les taudis, les bâtiments publics, les Habitations à Bon Marché. Nous avons encore obéi au sage vieillard de Cos en recherchant « quel est le genre de vie, le régime que suivent les habitants ». Ainsi, cette deuxième partie se termine-t-elle par une étude de l'Habitant de Lunéville, de son Hygiène Individuelle et de son Alimentation.

Nous avons dit, au début de cette introduction, que Lunéville peut être considérée comme une cité lor-

raine type, en particulier parce qu'elle est le centre d'une activité polyvalente. La vie et la santé des habitants sont sous la dépendance de leurs travaux. C'est la raison pour laquelle nous avons insisté longuement sur les conditions du travail et dressé, dans une troisième partie, un tableau de la Population de Lunéville au travail. Comme le travail de l'adulte dépend de la formation de l'enfant et de l'adolescent, nous avons d'abord étudié les Etablissements d'Enseignement des différents degrés, puis l'Enseignement Technique. Nous avons ensuite examiné la situation et l'importance des Administrations et des Professions Libérales, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Nous nous sommes attachés spécialement à l'étude de la Protection de la Santé du Travailleur dans les Diverses Industries Lunévilloises parce que le rôle joué par l'industrie dans la vie et l'économie de la cité est relativement récent et particulièrement important. Nous étudierons enfin l'Organisation des Loisirs qui prend un intérêt nouveau depuis la limitation obligatoire du travail hebdomadaire à quarante heures.

Dans une quatrième partie, que nous avons intitulée la Santé Publique à Lunéville, au cours des Siècles et dans la Période Moderne, nous avons poursuivi l'étude de ces agents destructeurs opposés au développement de la vie d'une cité que constituent les Maladies et les Epidémies. Nous avons recherché ces grandes épidémies de peste qui se sont succédé jusqu'au XVII^e siècle. Nous avons passé en revue celles

qui ont déroulé leurs funestes anneaux au cours des temps modernes, parfois jusqu'au début de ce siècle : choléra, fièvre typhoïde, dysenterie, typhus exanthématique, variole, méningite cérébro-spinale... Les maladies qui sévissent encore aujourd'hui avec une fréquence marquée leur feront suite : scarlatine, rougeole, diphtérie, tuberculose, affections pulmonaires aiguës, rhumatisme, etc...

Le cours de ces chapitres aura présenté sans cesse à notre étude les efforts constructifs réalisés à Lunéville pour améliorer les conditions de la vie et du travail des habitants. La série des chapitres suivants composera le vaste tableau des œuvres publiques et privées qui se proposent d'assurer la protection de leur vie. Les plus anciennes ont été fondées pour guérir les malades. Les plus récentes s'efforcent de prévenir la maladie.

Nous rappellerons tout d'abord, dans cette cinquième partie, la part éminente que les Médecins de Lunéville ont prise à la création et au développement de ces œuvres d'Assistance Préventive et Curative, puis nous étudierons l'activité sociale que manifestent :

Les Services Hospitaliers de Lunéville;

L'Assistance Hospitalière aux vieillards et aux orphelins;

Le Bureau Municipal d'Hygiène;

L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle;

Les Crèches Municipales;

Le Bureau de Bienfaisance;

Les Œuvres Sociales de la Caisse d'Epargne;
Les Œuvres Sociales des Industries Lunévilloises;
Les Œuvres Sociales Privées;
La Protection des Familles Nombreuses.

Après l'étude de cet équipement sanitaire et social, nous rassemblerons dans la sixième partie les indices de santé qui nous permettront de juger les progrès réalisés. Nous examinerons successivement l'évolution numérique de la population, les chiffres de la *nuptialité*, de la *natalité*, de la *morti-natalité*, de la *mortalité infantile* et de la *mortalité générale*. Au cours de cette Etude Démographique, nous comparerons le Mouvement de la Population de Lunéville à la Période Contemporaine avec celle des populations de l'arrondissement, du département et de la France.

Enfin, dans une septième partie, nous tenterons d'établir les Résultats de l'Effort Sanitaire et Social à Lunéville. Nous nous efforcerons de rechercher si l'activité déployée depuis la fin de la guerre de 1914-1918 pour le réaliser a été utile et couronnée de succès et quels buts elle doit encore se proposer d'atteindre pour mieux assurer la protection des habitants. Le bilan des gains réalisés et le tableau des tâches futures formeront les conclusions de notre ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE

La vie de Lunéville au cours des siècles

L'histoire de Lunéville au cours des siècles a pour caractéristique principale de suivre une évolution discontinue. De longues périodes de guerres et de difficultés économiques maintiennent la ville dans une stagnation complète ou même lui impriment une régression. Elles sont séparées par des périodes, malheureusement plus courtes, où des conditions favorables d'existence permettent à la ville de prendre un brusque essor dans la paix et la prospérité. Ainsi l'étude de *la vie de Lunéville au cours des siècles* nous permet de distinguer *cinq périodes principales*.

La première comprend les longues années où la ville, continuellement torturée par les invasions, les famines et les épidémies, vit dans l'anxiété, à l'étroit dans sa ceinture de murailles.

Le règne de LÉOPOLD apporte à la Lorraine dès ses débuts l'espoir de la sécurité. Pour Lunéville, il est l'origine d'une période de prospérité où la ville renverse ses remparts et manifeste un épanouisse-

ment soudain qui se prolonge sous le règne de Stanislas LECZINSKI.

L'incorporation de la Lorraine dans la France prive Lunéville de la cour ducale qui lui apportait la richesse. Elle entre dans une longue période de stagnation qui dure jusqu'à la chute du Second Empire.

L'arrivée des Alsaciens et des Lorrains après l'annexion de leurs provinces par l'Allemagne entraîne le développement de la grande industrie à Lunéville. C'est un nouvel essor qui commence. Il marque une quatrième période dans l'histoire de la ville et se poursuit jusqu'à la guerre de 1914.

Lunéville connaît de nouveau les horreurs de l'invasion et les blessures de la guerre. Quand l'angoisse qui pèse sur elle, si proche du front des hostilités, s'est dissipée, elle dépense une activité considérable dans l'amélioration de l'hygiène générale et dans la protection de la santé publique. Elle la soutient encore aujourd'hui, malgré les lourdes charges que la crise économique actuelle lui impose.

DES ORIGINES AU TRAITÉ DE RYSWICK

Les origines de Lunéville. — La formation de la ville-forte. — La première charte communale. — L'organisation municipale. — Les premiers règlements d'hygiène. — Le droit de bourgeoisie au xvi^e siècle. — Les guerres et les misères du xvii^e siècle.

A travers toutes les périodes de son histoire, la Lorraine a été le champ de guerres répétées. A peine constitué, au x^e siècle, le duché se hérissait de châteaux forts, qui formaient autant de petites seigneuries. L'une d'elles fut le comté de Lunéville.

Nous trouvons le premier témoignage de l'existence de Lunéville dans une charte de 1034, qui l'appelle *Lienatis Villa*. Puis le nom s'écrit successivement *Lunaris Villa* (1137), *Linervilla* (1140), *Lunivilla* (1157), *Linelvilla* (1184), et, au xiii^e siècle, *Liniville*, *Linéville* ou *Lenéville*.

C'est sur la charte de 1137 que certains auteurs se sont basés pour lier l'origine de Lunéville, *Lunaris Villa*, à l'existence, plusieurs siècles auparavant, à l'époque gallo-romaine, d'un temple élevé sur la colline de Léomont en l'honneur de Diane. Ainsi le croisissant de la déesse qui était venue hanter nos forêts à la suite des légions romaines figure-t-il trois fois aux

armoiries de la cité. Cependant, rien ne permet de prouver avec certitude cette étymologie.

Le rendez-vous de chasse seigneurial primitif avait été bien choisi, à l'union des vallées de la Meurthe et de la Vezouze, au cœur de l'immense forêt qui s'étendait alors de Saint-Nicolas de Port jusqu'au pied du Donon. Il se transforme bientôt en maison forte, en château. Non loin, se trouve un hôpital, asile religieux pour les passants. Le comte Folmar le Vieux fonde, en 999, l'abbaye de Saint-Remy, à l'abri du château. Des manants s'y installent aussi, et leurs demeures forment une bourgade, plus tard une ville fermée.

En 1243, le comté de Lunéville est incorporé dans le duché de Lorraine et, en 1344, le duc Raoul devient l'unique propriétaire du Château et de ses dépendances, liant ainsi intimement pour quatre siècles le sort de Lunéville à celui de sa Maison.

Ferri III octroie à la ville, en 1265, sa première charte communale, « droits et usages de ceux de Lunéville, de Viller, de Ménil, de Moncel, de Rehainviller et d'Adoménil ». Jusqu'en 1590, elle sera proclamée chaque année, le premier mardi après l'Epiphanie, devant la commune « convoquée et amassée au son de la cloche sur la Halle... ».

Si les franchises municipales accordées sont limitées, si les attributions juridiques des échevins n'ont pas l'importance qu'en d'autres lieux leur laisse la loi de Beaumont, et sont restreintes par les pouvoirs du

prévôt, représentant le duc, les bourgeois obtiennent du moins la liberté de leurs mouvements, assurée par des dispositions minutieuses, et leurs échanges commerciaux sont protégés. Plus tard, quatre officiers municipaux seront élus, chaque année, parmi les bourgeois « au jour des plaids banals » : ce sont les deux gouverneurs de la ville et les deux gouverneurs de l'hôpital, en réalité simples receveurs chargés de « faire toutes recettes et dépenses » sous le contrôle du gouvernement ducal.

Le développement de la ville est bientôt entravé par la guerre et par les épidémies qui ravagent le pays. C'est, en 1304, la bataille où Mathieu II est vainqueur, sous les murs de Lunéville, des Seigneurs Lorrains, mécontents des libertés accordées à la bourgeoisie par la Charte de Beaumont ; c'est, en 1307, la prise et le pillage de la ville par les troupes de l'évêque de Metz Renaud de Bar ; c'est en 1475, l'occupation par les armées de Charles le Téméraire, auxquelles la Ville ouvre ses portes, sachant qu'elle ne pourrait pas être défendue ; l'année suivante, les Bourguignons sont assiégés, à leur tour, dans la ville par les Seigneurs Lorrains et doivent se retirer. D'autres fléaux menacent les habitants qui ont échappé aux hommes d'armes. Les épidémies, la peste surtout, déciment les populations à maintes reprises.

Au cours des accalmies, la ville peut reprendre sa croissance. La prospérité ne pouvait pas manquer de venir, puisque la place forte était la résidence préfé-

rée des Ducs et se trouvait à proximité de deux rivières navigables, au nœud d'entrecroisement de la route vosgienne, de celle de Vic, terre d'évêché, et de celles de Lorraine, de France et d'Allemagne.

Les artisans se groupent et s'organisent en confréries et corps de métiers. Le 13 janvier 1417, le duc Charles III accorde aux bouchers de Lunéville une charte. A côté de l'organisation du métier, nous y trouvons un règlement d'hygiène alimentaire. C'est le texte le plus ancien qui nous soit parvenu sur un tel sujet, considéré à Lunéville.

Il était défendu de vendre « nulle mauvaise chair audit maisel (1), et quiconque serait trouvé faisant le contraire, il serait à l'amende de cinq sols, dont nous aurons la moitié et lesdits compagnons l'autre...

« Item, nuls desdits compagnons ne doivent amener audit maisel aucune beste pour tuer, qui ne soit saine et entière.

« Item, nuls desdits compagnons ne doivent saigner aucune beste à terre, mais doivent mettre un cuval dessous ladite beste, sur l'amende de cinq sols; et ne doit ruer nuls trippes audit maisel, ni en iceluy faire ordure... ».

La même corporation surveillait la vente du poisson.

Après la chute de Charles le Téméraire, en 1477, une période de paix permet de réparer les ruines de la guerre. L'importance de Lunéville s'accroît au début du xvi^e siècle. Les commerçants s'établissent en

(1) Confrérie des compagnons bouchers : de l'allemand METZGER.

grand nombre. Le Duc doit ajouter deux nouvelles foires annuelles aux foires de la Saint-Georges et de la Saint-Martin qui n'étaient plus suffisantes à l'activité des échanges. Les séjours des ducs ANTOINE et CHARLES III à Lunéville favorisent cette expansion.

Deux fléaux restent menaçants : la peste qui réapparaît parfois et contre laquelle il existe peu de moyens de défense, et les Allemands, qui traversent et pillent maintes fois la région, de 1562 à 1576, en allant secourir les Réformés de France. Pour leur résister, Lunéville s'entoure d'une enceinte redoutable ; mais les abords mêmes de la place-forte sont ravagés par les reîtres. La population diminue de cinq ménages. La ville est menacée par la famine, d'autant plus que la foudre et le gel sévissent à leur tour. En 1575, la somme de 727 francs 3 gros est quittée par ordre de Charles III aux habitants « pour et en considération du feu, foudre et tempête tombés sur leur finage et principalement du côté des vignes, le jour de fête Saint-Georges 1574, même que le nombre desdits habitants seroit de beaucoup diminué, tant par mort que par l'absence d'iceux depuis le dernier dénombrement » (Compte des Aides de l'an 1575).

La misère des habitants favorise le développement des maladies. Pour lutter contre elles, un règlement d'hygiène s'élabore à cette époque. Nous en rappellerons les principaux articles dans la quatrième partie de cet ouvrage quand nous étudierons les épidémies de peste au XVI^e siècle.

Le duc ne dédaignait pas de veiller lui-même à la propreté des rues et des places et de prendre les mesures nécessaires pour que la ville fût « à l'avenir plus nette ». Par les lettres patentes de 1579, défense est faite aux Lunévillois de déposer du fumier et des immondices devant leurs maisons; il est interdit de « laver les buées et linges aux fontaines ou puits..., à moins que l'eau de la rivière fust pour lors trouble et telle que l'on n'y pust bonnement laver lesdits buées et linges ». Toute contravention est punie d'une amende de 5 francs, répartie par tiers entre le prévôt, le greffier et la ville qui doit l'affecter à l'entretien des chemins.

Mais les efforts de la police échouent le plus souvent contre l'apathie des habitants et les premiers efforts du corps municipal constitué par les lettres patentes de CHARLES III, le 29 janvier 1589, s'appliquent à des prescriptions d'hygiène. Les lettres ducales remettent la défense des droits et des privilèges des bourgeois à douze procureurs, élus pour quatre ans. Ceux-ci forment avec les quatre gouverneurs le conseil général de la commune. En réalité, ses attributions sont bien réduites et le pouvoir exécutif appartient toujours aux officiers du duc de Lorraine : le lieutenant du bailli de Nancy, le substitut du procureur général de Lorraine et le prévôt.

Le 10 octobre 1589, une des premières délibérations du conseil de Lunéville édicte un règlement draconien dont l'application permet enfin de rendre la ville plus propre et plus saine. La population se multiplie.

LEGENDE

- A *Vieille enceinte.*
- B *Nouvelle enceinte.*
- C *Faubourg d'Allemagne.*
- D *Château.*
- E *Porte d'Épinal.*
- F *Porte S^t Georges ou Joly.*
- G *Porte S^t Nicolas ou du Pont.*
- H *Porte S^t Jacques ou d'Allemagne.*
- I *Le Moulin.*
- J *Maisons.*
- K *Templiers.*
- L *Cour et Hôtel Sauvage.*
- M *Chanoines Réguliers (S^t Remy).*
- N *Prieuré S^t Jacques (ancien).*
- O *Commanderie S^t Georges.*
- P *Religieuses.*
- Q *Capucins.*
- R *Hôtel de Ville.*
- S *Ecuries de Ville.*
- T *Tour Blanche.*
- U *Tour d'Épinal.*
- V *Tour Blainpain.*
- X *Tours S^t Jacques ou d'Allemagne.*
- Y *Tour du Château.*
- Z *Fossés à sec.*



sur l'original
de l'architecte





LEGENDE

- 1 Place du Château.
- 2 Petite Place. id.
- 3 Place des Halles.
- 4 id. Rose.
- 5 id. St. Remy.
- 6 Grand Rue.
- 7 Rue Porte-Joly.
- 8 id. Hargant.
- 9 id. Paquette.
- 10 Place du Binil.
- 11 Rue de Metz.
- 12 id. des Loups.
- 13 id. Notre-Dame.
- 14 id. de la Trinité.
- 15 id. du Château.
- 16 id. de Place d'Allemagne.
- 17 id. de la Reine.
- 18 id. de Place du Puits-creux.
- 19 id. de la Commanderie.
- 20 id. (petite) du Puits-creux.
- 21 id. de la Vieille Muraille.
- 22 id. des Cloutiers.
- 23 id. de la Brèche.
- 24 id. de la vieille Boucherie.
- 25 id. des Trois Pucelles.
- 26 id. de la Pucelle.



La Tour blanche.

En 1592, elle atteint le chiffre approximatif de 2.800 habitants.

Cet accroissement est d'ailleurs limité par les formalités requises de quiconque veut entrer dans la communauté bourgeoise. Il fallait présenter à l'assemblée municipale une requête appuyée par des témoins qui garantissent l'origine, la qualité du demandeur et les ressources qui lui permettent de ne pas être à charge à la communauté. Au droit de faire partie de cette bourgeoisie lunévilloise, est attaché le devoir de vivre en bonne entente avec ses autres membres, de défendre la ville et de payer les impôts. Après versement du droit d'entrage de 30 francs et promesse « de rendre tous offices dignes de bons bourgeois et tels que l'on espère d'eux », le demandeur recevait satisfaction.

L'organisation des métiers, commencée au siècle précédent par la constitution de la corporation des bouchers, se poursuit au xvi^e siècle. La corporation des cordonniers et tanneurs reçoit ses statuts en 1554. Ils assurent la protection du métier, la recherche de la qualité, le libre jeu de la concurrence.

Le xvii^e siècle commence dans une aurore de bonheur, sous l'autorité bienfaisante de Charles III, puis de Henri II qui montrent une grande sollicitude pour le commerce et pour l'industrie, apportent des embellissements à la ville et au château et protègent les libertés et les droits des bourgeois. L'ambition et la turbulence de Charles IV ramènent la guerre, et,

derrière elle, son cortège habituel d'épidémies. De 1633 à 1638, six armées évoluent entre Nancy et Lunéville. Les Français occupent Lunéville en septembre 1633. Cinq ans plus tard, ils abandonnent la place en mettant le feu aux quatre coins de la ville. Les troupes de Louis XIII reviennent bientôt l'investir. Après un bombardement de quinze jours, l'armée assiégeante, ramassée de bandits de toutes les nations, prend la ville d'assaut le 17 novembre 1638. Les habitants sont dépouillés ou passés au fil de l'épée. Pendant trois jours, la ville est livrée au pillage. En janvier 1642, le démantèlement de la place forte commençait.

A ces « Maux de la Guerre », dont CALLOT nous a transmis le souvenir dans ses immortelles gravures, s'ajoute le retour de la peste qui éclate à plusieurs reprises. Les survivants sont accablés par la disette. Pas de pain à partir de 1635. A cause de ces « misères des guerres », les terres restent incultes. Les blés que les paysans tenaces s'obstinent à semer n'ont pas le temps de mûrir. Les chevaux des soldats les mangent encore verts. « Le menu peuple ne trouva plus moyen de se nourrir que de glands et de racines » (*Mémoires du marquis de Beauvau*, p. 56). Les glands et les racines viennent à manquer, on mange « les charognes des chiens, des chevaux et des chats qui souvent étoient pourris et exhaloient une odeur insupportable » (ABRAM, *Histoire de l'Université et du Collège de Pont-à-Mousson*, Ms 41 de la Bibl. de Nancy). Les malheureux humains disputent cette

nourriture infâme aux loups affamés qui rôdent dans les rues et pénètrent même dans les maisons. En 1641, trois habitants de Mont-sur-Meurthe sont dévorés (GUERRIER, *Annales de Lunéville*, p. 22).

La faim devient si cruelle qu'il y a des femmes « réduites à la dure nécessité de manger leurs propres enfants pour ne pas mourir de faim, s'entredisant l'une à l'autre : « Aujourd'hui, je mangerai la part du tien, et demain tu auras aussi part au mien » (*Mémoires de Beauvau*, p. 56). Les chroniqueurs nous rapportent des détails affreux d'abominations « que la postérité ne voudra jamais croire ». Certains « mangèrent les cadavres des hommes qui avoient été tués ou qui étoient morts de faim. Il y en avoit qui alloient à la chasse des hommes comme on va à la chasse aux lièvres. Ils tendoient des embûches pour les attraper et pour les manger ensuite » (ABRAM). « Durant les grandes froidures, un jeune garçon s'étant allé chauffer chez un autre à Badonviller, étant auprès du feu, il fut tué par le maître de la maison, non pour autre sujet que pour le manger » (*Journal de Dom Cassien Bigot*, p. 76).

Toutes les classes de la société, laboureurs, artisans, bourgeois, nobles, sont atteintes et réduites à l'indigence. A Lunéville, en 1644, pour payer la rançon des notables emmenés par l'ennemi comme otages, il faut engager au mont-de-piété de Nancy les ornements sacerdotaux, les vases sacrés et tous les objets de piété précieux appartenant à l'église Saint-Jacques (*Notice sur l'ancienne église Saint-Jacques*, p. 24). En 1647, les habitants obtiennent un délai de

six mois pour payer leurs dettes personnelles (*Archives de Lunéville*, FF. 14).

Toutes ces calamités sont augmentées par un froid extrême « qui en a fait mourir une grand nombre » (*Journal de Dom Cassien Bigot*, p. 74). La dépopulation s'étend avec une rapidité effrayante. Lunéville ne compte, en 1644, que trente conduits ou ménages imposables, payant l'aide Saint-Remy. Dans les comptes de 1647, on lit : « Il n'y a aucun office qui ait été plus maltraité que celui de Lunéville, tant ès quartiers d'hiver, passages de gens de guerre qu'autrement, et en telle façon que la plupart des lieux d'icelui sont brûlés, les autres déserts ou fort peu habités ». (LEPAGE, *Les Communes de la Meurthe*, I, p. 639).

La campagne autour de Lunéville est déserte. Les villages n'ont plus d'habitants. Certains sont abandonnés et disparaîtront. Aux environs immédiats de Lunéville, Danez et Faimbois n'ont pas laissé le moindre témoignage de leur existence passée. Adoménil, Saint-Epvre, Pessincourt et Mervaville ne sont plus représentés que par une ou deux maisons. Bien des habitants de la campagne se sont réfugiés à Lunéville; d'autres viennent y faire baptiser leurs enfants, la plupart des villages voisins n'ayant plus de curé. Et cependant, les registres des baptêmes de la paroisse Saint-Jacques, sur lesquels, avant 1636, 190 enfants étaient, en moyenne, inscrits chaque année, nous montrent que le nombre des baptêmes tombe à 80 en 1636; 77 en 1638; 30 en 1639 et ne dépasse guère 50 jusqu'en 1647 (*Archives de Lunéville*, GG, 7). Un autre témoignage de la dépopulation nous est donné

par une délibération du corps de ville qui restreint en 1640 le nombre des conseillers de 12 à 8.

La misère et les souffrances que Lunéville, avec la Lorraine toute entière endure, excitent la pitié de l'homme qui, dans cette époque troublée, est sans cesse occupé d'œuvres de charité. Vincent de Paul, en apprenant la situation tragique des campagnes lorraines, dépêche ses missionnaires zélés, chargés des aumônes qu'il a recueillies, et assiste avec un dévouement infatigable les Lorrains qui se sont réfugiés à Paris.

Les officiers de Lunéville expriment en 1643 leur reconnaissance à Saint Vincent de Paul, en lui écrivant : « Monsieur, depuis plusieurs années que cette pauvre ville a été affligée de peste, de guerre et de famine, qui l'ont réduite au point d'extrémité où elle est à présent, au lieu de consolations, nous n'avons reçu que des rigueurs de la part de nos créanciers et des cruautés du côté des soldats, qui nous ont enlevé par force le peu de pain que nous avions; en sorte qu'il semblait que le ciel n'avait plus que de la rigueur pour nous, lorsqu'un de vos enfants en Notre Seigneur étant arrivé ici chargé d'aumônes, a grandement tempéré l'excès de nos maux et relevé notre espérance en la miséricorde du bon Dieu... Le missionnaire que vous avez envoyé..., a vu notre désolation, et vous verrez devant Dieu l'obligation éternelle que nous vous avons de nous avoir secourus en cet état... » (GUERRIER, *Annales de Lunéville*, p. 20).

Jusqu'à la fin du xvii^e siècle, la guerre continue en Lorraine avec ses ravages et ses ruines. Seule, l'espérance de la paix soutenait les Lorrains au milieu de leurs souffrances. Elle ne devait se réaliser qu'après le traité de Ryswick (1697), avec le retour du duc Léopold dans ses Etats.

II

LE XVIII^{me} SIÈCLE

Le règne de Léopold. — La réorganisation administrative. — L'agrandissement de la ville. — Les embellissements. — La lutte contre la mendicité. — La fondation de l'hôpital. — L'industrie et le commerce. — L'activité bienfaisante de Stanislas. — Le règlement de police de 1772. — Lunéville à la veille de la Révolution.

Le traité de Ryswick rend à la Maison de Lorraine son autorité souveraine sur ses duchés. En entrant dans ses Etats, Léopold trouve ses terres ravagées et ses villes ruinées. Ses soins opiniâtres leur rendront rapidement la prospérité. La tradition se renoue de l'amour mutuel du prince et de ses sujets. La Maison de Lorraine possédait le secret de charmer les foules par sa charité, son affabilité et sa simplicité patriarcale.

Léopold s'efforce d'abord de réorganiser l'administration. L'édit du 31 août 1698 constitue le bailliage de Lunéville, comprenant les prévôtés de Lunéville, de Badonviller, d'Azerailles, de Blâmont et de Deneuvre (Recueil des édits et ordonnances, déclarations, traités et concordats du règne de Léopold I^{er}, I, 16).

Le corps municipal est lui-même transformé par une succession d'édits de 1701, 1707, 1720, 1723 et 1727. En 1701, il se compose d'un prévôt, chef de police, de cinq conseillers — deux conseillers choisis par le duc et trois conseillers élus par les bourgeois — et du procureur du bailliage. Les élections sont supprimées en 1707 et les charges sont achetées par leurs titulaires; certaines sont même rendues héréditaires et perpétuelles. L'édit de 1723 rétablit les élections qui désignent tous les trois ans les quinze notables, membres du conseil municipal.

Dans le calme de la paix rétablie, la population s'accroît de nouveau. En 1708, elle a presque triplé et s'élève à 2.699 habitants, sans compter les gens de Son Altesse (Bibliothèque de Lunéville. Fonds Piron, n° 20). Les séjours fréquents et prolongés de la Cour rendent nécessaires l'établissement de marchands, artisans, trafiquants et autres pareilles sortes de gens nécessaires, mais la ville n'est pas assez grande pour les loger. L'édit du 31 octobre 1710 accorde d'importants privilèges à quiconque viendra s'établir et construira sa demeure à Lunéville:

« Ordonnons qu'il soit marqué et désigné à ceux qui se présenteront à cet effet, par les officiers de notre hôtel de ville dudit lieu, des places et terrains convenables aux maisons et bâtiments qu'ils souhaiteront d'y construire, à charge qu'ils suivront les niveaux et alignements qui leur seront tracés par notre cher et féal sieur André, intendant de nos bâtiments...

« Et quant aux moyens de trouver les matériaux dont ils auront besoin à un juste prix, afin de travailler à leurs bâtiments avec plus de diligence et à moins de frais, ils leur seront indiqués et facilités suivant les ordres que nous en donnerons...

« Et pour donner auxdits particuliers qui auront dessein de bâtir tous les moyens possibles de notre part d'y trouver les avantages et agréments qu'ils en peuvent attendre dans une ville où nous faisons notre résidence, nous avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît qu'ils soient francs et exempts dans notre ville de Lunéville de toutes tailles, subsides et impositions, même de subvention, pendant trois années, si ce sont nos sujets ou autres qui soient déjà établis dans nos Etats; et si ce sont des étrangers non résidant actuellement dans nosdits Etats, terres et pays de notre obéissance, qu'ils jouissent de ladite franchise et exemption pendant six ans; et ce à compter du jour qu'ils auront fait en notredit hôtel de ville leurs soumissions pour bâtir.

« Que tant nosdits sujets qu'étrangers y soient pareillement francs et exempts de toutes corvées, même de traques de chasse pendant cinq années, sans que les uns et les autres soient non plus attenus à aucun logement de cour... » (*Archives de Lunéville*, AA, I).

Bientôt de nouvelles constructions s'élèvent. Banaudon bâtit, en 1713, la première maison de la rue qui porte aujourd'hui son nom. Le hameau de Viller

est réuni sans interruption à Lunéville. Les faubourgs de Ménil, Saint-André et de Nancy se développent. La place Saint-Léopold est formée; les Carmes s'y établissent en 1707. Dans le faubourg Saint-André, Léopold installe, la même année, ses Pages, les Suisses de sa Garde et l'Académie Militaire. Les Pages occupent un peu plus tard le bâtiment des Suisses qui sont transportés dans un vaste quartier élevé pour eux et pour les Cadets gentilhommes et officiers de la Maison Ducale sur la place Saint-Léopold.

En juin 1706, Léopold pose la première pierre de l'Hôtel de Ville (aujourd'hui, le Tribunal Civil) et de l'Hôpital actuel.

Germain Boffrand, élève de Mansard, est chargé par le duc d'édifier un palais sur l'emplacement du vieux château. En 1706, le château actuel est debout et devient la résidence de prédilection de la Cour lorraine. En 1711, Yves des Hours trace le dessin des Bosquets. Au voisinage du château, les grands personnages de la Cour font bâtir des hôtels.

Les ponts de bois de la Vezouze sont remplacés en 1720 par des ponts en pierre. En 1727, la rue de la Charité est ouverte; l'année suivante la place Neuve est tracée et Léopold accorde de nouveau des privilèges à ceux qui voudront y construire.

De son côté, la municipalité veille à la propreté et à l'entretien des rues. Le 1^{er} juin 1700, elle recommande à tous les propriétaires de faire paver devant leurs maisons dans le délai de deux mois (*Archives de Lunéville*, BB, 4, f° 144). Peu de temps après, elle

traite avec un entrepreneur pour l'enlèvement des boues (délibération du corps municipal, 1^{er} février 1702. *Ibid.*, BB, 4, f° 30). Le maître des hautes et basses œuvres est chargé de l'enlèvement des bêtes mortes moyennant 2 francs par tête de gros bétail, et 1 franc par tête de petit bétail, que lui doivent les propriétaires quand il leur rapporte les cuirs (délibération du corps municipal, 30 septembre 1705. *Ibid.*, BB, 4, f° 107).

Les misères du siècle précédent avaient développé la mendicité. Le corps municipal tente de la combattre en menaçant les étrangers qui mendieront dans la ville de peines de prison allant de trois à huit jours. Plus tard, deux agents de police, dits chasse-gueux, sont spécialement chargés de les arrêter et de les conduire hors de la ville.

En 1722, Lunéville est plus que jamais accablée de « mendiants, vagabonds et gens sans aveu ». L'ordonnance du 30 janvier de cette année crée une maison de force où seront enfermés durant une année tous les mendiants de l'un et l'autre sexe, grands et petits. La ville et les faubourgs sont divisés en six quartiers dans chacun desquels est choisi un commissaire, pris parmi « les plus notables bourgeois, d'une exactitude et d'une probité connues ». Ces commissaires dresseront la liste des pauvres qu'ils estimeront dignes de l'aumône publique (*Archives de Lunéville*, BB, 97 et suiv.).

Les pauvres affluent à Lunéville parce qu'ils ne trouvent plus à la campagne ces hôpitaux qui, depuis

le Moyen Age, étaient leurs asiles et qui, presque tous, sont alors fermés ou abandonnés. Le 6 avril 1709, les biens des hôpitaux d'Einviller et d'Ogéviller sont réunis à celui de Lunéville par l'évêque de Toul. Dès 1706, des malades sont soignés dans le nouvel hôpital où des religieuses de l'ordre de Saint-Charles ont été appelées. Le chirurgien REVARD, renommé pour l'opération de la pierre, vient s'établir à Lunéville à la demande de Léopold. Ferdinand Saucerotte et Christophe sont nommés « barbiers-perruquiers-baigneurs-étuvistes à la suite de la Cour ». Le duc assure à l'hôpital des ressources en obligeant les résidents de la ville et de la banlieue à faire un legs à l'établissement « faute de quoi le dixième de leurs meubles appartiendra et sera dévolu de plein droit audit hôpital » (DURIVAL, *Description de la Lorraine et du Barrois*, II, 75). Lui-même y fonde quatre lits et contribue de ses deniers à la fondation d'une maison de Charité.

La progression ascendante des octrois sur le vin, l'eau-de-vie, la bière, le cidre, la viande et les grains témoigne du développement du commerce et de l'industrie. Imprimerie, manufacture de toutes sortes de draps et étoffes de laine et de teinture, manufacture de « draps de Maroc, dauphines, estamets et droguets d'Angleterre », tapisseries de haute et de basse lisse, manufacture de canons, de fusils et de pistolets, fonderie de canons obtiennent par lettres patentes l'autorisation de s'installer.

On commence à voyager. Le sieur Claude Barthé-

lemy, bourgeois de Nancy, obtient le privilège de faire rouler régulièrement deux voitures entre Nancy et Lunéville. Les voyages, malgré la vigilance de la maréchaussée, manquent encore de sécurité. En 1727, des voyageurs sont attaqués « en différents endroits sur les grandes routes et chaussées, et notamment sur celles qui aboutissent à Lunéville » (*Recueil des Edits*, III, 234).

Les lettres circulent « par voie des postes et courriers ordinaires ». De Paris à Lunéville, on paye 6 sols par lettre simple, 7 sols par lettre sous enveloppe, 10 sols par lettre double et 24 sols pour « l'once des paquets ». De Nancy à Lunéville, la taxe est suivant les cas de 3, 4, 5 ou 12 sols.

La prospérité de Lunéville continue sous le règne de Stanislas. Le 3 avril 1737, le roi de Pologne arrive dans la ville que la duchesse régente Elisabeth-Charlotte avait quittée un mois plus tôt au milieu de l'affliction des habitants. Quelques années plus tard, en 1753, la population est de 2.433 feux, soit d'environ 12.000 âmes (État des visites et reconnaissances faites par les officiers de la maîtrise royale des eaux et forêts de Lunéville. Ms. de la Bibliothèque de Lunéville, f° 50).

Tandis que Chaumont de la Galaizière transforme le duché en province française malgré la résistance des habitants, Stanislas devient populaire par sa bienfaisance et sa générosité. Il distribue des dons très importants à l'Hôpital Saint-Jacques, à la Maison de Charité et à la Maison des Orphelins, que le chanoine

Bellaire fonde en 1759. La nouvelle église Saint-Jacques, commencée en 1730 par le duc François III, est achevée en 1747.

La ville est animée: piétons, chaises à porteurs, voitures circulent côte à côte. L'importance industrielle de Lunéville s'accroît: la faïencerie s'établit et se développe. Cyfflé sculpte dans sa manufacture de charmants ouvrages en terre lorraine.

L'organisation des corps de métiers se poursuit. Tour à tour, les bonnetiers, les boulangers, les tisserands, les tanneurs et corroyeurs, les chapeliers, les tailleurs d'habits, les tonneliers sont érigés « en corps et communautés de maîtrise ». Le règlement des jurandes assure la protection de la profession et la qualité des produits manufacturés. L'éducation des apprentis est l'objet de prescriptions méticuleuses. Nul ne saurait devenir maître s'il ne peut pas justifier de deux années consécutives d'apprentissage et d'une année de compagnonnage et s'il ne fait pas la preuve de son talent par la présentation d'un chef-d'œuvre. Après la mort de Stanislas, deux nouvelles corporations recevront leurs statuts: celle des orfèvres et celle des barbiers-perruquiers-baigneurs-étuvistes.

L'essor que Lunéville avait pris sous la bienfaisante autorité de Léopold et de Stanislas s'arrête à la mort du roi de Pologne, survenue en 1772. La ville est alors définitivement rattachée au royaume de France. Une nouvelle fois, son administration est réorganisée. L'édit d'octobre 1766 forme la munici-

palité d'un maire royal, d'un lieutenant de maire et de police, de quatre échevins, d'un échevin-trésorier receveur des octrois, d'un procureur du roi, d'un secrétaire-greffier, d'un commis, d'un commissaire de police et d'un huissier. Avec eux, dans le nouvel hôtel de ville, siègent la maîtrise des eaux et forêts et le bailliage.

Dès le début de son exercice, la nouvelle municipalité élabore un règlement de police, promulgué le 25 juin 1772, qui veille au développement harmonieux de la ville, recherche l'amélioration de l'état des rues et places publiques et renouvelle certaines prescriptions d'hygiène.

La ville continue à exiger des garanties d'honnêteté et de moralité des étrangers qui désirent s'établir sur son territoire. Ils doivent fournir un certificat de bonne vie et mœurs délivré par les officiers municipaux de leur résidence précédente, un extrait de mariage s'ils ont femme. Pour obtenir les lettres de bourgeoisie, il leur faut faire la preuve que « leur bien, leur profession et leur travail » leur permettent de ne pas être à charge à la communauté. Il faut payer un droit d'entrée de 10 francs, et jurer de « vivre en bon et fidèle sujet du roi et donner avis à la Chambre de tout ce qui pourrait venir à sa connaissance de contraire au service de Sa Majesté, au bien de la ville et du public » (Bibliothèque de Lunéville, fonds Piroux, n° 2).

L'hygiène des rues et des habitations continue à être l'objet des soins de la municipalité. Il est défendu

de bâtir tant que les plans de l'architecte n'ont pas été visés et approuvés par le maire. Le règlement de police du 25 juin 1772 fait disparaître les caves qui s'ouvrent sur la rue et gênent, par leurs saillies, la circulation. Les maisons doivent être pourvues de chéneaux et de tuyaux de descente « qui allaient jusqu'au sol et déchargeaient les eaux pluviales sur une pierre de 18 pouces de diamètre » (Archives de Lunéville, FF, 16).

Les rues sont balayées tous les jours par les habitants et même arrosées en été à un signal donné par la cloche du beffroi, à peine de 2 francs d'amende que les maîtres peuvent « retenir sur les gages de leurs domestiques ». Un entrepreneur enlève chaque jour les boues et les immondices. Tous les propriétaires doivent avoir des latrines dans leurs maisons. La police menace les récalcitrants d'en construire à leurs frais.

Pour assurer la facilité de la circulation, il est défendu aux parents de laisser les enfants au-dessous de sept ans « à leur propre conduite sur les places et dans les rues de la ville, sous peine de 10 francs d'amende payables sur-le-champ par les pères et mères, tuteurs ou curateurs ou autres personnes à la garde de qui lesdits enfants auront été confiés ». Interdiction est faite de nouveau de laisser circuler dans la rue les porcs, lapins, oies, canards et dindons, d'y tuer ou d'y brûler les porcs, d'y tirer des feux d'artifice, fusées, pétards et serpentéaux. Les rues sont éclairées: le corps municipal fixe au 15 novembre 1771 l'adjudication de l'entretien et de l'allumage de

470 lanternes placées en ville et dans les faubourgs, mais « la caisse de la ville étant épuisée », l'adjudication n'a lieu que le 1^{er} novembre 1772.

La défense contre l'incendie s'organise. En 1756, la ville possède 5 pompes à incendie, 500 seaux, 7 grands crochets garnis de frettes et 30 autres crochets (Archives de Lunéville, DD, 17).

Pour sauvegarder l'apparence des bonnes mœurs, il est enjoint à « toutes filles, même à celles nées en cette ville ou ses faubourgs, qui habitent en chambre, soit seules ou plusieurs ensemble, de se retirer dans leur famille, ou d'entrer en condition dans la quinzaine, à moins qu'elles n'aient des parents ou amis, gens de probité, qui répondent de la régularité de leur conduite..., à peine d'être lesdites filles chassées de la ville et des faubourgs, avec défense d'y rentrer et de 100 francs d'amende contre ceux qui leur donneront retraite » (Règlement de police du 25 juin 1772).

Enfin l'alimentation publique est surveillée d'une façon minutieuse : boulangers, bouchers, charcutiers, poissonniers, revendeurs et revendeuses, aubergistes, cabaretiers, taverniers et cafetiers sont soumis à un règlement très strict. Le souvenir des effroyables disettes des siècles précédents introduit dans les statuts des boulangers et des bouchers l'obligation de posséder toujours un approvisionnement suffisant en farines et en bétail sur pied. Le corps municipal fixe le prix du pain et de la viande. L'abatage des animaux et leur exposition aux étals des bouchers

sont surveillés. « Aucune viande, exposée ou retenue dans les maisons, boutiques ou arrière-boutiques, ne pourra être refusée aux acheteurs qui se présenteront, sous prétexte d'un débit ou destination faite au profit de quelque autre non présent, la préférence demeurant toujours en faveur de l'acheteur présent qui offrira le prix de la taxe ». Enfin, il est défendu aux bouchers « de comprendre sous quelque prétexte que ce puisse être, dans les ventes et distributions qu'ils font au poids, les têtes, pieds, foies ou mous, non plus qu'aucune portion d'os détachés et autres que ceux qui font naturellement partie des morceaux qu'ils distribuent... ».

L'accroissement de la population rend insuffisante la quantité d'eau livrée à la consommation, malgré le détournement au profit des fontaines publiques, en 1769, d'une partie des eaux qui alimentent les bassins des Bosquets. En 1778, quatre cents bourgeois élèvent une protestation véhémement, quand la cession du pâquis communal des Mossus à un particulier qui le transforme en plantation de garance tarit six fontaines de la ville.

A la veille de la Révolution, Lunéville nous offre l'image d'une cité lorraine où s'imprime déjà fortement le sceau de la royauté française. Au cours du XVIII^e siècle, de grands travaux d'édilité ont modifié profondément la physionomie de la ville. Elle s'est agrandie, embellie. Le commerce s'est développé et l'industrie prend pour la première fois une grande activité. La protection du travail s'organise dans les

corporations qui défendent les métiers de la concurrence déloyale, assurent l'enseignement professionnel, excitent le goût de l'œuvre faite avec soin et amour. Après les bouleversements des siècles précédents, la paix étend ses bienfaits.

Cependant, une sorte de léthargie pèse sur Lunéville depuis la mort du roi Stanislas. La Cour s'est dispersée et les Gendarmes Rouges ont été licenciés. L'agitation qui commence à bouleverser la France n'atteint pas la calme résidence ducale, désormais orpheline. Elle s'est résignée avec peine à la perte de son rôle brillant de capitale. La bienfaisance du règne de Léopold, pacificateur et habile réorganisateur de ses duchés, la souveraineté paternelle de Stanislas ne paraissent pas néanmoins avoir développé dans le cœur de leurs sujets le sentiment de la reconnaissance. Du moins, ne se manifeste-t-il pas dans le cahier de vœux que le tiers-état de Lunéville présente en 1789. Il ménage le vieil ordre des choses et affirme son attachement absolu à la patrie française, sans évoquer le souvenir de la famille ducale qui lui avait donné la prospérité.

III

DE LA RÉVOLUTION A LA CHUTE DU SECOND EMPIRE

Les difficultés de la gestion municipale pendant la période révolutionnaire et le Premier Empire. — La nouvelle organisation administrative. — Lunéville sous la Restauration. — La Maison des Vieillards et des Orphelins. — Les Bosquets. — Le Camp de Cavalerie. — La situation économique il y a cent ans. — La Caisse d'Epargne. — Le chemin de fer. — Les travaux d'embellissement et d'extension sous le Second Empire.

La disparition de la Cour de Lorraine est à l'origine de la stagnation qui caractérise la période qui s'étend de la Révolution à la guerre de 1870-1871. La population de Lunéville diminue dès la mort du roi Stanislas. En 1789, on ne compte plus que 2.315 feux, environ 11.500 habitants; 10.961 en 1793; 9.227 en 1801. Le chiffre de 12.000 habitants ne sera plus atteint avant 1827.

1789 est pour la Lorraine une année de disette, et le comité qui s'est substitué à la municipalité de Lunéville a fort à faire pour assurer l'approvisionnement de la ville en blé et pour réprimer « les brigandages qui se commettent sur les pommes de terre et autres fruits et légumes à une demi-lieue à la ronde de la ville et banlieue de Lunéville ».

Arthur Young, qui visite Lunéville le 17 juillet 1789, rapporte que « cette place n'a pas d'industrie, et, conséquemment, est très pauvre : on m'a assuré que la moitié de la ville, composée de 10.000 âmes, est réduite à la plus grande pauvreté » (*Voyages en France*, I, 409). Il est vrai que les opinions d'Arthur Young « ne comptent guère, tant ce voyageur est de mauvaise foi ».

Cependant, en 1793, de nombreuses réquisitions militaires vident les magasins de vivres et l'approvisionnement devient particulièrement difficile. La disette menace. Heureusement, la ville n'aura pas à subir d'invasions et la sagesse lorraine ne permet pas à la passion révolutionnaire de se livrer aux excès dont souffriront tant de villes de France.

A la promulgation de la loi municipale du 14 décembre 1789, la municipalité est une fois de plus réorganisée. Lunéville doit avoir un maire, un procureur de la commune assisté d'un substitut, onze officiers municipaux auxquels s'adjoindront pour former le conseil général de la commune vingt-quatre notables. Ils sont renouvelables par moitié tous les ans. La Constitution de l'an III bouleverse cette organisation. La nouvelle administration municipale, installée le 7 brumaire (4 novembre 1795), ne compte plus que sept membres. Ce nombre devait varier à plusieurs reprises jusqu'en 1848, où il est définitivement fixé à vingt-sept.

Le bailliage fait place en janvier 1790 au *district*. Celui de Lunéville comprend neuf cantons : Lunéville,

Bayon, Gerbéviller, Baccarat, Azerailles, Bénaménil, Crévic, Blainville, au total 99 communes. Au moment de l'organisation de la France en départements, Lunéville a l'ambition de devenir le chef-lieu du département de la Meurthe. Malgré les efforts généreux de l'abbé Grégoire, et en dépit d'incessantes réclamations, la ville est dépossédée de tout autre avantage administratif et doit se contenter d'être le siège d'un tribunal criminel.

La loi du 28 pluviôse an IX (17 février 1800) constitue l'*arrondissement* de Lunéville, divisé en dix-huit cantons : Einville, Laneuveville-aux-Bois, Leintrey, Blâmont, Badonviller, Haroué, Vaudémont, Vézélise, Pulligny, Blainville-sur-l'Eau, Crévic et Lunéville, c'est-à-dire à peu près tout l'ancien bailliage. Vaudémont et Pulligny seront rattachés dans la suite au canton de Vézélise. Depuis 1816, les cantons de Haroué et de Vézélise font partie de l'arrondissement de Nancy.

Les guerres de la Révolution et de l'Empire, en imposant de lourdes charges financières à Lunéville, rendent sa situation souvent tragique. Le commerce et l'industrie sont sévèrement touchés. En 1801, deux tanneries de médiocre importance subsistent. Les cinq brasseries souffrent de graves difficultés. La faïencerie a « subi un décroissement considérable ». Deux faïenceries de terre brune vivent à grand'peine. La filature du coton à la Maison des Orphelines et la manufacture de draps ont cessé leurs fabrications.

La seule réalisation permise par l'état du budget

municipal est l'éloignement du *cimetière*, alors contigu à l'Hôpital Saint-Jacques. Le décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804) ordonne que les cimetières soient hors des agglomérations. Ce n'est qu'en 1811 que celui de Lunéville peut être établi au Nord de la ville, à l'emplacement qu'il occupe actuellement.

En 1809, une compagnie de pompiers et une compagnie auxiliaire pour les incendies sont formées pour combattre plus efficacement le feu. En 1817, la compagnie de pompiers compte 74 hommes et 3 officiers. Chaque pompier met en masse 20 centimes par semaine « ce qui forme un fonds qui procure des secours à ceux auxquels il arrive quelque accident qui les met hors d'état de travailler, ainsi qu'à leurs veuves et à leurs enfants ».

Au début du XIX^e siècle, Lunéville est tout animée par l'arrivée des négociateurs du traité qu'ils devaient y signer le 9 février 1801 et qui assurait à la France la possession de la Belgique et de la rive gauche du Rhin. Pour accélérer les communications entre Lunéville et Paris pendant les discussions préliminaires, « on fait passer la ligne télégraphique par la première de ces villes ». Le télégraphe Chappe est installé au-dessus de l'horloge du château.

En 1809, la population compte 11.555 habitants. Pendant les guerres de l'Empire, de nombreux prisonniers autrichiens, puis espagnols sont internés à Lunéville. Plus tard, en 1814 et 1815, la ville est envahie à deux reprises par des armées russes et bavaoises qui lui imposent des charges écrasantes. Les changements successifs du régime de la France à

cette époque trouvent une municipalité opportuniste qui vote une adresse de félicitations à chaque nouveau gouvernement royal ou impérial qui prend le pouvoir.

Louis XVIII donne, en 1816, la charge de gouverneur de Lunéville au prince de Hohenlohe, avec le droit de résider à vie dans les locaux palatiaux. Le Prince se dévoue à la ville, secondé par sa femme. Leur générosité trouve rapidement à s'exercer. La misère est grande. Le 5 août 1816, un orage affreux ravage une partie du département de la Meurthe. Dans l'arrondissement, les territoires de Lunéville, Angomont et Laneuveville-devant-Bayon sont particulièrement atteints. La récolte, déjà mauvaise en 1815, manque complètement en 1816. Le blé se vend à la fin de l'année, jusqu'à 120 francs le résal et la miche de 8 livres, 5 francs; le résal de pommes de terre valait 40 francs (Guerrier, p. III. Marchal, p. 73).

Le curé Blampain et l'abbé Renard forment, avec quelques personnes charitables un comité de bienfaisance. Une société de dames s'organise en même temps sous le patronage de la princesse de Hohenlohe pour parcourir la ville et recueillir des souscriptions à domicile: 22.036 francs 26 centimes sont ainsi réunis en une seule année. L'abbé Renard, inspirateur de l'œuvre, conçoit alors le projet de relever la *Maison des Pauvres, le Coton*. Grâce à ses efforts, le 19 décembre 1816, 80 vieillards y sont installés.

Les récoltes sont mauvaises encore l'année suivante et le prix du blé reste aussi élevé qu'en 1816. « On



PLAN DE LUNÉVILLE

en 1855

Echelle d'un Mètre à 2000

0 50 100 150 200 250 300





a vu, écrit GUERRIER, des indigents recueillir avec empressement le sang des chevaux qu'on tuait de temps en temps, et se nourrir de leur chair. On en a vu d'autres chercher à se sustenter avec toutes sortes d'herbages, dont personne ne se nourrit dans les temps ordinaires, et qui occasionnèrent beaucoup de maladies; ces aliments accommodés sans aucune espèce de graisse et sans autre assaisonnement que du sel, ne pouvaient qu'être malfaisants ».

Quand cette période de misère s'achève, le prince de Hohenlohe porte son activité sur la restauration du *jardin des Bosquets*. Il est toutefois regrettable que les travaux entrepris aient bouleversé le parc de Stanislas et qu'ils n'aient pas conservé « bien des tronçons mutilés et des débris encore respectables des belles statues qui l'ornaient ».

Sur les instances du Prince, Louis XVIII crée à Lunéville un *camp d'instruction* pour les troupes de cavalerie. En hâte, on répare la caserne des Cadets, on construit de nouveaux bâtiments à la caserne des Carmes, à l'Orangerie, et des écuries près de l'aile gauche du Château. Sous les divers régimes qui ont succédé à la Restauration, Lunéville est restée une importante garnison cavalière.

La rue Banaudon est prolongée en 1819 jusqu'à la rue de l'Orangerie à travers la Fourrière. C'est le seul travail de quelque importance entrepris alors. Les fonds manquent pour les travaux de première utilité, en particulier pour l'alimentation en eau, tout

à fait insuffisante. Le projet présenté par le sous-préfet pour l'adduction d'eau de la Meurthe après élévation par une machine hydraulique est rejeté par la Municipalité.

Celle-ci se préoccupe cependant du sort de ses employés de bureau et d'octroi. En 1819, pour fonder une caisse de retraite, elle décide d'effectuer une retenue de 1 % sur les traitements inférieurs à 300 francs, de 2 % sur les traitements de 300 à 1.000 francs, et de 3 % sur les traitements supérieurs à 1.000 francs (Archives de Lunéville, D, I, f° 28). Un nouveau règlement, arrêté par le conseil municipal le 2 novembre 1832, devait fixer à 3 % le montant des retenues sur tous les traitements (*Ibid.*, D, I, 24, f° 195).

Malgré les manœuvres du camp et la présence fréquente des princes de la famille royale, Lunéville ne se développe que très peu pendant la Restauration et la Monarchie de Juillet. La population reste à peu près stationnaire: 12.370 habitants en 1827; 12.341 en 1830; 12.798 en 1836. Le recensement de 1841 donne le chiffre de 16.418 individus, mais c'est la première fois qu'on y comprend la population flottante: garnison, élèves des établissements scolaires, malades des hospices, détenus... La population civile n'est encore que de 12.285 habitants. Pour la première fois aussi, l'administration demande — outre l'indication des sexes et de l'état-civil — l'âge, la profession, la nationalité et le culte. En 1841, Lunéville compte 15.868 catholiques, 471 israélites et 79 protestants,

dont 1 anabaptiste. En 1846, la population s'est élevée à 14.394 habitants.

L'abbé GROSSE, dans son Dictionnaire Statistique du Département de la Meurthe, et GUERRIER, dans ses Promenades et Excursions dans les Communes des Six Cantons de l'Arrondissement de Lunéville, font un tableau de *la situation économique de Lunéville en 1836*.

Les 1.634 hectares du territoire de la ville comprennent alors 750 ha. de terres arables, 341 ha. de prés, 92 ha. de bois, 103 ha. de jardins, 189 ha. de vergers et de superbes houblonnières, 21 ha. de friches et de promenades publiques, 58 ha. de propriétés bâties (1.304 habitations) et 59 ha. de vignes.

Les établissements industriels sont relativement nombreux. Il en est peu qui occupent un nombre élevé d'ouvriers. On trouve à Lunéville en 1836 :

Une fabrique de sucre de betteraves ;

Plusieurs ganteries de peaux ;

Trois faïenceries, dont l'une est considérable et les deux autres beaucoup moins importantes, fabriquent des faïences en terre brune et des poêles en faïence ;

Une fabrique de calicots ;

Plusieurs entreprises de broderies ;

Cinq brasseries ;

Huit mégisseries ;

Quatre fabriques de bas au métier et de bonneterie ;

Une fabrique de papiers peints et de cartes à jouer ;

Cinq fabriques de chandelles ;

Six blanchisseries de toiles ;

Quatre ébénisteries ;

Un grand nombre de bons ouvriers en tous genres ;
Neuf pharmaciens ;
Plusieurs épiceries en gros très fréquentées ;
Une foule de marchands en détail ;
Vingt cafés ;
Cent cinquante hôtels, auberges, cabarets ;
Une imprimerie, avec un journal d'annonces qui paraît tous les samedis ;
Cinq librairies, dont quatre possèdent un cabinet de lecture ;
Plusieurs ateliers de reliure et une réglure ;
Les Grands Moulins sur la Meurthe.

Un moulin perfectionné est en construction sur la Vezouze. Enfin, déjà à cette époque, Lunéville est une des localités du département où les plantes fourragères, les légumes, les primeurs ont le plus attrayant aspect et la plus agréable saveur. Aussi le commerce des produits de l'horticulture est-il considérable.

Trois marchés se tiennent chaque semaine, le lundi et le mercredi sur la place Saint-Jacques, le vendredi sur la Place Neuve. « Des philanthropes désireraient qu'on fit des marchés couverts pour protéger la santé des habitants de la campagne contre les intempéries de la saison » (MARCHAL, *Histoire de Lunéville*).

Il y a des voitures publiques sur les routes de Lunéville à Paris et à Strasbourg ; un commissionnaire de Lunéville à Vic, deux de Lunéville à Rambervillers, un de Lunéville à Charmes par Bayon, un à Blâmont et un à Saint-Nicolas.

« Au 31 décembre 1834, il y avait à Lunéville quatre entrepreneurs de voitures publiques en service régulier, et dix entrepreneurs de voitures publiques en services d'occasion et à volonté ».

En 1833, l'initiative de généreux citoyens permet la fondation d'une *Caisse d'Epargne*, destinée à abriter les économies des ouvriers, menacées par les crises industrielles et commerciales si fréquentes à ce moment. La Caisse d'Epargne de Lunéville et de l'Arrondissement est autorisée par ordonnance du 11 juillet 1833. Elle commence ses opérations le 3 novembre suivant et se développe rapidement : au 31 décembre 1847, elle compte 1.537 livrets, qui représentent le dépôt de 735.794 francs 22 centimes.

Dès 1835, la Caisse d'Epargne peut prêter à la Commission des Hospices et au Bureau de Bienfaisance les sommes nécessaires à l'ouverture d'un mont-de-piété. Les pauvres sont toujours nombreux dans la ville. Un dépôt de mendicité est installé, en 1845, dans une maison attenante à l'hospice des vieillards pour recevoir les mendiants invalides des deux sexes domiciliés à Lunéville.

Pendant les années 1846 et 1847, le conseil municipal doit faire de nouveaux sacrifices pour leur venir en aide en leur procurant du travail et les secours indispensables. Il vote les crédits destinés à réduire le prix du pain vendu à la classe ouvrière et à l'établissement *d'ateliers de charité* sur les chemins vicinaux. Ces ateliers occupaient jusqu'à 240 ouvriers à l'amélioration des chemins du territoire de Lunéville.

A l'intérieur de la ville, les travaux d'urbanisme sont peu nombreux sous la Monarchie de Juillet. La ville se désintéresse, en 1837, du projet de construction d'un canal entre Saône et Moselle avec rigole

navigable de Damelevières à Lunéville et prolongement possible vers Saint-Dié. Mais, en décembre 1841, le conseil municipal émet un vœu en faveur de la construction d'un *chemin de fer direct de Paris à Strasbourg* par Vitry et Nancy et demande que cette ligne traverse le département de la Meurthe. Il propose de concourir à la dépense pour une somme de 100.000 francs, à condition que le chemin de fer desserve Lunéville. Le 8 janvier 1842, il affirme sa résolution de « soutenir la justesse, la raison des prétentions des départements de l'Est, et combattre celle des départements de la Bourgogne et de la Franche-Comté » ; il autorise, le même jour, le maire à prélever sur les fonds disponibles de l'exercice courant une somme de 3.000 francs pour faire étudier le passage de la voie ferrée sur le territoire même de Lunéville. M. Collignon, ingénieur en chef du canal de la Marne au Rhin, qui venait de présenter au conseil municipal de Nancy un travail remarquable sur la ligne projetée, est prié de défendre les intérêts de la ville (Archives de Lunéville, D, I, 27, f° 139 et 141).

On pouvait craindre, un instant, que la direction à suivre ne fût indiquée par le canal de la Marne au Rhin. Le Conseil Municipal émet le vœu que le chemin de fer de Nancy à Strasbourg longe la vallée de la Vezouze jusqu'à Marainviller (Archives de Lunéville, D, I, 28, f° 31). Puis il fait étudier aux frais de la ville deux tracés, l'un au Nord, l'autre au Sud de l'agglomération.

On n'a la certitude que la ligne traversera le territoire de Lunéville qu'à la promulgation de la loi du

19 juillet 1845 qui autorise le Ministère des Travaux Publics à procéder à l'adjudication du chemin de fer de Paris à Strasbourg. Le Conseil Municipal intervient, encore l'année suivante, pour demander que la voie ferrée ne touche pas au Champ de Mars « à cause des perturbations et des accidents que le passage des convois pourrait occasionner dans les escalons ». Le succès couronne enfin tous ces efforts, tendus vers la réalisation d'un projet si important pour le développement futur de Lunéville. Le 17 juillet 1852, le Prince-Président Louis-Napoléon inaugure le chemin de fer de Nancy à Strasbourg.

Sous le Second Empire, la population ne varie guère. Du total de 15.517 habitants (12.476 civils) en 1851, elle passe à 15.184 (12.393 civils) en 1866.

Lunéville s'embellit sous *l'administration de Parmentier*, maire de la ville durant vingt et une années, de 1849 à 1870. Le quartier de Viller se transforme grâce à l'activité inlassable de *l'abbé Trouillet*, qui bâtit l'église Saint-Maur, achevée en 1855. Le décret du 28 novembre 1857, délimite la nouvelle paroisse. L'abbé Trouillet s'occupe aussi de la restauration de la chapelle Saint-Léopold. Il construit, à côté de l'église Saint-Maur, une salle d'asile pour deux cents enfants, une école primaire de filles, un pensionnat de Demoiselles, une école de garçons, un hôtel Sainte-Anne et Saint-Martin, un ouvroir, une enfilade de maisons qui s'étend de la ruelle de la Meurthe jusque vis-à-vis l'ancien octroi de Viller. Enfin, il commence l'institution Saint-Pierre Fourier, dans un local occu-

pé, rue de Viller, par une faïencerie qui périlclitait. Le départ de l'abbé Trouillet en 1865 pour Nancy, où il devait élever l'église Saint-Epvre, laisse à Lunéville d'unanimes regrets.

En 1853, la synagogue est restaurée. En 1869, le temple protestant est érigé sur la place du Chauffour. La générosité de Germain Charier permet la construction, en 1859, des Halles où sont réunis, sous le même toit, un marché aux grains, aujourd'hui gymnase municipal, et une salle des fêtes. On reconstruit, en 1863, avec des piles de pierre, le pont de bois de Xerbéviller.

Des travaux d'hygiène importants sont entrepris. Des trottoirs sont établis dans la plupart des rues. Quatre égouts datent de cette époque : celui de la Place Léopold à la gare, celui de la Grand'Rue — de la place du Château à la place Rose (carrefour de la Grand'Rue et de la rue Germain-Charier) — celui de la rue des Bosquets, celui de la rue Gambetta à la rue de Ménil et à la Meurthe, long de 1.000 mètres. En 1859 et au cours des années suivantes, on cherche de nouvelles sources qui pourraient augmenter le débit des fontaines, toujours très insuffisant. Aucune solution n'est cependant trouvée.

Le conseil municipal signe, en 1853, un contrat avec M. Jeanmaire pour *l'éclairage de la ville au gaz*. Trois ans plus tard, les travaux étaient réalisés.

Grâce à l'initiative de M. Parmentier, une Société de Secours Mutuels et de Prévoyance est fondée, le

1^{er} juillet 1850. Un conseil de prud'hommes est créé en 1853. D'autres sociétés se forment, en particulier la Musique Municipale et une Compagnie de Francs-Tireurs. Un champ de tir est construit.

Les chemins de fer poursuivent leur développement. La ligne de Saint-Dié est livrée à la circulation jusqu'à Raon-l'Etape à partir du 17 mai 1864, et exploitée sur tout son parcours au mois de novembre de la même année. La ligne d'Avricourt à Blâmont et à Cirey est inaugurée le 8 mars 1870. De nouveau, la construction d'un canal de Dombasle à Lunéville est l'objet d'une étude du Conseil Municipal. La guerre de 1870 en brise le projet.

IV

DE LA GUERRE DE 1870 A LA GUERRE DE 1914

L'invasion allemande. — L'arrondissement de Lunéville à la suite du traité de Francfort. — L'établissement de nombreux Alsaciens après l'annexion. — Les travaux d'édilité et d'embellissement. — Le développement industriel. — L'accroissement rapide de la population.

Le désastre de la guerre de 1870 transforme profondément la paisible ville lorraine qui languissait depuis un siècle. Sa situation nouvelle de ville-frontière, imposée par la défaite des armes françaises, allait exalter le patriotisme de ses habitants, tandis que l'afflux des Alsaciens qui fuient la domination allemande sur leurs foyers paternels transfuse un sang nouveau à la cité. En coïncidant avec la naissance de la grande industrie moderne, il lui donnera un essor qui s'est poursuivi jusqu'à la guerre de 1914.

Les armées allemandes arrivent à Lunéville, le 12 août 1870. Pendant plus de six mois, la ville restera occupée et traitée en ville conquise. Après la signature de l'armistice, l'occupation se prolonge jusqu'en 1873. La ville est épuisée par les contributions écrasantes qu'exige le vainqueur. Plus d'une fois, la municipalité, à la suite de son maire, Edmond KELLER s'oppose à l'ennemi « au prix de luttes souvent ora-

geuses et violentes, quelquefois au prix de sa liberté ». Les habitants se dévouent auprès des malades et des blessés comme auprès des prisonniers si nombreux que des trains, signalés par le tocsin, transportent sans cesse en Allemagne.

Le traité de Fransfort ampute douloureusement le département de la Meurthe. Neuf communes du canton de Vic-sur-Seille nous sont laissées: Arracourt, Athienville, Bathelémont-lès-Bauzemont, Bezange-la-Grande, Juvrecourt sont d'abord rattachées judiciairement au canton de Lunéville-Nord; Bures, Coincourt, Réchicourt-la-Petite, Xures, au canton de Lunéville-Sud. Ces communes devaient être réunies plus tard en un seul canton, le canton d'Arracourt, qui dépend de l'arrondissement de Lunéville.

Neuf communes de l'arrondissement de Sarrebourg restent françaises: huit communes du canton de Lorquin, Bertrambois, Cirey-sur-Vezouze, Parux Petitmont, Raon-lès-Leau, Saint-Sauveur, Tanconville, Val-et-Châtillon, d'abord rattachées judiciairement au canton de Blâmont, forment aujourd'hui le canton de Cirey, dépendant de l'arrondissement de Lunéville. La commune d'Igney est détachée du canton de Réchicourt, annexé à l'Allemagne, pour entrer dans le canton de Blâmont. Deux de ces communes, Igney et Raon-lès-Leau, avaient été primitivement attribuées à l'Allemagne. Elles sont rendues solennellement à la France en novembre 1871.

Enfin, le 8 novembre, la commune de Raon-lès-Leau est distraite du canton de Cirey et rattachée au

canton de Badonviller, qui venait d'être constitué en détachant onze communes du canton de Baccarat. L'organisation judiciaire de l'arrondissement de Lunéville n'a plus changé depuis cette date.

De nombreuses familles alsaciennes viennent s'installer à Lunéville après l'annexion. Elles y établissent des industries importantes. La population passe de 12.047 habitants en 1872 à 13.601 en 1874. La cité grandit. Des constructions nouvelles s'élèvent en grand nombre. Des travaux d'édilité sont mis en œuvre.

Les troupes allemandes n'ont pas encore évacué Lunéville que déjà on entreprend la réfection des fontaines et des égouts. Quatre fontaines nouvelles sont créées et la conduite principale est refaite presque complètement. La rue de Metz, la rue Traversière, la rue de Moncel, la petite rue du Château, la rue Sainte-Marie, la rue de Ménil, la rue des Capucins, la place Stanislas et la rue de la Reine sont dotées d'égouts et on étudie les plans destinés à en installer d'autres, rue des Prés, Grand'Rue, rue de la Douane, rue Banaudon, rue du Centre et rue de la Brèche.

C'est à cette époque que commence à disparaître le petit caillou pointu qui formait le pavé des rues. Il n'en reste aujourd'hui qu'un seul vestige sur la place du Château. La viabilité est améliorée dans la rue Traversière, la petite rue du Château, une portion de la rue Sainte-Marie, la rue de la Vieille-Muraille et

la rue du Puits-Content. La rue des Capucins et la rue Banaudon sont pourvues de trottoirs. La rue du Rempart est mise en communication avec la rue Cyfflé. La rue Haxo, le quai de Strasbourg et le quai de Sélestat sont ouverts. La rue Charles-Vue est améliorée. La ville acquiert de l'Etat la rue du Champ-de-Mars et fait d'importants travaux d'alignement rue Girardet et rue de Ménil. Les chemins communaux sont empierrés.

On répare l'abattoir, le théâtre, l'hôtel de ville et divers établissements d'instruction. Le collège municipal est agrandi, rue Banaudon en 1882. De nouvelles écoles sont édifiées : école Bony, écoles de Viller, école Urbain, école enfantine du Collège.

Le développement de la ville rend plus pressant que jamais le problème de l'alimentation en eau. En 1876, le conseil municipal décide de recourir à la distribution des eaux de la Meurthe et, pour l'assurer, vote un crédit de 500.000 francs destinés à la construction d'une usine hydraulique.

Le voisinage de la frontière augmente l'importance militaire de Lunéville. De nouveaux régiments viennent y prendre garnison. L'autorité militaire élève près du Champs-de-Mars plusieurs casernes : caserne Stainville, caserne Treuille de Beaulieu, quartier Diettmann. Non loin, s'édifient les maisons de la rue du Champs-de-Mars et de l'avenue Voltaire.

Des industriels alsaciens, qui fuient le joug allemand sur leur pays, transportent leurs fabrications à Lunéville. En 1872, une fabrique de verres de mon-

tres s'installe dans le moulin Désalme. L'année suivante, entre le chemin de fer de Saint-Dié et la route de Moncel, s'établit une verrerie, bientôt remplacée par une filature. Un peu plus loin s'installe l'industrie des wagons, une fabrique de bascules et une fabrique de jouets. Tout un quartier nouveau, le « Dahomey », prend naissance à proximité de ces établissements et des nouvelles casernes.

En 1877, un monument commémoratif de la guerre de 1870-1871 et de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine est érigé dans le square de l'Hôtel de Ville. Puis ce sont, en 1885, la statue de l'abbé Grégoire, et, en 1893, celle du général Lassalle. Le grand bassin des Bosquets est rétabli.

La gare est agrandie en 1893. Les voies ferrées poursuivent leur extension. 60.000 francs sont votés en 1872, pour l'établissement d'une ligne de Lunéville à Gerbéviller, inaugurée dix ans plus tard. Les études du chemin de fer de Lunéville à Einville aboutissent en 1880.

Par contre la ville se désintéresse du projet de construction d'un chemin de fer reliant Badonviller à Lunéville et ne peut réaliser celui du canal de Dombasle à Lunéville, dont on avait repris l'étude en 1879.

La transformation de Lunéville en cité industrielle élève rapidement le nombre de ses habitants. La population s'accroît de 16.041 (population municipale: 13.346) en 1876 à 18.136 (14.955) en 1881, 20.500

(16.721) en 1886, 21.831 (17.135) en 1891, 22.590 (17.577) en 1896.

Les travaux d'assainissement et d'embellissement se poursuivent au début du xx^e siècle. La rue Sainte-Anne est percée; la rue Cyfflé, la rue de la Vezouze, la rue de l'Abbé-Gérôme et la rue des Jardiniers s'ouvrent en 1901. Le quai de Strasbourg est agrandi en 1912. Des chaussées anciennes sont réparées. Un bureau municipal d'hygiène est créé.

Le théâtre, détruit en 1908, par un incendie, est rebâti l'année suivante. L'église Sainte-Jeanne-d'Arc est construite à la même époque.

Quand l'enquête du Médecin Inspecteur Général Delorme eut montré l'origine hydrique de la fièvre typhoïde qui décimait la population civile et militaire, M. Castara, maire de Lunéville de 1905 à 1912, décide la construction d'une *usine de purification des eaux de la Meurthe*. Sa réalisation en 1912 a rendu les cas de fièvre typhoïde exceptionnels à Lunéville. Nous étudierons son fonctionnement dans un chapitre ultérieur.

Quand la guerre éclate en 1914, le chiffre de la population s'est encore accru. Les opérations du recensement comptent 24.266 habitants (population municipale: 20.398) en 1906, 25.587 habitants (population municipale: 21.724) en 1911.

La guerre de 1914-1918 devait suspendre cette augmentation qui depuis quarante années n'avait pas cessé de se manifester dans la population de Lunéville.

LA GUERRE DE 1914-1918

LA PÉRIODE MODERNE

L'occupation allemande. — Les bombardements. — La vie lunévilloise pendant la guerre. — Les réparations. — Les cours secondaires de jeunes filles. — L'œuvre du docteur Bichat à la mairie de Lunéville. — La réorganisation municipale. — Le cimetière. — Les sapeurs-pompiers. — Les écoles. — Le collège de jeunes filles. — Les travaux de voirie. — L'Office d'Habitations à Bon Marché. — La réalisation d'un grand programme d'urbanisme. — Le stade. — La préparation de la défense passive.

La guerre surprend Lunéville dans l'essor continu qu'elle poursuit depuis quarante ans. Bombardée avant la déclaration même des hostilités, le 3 août 1914, à 17 h. 22, par un avion allemand qui jette cinq bombes, la ville assiste bientôt avec angoisse au recul des troupes françaises après la bataille de Morhange. Elle est occupée du 22 août au 12 septembre 1914 par l'ennemi qui martyrise de nombreux habitants, en massacre vingt-quatre, met le feu à 110 maisons, exige le paiement immédiat de 600.000 francs en or et la fourniture de 100.000 cigares, 200.000 cigarettes, 5.000 kilog. de tabac, 50.000 litres de vin, 500 litres d'eau-de-vie, 1.000 kilog. de thé ou de cacao, autant de sucre et de café torréfié, 1.000 bas de laine

et du linge. Les vaches sont réquisitionnées et le manque de lait entraîne une mortalité infantile considérable.

Après le départ de l'ennemi, le front se maintient, durant toute la guerre, à quelques kilomètres de la ville. Elle est victime de nombreux bombardements par avions ou zeppelins, par pièces de campagne ou canons à longue portée. Quatre-vingt fois les avions ennemis viennent jeter obus, projectiles incendiaires ou torpilles. Quatre cent quatre-vingt-six fois, ils alertent la population. La journée la plus tragique est celle du 1^{er} septembre 1915. Une bombe éclate, rue de la Charité, au milieu du marché qui s'y tenait, massacre quarante-huit personnes et en blesse plus de cinquante.

A l'armistice, la population civile comptait 97 morts et de nombreux blessés. 110 maisons étaient complètement détruites et 288 sérieusement endommagées.

Malgré le danger toujours menaçant, les habitants maintiennent avec un grand courage, durant toute la longueur des hostilités, l'activité de la cité, dont M. Georges KELLER assume avec dévouement la magistrature municipale, assisté de ses adjoints, MM. Paulin, Braux et Ch. Ferry. Au milieu d'alertes incessantes, en dépit des difficultés résultant du départ des hommes mobilisés, les écoles fonctionnent, les usines, points de visée des projectiles ennemis, travaillent pour la défense nationale et assurent la vie journalière de leurs ouvriers et ouvrières.

De nombreux dévouements s'exercent auprès des blessés, soignés à l'hôpital et dans les formations sanitaires de la Croix-Rouge: hôpital auxiliaire 102, de l'Union des Femmes de France, organisé et dirigé par ma mère dans les locaux du collège municipal, et hôpital auxiliaire n° 1 de la Société de Secours aux Blessés Militaires, administré par M. Edmond GUÉRIN, à l'Institution Saint-Pierre Fourrier.

Ils se dépensent encore dans les nombreuses œuvres d'assistance créées pendant ces quatre années, en particulier la Station Sanitaire pour Tuberculeux, l'Œuvre de Secours pour les prisonniers civils, le Comité des Réfugiés ou Secours National, qui assure le logement à la caserne Froment-Coste, la nourriture et l'habillement à environ 6.000 habitants des régions dévastées de l'arrondissement de Lunéville: Gerbéviller, Badonviller, Hériménil, Crévic, Reillon, Parroy, Leintrey, Arracourt...

Dès que le cauchemar de la guerre s'est éloigné, Lunéville se met à l'œuvre pour panser ses blessures, relever ses maisons et ses usines en ruines et restaurer ses ponts détruits. La ville a été cruellement éprouvée par la mort de 962 de ses enfants sur les champs de bataille et de 97 victimes civiles. Cependant, le recensement de 1921 compte un total de 24.366 habitants. La population civile n'a diminué que de 396 âmes.

Jusqu'à la fin de son mandat, en 1921, la municipalité de guerre effectue les réparations urgentes des bâtiments communaux et se préoccupe de l'entretien

et de l'éclairage des voies publiques. Elle décide de faire assurer par les services municipaux l'enlèvement des boues et immondices, jusqu'alors affermé à un particulier, et acquiert le matériel de voirie nécessaire. Les becs de gaz qui éclairaient les rues et les places avant la guerre sont en très mauvais état. Dès novembre 1918, soixante d'entre eux sont remplacés par des *lanternes électriques*. Les autres sont réparés et feront progressivement place à l'électricité.

La municipalité de 1921-1925, présidée par M. Charles FERRY, développe les travaux de voirie commencés : création de nouveaux égouts (égout collecteur du bassin de Ménil, égouts des rues de la Meurthe, François-Parmentier et du Haut-Trait) et de conduites d'eau (quai des Petits-Bosquets, rue François-Parmentier prolongée); entretien et réparation des trottoirs et des chaussées pavées ou empierrées; reconstruction des ponts de la rue Chanzy et du Moulin à Plâtre; réparations des bâtiments municipaux : théâtre, salon des Halles, collèges, écoles, réservoir de la rue Erckmann; installation de l'éclairage électrique dans la plupart des quartiers; acquisition de divers terrains pour réaliser des alignements; acquisition de l'immeuble insalubre de la rue Haxo, désigné sous le nom de Fort Chabrol.

L'initiative de M. Bouet, sous-préfet de Lunéville, amène le conseil municipal à décider la création de *cours secondaires de jeunes filles*, qui s'ouvrent en octobre 1922 dans le bâtiment du collège municipal situé place Léopold. On y adjoint un cours d'ensei-

gnement ménager. Un cours d'apprentissage de la broderie s'ouvre en 1924 dans un autre local du collège.

Les plans d'un nouvel Hôtel des Postes sont étudiés et la Caisse d'Epargne de Lunéville offre à la Ville un terrain pour son érection. Enfin, le conseil municipal décide d'entreprendre l'achat des nombreuses parcelles de terrain du Champ de Mars, qu'elle louait à divers propriétaires pour les mettre à la disposition de l'armée.

La municipalité de 1925-1929, présidée par mon père, le docteur Henry BICHAT, se trouve, dès l'origine, en présence d'une situation financière tragique. La crise monétaire qui menace le pays étend ses répercussions sur l'équilibre du budget communal d'une ville qui ne possède guère d'autres revenus que le produit des impôts. Cependant, le conseil municipal, unanime à suivre mon père dans l'élan de son dévouement à ses concitoyens, décide la réalisation d'un programme de travaux et d'œuvres sociales, destiné à améliorer le bien-être de l'habitant.

Les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces desseins sont fournies par le recours à l'emprunt et par la création d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères, destinée à compenser la *suppression de l'octroi*, réalisée le 1^{er} janvier 1928. Avec cette taxe surannée, dont le bénéfice diminuait d'ailleurs constamment et qui ne convient plus à l'intensité et à la rapidité de la circulation moderne, a disparu un grand désagrément dans l'accès de la cité.

Les transformations que la guerre avait apportées dans les conditions de la vie rendaient nécessaires une revision du *statut du personnel municipal*. Un nouveau règlement établit avec précision les devoirs et les droits des employés et leur répartition dans les différents services, auxquels est adjoint, en 1927, un Office Municipal de Placement, en même temps qu'un fonds de chômage est créé.

Il était nécessaire de revoir aussi le règlement du *cimetière communal* et d'en surveiller l'application. Des travaux importants sont entrepris pour rétablir les allées en bon état, assurer l'entretien et ordonner les concessions. Le cimetière est agrandi par l'acquisition des terrains voisins où on inhumait, au cours de la guerre, les soldats décédés à Lunéville.

Le *service des sapeurs-pompiers* est réorganisé. Le violent incendie qui dévaste plusieurs immeubles de la rue Banaudon en décembre 1925 montre l'insuffisance du matériel disponible. La municipalité décide l'achat d'une motopompe à grand débit et l'installation de nombreuses bouches d'eau incongelables. L'alarme est donnée plus rapidement par une sirène placée sur une tour de l'église Saint-Jacques et par un réseau téléphonique d'avertisseurs. De nombreux extincteurs sont déposés dans les bâtiments publics. La défense du théâtre et du château est particulièrement étudiée. Enfin, un poste semi-permanent de sapeurs-pompiers est créé.

Les relations de Lunéville avec les villages environnants sont améliorées par l'organisation de services automobiles que la Ville soutient par des subventions :

services Serres-Lunéville, Xures-Lunéville, Bayon-Lunéville.

Les *écoles* sont l'objet des soucis constants de la municipalité. Beaucoup sont installées dans des locaux vétustes et mal entretenus, souvent trop petits pour permettre d'accueillir les élèves dans les conditions d'hygiène indispensables. Un vaste plan de restauration et d'agrandissement est décidé et exécuté, avec le concours actif de l'inspecteur de l'enseignement primaire, M. COULON, et l'aide financière de la Société des « Amis des Ecoles de Meurthe-et-Moselle ». L'ouverture, en octobre 1925, du groupe scolaire de l'avenue des Vosges permet de décongestionner l'Ecole Urbain et l'Ecole du quai de Strasbourg. La population scolaire, si nombreuse dans ce quartier ouvrier, rend nécessaires, trois ans plus tard, la reprise de l'Ecole des Cités Cécile, qu'on avait fermée, et l'ouverture d'une nouvelle classe dans cette école.

En octobre 1925, les cours secondaires de jeunes filles et le cours complémentaire s'installent rue de Viller dans un bâtiment de la caserne Froment-Coste, occupé autrefois par l'Institution Saint-Pierre Fourier. Les vastes locaux dont ils disposent permettent la création d'un internat. Le cours d'enseignement ménager s'y établit. Il fait place, en 1928, à une école ménagère agricole qui peut recevoir des élèves internes.

L'*hygiène urbaine* se développe : création de nouveaux égouts (rues Villebois-Mareuil, Béatriset,

Jameray-Duval, de la Barre, chemin de Méhon, faubourgs d'Einville et de Viller); construction de conduites d'eau; réfection de chaussées. La promenade des Bosquets est l'objet de travaux importants. Le Monument aux Morts de la Grande Guerre y est érigé en 1927. La Ville poursuit, d'autre part, l'acquisition de terrains au Champ-de-Mars et de terrains destinés à réaliser des alignements. Elle cède à l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle un terrain destiné à la construction d'un dispensaire. L'édification de l'Hôpital Militaire, dont les travaux avaient été interrompus par la guerre, est reprise.

Dès ses premières séances, le conseil municipal se préoccupe de la dénatalité. Il décide la remise à chaque jeune ménage d'une brochure éditée par l'Alliance Nationale pour l'accroissement de la population. Il encourage les familles nombreuses et alloue à chaque mère de famille décorée de la médaille de la Famille Française une gratification de 50 francs, augmentée plus tard.

Il fonde un *Office d'Habitations à Bon Marché*, qu'il dote de terrains où vont s'élever des habitations saines, à loyer modéré, tandis que la Ville s'efforcera d'acquérir les immeubles insalubres dès qu'ils feront l'objet d'une vente. Leur démolition consécutive permettra de diminuer progressivement le nombre si élevé des taudis. Ainsi est acquis un immeuble insalubre, 3, rue de Lorraine.

L'activité bienfaisante de la municipalité lui vaut la confiance de ses administrés, qui renouvellent son

mandat en 1929. Les travaux de voirie se poursuivent; les achats de terrains au Champ-de-Mars se multiplient. Un nouvel immeuble insalubre est acheté, rue Saint-Maur. L'Office d'Habitations à Bon Marché développe son programme de constructions et une *Société de Crédit Immobilier* se constitue, le 16 septembre 1929, avec la garantie communale.

En octobre, les cours secondaires de jeunes filles sont transformés en *collège*. L'achat d'une nouvelle moto-pompe d'une grande puissance permet de lutter plus efficacement contre les incendies. Enfin, un vaste projet de travaux d'urbanisme est mis à l'étude.

A ces projets et à ces réalisations, mon père s'était donné avec toute l'ardeur de son cœur généreux. Inlassablement, il anime la Maison Municipale, comme il anime toutes les œuvres sociales de Lunéville, jusqu'à la limite de ses forces. Il leur consacre tout le temps qu'il ne donne pas au soin des malades, jusqu'au jour où une piqûre septique au cours d'une intervention chirurgicale développe une infection mortelle.

M. Edouard FENAL poursuit l'œuvre si tragiquement interrompue. Il reprend le projet de *travaux d'urbanisme* dont un emprunt de 3.700.000 francs permet de réaliser les diverses parties. A la fin de son mandat, en 1935, la municipalité peut donner de son activité, le bilan suivant :

Réfection de 15 km. de rues, reconstruction de 9 km. de trottoirs, pose de 5 km. de bordures et de caniveaux, de 1 km. 200 d'égouts.

Création de voies de détournement pour les véhicules lourds et classement d'un certain nombre de rues comme routes nationales, départementales ou d'intérêt commun. Amélioration de l'éclairage public (607 points lumineux au lieu de 340) et de la signalisation.

Travaux de défense des rives de la Meurthe, amélioration de la filtration à l'usine des eaux, extension du réseau de distribution; acquisition d'une arroseuse-balayeuse.

Réparations des toitures et des façades du théâtre, de la mairie, du presbytère Saint-Jacques et des églises Saint-Jacques, Saint-Maur et Saint-Léopold, des collèges municipaux. Restauration du Salon des Halles.

Embellissement des places et promenades de la ville, transformation du square de l'Hôtel de Ville et du square de la Place de la Gare, création du petit square de Méhon, érection du Monument de Caumont de la Force. Achèvement de l'acquisition du Champ-de-Mars et acquisition de la promenade des Bosquets. Mise en œuvre des travaux du nouveau Stade. Agrandissement du nouveau cimetière.

Construction d'immeubles par l'Office d'Habitations à Bon Marché. Achat de huit immeubles insalubres, suivi de la suppression de trente-sept logements. Achèvement des travaux de l'hôpital militaire. Acquisition du domaine de la Cense de Cœur pour l'établissement d'un orphelinat et de colonies de vacances.

Ouverture d'une Caisse de Chômage pour secourir de nombreux ouvriers privés de travail par la crise économique. Distribution quotidienne de lait chaud pasteurisé à 1.200 enfants des écoles pendant la saison froide.

Le cours complémentaire de jeunes filles est transformé en Ecole Primaire Supérieure en mai 1930. Le nouvel Hôtel des Postes entre en service le 21 juin 1930. Au cours de la même période, la gare est modernisée et le nombre des voies ferrées est doublé.

La plupart des travaux entrepris étaient achevés en 1935. Quelques-uns, telle la construction du nouveau stade, sont poursuivis par la municipalité que préside M. Georges GASPARD. Celui-ci continue l'œuvre de ses prédécesseurs :

Par de nouvelles créations, comme celle de la *colonie de vacances du Camp des Reclos*, celle du square de l'Hôpital qui supprime le danger du virage de la rue Girardet ;

Par de nouvelles améliorations dans la voirie : élargissement de l'avenue des Vosges, recouvrement des pavés de granit de la rue Castara, de la rue Girardet, et d'une grande partie de la rue de Viller par un revêtement de rocasphalte ;

Par de nouveaux projets, comme celui d'un nouvel *abattoir*, qui fera disparaître l'« escorcherie » actuelle, dépourvue de toute hygiène et de toute commodité, ou celui d'une voie de détournement de la route nationale n° 4 pour les véhicules lourds, ou encore la préparation de la défense passive.

La voie de détournement projetée empruntera d'abord la rue de Jolivet où sera établi un quai, le long de la rivière, à la place des mesures et des ruines qui enlaidissent ce quartier de Lunéville. Puis elle franchira la Vezouze par un pont jeté en oblique, suivra le quai de l'Ile-Saint-André, le chemin de la Ménagerie et le chemin du Champ-de-Mars qui seront élargis, et rejoindra la route de Strasbourg au delà du passage à niveau du chemin de fer d'Einville.

La préparation de la *défense passive* n'est pas encore tout à fait mise au point. Elle représente un travail considérable poursuivi sans relâche depuis plusieurs mois.

La part, hélas tragique, que Lunéville a prise à la guerre de 1914-1918 est demeurée inoubliée dans la mémoire de ses habitants. Aussi, quand l'organisation de la défense passive fut entreprise sur le territoire français, n'est-il pas étonnant que cette ville ait recherché les mesures nécessaires pour parer aux dangers qui pourraient survenir un jour. Elle l'a fait dans la ferme espérance qu'un tel fléau ne pourra pas s'abattre à nouveau sur le pays. Mais elle a jugé avec raison qu'il était sage de tout prévoir, même le pire.

M. MARCHAL, directeur des travaux municipaux, qui a conçu le projet de la Défense Passive de Lunéville et qui en poursuit la réalisation avec le plus grand dévouement, s'est efforcé de concilier la protection efficace de la population qui demeurera à Lunéville en cas d'hostilités avec les conditions locales et

avec les difficultés du budget municipal. Il a établi un projet conforme aux directives de l'annexe n° 4 de l'Instruction Pratique sur la Défense Passive, publiée le 13 avril 1932: Il comprend:

Des mesures de sécurité: alerte et extinction des lumières;

Des mesures préventives: abris, division de la ville en secteurs pour la dispersion des habitants;

Des mesures curatives: désinfection, lutte contre les incendies, postes de secours, enlèvement des projectiles non éclatés, déblaiement, réparation des conduites d'eau.

1° Mesures de sécurité

L'alerte peut être actuellement donnée à la population lunévilloise par quatre sirènes, placées à la Mairie, à la Faïencerie, aux Filatures de l'Est et à la Société Lorraine de Dietrich.

Ce système d'alerte sera complété par quatre autres sirènes, disposées à la Société des Usines Jeanmaire (en voie d'installation), à l'Usine municipale des Egouts, à l'Usine municipale des Eaux et sur le bâtiment des voyageurs de la gare.

Ces sirènes, à l'exception de celles de la Société Lorraine et de la Mairie, pourront utiliser une énergie de secours.

L'extinction des lumières sera obtenue, en cas d'attaque brusquée, par deux postes centraux de coupure et de remise en service, établis en parallèles à la Société des Usines Jeanmaire et à l'Hôtel de Ville.

En cas de conflit durable, la ville sera placée sous le régime de l'atténuation des lumières, la plus accentuée possible : camouflage complet des lumières intérieures des habitations, usines ou établissements publics ; extinction totale des lumières extérieures ; éclairage réduit des voies publiques au moyen de cent quatre-vingt-seize lampes en verre bleu, teinté dans la masse. Deux lampes seront placées à chaque carrefour et quelques lampes jalonneront les alignements droits, séparées les unes des autres par une distance de 80 à 120 mètres et disposées de préférence à proximité des abris ou des postes de secours, dont les entrées seront elles-mêmes indiquées par de petites lampes bleues, soigneusement camouflées.

Une reconnaissance aérienne a été effectuée en mai 1936 pour estimer la valeur de ce dispositif d'éclairage. Il a été reconnu excellent.

2° Mesures préventives

La dispersion est le problème le plus difficile à résoudre. En cas d'hostilités, Lunéville ne doit abriter que 1.400 personnes indispensables à la vie de la cité. Si on leur ajoute la population mobilisable et celle qui s'éloignera volontairement de Lunéville, on peut estimer à 12.000 le nombre des habitants dont il faudra assurer la dispersion. Ils seront répartis dans soixante-quinze communes dont la capacité d'hébergement est connue grâce à une enquête menée auprès de leurs municipalités. Elles sont situées au Sud et à l'Est de Lunéville.

Pour faciliter les opérations de dispersion, la ville a été divisée en douze groupes de population sensiblement équivalents, placés sous l'autorité de chefs de groupe, assistés de deux adjoints. Des fiches de dispersion sont actuellement dressées. Dès le début de la mobilisation, elles seront distribuées par les soins des chefs de groupe aux habitants qui doivent quitter la ville.

Les chefs de groupe seront, d'autre part, chargés de surveiller en période d'alerte l'extinction des lumières et de mettre en œuvre les mesures curatives.

La dispersion s'effectuera à partir de sept points de rassemblement, par route (à l'aide de camions non réquisitionnés par l'armée) ou par rail (chemin de fer de Lunéville à Blâmont et Badonviller).

Pour assurer la protection de la population demeurée à Lunéville, la Direction des Travaux a rejeté l'usage des grands abris collectifs dont la construction atteindrait le prix très élevé de 3.000 à 3.500 francs par personne abritée. Elle utilisera un certain nombre de caves voûtées, choisies parmi les meilleures de la ville et aménagées: obstruction des soupoux et de toutes les ouvertures, disposition de deux issues avec sas, calcul de la capacité, de telle sorte que chaque personne abritée dispose de 1 mètre cube 5 par heure et puisse demeurer trois heures, renforcement de ce temps de sécurité par un dépôt de tubes d'oxygène comprimé, et par la résorption du gaz carbonique à l'aide de solutions de soude; augmentation de la résistance de la voûte par la disposition aux éta-

ges supérieurs de dalles bétonnées ou éclateurs, dont l'épaisseur totale puisse résister à des bombes explosives de cent kilog., étaient des planchers et des plafonds pour leur permettre de supporter la surcharge des éclateurs.

La Direction des Travaux a prévu l'aménagement de cinquante et une caves-abris, qui pourront abriter 2.000 personnes environ.

3° Mesures curatives

Les postes de secours destinés au premier triage et au traitement initial des victimes des bombardements aériens seront installés dans les meilleures caves voûtées de Lunéville, en principe au centre de chaque groupe d'immeubles et suivant un nombre variable, avec la densité de la population. Treize postes de secours ont été ainsi prévus. Chacun d'eux comprend toutes les caves de l'habitation où il est établi. En plus des aménagements des caves-abris ordinaires, ils posséderont le matériel nécessaire aux premiers soins.

Enfin, la ville recrute des volontaires qui assureront le fonctionnement de ces postes de secours ou formeront des équipes auxiliaires de sapeurs-pompiers, d'agents de police, ou des équipes de déblaiement, de réparation des conduites d'eaux ou de désinfection.

Le plan de Défense Passive de Lunéville est aujourd'hui achevé. Une série de cartes a été dressée

pour rendre plus facile sa disposition et sa mise en œuvre éventuelle. Un certain nombre de dispositions sont déjà prises, en particulier la préparation de nombreuses fiches de dispersion, l'instruction des volontaires, la vulgarisation des mesures à connaître et à mettre en pratique en cas d'attaques aériennes. Les propriétaires de Lunéville ont été invités à poser dans leurs immeubles les affiches distribuées par le Département de Meurthe-et-Moselle sur « les mesures de protection contre les effets des bombardements aériens », la Ville de Lunéville a édité et répandu des brochures sur « ce qu'il faut faire pour vous protéger en cas d'attaque aérienne ». La municipalité et les assistantes du Devoir National ont organisé des conférences sur le même sujet.

Les dépenses d'intérêt national nécessaires à l'organisation des mesures de protection et de sauvegarde de la population civile s'élèveront approximativement aux chiffres suivants :

Alerte et extinction des feux	9.900 fr.
Aménagement d'abris publics	1.400.000 fr.
Aménagement des postes de secours	470.000 fr.
Matériel de détection des gaz	7.000 fr.

Soit un total de 1.957.000 francs, qui assureront un cubage total d'abris égal à 9.115 mètres cubes et un cubage total de postes de secours égal à 2.850 mètres cubes.

Ainsi, au cours de la dernière décade, de grands progrès ont été réalisés dans la protection de la vie

de l'habitant de Lunéville. A côté des mesures établies dans la perspective redoutable d'une nouvelle guerre, de nombreux travaux ont amélioré d'une manière considérable l'hygiène de la ville. Ses voies réparées, mieux éclairées et mieux entretenues, ses promenades embellies et ses squares nouveaux, son usine des eaux de la Meurthe définitivement mise au point, ses écoles et ses bâtiments communaux restaurés, ses habitations à bon marché multipliées, ses œuvres sociales en progrès constant font de Lunéville une cité bien différente de la place-forte de CHARLES III ou de la résidence de LÉOPOLD et de STANISLAS, aux rues obscures, pavées de cailloux pointus et dépourvues de trottoirs, aux fontaines rares, alimentées par des eaux de très mauvaise qualité. Les conditions de vie, plus rudes, y permettaient l'extension facile des maladies.

Aujourd'hui, comme autrefois, cependant, la ville bénéficie du concours dévoué de citoyens généreux. Quand elle se confie à leur magistrature, elle reçoit une vie nouvelle qui lui permet d'opposer une résistance victorieuse aux fléaux qui la menacent, non plus la famine ou les vastes épidémies du Moyen Age, mais toujours la guerre et encore les maladies sociales et le désordre politique et économique du monde moderne.

DEUXIÈME PARTIE

L'habitant de Lunéville et le cadre de sa vie

Parmi les éléments qui concourent à la formation du cadre où se déroule la vie des habitants d'une cité, il en est qui sont demeurés les mêmes au cours des siècles. D'autres, au contraire, ont subi l'influence des événements historiques et de l'évolution économique et sociale de la cité.

Au nombre des premiers, figurent la situation géographique, la nature du sous-sol et les particularités du relief, qui contribuent, par leurs répercussions sur le régime des vents et des pluies et sur la température, à donner au climat un caractère particulier.

Comme les échanges entre Lunéville et la contrée qui l'entoure sont incessants et que la vie et la santé de la tête dépendent de la vie et de la santé du corps tout entier, nous avons jugé nécessaire de donner au préalable un tableau d'ensemble de l'arrondissement dont Lunéville est le centre et le chef-lieu, Puis nous avons étudié plus spécialement la situation géographique de Lunéville et les moyens de communication

qui rendent faciles ses relations avec l'arrondissement d'abord, avec la région lorraine ensuite.

Parmi les éléments du cadre de la vie de l'habitant qui ont varié au cours des siècles, nous étudierons en premier lieu l'hygiène générale de la commune, l'éclairage de ses voies publiques, la voirie, l'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères, l'atmosphère et les établissements classés.

L'hygiène générale d'une ville dépend encore de son alimentation en eau potable. Celle-ci a été, à Lunéville, l'objet de nombreuses discussions et de nombreux projets depuis deux cents ans. Elle a été réalisée il y a vingt-cinq ans seulement. L'entrée en fonction de l'usine de filtration et de stérilisation des eaux de la Meurthe a marqué un progrès considérable dans la protection de la santé publique. Aussi réserverons-nous un chapitre spécial à cette importante question.

Le chapitre suivant sera consacré à l'étude de l'habitation. Cadre immédiat de la vie de l'habitant, elle a subi l'influence des siècles. La période moderne a été le témoin d'un effort constructif très marqué. Les habitations ouvrières et les habitations à bon marché se sont élevées nombreuses, depuis la fin de la guerre surtout. Elles ont permis la disparition d'un certain nombre des taudis qui se rencontrent trop souvent dans certains quartiers de la ville.

Les habitants d'une cité agissent, directement ou par l'intermédiaire de leurs chefs, sur le cadre de leur vie. Inversement, ils subissent l'action du milieu qui

les entoure. Aussi, après avoir étudié ce milieu, examinerons-nous la population lunévilloise, les éléments qui la composent, les étrangers qui participent à l'activité de la commune, les indigents qui pèsent si lourdement sur son économie. Enfin, nous réserverons deux chapitres particuliers aux facteurs qui interviennent immédiatement dans l'état de la santé des habitants : leur hygiène individuelle et leur alimentation.

LA CONTRÉE LUNÉVILLOISE

L'arrondissement, représentation administrative de la contrée lunévilloise. — Son étendue. — Le rapport de la population urbaine à la population rurale au cours des cent dernières années. — Les cantons. — La formation du sous-sol au cours de la préhistoire. — Les rivières. — Le relief. — Le climat. — Le paysan lorrain. — L'agriculture. — L'industrie.

La contrée dont Lunéville est le centre administratif, économique et judiciaire était autrefois divisée en une infinité de petites seigneuries qui s'enchevêtraient les unes aux autres et obéissaient tantôt aux ducs de Lorraine, tantôt aux évêques de Metz ou de Toul ou à de puissantes abbayes, tantôt à des princes du Saint-Empire Romain. La ténacité des ducs de Lorraine finit par rassembler la plupart de ces terres sous leur autorité et le bailliage de Lunéville fut constitué.

La réorganisation souvent artificielle de la France par les assemblées de la Première République créa l'arrondissement de Lunéville. Un peu plus étendu que l'ancien bailliage, il représente assez heureusement la contrée lunévilloise. Aussi, dans le cours de ce chapitre, nous servirons-nous de ce terme administratif d'arrondissement puisqu'il correspond à une réalité de la géographie humaine.

L'arrondissement de Lunéville s'étend, depuis le traité de Francfort, sur une superficie de 144.838 hectares, partagés entre neuf cantons. Il comptait, lors du dernier recensement, en 1936, 86.130 habitants, soit 59,4 habitants au kilomètre carré.

Constitué et organisé en 18 cantons par la loi du 28 pluviôse an VIII (27 février 1800), il est amputé, en 1816, des cantons de Vézelize et de Haroué, et sa superficie est réduite à 129.443 hectares. En 1830, la population s'élève à 79.745 habitants, soit une densité de peuplement de 61,4 habitants au kilomètre carré, légèrement supérieure à la densité actuelle. Cependant, la proportion de la population rurale par rapport à la population totale était beaucoup plus élevée il y a cent ans : trois communes seulement comptaient plus de 2.000 habitants : Lunéville (12.798 habitants), Baccarat (2.820 habitants) et Badonviller (2.300 habitants), au total 17.918 habitants qui représentaient 22,5 % de la population de l'arrondissement.

Le développement industriel de Lunéville et de Baccarat et le rattachement du canton de Cirey à l'arrondissement ont donné, au recensement de 1911, une population urbaine de 37.559 habitants : Lunéville (25.587 habitants); Badonviller (2.086 habitants); Cirey (2.569 habitants); soit 38 % de la population totale. Le lent dépeuplement de la campagne qui se manifeste surtout depuis soixante ans a été accéléré par la guerre. Bien des villages détruits au cours des hostilités n'ont retrouvé qu'une faible partie de la population qu'ils avaient avant la guerre.

Un autre phénomène est intervenu pour modifier l'équilibre des populations urbaine et rurale de l'arrondissement: l'extension considérable de la gare de triage de Blainville-sur-l'Eau a porté la population de Blainville de 1.784 en 1911 à 3.773 en 1931 et celle de Damelevières de 688 à 2.755. Au cours de ces vingt années, Lunéville a perdu 919 habitants; Baccarat 1.629; Badonviller en a gagné 181 et Cirey 263. Le total (39.803 habitants) constitue 44,6 % de la population totale de l'arrondissement.

Le tableau ci-dessous montre les variations de la population de l'arrondissement de Lunéville depuis 1870:

Année	Population totale	Population de Lunéville	Différence
—	—	—	—
1873	80.770	12.047	68.723
1876	95.941	16.041	79.900
1881	95.356	18.136	77.220
1886	98.980	20.500	78.480
1891	96.524	21.831	74.693
1896	97.182	22.590	74.592
1901	96.764	25.581	71.183
1906	97.657	24.366	73.391
1911	99.144	25.587	73.557
1921	86.080	24.366	61.714
1926	87.851	23.262	64.589
1931	89.195	24.668	64.527
1936	86.130	23.665	62.465

Borné au Nord par l'arrondissement de Château-Salins, au Sud par le département des Vosges, à l'Est par l'arrondissement de Sarrebourg, à l'Ouest par l'arrondissement de Nancy, l'arrondissement de Lunéville comprend 163 communes, réparties entre les neuf cantons comme l'indique le tableau suivant :

Cantons	Nb. de commu.	Popula- tion	Superficie en ha.	Terres cultivées	Près	Forêts
Arracourt	9	1.508	8.625	4.229	2.085	1.461
Baccarat	19	11.967	17.345	4.030	4.855	6.215
Badonviller	12	5.039	11.947	1.876	2.212	7.612
Bayon	27	11.545	18.832	4.024	2.851	5.440
Blâmont	33	7.557	23.654	9.763	5.946	4.489
Cirey	7	6.063	9.779	907	1.349	6.569
Gerbéviller	19	5.408	19.249	6.630	5.811	5.334
Lunéville-N.	18	13.525	15.174	6.716	3.747	2.274
Lunéville-S.	18	23.718	20.233	7.165	3.263	7.616
Total (1)	162	86.130	144.838	45.070	32.119	47.010

La superficie totale des terres friches de l'arrondissement s'élève à 4.102 hectares.

Le sol de l'arrondissement, recouvert aux temps primitifs par une vaste mer, émerge avec le continent Nord-Atlantique à la période *dévonienne* et subit à

(1) *Nota* : La commune de Lunéville n'est pas comprise dans ce total.

la période *carbonifère* les plissements hercyniens qui élèvent les Vosges. Les temps *secondaires*, plus calmes, leur succèdent. Le continent Nord-Atlantique est toujours un immense désert parsemé de lagunes. Les agents de destruction des reliefs exercent leur action sur les chaînes hercyniennes qui s'aplatissent peu à peu, en comblant les dépressions par des formations d'origine torrentielle ou éolienne.

Au début de la période *triasique*, l'étage vosgien se constitue de couches de grès vosgien et de grès bigarré qu'on retrouve depuis les crêtes qui dominent la vallée de la Plaine jusqu'aux alentours de Cirey, Badonviller, Merviller et Baccarat. Le grès vosgien forme l'assise d'un pays essentiellement montagneux, coupé de vallées profondes et recouvert de forêts de sapins. Le grès bigarré, beaucoup moins tourmenté, forme des plateaux et des plaines faiblement ondulées, parfois marécageuses en raison de sa teneur en argile, et généralement en cultures.

La couche de *Muschelkalk*, qui forme l'étage moyen ou conchylien du Trias, se divise en muschelkalk inférieur ou marneux et muschelkalk supérieur ou calcaire. Ces deux parties émergent au-dessous des grès, en dessinant une bande de terrains assez étroite, concentrique à l'étage vosgien. Le Muschelkalk disparaît sous l'étage keupérien aux environs d'Amenoncourt, Autrepierre, Verdental, Mignéville, Reclonville, Azerailles, Moyen et Gerbéviller. Les érosions l'ont fait reparaitre au delà de Lunéville, suivant une double pointe N-S occupée par les communes de Rehainviller, Mont-sur-Meurthe, Blainville, Damele-

vières et Charmois. Toute cette région est couverte de cultures. Les forêts ne se rencontrent guère que sur les îlots où se sont déposés les alluvions venues du grès.

Dans le désert du continent Nord-Atlantique va s'avancer une transgression de la mer mésogéenne, la mer du Muschelkalk, qui s'étend sur le reste de l'arrondissement sous la forme d'un golfe communiquant par une étroite ouverture avec la mer libre. La concentration de ses eaux et le jeu des courants inverses sont suivis du dépôt des couches de sel gemme, de gypse et de dolomie qu'on rencontre dans ces terrains qui constituent l'étage *keupérien* ou *saliférien*, formé de la superposition des marnes irisées inférieures, moyennes et supérieures. C'est un pays de cultures, étendu de Mignéville jusqu'aux abords immédiats de Nancy.

Le Keuper inférieur, constitué par des couches de dolomies argileuses et sableuses, occupe un carré qui a pour diagonale la voie ferrée entre Marainviller et Avricourt et quelques lambeaux épars. Le Keuper supérieur forme le sous-sol des communes de Bathlémont, Athienville, Bezange-la-Grande d'une part, et Brémencourt et Saint-Germain d'autre part. C'est le domaine du Keuper moyen qui est le plus vaste : il forme le sous-sol du reste de l'arrondissement ; 51 communes sont assises directement sur ses marnes ; 22 n'en sont séparées que par une couche d'alluvions anciennes. Les différences de profondeur du golfe où se déposaient ces marnes expliquent les inégalités de leur épaisseur, qui atteint 168 mètres à Einville, 192

mètres à Lunéville. M. Braconnier divise ce sous-étage en trois zones bien distinctes au point de vue minéralogique :

1° La zone inférieure, renfermant en abondance du sel gemme, du gypse ;

2° La zone moyenne, constituée de dolomie (carbonate de chaux et carbonate de magnésie) ;

3° La zone supérieure, formée de grès keupérien, comprenant des sables argileux et des argiles.

Les puissants courants d'eau qui descendaient avec violence du grès vosgien entraînaient avec eux de nombreux débris de cette roche. Leur dépôt dans la cuvette marneuse a constitué dans les vallées, au dessus des marnes irisées inférieures et moyennes, une couche d'alluvions anciennes, formées de sable et de galets quartzeux, mélangés d'argile sableuse, véritable éponge, facilement imbibée par les eaux pluviales qui sont retenues par la marne imperméable sous-jacente. Ces alluvions sont le plus souvent recouvertes de forêts, qui contribuent à maintenir l'emmagasinement de l'eau dans le sol et à en assurer la pureté.

Les transgressions marines de l'époque *jurassique* ne laissent sur l'arrondissement qu'une petite zone de calcaire liasique qui constitue le sous-sol de quatre communes du canton de Lunéville-Nord : Courbesaux, Drouville, Hoéville et Serres.

A la fin de l'époque jurassique, la mer se retire définitivement de la région lorraine. Le continent qui émerge est celui que nous connaissons aujourd'hui. Son relief a été lentement modifié par le travail de l'érosion. Les temps tertiaires et quaternaires ont vu

le développement et l'évolution de la faune et de la flore. L'épanouissement de l'homme fixe le début des temps historiques.

Un seul événement s'est manifesté dans la constitution du sous-sol de l'arrondissement de Lunéville depuis l'époque jurassique: c'est la formation, à la limite Sud du département, de la côte d'Essey, volcan aujourd'hui éteint, qui s'élève à 421 mètres au-dessus du niveau de la mer. La lave s'est insinuée dans six larges cheminées jusqu'à la surface du sol, où on trouve de nombreuses pierres basaltiques à surfaces et à cassures noires, très différentes de celles du voisinage.

Trois *rivières* principales sillonnent l'arrondissement. La Moselle le limite au Sud-Ouest, de Virecourt jusqu'à Velles; l'Euron, grossi du Loro, lui apporte ses eaux. La Meurthe parcourt une large vallée orientée du Sud-Est au Nord-Est, où elle reçoit la Plaine, la Vezouze, la Mortagne et le Sanon. Le plus important de ces affluents, la Vezouze, prend naissance dans les montagnes de Cirey, se dirige vers l'Ouest, grossie de la Blette et de la Verdurette et se jette dans la Meurthe au Sud-Ouest de Lunéville. Le canal de la Marne au Rhin traverse le Nord de l'arrondissement, en suivant la vallée du Sanon.

Depuis le pied des derniers soulèvements des Vosges, qui dressent à une altitude de 700 mètres, au-dessus de la vallée de Celles et des sources de la Vezouze, leurs sommets hérissés de sapins magnifiques

et couronnés de roches curieusement sculptées par la nature, le sol de l'arrondissement s'abaisse lentement jusqu'à la plaine dont Lunéville occupe l'entrée, à 231 mètres de haut. De multiples collines, dont les plus importantes n'ont généralement pas plus de 200 mètres d'élévation et qui portent parfois de grandes fermes fièrement campées sur leurs crêtes, séparent de nombreux vallons où se blotissent les villages et où les forêts et les bois alternent avec les cultures et les prairies.

La configuration générale du sol exerce son influence sur la météorologie. Les observations que Constant SAUCEROTTE recueillait sur le climat de l'arrondissement sont encore exactes de nos jours. Comme il l'écrivait, l'instabilité de la température et l'humidité qui sont toujours ses caractéristiques principales relèvent de trois causes principales :

1° De l'élévation assez grande du sol résulte une température plus basse que ne le comporte la latitude.

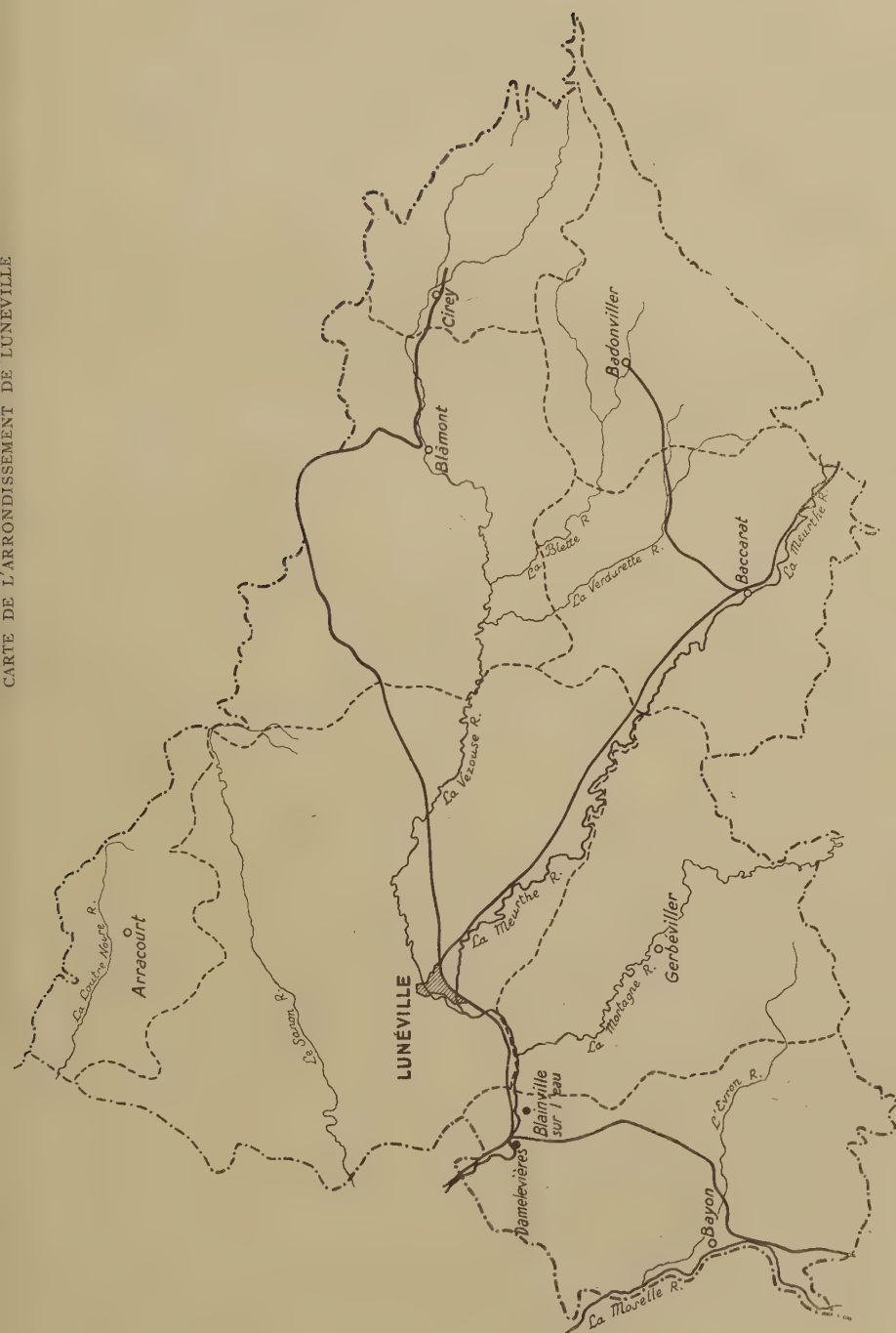
2° L'inclinaison générale de l'arrondissement vers le Sud-Ouest l'expose aux vents pluvieux qui soufflent de ce côté.

3° Les Vosges qui le limitent au Sud-Est provoquent la formation d'orages en été, refroidissent l'atmosphère en hiver quand règnent des vents qui ont passé sur leurs sommets couverts de neige, tandis qu'elles ne nous protègent pas contre les vents du Nord. La fonte des neiges, d'autre part, amène des inondations qui augmentent l'humidité de l'air, déjà provoquée par les nombreuses collines qui s'élèvent

sur notre sol : « Mutationes autem accidunt æri, maxime, in locis situ inequalibus ac depressis » (Hippocrate).

La température est très variable. Elle n'est pas réglée, comme dans la plus grande partie de la France, par le voisinage de la mer et s'abaisse d'autant plus qu'on s'avance vers l'Est. Les écarts de température sont souvent considérables du jour au lendemain ; dans la même journée, ils peuvent atteindre jusqu'à 30° ou 35°.

Le froid apparaît, en général, vers la moitié de novembre et sévit parfois avec rigueur jusqu'au mois de mars. Le plus souvent, des alternatives de froids et de dégel se succèdent. Il n'est pas rare que les températures les plus basses soient atteintes au mois de février. Le thermomètre peut descendre à 20° et même à 25° au dessous de 0°. Les mois de mars et d'avril amènent les beaux jours, souvent interrompus par des périodes pluvieuses ou des reprises du froid. La végétation se réveille, les arbres fruitiers fleurissent tous les côteaux, mais les gelées de la « lune rousse » surprennent leur développement trop précoce et anéantissent l'espoir de récoltes abondantes. Mai et même juin sont ordinairement pluvieux avec des jours parfois très chauds. Quand les pluies se prolongent à la fin de ce dernier mois, la récolte du fourrage devient difficile. C'est en juillet et en août que l'on ressent les plus grandes chaleurs. Le thermomètre s'élève au-dessus de 30°, rarement au-delà de 40°. Les orages sont fréquents. Septembre et octobre sont généralement beaux, mais à mesure qu'on



approche de novembre, les matinées et les soirées deviennent plus froides; les brouillards sont plus fréquents, mais sont le plus souvent dissipés dans la matinée par les rayons du soleil; les gelées blanches commencent. Après une première semaine, où la température est encore assez élevée pour permettre les travaux de la campagne, novembre se poursuit avec des vents très violents, du froid et de la neige.

L'humidité règne dans l'air une grande partie de l'année. Les grandes sécheresses sont exceptionnelles. Les pluies de longue durée sont fréquentes, particulièrement à l'équinoxe de printemps. La neige n'est pas rare en hiver, mais son apparition est le plus souvent suivie à bref délai par le dégel. Les orages très fréquents en été s'accompagnent de chutes de pluies abondantes qui refroidissent l'atmosphère. La grêle tombe parfois, surtout dans le bassin de la Meurthe.

Le vent dominant est le vent du Sud-Ouest; soufflant de l'océan, il amène presque constamment la pluie, et quelquefois, à l'époque des équinoxes, des ouragans terribles. Le Nord-Est, le plus fréquent après lui, chasse les nuages et, sous un ciel pur, provoque les froids rigoureux de l'hiver, les grandes sécheresses de l'été. Les vents du Sud et du Sud-Est, plus rares, déterminent des dégels au printemps. Leur souffle brûlant annonce les orages en été. L'Ouest amène la pluie, comme le Sud-Ouest. Le Nord-Ouest, connu dans le pays sous le nom de vent des Ardennes, s'accompagne de tristes frimas. Quand il succède à une période de beaux jours, au printemps, il retarde la végétation et détruit les tendres pousses

et les jeunes bourgeons. L'Est, très variable, incline presque toujours au Nord, et le Nord au Nord-Ouest.

On prétend que « notre climat est plus froid, plus instable que jamais, que les saisons ne présentent plus les caractères constants » dont elles jouissaient autrefois. Ces reproches étaient exprimés déjà, il y a cent années, et Constant SAUCEROTTE les rapporte, en faisant observer qu'en réalité, les vicissitudes dont nous souffrons nous semblent extrêmes parce qu'elles nous touchent de plus près. « C'est une erreur d'optique, les maux vus de loin et dans la spéculation de la pensée laissent une impression peu profonde ». Le calcul de la température annuelle le montre bien. SAUCEROTTE donne, en 1857, les chiffres de 9° 38 centigrades (d'après M. SIMONIN père) et de 10° 17 (d'après M. GUÉRARD). En la calculant d'après les températures moyennes mensuelles observées par le Bureau Municipal d'Hygiène de 1907 à 1918 et données par le tableau suivant, on obtient le chiffre voisin de 10° 8.

Mois	Max.	Min.	Temp. moyenne	Hauteur des pluies en mm.
Janvier	11°	— 10°	2°5	74,9
Février	12°	— 9°	3°5	47,7
Mars	17°3	— 4°5	6°5	40,6
Avril	22°	— 2°	9°5	38,2
Mai	28°	3°	15°5	47,5
Juin	32°	8°	18°	61
Juillet	32°	9°	19°	67,7
Août	30°	8°5	18°	72,3
Septembre ..	24°5	4°5	15°	62,5
Octobre	21°5	— 0°5	11°	63,8
Novembre ..	15°5	— 1°5	6°	85,5
Décembre ..	12°5	— 5°	5°	49

Malgré l'instabilité de la température et l'humidité de l'air, l'arrondissement de Lunéville constitue une région salubre grâce à la richesse de la végétation qui assainit l'atmosphère. La constitution généralement robuste et saine de la population témoigne en faveur de cette salubrité.

La race qui peuple ce pays est celle du paysan lorrain, dont les qualités et les défauts se sont développés au cours des générations dans une vie menée sous un climat rude, dans une longue suite de misères et de guerres: attachement à la terre, amour du travail, honnêteté, esprit d'ordre et d'économie, parfois poussée jusqu'à la cupidité, méfiance devant tout visage étranger, constance dans les amitiés comme dans les inimitiés, indifférence pour tout perfectionnement dans l'économie sociale ou domestique, dédain des règles de l'hygiène, la constitution morale des habitants de l'arrondissement n'a guère varié depuis les observations de Constant SAUCEROTTE. Leur sagesse et leurs travers se manifestent avec malice dans plus d'un conte en patois savoureux.

L'agriculture est une des principales richesses de l'arrondissement. Elle trouve, dans les vallées, des terres hautes qui comptent parmi les plus fertiles du département et dont les rendements dépassent de beaucoup ceux d'autrefois. 45.000 hectares sont cultivés. Ils forment surtout des exploitations moyennes ou petites et fournissent du blé, de l'avoine, de la pomme de terre, du foin. La culture du houblon et la culture maraîchère ont leurs centres renommés. La

vigne, ravagée par le phylloxera à la fin du siècle dernier, reparait sur de nombreux côteaux, parmi les vergers où mûrissent les cerises, les prunes, les pommes et surtout les exquis mirabelles, origines d'eaux-de-vie réputées.

Un groupement syndical important soutient les exploitations agricoles de ses encouragements et des ses conseils et s'efforce, par une sélection avisée, d'améliorer les races chevalines et bovines. Peu à peu, le cheval de trait ardennais remplace le cheval menu, dit lorrain; la vache de petite taille disparaît devant des sujets descendants de races suisses, sources d'industries laitières et beurrières importantes.

Les forêts s'étendent sur 47.000 hectares: sur les pentes des Vosges, les forêts de Bousson, de Grand-Chêneau, de Chanson-Combelle, des Elieux, de Reclos, d'Allarmont, autour de Lunéville, les forêts de Mondon, de Parroy, de Vitrimont, d'Einvillle, les bois de Crévic, de Serres, de Domèvre constituent une grande source de richesses par leurs bois durs, leurs chênes, hêtres, charmes, frênes, bouleaux, enfin par leurs sapins. Sur les alluvions de la Vezouze, de la Blette et de la Verdurette, les oseraies sont prospères et fournissent à de nombreux vanniers des osiers abondants.

Le sous-sol offre dans la vallée du Sanon d'importantes mines de sel, exploitées à Einvillle, Maixe et Crévic. Les chantiers de construction trouvent dans de nombreuses carrières des pierres calcaires et du grès, en certains endroits de la pierre à plâtre.

Les industries sont particulièrement développées dans certains centres : Lunéville, Saint-Clément, Chevenières, Croismare, Baccarat, Badonviller, Pexonne, Blainville, Blâmont, Cirey-sur-Vezouze, Val-et-Chaillon, Bayon.

Les industries alimentaires : brasseries, féculeries, fabriques de conserves trouvent dans les cultures du pays une grande partie des produits agricoles qui leur sont nécessaires : houblon, pomme de terre, légumes et fruits.

Les industries manufacturières sont très variées : Filatures, Tissages, Fabriques de Fils et Cotons, de Velours, Verreries et Gobeleteries, Papeteries, Fabriques de Carton brut, de Cartonnages, de Cartes à Jouer, de Jouets, Tonnelleries, Fabriques de Bascules, de Pointes et de Limes, de Bas, de Tuiles et de Poteries. La plus importante est l'usine de Wagons de la Société Lorraine de Dietrich.

Les industries artistiques ont étendu leur renommée au loin : Cristallerie de Baccarat, Verrerie de Cirey, Faïenceries de Lunéville, de Saint-Clément, de Badonviller, industrie de la Broderie au Point de Luville, de la Broderie Perlée et de la Lingerie Brodée.

Parmi ces industries, quelques-unes remontent au XVIII^e siècle : c'est en 1731 que Chambrette fonde la faïencerie de Lunéville, et en 1758, celle de Saint-Clément. La fabrique de Cartes à Jouer de Lunéville date de la même époque et les Verreries Sainte-Anne de Baccarat sont créées en 1764 par l'évêque de Metz, Mgr de Montmorency et transformées en Cristallerie en 1816 par M. d'Artigues. Mais le plus grand

nombre sont nées à la fin du XIX^e siècle. En attirant la population des campagnes dans les localités où elles s'installaient, elles leur ont donné une rapide extension et ont modifié profondément la physionomie de la contrée lunévilloise et le mode de vie de ses habitants.

LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LUNÉVILLE

Le relief du sol lunévillois. — Le sous-sol. — Les rivières. — Les moyens de communication : route, rail, postes.

La ville de Lunéville est bâtie dans la région occidentale de l'arrondissement dont elle est le chef-lieu, à l'entrée de la plaine formée par la réunion des vallées de la Meurthe et de la Vezouze, à une altitude de 231 mètres, par 4° 9' 19" de longitude Est et 48° 35' 34" de latitude Nord. Des côteaux agrestes, couverts de vergers et de bois, dominant la ville au Nord et à l'Ouest. Ils ne sont pas assez élevés et sont trop éloignés pour exercer une influence sur la force et la vitesse des vents. Le territoire même de la commune autour de l'agglomération est couvert de jardins maraîchers, de cultures et de prairies.

Du sommet de la Côte des Vignes, Lunéville apparaît tout entier avec sa multitude de toits de tuiles rouges, rassemblés autour de la masse bleutée des toits du Château et de l'église Saint-Jacques, qui dresse au-dessus de la cité ses deux tours de grès rouge, gracieuses et imposantes. Les faubourgs d'Einviller, de Nancy, de Viller, l'avenue Voltaire et l'avenue des Vosges, parfois hérissés de cheminées d'usi-

nes, rayonnent autour d'elle comme de vastes tentacules. A leur voisinage viennent mourir les dernières ondulations des forêts de Vitrimont, de Mondon et de Parroy, immenses nappes de verdure entre lesquelles une multitude de villages animent le paysage. Ils mêlent leurs gais coloris à ceux des cultures et des prairies que nourrissent la Meurthe et la Vezouze, dont un éclat argenté révèle ici et là le cours. Au loin, l'horizon se ferme harmonieusement à la ligne bleue des Vosges, du massif des Donons et de la trouée de Raon- l'Etape jusqu'à l'extrémité Sud de la chaîne, et, vers le Sud-Ouest, à la théorie des contreforts de la vallée de la Moselle que domine le plateau de Sion aux pieds de sa Vierge.

La ville s'est élevée sur les alluvions anciennes qui recouvrent d'une couche d'épaisseur variable, de 0 m. 50 à 10 ou 12 mètres, les argiles compactes du Keuper moyen. Le calcaire dolomitique et le gypse qui forment cet étage n'apparaissent que sur la crête des côteaux voisins.

Les eaux de pluie qui tombent dans les vallées fil-trent à travers les terrains sablonneux et se rassemblent sur la première couche de marne qu'elles rencontrent. Elles forment, à ce niveau, une nappe aquifère dont l'abondance est cependant limitée, à Lunéville, par le peu de largeur du tertre qui sépare les sillons des deux rivières. Les puits, nombreux autrefois, sont rares aujourd'hui. Ils ne sont plus utilisés qu'à la périphérie de la ville pour l'arrosage des terrains maraîchers.

Les eaux de pluie qui tombent sur les coteaux dévalent à leur surface en de nombreux petits ruisseaux souvent asséchés. Elles filtrent parfois à travers la dolomie, assez perméable, qu'elles rencontrent et se chargent de gypse ou de sel qui les rendent impropres à l'alimentation.

La *Meurthe* passe à la limite Sud de la ville; sa largeur atteint, en moyenne, 45 mètres et sa profondeur, 1 m. 50. Ses eaux, assez pures jusqu'aux abords de Lunéville, sont souillées par les égouts qu'elles reçoivent de la ville et troublées en aval par les eaux de la Vezouze qui se mêlent à leur cours. La Meurthe alimente le canal d'amenée de l'usine d'épuration des eaux qui fournit l'eau potable à Lunéville et les turbines des Grands Moulins, appartenant à la Faïencerie. L'usine de la Société Lorraine, les Filatures de l'Est, la Faïencerie et le Tissage du Pont de Viller y puisent les eaux nécessaires à leurs industries.

La *Vezouze*, large en moyenne de 20 mètres et profonde de 0 m. 75, traverse le Nord de la ville par son cours propre et par celui du canal des Bosquets, canal de fuite du moulin Burtin, devenu aujourd'hui manufacture de lingerie. Ses eaux, un peu terreuses, animent les turbines de cette usine ainsi que celles du Moulin de Plâtre, dépendant de la Faïencerie. Elles reçoivent les déversoirs auxiliaires des égouts de la ville. La Vezouze se réunit à la Meurthe sous Sainte-Anne, à 225 mètres d'altitude, après avoir arrosé un bassin de 525 kilomètres carrés, le long d'un cours de 84 kilomètres.

Naguère, ces rivières servaient au transport économique du bois. Le flottage à bûches perdues ou en trains était possible sur presque tout le parcours de la Meurthe et sur une longueur de 68 kilomètres de la Vezouze (depuis Cirey) et de 12 kilomètres de ses affluents. On projeta à maintes reprises de canaliser la Meurthe. Le 20 mars 1620, le duc HENRI II permit au sieur SALLES, gentilhomme de sa Chambre, de rendre la rivière de Meurthe navigable, depuis l'orée du bois de Mondon jusqu'à Saint-Nicolas de Port. Il est probable que ce projet ne fut pas réalisé à cause des guerres qui désolèrent la Lorraine à partir de 1630. Précédemment, en 1618, un nommé Bernard Huel, marchand de bois, demeurant à Raon, avait été chargé de construire des moulins près de Nancy et de rendre la Meurthe navigable. En dépit d'études répétées plus d'une fois depuis une centaine d'années, le projet du canal de navigation tracé le long du cours de la Meurthe, de Dombasle à Saint-Dié, n'est jamais entré en voie d'exécution. Aujourd'hui, Lunéville ne dispose comme voie navigable que du *canal de la Marne au Rhin*, qui passe à 8 kilomètres au Nord de la ville, à Einville, et qui lui est relié par une voie ferrée.

Il n'existe pas à Lunéville d'autres eaux stagnantes que celles d'un petit étang inclus dans une propriété particulière dans le quartier de Ménil.

Le confluent des deux vallées fait de Lunéville un carrefour important de *routes* et de *voies ferrées*.

La ville est traversée d'Ouest en Est par la *route*

nationale N° 4, de Paris à Strasbourg, dont la longueur sur le territoire de la commune est égale à 5 km. 580. Le revêtement de la route sur cette distance est le suivant :

Chaussée ordinaire en trapp goudronné entre le territoire de Vitrimont et l'ancienne route nationale accédant au cimetière du Mouton-Noir, d'une part, et, d'autre part, de l'avenue Voltaire à la limite du territoire de Chanteheux ;

Chaussée en tar-macadam entre l'ancienne route nationale accédant au cimetière du Monton-Noir et la place des Carmes ;

Chaussée en pavés de granit recouverts de rocasphalte : place des Carmes et rue Chanzy ;

Chaussée en pavés de granit (pavage ordinaire) : place du Château, rue de la République, rue Banau-don, rue Carnot, rue d'Alsace ;

Chaussée en pavés mosaïques : place Léopold ;

Chaussée en pavés de bois : pont Chanzy.

L'accès au cimetière militaire du Mouton-Noir est assuré par le *chemin d'intérêt commun n° 8/14*, recouvert de calcaire non goudronné et long de 400 mètres jusqu'à la limite du territoire de Vitrimont.

De la route nationale N° 4, se détache vers le Nord, à la hauteur de la place des Carmes, la *route nationale N° 414* (ancienne route départementale N° 7), de Lunéville à Château-Salins, qui s'étend sur le territoire de Lunéville du km. 0,000 au km. 2,850.

Elle est revêtue d'un pavage ordinaire recouvert de rocasphalte sur 436 mètres (place des Carmes et fau-

bourg d'Einviller), d'une chaussée ordinaire en tar-macadam sur 2 km. 419, jusqu'au territoire de Bonviller.

A l'extrémité du faubourg d'Einviller, se détache vers l'Est, le *chemin d'intérêt commun* n° 2^{et}, de Lunéville à Hénaménil; sa longueur sur le territoire de Lunéville, jusqu'à la limite de Jolivet, est de 500 mètres, revêtus en trapp goudronné.

Au km. 2,750, la route nationale N° 414 laisse vers l'Ouest le *chemin d'intérêt commun* N° 7, de Lunéville à Pont-à-Mousson ou route de Maixe, dont la longueur jusqu'à la limite du territoire de Deuxville est de 1.075 mètres: chaussée ordinaire en galets concassés goudronnés.

A l'angle des rues de la République et Banaudon, la *route nationale* N° 414 se détache vers le Sud de la route nationale N° 4 et parcourt jusqu'à la limite de Rehainviller 1 km. 580 (route de Lunéville à Gerbéviller et Rambervillers). Son revêtement est formé de pavé ordinaire recouvert de rocasphalte rue Castara et sur une partie de la rue de Viller, de pavé ordinaire sur l'autre partie de la rue de Viller, de trapp goudronné faubourg de Viller et avenue de Gerbéviller.

Au carrefour de la rue d'Alsace, de l'avenue Voltaire et de l'avenue des Vosges, se trouve l'origine de la *route nationale* N° 59, de Lunéville à Saint-Dié, qui parcourt 1.420 mètres jusqu'à la limite de Moncel, vers le Sud-Est. Elle est revêtue de tar-macadam.

Toutes ces routes sont dans un état d'entretien excellent. Elles sont sillonnées par la circulation intense des voitures de tourisme et de poids lourds qui traversent la ville. Pour éviter l'encombrement des rues étroites par les véhicules lourds, pour parer à l'ébranlement et au bruit que leur passage provoque, la municipalité présidée par M. FENAL décida l'établissement d'une voie de détournement. Le chemin d'intérêt commun n° 31, long de 1.320 mètres, tracé en dehors de la ville entre la route nationale n° 4 et le chemin de Xerbéviller, vient d'être ouvert à la circulation pour les véhicules qui suivent l'itinéraire Nancy-Sant-Dié. D'autres voies de détournement sont à l'étude.

La fréquentation de ces routes par les différents véhicules varie avec chacune d'elles. Sur la route nationale N° 4, elle est en moyenne, durant 24 heures, de :

900 autos et camions;
75 motocyclettes;
300 bicyclettes;
100 voitures à chevaux.

Elle est à peu près égale sur la route nationale N° 59; elle s'abaisse aux $\frac{2}{3}$ sur la route nationale N° 414 et au $\frac{1}{3}$ sur les chemins d'intérêt commun N°s 7 et 2^{et}.

De nombreux panneaux indicateurs, éclairés pendant la nuit, rendent faciles la circulation sur ces routes et la traversée de Lunéville. Les carrefours

dangereux sont signalés à l'attention des conducteurs par des bornes lumineuses.

Ces routes sont parcourues par de multiples *services d'auto-cars*, qui dépendent de trois organisations :

1° Les *services départementaux* fonctionnent depuis 1925 :

a) Service Vaucourt-Lagarde-Xures-Einville-Lunéville, les mercredi et vendredi matin, lundi et vendredi après-midi ;

b) Services Serres-Hoéville-Lunéville, les lundi, mercredi et vendredi matin ;

c) Service Bayon-Lunéville, les mercredi et vendredi matin.

2° Une entreprise particulière relie chaque vendredi Vic-sur-Seille à Lunéville par Arracourt et Einville.

3° Les *Rapides de Lorraine* ont multiplié leurs réseaux depuis 1932 : chaque jour, dans chaque sens, circulent :

29 auto-cars entre Lunéville et Nancy, par Hudiviller ou par Blainville ;

4 auto-cars entre Lunéville et Val-et-Châtillon.

3 auto-cars entre Lunéville et Sarrebourg ;

8 auto-cars entre Lunéville et Saint-Dié ;

4 auto-cars entre Lunéville et Epinal ;

2 auto-cars entre Lunéville et Badonviller ;

3 auto-cars entre Lunéville et Gérardmer.

La gare de Lunéville se trouve sur la ligne de Paris à Strasbourg, à l'origine de l'embranchement de la ligne de Saint-Dié. La gare est également la tête de la ligne Lunéville-Rambervillers et Bruyères. Dans chaque sens, il y a, chaque jour :

- 21 trains entre Lunéville et Nancy;
- 10 trains entre Lunéville et Sarrebourg;
- 8 trains entre Lunéville et Saint-Dié;
- 4 trains entre Lunéville et Rambervillers.

Ce dernier service est assuré par des auto-rails.

Le réseau de l'Est relie encore Lunéville à Badonviller par la ligne Baccarat-Badonviller, et à Cirey par la ligne Igney-Avrincourt-Blâmont-Cirey. Par suite de l'insuffisance toujours croissante du trafic sur cette ligne, il vient d'être décidé de le suspendre complètement et de remplacer le chemin de fer par des services d'auto-cars des Rapides de Lorraine.

Deux lignes de *tramways* mûs par des automotrices à essence complètent ces moyens de communication : l'une aboutit à Einville (4 services par jour dans chaque sens) et assure le transport des marchandises entre le canal de la Marne au Rhin et la ville; l'autre la relie à Blâmont et Badonviller (3 services par jour dans chaque sens); elle se trouve dans une situation financière difficile, surtout depuis qu'elle est doublée par les Rapides de Lorraine. La direction de ces lignes de tramways dépend du département de Meurthe-et-Moselle.

Ces modes de transport nombreux et rapides rendent des services considérables à une foule d'em-

ployés, d'ouvriers ou d'étudiants qu'ils amènent chaque jour vers leur lieu de travail, à Lunéville ou à Nancy. Les jours où se tient le marché à Lunéville, ils déversent de nombreux habitants de l'arrondissement qui viennent y vendre les produits de leurs élevages, de leurs champs et de leurs vergers, et aussi de nombreux colporteurs.

Le *Service des Postes* est installé, rue de Sarrebourg, dans un vaste hôtel moderne. Les quartiers de la périphérie sont desservis par trois bureaux auxiliaires, situés rue Chanzy, rue Louis-Ferry et rue de Viller. 17 facteurs distribuent le courrier deux fois par jour dans la ville et les villages environnants. Le réseau téléphonique assure le service permanent à 499 abonnés (1 pour 47 habitants). Toutes les communes de l'arrondissement possèdent au moins une cabine téléphonique, à l'exception de Bienville-la-Petite, Bionville, Haigneville, Romain, Sionviller, Vauxainville et Venay.

Tant de moyens de communications relient Lunéville à tous les villages de l'arrondissement. Ils lui permettent de jouer son rôle de centre économique de l'arrondissement et rendent faciles des échanges fréquents entre la ville et la campagne.

III

L'HYGIÈNE COMMUNALE L'ASSAINISSEMENT

L'éclairage des rues et des places. — La voirie. — Les fumiers. — Les latrines. — Les eaux usées. — Les ordures ménagères. — L'atmosphère. — Les établissements classés.

L'ÉCLAIRAGE

L'éclairage de la ville et des faubourgs fut pour la première fois assuré en 1772 par des *lanternes*. L'installation des *becs de gaz*, en 1856, constitua un grand progrès. Les *lampes électriques* les ont progressivement remplacés pendant la guerre.

L'importance toujours accrue du trafic a rendu nécessaire la revision complète, en 1932, du réseau d'éclairage, constitué alors par cent onze consoles électriques et lampes suspendues, cent soixante-neuf appliques provisoires et cinquante-cinq becs de gaz. A la suite de nombreuses études sur la disposition et le choix des points lumineux, c'est l'éclairage axial qui a été adopté. Toutefois, les places et les promenades sont éclairées par des candélabres. L'altération des couleurs produite par les lampes à vapeur de mer-

cure ou de sodium a fait rejeter leur emploi. Seules, les lampes à incandescence sont utilisées.

Les voies principales ont reçu deux cent soixante-dix-neuf lampes P B S de 100 kw, qui éclairent la chaussée d'une manière intense et uniforme, sans provoquer d'éblouissement. Comme elles n'envoient aucun rayon en dehors de leur cône d'éclairement, les façades des maisons riveraines au-dessus du rez-de-chaussée sont laissées dans l'ombre et les risques de visibilité en cas d'attaque aérienne sont diminués. Les cent soixante-neuf lampes Grimmeisen qui étaient installées auparavant dans ces voies très fréquentées ont été ajoutées aux cent cinquante-sept petites lampes des voies secondaires pour améliorer leur éclairage, partout où il était insuffisant. Actuellement, la ville est éclairée jusqu'à 21 heures par six cents cinq points lumineux, par trois cent-soixante-deux au delà de cette heure.

Des panneaux indicateurs, lumineux pendant la nuit, ont été installés récemment à tous les carrefours, le long des routes qui traversent la ville. La pose de clignoteurs au croisement de la rue d'Alsace avec les rues Charles-Guérin et des Bosquets et au voisinage de l'école Germain-Charier, celle d'un crapaud place des Carmes, de trois crapauds au croisement de la rue d'Alsace, de l'avenue Voltaire et de l'avenue des Vosges et de nombreux cataphotes conjuguent leurs effets avec ceux d'un éclairage judicieusement réparti pour diminuer les risques d'accidents qu'offrent certains carrefours.

LA VOIRIE

La dispersion des habitants dans les quartiers de la périphérie a pour conséquence la longueur du réseau des voies urbaines à Lunéville. Les 52.246 mètres qu'il compte constituent pour la ville une lourde charge financière. Nancy, avec sa population cinq fois plus nombreuse, n'a guère que 160 kilomètres de voies.

Les grands travaux entrepris depuis quelques années ont mis la plupart des rues de Lunéville dans un état excellent. Etroites et tortueuses autour de l'église Saint-Jacques et à Viller, elles sont partout ailleurs larges et bien tracées. Leur largeur varie de 6 à 12 mètres. Leur revêtement est donné par le tableau ci-dessous :

	Grande voirie	Voirie urbaine et vicinale ordinaire	Voirie particu- lière	Totaux
	—	—	—	—
Longueur	16.210	28.726	7.310	52.246
Pavage	31.462	5.496	—	8.958
Roc asphalte	436	—	—	436
Macadam ordinaire	2.203	18.541	7.310	28.054
Macadam amélioré	5.422	1.840	—	7.262
Tar macadam	4.667	2.849	—	7.516
Conduites d'eau	9.295	22.945	6.240	38.480
Egouts	8.488	21.220	4.760	34.838

Les rues et les places de Lunéville sont pourvues de trottoirs, à l'exception de certaines voies de la périphérie, en particulier celles qui desservent les cités ouvrières.

Suivant le décret pris le 30 juillet 1730 par le Conseil d'Etat de son Altesse Royale le duc François III de Lorraine pour le règlement de l'entretien des pavés de Lunéville, décret confirmé par un décret du roi Stanislas en date du 17 mai 1738 et maintenu en vigueur par la loi des 19-22 juillet 1791, l'entretien des trottoirs à Lunéville est entièrement à la charge des propriétaires riverains. Par délibération des 14 août et 13 novembre 1900, le Conseil Municipal, reconnaissant la rigueur de cette législation, a décidé que la Ville prendrait à sa charge la moitié des travaux de construction et de gros entretien des trottoirs et de leurs bordures, décision qui n'a d'ailleurs nullement force de loi et laisse juridiquement entier le décret de 1730.

Les trottoirs ont subi d'importantes réfections depuis quelques années. Leurs revêtement étaient alors constitués par le ciment, le long de certaines voies centrales, par l'asphalte, ou encore dans bien des rues de la périphérie, par le sable. Un grand nombre d'entre eux ont été réparés ou reconstruits. Après divers essais tentés avec le roc-asphalte, le colas-macadam, le colsol, le basalithe, le bitulithic et les carreaux de ciment, on n'a retenu que le rocasphalte, produit composé de bitume de première qualité, additionné de laitier finement concassé. Appliqué à froid, d'une exécution rapide et d'un entretien nul, il cons-

titue une surface souple et anti-dérapante, dont les réparations, à la suite de fouilles, ne laissent pas de traces. Cependant, on utilise encore les dallages en ciment taloché dans les voies les plus fréquentées où ils existaient déjà, pour ne pas constituer des revêtements de diverses nuances. A ce ciment a été mêlé du carborandum toutes les fois que la pente du terrain augmentait les risques de dérapage.

La circulation de plus en plus intense des automobiles dans ces rues qui ont été tracées au temps des chaises à porteurs a rendu nécessaire la réglementation de leur stationnement et l'établissement d'une circulation à sens unique dans certaines voies. Des panneaux indicateurs, récemment posés, indiquent les obligations auxquels doivent se soumettre les conducteurs.

Le bel entretien actuel de la majorité des voies lunévilloises fait paraître très reculé le temps où la ville n'avait que des rues sans trottoirs, pavées d'un mauvais petit caillou, à peine éclairées ; et pourtant ce temps n'est long que de quatre-vingts années.

L'entretien des voies publiques est assuré par un service municipal qui emploie trente-cinq hommes, conducteurs de voitures, balayeurs, électriciens, etc... Le matériel comprend des râcleuses de boues, et surtout une arroseuse-balayeuse automobile qui nettoie toutes les rues chaque matin.

LES FUMIERS

Comme tout pays lorrain, Lunéville étale quelques tas de fumier hauts et larges, déposés directement sur le sol, à proximité des logis de leurs propriétaires. Heureusement, ils se trouvent à la périphérie de l'agglomération.

Cependant, l'article 47 du règlement sanitaire municipal prescrit que « ...les fumiers et purins seront déposés et recueillis sur des emplacements ou dans des fosses étanches; ils seront enlevés aussi fréquemment que possible et en tous cas au moins tous les mois ».

On compte 170 dépôts de fumier sur le territoire de Lunéville. Ils appartiennent aux fermes, aux jardins maraîchers et les plus importants, aux quartiers de cavalerie, qui le vendent aux jardiniers.

Dans les casernes, le fumier est rassemblé dans des fosses cimentées où le purin est recueilli. L'atmosphère des habitations voisines est parfois empestée, en été, par des émanations de ces dépôts de fumier, qui favorisent également la pullulation des mouches.

Quelques agriculteurs conservent les fumiers de leurs exploitations sur des aires cimentées avec fosses à purin, construites à une distance suffisante de leurs habitations. La plupart des jardiniers déposent sur le sol même le fumier qu'ils ont acheté aux casernes et qu'ils ont transporté à travers la ville sur des camions non fermés. Quoique le purin ait été déjà séparé, les eaux de pluie peuvent encore entraîner dans le sol des matières organiques et germes microbiens.

LES LATRINES

Les latrines sont l'objet des articles 31 à 46 du règlement sanitaire municipal :

ART. 31. — Dans toute maison, il y aura, autant que possible, par appartement, quelle qu'en soit l'importance, à partir de trois pièces habitables (non compris la cuisine), un cabinet d'aisances installé dans un local éclairé et aéré directement.

Un poste d'eau ou un évier sera annexé à ce cabinet, toutes les fois que la canalisation le permettra.

Les propriétaires pourront être autorisés à établir les cabinets à l'extérieur après avis du bureau d'hygiène, s'il est reconnu que les conditions dans lesquelles ils doivent être installés suffisent pour en assurer l'hygiène.

ART. 32. — Il sera établi, autant que possible, également dans les mêmes conditions, pour le service des pièces habitables louées isolément ou par groupe de deux, un cabinet d'aisances par cinq pièces habitables et un poste d'eau autant que possible par dix pièces habitables.

ART. 33. — Cet article établit le nombre des cabinets d'aisances nécessaires pour les établissements à usage collectif.

ART. 34. — Les cabinets d'aisances seront munis de revêtements lisses et imperméables ou susceptibles d'être facilement lavés ou blanchis à la chaux. Ils seront suffisamment éclairés et aérés ; leur baie d'aération sera installée de telle sorte qu'elle puisse rester ouverte en permanence.

ART. 35. — Les cabinets d'aisances installés dans les maisons ne communiqueront directement ni avec les chambres à coucher ni avec les cuisines. En aucun cas, ils n'y prendront air et lumière.

ART. 36. — Les fosses d'aisances seront rigoureusement étanches.

Les articles 37, 38 et 39 concernent les cuvettes et les chasses d'eau, la construction des fosses d'aisances

et les tuyaux d'évent. L'article 40 règle le raccordement avec l'égout public et les articles suivants les rapports entre les tuyaux de descente des eaux pluviales et les canaux d'évacuation des eaux ménagères et des eaux vannes.

La plupart des habitations lunévilloises ont des fosses septiques raccordées à l'égout public. Les plus récentes, en particulier les habitations ouvrières et les habitations à bon marché construites depuis la guerre, ont le tout-à-l'égout. Dans combien de maisons encore les cabinets d'aisances sont-ils mal éclairés, sans ventilation, dans un état de saleté repoussante ! Dans combien de taudis, n'existent-ils même pas ! Ils sont alors remplacés par des tinettes mobiles. Il est même des taudis où ces tinettes, disposées dans un corridor, servent à tous les habitants de l'immeuble, au mépris de toutes les règles de la moralité et de l'hygiène, qu'on s'étonne de pouvoir encore rencontrer aujourd'hui.

LES EAUX USÉES

Les eaux usées, les eaux vannes, les eaux de lavage et d'arrosage des rues, les eaux météoriques sont recueillies par un réseau d'égouts qui s'étend sur une longueur de 34.338 mètres et aboutit par un collecteur commun au pont de Viller, où il se déverse dans la Meurthe. Quelques aqueducs amènent à la Vezouze et à la Meurthe les déversoirs qui permettent l'évacuation rapide des eaux pluviales quand elles arrivent en abondance.

2.000 immeubles, soit environ 70 pour 100 des habitations de Lunéville, sont reliés aux égouts publics.

Un système d'épuration des effluents avait été installé avant la guerre de 1914-1918. De nombreuses déficiences ont empêché jusqu'à ce jour sa mise en marche. Elles ont été peu à peu supprimées. Il faut encore réparer la conduite qui aboutit à l'usine du pont de Viller. Son étanchéité n'est pas absolue au cours de son passage dans le lit de la Meurthe.

Quand le fonctionnement sera normal, après une décantation destinée à retenir les matériaux lourds et flottants, les effluents seront envoyés par une usine de pompage et de refoulement, bâtie au pont de Viller, vers une usine d'épuration située à 1.100 mètres de la sortie de la ville, sur une petite hauteur qui domine de 15 mètres la rive gauche de la Meurthe. L'épuration y sera effectuée par des passages sur des lits bactériens successifs, et les liquides purifiés se répandront sur la vaste prairie qui sépare l'usine de la Meurthe. Recueillis enfin par un système de drainage, ils se déverseront dans la rivière par un collecteur commun.

LES ORDURES MÉNAGÈRES

Les ordures ménagères sont ramassées par un service municipal, dont les douze tombereaux parcourent toute la ville chaque matin. Ils sont tirés par des chevaux. D'autre part, ils sont ouverts, et les poubelles ne sont pas obligatoirement munies de couvercles. Pour éviter la dispersion de leur contenu avant le passage des boueurs, un arrêté municipal interdit la sortie des chiens avant 10 heures du matin.

Les ordures ménagères sont déversées sur un terrain entouré d'une plantation de peupliers, situé à la limite des territoires de la ville et de la commune de Rehainviller, sur la rive gauche de la Meurthe, à 400 mètres des habitations les plus proches et à 250 mètres de la rivière. Un tri grossier est effectué par des chiffonniers qui séparent surtout la ferraille et le fer-blanc.

L'ATMOSPHERE

Les vents qui balayent les vallées de la Meurthe et de la Vezouze purifient l'atmosphère de Lunéville, qui est souvent humide dans les quartiers voisins de ces rivières. Les nombreux jardins qui forment des espaces libres étendus contribuent à son assainissement.

La plupart des usines sont réparties à la périphérie de l'agglomération et évacuent leurs fumées loin des habitations par leurs hautes cheminées. Trois d'entre elles font exception : les vents du sud-ouest, qui sont les plus fréquents, entraînent les fumées de la faïencerie et d'un atelier de constructions métalliques dans la direction de l'hôpital, et la fabrique de conserves, placée au centre de la ville, couvre de suie le quartier qui l'entoure. Ces usines se sont efforcées d'obtenir dans leurs foyers une meilleure combustion du charbon pour atténuer cette souillure de l'atmosphère urbaine que leur situation rend inévitable.

Le bon entretien des rues a diminué la poussière, encore abondante en été, autour des places de la ville et dans les rues voisines du Champ de Mars.

Enfin, un certain nombre d'établissements troublent l'atmosphère par les gaz ou les odeurs qui émanent d'eux ou par le bruit qui accompagne les fabrications dont ils sont le siège. Ils ont été l'objet d'un classement.

LES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

La protection de la santé publique contre l'incommodité, l'insalubrité ou les dangers qui résultent du fonctionnement d'un établissement industriel avait été recherché par le législateur en 1810. L'application du règlement d'administration publique en date du 15 octobre 1810, celle des décrets qui lui ont succédé quand de nouvelles industries apparurent dans le cours du XIX^e siècle ont entraîné le classement de quelques établissements à Lunéville: la faïencerie (1817), l'abattoir public (1826), la fabrique de gaz (1853), la teinturerie-dégraissage Boucant (1875), une fonderie de suifs et un dépôt de peaux, classés en 1884 et transformés ensuite en tannerie (tannerie Worms, aujourd'hui fermée), la triperie Villain (1908), un dépôt d'essence, quai de l'Île Saint-André (1911), la porcherie Villain (1913), une fabrique de glace alimentaire (1913), aujourd'hui fermée, le dépôt d'huiles et d'essence de la Lorraine Agricole (1914).

La loi du 19 décembre 1917, complétée par les décrets du 17 décembre 1918 et du 24 décembre 1919, a développé les mesures de sécurité prises contre les établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Depuis cette époque, les classements se sont multipliés. Ils intéressent les établissements dont l'exploitation

s'accompagne d'émanations nocives ou incommodes, de bruits qui peuvent troubler le repos des voisins ou de dangers d'incendie ou d'explosion.

Parmi les établissements classés à Lunéville depuis la guerre, quelques-uns ont disparu aujourd'hui. Les autres comprennent :

Un atelier de la Société Lorraine où sont exécutés l'émaillage des métaux, le décapage des tôles à l'acide sulfurique, l'application au pistolet d'émail liquide, la cuisson au four à 800° (3^e classe);

Un atelier de l'entreprise Chollet et Lefrèvre, qui décape des métaux par les acides (3^e classe);

Un échaudoir pour la préparation de parties d'animaux propres à l'alimentation, allée des Cadets (3^e classe);

Deux séchoirs de peaux fraîches, dépôts et triages de chiffons, rue de Méhon (2^e classe) et rue de Jolivet (3^e classe);

Cinq vacheries-écuries, ruelle des Vieux-Fossés, rue de Viller, rue de Moncel, rue Gambetta et rue du Rempart (2^e classe);

Trois porcheries, faubourg de Nancy, faubourg de Nancy et rue du Rempart (1^{re} classe);

Quatre dépôts de fromages, rue des Bosquets, rue Erckmann, rue Banaudon et rue de la République (3^e classe);

Une station de stockage et réchauffage du goudron, 264 tonnes (2^e classe);

Trois ateliers de menuiserie mécanique, rue des Maisonnettes, rue de l'Abbé-Renard et rue Jeanne-d'Arc (3^e classe);

Un atelier de travail des métaux à chaud par choc mécanique, à l'entreprise Chollet, Lefèvre et C^{ie} (2^e classe);

Dix-huit dépôts d'essence, dont six appartiennent à des garages d'automobiles -- ils ont fait l'objet de vingt-neuf classements et sont situés quai de l'Ile Saint-André (1^{re} classe), avenue des Vosges et rue d'Alsace (2^e classe), faubourg de Nancy, rue des Bosquets, rue de Sarrebourg, avenue Voltaire, rue des Cadets, faubourg de Nancy, rue Rivolet, rue d'Alsace, rue de Ménil, avenue de Gerbéviller, rue d'Alsace, avenue des Vosges, avenue Voltaire, à la Société Lorraine, à l'Usine Jeanmaire (3^e classe);

Deux dépôts de mazout, l'un de 10.000 litres à l'entreprise Chollet, Lefèvre et C^{ie} (3^e classe), l'autre de 60.000 litres à la Société Lorraine (1^{re} classe);

Un gazomètre de 4.000 mètres cubes à l'usine Jeanmaire (2^e classe);

Deux dépôts de gaz butane et propane, rue Cyfflé et rue des Capucins (2^e classe);

Deux ateliers qui utilisent des solvants inflammables, rue d'Alsace et rue Villebois-Mareuil (2^e classe);

Six ateliers de soudure autogène au moyen de gaz acétylène, avec un dépôt d'acétylène supérieur à 2.500 litres à la Société Lorraine (2^e classe), inférieur ou égal à 1.000 litres à la fabrique de jouets, à la fabrique de bascules, à l'entreprise Crabouillet, à l'Entreprise Helluy, à la forge de la rue de Méhon (3^e classe);

Une teinturerie-dégraissage, rue du Faubourg-de-Ménil (2^e classe);

L'ALIMENTATION DE LUNÉVILLE EN EAU POTABLE

Les puits. — Les sources. — L'eau de Meurthe. — L'usine hydraulique.
— La filtration. — La stérilisation. — La distribution. — Les inconvénients. — Les résultats.

L'alimentation de Lunéville en eau potable a été pendant de longues années le sujet de graves préoccupations pour les administrateurs de la ville. M. Pierre DALAINZY, dans sa thèse de doctorat en pharmacie, en a fait une étude historique, chimique et bactériologique très complète, à laquelle nous emprunterons une bonne partie des éléments de ce chapitre.

Jusqu'en 1879, l'eau était fournie aux habitants par les *puits*, nombreux dans les maisons particulières, et par douze fontaines. Constant SAUCEROTTE, en 1857, déplorait leur nombre trop restreint et « le volume peu considérable d'eau qu'elles débitent, tout à fait insuffisant au point de vue de l'hygiène publique et de la salubrité ».

L'usage des eaux de puits est abandonné aujourd'hui. Nombre d'entre eux ont été comblés. Aucun ne peut donner une eau convenable à l'alimentation, tant au point de vue chimique — minéralisation

excessive, chlorures et nitrites en quantités élevées — qu'au point de vue bactériologique — présence constante du colibacille —. Le sous-sol lunévillois est profondément souillé par les infiltrations de nombreuses fosses septiques dont l'étanchéité est loin d'être absolue. M. DALAINZY l'a prouvé par ses analyses d'eaux de puits recueillies chez des particuliers dans divers quartiers de la ville. Un fait démontrera encore leur danger : les cas très rares de fièvre typhoïde déclarés à Lunéville depuis l'installation de l'usine d'épuration des eaux de la Meurthe intéressent des malades qui ont contracté l'infection typhique au cours de déplacements et d'autres qui ont été contaminés à Lunéville même. La plupart de ceux-ci avaient consommé de l'eau de leurs puits qu'ils jugeaient plus fraîche que l'eau distribuée par la ville. Les puits ne sont plus utilisés aujourd'hui que par les jardiniers-maraîchers pour l'arrosage de leurs légumes.

Plusieurs articles du règlement sanitaire municipal concernent les puits :

ART. 23. — Les puits ne pourront être utilisés comme eau potable d'alimentation qu'après avis du bureau d'hygiène, qui s'assurera de la qualité de l'eau par l'analyse bactériologique et chimique et de l'isolement du puits par rapport aux cabinets et fosses d'aisances, fosses à fumiers et dépôts d'immondices.

ART. 24. — Les puits seront fermés à leur orifice et protégés contre toute infiltration d'eaux superficielles par l'établissement d'une aire en maçonnerie bétonnée, large d'environ 2 mètres, hermétiquement rejointe aux parois des puits et légèrement inclinée du centre vers la périphérie.

ART. 25. — Les puits seront tenus en état constant de propreté. Il sera procédé, en outre, à leur nettoyage ou à leur

désinfection, sur injonction du maire après avis conforme du bureau d'hygiène ou de l'autorité sanitaire, dans les conditions prévues à l'article 12 de la loi du 15 février 1902.

ART. 26. — Les puits hors d'usage seront fermés et ceux dont l'usage est interdit à titre définitif seront comblés jusqu'au niveau du sol.

ART. 67. — Une surveillance spéciale est exercée, au point de vue de la qualité de l'eau potable, sur les établissements ouverts au public tels que cafés, restaurants ou débits. L'usage de toute eau reconnue malsaine est interdit par arrêté du maire. Les puits ou citernes dont l'eau servant d'eau potable serait reconnue malsaine seront immédiatement fermés.

Les *sources* ont donné de l'eau à Lunéville jusqu'en 1911.

La source des Vignes alimentait déjà en 1715 la fontaine de la place des Carmes. En 1834, elle alimentait les différentes fontaines qui se trouvaient à l'intérieur du quartier des Carmes. Ses eaux, issues des côteaux qui dominant Lunéville, au nord, surchargées de sels de chaux qui les rendaient impropres aux usages domestiques, étaient réservées aux animaux.

La source de Chanteheux ou du Rianois est issue d'une nappe peu profonde (quelques mètres seulement), mais protégée par une couche d'argile de 1 m. à 1 m. 50 d'épaisseur au-dessus du gravier. Elle alimentait plusieurs fontaines publiques: les deux fontaines du quartier des Cadets, celles de la place des Carmes, de la rue du Château et de la Grand-Rue. Malgré sa belle apparence, sa fraîcheur et son excellente qualité chimique, elle est trop souvent souillée par le colibacille pour être livrée à la consommation.

La source qui alimentait l'hôpital Saint-Jacques au début du XIX^e siècle avait été captée dans le jardin de cet établissement, à deux mètres de profondeur. Il n'en reste aucun vestige.

La source des Mossus, captée en 1755 dans des terrains où la couche superficielle d'argile, sous le léger manteau de terre végétale, atteint environ 1 m. 50 d'épaisseur, fut améliorée en 1835 et surtout en 1888. L'épandage des ordures ménagères et des engrais humains fut interdit dans tous les terrains voisins des drains collecteurs, pour protéger ses eaux contre les contaminations de surface. Malgré un léger trouble qu'elles accusaient souvent après de fortes pluies, elles étaient à cette époque les plus réputées à Lunéville et de beaucoup les plus importantes. Elles alimentaient plusieurs fontaines, faubourg d'Alsace, place Neuve et faubourg de Viller.

La source de Ménil fut captée pour la vaste propriété d'un favori du roi Stanislas, occupée quelques années plus tard par les Bénédictins descendus de Léomont. Ils en vendirent une partie, avec la moitié des eaux de la source, à mon aïeul, Jean-Charles BURTIN, maître de poste, qui y installa une ferme. En 1834, il céda la moitié de son eau à la ville de Lunéville pour alimenter une fontaine publique dans le hameau de Ménil.

Le résultat des analyses faites en 1857 par M. DELCOMINÈTE, professeur de pharmacie et de matière médicale à l'Ecole de Médecine de Nancy, et rapportées par Constant SAUCEROTTE, montrent l'excellente qualité de ces sources, quant à leur composition chi-

mique, à l'exception de la source des Vignes, qui renfermait par litre d'eau :

Sels de chaux :	0,889
Magnésie :	0,084
Résidu fixe :	1,069

Cependant, les analyses bactériologiques faites de 1907 à 1910 par M. MACÉ, professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine de Nancy, montrent le nombre élevé de colonies et la présence fréquente du colibacille dans ces eaux. Leur consommation était donc dangereuse.

Il en était de même pour la source de Mondon, malgré la qualité excellente de ses eaux au point de vue chimique. Elle fut captée en 1867 dans la forêt située au sud-est et à 5 kilomètres de Lunéville, entre les vallées de la Meurthe et de la Vezouze. Le sous-sol imperméable se trouve à 5 m. 50 de profondeur ; la nappe aquifère était évaluée à 800.000 mètres cubes et le débit de 500 à 1.000 mètres cubes d'eau par jour. Il n'atteignit même pas la moitié de ces prévisions. Pour y remédier, on ouvrit tout le long des collecteurs de nombreux puits afin de permettre aux eaux pluviales qui ruisselaient sur la première couche d'argile de s'infiltrer dans le sable et de pénétrer plus facilement ensuite dans le drain collecteur. Suivant l'expression du docteur IMBAUX, « on a reperdu en qualité ce qu'on a gagné en quantité ». La forêt de Mondon ne constitue pas, en effet, comme la plupart des forêts, une protection pour la nappe d'eau souterraine. Très souvent foulé par la troupe ou par des promeneurs,

son sol reçoit des immondices de toute nature. Le creusage des puits ne laissa plus l'eau à l'abri des contaminations extérieures; insuffisamment filtrée, elle se troublait fréquemment et arrivait dans les conduites encore toute chargée de colonies microbiennes.

En 1877, devant le trop faible débit de ces diverses sources, on demanda à la *Meurthe* l'eau nécessaire aux besoins d'une population qui s'accroissait de jour en jour depuis l'établissement à Lunéville d'industriels alsaciens après la guerre de 1870. L'ingénieur des Ponts-et-Chaussées de Nancy, BAUER, chargé par le Conseil municipal de présenter un projet d'alimentation de la ville, se vit obligé de renoncer à de nouvelles captations qui auraient été insuffisantes tant au point de vue de la qualité que de la quantité. Il prit la grave décision d'abandonner la recherche d'eaux de source et de demander à la Meurthe ce que les alluvions anciennes n'avaient pas pu nous procurer.

L'eau fut puisée par une galerie filtrante, établie parallèlement au cours de la Meurthe au delà du quartier de Ménil, au sud-est de la ville, dans une prairie formée par un ancien lit de la Meurthe. Une paroi étanche en béton fut construite du côté des terres pour supprimer les infiltrations externes venues des côteaux voisins. Mais l'eau de Meurthe tenant en suspension de nombreuses particules de sable et d'argile, ne tarda pas à colmater peu à peu le filtre, ce qui se traduisit par un rendement en eaux filtrées allant toujours en s'amointrissant. On diminua la tranche

filtrante en abouchant de nombreux petits drains dans la galerie. On alla jusqu'à creuser entre la Meurthe et la galerie, à deux mètres seulement de celle-ci, un petit canal dérivé de la Meurthe, en amont de l'installation. Finalement, il n'y eut plus aucune filtration et les habitants de Lunéville consommaient une eau de Meurthe à l'état brut.

IMBEAUX, en 1897, estime que les trois quarts de la population boivent de cette eau, l'autre quart s'alimente aux sources des Mossus et de Mondon, qui mêlent leurs eaux place Léopold et desservent 29 bornes-fontaines de la ville haute. Il n'y avait pas de concessions d'eau de source aux particuliers, mais certains établissements publics, l'hôpital, l'hospice, le collège, les écoles, le bureau de bienfaisance et les casernes en recevaient.

Ni l'une ni l'autre de ces eaux n'était potable. A plusieurs reprises, la *fièvre typhoïde* qui régnait à Lunéville à l'état endémique subit des poussées épidémiques, qui exercèrent leurs ravages, tout particulièrement parmi les troupes de la garnison. L'épidémie de 1908 fut si grave que le Ministre de la Guerre dépêcha le Médecin Inspecteur Général DELORME, vers Lunéville, sa ville natale, avec la mission de rechercher les causes de l'infection. Le Médecin Inspecteur Général DELORME établit avec certitude l'origine hydrique de la fièvre typhoïde à Lunéville. Il avertit de ses conclusions la municipalité, présidée par M. CASTARA, qui se mit aussitôt à l'étude pour trouver le moyen de fournir à la ville une eau saine et

abondante, d'autant plus que le brusque départ des troupes pour le camp de Châlons avait alarmé la population, qui craignit de perdre définitivement une des sources de la vie et de l'activité de la cité.

Les dépenses importantes qu'auraient entraînées la captation et l'adduction de sources issues du grès vosgien dans la vallée de la Plaine firent abandonner ce projet. L'administration municipale décida de conserver les sources des Mossus et de Mondon, en assurant une meilleure protection de leur captation contre les agents extérieurs de contamination, et d'installer une usine d'épuration et de stérilisation des eaux de la Meurthe. La construction, entreprise en 1910 par la Société Puech et Chabal, était achevée l'année suivante. Son fonctionnement fut bientôt jugé si satisfaisant que l'usage des eaux de source fut complètement délaissé.

L'usine hydraulique est située au sud-est de Lunéville, sur la rive droite de la Meurthe. L'eau est pompée directement dans le canal de dérivation construit en 1880, lors de l'installation de la galerie filtrante. Il se détache de la Meurthe à 500 mètres au-dessus de l'usine, à la hauteur d'un barrage. Sa chute, haute de 1 m. 65, entraîne les quatre turbines. Elles fournissent l'énergie nécessaire aux pompes qui aspirent l'eau dans la rivière et la refoulent vers les bassins de filtration, puis, quand elle est purifiée, l'élèvent vers les réservoirs qui la distribuent à la ville.

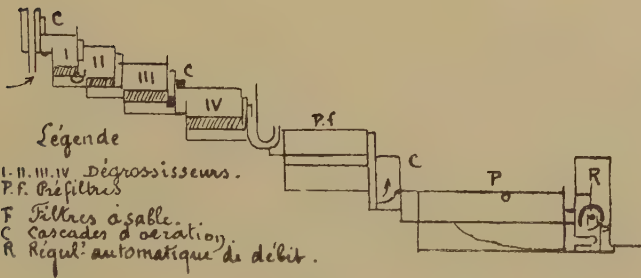
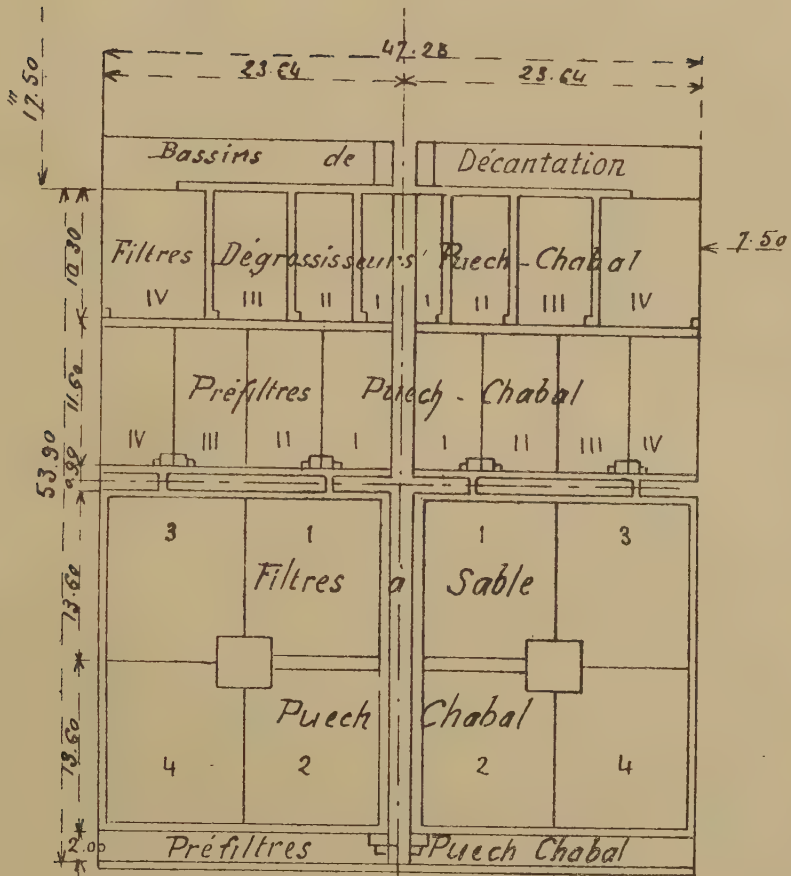
A) *L'installation filtrante Puech et Chabal* comprend :

1° Deux vastes *bassins de décantation* à ciel ouvert, où l'eau brute séjourne environ deux heures, déposant une partie des matières en suspension. L'eau de chaque décanteur pénètre séparément dans l'usine proprement dite où elle est successivement dégrossie, préfiltrée et filtrée.

2° Deux groupes de *bassins dégrossisseurs* à quatre passages successifs. Chaque groupe comporte un dégrossisseur n° 1, un dégrossisseur n° 2, un dégrossisseur n° 3 et un dégrossisseur n° 4, qui diffèrent entre eux par la surface filtrante de plus en plus étendue (de 40 à 140 mètres carrés), le gravier de plus en plus fin (de 2 cm. à 0 cm. 5) et épais (de 20 cm. à 34 cm.), recouvert par une hauteur d'eau de plus en plus faible (de 70 cm. à 40 cm.). La surface totale utile s'élève à 350 mètres carrés. La durée du passage de l'eau est d'environ une heure. Ces dégrossisseurs sont nettoyés chaque semaine, plus souvent en période de crues, par un dispositif à l'air soufflé.

3° Huit *préfiltres à sable*, présentant une surface utile de 500 mètres carrés; l'épaisseur du sable est de 0 m. 65. Une hauteur d'eau de 60 cm. recouvre la couche filtrante. La vitesse de l'eau est de 12 mètres cubes par mètre carré et par jour. L'eau dégrossie traverse un seul de ces préfiltres; elle ne tarde pas à former une membrane filtrante, principe essentiel d'un filtre à sable.

INSTALLATION FILTRANTE



Plan et coupe schématique

Ces préfiltres sont, depuis 1926, munis d'une installation de nettoyage à l'air soufflé et à l'eau sous pression. L'eau employée est de l'eau filtrée et stérilisée. Le nettoyage dure environ un quart d'heure. Un petit appareil, conçu par M. VINOT, alors directeur des travaux municipaux, et basé sur la différence de niveau de l'eau brute sur le filtre et de l'eau filtrée recueillie à la sortie du bassin, permet de surveiller la progression régulière de l'encrassement de la couche filtrante et par conséquent de déterminer le moment opportun pour le nettoyage.

4° Huit *bassins filtrants* ayant ensemble une superficie de 1.145 mètres carrés. Ces filtres sont constitués par une couche de sable fin tassé, de 0 m. 70 d'épaisseur, reposant sur une couche de gravier de 0 m. 05 à 0 m. 40 d'épaisseur. L'eau traverse le filtre en quatre heures, soit deux fois plus de temps que pour le préfiltre. La vitesse de filtration est en moyenne de 6 mètres cubes par mètre carré et par 24 heures. Elle est rendue constante par un régulateur de débit Didelon.

Il n'existe pas de soufflage pour nettoyer ces filtres. Chaque mois, on procède à ce que l'on appelle le décroutage. En outre, chaque filtre à sable est remis à neuf tous les quatre ans.

Les préfiltres et les filtres ainsi que les dégrossisseurs sont disposés dans un bâtiment éclairé à l'électricité. L'instabilité de la température et la rigueur des hivers n'ont pas permis de les construire à ciel ouvert pour profiter de l'action bactéricide des rayons

solaires. Il faut même chauffer le bâtiment en hiver pour éviter que l'eau stagnant sur les filtres ne gèle.

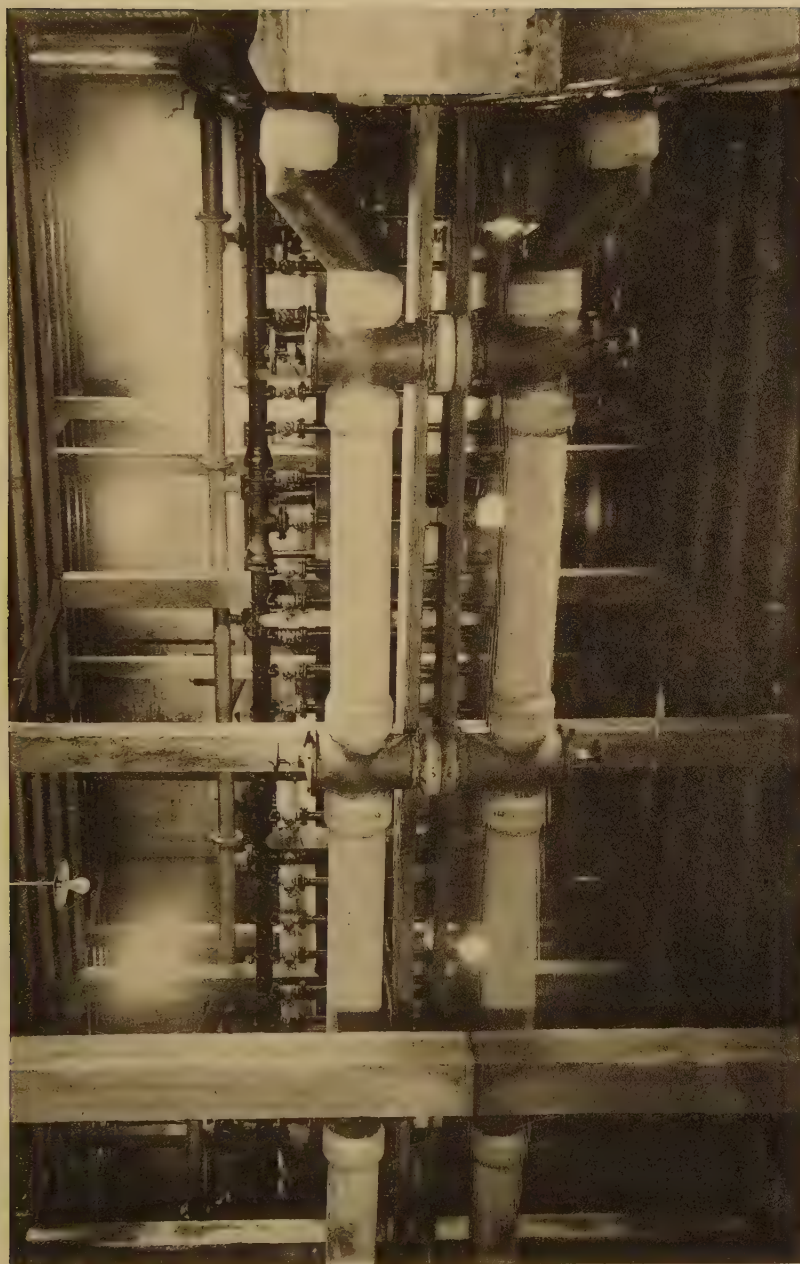
L'installation est complétée par un laveur de sable système H. Chabal.

Le prix de revient de la filtration (y compris l'élévation de l'eau à 5 m. de hauteur) est de 0 fr. 0203 par mètre cube.

L'eau de Meurthe *filtrée* doit être encore *stérilisée* avant d'être livrée à la consommation. Au début de 1912, on aménagea une stérilisation par les rayons ultra-violet, produits par douze lampes génératrices en quartz. Contrôlée par de fréquentes analyses, elle sembla donner des résultats satisfaisants jusqu'au jour où un heureux hasard permit de découvrir qu'une javellisation clandestine lui était adjointe. La Grande Guerre survint et les choses en restèrent là. Depuis 1918, la stérilisation de l'eau de Meurthe filtrée n'est plus demandée qu'à la *javellisation*.

La dose utile de chlore actif varie pour un litre d'eau de $2/10^{\circ}$ à $5/10^{\circ}$ de mgr. suivant l'état de pollution de l'eau de Meurthe. Pour évaluer le taux nécessaire, on utilise un procédé empirique qui permet d'apprécier l'opacité plus ou moins grande de l'eau. On admet qu'il existe une relation étroite entre le degré de son opacité et sa teneur en matières organiques et en bactéries.

Chaque jour, le surveillant-chef de l'usine hydraulique évalue le degré de turbidité des eaux de Meurthe en plongeant progressivement dans la masse d'eau une réglette graduée, munie à sa partie inférieure d'un repère horizontal peint en blanc. De la profondeur à



LE BASSIN DE FILTRATION A L'USINE DES EAUX DE LA MEURTHE

laquelle son œil exercé ne perçoit plus la couleur blanche du repère, il déduit la quantité d'hypochlorite à ajouter. Elle varie pour les 6.000 mètres cubes stérilisés chaque jour, entre 20 et 30 litres d'extrait de javel Cotelte, titrant 20 à 30 degrés chlorométriques.

Cet extrait de javel doit s'écouler goutte à goutte. Pour éviter qu'il obture, en se déposant, l'orifice du réservoir qui le contient, on le dilue dans 60 à 100 fois son volume d'eau pure. Les essais faits par M. le Professeur ROBERT, de la Faculté de Médecine de Nancy, lui ont montré que ces grandes dilutions ne modifient en rien la teneur en chlore du mélange. La disposition adoptée à Lunéville est la suivante : l'extrait de javel est contenu dans deux cuves métalliques, revêtues d'ébonite, d'une capacité de 720 litres et fonctionnant à tour de rôle, chacune pendant 24 heures. Chaque cuve de dissolution communique par un tuyau de caoutchouc avec une série de deux cuves en tôle émaillée qui fonctionnent comme de simples carburateurs à essence ; toutefois, l'admission se fait au-dessous de la couronne du flotteur, ce qui diminue considérablement le mouvement du liquide à sa surface et assure par là un débit beaucoup plus régulier. Ce perfectionnement est dû à l'ingéniosité de M. VINOT. Après la dernière cuve, la solution d'hypochlorite passe par un robinet de 4 mm. dans le canal d'écoulement de l'eau filtrée. Un demi-litre de solution étendue d'hypochlorite s'écoule par minute dans l'eau filtrée, dont le débit est convenablement réglé par le système Didelon.

Le prix de revient de la javellisation d'un mètre cube est de 0 fr. 00341.

B) *Élévation et distribution.*

1° *L'élévation de l'eau de Meurthe aux bassins de décantation* est assurée par une turbine hydraulique à régulateur de 45 HP sous 1 m. 65 de chute. Elle met en mouvement deux pompes centrifuges qui élèvent ensemble 40 litres d'eau à la seconde, d'une hauteur de 5 m. 50, du niveau de la rivière à celui des premiers bassins.

Quand les eaux de la Meurthe sont très basses, l'usine fonctionne grâce à une installation électrique qui comprend deux motopompes qui élèvent 40 litres d'eau par seconde à 5 m. 80, une motopompe qui élève 60 litres à 9 m. 10 et une motopompe qui élève 98 litres à 9 m. 10.

2° *Le refoulement de l'eau depuis les filtres jusqu'aux réservoirs de distribution* est assuré par deux turbines hydrauliques de 38 HP sous 1 m. 30 de chute, qui entraînent deux pompes horizontales, capables d'élever chacune 54 litres d'eau à 25 mètres de hauteur et par une turbine de 23 HP sous 1 m. 05 de chute et de 40 HP sous 1 m. 40 de chute qui anime deux pompes identiques aux précédentes.

Ces quatre pompes sont doublées par trois pompes centrifuges accouplées chacune à un moteur électrique qui leur permet de débiter 1.800 litres d'eau par minute.

Le courant électrique de secours est fourni par une ligne à haute tension (11.000 volts), abaissée à 220 volts par un transformateur.

Quand l'étiage de la rivière est normal, l'usine hydraulique fonctionne par la force seule de ses turbines. L'excès de puissance de la turbine à régulateur est utilisé par un alternateur qui éclaire l'usine et met en mouvement les ventilateurs pour l'insufflation des préfiltres.

Si des circonstances exceptionnelles privaient l'usine d'énergie hydraulique et d'énergie électrique, le fonctionnement pourrait être assuré en partie par une machine à vapeur d'une puissance de 80 HP, installée en 1903, beaucoup trop faible cependant pour entraîner toutes les pompes.

3° Les pompes de refoulement puisent dans un bassin en ciment armé de 500 mètres cubes l'eau filtrée et stérilisée et la refoulent dans les *deux réservoirs de distribution*: l'un, d'une capacité de 1.000 mètres cubes, est situé à l'usine même (plan d'eau à 26 m. 75 au-dessus de celui du bassin d'eau filtrée); l'autre, qui peut contenir 2.000 mètres cubes, se trouve à une distance de 1.446 mètres, dans la rue Erckmann (plan d'eau à 25 m. 53 d'élévation). Ces réservoirs communiquent entre eux par une conduite spéciale de 300 mm. Le premier est une tour de ciment armé; le second forme une immense cuve, en ciment armé également, placée sur le substratum en maçonnerie, haut de 15 m. 15, qui formait le réservoir primitif.

La pression de l'eau dans les canalisations urbaines est uniformément égale à vingt mètres environ.

4° La *distribution* est assurée par un réseau de tuyaux de fonte, dont la longueur totale atteint 34.838 mètres:

1.740 mètres ont un calibre de 450 et 400 mm.
(conduite principale).

890 mètres	ont un calibre de	350 mm.
5.665 mètres	— — —	300 mm.
4.903 mètres	— — —	250 mm.
8.000 mètres	— — —	120 mm.
370 mètres	— — —	100 mm.
9.970 mètres	— — —	80 mm.
3.510 mètres	— — —	inférieur.

L'usine alimente en eau :

- 2.350 concessions particulières,
- 70 bornes-fontaines.
- 199 bouches d'incendie de 40 mm.
- 17 bouches d'incendie à 2 raccords de 70 mm.
- 3 fontaines à jet continu.
- 15 urinoirs.

Les bouches d'incendie de 40 mm. servent également à l'arrosage des rues.

L'usine municipale de Ménil envoie à Lunéville un volume d'eau journalier qui n'est jamais inférieur à 6.000 mètres cubes et qui s'élève à 9.000 mètres cubes en été. Le mètre cube coûte 0 fr. 45 pour les 100 premiers mètres cubes consommés; chaque concessionnaire doit en effet payer un minimum de 45 francs par an, qui lui donnent droit à une consommation de 100 mètres cubes. Au delà de cette quantité, tout mètre cube supplémentaire est payé 0 fr. 80.

L'usine hydraulique a aujourd'hui vingt-cinq années d'existence. Les améliorations successives apportées dans la filtration et dans la stérilisation de l'eau et les travaux entrepris pour la défense des rives et le curage du canal d'alimentation ont amené son fonctionnement au voisinage de la perfection. Malgré la consommation importante qu'entraîne l'arrosage des jardins en été, elle a pu fournir, même dans les années de grandes sécheresses, des quantités d'eau suffisantes aux besoins des habitants.

Si la javellisation n'est pas le procédé idéal, étant donné qu'elle stérilise l'eau par l'addition d'un produit chimique, le volume d'hypochlorite ajouté est trop faible pour altérer le goût de l'eau à laquelle il est mélangé.

Il arrive cependant que l'eau de Lunéville exhale une odeur de chlore et de phénol si marquée que les habitants éprouvent de la répugnance à l'utiliser. Cette odeur provient des produits chimiques déversés dans la Meurthe par les usines situées en amont de Lunéville : papeteries, teintureries et usines de blanchiment de fils. Elle s'est accentuée depuis quelques années à la suite de modifications dans les procédés chimiques employés par ces usines, en particulier pour la décoloration des bois. Son apparition coïncide toujours avec un niveau très bas de la Meurthe ou bien avec une période assez longue de froids extrêmes qui glaçant la surface de la rivière. Elle a pour causes le manque de dilution ou le défaut d'évaporation et d'aération des produits chimiques déversés dans son cours. Le chlore peut ainsi se fixer sur les matières

organiques en suspension dans l'eau et ce sont ces composés organiques chlorés qui donnent l'odeur infecte dont se plaignent à bon droit les habitants.

Aucun texte législatif ne permet de faire cesser ces déversements malodorants. Pour parer à cet inconvénient, la ville a fait installer, en 1934, dans les divers quartiers, seize *filtres à charbon activé* placés sur des bornes-fontaines. Ils ont des propriétés absorbantes remarquables vis-à-vis des matières odorantes et organiques que peut contenir l'eau et fournissent une eau absolument inodore. La ville a mis à l'étude l'installation à l'usine de Ménil d'une filtration sur charbon activé pour désodoriser, le cas échéant, toute l'eau filtrée et stérilisée livrée à la consommation.

L'eau de Meurthe filtrée et stérilisée qui alimente Lunéville est *analysée* tous les quinze jours par les laboratoires de l'Institut d'Hygiène de Nancy. Sa qualité est constamment bonne.

L'étude chimique et bactériologique que M. DALLAINZY a faite de l'eau au cours des diverses étapes de sa filtration et de sa stérilisation montre la transformation progressive d'une eau contaminée et très dangereuse en une eau potable. L'ammoniaque et les phosphates disparaissent, les nitrites n'existent plus qu'à l'état de traces. La quantité d'oxygène absorbé tombe de 5 mgr. à 2 mgr. 9. Le résidu à 110° tombe de 69 mgr. à 58 mgr. par litre, les matières organiques de 4 mgr. 3 à 2 mgr. 5. Il est impossible de mettre en évidence dans cette eau javellisée des traces de chlore, si minimes soient-elles, même avec des réactifs très sensibles.

Les analyses bactériologiques démontrent mieux encore l'excellence du procédé. Le 21 janvier 1930, l'eau renfermait à son entrée à l'usine 35.000 colonies au cc., dont 3.400 colonies liquéfiantes, 15.000 colibacilles au litre et au moins 10.000 bacilles fluorescents au litre. Il restait après le passage sur les bassins filtrants: 126 colonies au cc., dont 5 colonies liquéfiantes, 49 colibacilles au litre, pas de bacille fluorescent. Après la stérilisation, on ne trouve plus que 82 colonies au cc. sans colonies liquéfiantes et 30 colibacilles au litre.

De même, le 29 avril 1930, l'analyse de l'eau brute donne 18.600 colonies au cc., dont 6.500 colonies liquéfiantes, 20.000 colibacilles et plus de 10.000 bacilles fluorescents au litre. L'eau filtrée renferme: 69 colonies au cc., dont 4 colonies liquéfiantes et 70 colibacilles au litre. Dans l'eau stérilisée, on énumère 43 colonies au cc., dont 1 colonie liquéfiante et 37 colibacilles au litre.

Une troisième analyse, faite le 20 juillet 1930, a donné à M. DALAINZY: pour l'eau brute, 6.500 colonies au cc., dont 2.500 colonies liquéfiantes, 18.500 colibacilles et plus de 10.000 bacilles fluorescents au litre; pour l'eau filtrée, 68 colonies au cc., 43 colibacilles au litre; pour l'eau stérilisée, 39 colonies au cc., 18 colibacilles au litre.

Comme l'indiquent ces chiffres, la stérilisation par l'extrait de Javel ne fait qu'achever une épuration que des filtres bien ordonnés ont poussée déjà fort loin.

La disparition des épidémies de fièvre typhoïde à Lunéville depuis 1911 a démontré le bien fondé des

conclusions de M. le Médecin Inspecteur Général DELORME, sur l'origine hydrique de ces épidémies et prouvé la valeur des procédés utilisés à l'usine hydraulique de Lunéville pour purifier l'eau de Meurthe livrée à la consommation.

V

L'HABITATION

Les caractéristiques de l'habitation suivant les époques de l'histoire locale. — Le nombre des habitations. — Les habitations construites de 1920 à 1936. — Les écarts. — Le règlement sanitaire municipal. — L'éclairage. — Le chauffage. — Les dépendances. — Les taudis. — Les bâtiments publics. — Les casernes. — Les jardins.

L'histoire montre trois périodes remarquables dans le développement de Lunéville : la fondation de la ville-forte au Moyen-Age, l'épanouissement de la ville ducale de LÉOPOLD et de STANISLAS au XVIII^e siècle, la croissance brusque de la ville industrielle à la fin du XIX^e siècle. Chacune d'elles a imprimé son sceau sur les différentes parties de la ville. La disposition des rues et des habitations permet de reconnaître l'époque à laquelle elles ont pris naissance.

L'*îlot* ancien, autrefois enfermé dans une enceinte, est compris dans un vaste carré limité à l'Est par la rue des Capucins, au sud par la rue Banaudon, à l'ouest par la rue de la République, au nord par la Vezouze. Certes, depuis sa fondation, il a été envahi par de nombreuses habitations nouvelles, mais il porte la marque des vieilles villes : rues étroites et tortueuses, maisons vétustes, mal entretenues, aux cours exigües,

aux corridors sombres, aux plafonds bas, aux pièces petites et mal aérées. Dans ce quartier, on rencontre de nombreux taudis. On peut considérer comme insalubres à peu près tous les immeubles compris entre les rues de la Charité, de la Vieille Muraille, de Lorraine, du Château, du Pont-Rouge, Traversière, Germain-Charier et Sainte-Marie. Ils forment des « nids de tuberculose » et favorisent l'extension des maladies épidémiques.

La ville entassait ainsi ses demeures à l'intérieur de son enceinte quand LÉOPOLD s'y installe, en 1702, pour éviter la vue des troupes de Louis XIV qui occupent sa capitale. Le duc, grand bâtisseur, crée bientôt une ville nouvelle, travée sur les plans de son intendant-architecte André. Il fait achever la démolition des remparts en ruines, combler les fossés et niveler les terrasses.

Le choix des terrains à bâtir est ordonné par la situation géographique. Au nord, l'espace est limité par les côteaux voisins. A l'est, la place est réservée pour l'édification du Château et le développement des Bosquets. A l'ouest, la plaine, marécageuse, est souvent inondée. C'est au sud seulement que la ville peut prendre son extension.

Des avantages importants sont concédés à ceux qui désirent construire. Bientôt, suivant le plan imposé par LÉOPOLD, le long de rues larges, droites, tracées au cordeau, aérées, on entreprend la construction de nouvelles habitations, toutes conçues suivant le même type où l'élégance a été moins recherchée que la soli-

dité. Bâties en maçonnerie, avec des façades simples où des fenêtres, larges et hautes, ont été harmonieusement réparties, ces maisons comportent le plus souvent un rez-de-chaussée et un premier étage, formés de grandes pièces, bien éclairées, et surmontés parfois d'un second étage aux plafonds moins élevés. La plupart possèdent un jardin. Elles s'ordonnent, d'une part autour de la vaste place Léopold, dans l'espace limité par les rues Banaudon, des Capucins, de Lorraine, des Bosquets, d'Alsace, Girardet, Castara, et d'autre part rue Chanzy et place des Carmes. Les villages de Viller et de Ménil ont été ainsi réunis à Lunéville. Ils s'étendront eux-mêmes tandis que les faubourgs d'Einvillle et de Nancy se constitueront.

Le duc manifeste encore son goût de la construction par l'élévation de divers monuments: le Château, la Caserne La Barollière, l'Orangerie, le Petit Château, l'Hôpital Saint-Jacques. Cette grande œuvre se poursuit sous le règne éphémère de François III. Elle reçoit une impulsion nouvelle de Stanislas, qui, à l'instar de ses prédécesseurs, fait de Lunéville sa résidence de prédilection.

Durant la période de cent années qui sépare la mort de Stanislas du traité de Francfort, seuls les travaux entrepris dans le quartier de Viller par l'abbé TROUILLET et la construction de la ligne de chemin de fer de Paris à Strasbourg et de la gare apportent quelque changement dans la physionomie de la ville.

C'est aussi vers le sud que s'effectuera l'extension rapide de Lunéville après la guerre de 1870-71. Là

seulement, se trouvent des terrains assez vastes et sains pour l'élévation d'usines importantes, entourées de cités ouvrières, de plusieurs casernes et de nombreuses maisons particulières aux caractères disparates.

Les 110 maisons complètement détruites par la guerre de 1914-18 ont été la plupart reconstruites. Les 258 immeubles qui avaient été sérieusement détériorés ont été restaurés. Puis les constructions se sont poursuivies pendant la période de prospérité de l'après-guerre, autour des usines et le long des routes qui s'éloignent de la ville. Leur nombre ne cesse de s'accroître vers Jolivet, Chanteheux et Moncel. Les 94 logements bâtis par l'Office d'Habitations à Bon Marché de Lunéville depuis 1928 marquent une nouvelle étape dans l'histoire de l'habitation à Lunéville.

Aujourd'hui, le territoire de la commune, qui s'étend sur 1.634 hectares, compte 2.843 habitations pour 6.877 ménages et 21.183 habitants, soit 7 habitants environ par maison, au lieu de 9 en 1856 (1.270 maisons pour 11.964 habitants).

Le 1/6^e environ de ces habitations a été construit depuis la fin de la guerre. La construction a été surtout intense de 1921 à 1924 et de 1926 à 1932. Elle s'est ralentie pendant la période critique de 1925 et depuis l'apparition de la crise économique actuelle. Elle se répartit au cours des années 1920-1936 suivant le tableau ci-dessous :

VUE AÉRIENNE DE LUNÉVILLE



(A gauche: le château; à droite: la vieille ville)

Année	Nombre d'immeubles construits
1920	3
1921	15
1922	57
1923	39
1924	56
1925	9
1926	22
1927	21
1928	27
1929	13
1930	27
1931	54
1932	87
1933	7
1934	9
1935	12
1936	7
Total	467

A l'exception du quartier situé autour de la mairie et de l'église Saint-Jacques, la densité de la surface bâtie est peu considérable. L'agglomération est très étendue: son diamètre transversal atteint 2.800 mètres et son diamètre longitudinal 2.340 mètres.

Quelques *écarts* sont dispersés à la périphérie de la ville :

Le groupe d'habitations ouvrières de la Faïencerie à Sainte-Anne ;

La Cure d'Air Saint-Léopold, au Moulin de Plâtre ;

Le Château Saint-Léopold ;

La Maison du Diable et les Censes de Dehainville, à la sortie de la ville vers Nancy ;

Bonneval-Friscati et les Cures d'Air Saint-Georges et la Mignonne sur la Côte des Vignes, au Nord de la ville ;

L'Ecole de Plein Air de Méhon ;

La Ferme de Méhon ;

La Ferme de la Fourasse, vers la Forêt de Mondon ;

Le Pont des Mossus et la Ferme de Saint-Roch, près de la fabrique de wagons ;

La Ménagerie, au Champ-de-Mars.

Le *règlement sanitaire municipal* élaboré en 1904 édicte certaines obligations dans la construction et l'entretien des habitations : l'article 1 expose les règles générales de salubrité ; les articles 2 et 3 concernent la salubrité des pièces destinées à l'habitation — elles doivent avoir une capacité d'au moins 25 mètres cubes — ; la salubrité des caves est traitée dans l'article 4 ; celle des sous-sols dans l'article 5 ; celle des rez-de-chaussée et des étages dans les articles 6, 7 et 8. L'article suivant fixe la hauteur des maisons par rapport à la largeur de la rue :

Voies de moins de 12 mètres : hauteur de 6 mètres augmentée d'une dimension égale à la largeur de la voie.

Voies de 12 à 15 mètres : hauteur de 19 mètres.

Voies de 15 mètres et au-dessus : hauteur de 20 mètres.

Les articles 10, 11, 12, 13 et 14 concernent l'hygiène des cours et des courettes ; l'article 15, celle des escaliers ; l'article 49, l'entretien des habitations.

Si, dans les maisons récemment construites, ces prescriptions sont la plupart du temps observées, que de fois, dans les maisons anciennes, elles sont négligées, tandis que se développe la lèpre de la malpropreté et du délabrement !

Un grand nombre des habitations lunévilloises est éclairé par *l'électricité*. Le réseau s'est considérablement étendu depuis la guerre. Son importance a triplé et il couvre aujourd'hui toute l'agglomération. Il compte 5.850 abonnés, soit 85 % des ménages de Lunéville. Ce nombre n'est toutefois pas absolument exact ; dans quelques cas, le même ménage a plusieurs abonnements.

L'électricité consommée sous forme de lumière est payée 1 fr. 40 le kilowatt. Celle qui est utilisée pour des usages domestiques ou pour une force motrice est payée 1 fr. 10.

Comme le montre le tableau suivant, le nombre des abonnés au *gaz* ne s'est pas élevé dans la même proportion que celui des abonnés à l'électricité (1/6^e de 1924 à 1936), Mais l'installation du réseau du gaz est

très antérieure à celle du réseau électrique. 5.255 ménages, environ 76 % des ménages qui habitent Lunéville utilisent le gaz. Le mètre cube est payé 0 fr. 93.

EVOLUTION DU NOMBRE DES CONSOMMATEURS
DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ DE 1924 A 1936

Année —	Electricité —	Gaz —
1924	1.973	4.497
1925	2.398	4.647
1926	2.556	4.745
1927	3.249	4.824
1928	3.516	4.911
1929	3.911	4.951
1930	4.290	5.046
1931	4.453	5.183
1932	4.993	5.270
1933	5.250	5.326
1934	5.462	5.288
1935	5.680	5.327
1936	5.850	5.255

Le *chauffage* des habitations lunévilloises est assuré par le charbon et le bois qu'on brûle dans des poêles, plus rarement dans des calorifères. Il est soumis aux articles suivants du règlement sanitaire municipal :

ART. 16. — Les appareils de chauffage et les conduits de fumée seront construits de telle sorte qu'il ne s'en dégage, à l'intérieur des pièces habitables, ni fumée, ni aucun gaz pouvant compromettre la santé des habitants.

Les prises d'air des calorifères ou cheminées ne pourront se faire qu'à l'extérieur sur une rue ou sur une cour.

ART. 17. — Les fourneaux de cuisine, fixes ou mobiles, brûlant du bois, du charbon, du coke, du gaz ou des combustibles liquides, seront surmontés d'une hotte raccordée sur un conduit de fumée. Cette hotte sera munie en outre du conduit de fumée d'un tuyau d'aération, de façon à être efficacement ventilée. Les clefs destinées à régler le tirage de ces conduits de fumée ne pourront jamais être installées de façon à fermer complètement la section de ces conduits.

ART. 18. — Les tuyaux de fumée s'élèveront à 0 m. 40 au moins au-dessus de la partie la plus élevée de la construction.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le prix des houilles s'est élevé depuis 1931 tandis que le prix du bois de chauffage s'est abaissé. Ces prix se rapportent à 100 kilogrammes pour les houilles, à un sac de 25 kilogrammes pour le charbon de bois et à un stère pour le bois.

PRIX DU COMBUSTIBLE EN 1931 ET EN 1936

	1931	1936
	—	—
Briquettes de lignite.....Fr.	28	32 »
Flambant	28	31 »
Charleroi	41	42 »
1/2 gras type Charleroi.....	37	40 »
Anthracite 30/50.....	43	44,50

— 50/80	42	42,50
— 20/30	35	39 »
Boulets anthracite	27	29 à 33
Coke métallurgique	21 à 23	25 à 26
Charbon de bois.....	22	19 »
Quartier charme en bûches.....	100	80 »
Quartier hêtre en bûches.....	90	70 »
Rondin charme en bûches.....	90	70 »
Rondin hêtre en bûches.....	80	60 »

Le règlement sanitaire municipal édicte aussi certaines prescriptions qui doivent être observées dans la construction des *dépendances*:

ART. 47. — Les écuries et étables auront leur sol imperméable. Elles seront convenablement éclairées et aérées. Si leur aération exige des conduits spéciaux, ceux-ci s'élèveront au-dessus du point le plus élevé de la construction.

La plupart des dépendances lunévilloises appartiennent aux jardiniers-maraîchers et aux agriculteurs et sont dispersées à la périphérie de l'agglomération. Elles comprennent: 95 écuries, 10 porcheries et 15 étables.

Parmi les 2.843 habitations que compte Lunéville, on peut estimer à 400 le nombre des *taudis*. Ils représentent environ 700 logements insalubres. On les trouve disséminés à travers toute la ville, avec une fréquence particulière dans la vieille ville, autour de



QUELQUES TAUDIS DE LA VIEILLE VILLE

la rue Traversière et de la rue Notre-Dame, jusqu'à la rue du Pont-Rouge, la rue de Lorraine et la rue de la Reine d'une part, la rue de la République et la rue Paquette d'autre part. Ils sont nombreux aussi dans le quartier de Viller, dans le faubourg de Nancy et autour de la rue Louis-Ferry.

Ce sont des immeubles aux façades lépreuses, aux fenêtres rares, aux corridors sombres, aux escaliers en ruines, aux pièces étroites et mal disposées, aux plafonds bas. Parfois bâtis en contre-bas, certains manquent de caves, la plupart n'ont pas de postes d'eau et de cabinets suffisants, Aucun n'est digne d'être restauré. Les aménagements que l'on pourrait y faire n'apporteraient qu'une bien faible amélioration à leur état. Ils ne sont bons qu'à être entièrement démolis.

Leur loyer restreint leur vaut des locataires nombreux qui respirent toujours le même air confiné et s'entassent dans une promiscuité qui livre un champ facile à la misère morale et à la maladie.

Pour atténuer ce fléau, la municipalité présidée par mon père et celles qui lui ont succédé ont entrepris d'acheter pour les démolir les taudis qui sont mis en vente. Cette décision a fait disparaître un certain nombre d'immeubles qui étaient la honte de Lunéville, mais elle ne peut assurer qu'un progrès très lent. La législation actuelle ne laisse guère d'autres moyens aux villes, surtout aux villes pauvres comme Lunéville, dans cette œuvre pourtant essentielle.

Si les autres immeubles de Lunéville sont habitables, il en est beaucoup dont l'entretien est négligé :

façades, peintures, tapisseries ne sont restaurées qu'à de longs intervalles de temps. Beaucoup manquent aussi des commodités que l'époque actuelle apporte au chauffage, à l'alimentation en eau, à l'éclairage des habitations. L'esprit d'économie du Lorrain juge, un peu trop souvent, superflu le confort moderne.

Lunéville compte sept hôtels. Une quinzaine d'appartements sont loués meublés. Sent soixante-quinze propriétaires louent une ou plusieurs chambres garnies.

Les *bâtiments publics* les plus anciens ont été élevés au XVIII^e siècle :

La mairie est installée depuis la Révolution dans l'ancienne abbaye de Saint-Remy des Chanoines Réguliers de Saint-Augustin; elle abrite les services municipaux, la justice de paix et la bibliothèque municipale. Une grande partie des locaux a été restaurée au cours de ces dernières années.

Le monument des Halles, élevé en 1859, grâce à la libéralité de Germain Charier, réunit sous son toit une salle des fêtes et une salle de gymnastique.

Le théâtre municipal, bâti en 1910, remplace le théâtre construit par le duc François III en 1734 et détruit par un incendie le 8 octobre 1908. Il peut contenir 900 spectateurs.

L'Hôtel des Postes a été ouvert au public en 1930.

La Sous-Préfecture, incendiée par des projectiles de l'artillerie française au cours de l'occupation allemande, est aujourd'hui une résidence de belle apparence, entourée d'un grand parc ombragé.

La gendarmerie abrite de nombreuses familles de gendarmes dans les locaux étroits et vétustes.

Le Tribunal de Première Instance siège, rue du Château, dans les bâtiments de l'ancien Hôtel de Ville.

La gare a vu récemment s'améliorer l'aménagement des quais et la signalisation des voies.

L'Hôpital mixte réunit les vieux bâtiments des salles civiles au pavillon militaire, achevé il y a 5 ans.

Le Bureau de Bienfaisance et l'Hospice des Vieillards et des Orphelins ou « Coton » occupent des immeubles vétustes.

L'église primatiale Saint-Jacques, commencée sous le règne de François III, a été achevée en 1745 par Stanislas. L'église Saint-Maur a été bâtie de 1850 à 1853 par l'abbé Trouillet. La petite église Saint-Léopold a été ouverte au culte le 12 décembre 1878, en remplacement de la vaste église des Carmes, détruite après la Révolution. La construction de l'église Sainte-Jeanne d'Arc, due à l'initiative de M. l'Archiprêtre Gérardin, s'est terminée peu avant la guerre de 1914.

Le Temple du Culte réformé, édifié il y a 70 ans, a des proportions modestes.

La Synagogue, inaugurée le 13 juin 1785, possède une gracieuse façade enguirlandée du XVIII^e siècle.

Œuvre admirable de l'architecte Boffrand, le Château a été bâti sur les ordres du duc Léopold de 1702 à 1706 et embelli par le roi de Pologne, Stanislas Leczinski. Il remplaçait un château Renaissance construit en 1612 par le duc Henri II à l'emplacement du

Château-Fort du Moyen Age et ruiné en partie en 1678. Il abrite aujourd'hui, à côté d'un bataillon de Dragons Portés, les services de l'Etat-Major de la 2^e division de cavalerie, le Cercle Militaire, le Cercle d'Escrime, les appartements du général de division et les Musées DELORME, installés dans les locaux palatiaux à la suite des démarches répétées de M. le Médecin Général Inspecteur Delorme, qui ajouta aux collections du Musée Urbain, précédemment exposées à l'Hôtel de Ville, celles du Musée de l'Arrondissement et du Musée Régional des Arts Industriels, réunies par ses soins.

Au nombre des bâtiments publics de Lunéville, figurent encore les *établissements d'enseignement* et les *établissements industriels* qui seront étudiés au cours de la troisième partie de cet ouvrage ; enfin les casernes.

Une partie des éléments de la 2^e Division de Cavalerie tient garnison à Lunéville. Ils sont répartis dans sept *casernes*, qu'on peut séparer en deux groupes :

1^o Trois casernes anciennes :

a) Le quartier des Carmes ou La Barollière n'a guère changé depuis le temps où il abritait les Gardes du Duc Léopold, pour qui il avait été construit. Il comprend de vastes bâtiments, de grandes cours, des dépendances importantes et plusieurs manèges, dont le plus grand est réputé. Le 8^e Régiment de Dragons y est logé depuis de nombreuses années. Le voisinage

de la Vezouze et le sol argileux sur lequel il est édifié l'exposent à l'humidité.

b) Le quartier du Château ou Stanislas, formé par les deux grandes ailes latérales de la Cour d'honneur du Château suffit à peine à loger le 3^e Bataillon de Dragons Portés, avec son important matériel.

c) Le quartier de l'Orangerie ou Clarenthal a pour origine l'Orangerie de Léopold. Le vaste bâtiment central, mal orienté, est percé de nombreuses ouvertures qui lui ont valu le sobriquet de lanterne. Des aménagements successifs ne sont pas arrivés à faire disparaître la précarité de cette caserne.

Un autre quartier, construit sous Léopold, le quartier des Cadets ou quartier Beauvau, a été aliéné après la guerre de 1914-1918 et transformé en maisons particulières. Il était situé rue Chanzy.

2° Quatre casernes nouvelles :

Trois d'entre elles ont été bâties entre 1880 et 1885, suivant le type adopté dans l'Est à cette époque par le Service du Génie. Elles comprennent de grands bâtiments à deux étages pour le logement de la troupe, de vastes cours et des dépendances spacieuses. Cependant, la hâte apportée à leur construction et l'insouciance de l'époque quant aux aménagements hygiéniques les laissent encore loin de la perfection :

a) La caserne Stainville et la caserne Treuille de Beaulieu abritent le 508^e Régiment de Chars de Combat.

b) Le quartier Diettmann est occupé par l'artillerie divisionnaire de la 2^e division de cavalerie (73^e Régiment d'Artillerie à Cheval).

La caserne Froment-Coste a été édifiée au début de ce siècle. Elle est occupée par les services de l'Intendance (23° C. O. A.).

Enfin, l'armée a établi en 1936 un centre mobilisateur dans les bâtiments de l'ancienne prison de la ville.

Les troupes disposent, pour leurs exercices, de l'un des plus vastes champs de manœuvre de France, le Champ-de-Mars, entouré de pistes cavalières, d'un terrain de manœuvres accidenté sur le territoire de Jolivet et de stands de tir au Champ-de-Mars et dans la forêt de Mondon.

Aux nombreux *jardins* attenant aux habitations lunévilloises, les places et les promenades de la ville ajoutent leurs îlots de verdure qui contribuent à assainir l'atmosphère. Le Jardin des Bosquets étend sur de vastes espaces la noblesse de ses frondaisons et les fraîches nuances de ses massifs de fleurs en été. Des transformations récentes ont mis en valeur le square de l'Hôtel de Ville, en même temps que ceux de Méhon et de la rue Girardet étaient créés. Plusieurs monuments contribuent encore à l'embellissement de la ville : monument commémoratif des Morts de 1870-1871, monument aux Morts de la Grande Guerre, statues de l'abbé Grégoire, du général Lassalle, d'Erckmann, monuments de Charles Guérin, d'Ernest Bichat.

L'examen d'un plan de la ville de Lunéville montre combien les espaces vides sont nombreux. La longueur du réseau des rues témoigne de la dispersion

des habitations. Seul, le quartier de la vieille ville ramasse ses taudis entre ses voies étroites et leurs cours privées d'air qui ajoutent encore à son insalubrité.

Le *cimetière municipal* a été établi en 1813 au Nord-Ouest de la Ville, au bas de la Côte Saint-Georges, à distance suffisante des habitations. Successivement agrandi en 1836, 1856 et vers 1890, il vient de l'être de nouveau par l'acquisition des terrains voisins où on inhumait, pendant la guerre de 1914-1918, les militaires morts dans les formations sanitaires de la ville

Le *Cimetière des Juifs* a été établi le 11 novembre 1791 au pied de la Côte de Méhon, par ordonnance du Conseil général de la commune de Lunéville. Auparavant, les Juifs de toute la Lorraine ne pouvaient être inhumés qu'au cimetière de Metz.

VI

L'EFFORT CONSTRUCTIF IMMOBILIER A LA PÉRIODE MODERNE

La commission d'enquête de 1896. — Les habitations ouvrières. — Le Foyer Familial. — L'Office Municipal d'Habitations à bon marché. — La Société de Crédit Immobilier.

La première intervention des pouvoirs publics, favorable à la construction d'habitations à bon marché, date, en France, de 1894. Le 30 novembre, le législateur prend un certain nombre de mesures qui tendent à faciliter la construction de la petite propriété bâtie.

En permettant aux caisses d'épargnes d'affecter une certaine partie de leurs fonds en obligations négociables de Sociétés de construction de maisons à bon marché et de Sociétés de crédit ayant pour objet de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons, ils ont fait une première application de cette très juste et grande idée : que l'emploi des capitaux de l'épargne populaire doit être conçu et effectué de telle sorte qu'il puisse, sans aucun risque, concourir à l'amélioration du bien-être social.

Des commissions d'enquête sont formées le 28 décembre 1895 par le préfet de Meurthe-et-Moselle

pour dresser, dans chaque arrondissement, un état d'ensemble de la situation des habitations à bon marché. Parmi les vingt-deux personnalités réunies sous la présidence du sous-préfet pour constituer la commission d'enquête de l'arrondissement de Lunéville, figuraient mon arrière grand-père, Paul ERARD, et mon grand-père, Ernest BICHAT. Leurs études figurent dans le rapport déposé en 1896.

A cette époque, le chiffre total de la population ouvrière de Lunéville, comprenant les ouvriers, employés et manœuvres des deux sexes, est d'environ 4.730: 3.670 hommes et 1.060 femmes, que la commission classe en huit catégories :

1° Les faïenciers	957	ouvriers
2° Les ouvriers du bâtiment et professions annexes du fer et du bois.....	1.196	—
3° Ceux de l'habillement et des tissus, professions occupées pour les deux tiers par des femmes.....	556	—
4° Ceux du cuir : cordonniers, tanneurs, corroyeurs	190	—
5° Les cartes à jouer, papiers et objets d'art.	66	—
6° Les employés de chemins de fer et autres agents de transport.....	152	—
7° Les simples manœuvres auxiliaires de toutes les industries, mais dépourvus d'une instruction professionnelle déterminée.	1.166	—
8° Les employés subalternes de bureau et de commerce	549	—

Parmi ces ouvriers et employés, 116 habitent une maison qui leur appartient, 1.200 sont logés dans des cités ouvrières appartenant aux établissements indus-

triels; les autres sont logés dans des garnis ou des pensions, ou louent des logements dans des maisons particulières.

La commission d'enquête étudie ces diverses catégories de logements, en particulier les cités ouvrières dont elle fait le tableau suivant :

« La plus ancienne de nos industries, celle de la Faïence, a longtemps recruté son personnel dans la population stable de la ville; elle y a fait souche de familles de faïenciers qui, par tradition, se contentaient de logements loués dans toutes les parties de la ville, dans les maisons bourgeoises.

« L'extension donnée depuis à cette industrie et le souci du progrès l'ont conduite à la construction de maisons spéciales et ce genre d'habitation ouvrière est devenu une nécessité absolue pour les industries nouvelles qui se sont établies à Lunéville depuis vingt-cinq ans; parce que, ne pouvant songer à trouver pour la population locale l'instruction professionnelle qui leur était indispensable, elles ont dû appeler des ouvriers du dehors.

« On trouve donc aujourd'hui à Lunéville 229 logements mis par les patrons à la disposition d'une population ouvrière de 1.200 personnes environ.

« Le type caserne est le plus usité. Il comprend généralement le logement de deux pièces, rarement de trois, dans des conditions convenables d'espace et d'éclairage avec un cube d'air moyen de 50 mètres par pièce.

« Le type de la maison isolée, simple ou double, est plus nouveau et certainement préférable; adopté par

MM. de Dietrich, il admet le logement de quatre pièces avec un cube d'air supérieur à la moyenne et permet, si la famille n'est pas nombreuse de loger dans la quatrième pièce un parent âgé ou un sous-locataire.

« L'existence faite à l'ouvrier dans ces logements pourrait donc être signalée comme satisfaisante, s'il ne fallait tenir compte d'un élément contraire, imputable à l'ouvrier lui-même.

« On est obligé de reconnaître que, d'une façon générale, l'ouvrier lorrain n'a pas l'instinct du confortable, je veux dire de la recherche ingénieuse et patiente de tout ce qui pourrait, dans la limite de ses modestes ressources, contribuer au meilleur aménagement, à la propreté minutieuse, à la gaieté, à la parure du logement.

« ...Toutefois, il est certain que le séjour de l'ouvrier dans des cités confortablement installées modifie ses habitudes et lui inspire petit à petit ces goûts d'ordre et de confortable dont on regrette l'absence ailleurs.

« ...L'autorité du patron qui ne se borne pas à livrer à l'ouvrier des cités bien construites, mais qui en exige de l'occupant le bon entretien matériel, détermine, de la part de l'ouvrier, un effort personnel, d'où cette importante conclusion : que l'un des remèdes les plus actifs à l'insouciance de l'ouvrier se trouve dans la sollicitude du patron, c'est-à-dire que le remède est à côté du mal.

« Ce défaut n'est pas spécial à l'ouvrier d'industrie, on le constate au même degré chez le paysan, et il y aurait beaucoup à dire sur les conséquences de cette

négligence héréditaire au point de vue de la désertion des campagnes. En ville, la même tendance combinée avec le désir ou la nécessité de diminuer le prix du loyer, porte l'ouvrier à entasser sa famille dans des locaux trop exigus. Si, dans la plupart des cités, les logements n'ont que deux pièces, c'est que l'ouvrier n'en veut pas plus, il se confinerait même volontiers dans une seule.

« A Lunéville, il a fallu faire un règlement pour lui défendre de sous-louer ou d'admettre un pensionnaire à sa table. Ce fait nous paraît tout à fait caractéristique.

« Il faut chercher dans le caractère de l'ouvrier, dans ses habitudes invétérées de négligence, l'une des causes de l'insalubrité de beaucoup de nos logements qui, envisagés au point de vue absolu et en eux-mêmes, n'appelleraient aucune critique... ».

Ces 229 logements ouvriers qui existent à Lunéville en 1896 se répartissent de la façon suivante entre les diverses industries :

Faïencerie de Lunéville.....	146
Fabrique de wagons.....	42
Filature Marchal.....	32
Fabrique de bascules de M. Boehm.....	9

Au terme de son étude des divers modes de logement des ouvriers à Lunéville, la commission d'enquête formule les conclusions suivantes :

« Les locaux mis à Lunéville à la disposition des ouvriers sont insuffisants au double point de vue de l'espace et de l'aération ».

La commission émet ensuite plusieurs vœux :

1° Il est désirable de voir les chefs d'industrie continuer, comme ils le font, à augmenter le nombre des cités ouvrières ; cette extension devant nécessairement diminuer l'agglomération excessive au centre de la ville et desserrer les logements d'ouvriers trop pressés et, par conséquent, trop exigus ;

2° Il est à souhaiter que le même but soit poursuivi, soit par des Sociétés, soit par des particuliers ;

3° Il serait infiniment désirable qu'à l'exemple d'autres villes, la nôtre fut dotée d'une institution libre, qui, au moyen de souscriptions bénévoles et des cotisations des membres participants, assurerait à l'ouvrier la possession d'un logement spacieux et sain, en se portant garante du paiement des loyers, sous la condition expresse d'un aménagement plus judicieux et plus équitable des locaux ;

4° Il y a lieu de tenir compte, au point de vue de l'insalubrité, de l'ignorance ou de l'insouciance des locataires, en matière d'hygiène, et de lutter contre cette tendance, en stimulant au besoin par une extension d'attributions l'action de la Commission des logements insalubres.

Depuis trente années, et plus particulièrement depuis la guerre, ces vœux ont été en partie satisfaits. Les industries lunévilloises ont développé leurs constructions d'habitations destinées au logement de leurs ouvriers. Comme nous le verrons dans le chapitre consacré aux œuvres sociales de ces industries, le nombre des logements ouvriers s'est élevé de 42 à 530

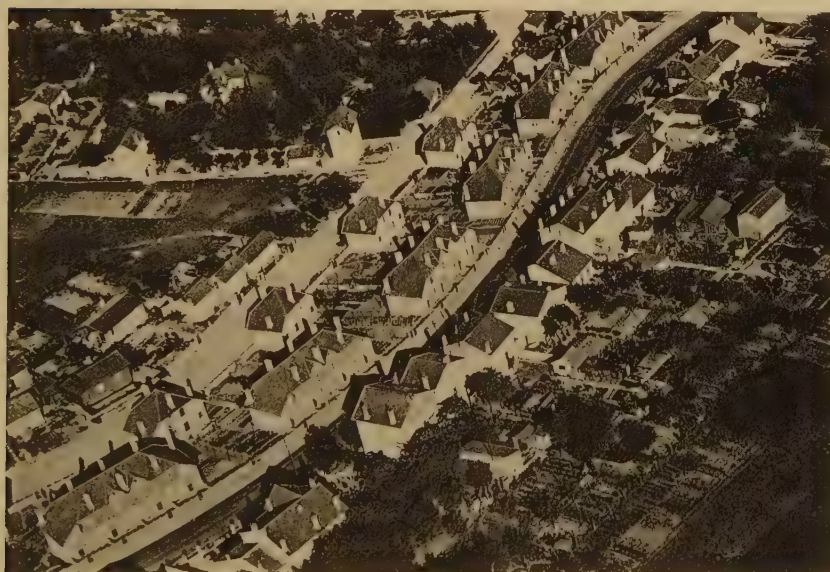
pour la fabrique de wagons, de 146 à 360 pour la faïencerie, de 32 à 135 pour la filature. Le type caserne a été définitivement abandonné; partout la maison individuelle lui a été préférée. Certaines maisons conçues suivant le premier type ont même été démolies. Les logements de deux pièces sont devenus moins nombreux que les logements de trois ou de quatre pièces.

Trois autres sociétés ont poursuivi des efforts parallèles: le Foyer Familial, constitué avant la guerre, l'Office Public d'Habitations à Bon Marché et la Société de Crédit Immobilier. L'application des lois du 5 décembre 1922 et du 13 juillet 1928 a permis de donner un essor nouveau à la construction des habitations à bon marché à Lunéville.

C'est l'initiative privée qui a réalisé, en 1907, la première société, le *Foyer Familial*. Elle se proposait de construire des maisons individuelles suivant le goût des familles ouvrières qui en deviennent propriétaires moyennant le paiement annuel d'un loyer et d'un amortissement. Ainsi l'ouvrier était-il habitué à l'épargne.

Grâce à l'appui de la Caisse d'Epargne de Lunéville, 56 logements ont été construits. Un certain nombre d'entre eux, rassemblés, forment la rue Ancel. Tous sont achetés aujourd'hui, à l'exception de trois. L'activité de la société est ralentie, depuis 1914, en raison du prix élevé des constructions.

En 1925, dès les premières réunions du conseil municipal qu'il préside, mon père demande la création



GROUPE D'HABITATIONS A BON MARCHÉ DE LA ROUTE D'EINVILLE

d'un *Office Municipal d'Habitations à Bon Marché*. L'Office se constitue et reçoit de la Ville des terrains, des subventions pour l'achat de terrains et la garantie communale pour les emprunts qu'il pourrait contracter. La construction des immeubles est bientôt mise à l'étude; elle devient possible au point de vue financier: les fonds nécessaires sont fournis en partie par l'Office (10 %), en partie par l'Etat (16 %), le reste par un emprunt à 2 %, remboursable en quarante ans à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les constructions se sont succédé en trois vagues d'ampleur croissante. Toutes trois ont fourni exclusivement des maisons individuelles qui comprennent trois ou quatre pièces, une cuisine assez vaste pour servir de salle commune, une cave, un grenier, une buanderie en sous-sol. Pendant la réalisation du dernier programme, on a ajouté à toutes ces habitations un petit bâtiment en maçonnerie pour abriter outils de jardinage, bicyclettes et voitures d'enfants. Toutes ces maisons possèdent un petit jardin, dont l'étendue varie de trois ares pour les maisons du premier programme à deux ares pour le groupe de la route d'Einviller et un are pour celui de l'avenue de Gerbéviller.

Le premier programme, réalisé en 1928, comprend huit maisons de quatre pièces, louées 1.675 francs par an, et quatre maisons de trois pièces, louées 1.400 francs par an. Elles sont disséminées faubourg de Ménil et rue des Porches.

Le second programme date de 1931. 28 maisons ont été édifiées route d'Einviller et avenue de Gerbé-

viller : dix maisons de quatre pièces et dix-huit maisons de trois pièces, louées respectivement 1.860 francs et 1.620 francs. Le décret-loi de 1935 a réduit ces baux de 10 %.

Le troisième programme, mis sur le chantier l'année suivante, s'est achevé en 1934. Cinquante-quatre nouveaux logements (cinquante-deux ont trois pièces et deux, quatre pièces) forment les groupes d'habitations à bon marché qui embellissent deux entrées de la ville : le premier situé entre l'avenue de Gerbéviller et la rue de la Meurthe, le second entre la route d'Einviller et le Chemin de Sembas.

Des peintures vives, variables d'une maison à l'autre, égayent les façades de ces maisons. Les plus coquettes sont celles de la route d'Einviller et du chemin de Sembas. Dans le groupe de l'avenue de Gerbéviller, le manque d'espace a obligé à restreindre la superficie des jardins et les maisons sont un peu serrées.

Soixante-quinze de ces logements sont réservés aux familles ouvrières qui comptent au moins quatre enfants au-dessous de seize ans. Les dix-neuf autres sont occupés par des sous-officiers chargés de familles nombreuses. Le Conseil Municipal de Lunéville inscrit chaque année au budget de la Ville un crédit destiné à payer aux locataires de l'Office des réductions de loyers, calculées depuis le décret-loi de 1935 sur la base de 66 fr. 50 par an et par enfant au-dessous de treize ans.

Ainsi, les loyers réellement payés sont-ils modiques. Malgré la crise économique, ils sont exactement acquittés.

En signant leur bail, les locataires s'engagent à obéir aux prescriptions d'un règlement général, qui fixe les modalités du loyer : durée indéterminée, cessation par congé réciproque donné trois mois à l'avance ou par décès du preneur, entretien de la maison et du jardin, entretien des installations hygiéniques, mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou de décès, paiement mensuel, au premier jour du mois à terme échu, etc... Tout locataire est tenu de verser chaque mois une somme de cinq francs en sus du loyer, jusqu'à ce que le montant de cette provision égale trois mois de loyer. Elle est destinée à garantir le paiement des réparations qui peuvent incomber au locataire. L'Office la rembourse à son départ, déduite, s'il y a lieu, du montant de ces réparations. Les locataires doivent assurer la fréquentation scolaire de leurs enfants dans un établissement de leur choix.

Ils doivent enfin se prêter aux visites d'inspection, prescrites dans l'intérêt de l'hygiène, de la tenue et de l'entretien de l'immeuble. La plupart de ces logements sont très bien entretenus et le Conseil d'Administration de l'Office a pu constater au cours de ces visites que certaines familles auxquelles il avait hésité à louer des logements neufs en raison du mauvais entretien du ménage quand elles habitaient des taudis, sont parfois celles qui entretiennent le mieux le logement sain et confortable qui leur a été attribué. M. Gagner, receveur municipal, qui administre les finances de l'Office, a calculé que les frais d'assistance médicale gratuite engagés pour ces familles diminuent consi-

dérablement dès qu'elles quittent leur taudis pour occuper un logement de l'Office et que cette diminution compense largement la part que la Ville prend au paiement des loyers.

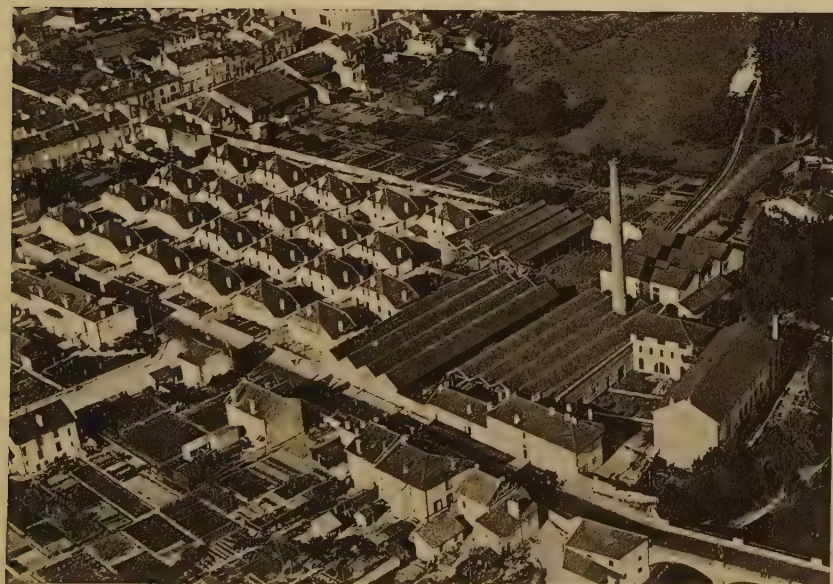
L'Office Municipal d'Habitations à Bon Marché a poursuivi son œuvre, à la mort de mon père, sous la présidence de M. Edouard FENAL. Depuis son origine, il a été constamment aidé par le concours financier de la Caisse d'Epargne.

Il a acquis en bordure de la rue Villebois-Mareuil un terrain de trois hectares environ qui possède la viabilité, les égouts et les canalisations d'eau, gaz et électricité nécessaires, mais qui ne pourra être utilisé qu'après approbation du plan d'aménagement que la Ville étudie.

Les divers immeubles insalubres que la Ville a acquis au centre de l'agglomération lunévilloise seront donnés à l'Office en échange de divers terrains qu'il possède actuellement en dehors de la ville, au Rianois, et qui ont été reconnus impropres à la construction ou d'un aménagement trop coûteux.

Ainsi, en plein accord avec la Ville, l'Office, qui a pourvu aux besoins les plus urgents des familles nombreuses ouvrières, va pouvoir porter son effort dans le remplacement des immeubles insalubres de l'agglomération par des logements sains.

En septembre 1929, mon père créait, en dehors de l'Office Municipal d'Habitations à Bon Marché, une *Société de Crédit Immobilier*, destinée à faire des



GROUPE D'HABITATIONS A BON MARCHÉ DE L'AVENUE DE GERBÉVILLER

prêts aux familles nombreuses pour la construction d'habitations à bon marché individuelles qui restassent la propriété des emprunteurs. La Société, qui étend son rayon d'action à tout l'arrondissement, a consenti, depuis sa fondation, cent quatre prêts, qui forment un total de 4.800.000 francs

Quarante prêts ont permis la construction à Lunéville d'habitations à bon marché. Trente-neuf ont permis la construction de telles habitations dans différentes communes de l'arrondissement. Vingt-trois ont été employés dans l'arrondissement à des réparations rurales. Deux enfin ont servi à la construction à Lunéville d'habitations à loyers moyens.

Pendant la durée d'application de la loi Loucheur (13 juillet 1928), les emprunteurs ont bénéficié de subventions de l'Etat qui variaient de 5.000 à 15.000 francs suivant le nombre de leurs enfants et qui ont atteint un total de 777.260 francs. Le département de Meurthe-et-Moselle a accordé des subventions d'égale somme versées par des annuités à la Société pendant toute la durée de remboursement des prêts.

La crise économique et l'expiration des effets de la loi Loucheur ont suspendu l'activité de la Société de Crédit Immobilier. Il faut espérer que des temps meilleurs viendront et qu'elle pourra poursuivre cette œuvre de construction d'habitations saines, parallèlement à l'Office d'Habitations à Bon Marché, pour supprimer ces taudis qui étendent leur lèpre sur la Ville.

VII

L'HABITANT

Les qualités physiques et morales de l'habitant. — Les illustrations lunévilloises. — Les difficultés de l'après-guerre. — L'évolution numérique de la population. — Les étrangers. — Les indigents. — Le budget de l'assistance.

Dans la « Topographie médicale de Lunéville et de son arrondissement », le docteur Constant SAUCEROTTE constate que la constitution physique de l'habitant de nos cantons est en général robuste. « Le tempérament qu'on observe le plus communément est le sanguin. On voit fréquemment aussi, en raison de l'humidité, le système lymphatique prédominer ».

Au point de vue moral, « l'habitant de nos contrées offre, en général, une nuance intermédiaire entre la pétulance méridionale et le flegme germanique. La probité, l'esprit d'économie, l'amour du travail sont des vertus communes. L'amour de la patrie et d'une sage liberté s'allient chez nous à l'amour de l'ordre et à la fidélité au pouvoir, comme le représentant des intérêts de la société, et sa sauvegarde contre l'anarchie. Non seulement, la valeur, mais encore la capacité guerrière est l'apanage des enfants de la Lorraine...

« On aime et on cultive les beaux-arts dans notre pays. Cependant, malgré l'alliance étroite qu'il y a entre eux et les belles-lettres, le génie national semble plutôt porté vers l'étude des sciences exactes...

« Les femmes, généralement attachées à leurs devoirs, élevées dans l'exercice des vertus domestiques, sont bonnes épouses, bonnes mères et se font un devoir d'allaiter leurs enfants... ».

Les qualités morales que SAUCEROTTE reconnaît au Lunévillois, amour de la patrie, valeur militaire, goût pour les sciences, aptitude aux beaux-arts, se sont épanouies plus d'une fois au cours des siècles chez un grand nombre d'entre eux qui ont illustré leur terre natale :

Dans les armes : STAINVILLE, CONIGLIANO-CLARENTHAL, LA BAROLLIÈRE, DIETTMANN, HAXO, LAZOWSKI, TREUILLE DE BEAULIEU, VILMETTE, L'HOTTE, ANTOINE ;

Dans les sciences : les SAUCEROTTE, les CASTARA, SONNINI DE MANONCOURT, GAILLARDOT, GUERRIER, Ernest BICHAT, Paul GENAY, René BASSET ;

Dans les lettres : DEVAUX, la marquise DE BOUFFLERS, M^{me} ROCHELLE DE BRÉCY, l'abbé CHATRIAN, BOUTET DE MONVEL, Charles GUÉRIN ;

Dans les beaux-arts : BÉATRIZET, CHÉRON, DU MÉNIL DE LA TOUR, GIRARDET, GUIBAL, DUMONT, CHARPENTIER, BOUR, MARQUIS, HENRY, LE MIRE, CYFFLÉ, JADOT.

Constant SAUCEROTTE ne dissimule pas, à côté des qualités, les défauts qui font ombre au tableau. Nous nous plaindrons de voir, dans les campagnes

principalement, l'esprit d'économie dégénérer en une sordide cupidité, qui peut aller jusqu'au sacrifice de la bonne foi dans les affaires d'argent; une indifférence apathique pour tout sage progrès, pour tout perfectionnement dans l'économie sociale et domestique, une insouciance routinière pour tout autre intérêt que celui de son clocher ».

Ces qualités et ces défauts du Lunévillois sous la monarchie de Juillet se retrouvent aujourd'hui encore; cependant, le développement industriel de la ville a modifié l'équilibre social qui existait au temps où SAUCEROTTE recueillait ses observations. Il a provoqué en même temps, l'installation de nombreux habitants étrangers à la cité. On ne peut plus trouver dans la constitution de l'habitant la prédominance d'un tempérament particulier. Les réactions qui ne pouvaient pas manquer de suivre les quatre longues années de guerre devaient retentir aussi dans bien des foyers qui subirent une existence anormale parce que le père était aux armées et que la mère avait quitté le ménage pour gagner le pain de ses enfants. Les secousses de la guerre et de l'après-guerre ont altéré l'esprit d'économie et l'amour du travail bien fait. L'amour de la famille s'est relâché. L'orgueil du logis bien tenu n'a plus brillé aussi communément au front des femmes. Les vieux instincts qui dressaient les unes contre les autres les tribus gauloises se sont réveillés et ont ébranlé la cité.

Cependant, la population ouvrière, qui, depuis soixante années, a pris une telle importance à Lunéville, trouvait auprès d'un patronat généreux la compré-

hension et le dévouement qui permettent une collaboration féconde. Elle manifesta à maintes reprises combien elle entendait assurer sa part de collaboration sociale. Ainsi les sommes versées chaque mois par les ouvriers et les patrons au comité d'Hygiène Sociale et de Défense contre la Tuberculose de Lunéville ont apporté une aide précieuse au développement de cette œuvre sociale, au grand bénéfice de ces familles ouvrières.

Mais le malaise économique qui bouleverse le monde depuis plusieurs années a étendu ses répercussions à la vie lunévilloise. Les difficultés de la plupart des usines à écouler leur production ont mis les chefs d'industrie dans la dure nécessité de se séparer d'une partie de leurs ouvriers, de restreindre les salaires et la durée du travail pour les autres, quand ils n'étaient pas obligé de les licencier tous. Alors qu'il importait, plus que jamais, de développer le sentiment de la solidarité de l'ouvrier et du patron, nécessaire à la prospérité de l'usine qui leur permet de vivre, un vent de haine, soufflé souvent par des meneurs étrangers aux intérêts de la communauté, a trouvé un champ facile à bouleverser dans une population ouvrière menacée par la misère. Comme bien d'autres villes industrielles de France, Lunéville a connu, depuis le mois de juin 1936, les occupations d'usines par les grévistes, aux sons de l'Internationale, les drapeaux rouges flottant au dessus des poings tendus, les violences et les menaces. Puis l'ordre est revenu, de nouvelles lois ouvrières entrent peu à peu en application. Mais l'avenir est encore sombre pour les

chefs découragés de voir anéantis les efforts qu'ils déployaient pour gagner et mériter la confiance et l'amitié des ouvriers, mais luttant malgré tout avec énergie pour maintenir aux produits de leurs usines les débouchés qui assurent le travail, — pour les ouvriers, qui voient le bénéfice obtenu de l'augmentation des salaires ruiné progressivement par la hausse du coût de la vie.

Ces vicissitudes économiques ont eu leur retentissement sur le chiffre de la population. Alors que la *population civile* s'était élevée de 12.000 à 21.724 entre 1870 et 1914, puis, après une régression à 21.330 à la suite de la guerre, s'était élevée de nouveau pour atteindre le chiffre de 21.715 en 1931, elle ne comptait plus, au recensement de 1936, que 21.183 habitants (6.877 ménages).

A côté de cette population civile, Lunéville comprend une *population militaire* dont l'importance a varié suivant les époques. Elle est passée par un maximum en 1896 (4.884 hommes) et par un minimum en 1926 (1.914 hommes). Le recensement de 1936 a dénombré une garnison de 2.482 hommes.

Enfin Lunéville abrite un nombre relativement important d'*étrangers*: 628 — 29 pour 1.000 Français (285 hommes, 207 femmes et 136 enfants) — y étaient installés au début de 1937. Ce nombre s'est progressivement réduit d'environ deux cents unités au cours des cinq dernières années. La plupart sont des Italiens ou des Polonais. Leur situation numérique au 31 décembre 1936 était la suivante :

Nationalité	Hommes	Femmes	Enfants
Sans nationalité	7	5	8
Allemands	6	4	5
Réfugiés sarrois	5	4	3
Autrichiens	6	5	2
Américains	1		
Belges	3	2	
Britanniques		1	
Espagnols	14	6	
Hongrois	2		1
Italiens	120	83	50
Luxembourgeois	1	2	
Polonais	83	77	48
Portugais	3	1	
Russes	8	2	3
Serbes-Croates-Slovènes	6	2	6
Suisses	13	9	7
Tchécoslovaques	6	4	3
Arméniens	1		

La moitié environ de ces étrangers travaille dans les usines; les autres font du commerce ou sont employés comme domestiques.

La situation économique imprime son sceau sur l'évolution numérique de la population de Lunéville. Elle a de même ses répercussions profondes sur l'état des finances de la cité. Dans les difficultés que l'épo-

que actuelle ne leur ménage pas, les ouvriers ont été aidés à Lunéville, plus que dans bien d'autres villes, par les secours que leur ont prodigués avec une si grande générosité la Municipalité et tant d'œuvres privées. Depuis le début de la crise, le chapitre des dépenses d'assistance du budget municipal a dû s'alourdir considérablement. Ainsi, dans le courant de l'année passée, à côté des 600 à 800 chômeurs qui touchaient des allocations de la caisse de chômage, la ville a assisté 345 vieillards et incurables et 80 familles nombreuses. 453 familles indigentes, soit 2.057 personnes ont reçu gratuitement les soins médicaux et les médicaments dont elles pouvaient avoir besoin. 300 à 400 kilogrammes de pain leur ont été distribués chaque jour.

Les *dépenses d'assistance* de la ville de Lunéville se sont élevées en 1936 au total de 1.449.000 francs (68 fr. 40 par tête d'habitant). Elles comprennent :

Assistance médicale gratuite.....	Fr.	250.000
Assistance aux vieillards.....		115.000
Assistance aux familles nombreuses.....		6.000
Assistance aux femmes en couches.....		15.000
Enfants assistés		33.000
Assistance aux vieillards indigents de l'Hospice..		230.000
Aliénés indigents.....		100.000
Subvention au Bureau de Bienfaisance.....		200.000
Fonds de chômage		500.000
Total.....		Fr. 1.449.000

Ce tableau manifeste éloquemment les difficultés qui pèsent actuellement sur les habitants de Lunéville. Si elles se prolongent, elles risqueront d'entraver complètement les progrès qui ont été réalisés depuis une quinzaine d'années pour mieux défendre la santé publique.

VIII

L'HYGIÈNE INDIVIDUELLE

La négligence des soins de propreté. — Les établissements hydrothérapiques. — Les bains de rivière. — La tâche de l'éducation. — L'habillement. — Les lavoirs.

Il y a cent ans, la propreté corporelle et la propreté domestique étaient moins recherchées qu'aujourd'hui. Constant SAUCEROTTE vantait leur influence heureuse sur la santé: « Bien que la force de résistance vitale — *robur physicum* — ne soit pas départie originellement à tous au même degré, tous nous pouvons l'acquérir, ou tout au moins faire de sensibles progrès en ce sens à l'aide d'habitudes viriles contractées de bonne heure, et dont, par malheur, nos mœurs actuelles tendent de plus en plus à nous écarter. Une des pratiques les plus propres, avec la gymnastique, à produire ce résultat, c'est, à mon avis, l'hydrothérapie employée au point de vue hygiénique, c'est-à-dire l'emploi journalier et bien dirigé des aspersions et des frictions générales à l'eau froide, des bains de pied et des bains frais ou froids en toute saison ».

Ces pratiques n'étaient pas faciles à mettre en action au temps où SAUCEROTTE les préconisait. Lunéville ne possédait que douze fontaines alimentées par

des eaux rares et parfois surchargées de sels calcaires. Aujourd'hui c'est une eau claire et saine qui coule en abondance pour la toilette de l'habitant, la préparation de ses aliments, le nettoyage des habitations et de la ville, l'arrosage des jardins. La plupart des maisons ont au moins un poste d'eau : il existe 2.350 concessions pour 2.843 maisons et 6.877 ménages. La consommation moyenne varie suivant les saisons, de 243 à 406 litres par jour et par habitant, chiffre que les hygiénistes modernes estiment convenable.

L'alimentation en eau obéit aux prescriptions des articles 19 et 20 du règlement sanitaire municipal :

ART. 19. — Les habitants en bordure des rues parcourues par une canalisation d'eau de Meurthe lui seront reliées par un branchement spécial. Celui-ci desservira, autant que possible, les différents étages en cas de locations multiples de ces immeubles, ou tout au moins l'usage de l'eau sera assuré dans l'immeuble à tous les locataires. Les propriétaires qui justifieront d'une quantité d'eau suffisante pourront être dispensés d'établir un branchement d'eau de Meurthe.

ART. 20. — En tous les cas, toutes les maisons seront pourvues d'eau de lavage.

Et cependant, malgré la facilité avec laquelle l'eau peut être obtenue à Lunéville, le goût et l'habitude de la propreté ne sont pas encore assez répandus. Combien d'habitants ne se soucient pas de se laver ! Combien ignorent le bain ou la douche ! La Caisse d'Épargne de Lunéville a mis à la disposition des chômeurs depuis le début de la crise des bons qui leur permettent de prendre une douche une fois par mois dans l'établissement hydrothérapique de la rue du

Prince-Charles. Un nombre infime de ces bons est utilisé.

Il existe à Lunéville deux *établissements de bains-douches*:

1° L'établissement hydrothérapique construit et administré par la Caisse d'Epargne, rue du Prince-Charles, est réservé aux ouvriers et à leurs familles, ainsi qu'aux personnes peu fortunées. Il renferme 20 cabines de douches et 20 cabines de bains: deux d'entre elles sont réservées aux bains médicaux. Les familles nombreuses jouissent d'une réduction de prix égale à 50 %. Les douches sont gratuites pour les élèves, garçons et filles, des écoles primaires, conduits à l'établissement par leurs maîtres et maîtresses. 16.000 douches et 2.000 bains sont donnés en moyenne chaque année.

2° Un établissement particulier, rue Cyfflé, donne environ 11.000 bains et douches par an. Il accorde également une réduction aux familles nombreuses.

La situation de Lunéville au confluent de la Meurthe et de la Vezouse permet de prendre facilement des *bains de rivière*. Une petite plage, munie de cabines, a été aménagée au bord de la Meurthe dans le quartier de Ménil, par la Société de Natation « Les Croissants » qui en a cédé la direction, cette année, à l'Union Sportive Lunévilloise. Des leçons de natation sont données par un maître-nageur. Un bain militaire est installé sur la Vezouze, au-dessus du barrage de l'ancien moulin Burtin. Enfin, la construction

d'une piscine à ciel ouvert est prévue dans le nouveau stade.

Il reste encore beaucoup à faire pour inspirer le goût de la propreté aux habitants de Lunéville. Il faut le développer dès l'enfance. Les instituteurs et les institutrices ont là une belle mission à remplir. Il faudrait que toutes les écoles de Lunéville soient aménagées comme celles de la rue Haxo et de l'avenue des Vosges, ou encore l'école de Plein Air de Méhon. Ces écoles sont pourvues de lavabos avec robinet individuel, verres et brosses à dents. Par une répétition quotidienne de la toilette sous la surveillance des maîtres, on tente de développer chez les enfants le goût et l'habitude de la propreté. Les médecins et les infirmières d'Hygiène Sociale poursuivent un but semblable auprès des familles qu'ils visitent.

La même négligence de la propreté se retrouve dans *l'habillement*. Combien de ménagères ne connaissent pas l'art d'entretenir les vêtements de la famille et de les restaurer quand le besoin s'en fait sentir.

Chez la plupart des ouvriers, des employés et des petits commerçants, les vêtements portés au cours de la semaine sont simples. Leur extérieur est très soigné, le dimanche, souvent même trop luxueux. Avant la crise, maintes fois, on dépensait sans compter en frais de toilette les jours de paye.

Depuis le chômage, les vêtements sont moins souvent renouvelés. La nécessité a obligé les mères de

famille à faire du neuf dans du vieux, à se livrer à des transformations inconnues jusqu'alors au lieu d'acheter du tout-fait, à apprendre l'art du raccommodage dont elles ne comprenaient pas la valeur.

Les distributions de vêtements par les œuvres de Lunéville: Bureau de Bienfaisance, Association des Familles Nombreuses, associations charitables des différents cultes, usines, apportent une aide considérable aux familles pauvres. Beaucoup utilisent encore les ressources vestimentaires accumulées au temps de la prospérité. Seule l'insuffisance des chaussures dont la qualité ne préserve pas efficacement au moment des gros froids est notée dans les enquêtes des infirmières d'Hygiène Sociale de Lunéville.

L'état des vêtements dans une famille dépend de la mère. Trop souvent, comme dans l'alimentation, elle sait mal utiliser les ressources dont elle dispose. Les cas sont rares, heureusement, où cette négligence est poussée à l'extrême et conduit la femme à dépenser en fards, en frais de coiffeur, en robes de crêpe de Chine un argent qui serait nécessaire pour remplacer le linge de corps en loques et acheter les draps qui manquent sur les lits, les chaussures dont les enfants ont un besoin urgent.

Un grand nombre d'habitations à Lunéville renferment une buanderie où les ménagères peuvent laver leur linge. Toutes les maisons construites par l'Office Municipal d'H. B. M. en sont pourvues. On trouve, en outre, trois *lavoirs*: l'un sur le canal des

Bosquets, un autre sur la Meurthe, au-dessous des Grands Moulins; le troisième a été installé par les Filatures de l'Est à proximité de ses maisons ouvrières, rue Ernest-Bichat. Il est alimenté par l'eau chaude issue de l'usine.

IX

L'ALIMENTATION

Le régime alimentaire de l'habitant de Lunéville au siècle dernier et aujourd'hui. — L'insuffisance de l'éducation ménagère. — Les répercussions du chômage sur l'alimentation. — L'aide apportée aux chômeurs. — Le prix des denrées alimentaires. — L'hygiène alimentaire. — L'abattoir. — Son insalubrité. — Le projet de construction d'un nouvel abattoir. — L'activité de l'abattoir actuel au cours d'une année. — Les saisies. — Le lait. — Les légumes verts.

Dans ses ouvrages, la « Topographie médicale de Lunéville et de son arrondissement » et « Lunéville et sa division de cavalerie », le docteur Constant SAUCEROTTE fait une étude du plus vif intérêt de l'hygiène « considérée sous le rapport de l'alimentation en usage dans le pays ». Ses observations nous montrent que l'alimentation des habitants de la région lunévilloise n'a pas beaucoup changé depuis l'époque où il les rédigeait avec sa profonde expérience.

Aujourd'hui comme autrefois, « le règne végétal et le règne animal fournissent à l'envi aux personnes aisées des aliments non moins variés que sains. La viande de boucherie qu'on peut se procurer de bonne qualité lorsqu'on la choisit, plusieurs espèces de

volailles, de gibier et de poissons pris dans des étangs ou dans des rivières, des légumes abondants, des œufs, du laitage, des féculs sous différentes formes, constituent la base d'une alimentation saine, et dont les qualités réparatrices sont essentielles à l'entretien de la santé dans une contrée où il faut réagir pendant une grande partie de l'année contre l'influence débilante d'une constitution humide et froide...

« Le pain, celui surtout qu'on mange dans nos villes, est d'une qualité supérieure à celle qu'il offrait il y a un certain nombre d'années. Toutefois, je persiste à croire, nonobstant l'opinion de chimistes fort distingués sans doute, mais qui n'ont pu en juger au point de vue de la pratique médicale, qu'en le débarrassant presque totalement par le blutage du son qu'il contient, on ne lui a pas seulement ôté de sa saveur, mais encore de ses propriétés digestives, et que c'est à cette cause qu'il faut attribuer les constipations si fréquentes aujourd'hui...

« La pomme de terre est, après le blé, le végétal dont on fait ici la plus grande consommation. C'est, avec le lait caillé, la base de la nourriture dans nos campagnes, où, à l'exception du lard, la viande est un objet de luxe qui n'apparaît guère sur la table que les jours fériés...

« Après les pommes de terre, les légumes secs figurent dans notre statistique alimentaire pour 5/100 d'hectolitre. Quant à la viande de boucherie, j'ai dit précédemment que sa consommation était de 40 grammes environ par jour et par individu et le lard d'un peu moins...

« Le vin du pays, récolté dans les bons vignobles et conservé quelques années, constitue une boisson saine et agréable; mais il n'en est plus de même des vins nouveaux, acides et en tout point très médiocres, que boivent les classes peu aisées de la population. D'ailleurs, pour tirer quelque profit des boissons spiritueuses, il faut en faire un usage réglé et bien entendu; or, il n'en est presque jamais ainsi. La plupart des ouvriers, au lieu de boire du vin à leurs repas et avant d'aller au travail, préfèrent consommer en un seul jour au cabaret le produit de leur travail sauf à s'abreuver d'eau le reste de la semaine. Enfin, ce qui est plus fâcheux encore, l'eau-de-vie, et quelle eau-de-vie! a remplacé dans ces dernières années le vin devenu trop cher, et l'ivrognerie est toujours, comme par le passé, le fléau des familles et de la société.

« La bière légère que l'on fabrique et que l'on consomme dans notre arrondissement est une boisson légèrement tonique, favorable aux personnes qui ont les bronches irritables et que le vin surexcite trop... » (Constant SAUCEROTTE, *Lunéville et sa Division de Cavalerie*).

Les mêmes aliments figurent aujourd'hui encore dans la composition des repas de la classe aisée à Lunéville. Il faut y ajouter certains aliments qui ont pris une place importante dans le régime normal, comme les pâtes alimentaires, ou qui sont consommés davantage parce que la rapidité des moyens de transport permet de les apporter dans une fraîcheur suffisante: le poisson de mer; les primeurs, les fruits exotiques, les fromages. Le vin de pays n'est plus d'un

usage courant. Sa production avait disparu de l'arrondissement de Lunéville parce que le phylloxéra s'était attaqué à nos vignes, autrefois si florissantes sur tous nos côteaux. Elles reparaissent depuis quelques années et fournissent à bien des exploitations agricoles le vin nécessaire à leur consommation. A Lunéville même, ce sont en général des vins du Midi ou des vins d'Algérie qui sont consommés.

« La nourriture des riches artisans se rapproche beaucoup de celle des classes fortunées. Il n'en est pas de même des cultivateurs qui ne jouissent pas d'une certaine aisance, et des ouvriers pauvres. La frugalité obligée dans laquelle ils vivent ne leur est même pas toujours profitable, car elle ne donne pas l'exclusion à ce qui pourrait leur nuire, mais à ce qui coûterait trop cher. Ainsi, ce n'est qu'une fois ou deux par semaine qu'ils mangent de la viande de boucherie, encore n'est-ce pas la meilleure, ce n'est même qu'avec économie qu'ils usent d'un pain fait de seigle ou d'orge; c'est la pomme de terre qui forme la base de leur nourriture...

« Nous avons indiqué les deux points extrêmes entre lesquels se trouve l'habitant de notre arrondissement sous le rapport du régime alimentaire. Quant aux nuances intermédiaires, il est facile de s'en faire une idée. A mesure que l'aisance croît dans les familles, on lui voit correspondre dans la même proportion l'abondance et la bonne qualité des aliments. Il est bien peu d'ouvriers qui ne consacrent quelques-unes de leurs épargnes à des parties de bonne chair, où la tempérance, comme on le pense bien, n'est pas à l'or-

dre du jour. L'ivrognerie est encore dans cette classe un des fléaux les plus funestes à la prospérité des familles et à la santé des individus » (Constant SAUCEROTTE, *Topographie médicale de Lunéville et de son arrondissement*). Il ne semble pas que, depuis cent ans, le fléau que constitue l'alcoolisme, se soit atténué.

Si l'insuffisance des ressources intervient pour une bonne part dans la carence alimentaire de beaucoup de familles, un autre facteur joue lui aussi un rôle important, c'est la valeur ménagère de la mère. L'étude récente, faite par les infirmières d'Hygiène Sociale sous la direction de M. le Professeur Jacques PARISOT, a montré que dans 50 % des observations réunies dans les secteurs urbains, les familles visitées ont une alimentation suffisante. Leurs repas comprennent, en général, une soupe, un plat de viande et un plat de légumes, souvent un hors-d'œuvre, et des fruits pendant la belle saison.

Dans les autres cas, l'alimentation est mal comprise. Dans les menus, figurent beaucoup trop souvent de la charcuterie et des pâtisseries, aliments qui ne réclament de la ménagère aucune préparation. Trop de femmes ne connaissent pas l'art de ménager un budget pour faire une cuisine économique et saine. Elles ne l'ont jamais appris. Entrées à l'usine dès leur sortie de l'école, elles ne peuvent pas recevoir de leur mère ce trésor de leçons et d'exemples, transmis dans la suite des générations qui les ont précédées.

Cette ignorance d'un équilibre raisonné du budget familial existait déjà, il y a quelques années, quand

régnait la prospérité. Le salaire était dépensé sans économie, dans l'achat de denrées coûteuses, de primeurs, de pâtisseries, que les coopératives vendaient en grandes quantités les jours de paye. Le lendemain, parfois, on était quitte pour se priver.

Depuis l'apparition du chômage, les ressources diminuées ont continué à être mal employées dans un grand nombre de familles. Ce sont toujours des dépenses inconsidérées sur le superflu, des restrictions sur le nécessaire. Les secours distribués à Lunéville ont permis à beaucoup de ménages une alimentation suffisante au point de vue de la quantité. Au point de vue qualitatif, les restrictions portent sur la viande, le vin, les suppléments.

La viande occupe une place minime dans l'alimentation ouvrière pauvre. Ainsi, parmi 321 familles étudiées par le Dispensaire de Lunéville, depuis le début de la crise, 31 ont restreint la consommation de viande. Au lieu de cinq à six fois par semaine, elle ne paraît plus sur leur table qu'une ou deux fois par semaine, quelquefois même deux ou trois fois par mois. Cette privation de matières protéiques retentit à la longue sur la santé de ceux qui la subissent. Ce sont les qualités de viande les moins coûteuses qui sont presque exclusivement achetées : pot-au-feu, ragoût, conserves de bœuf, boudin ou saucisses.

La consommation du vin est réduite ou supprimée dans certaines familles, maintenue, au contraire, par d'autres au détriment de la viande.

Les pommes de terre constituent de plus en plus la base de l'alimentation. On consomme peu de légumes

verts, de fruits, d'œufs ou de beurre; aliments si nécessaires cependant par les vitamines et le calcium qu'ils apportent à l'organisme. Heureusement, les jardins ouvriers sont nombreux à Lunéville. Leurs produits permettent d'apporter une variété utile dans les repas de bien des familles.

La consommation du lait a diminué, mais le café tient toujours une place importante. C'est pour parer à l'absence du lait dans l'alimentation des enfants pauvres que la Ville de Lunéville, la Caisse d'Épargne et le Comité d'Hygiène Sociale se sont unis pour organiser la distribution de lait chaque matin à ces enfants pendant les mois d'hiver.

Les chômeurs et les indigents, d'autre part, sont aidés, par les distributions de pain, de lait, de soupe, de bons d'épicerie au Bureau de Bienfaisance, par les distributions des soupes des casernes et des secours de toute nature donnés par les nombreuses œuvres charitables de Lunéville.

Le prix des aliments qui présentait depuis quelques années une baisse légère a augmenté depuis le mois de juin 1936 dans une proportion marquée. Le tableau suivant le montre, même si l'on fait état des variations saisonnières. Il donne les prix des denrées alimentaires au marché de Lunéville en mars 1926, 1931, 1936 et 1937. La hausse a porté surtout sur des aliments de première nécessité, tels le pain, le lait, le beurre, le vin, la viande.

PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES AU MARCHÉ DE LUNÉVILLE

	1926	1931	1936	1937
Pommes de terre, le kilo....	0,60-1,25	0,75-1,75	0,50-0,75	0,50-0,75
Choux, la pièce.....	1,50	1	1,50	1,25
Navets, le paquet.....	1	1,50	1	1
Carottes, la botte.....	1	2	0,75-1	2
Poireaux, le paquet.....	0,40	0,75	0,40	0,40-2
Oignons, le kilo.....	1,25	1,25	1	0,50-0,75
Salades, la douzaine.....	6	7	7-8	5
Aulx, le kilo.....	12	18-20	12	6-12
Choux-fleurs, la pièce.....	3-3,75	3-5	3-4	2-4
Pommes, le kilo.....	2,50	3,50-6	2-5	1,25-5
Beurre fin, le kilo.....	20-22	22	19-20	21-22
Beurre ordinaire, le kilo....	17-18	20	18	19-20
Lait, le litre.....	0,90	1,30	0,90	1,20
Crème, la mesure.....	0,70	1	0,90	1,50
Fromage, le kilo.....			8	11-12
Fromage blanc, le kilo.....	0,60	1	0,80	1,50
Œufs frais, la douzaine....	6-6,50	7	4	5-5,50
Pain, le kilo.....	1,95-2,20	2,40	1,60-1,85	2,25-2,45
Vin rouge, le litre.....	1,30-1,60	2,55-2,65	1,30-1,50	2,40-2,50
Cidre, le litre.....			1,20	1,30
Bœuf, à bouillir.....	8-10	10-11	3,50-7	6-10
Bœuf pot-au-feu, le kilo....				
Bœuf plates côtes.....				
Bœuf à rôtir (aloyau), le kilo.	16-20	24	18	20
Veau, poitrine, le kilo.....	11	13	8	9-11
Veau, carré, le kilo.....	14	16	13	15
Mouton, poitrine, le kilo....	10	12	5-7	10
Mouton, côtes, le kilo.....	15	18	18	18
Mouton, gigot, le kilo.....	15	20-22	20	20
Porc, côtes, le kilo.....	13-15	15	14	15
Porc, épaule, le kilo.....	13-14	14	14	14
Porc, lard, le kilo.....	12	11	8	10
Poulet, le kilo.....	11-27		9-10	10-12
Lapin, le kilo.....	11,50		5-5,50	6,50

L'hygiène alimentaire à Lunéville peut être l'objet de nombreuses critiques. La recherche de la propreté n'est pas le souci dominant du caractère lorrain. Aussi, le soin qui devrait entourer la présentation des denrées alimentaires manque-t-il souvent. Il n'est ordonné par aucun paragraphe du règlement sanitaire municipal. Lunéville n'a pas, à l'instar de Nancy, tenté d'assurer la protection des aliments contre les mouches et contre les poussières par les obligations d'un arrêté municipal.

La ville ne possède pas de marché couvert. Les *marchés* se tiennent trois fois par semaine, sur la place Léopold le vendredi, sur la place Saint-Jacques le dimanche et le mercredi. Les aliments, dont la qualité témoigne de la richesse agricole de l'arrondissement, sont exposés à toutes les poussières de la rue et aux mouches, sur des étals en plein vent. Quelque soit l'état de l'atmosphère, que l'été exerce ses rigueurs ou que l'hiver sévisse avec le froid ou la pluie, les commerçants, les maraîchers de Lunéville comme les marchandes venues de la campagne vendent les produits des élevages et des cultures. Des déchets alimentaires tombent inévitablement sur le sol, et le nettoyage qui suit chaque marché n'arrive pas toujours, malgré ses soins, à en supprimer toutes les traces. La construction d'un marché couvert a été l'objet des soucis de mon père pendant toute la durée de son mandat de maire. Elle a continué à préoccuper ses successeurs. La difficulté de trouver un emplacement convenable n'a pas encore permis de réaliser ce projet.

L'*abattoir* de Lunéville est indigne d'une cité moderne. C'est en 1786 qu'il fut construit, sur un terrain étroit, allongé entre la rue de la Tour-Blanche et la Vezouze, bordé à l'une de ses extrémités par un terrain vague de quelques mètres qui aboutit à la rivière, et à l'autre, par un groupe de maisons d'habitation.

Les animaux à abattre sont parqués dans les étables, bâties le long de la Vezouze, et séparées du bâtiment principal par une allée étroite, où la circulation suit un sens unique et qui permet l'amenée du bétail vivant et sa pesée sur une bascule.

Le bâtiment principal, en façade sur la rue de la Tour-Blanche, est très vieux, malgré les améliorations qu'on tenta d'apporter en 1888 et depuis la guerre. Il comprend une halle assez vaste où se fait l'abatage des bœufs, vaches, veaux, moutons et chevaux, et une salle plus petite où on égorge les porcs.

Les gros animaux sont tués au merlin manié à la main, et dépouillés à l'endroit où ils sont sacrifiés, sauf à une extrémité de la halle où des crochets mobiles sur un rail aérien permettent de disposer dix bêtes abattues successivement; on peut en mettre autant dans le reste de la halle sur un espace deux fois plus grand.

La viande est pesée sur une bascule placée dans la halle. Pour peser les porcs abattus, on est obligé de les transporter en passant par la rue. C'est aussi en pleine rue, au milieu des poussières, sous les regards des habitants voisins, que la viande est chargée sur les voitures des bouchers et des charcutiers.

Le sol de l'abattoir est cimenté et incliné. Le sang et les détritns sont entraînés par l'eau de lavage dans un égout collecteur qui se déverse immédiatement dans la Vezouze. Les peaux sont réunies dans un bâtiment accolé aux étables, après avoir été recouvertes de sel. Les suifs sont déposés sous un abri non fermé. Le contenu des panses et les déchets inutilisés sont précipités dans un trou vidé une fois par semaine.

La faible étendue du terrain, la vétusté des locaux, leur exiguité et leur défaut d'éclairage, la saleté de leurs murs recouverts de débris graisseux, l'absence de vastes dépendances et de dégagements, la situation au voisinage immédiat d'habitations font de l'escorcherie lunévilloise un défi permanent à l'hygiène la plus élémentaire.

Déjà, en 1838, Constant SAUCEROTTE constate que « la tuerie est insuffisante, pour le nombre d'animaux à abattre; ce qui fait qu'on tue les porcs et d'autres animaux, non plus dans la rue, comme cela se pratiquait encore il y a quelques années, mais dans les cours; cet usage, pour avoir des inconvénients moins nombreux, en offre cependant de réels. Le filet d'eau que l'on fait passer à l'aide du canal de la Vezouze sous ce bâtiment, pour le lavage, est tout à fait insuffisant, aussi la tuerie est-elle intérieurement d'une malpropreté extrême et répand-elle une odeur infecte. Il serait à propos de consacrer des fonds à l'assainissement d'un établissement qui touche de si près à la santé publique ».

Ce vœu de Constant SAUCEROTTE va être enfin satisfait. La construction d'un nouvel abattoir, déjà étudiée en 1905, vient d'être décidée par le Conseil Municipal. Le terrain choisi est situé à l'angle formé par le chemin des Grands-Moulins et la rue de Ménil. Il offre de nombreux avantages: terrain insubmersible malgré la proximité de la Meurthe, d'une étendue suffisante (8.000 mètres carrés), bien exposé par rapport aux vents dominants, situé au voisinage de la gare et de la voie de détournement récemment créée par la Ville pour la circulation des véhicules lourds.

Le souci de l'ordre et de la propreté a guidé la formation des plans des futurs bâtiments qui comprendront de vastes halles pour l'abatage des animaux, la préparation des viandes, leur conservation par le froid et le dépôt des déchets inutilisables. Plusieurs étables permettront de recevoir le bétail et de séparer les malades. On peut espérer que cette nouvelle installation entrera en service dans deux ou trois ans et que la démolition de l'abattoir actuel débarrassera la ville d'un témoin si peu honorable de son passé.

L'abattoir est dirigé par un fonctionnaire municipal. Le contrôle de la viande est assuré par un vétérinaire inspecteur et un vétérinaire adjoint, qui sont chargés également de la surveillance sanitaire des denrées alimentaires sur les marchés.

Le tableau suivant résume l'activité de l'abattoir pendant l'année 1935; ces chiffres subissent d'ailleurs peu de variations d'une année à l'autre.

Dési- gnation des ani- maux	Nombre d'animaux abattus pendant l'année 1935	Quantité totale de viande		
		fournies par les animaux abattus dans l'établisse- ment	viandes foraines introduites dans l'établis- sement	saisies pour n'importe quelle cause
Bœufs et taureaux.....	469	149.223		
Vaches et génisses.....	2.612	650.004	25.016	12.702
Veaux	4.844	245.012		534
Ovins	1.826	34.331	68	117
Porcs et porcelets.....	6.891	503.659	515	211
Chevaux	230	80.455	830	3.484
Totaux.....		1.662.784	26.429	17.058

Il n'y a généralement pas de saisie sur les bœufs et les taureaux parce qu'ils sont abattus avant l'âge de 5 ans et que leur isolement relatif à l'étable les expose moins à la tuberculose.

La moitié des vaches saisies présentent des lésions tuberculeuses. 1/4 est saisi pour cachexie et le dernier 1/4 comme viande fiévreuse.

Les veaux sont moins rarement saisis qu'autrefois parce que les paysans les mènent moins tôt à l'abattoir. La cause de saisie la plus fréquente est la maigreur ou plutôt la cachexie. C'est elle aussi qui est à l'origine de la plupart des saisies sur les ovins.

Les porcs sont saisis le plus souvent pour cryptorchidie abdominale. Les 3/4 des chevaux saisis pré-

sentent de l'hydro-anémie, l'autre 1/4 est refusé pour fièvre.

De 1922 à 1930, le total annuel des saisies atteignait la moyenne de 20.000 kilogrammes. Depuis la chute des cours du cuir, le chiffre des saisies s'est abaissé de 3.000 à 3.500 kg. Les animaux susceptibles d'être saisis ne sont plus sacrifiés à l'abattoir parce que le prix des peaux ne couvre plus les frais de l'abatage.

Le *lait* provient en grande partie de l'extérieur de la commune. Une faible proportion est fournie par les fermes du territoire même de Lunéville. La distribution est faite au moyen de bidons transportés par des voitures ordinaires de laitiers. La vente de lait partiellement écrémé est autorisée par un arrêté municipal. Les bidons doivent avoir un col peint d'une couleur spéciale à chaque catégorie de lait. En réalité, on vend surtout du lait écrémé.

La qualité et la propreté du lait, la quantité de beurre laissée dans le lait écrémé ne sont surveillées par aucun contrôle. Etant donnée la fréquence de la tuberculose dans les étables de l'arrondissement, on peut considérer que ces laits sont, la plupart du temps, des suspensions de bacilles tuberculeux. La malpropreté de bien des élevages ajoute le risque d'autres contaminations. La fréquence avec laquelle le lait tourne en été en est la preuve. Il faudrait, par une propagande intense, répandre les principes de l'hygiène laitière et les avantages qu'elle procure, parmi les producteurs de lait. Le bon lait est encore une denrée rare.

Depuis quelques mois cependant, les Lunévillois peuvent se procurer du lait pasteurisé distribué par la Ferme de Betaigne ou apporté à Lunéville par des laiteries nancéiennes : Laiterie Saint-Hubert ou Laiterie du Lion d'Or.

Les *légumes verts* consommés à Lunéville font à juste titre la fierté des jardiniers-maraîchers de la ville. Les produits savoureux de leurs soins incessants et diligents sont recherchés sur bien des marchés. Aucun n'est cultivé sur des champs d'épandage. Ceux-ci font l'objet des articles 68 et 69 du règlement sanitaire municipal :

Ar. 68. — Si les matières de vidange sont utilisées pour des cultures, elles seront recueillies et transportées dans des récipients clos jusqu'à leur dépôt sur les terrains auxquels elles sont destinées.

Art. 69. — Il est interdit de déverser des matières de vidange et des eaux d'égout sur des champs où sont cultivés à ras du sol des légumes et des fruits destinés à être consommés crus.

A côté des grandes cultures maraîchères, on trouve à Lunéville de nombreux jardins d'où bien des ménages tirent un appoint important à l'alimentation familiale.

La vente des huîtres et des coquillages est soumise au décret du Ministre de l'Intérieur du 31 juillet 1923 et à la circulaire du Ministre de la Marine Marchande communiquée aux préfets par le Ministre de

l'Intérieur dans la lettre circulaire du 15 août 1931.
Aucun arrêté municipal n'a été pris à ce sujet.

L'étude de l'alimentation à Lunéville montre quels progrès doivent être recherchés d'une part dans l'origine des aliments et dans leur manipulation au cours de la vente, et d'autre part dans leur choix et leur préparation culinaire. Ces progrès seront l'œuvre de tous ceux qui assument des tâches éducatives auprès des producteurs et des consommateurs. Ils dépendent aussi de la Ville et des moyens qu'elle trouvera pour élever un abattoir et un marché dignes d'une agglomération de plus de 20.000 habitants et pour assurer la surveillance des denrées alimentaires.

TROISIÈME PARTIE

La population de Lunéville au travail

En dépit des vicissitudes qui l'ont accablée si souvent au cours des siècles, la population de Lunéville a manifesté un constant amour du travail qui a résisté aux ruines et aux guerres de l'histoire .

Déjà, la bourgade du Moyen Age était un centre économique prospère dont les foires étaient très fréquentées. Après les années de profonde misère du ^{xvii}^e siècle, le commerce devient plus florissant encore par l'installation de la Cour Lorraine à Lunéville. Pendant plus de soixante années, la ville remplit avec fierté le rôle de capitale du duché. Mais la mort de Stanislas et le rattachement de Lunéville à la France suspendent son développement. Cet état de stagnation a persisté même quand l'installation d'une sous-préfecture lui a rendu une importance administrative, bien moindre certes qu'au ^{xviii}^e siècle, même quand la formation d'un Camp de Cavalerie sous la Restauration a compensé la perte des Gendarmes Rouges et des Cadets qu'elle avait vu se disperser avec tant de regrets.

Cependant, Lunéville restait le centre économique d'une région où l'agriculture nourrissait de nom-

breux villages, beaucoup plus peuplés qu'ils ne le sont aujourd'hui. La ville elle-même développait sur les alluvions de la Meurthe et de la Vezouze une culture maraîchère dont la réputation n'a pas faibli au cours des années.

Centre agricole, économique et administratif, Lunéville est demeurée aussi le centre intellectuel que ses édiles, dans le souci qu'ils avaient de répandre l'instruction, avaient formé, par un collège renommé et par de nombreuses écoles.

Cependant, une sorte de léthargie pesait sur la ville quand la guerre de 1870 éclata. L'arrivée de 1.500 Alsaciens après la fin des hostilités lui transfusa une vie nouvelle. En s'établissant à Lunéville, ils s'éloignaient le moins qu'ils pouvaient des foyers où leurs pères les avaient précédés et dont les arrachaient le traité de Francfort et leur volonté de garder à leurs fils la nationalité française.

L'industrie moderne commençait à prendre son essor en Alsace avant 1870, tandis que le traditionalisme lunévillois maintenait de petits établissements industriels qui n'occupaient qu'un nombre restreint d'ouvriers. Ils n'avaient guère changé depuis l'époque où SAUCEROTTE et GUERRIER les dénombraient, tandis qu'ils préparaient leurs ouvrages. Sous le règne de Louis-Philippe où ces auteurs recueillaient leurs observations, le commerce de détail et de consommation n'avait pas en général une grande importance. L'industrie se bornait à une poterie et trois faïence-

ries, une fabrique de papiers peints et de cartes à jouer, quelques tanneries et deux sucreries. Seules, la broderie et la ganterie occupaient beaucoup de monde à Lunéville et dans les environs. Cet état persistait en 1857, quand SAUCEROTTE publiait « Lunéville et sa division de cavalerie ». Il se plaignait du manque d'esprit d'initiative et de progrès des habitants. Les industries alsaciennes qui transportèrent à Lunéville le siège de leurs fabrications ajoutèrent un élément nouveau à l'économie de la ville. Il a retenti sur son activité tout entière et doublé sa population.

Aujourd'hui, Lunéville offre le tableau varié des multiples travaux qui requièrent le labeur de ses habitants. Ils donnent au plus grand nombre d'entre eux les moyens d'assurer leur existence. Quelques-uns s'éloignent cependant chaque jour de la ville pour gagner leur lieu de travail. Ce sont des ouvriers embauchés dans l'un ou l'autre des centres industriels échelonnés entre Lunéville et Nancy, des employés attachés à quelque maison de commerce de Nancy, des fonctionnaires dépendant d'une administration du chef-lieu, ou encore des étudiants inscrits dans une Faculté ou un Institut de l'Université Lorraine. La commodité, la diversité et la rapidité des moyens de communication entre les deux villes leur permet de continuer à résider dans leur famille à Lunéville.

L'importance de l'agglomération ne nous permettra pas de tracer un tableau exact de la vie de l'habitant. Levé le plus souvent vers 6 ou 7 heures, couché entre 21 et 22 heures, il prend ses repas à midi et 19 heures.

Les heures de travail varient avec la profession ou le métier exercé. La plupart des usines suspendent leur activité le samedi et le dimanche. Le repos hebdomadaire est devenu obligatoire pour certains commerces, il est fixé au lundi pour les pâtisseries, au mardi pour les boulangers; il s'étend du dimanche à midi au mardi matin pour les coiffeurs, du dimanche à midi au lundi à 10 heures pour les bouchers.

Nous examinerons successivement les divers modes d'activité des habitants de Lunéville, en nous arrêtant plus longuement à l'étude des conditions du travail dans l'industrie, puisqu'elle a pris une telle importance dans la vie lunévilloise. Nous placerons auparavant l'étude des établissements d'enseignement et de l'organisation de l'enseignement technique qui préparent les artisans de la prospérité future de la cité.

LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

L'enseignement à Lunéville, il y a cent ans. — Les établissements d'enseignement de l'époque actuelle. — L'enseignement maternel. — L'enseignement primaire. — Les écoles municipales et les écoles libres. — Leur insuffisance. — L'enseignement secondaire. — Le collège municipal de garçons. — L'institution Saint-Pierre-Fourrier. — Le collège municipal de jeunes filles. — Le pensionnat des Saints-Anges. — La fréquentation scolaire. — Le niveau intellectuel.

Les établissements d'enseignement étaient déjà nombreux, il y a cent années, à Lunéville. GUERRIER vante le talent et le zèle de leurs maîtres. Le collège, dirigé avant la Révolution par les Chanoines Réguliers, était installé dans le bâtiment de l'hôtel de ville. Son enseignement réputé attirait quatre-vingts internes et plus de cent externes. Une école primaire supérieure lui était adjointe.

La ville possédait encore :

a) Six écoles primaires communales : « 1° quatre frères des Ecoles Chrésiennes; 2° quatre sœurs de Saint-Lazare; 3° une école mutuelle; 4° une école au faubourg de Viller; 5° une école au faubourg de Nancy; 6° une salle d'asile ».

b) Neuf écoles privées, dont une avec pensionnat de Demoiselles.

c) Une école de musique et un cours gratuit et public de dessin linéaire et de géométrie, destiné aux ouvriers.

Aujourd'hui, l'enseignement réunit de nombreux élèves dans les écoles maternelles, les écoles primaires, les collèges et les cours professionnels.

Lunéville possède six *écoles maternelles*: écoles de Viller, Germain-Charier, de la rue du Capitaine-Nicolas, du faubourg de Nancy, école Bony (rue Basset), école maternelle des Vosges (rue de Niederbronn).

La plupart sont installées dans des bâtiments déjà anciens, parfois même dans des anciens locaux d'habitation transformés en écoles. Elles manquent de gaieté et de lumière, d'aménagements hygiéniques, d'espaces libres étendus à leurs alentours. La plus récente, toutefois, ne mérite pas ces critiques: l'école maternelle des Vosges a été ouverte en 1935 dans les locaux qu'occupait jusqu'alors la crèche de l'Usine des Wagons. Elle est située dans une rue paisible et comprend deux salles de classe très aérées et très lumineuses, des lavabos et des cabinets adaptés aux jeunes écoliers, une salle de récréation, des salles de sieste, un préau abrité et une vaste cour. Les enfants y sont éduqués dans la joie suivant les principes des « jardins d'enfants ».

L'enseignement *primaire* à Lunéville est donné aux garçons dans six écoles municipales (écoles du

Centre, mutuelle, de la rue de Viller, du quai de Strasbourg; école Demangeot, faubourg de Nancy; école de l'avenue des Vosges) et dans deux écoles libres (école Saint-Jacques, rue de la Charité; école Saint-Maur, rue Trouillet); et aux filles dans huit écoles municipales (écoles Germain-Charier, de Viller, Saint-Jacques, de la rue du Capitaine-Nicolas, de l'avenue des Vosges; école Urbain, rue Haxo; école Boulanger, faubourg de Nancy; école de la Cité Cécile) et deux écoles libres (école Notre-Dame, rue de Lorraine; école Sainte-Jeanne d'Arc, avenue des Vosges). Nous ferons une mention spéciale de l'école de Plein Air de Méhon, dont nous étudierons le fonctionnement dans un chapitre consacré à l'activité de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle.

La plupart des écoles primaires de Lunéville occupent des immeubles anciens qui n'ont pas été bâtis pour leur destination actuelle. A l'exception de l'école de l'avenue des Vosges, qui est une école modèle, de l'école du quai de Strasbourg et de l'école Urbain, elles ne possèdent aucune des commodités que recommandent les hygiénistes modernes dans les constructions scolaires. Les salles sont mal aérées et mal éclairées. Leurs fenêtres s'ouvrent sur des rues étroites ou des rues très fréquentées. Leur cube d'air est insuffisant pour le nombre d'élèves qu'elles reçoivent. Les cours de récréation, quand il y en a, sont la plupart du temps exiguës.

Deux exemples suffiront à illustrer cette situation déplorable: l'école du Centre n'a pas de cours de récréation; ses salles sont si obscures que l'électricité

y brûle souvent pendant une grande partie de la journée. A l'école de filles Saint-Jacques, les maîtresses ont une peine extrême à faire leurs classes le mercredi et le vendredi matins, tant le brouhaha du marché qui se tient sous les fenêtres de l'école domine leur voix.

Depuis 1925, sous l'impulsion de mon père, les écoles municipales ont été restaurées et améliorées autant qu'il était possible de le faire. Une suite de travaux importants a remédié à leur vétusté et à leur insalubrité. Ils n'ont pas pu et ne pourront jamais les transformer en des séjours de lumière et de joie, propices au développement des âmes enfantines, comme le sont les constructions scolaires modernes.

L'école mutuelle, fondée en 1821, l'école du Centre, l'école libre Saint-Jacques sont les plus anciens de ces établissements d'enseignement. L'école de filles de Viller a été donnée à la Ville en 1849 par l'abbé TROUILLET, qui fonda également l'école libre Saint-Maur en 1860. Le legs de Germain CHARIER permit d'installer, en 1872, une école de filles et une école maternelle dans un immeuble de la Grand'Rue. L'école de filles du faubourg de Nancy est due à la libéralité de M^{lle} BOULANGER, en 1873; l'école de garçons du même faubourg, à celle de M. DEMANGEOT, en 1877. Deux ans plus tard, une école de garçons est ouverte dans un immeuble de la rue de Viller. Fondées plus récemment, les écoles maternelles de la rue de Viller et du faubourg de Nancy, les écoles libres Sainte-Jeanne d'Arc et Notre-Dame, la petite



LE GROUPE SCOLAIRE DE L'AVENUE DES VOSGES

école de la Cité Cécile occupent, elles aussi, des immeubles anciens.

Par contre, quelques écoles se sont installées dans des bâtiments qui ont été édifiés à leur usage: en 1891, l'école de filles de la rue Haxo, grâce à la libéralité de M. URBAIN; puis, vers la même époque, l'école de garçons du quai de Strasbourg, l'école de filles du Capitaine-Nicolas, les écoles maternelles du Capitaine-Nicolas et Bony. Elles ont dû, elles aussi, être l'objet de réparations et de transformations, ordonnées depuis 1925.

Dans l'école de la rue Haxo, M. COULON, alors inspecteur de l'enseignement primaire de l'arrondissement et président de la « Société des Amis des Ecoles de Meurthe-et-Moselle », s'est inspiré des principes de la Ligue d'Hygiène Scolaire « L'Hygiène par l'exemple », principes qu'il a pu réaliser d'une façon absolue dans la reconstruction des écoles de l'arrondissement détruites au cours de la Grande Guerre, et dans le groupe scolaire de l'avenue des Vosges.

Ainsi, les murs de l'école Urbain ont-ils été repeints de couleurs vives et égayés par des frises d'animaux ou de fleurs. Des lavabos disposés dans les couloirs permettent de donner aux enfants l'habitude de soins de toilette réguliers.

Depuis la guerre, un vaste groupe scolaire a été bâti avenue des Vosges, à proximité de l'usine des Wagons. Il peut recevoir quatre cent-cinquante élèves dans ses salles vastes et aérées. A chacune d'elles est

adjoindre une salle de lavabos avec robinet individuel, verre et brosse à dents pour chaque élève.

Ce sont les mêmes principes qui ont présidé à la construction des salles de classe de l'école de Plein Air de Méhon.

Tandis que les établissements secondaires de Lunéville satisfont aux besoins de la Ville et de l'arrondissement et permettent de recevoir les élèves dans des locaux salubres, assez vastes, les écoles primaires, par contre, offrent le contraste saisissant de groupes scolaires modernes qui entourent les enfants d'une atmosphère lumineuse et gaie et d'un nombre bien plus considérable de bâtiments séculaires dont la vétusté, en dépit de restaurations récentes, laisse au visiteur une impression de tristesse. Leurs salles de classe ne sont pas assez nombreuses; de plus, certains quartiers, tels celui de Ménil, sont éloignés de toute école.

Il y a donc à Lunéville nécessité d'écoles. Le centre de la ville ne possède pas d'école convenable. Le quartier du faubourg de Nancy, de la place des Carmes et de la route d'Einville, d'une part, celui de Ménil et de Viller d'autre part ont besoin de groupes scolaires qui permettraient de supprimer plusieurs bâtiments aux façades grises et aux classes sombres. Ils deviennent d'autant plus nécessaire que l'édification des habitations de l'Office d'Habitations à Bon Marché dans ces quartiers et la location de ces habitations à des familles nombreuses ont augmenté la population infantine des faubourgs. Plusieurs projets sont à

l'étude. Le plus avancé est celui d'un groupe scolaire élevé sur un terrain vague situé entre la rue Cyfflé et la ruelle Sainte-Anne.

L'enseignement primaire supérieur est donné dans une école de garçons et une école de filles, rattachées aux collèges municipaux.

L'enseignement secondaire est donné dans quatre établissements :

Le Collège Municipal de Garçons s'est installé en 1843 dans la propriété Brisac sur la place Neuve. Il s'est considérablement agrandi en 1882 par les constructions de la rue Basset et de la rue des Bosquets. De nombreuses améliorations ont été apportées au cours des années dernières à l'hygiène des dortoirs et des salles de classes. Les façades et les toits de ses divers bâtiments ont été restaurés. Ils sont disposés autour d'une vaste cour plantée d'arbres où un tennis a été tracé.

La réputation séculaire du Collège Municipal lui vaut 289 élèves (57 pensionnaires, 12 demi-pensionnaires, 36 externes surveillés, 184 externes libres) tandis que l'école primaire supérieure de garçons qui lui est adjointe en compte 179 (58 pensionnaires, 20 demi-pensionnaires et 101 externes libres).

L'institution Saint-Pierre Fourier a été fondée en 1863, par l'abbé TROUILLET qui l'installa dans un vaste immeuble de la rue de Viller. Elle en fut déposée lors de l'aliénation des biens des congrégations

et se transporta dans l'ancien château de Beauvau-Craon, qui avait été occupé successivement par les Bénédictins et par les Chanoinesses Régulières de Saint-Augustin de l'ordre de Notre-Dame de Vézelise. L'institution est située dans un quartier très aéré et possède un grand et beau jardin, établi par les Bénédictins. Elle reçoit 171 élèves internes et 113 externes. La plupart suivent les cours de l'enseignement secondaire. Pour un petit nombre, un cours d'agriculture développe son programme durant les quatre mois de l'hiver, pendant deux années consécutives. La santé des élèves est surveillée attentivement. Depuis l'année 1936, tous les élèves sont examinés deux fois par an par le médecin de l'établissement ou un médecin de leur choix. Un système de doubles fiches recueille d'une part les antécédents héréditaires et personnels donnés par les parents de chaque enfant, et d'autre part le résultat de l'observation du médecin. L'institution Saint-Pierre Fourier est le seul établissement scolaire de Lunéville où existe une telle inspection médicale.

Le Collège Municipal de Jeunes Filles est établi, rue de Viller, dans les anciens locaux de l'Institution Saint-Pierre Fourier, qui étaient occupés par l'armée depuis l'aliénation des biens des congrégations. Sa fondation est récente. Les Cours Secondaires, constitués en 1922 dans un bâtiment du Collège de Garçons, ont pris une rapide extension. Ils se sont installés rue de Viller en 1925 et ont été transformés en Collège en 1929. Les vastes locaux ont été pourvus

d'un équipement sanitaire très complet. Ils reçoivent 159 élèves. Une école primaire supérieure de Filles est adjointe au Collège, avec 175 élèves. L'établissement compte 45 internes; la plupart appartiennent à l'école primaire supérieure. Dans le même bâtiment, une école agricole ménagère reçoit 25 externes et 10 internes au cours de sa session annuelle, du début de novembre à la fin de février.

Le Pensionnat des Saint-Anges a été créé en 1874 par les religieuses de la Doctrine Chrétienne. Elles ont été remplacées par des institutrices quand elles furent dépossédées de leurs biens et ne s'occupent plus actuellement que des soins de l'internat. Les 180 élèves sont préparées aux baccalauréats secondaires et aux brevets de l'enseignement primaire. Un cours d'enseignement ménager est donné en hiver à environ 15 jeunes filles. L'état sanitaire du pensionnat est en général excellent.

Lunéville comptait en 1936, 2.245 enfants (912 garçons et 1.333 filles) astreints aux obligations de la loi scolaire. Ils suivent avec assiduité les leçons de maîtres excellents. La fréquentation scolaire atteint à Lunéville la proportion élevée de 92 %, alors qu'elle n'est guère supérieure en France à la moyenne de 75 %.

Les parents tiennent à faire donner à leurs enfants une bonne instruction et les enfants montrent de grandes aptitudes à la recevoir. Le niveau intellectuel est excellent. Le nombre élevé des enfants qui

obtiennent le certificat d'études primaires d'abord, puis le certificat du premier ordre, en témoigne. Les établissements d'enseignement secondaire fournissent à l'Université et aux grandes écoles de nombreux élèves dont plus d'un a illustré sa ville natale et honoré les maîtres qui l'avait guidé, les premiers, dans le chemin du Savoir.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE A LUNÉVILLE

La loi Astier. — Les cours professionnels municipaux. — Les cours professionnels de la Société Lorraine des Anciens Etablissements de Dietrich. — Le cours industriel et le cours d'agriculture de l'Institution Saint-Pierre-Fourrier. — Les cours professionnels féminins. — L'école ménagère de la rue de Niederbronn. — L'école agricole ménagère de Meurthe-et-Moselle. — L'enseignement ménager dans les pensionnats et les institutions de bienfaisance.

Au temps où la Lorraine vivait sous l'autorité de ses ducs, l'enseignement technique avait été organisé d'une façon rigoureuse au sein des maîtrises, sous la surveillance des jurandes. Il fallait un apprentissage d'une longue durée pour devenir compagnon, travailler un certain nombre d'années comme compagnon et produire un chef-d'œuvre pour devenir maître. Les corporations firent un usage abusif des privilèges qui leur furent accordés. La Révolution les supprima, et, en même temps, cette formation des apprentis qui fut livrée au hasard.

Elle fut cependant tentée au cours du XIX^e siècle à Lunéville. M. l'abbé GROSSE, rapporte dans son « Dictionnaire statistique du département de la Meurthe » en 1836, que M. JANDEL, architecte, a ouvert à Lunéville des cours gratuits pour les ouvriers.

« C'est une tâche bien noble et généreuse à laquelle on ne saurait trop applaudir, surtout quand à l'accomplissement de ce devoir pénible il ne s'attache aucun salaire. Un assez grand nombre d'ouvriers se rend à ces cours et comprend tout le prix de l'instruction qui lui est donnée, mais il est vrai de dire que beaucoup d'autres s'assistent pas aux leçons que donne le professeur avec un zèle si désintéressé ».

Le développement de l'industrie à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e rendait de plus en plus nécessaire l'organisation de l'enseignement technique. La loi Astier, promulguée le 25 juillet 1919, véritable charte de l'enseignement technique, industriel et commercial, la rendit obligatoire.

Avant 1914, l'enseignement professionnel et l'enseignement ménager étaient donnés déjà dans quelques établissements lunévillois : Institution Saint-Pierre Fourier, Ecole Primaire Supérieure, Pensionnat des Saints-Anges, Maison des Orphelins, Bureau de Bienfaisance. La Société Lorraine des Anciens Etablissements de Dietrich et C^{ie} en avait étudié et commencé la réalisation dans ses usines.

La loi Astier invite les municipalités, les associations ou les chambres syndicales, ou les chefs d'entreprise à organiser des cours gratuits et obligatoires pendant trois ans pour les jeunes gens et les jeunes filles âgés de moins de 18 ans, employés dans le commerce ou l'industrie en vertu d'un contrat d'apprentissage ou sans contrat. Les programmes sont approuvés par la Commission locale professionnelle et par le Comité départemental de l'Enseignement tech-

nique. Ils doivent comprendre quatre heures de cours et d'exercices par semaine et cent heures au moins par an. Un certificat d'aptitude professionnelle peut être obtenu après examen à la fin des trois années de cours et un certificat d'assiduité délivré à ceux qui n'ont pas subi l'examen avec succès.

Les *cours professionnels municipaux* de Lunéville ont été institués le 10 novembre 1920. Ils ont lieu après les heures de travail: l'enseignement général dans les salles des écoles de la rue de Viller, du faubourg de Nancy et du quai de Strasbourg, le dessin et la technologie au Salon des Halles et à l'école Saint-Jacques, les cours ménagers au collège de jeunes filles, la dactylographie à l'école Saint-Jacques, la puériculture au dispensaire.

Les 160 heures de cours sont réparties entre 32 semaines, du 15 octobre au 1^{er} juin de chaque année. L'enseignement général comprend 7 heures 30 de cours de calcul, français, instruction civique, prévention des accidents du travail. Les cours théoriques comprennent: pour les jeunes gens, la technologie du bois et du fer, l'électricité, le dessin et le croquis industriels, le dessin d'imitation et la composition décorative, pour les jeunes filles, l'hygiène et la puériculture, la sténo-dactylographie. Pour les jeunes filles, il existe, en outre, des travaux pratiques: couture, cuisine et enseignement ménager.

Ces cours sont suivis chaque année par une moyenne de 150 jeunes gens et jeunes filles. Au cours de la dernière session, on comptait 166 élèves: 119

jeunes gens (apprentis de filature et tissage, apprentis serruriers, marbriers, électriciens, apprentis faïenciers et 47 jeunes filles, 36 ouvrières (de filature et tissage, de faïencerie) et 11 apprenties du commerce (employées de commerce, vendeuses, sténo-dactylographes). Après trois années d'études, ils sont présentés à l'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle. Une distribution de prix récompense chaque année les élèves méritants.

Les cours professionnels municipaux sont soutenus par des subventions du Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique, de la Ville, de la Chambre de Commerce, de la Société Industrielle de l'Est et du groupement des industriels lunévillois.

La *Société Lorraine des Anciens Etablissements de Dietrich et C^{ie}* a organisé des cours professionnels suivis obligatoirement par tous ses apprentis de 13 à 18 ans, ouvriers et employés. Leur nombre est actuellement de 92.

Le projet de ces cours avait été établi en 1914. La guerre empêcha de le mettre à exécution, et ne permit de le réaliser que le 23 juillet 1920.

Les apprentis sont recrutés surtout dans les familles des ouvriers qui travaillent depuis longtemps à l'usine. D'autres sortent des écoles primaires de Lunéville. L'orientation professionnelle n'est pas véritablement organisée. Cependant, les enfants sont examinés dès leur embauchage par le médecin de l'usine, qui détermine leurs aptitudes physiques. Le directeur les interroge avant de les répartir dans les ateliers où un

essai prolongé tient lieu de préapprentissage. Si l'enfant ne manifeste pas, après quelque temps, les aptitudes voulues, il est affecté à un autre chantier qui semblera mieux lui convenir. Ces essais sont très faciles à la Société Lorraine, étant donné la diversité des spécialités dans la fabrication. L'apprentissage commence alors. Il dure trois années. Tous les apprentis sont pourvus de contrats écrits.

Formation pratique :

La plus grande partie des enfants est placée dans différents ateliers où ils se forment au contact d'ouvriers qualifiés, sous le contrôle des contre-maîtres. Après un certain temps, ils concourent à la production générale de l'usine.

Les professions enseignées sont multiples : ajusteurs, tourneurs, fraiseurs, traceurs, outilleurs, forgerons, chaudronniers en fer et en cuivre, ajusteurs-tôliers, ferblantiers, soudeurs autogènes, menuisiers, garnisseurs, bourreliers, peintres, peintres en lettres et en décors, employés de bureau, comptables, dessinateurs...

L'enseignement est donné suivant une progression bien étudiée. Les éléments du métier sont tout d'abord enseignés, puis les travaux d'application sont pratiqués avant que soit entreprise la fabrication proprement dite.

A côté de cette formation quotidienne à l'atelier, des cours pratiques sont professés chaque samedi après-midi, durant quatre heures. Les apprentis sont réunis en groupes exerçant la même spécialité, dans

des locaux qui leur sont spécialement affectés et forment une véritable école d'apprentissage, placée sous la direction de contre-mâîtres et de chefs d'atelier. Le programme des travaux pratiques exécutés au cours de ces séances du samedi suit une gradation progressive.

Une section spéciale, constituée d'autre part, est réservée à l'apprentissage des outilleurs, ajusteurs et tourneurs, groupés dans un local particulier. Ils ne participent pas au travail général de l'usine et sont placés sous la conduite d'un technicien exclusivement chargé de leur formation professionnelle. La diversité des spécialités nécessaires à l'usine n'a pas permis d'appliquer cette méthode à tous les apprentis, en dehors du samedi après-midi.

Formation théorique:

Des cours théoriques obligatoires sont donnés, chaque jour, sauf le samedi, par douze techniciens de la Société Lorraine, en dehors des heures de travail, de 17 heures 25 à 18 heures 25. Ces cours comprennent le français, l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre, des notions de technologie (fer et bois), de mécanique, le dessin, la comptabilité et des notions commerciales, la prévention des accidents du travail.

Il y a 145 heures de cours par année scolaire pour les apprentis de première et de deuxième année, et 230 pour les apprentis de troisième année.

Le nombre total des élèves a fléchi au cours de ces dernières années par suite de la crise économique. Il a été de: 153 en 1932, 122 en 1933, 64 en 1934, 70 en 1935, 95 en 1936, 92 en 1937.

Le personnel enseignant comprend :

- Un ingénieur adjoint à la Direction ;
- Un ingénieur des Arts et Manufactures ;
- Quatre dessinateurs, chefs de section ;
- Un directeur d'école honoraire, employé au service « Personnel » ;
- Un contremaître de l'outillage ;
- Un contremaître de l'ébénisterie ;
- Un chef d'atelier des voitures métalliques ;
- Un comptable ;
- Un caissier.

Deux grandes salles de cours sont aménagées à l'intérieur de l'usine, bien meublées et outillées, pourvues d'un excellent matériel et de machines de démonstrations.

Les apprentis de troisième année sont présentés au certificat d'aptitude professionnelle. Le pourcentage élevé des succès témoigne de la valeur de l'enseignement professé.

En 1923, 17 candidats ont été présentés et 16 reçus.

En 1924, 20	—	—	12	—
En 1925, 12	—	—	12	—
En 1926, 22	—	—	22	—
En 1927, 23	—	—	20	—
En 1928, 28	—	—	26	—
En 1929, 30	—	—	30	—
En 1930, 32	—	—	25	—
En 1931, 27	—	—	25	—
En 1932, 31	—	—	27	—
En 1933, 25	—	—	21	—
En 1934, 18	—	—	12	—
En 1935, 9	—	—	5	—
En 1936, 14	—	—	13	—

Au total, sur 308 candidats, 216 (86 %) ont été reçus.

Quelques jeunes gens continuent, après l'obtention du certificat d'aptitude, à suivre des cours de perfectionnement en dessin. D'autres passent l'examen pour plusieurs catégories professionnelles. L'un d'eux a été classé parmi les meilleurs apprentis de France à l'Exposition Nationale du Travail de Paris, en 1925. Un certain nombre ont obtenu des médailles et des récompenses de la Société Industrielle de l'Est, de la Chambre Syndicale des Constructeurs de l'Est, de la Chambre de Commerce de Nancy, de la Chambre des Métiers de Meurthe-et-Moselle.

Chaque année, la Société Lorraine donne, en outre, des prix et des récompenses au cours d'une distribution solennelle présidée par le Président du Conseil d'Administration de la Société. Les notabilités de la Ville, les chefs de service et les contre-maîtres, les parents des apprentis y sont conviés. Les grèves et l'occupation de l'usine en 1936 n'ont pas permis de procéder à cette distribution qui termine d'habitude chaque session.

A côté de l'enseignement secondaire professé à l'Institution Saint-Pierre Fourier, un *cours industriel* prépare des élèves à l'Institut Catholique des Arts et Métiers de Lille, à l'Ecole Syndicale Professionnelle du même Institut, à l'Institut technique de Roubaix, etc...

D'autre part, un *cours d'agriculture d'hiver* a été créé en 1901 par M. Paul Genay, alors président du

Comice agricole de Lunéville, pour perfectionner l'enseignement primaire reçu à l'école et le couronner de tout un ensemble de connaissances utiles à un futur agriculteur.

Le cours est destiné aux jeunes gens de la campagne ayant atteint l'âge de quinze ans. Il est réparti sur deux hivers (du trois novembre au trois mars). Outre les leçons d'agriculture, auxquelles sont consacrées dix heures de classe par semaine, les élèves reçoivent des leçons d'orthographe et de style, d'histoire générale et de géographie agricole, de droit rural, d'arithmétique et de comptabilité générale, de géométrie et d'arpentage, de sciences physiques et naturelles, avec application à l'agriculture. Ils peuvent aussi, à l'atelier, s'initier à des travaux pratiques sur fer (ajustage et forge).

Des conférences faites par des spécialistes sur l'apiculture, l'art vétérinaire, les associations agricoles, l'électricité, etc., et des excursions dans les fermes complètent cet enseignement, à la fois théorique et pratique.

L'enseignement donné à l'Ecole Primaire Supérieure de Garçons comprend une partie technique : cours d'agriculture, travaux manuels du bois et du fer, etc...

Des *cours professionnels* ont été organisés pour les jeunes filles en 1920 par Mademoiselle Gillet, dans des locaux de la rue Rivolet où, depuis quarante années, elle réunit un patronage de fillettes le jeudi et

le dimanche pendant la période scolaire, tous les jours pendant les vacances d'été. Mademoiselle Gillet avait constitué quelques années avant la guerre une caisse dotale et une œuvre du trousseau. L'insouciance de l'économie qui s'est développée depuis la guerre chez tant de jeunes filles n'a pas permis de poursuivre ces œuvres si bienfaisantes.

Les cours professionnels féminins de la rue Rivolet sont patronnés par le Groupe Lorrain d'Enseignement Professionnel. Leur programme, conforme à la loi Astier, s'échelonne sur trois années d'études. Les cours sont donnés tous les soirs, de 6 heures à 7 heures 1/4 à cinquante élèves environ, âgées de 13 à 18 ans.

L'enseignement se partage en trois branches :

1° Banque, Commerce, Sténo-dactylographie.

2° Enseignement ménager.

3° Coupe et couture.

Ces études préparent à l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle et de certains diplômes : tels ceux d'aide-comptable, de commis-comptable, etc.

Bien avant la loi Astier, la Société Lorraine des Anciens Etablissements de Dietrich et C^{ie} avait songé à créer dans ses usines de Lunéville un cours d'enseignement ménager pour les jeunes filles de son personnel. Les travaux de construction de l'école, commencés en juillet 1913, étaient terminés en juillet 1914 et il ne restait que quelques travaux d'aménagement intérieur à compléter. L'école aurait pu ouvrir ses portes en octobre 1914 si la guerre n'avait pas éclaté.

Nombre de femmes des ouvriers de la Société Lorraine durent chercher du travail pendant les hostilités. Une crèche fut installée provisoirement dans les locaux de l'école ménagère en 1918 pour recevoir leurs enfants. Après la guerre, la Société Lorraine fit construire à côté d'elle, en 1921, un nouveau bâtiment spécialement aménagé pour la crèche. L'*école ménagère* put reprendre sa destination primitive. Elle fut enfin ouverte le 1^{er} mai 1922 et agréée quelque temps après par le sous-secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique comme cours reconnus suffisants et pouvant bénéficier de subventions de l'Etat.

Jusqu'en 1935, l'Ecole fonctionna sous le contrôle et grâce aux subventions de la Société Lorraine des Anciens Etablissements de Diétrich et de la Société des Filatures de l'Est. A cette époque, la crise économique ne permit plus à ces usines de continuer à assumer le fonctionnement de l'Ecole. Elle fut alors reprise par les Religieuses de la Providence de Portieux, qui poursuivent l'œuvre si utile d'éducation ménagère commencée en 1922.

Le recrutement des élèves n'a plus été limité aux enfants des ouvriers de l'usine des Wagons et des Filatures de l'Est. Leur nombre s'est élevé pour dépasser la quarantaine à la rentrée de 1936. Elles sont réparties en trois années et préparent le certificat d'aptitude professionnelle dans les catégories art ménager, couture, lingerie. Des cours leur sont donnés tous les jours, sauf le samedi et le dimanche, de 8 heures à 11 h. 1/4 et de 13 h. 30 à 16 heures ou 17 heures.

Le programme comprend des cours théoriques : français, comptabilité, économie domestique, hygiène, puériculture, soins aux malades, hygiène de l'alimentation, droit usuel, savoir-vivre, coupe et des cours pratiques : cuisine, ménage, couture (lingerie, confection), raccommodage, broderie, tricot, crochet, blanchissage, repassage. Les élèves peuvent se réserver pour leur trousseau les travaux de couture, de lingerie ou de broderie qu'elles font pendant les cours. Un certain nombre d'entre elles consomment sur place les repas qu'elles préparent pour midi deux fois par semaine.

Des cours du soir ont lieu de 17 à 19 heures, le mardi et le mercredi pour les jeunes filles qui travaillent dans l'industrie ou le commerce, le jeudi et le vendredi pour les femmes mariées. Les professeurs de l'école leur enseignent la coupe, la couture (lingerie, confection), le tricot, le crochet, le raccommodage... et, pendant la saison d'été, la cuisine.

Enfin, un cours préparatoire aux cours ménagers réunit tous les jeudis après-midi les fillettes de l'école primaire de 10 à 13 ans, dans les locaux de l'école Sainte-Jeanne d'Arc. Les premiers éléments de la couture, de la lingerie, de la broderie, des travaux de fantaisie leur sont enseignés.

L'Ecole a conservé ses aménagements primitifs. Elle est installée rue de Nierderbronn dans un bâtiment sans étage, à rez-de-chaussée surélevé, bien aéré et entouré d'une grande cour et d'une pelouse.

Elle comprend : au rez-de-chaussée, une grande cuisine, une grande salle de classe, une autre salle

plus petite, le bureau de la directrice et un vestiaire; au sous-sol, une salle pour le cours de lessive, une salle de repassage, une buanderie, la chaufferie pour le chauffage central, un vestiaire, des lavabos et w.-c.

Les élèves de l'Ecole Ménagère de la rue de Niederbronn tirent le plus grand profit de l'enseignement si pratique qu'elles reçoivent. Il développe leurs qualités ménagères, leur inculque le goût des travaux domestiques et de l'économie dans les dépenses du ménage et leur permet de rendre plus tard leur foyer plus agréable et plus heureux.

L'Ecole Ménagère Agricole de Meurthe-et-Moselle est installée à Lunéville dans des locaux qui dépendent du collège municipal de jeunes filles, rue de Viller. Elle a succédé aux cours ménagers qui avaient été créés en même temps que les cours secondaires de jeunes filles en 1922.

Cette école a pour but de donner aux jeunes filles une instruction professionnelle essentiellement pratique et de les préparer à jouer utilement le rôle qui leur incombe dans la direction d'une exploitation agricole.

Deux sessions de trois à quatre mois sont tenues chaque année. Les locaux permettent de recevoir chaque fois vingt-cinq à trente jeunes filles, âgées d'au moins quinze ans. Quinze d'entre elles peuvent être admises en qualité d'internes. Les élèves externes doivent prendre à l'école le repas de midi qui est préparé par leurs soins.

L'école dispose d'une cuisine, d'un réfectoire, d'une laiterie, d'une buanderie et de salles de cours. L'ensei-

gnement est donné par une directrice et une maîtresse diplômées de la section normale supérieure d'enseignement agricole et ménager, par le directeur des services agricoles du département, le professeur d'agriculture et le professeur spécial d'horticulture.

L'enseignement théorique comprend : économie domestique, cuisine, coupe et couture, hygiène et puériculture, comptabilité, laiterie, jardinage et basse-cour, soins à donner aux animaux, notions sommaires d'agriculture...

Les travaux pratiques tiennent une place très large dans l'enseignement. Les élèves sont réparties en deux sections qui alternent chaque semaine :

1° Service du ménage : cuisine, nettoyage et entretien, travaux d'intérieur ;

2° Service de la lingerie : blanchissage, raccommodage, repassage, coupe et couture, mode ; ou Services de la ferme : laiterie, basse-cour, jardin, rucher.

L'enseignement est complété par des visites dans les exploitations ou les industries agricoles les plus intéressantes de la région.

A la fin de chaque session, les élèves qui en sont jugées dignes reçoivent le diplôme des Ecoles agricoles ménagères, délivré par le Ministère de l'Agriculture.

Cet enseignement utilitaire et pratique cherche à parfaire l'éducation des jeunes filles qui le suivent, à développer leur goût, à maintenir en elles l'amour de la profession agricole et de la vie rurale.

Le Pensionnat des Saints-Anges donne des cours ménagers à une vingtaine de jeunes filles pendant la saison d'hiver. Ils comprennent surtout les travaux d'aiguille, la coupe et la couture, et sont complétés par quelques cours d'enseignement général et d'enseignement ménager.

Les religieuses du Coton font l'éducation ménagère de leurs jeunes orphelines âgées de 13 à 16 ans, en les initiant, à l'intérieur de la maison, à tous les travaux domestiques, couture, raccommodage, lingerie, repassage, cuisine, etc...

La couture et la lingerie sont encore enseignées à l'ouvroir du Bureau de Bienfaisance.

Toutes ces institutions accomplissent une œuvre de la plus grande utilité. En développant l'éducation technique des jeunes gens, elles gardent à la production française la qualité qui, depuis tant d'années, fait sa réputation; elles donnent à l'industrie et au commerce des ouvriers et des employés capables d'obtenir la perfection dans leur travail; elles leur permettent d'obtenir de meilleurs salaires et d'améliorer les conditions de leur existence.

En donnant, d'autre part, aux jeunes filles les connaissances indispensables à l'entretien du ménage, elles contribuent au développement harmonieux de la famille.

Il faut souhaiter que ces cours remarquablement organisés dans leur ensemble à Lunéville attirent des élèves toujours plus nombreux pour le mieux-être des foyers lunévillois.

III

LES ADMINISTRATIONS LES PROFESSIONS LIBÉRALES

Lunéville possède les différents organes administratifs d'une Sous-Préfecture. Les services mêmes de la Sous-Préfecture sont assurés sous la direction du sous-préfet par un secrétaire et trois employés.

L'intégrité du beau domaine forestier de l'arrondissement est conservée par un inspecteur des eaux et forêts, secondé par un garde général et un inspecteur adjoint, avec des commis et un brigadier.

L'administration des finances est représentée par un receveur des finances, quatre percepteurs, un conservateur des hypothèques, un receveur de l'enregistrement, un receveur des domaines et des actes judiciaires, deux contrôleurs des contributions directes et huit fonctionnaires des contributions indirectes.

Trente et une compagnies d'assurances ont leurs agents à Lunéville et cinq banques y entretiennent des succursales.

Au Tribunal Civil siègent un président assisté de deux juges, un procureur de la République et trois greffiers. A son activité est liée celle de quatre avo-

cats, quatre avoués, sept notaires, trois huissiers, un commissaire priseur. Les justices de paix des cantons Nord et Sud sont administrées par un seul juge et par deux greffiers. Lunéville est encore le siège d'un tribunal de simple police et d'un conseil de Prud'hommes.

Les services municipaux requièrent le labeur de trente-deux secrétaires, directeurs, chefs de bureaux et employés.

Le receveur des Postes et Télégraphes est à la tête de cinquante-deux employés. L'exploitation des chemins de fer est assurée par un inspecteur, un chef de gare, douze chefs de service et une soixantaine d'employés; celle des tramways par un directeur, un inspecteur, un contrôleur, deux chefs de gare et quelques employés. Deux ingénieurs du service vicinal dirigent les travaux publics.

Les différents cultes sont représentés par les curés des quatre paroisses, assistés de six vicaires et aumôniers, par un pasteur et par un rabbin.

Nous aurons terminé ce tableau quand nous aurons évoqué le dévouement des sœurs de l'ordre de Saint-Charles, des sœurs du Divin Rédempteur et des sœurs de la Providence (de Portieux) auprès des malades, des pauvres, des orphelins et des vieillards, des enfants, et l'activité de :

Douze docteurs en médecine ;
Sept pharmaciens ;
Quatre dentistes ;
Huit sages-femmes ;
Trois vétérinaires ;

Sept architectes ;
Cinq arpenteurs géomètres ;
Cent vingt professeurs de l'enseignement secondaire et de
l'enseignement primaire ;
Un inspecteur de l'enseignement primaire ;
Quatorze professeurs de musique ;
Deux professeurs de chant ;
Quatre professeurs de dessin et de peinture.

La présence d'une garnison importante contribue à la prospérité de Lunéville et à son renom de cité cavalière. Moins nombreuse qu'avant la guerre où elle comptait une division de cavalerie, soit quatre régiments avec l'artillerie divisionnaire, et un bataillon de chasseurs à pied, elle comprend aujourd'hui deux régiments de Dragons de la deuxième Division de Cavalerie (8^e et 31^e Régiments de Dragons), avec l'artillerie divisionnaire (73^e Régiment d'Artillerie à cheval), le 3^e Bataillon de Dragons portés et le 508^e Régiment de Chars de Combat, ce qui représentait un effectif de 2.482 hommes au recensement de 1936. Il s'est élevé depuis cette époque.

Les bureaux des divers services de l'armée emploient quelques civils, agents militaires et ouvriers.

Plusieurs journaux sont rédigés et imprimés à Lunéville : journaux d'information locale : *Le Journal de Lunéville*, hebdomadaire, et *l'Indépendant*, bi-hebdomadaire, ou organes corporatifs : *La Lorraine Agricole*, le *Moniteur de la Fédération des Commerçants de l'Arrondissement de Lunéville*. D'autres, comme les Bulletins paroissiaux, le *Bulletin de l'Association des Familles Nombreuses de l'Arrondisse-*

ment ou celui de l'*Union Sportive Lunévilloise* paraissent plus rarement, une fois par mois ou tous les trois mois. Depuis plus ou moins longtemps, les uns et les autres reflètent les principaux événements de la vie à Lunéville et l'activité déployée par ses habitants.

IV

L'AGRICULTURE

Les organisations agricoles. — Les agriculteurs et les jardiniers-maraîchers. — La surface cultivée. — Les animaux. — Leurs maladies.

Lunéville, centre agricole de son arrondissement, est le siège d'un certain nombre de sociétés formées par les cultivateurs et les éleveurs pour la défense de leurs intérêts et l'amélioration de leurs exploitations. Ce sont :

Le Comice agricole de Lunéville;

Le Syndicat agricole de Lunéville;

La Coopérative « la Lorraine agricole »;

La Caisse de Crédit agricole;

Le Syndicat d'Elevage du Cheval de trait ardennais;

La Caisse d'assurance mutuelle contre la mortalité des étalons;

Le Syndicat d'Elevage bovin, ovin et porcin;

La Caisse d'Assurance mutuelle contre la mortalité des taureaux;

La Mutualité Agricole Incendies de l'Est;

La Caisse Locale d'Assurances mutuelles agricoles contre les accidents de Lunéville et banlieue.

L'élevage du cheval est favorisé par la station que le dépôt d'étalons de Rosières-aux-Salines entretient à Lunéville. Grâce aux conseils et aux exemples donnés par les chefs de l'agriculture de la région lunévilloise, le cheval menu, dit lorrain, et la vache de petite taille sont remplacés, le premier, par un produit issu de la race ardennaise, et la seconde, par des sujets descendant des races suisses.

Un journal hebdomadaire agricole rédigé à Lunéville, « La Lorraine agricole », répand ses informations parmi 3.200 abonnés.

Sept agriculteurs exploitent des fermes sur le territoire même de la ville, mais ce sont surtout les jardins maraîchers qui constituent la source de sa richesse agricole. Quelques-uns s'étagent sur les pentes de Méhon et de Frescati ; la plupart trouvent sur les bords mêmes de la Meurthe et de la Vezouze des alluvions fertiles, où le labeur acharné et patient de soixante et onze jardiniers-maraîchers produit des légumes et des fruits savoureux, qui alimentent la ville ou sont expédiés vers d'autres marchés.

Pour achever le tableau des ressources agricoles de Lunéville, il faut encore mentionner les nombreux jardins mis par les usines à la disposition de leurs ouvriers et les jardins attenants aux habitations à bon marché.

Les champs cultivés par les fermes, les jardins-maraîchers et les jardins ouvriers recouvrent à Lunéville une surface de 413 hectares, à côté des 147 hec-

tares de prés, formés de trèfle, de luzerne et surtout de prairies naturelles. L'extension de Lunéville depuis soixante années a considérablement réduit la surface cultivée qui comprenait, en 1836, 750 ha. de terres arables; 341 ha. de prés; 103 ha. de jardins et 189 ha. de vergers et de superbes houblonnières.

Le recensement des animaux, en 1936, a donné les chiffres suivants:

- 145 chevaux;
- 5 taureaux;
- 121 vaches;
- 495 animaux de l'espèce ovine;
- 439 animaux de l'espèce porcine;
- 998 chiens.

Les animaux de basse-cour et les lapins ne sont pas l'objet de statistiques. Pour de nombreux ménages, leur élevage constitue une ressource appréciable.

Le bétail est réparti dans les fermes et les maisons d'élevage de la périphérie de la ville. Il est sujet à de nombreuses maladies.

Trois affections se rencontrent fréquemment chez les bovidés:

La tuberculose frappe un grand nombre de vaches. Les étables sont fréquentes où on peut trouver un ou deux animaux qui présentent une cuti-réaction positive à la tuberculine.

La fièvre aphteuse a fait son apparition à maintes reprises sur le territoire de Lunéville. Des arrêtés

municipaux sont pris aussitôt pour circonscrire son extension, en interdisant la circulation des animaux dans les quartiers infectés. Les épidémies les plus récentes ont éclaté en 1932 et 1934.

La brucellose bovine est extrêmement fréquente. Comme sa déclaration n'est pas obligatoire, il est difficile de délimiter ses foyers. Un grand nombre d'étables sont frappées par l'avortement épizootique.

La typho-anémie infectieuse du cheval dont on observait de nombreux cas depuis longtemps est actuellement en régression.

Le tétanos se manifeste fréquemment dans certains élevages voisins de Lunéville. Il apparaît chez les chevaux, à l'occasion de plaies minimes, ou encore chez les jeunes taureaux, à la suite de la castration. Sur le territoire même de la ville, la toxi-infection tétanique n'est pas rare chez les chevaux des jardiniers. Les chevaux des services municipaux et ceux d'un certain nombre d'agriculteurs sont vaccinés par l'anatoxine tétanique.

Les porcs sont parfois décimés par des maladies très contagieuses comme la peste porcine qui a éclaté dans un élevage proche de Lunéville, à Chanteheux, en 1936, ou la pneumo-entérite qui sévit à Lunéville, cette même année.

Le charbon est rare dans l'arrondissement de Lunéville. A Fraimbois, cependant, la fièvre charbonneuse s'est manifestée en 1930. Un vétérinaire de la ville y contracta l'infection.

La mélitococcie a fait son apparition en 1935 dans les troupeaux de moutons de Flin et de Remenoville. De nombreux habitants ont été contaminés.

Un certain nombre de ces infections sont transmissibles à l'homme. D'autres rendent nocives pour l'homme les viandes des animaux qu'elles frappent. Il faut donc apporter une attention particulière à l'hygiène des animaux. Elle dépend de l'hygiène des étables et des écuries et de l'hygiène de leurs propriétaires. L'une et l'autre sont loin d'être des modèles parfaits. Les assemblées agricoles de Lunéville s'efforcent d'en répandre les principes parmi les agriculteurs de l'arrondissement.

LE COMMERCE

La plupart des quartiers de Lunéville offrent aux besoins de leurs habitants les maisons de commerce et les magasins nécessaires. On en compte au total 790. Ils sont particulièrement nombreux au centre de la ville, le long des voies qui entourent l'église Saint-Jacques. Nous les avons ordonnés ci-dessous :

Alimentation :

- 124 aubergistes ;
- 28 cafés, brasseries, hôtels, restaurants ;
- 3 fabricants de limonade gazeuse ;
- 9 entrepositaires de bière ;
- 3 marchands de houblon ;
- 8 marchands de vins en gros et de liqueurs ;
- 2 tonneliers ;
- 2 distillateurs ;
- 3 coopératives d'alimentation ;
- 6 marchands de farines, grainetiers ;
- 35 boulangers ;
- 10 pâtisseries et confiseurs ;
- 1 marchand de légumes et de fruits en gros ;
- 37 fruitiers et marchands de légumes au détail ;
- 2 marchands de primeurs ;

- 4 épiciers en gros ;
- 71 épiciers au détail ;
- 2 herboristes ;
- 7 bouchers ;
- 22 bouchers-charcutiers ;
- 10 charcutiers ;
- 3 boucheries chevalines ;
- 7 marchands de bestiaux ;
- 3 tueurs ;
- 3 marchands de marée, huîtres, comestibles, poissons ;
- 7 marchands de fromage ;
- 1 cuisinier ;
- 6 cuisinières.

Bâtiment :

- 7 entrepreneurs de travaux publics ;
- 12 marchands de bois de chauffage et de construction ;
- 12 charpentiers-menuisiers ;
- 9 couvreurs, ferblantiers, plombiers, zingueurs ;
- 3 entrepreneurs de plâtrerie ;
- 5 entrepreneurs de serrurerie ;
- 2 tourneurs sur bois ;
- 15 marchands de couleurs et vernis, droguerie, encadrements, papiers peints, peintres décorateurs et en bâtiment ;
- 2 marbriers ;
- 1 entrepreneur de pavage ;
- 1 entrepreneur de vidange.

Objets mobiliers - Instruments agricoles :

- 9 bazars ;
- 21 marchands de meubles, ébénistes, antiquaires, tapissiers ;
- 3 chaisiers-rempailleurs ;
- 1 marchand de boissellerie ;
- 1 matelassier ;

- 3 fabricants de couvertures piquées ;
- 8 marchands de fourneaux, poêliers, fumistes ;
- 11 quincailliers, marchands d'articles de ménage, de fer et métaux, de machines agricoles ;
- 4 marchands de cristaux, faïence, porcelaine et verrerie ;
- 2 couteliers ;
- 1 graveur sur métaux ;
- 1 laveur de glaces, de devantures ;
- 1 chaudronnier ;
- 3 charrons ;
- 2 maréchaux-ferrants ;
- 4 carrossiers, selliers, bourreliers ;
- 2 sciages mécaniques.

Habillement :

- 3 marchands de blanc et dentelles ;
- 4 dessinateurs en broderie ;
- 4 marchands de perles et de fournitures de broderie ;
- 2 blanchisseurs ;
- 10 repasseuses-blanchisseuses ;
- 4 chemisiers ;
- 6 lingères ;
- 2 corsetières ;
- 33 couturières ;
- 11 tailleurs ;
- 27 marchands de nouveautés, de tissus et de confection ;
- 15 marchands de chaussures ;
- 24 cordonniers ;
- 3 chapeliers ;
- 15 modistes ;
- 2 fourreurs-naturalistes ;
- 5 teinturiers-dégraisseurs ;
- 1 plissage mécanique ;
- 8 merciers-bonnetiers ;
- 28 coiffeurs-parfumeurs ;

- 20 coiffeurs pour dames ;
- 2 établissements de bains ;
- 1 bandagiste.

Divers ;

- 6 librairies-papeteries ;
- 4 imprimeurs ;
- 3 marchands de papiers d'emballage ;
- 3 marchands d'instruments de musique ;
- 1 accordeur de pianos ;
- 8 horlogers-bijoutiers ;
- 3 marchands d'appareils photographiques ;
- 5 photographes ;
- 2 marchands d'articles religieux ;
- 4 marchands de couronnes funéraires ;
- 8 marchands d'articles de pêche ;
- 1 armurier ;
- 16 débits de tabac ;
- 12 marchands de fleurs, horticulteurs, paysagistes ;
- 14 marchands de cycles et de machines à coudre ;
- 9 garagistes ;
- 5 loueurs de voitures ;
- 2 camionneurs ;
- 3 entrepreneurs de transports ;
- 1 marchand de chiffons, métaux et peaux ;
- 2 marchands de fourrages ;
- 6 marchands de biens ;
- 2 comptables.

Les échanges commerciaux sont particulièrement actifs à l'occasion des marchés. Le marché de denrées alimentaires et le marché des colporteurs se tiennent chaque semaine le mercredi et le dimanche sur la place

Saint-Jacques, la place Saint-Remy et les rues voisines; le vendredi, le marché des denrées alimentaires a lieu sur la place Léopold, le marché des colporteurs sur la place Saint-Jacques, et un marché aux petits porcs s'établit place du Rempart.

VI

LA PROTECTION DE LA SANTÉ DU TRAVAILLEUR DANS LES DIVERSES INDUSTRIES LUNÉVILLOISES

Etant donné le nombre élevé des habitants de Lunéville que nourrit l'industrie, on ne s'étonnera pas de l'importance que nous avons donnée à ce chapitre. Les efforts soutenus par les chefs d'industrie pour protéger la santé de leurs ouvriers et l'aide que leur a apportée la municipalité depuis le début de la crise économique actuelle ont fourni une matière abondante à nos recherches.

Nous passerons d'abord successivement en revue les divers établissements industriels de Lunéville, en examinant les répercussions de la crise économique sur le nombre de leurs ouvriers. Nous nous arrêterons ensuite au chômage, qui sévit avec une intensité particulièrement marquée à Lunéville (la ville compte les $\frac{2}{5}$ ° du nombre total des chômeurs du département de Meurthe-et-Moselle) et nous ferons le tableau des moyens mis en œuvre pour venir en aide aux chômeurs.

Nous étudierons ensuite le travail de nuit dans les industries lunévilloises, le travail des enfants, et surtout le travail des femmes. Un rappel des principales lois qui assurent la protection des travailleurs en France terminera la première partie de ce chapitre.

La seconde partie concernera l'hygiène générale des établissements industriels, leur aération, leur éclairage, leurs moyens de chauffage, leur entretien général, leurs dépendances.

Dans une troisième partie, nous étudierons plus spécialement l'hygiène professionnelle dans les diverses industries lunévilloises et les divers perfectionnements qui ont été apportés aux ateliers et à l'outillage pour mieux assurer la protection de la santé des ouvriers.

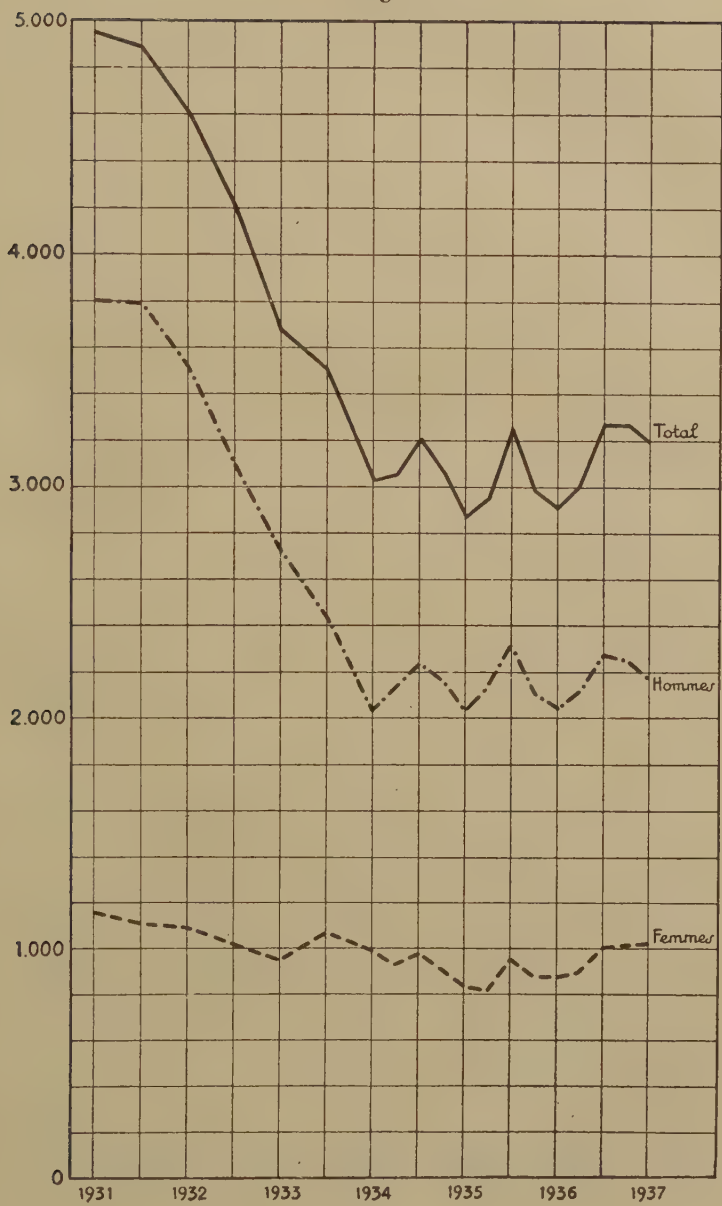
A. — L'activité des industries lunévilloises
Les répercussions de la crise économique actuelle

Les diverses industries lunévilloises. — Les variations dans l'effectif de leurs ouvriers au cours des années précédentes. — Les industries disparues depuis le début de la crise économique. — Le nombre des chômeurs. — Les secours alloués aux chômeurs. — Les répercussions matérielles et morales du chômage.

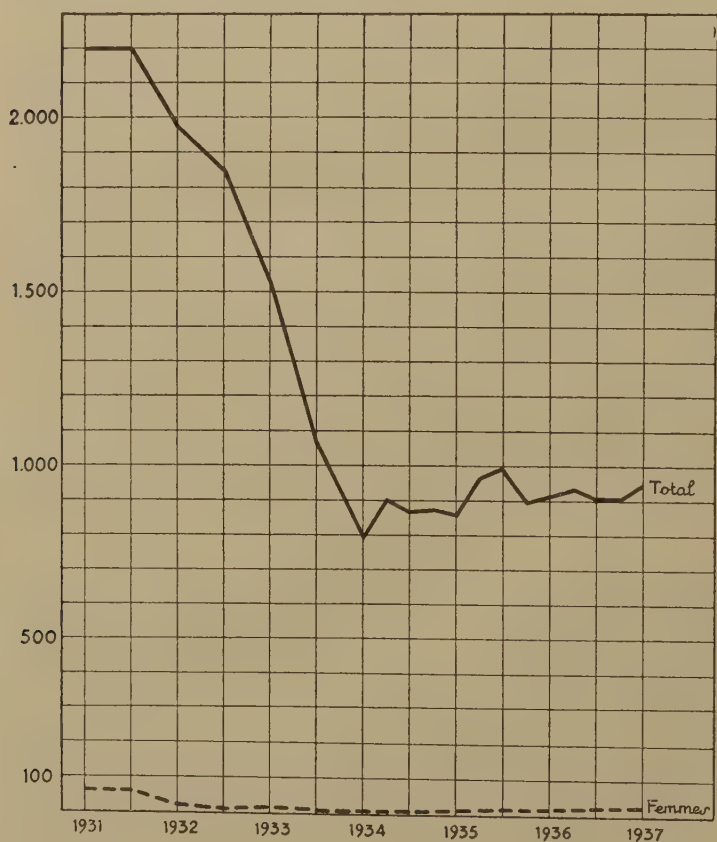
Le travail de nuit. — Le travail des enfants. — Le travail des femmes. — Le code du travail. — La loi de quarante heures. — Les congés payés.

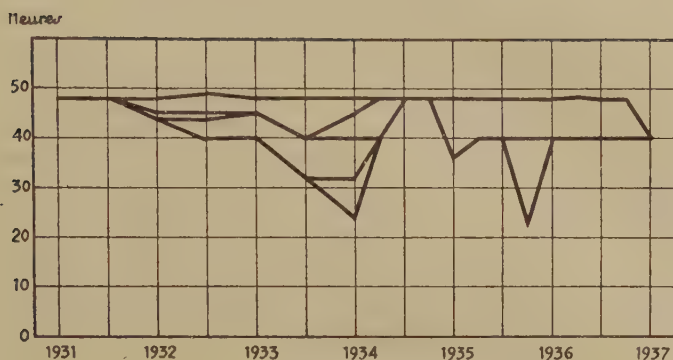
L'industrie avait pris une rapide extension à Lunéville après 1870. Les nombreuses usines qui s'y installèrent alors bénéficièrent d'une longue période de prospérité qui durait encore il y a quelques années. La crise économique n'a commencé à sévir durement à Lunéville qu'au début de 1932. Depuis cette époque, la plupart des usines ont dû diminuer le nombre de leurs ouvriers et des heures durant lesquelles ils travaillent. Quelques-unes ont même été obligées de suspendre complètement leur activité et de fermer leurs portes.

Le nombre total des ouvriers des principales usines et manufactures est passé de 4.092 (3.803 hommes et 1.149 femmes) le 8 janvier 1931 à 3.187 (2.173 hommes et 1.014 femmes), le 23 janvier 1937, après avoir atteint un minimum de 2.871 (2.035 hommes et 836 femmes) le 23 janvier 1935. Le tableau ci-dessous montre ces variations :



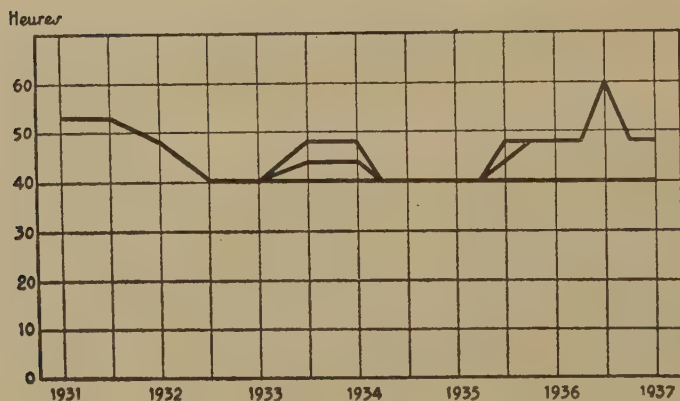
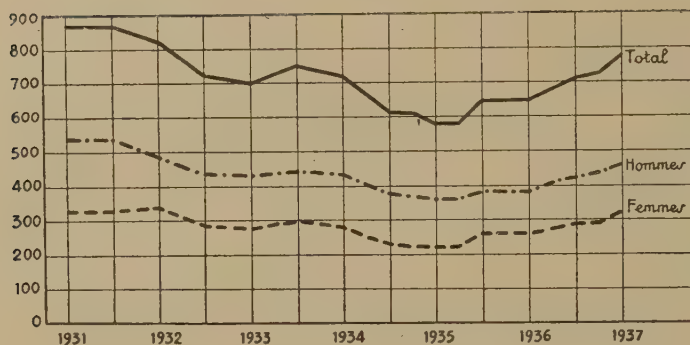
La plus importante de ces industries, l'*Usine de Wagons* de la Société Lorraine des Anciens Etablissements de Diétrich occupait en 1931 2.200 ouvriers (2.141 hommes et 59 femmes), qui travaillaient 48 heures par semaine. L'effectif tomba à 789 (782 hommes et 7 femmes), le 23 janvier 1934. Il est actuellement de 976 (953 hommes et 23 femmes), qui travaillent 40 heures par semaine.





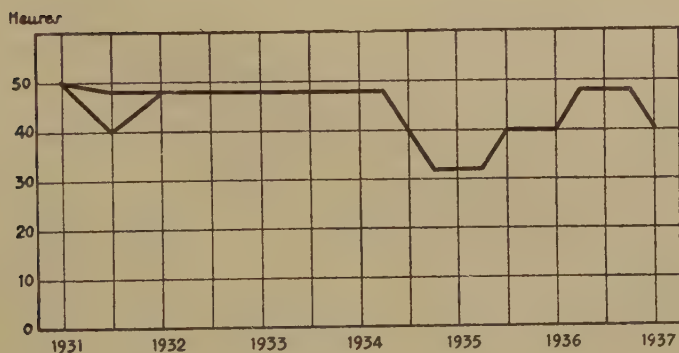
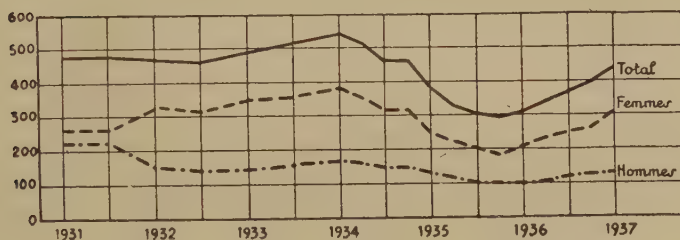
Les *Etablissements Roch* qui sont annexés à l'Usine des Wagons fabriquent des instruments de précision, tels les pieds à coulisse. Ils font exception au marasme général des affaires puisqu'ils emploient 56 ouvriers (51 hommes et 5 femmes) pendant 40 heures chaque semaine, au lieu de 45 (34 hommes et 11 femmes), pendant 48 heures en 1931. Ils ont subi cependant une période critique avec un minimum de 30 ouvriers (26 hommes et 4 femmes), le 8 janvier 1933.

Les produits artistiques de la *Faïencerie* sont universellement recherchés. Elle est la plus ancienne industrie lunévilloise. Pendant la période 1931-1937, elle a perdu 83 ouvriers : actuellement 784 (463 hommes et 320 femmes) au lieu de 867 (535 hommes et 332 femmes). L'effectif le plus bas a été de 574 (357 hommes et 217 femmes) le 23 janvier 1935. La durée hebdomadaire du travail est passée de 53 heures à 40 heures.

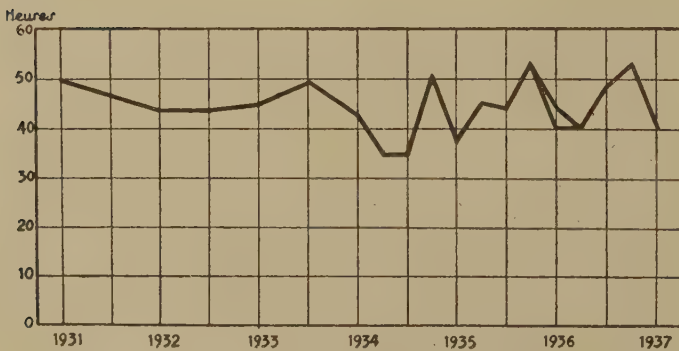
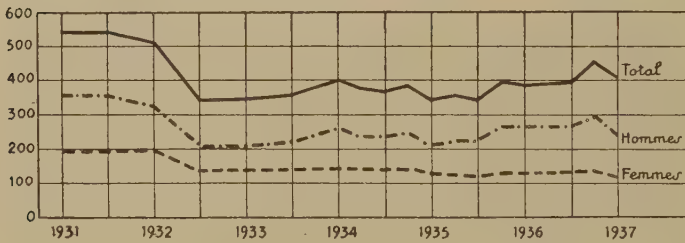


L'usine des *Filatures de l'Est* est, après la Faïencerie, celle des industries lunévilloises qui emploie le plus grand nombre d'ouvrières. Depuis la crise, elles sont devenues plus de deux fois plus nombreuses que les ouvriers. L'effectif actuel de 435 comprend 131 hommes et 304 femmes au lieu de 218 hommes et 259 femmes en 1931. Le minimum a été de 293 (105 hommes et 188 femmes) le 23 octobre 1935. L'améliora-

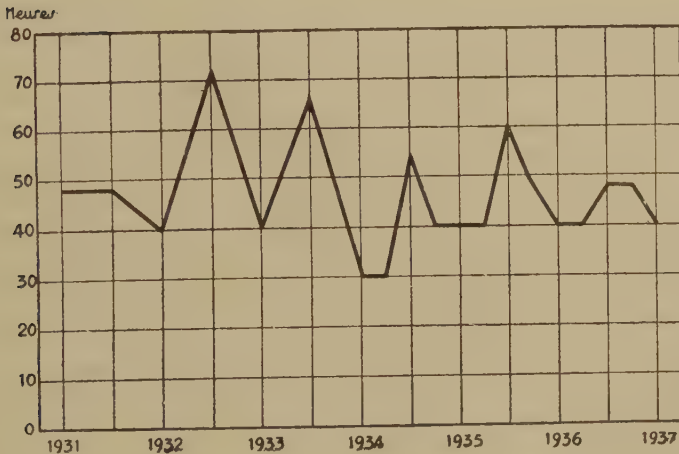
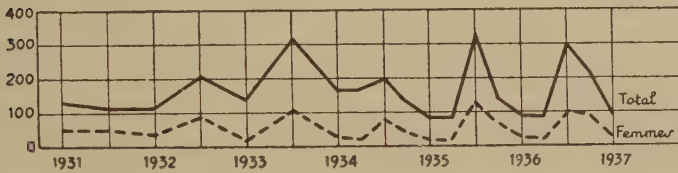
tion qui s'est manifestée dans l'industrie du textile avait permis d'élever à nouveau à 48 heures le nombre d'heures de travail par semaine. L'application des récentes lois du travail les ont ramenées à 40 heures. La Société des Filatures de l'Est a construit récemment un tissage. Son achèvement a coïncidé avec le début de la crise qui ne lui a pas encore permis de travailler à plein rendement.



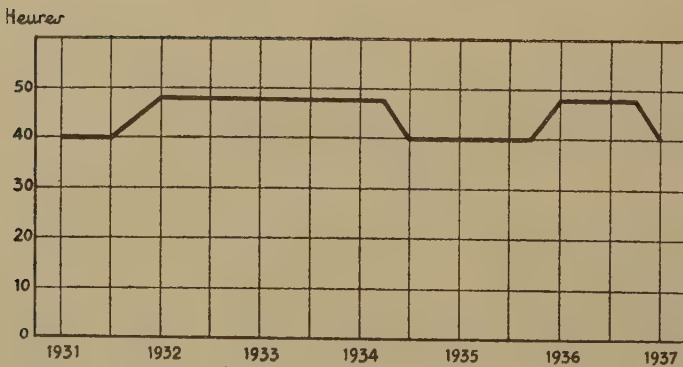
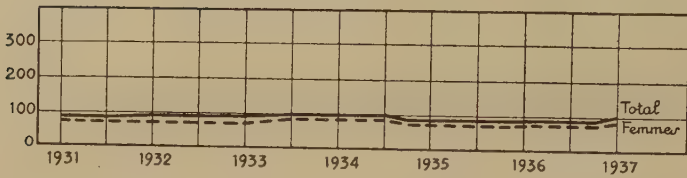
Les *Etablissements Villard et Weill* emploient à la fabrication des jouets, 343 ouvriers (230 hommes et 113 femmes) au lieu de 542 (350 hommes et 192 femmes) en 1931. L'effectif minimum a été de 341 (212 hommes et 129 femmes) le 23 janvier 1936. La durée du travail hebdomadaire s'était abaissée de 49 h. 1/2 à 34 h. 1/2; elle s'est élevée ensuite pour atteindre 53 heures en octobre 1936, 40 heures en janvier 1937. Comme la vente des jouets est soumise à des variations saisonnières, le nombre des ouvriers et celui des heures de travail sont également variables suivant les époques de l'année.



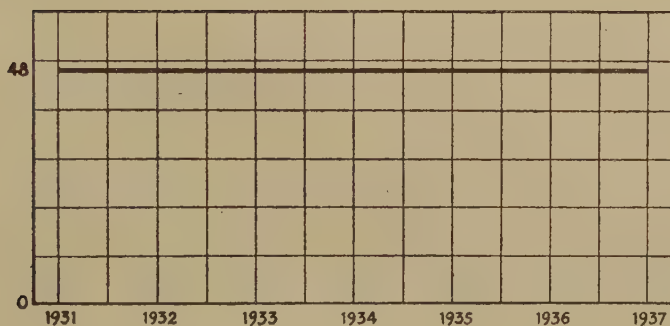
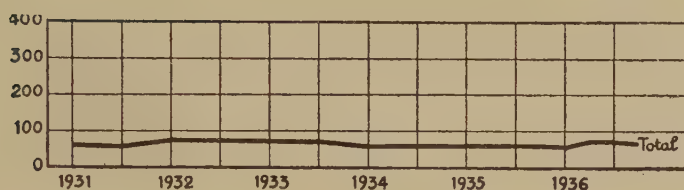
L'activité de la *Fabrique de Conserve* subit des variations encore plus marquées, puisqu'elle ne dépend pas seulement de la saison mais encore de l'abondance des récoltes. Elle passe chaque année par un maximum au moment de la maturité des légumes (petits pois surtout) et des fruits. Le 23 juillet 1936, elle comptait 297 ouvriers (202 hommes et 95 femmes) au lieu de 112 (64 hommes et 48 femmes) le 23 juillet 1931. Le 23 janvier 1937, le chiffre s'est abaissé à 85 (63 hommes et 22 femmes). La durée du travail hebdomadaire varie suivant les saisons. En hiver, 40 heures. En été, jusqu'à 60 ou 70 heures.



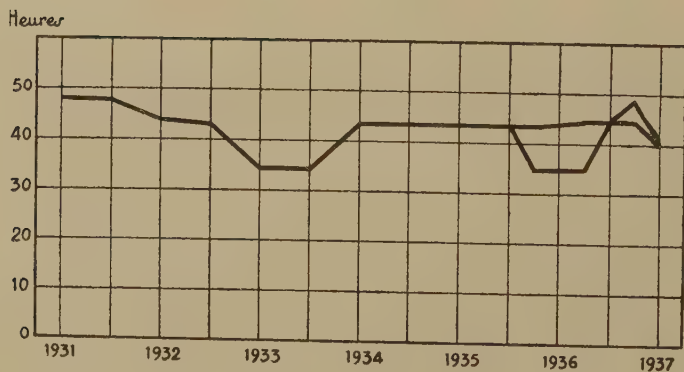
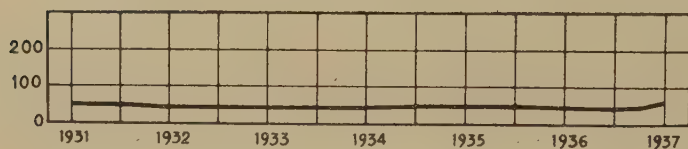
Pendant ces six dernières années, le *Tissage Stahl* a maintenu au même chiffre le nombre de ses ouvriers. Actuellement, 99 ouvriers (19 hommes et 80 femmes) travaillent au tissage 40 heures par semaine.



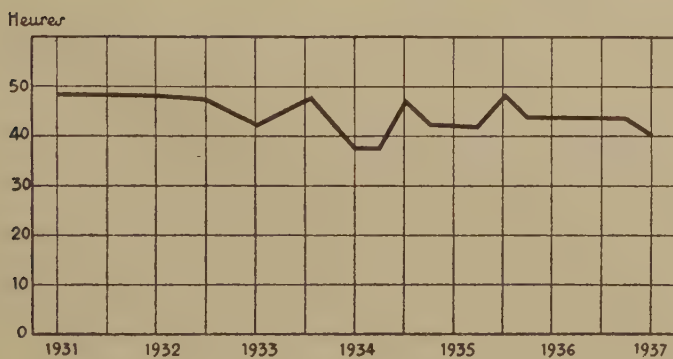
Le personnel de l'*Usine à Gaz* s'est accru depuis 1931 : 69 ouvriers (64 hommes et 5 femmes) au lieu de 60 (55 hommes et 5 femmes). La durée du travail est restée fixée depuis 1931 à 48 heures par semaine.



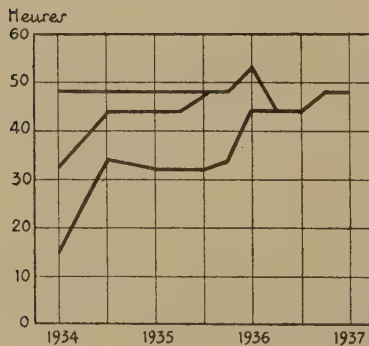
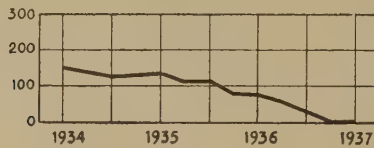
La *Fabrique de Bascules* emploie rarement des femmes. En 1931, 53 hommes travaillaient 48 heures par semaine; en 1937, la durée du travail des 49 ouvriers est fixée à 40 heures par semaine.



Les *Ateliers de Constructions Métalliques Chollet-Lefèvre et C^{ie}* ont restreint de 57 (49 hommes et 8 femmes) à 41 (39 hommes et 2 femmes) le nombre de leurs ouvriers et de 48 à 40 le nombre des heures de travail au cours d'une semaine.

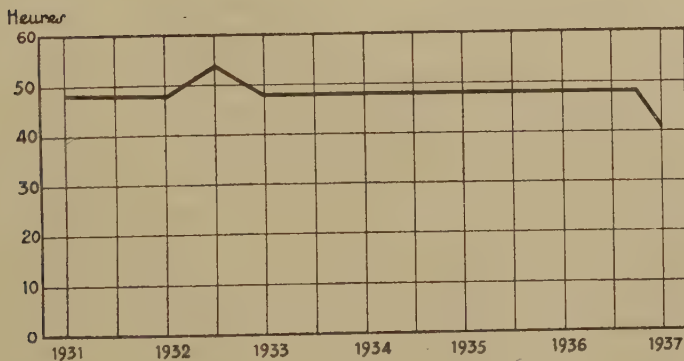
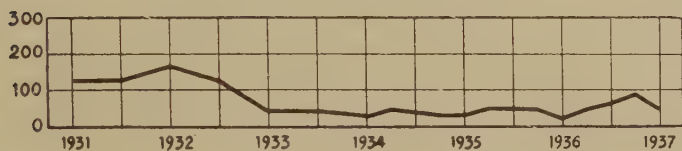


La *Société Strasbourgeoise de Constructions Mécaniques*, établie à Chaufontaine, sur le territoire de Rehainviller, non loin de Lunéville, vit des heures difficiles depuis une année. Un grand nombre de ses ouvriers résidait à Lunéville. De janvier 1934 à janvier 1936, leur effectif s'est abaissé de 147 à 79 et le travail hebdomadaire de 48 à 44 heures. Le 23 janvier 1937, ils n'étaient plus que quatre.

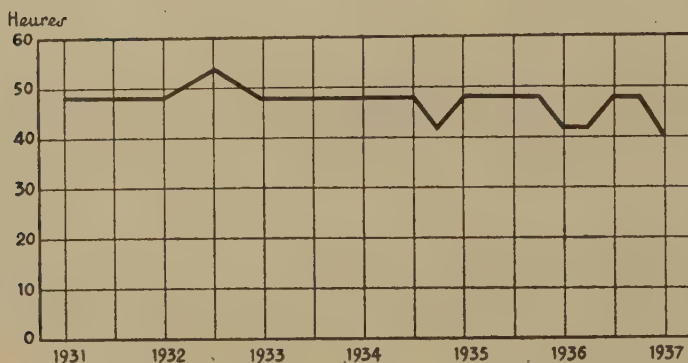
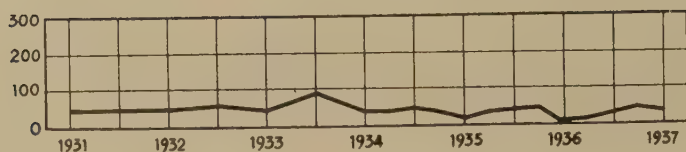


Les deux principaux *entrepreneurs de travaux* ont dû réduire leur activité: au cours de l'hiver 1935-36, 23 ouvriers au lieu de 125 en 1931 travaillaient à l'entreprise Masson, 48 heures par semaine; à l'entreprise Cruchant, la durée du travail, autrefois 48 heures par semaine pour les 44 ouvriers, avait été réduite à 42 heures pour les ouvriers embauchés. Une amélioration sensible s'est manifestée dans la situation de ces entreprises qui employaient, le 23 octobre 1936, l'une 89, l'autre 48 ouvriers, 48 heures par semaine, et le 23 janvier 1937 l'une 48, l'autre 32 ouvriers, 40 heures par semaine.

ENTREPRISE MASSON



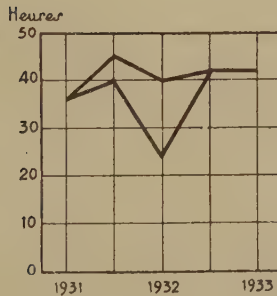
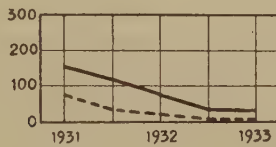
ENTREPRISE CRUCHANT



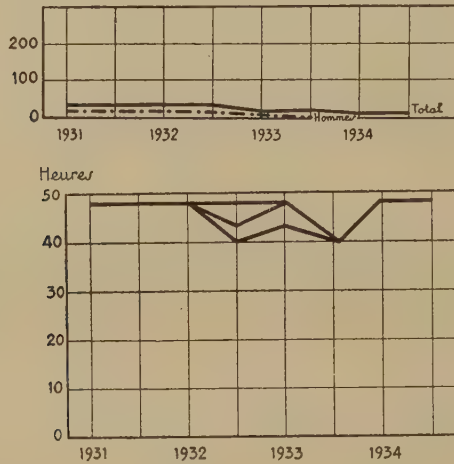
La *Fabrique de Bretelles Butterfly* n'a pas été obligée de ralentir sa production. Elle continue à travailler 48 heures par semaine, et à employer 13 ouvrières.

Enfin, il existe quelques fabriques qui n'emploient qu'un petit nombre d'ouvriers : fabrique de cartes à jouer, fabrique de limes ; fabrique de vannerie et de boissellerie ; fabrique de brosses ; fabrique de bonnetterie, ficellerie et corderie ; fabrique de meubles ; manufacture de molletières et de guêtres ; ateliers de construction en chaudronnerie.

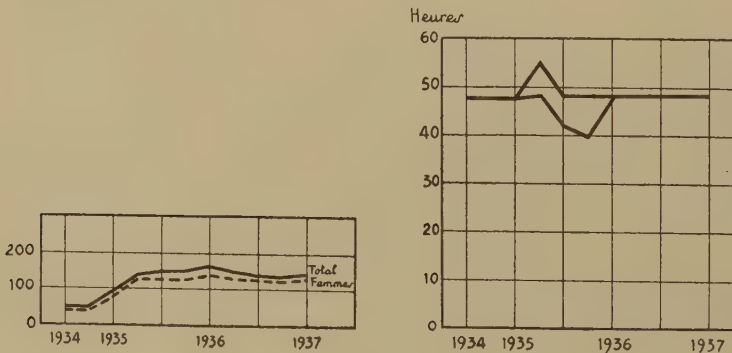
Toutes ces industries n'ont pu résister au bouleversement économique qu'au prix des strictes économies qui ont été réalisées et grâce aux efforts de chefs avisés qui ont su adapter la production aux goûts actuels et lui assurer des débouchés. Ni les unes, ni les autres n'ont suffi au maintien de quelques usines lunévilloises. Ainsi, la féculerie-fabrique de colle a été fermée il y a quelques années; plus récemment, la verrerie artistique Muller a dû suspendre son activité. La *Tannerie Worms* qui comptait, en 1931, 155 ouvriers (80 hommes et 75 femmes) a été fermée le 10 avril 1933.



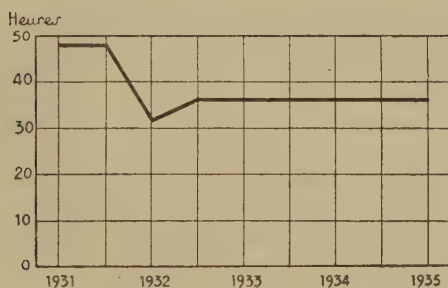
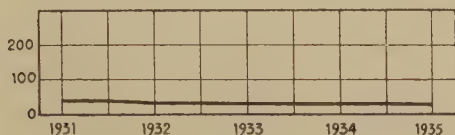
En juillet 1934, la *Ganterie Worms* a licencié à son tour ses ouvriers (15 hommes et 25 femmes en 1932).



Le Moulin Burtin où la ganterie avait succédé à une fabrique de verres de montres a été ensuite occupé par une *Manufacture de Lingerie* qui emploie actuellement 16 ouvriers et 127 ouvrières 48 heures par semaine.



Le *Tricotage Stahl* a été fermé le 1^{er} avril 1935. Il fournissait, en 1931, du travail à 37 ouvrières et 1 ouvrier.



La *Société Fulor* (fabrique de fûts et bidons métalliques) ne travaille plus depuis le mois d'octobre 1934; elle avait compté en 1934, 57 ouvriers (44 hommes et 13 femmes). Les *Ateliers de Construction de béton cellulaire* Chollet- Lefèvre sont fermés depuis le 19 mars 1935, 20 ouvriers (9 hommes et 11 femmes) y travaillaient.

La *broderie perlée* et la *broderie sur tulle* (point de Lunéville) connurent après la guerre une grande prospérité. Une école d'apprentissage de la broderie fut créée pour développer et diriger le goût naturel des nombreuses ouvrières de Lunéville et des villages

de l'arrondissement. La mode a changé. Les commandes sont devenues rares. On comptait en 1928 soixante-huit fabricants de broderie perlée. Il n'en reste plus aujourd'hui que six, qui emploient cent-quinze ouvrières.

La plupart des industries lunévilloises requièrent le goût de leurs ouvriers. L'ajusteur et le peintre qui finissent un wagon, le faïencier qui décore des assiettes aux coloris délicats, l'ouvrier en jouets qui donne une forme tangible à tant de rêves d'enfants, la brodeuse qui jette sur le tulle des arabesques légères, l'ébéniste qui construit un beau meuble trouvent dans leur tâche quotidienne la joie que procure le sentiment du travail bien fait. Ils peuvent développer leur sens esthétique, source de bonheur que tue le machinisme moderne par la répétition indéfinie du même geste, à chaque jour de l'existence de l'ouvrier. Ils sont encore de véritables artisans, qui aiment le métier dans lequel ils excellent.

LE CHÔMAGE

La crise économique actuelle a retenti gravement sur le travail des ouvriers lunévillois. Leur effectif s'est abaissé de 22,2 % de janvier 1931 à janvier 1937 (perte maximum: 29,9 % en janvier 1935).

Le nombre des ouvrières n'a pas beaucoup diminué pendant cette période. Il s'est abaissé seulement de 11,8 % (perte maximum: 27,3 %). Le nombre des ouvriers, au contraire, a subi une perte de 42,9 % depuis 1931 (perte maximum: 46,5 %).

Après les usines qui ont été obligées de fermer leurs portes, l'usine la plus touchée a été la plus importante de toutes, celle de la Société Lorraine des Anciens Etablissements de Diétrich, dont l'effectif a dû être réduit de plus de moitié.

Pour venir en aide aux ouvriers si nombreux mis ainsi en chômage, la Ville a entrepris d'une part une suite de grands travaux (voirie, voie de détournement pour la circulation des véhicules lourds, stade...), et a créé, d'autre part, une Caisse de chômage, ouverte le 19 décembre 1932. Le nombre des chômeurs auxquels elle a versé des allocations s'est élevé rapidement: 40 au cours de la première semaine, 570 par semaine à la fin de 1935, 747 au cours de la dernière semaine de 1934, 793 à la fin de 1935. Au mois de mai 1936, 736 chômeurs bénéficiaient encore chaque semaine des fonds de la caisse. Depuis cette époque, leur nombre s'est progressivement abaissé pour atteindre 617 au début de mars 1937 (1.537 chômeurs dans le département de Meurthe-et-Moselle tout entier, dont 500 à Nancy et 68 à Pont-à-Mousson).

Les allocations de chômage ne peuvent être touchées qu'à partir du dixième jour qui suit la cessation du travail. Pendant ce temps intermédiaire, les familles des chômeurs sont secourues par le Bureau de Bienfaisance. Pour être admis à bénéficier des allocations de chômage, il faut pouvoir justifier d'un minimum de six mois de résidence dans la commune et de six mois de travail dans la même entreprise ou dans plusieurs entreprises.

Jusqu'au 23 septembre 1936, le montant des allocations était de 7 francs pour les hommes et de 4 francs pour les femmes. Un nouveau barème a été appliqué à partir de cette date. Il comprend un taux maximum applicable à ceux qui n'ont pas de ressources et un taux applicable en cas de cumul, c'est-à-dire dans le cas où quelque argent alimente le budget de la famille du chômeur : pension de toute nature ; pension d'invalidité par accident du travail, pension de mutilé de guerre, retraite du combattant, etc... ; ou fruit du travail d'un membre de la famille. Dans ce cas, le chômeur ne reçoit que la différence entre le taux de cumul et le montant de cet argent. Le barème varie suivant le nombre des enfants âgés de moins de 15 ans et ne travaillant pas.

	Taux maximum	Taux de cumul
Célibataire	8 fr.	10 fr.
Ménage de 2 personnes sans enfant....	12 fr. 50	16 fr.
Ménage de 3 personnes dont 1 enfant...	16 fr. 50	21 fr.
Ménage de 4 personnes dont 2 enfants..	20 fr. 50	26 fr.
Ménage de 5 personnes dont 3 enfants..	23 fr.	31 fr.
Ménage de 6 personnes dont 4 enfants..	26 fr.	36 fr.
Ménage de 7 personnes dont 5 enfants..	29 fr.	41 fr.
Ménage ayant plus de 5 enfants.....	29 fr.	41 fr.

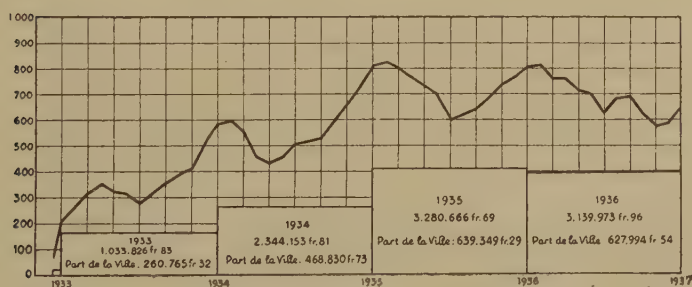
Pour les familles qui comptent plus de 7 personnes, l'allocation s'élève de quatre francs par personne quel qu'en soit le nombre.

La Caisse de Chômage, à ses débuts, ne versait ces allocations aux chômeurs que durant 180 jours par an. Actuellement, les secours sont distribués sans limite de temps.

20 % de ces fonds sont fournis par la Ville. Le reste est à la charge de l'Etat. Ils ont atteint le total énorme de 1.303.826 fr. 83 en 1933; 2.334.153 fr. 81 en 1934; 3.280.666 fr. 69 en 1935; 3.139.973 fr. 96 en 1936.

Du 19 décembre 1932 au 31 janvier 1937, le total des sommes reçues par les chômeurs s'élève à 10.328.603 fr. 07, dont 2.048.936 fr. 20 ont pesé sur les budgets de la Ville.

Le tableau ci-dessous indique le nombre moyen des chômeurs secourus chaque semaine au cours des différents mois de l'année, du 19 décembre 1932 au 31 janvier 1937. Ce nombre varie suivant les saisons, passant par un maximum en janvier et février et un minimum en juillet au cours des trois premières années, suivant une courbe descendante au cours de 1936.



En plus des secours qui leur sont distribués par la mairie et par le bureau de bienfaisance, les familles des chômeurs reçoivent encore l'appui des associations charitables des différents cultes et de tous les organismes qui ont été créés depuis un certain nombre d'années pour aider les familles ouvrières : assurances sociales, encouragement national aux familles nombreuses, primes à la natalité, allocations familiales, loi Strauss, pensions de veuves, de retraités, caisse de secours immédiat de la mairie, pupilles de la nation, assistance aux vieillards, infirmes et incurables, placements par le dispensaire dans les hôpitaux, les sanatoria, les colonies de vacances.

Nous connaissons l'exemple d'une famille de chômeurs, composée du père, de la mère et de trois enfants en bas âge qui reçut au cours d'une année :

Secours de chômage	6.240 fr.
Encouragement national aux familles nombreuses..	120 fr.
Prime d'allaitement	225 fr.
Prime de natalité	350 fr.
Assistance aux femmes en couches	280 fr.
Total	7.215 fr.

Il faut ajouter à ce total au moins 100 francs par mois de bons de lait, de chauffage et d'épicerie.

Si l'on ajoute, en effet, aux secours distribués en espèces, les secours en nature tels que les bons d'ali-

mentation, les vêtements, le bois mort dont la Ville autorise le ramassage dans ses forêts ou les bons de charbon, l'appoint qu'apportent à un certain nombre de familles la culture des jardins ouvriers, la pêche, la récolte des champignons, parfois un petit élevage ou l'exercice de petits métiers accessoires, on conclura que le chômage n'a pas eu, à Lunéville, de répercussions graves sur la vie matérielle de l'ouvrier.

Il a même eu, dans quelques cas particuliers, une influence heureuse en mettant au repos forcé un chef de famille dont la mauvaise santé pâtissait du travail pénible de l'usine.

C'est le cas, par exemple, de cette famille composée du père, de la mère et de neuf enfants dont le père souffrait d'une santé précaire aggravée par les privations que lui imposaient un salaire insuffisant de 590 francs par mois, auxquels s'ajoutaient 200 francs de secours publics. La mise en chômage en 1933 fut largement compensée par les allocations de chômage (625 francs par mois) et par les bons de nourriture, de chauffage, de vêtements distribués par les œuvres publiques ou privées d'assistance aux chômeurs. Les ressources de la famille sont d'autant plus augmentées que le père braconne et pêche. Sa santé et celle des siens s'est améliorée grâce à une alimentation devenue suffisante.

Une pleurésie ancienne avait laissé un autre ouvrier, marié et père d'un enfant, dans un état de santé fragile, auquel ne convenait pas un dur travail

à l'usine. Le chômage est suivi du versement d'une allocation quotidienne de 10 fr. 50. La mère trouve des ménages à faire et gagne 8 à 10 francs par jour tandis que le chômeur s'occupe de la maison, beaucoup mieux que sa femme d'ailleurs, cultive quelques légumes, va à la pêche. La famille a le nécessaire. La santé du père s'améliore.

A côté de ces cas heureux, il en est d'autres où le chômage a des répercussions néfastes sur la santé de la famille de l'ouvrier sans travail, parce que l'argent reçu des caisses de chômage est dépensé sans économie, ou bien parce que la maladie frappe l'un ou l'autre des membres de la famille.

C'est la mère, souvent, qui est la plus touchée, soit qu'elle supporte le plus de privations — et celles-ci sont d'autant plus funestes quand la mère assume les fatigues d'une maternité — soit qu'elle se mette au travail pour soutenir le budget familial. Nous verrons plus loin que cette dernière éventualité est rare à Lunéville: parmi les 138 familles étudiées par le dispensaire, 5,79 % des mères ont dû chercher du travail depuis le début de la crise.

Les répercussions matérielles du chômage sont graves surtout dans les familles où le père est paresseux ou alcoolique, où la mère est négligente et incapable.

Les répercussions morales sont beaucoup plus angoissantes. L'oisiveté forcée dans laquelle le chômage plonge l'ouvrier, lui donne, quand il se prolon-

ge, des habitudes de paresse, d'ivrognerie ou de débauche dont il aura grand mal à se séparer. S'il n'a pas l'amour de la famille, si le désordre d'un logis mal tenu et sans grâce ne l'y retient pas, il devient l'hôte assidu des cabarets où l'attirent de joyeux camarades, mais où il dépense un argent qui aurait tant d'emplois plus nécessaires, tout en ruinant sa santé et aussi celle des siens. Quand il regagne la maison, des scènes de ménage éclatent; elles sont beaucoup plus fréquentes depuis le début de la crise.

La loi si noble de l'échange obligé du travail contre un juste salaire est violée par des distributions de secours en espèces sans la contre-partie de l'effort apporté à les gagner. Comme ils suffisent dans un grand nombre de cas à la subsistance de la famille, comme ils dépassent même parfois le salaire gagné par l'ouvrier quand il travaillait, ils invitent les paresseux à faire de leur état de chômeur une véritable profession et à bien se garder de rechercher un nouvel emploi.

Nous subissons la rançon de la prodigieuse expansion de l'industrie au cours des soixante dernières années. Elle a arraché nombre de familles aux champs qui les nourrissaient depuis des générations pour les grouper autour de l'usine. Elle a multiplié la production par des machines de plus en plus perfectionnées, qui demandaient de moins en moins l'intervention de la main humaine. Elle a trouvé sa limite dans la surproduction, facteur de chômage.

Le nombre des chômeurs qu'a produit la crise actuelle a été trop élevé pour que la municipalité

puisse demander à tous un travail en échange des allocations reçues. La municipalité de 1846-47 avait été plus heureuse, puisqu'elle avait réussi à embaucher la plupart des ouvriers qu'une période difficile laissait dans la misère. Les ateliers de charité établis sur les chemins vicinaux occupèrent jusqu'à 240 ouvriers. La ville était moins importante alors, la crise fut moins longue, la charge moins lourde à supporter. Le conseil municipal vota, à la session de novembre 1846, 5.000 francs pour subvention extraordinaire au Bureau de Bienfaisance et 2.000 francs pour l'établissement des ateliers. Le 26 décembre suivant, un crédit de 4.000 francs fut spécialement affecté à la réduction du prix du pain vendu à la classe ouvrière. Le 16 janvier 1847, les ateliers de charité recevaient en outre 5.000 francs. Ils fonctionnaient encore au mois de mars 1847. Ils avaient coûté à la Ville 10.700 francs. De notables améliorations furent ainsi apportées par leurs équipes d'ouvriers sur les chemins qui aboutissent à Lunéville.

LE TRAVAIL DE NUIT

La plupart des ouvriers de Lunéville accomplissent leur travail pendant la journée. L'application récente de la loi de quarante heures a fixé pour beaucoup l'entrée à l'usine à 6 h. $1/2$, et, après une interruption du travail de 11 h. $1/2$ à 13 h. $1/4$, la sortie à 16 h. $1/4$. Les ouvriers ne travaillent ni le samedi, ni le dimanche.

Ceux qui travaillent pendant la nuit sont très rares. Il n'y a pas à Lunéville d'usines à feu continu. Six à huit hommes chauffent les fours de la faïencerie au moment des cuissons. Deux ou trois surveillent les cornues de l'usine à gaz.

LE TRAVAIL DES ENFANTS

Les enfants qui ont dépassé l'âge scolaire sont employés dans les industries qui demandent de la dextérité et de l'attention sans exiger un long apprentissage, dans les travaux peu difficiles pour lesquels il n'est pas besoin de professionnels nombreux, dans la confection d'articles à bon marché. Ce sont surtout la filature et le tissage d'une part, la fabrique de jouets d'autre part qui utilisent cette main-d'œuvre. La proportion des enfants employés à la faïencerie est moins élevée: ce sont des gamins mouleurs d'assiettes, ou des garçons et des filles qui travaillent à la décoration, à la main ou au pistolet. Le nombre des enfants employés à la fabrication du matériel roulant est très faible. La plupart sont des apprentis, plutôt que des « petites mains ».

Les industries qui donnent du travail à un grand nombre d'enfants sont également celles qui utilisent dans une proportion élevée la main-d'œuvre féminine.

LE TRAVAIL DES FEMMES

Le nombre des ouvrières employées dans les industries lunévilloises s'élevait à 1.014 au dernier recensement du 23 janvier 1937. Il avait diminué de 235

unités depuis le 23 janvier 1932, mais la proportion s'était élevée par rapport au nombre total des ouvriers: 31,8 % au lieu de 24,7 %.

Ces femmes sont employées surtout:

A la Faïencerie: 320 ouvrières (40,8 % de l'effectif de l'usine);

Aux Filatures de l'Est: 304 ouvrières (69,8 %);

A la Manufacture de Jouets: 113 ouvrières (32,9 %);

A la Fabrique de Conserves: 22 ouvrières (25,8 %);

Au Tissage Stahl: 80 ouvrières (80,8 %);

A la Manufacture de Lingerie: 127 ouvrières (88,8 %);

A la Fabrique de Bretelles qui emploie 13 ouvrières.

C'est-à-dire dans toutes les industries auxquelles la femme est mieux adaptée que l'homme.

Certaines usines, aujourd'hui fermées, employaient, au temps de leur activité, un certain nombre de femmes: tels la Ganterie Worms (20 à 25 ouvrières) et le Tricotage Stahl (25 à 35 ouvrières).

A côté de ces femmes, ouvrières dans les usines lunévilloises, quelques-unes travaillent dans les usines de Blainville, de Dombasle ou de Nancy, et un grand nombre sont employées dans les maisons de commerce de Lunéville.

Il en est d'autres qui se placent comme femmes de ménage. Il en est encore qui travaillent au moment des récoltes des champs ou des houblonnières. Ces

travaux quotidiens de ménage ou ces travaux périodiques de la campagne n'exigent pas de la femme une absence aussi longue du logis que les travaux de l'usine.

Enfin, un grand nombre de femmes travaillent à domicile. Malheureusement, l'argent ainsi gagné est trop souvent infime et la crise économique a supprimé bien des débouchés à cette forme de travail qui a l'avantage essentiel de garder la femme au foyer et de ne pas l'éloigner de ce rôle de ménagère qui est indispensable à la vie normale de la famille. L'adresse et le goût des femmes de la région lunévilloise triomphait dans la lingerie et la broderie. Les caprices de la mode et la copie de nos modèles à l'étranger ont anéanti une industrie naguère florissante, qui envoyait au loin des chefs-d'œuvre de broderie au point de Lunéville et de broderie perlée. En 1929, l'arrondissement comptait 136 maisons de broderie qui employaient 2.200 ouvrières à domicile. Quatre années plus tard, il n'en subsistait plus que 40 avec 390 ouvrières.

Pour certaines femmes, le travail à l'usine mieux rémunéré est une nécessité vitale. Ce sont les aînées de familles nombreuses qui vont travailler dès l'âge de quatorze ans; ce sont les femmes mariées dont le mari gagne un salaire insuffisant, celles dont le mari est malade; les veuves, les femmes abandonnées; plus rarement, les mères de famille qui ont plusieurs enfants.

Celles dont le mari est laborieux et qui savent compter restent chez elles. Par un instinct affermi par l'éducation qu'elles ont reçue, elles connaissent la gloire d'un logis étincelant de propreté, d'enfants bien tenus, dont les vêtements témoignent dans leurs plus infimes détails des soins incessants de la mère, d'une cuisine saine, préparée à temps opportun, de la gaieté du foyer qui retient dans la chaude ambiance familiale le père et les enfants, des économies qui rendent l'avenir moins redoutable.

L'effort perpétuel du dévouement de la mère à la maison dans ce souci de la perfection est moins fréquent aujourd'hui qu'autrefois. Combien de ménages n'ont pas ce rayonnement que l'amour de la mère sait créer autour d'elle ! Souvent l'éducation n'a pas su développer cette vocation si naturelle à la femme. Certaines recherchent du travail quand des ressources suffisantes leur permettraient de s'occuper seulement des soins du logis. Ainsi les jeunes filles qui n'ont pas le goût du travail ménager dont personne ne leur a appris la valeur s'ennuient chez elles. Le gain facile de l'usine où le travail est moins austère leur fait mépriser cuisine et ravaudage. D'autres femmes, mariées, sans enfants, travaillent plus par goût que par nécessité.

La crise économique n'a pas eu de répercussions importantes sur le travail des femmes à Lunéville. Les secours distribués largement aux familles des chômeurs ne les ont obligées que rarement à suppléer au salaire diminué ou absent des chefs de famille.

Sur les 138 familles étudiées par le bureau social du dispensaire de Lunéville, 36 mères de famille travaillaient avant la crise. 3 ont été mises en chômage total. 8 ont dû chercher du travail depuis le début de la crise : 4 sont femmes de ménage, 2 travaillent à domicile, 2 autres à l'atelier ou à l'usine. Les 44 mères de famille qui travaillent représentent 31 % du total étudié. La quantité imputable à la crise est de 5,79 %.

Si les nouvelles lois ouvrières risquent de bouleverser l'économie du pays en réduisant d'un sixième la durée du travail, elles auront du moins l'effet heureux d'éloigner moins longtemps de leur logis les femmes qui travaillent.

LE CODE DU TRAVAIL

Le développement de l'industrie s'est accompagné de l'élaboration d'une succession de lois destinées à protéger la vie et le travail de l'ouvrier. Leur réunion forme aujourd'hui le Code du Travail.

Les industriels lunévillois ont souvent précédé les intentions du législateur en créant pour leurs ouvriers une suite magnifique d'œuvres sociales, dont certaines ont disparu pour laisser libre jeu à la loi et que nous retrouverons dans un chapitre ultérieur.

Une des premières lois ouvrières édictées en France depuis la naissance de la grande industrie date de 1841. Elle prohibe le travail des enfants au-dessous de 8 ans. Les lois qui lui ont succédé concernent :

Tantôt encore l'âge des enfants employés dans l'industrie (l'âge minimum a été porté à 13 ans, puis, à la suite de la récente loi scolaire, à 14 ans);

Tantôt la durée du travail : loi du 9 septembre 1848, qui a limité la journée de travail à 12 heures; loi du 3 mars 1900, qui fixe à 10 heures, repos compris, la durée maxima du travail des femmes et des enfants; loi du 13 juillet 1906, qui prescrit le repos hebdomadaire; loi de huit heures, du 13 avril 1919;

Tantôt l'hygiène et la sécurité du travail : loi de 1874, qui crée le corps de l'inspection du travail et toute la série des règlements d'administration publique qui ont précédé ou suivi la loi du 19 décembre 1917 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Tantôt la liberté d'association : loi Waldeck-Rousseau, du 21 mars 1884, complétée par la loi du 12 mars 1920, accordant le droit d'association aux syndicats professionnels.

A côté de ces lois, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail est surtout une loi de réparation pécuniaire, plutôt qu'une loi de protection. La loi du 25 octobre 1919 en a étendu le bénéfice aux maladies professionnelles.

Un nouveau pas en avant a été fait par la loi des assurances sociales qui assure aux ouvriers et employés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, moyennant des cotisations, dont une moitié est payée par le patron et l'autre par l'assuré, le droit à des prestations en cas de maladie ou de maternité et à une retraite. En rendant plus faciles l'administration des

soins aux malades et leur hospitalisation, le placement des enfants chétifs en préventorium ou en colonies scolaires, en favorisant le repos des femmes au cours des grossesses et en les mettant dans de meilleures conditions au moment des accouchements, la loi des Assurances Sociales joue un rôle social très utile, qui étend actuellement ses effets aux chômeurs. L'Etat prend leurs versements à sa charge et leur accorde, le cas échéant, les prestations voulues comme si le travail était normal.

Une nouvelle et brusque évolution s'est produite depuis le mois de juin 1936. Les contrats collectifs ont bouleversé brutalement une situation économique qui semblait entrer en convalescence. La hâte apportée dans leur application, leur répercussion malheureuse sur les petites entreprises et surtout le trouble installé par l'intervention de la politique dans les relations entre les employeurs et les employés détruisent le bienfait des garanties que certains articles, honnêtement appliqués, apportent à l'ouvrier aussi bien qu'au patron.

Depuis quelques années, le poids écrasant des impôts et les difficultés qui ont assailli l'économie nationale ont ralenti la production et provoqué une diminution des heures de travail et des salaires. Les ouvriers en ont mis la responsabilité au compte du patronat. Il ont subi trop souvent l'influence de meneurs étrangers à leurs industries qui pouvaient sans peine faire miroiter à leurs yeux un avenir florissant puisqu'ils n'en assumaient pas la réalisation. La méfiance s'est installée entre ces ouvriers, ainsi aveuglés par de

malfaisants semeurs de haine, et les patrons, chargés du lourd souci de leur assurer pour le lendemain du travail et du pain. L'atmosphère d'amitié si nécessaire en France à l'exécution du travail de qualité a été balayée par le souffle stérile de la discorde et de l'envie.

Il faut espérer qu'elle se rétablira et que le travail ne subira pas de nouvelles difficultés quand l'application de la loi du 21 juin 1936, qui réduit de 48 à 40 le nombre des heures de travail par semaine, aura produit son plein effet. Il ne semble pas cependant qu'elle ait été suivie d'une diminution appréciable du nombre des chômeurs. Il est certes moins élevé actuellement qu'au début de l'année 1936, mais cette décroissance est antérieure à la mise en pratique de la semaine de 40 heures, et contemporaine de l'amélioration qui se manifestait antérieurement dans les transactions commerciales. Il ne semble pas non plus que le pouvoir d'achat des ouvriers ait été amélioré par la hausse des salaires, de plus en plus compensée par la hausse du coût de la vie.

Les nouvelles dispositions du code du travail ont augmenté les loisirs des ouvriers en réduisant les heures de travail et en leur accordant des congés payés. Il importe que ces loisirs soient employés par des distractions saines, qui assurent le développement physique et moral de l'ouvrier. Leur organisation deviendra de plus en plus nécessaire. Dans un des chapitres suivants, nous examinerons l'état de cette importante question à Lunéville.

B. — Hygiène générale des établissements industriels

Cubage d'air. — Ventilation. — Eclairage. — Chauffage. — Entretien général. — Lutte contre les poussières. — Vestiaires. — Lavabos. — Cabinets d'aisance. — Eau potable. — Réfectoire. — Mesures contre l'incendie.

La place importante de l'industrie dans l'activité lunévilloise et le nombre élevé d'habitants qu'elle fait vivre donne un intérêt particulier à l'étude de l'hygiène générale des usines et des ateliers.

Les locaux industriels à Lunéville sont satisfaisants dans leur ensemble. Comme la plupart n'ont pas plus de soixante années d'âge, ils sont installés suivant des types modernes. Les efforts continus des chefs d'industrie ont rendu progressivement leurs aménagements conformes aux exigences de l'hygiène et aux prescriptions du décret du 10 juillet 1913, modifié par les décrets du 29 mars 1914, 23 octobre 1917, 24 juillet 1930, 24 octobre 1930 et 9 janvier 1934, concernant l'entretien des locaux, leur aération, leur chauffage, leur éclairage, le cubage d'air par personne, les cabinets d'aisance, l'évacuation des gaz, des vapeurs, des buées et des poussières, l'interdiction des repas pris dans les locaux affectés au travail, l'alimentation en eau potable, les vestiaires, les lavabos, les sièges à mettre à la disposition des ouvrières, la protection contre les accidents du travail et contre les incendies.

On ne trouve guère, à Lunéville, de locaux industriels exigus, à cube d'air réduit. En de nombreux cas, on trouve de vastes locaux à plafond élevé: salles de filature, halles de construction des voitures métalliques, magasins de faïencerie... L'aération se fait par des fenêtres ouvrantes ou par des châssis mobiles, ou encore par des lanterneaux. Il n'existe pas de locaux de travail en sous-sol, sauf dans quelques petites exploitations de boulangerie. A la filature et dans quelques ateliers spéciaux, tels les ateliers de peinture des wagons par pulvérisation, l'aération est améliorée par la ventilation mécanique.

L'éclairage naturel est généralement bon. Le plus souvent, les ateliers sont installés dans des bâtiments à rez-de-chaussée, éclairés par le haut au moyen de pans de comble vitrés inclinés, orientés au nord ou au nord-est (toitures en shed). L'éclairage de nuit est toujours assuré par l'électricité. Des progrès importants ont été réalisés. De plus en plus, on adopte un éclairage rationnel, fourni par des sources lumineuses relativement puissantes, disposées à une hauteur convenable et dispersées par des réflecteurs bien étudiés qui suppriment les ombres portées et l'éblouissement. Ainsi sont éclairés les ateliers de l'usine des wagons, de la faïencerie, de la filature, de la manufacture Simon et Bloch. L'éclairage individuel est maintenu dans le cas de travaux spéciaux, tels ceux des métiers du tissage.

Le chauffage est presque toujours satisfaisant. Les grands établissements emploient fréquemment la va-

peur produite dans les générateurs et envoyée dans des tuyaux à ailettes qui tiennent lieu de radiateurs. Dans certains ateliers de l'usine des wagons ou de la fabrique de conserves, des appareils calo-pulseurs, disposés à une certaine hauteur au-dessus du sol, reçoivent d'une soufflerie l'air pris à l'extérieur et réchauffé sur une batterie d'aéro-condenseurs. Ils ont l'avantage de diffuser un air pur à une hauteur convenable et de pouvoir souffler en été un air relativement frais. A la faïencerie, la chaleur dégagée par les fours est captée et répartie aux points nécessaires par des canalisations en tôle, pourvues d'ajutages qui la diffusent dans les ateliers.

Pendant la saison chaude, l'élévation exagérée de la température est évitée par l'aspersion d'eau ou par la peinture des toitures et des vitrages à l'aide de laits de chaux ou de colorants bleus, tels que l'azol.

Le sol des ateliers est fréquemment revêtu d'un enduit cimenté qui rend le nettoyage facile. Les murs sont plus souvent blanchis qu'autrefois, grâce à des pulvérisateurs peu coûteux qui permettent un travail rapide.

Le nettoyage est fait le plus souvent par balayage, ou, dans certains cas, à la filature par exemple, à l'aide de pompes aspirantes qui rendent aisé le nettoyage des poutrages et des bâtis.

Certaines industries entraînent un **dégagement** abondant et plus ou moins régulier de poussières. Elles sont captées par des ventilateurs spéciaux adaptés à chaque fabrication.

Les poussières de bois sec sont captées à la scierie de l'usine de wagons, à la manufacture de jouets, à la fabrique de bascules, à la fabrique de meubles Lécolier.

Les poussières de coton dégagées à la filature par les appareils d'ouvrage ou de battage du coton sont captées par des aspirateurs mécaniques. Les cardes sont pourvues de dispositifs aspirateurs ou suceurs spéciaux qui permettent la captation des poussières au cours de l'opération du « débouillage » destinée à débarrasser les dents des garnitures de la carde des fibres de coton ou des déchets dont elles se bourrent. Ces garnitures jouent le rôle de peignes et donnent aux fibres de coton travaillées leur parallélisme. On utilise également des garnitures de cardes dont la denture écartée et très rigide ne retient pas les déchets. Ceux-ci tombent sous la carde ; le débouillage est ainsi plus ou moins complètement supprimé.

A l'usine des wagons, les poussières métalliques dues au meulage, à l'ébarbage ou au polissage des pièces métalliques sont captées dans de bonnes conditions.

Les poussières dues au décapage des tôles par la grenaille de fer ou d'acier sont recueillies par aspiration.

Les buées sont évacuées ou dissipées à la fabrique de conserves par des appareils qui introduisent dans les ateliers un air sec et chaud.

Des vestiaires existent à peu près partout. Les installations sont plus ou moins complètes et pratiques. Elles sont parfaites à l'usine des wagons, aux Fila-

tures de l'Est, à la Chemiserie Simon et Bloch, où elles comprennent des armoires métalliques individuelles, groupées dans des locaux séparés des ateliers.

Les lavabos sont installés d'une manière satisfaisante, surtout à l'usine des wagons, aux Filatures, à la Chemiserie.

La plupart des cabinets d'aisance sont réglementaires et comportent des appareils à la turque et l'évacuation des matières usées à l'égout, avec chasses d'eau et siphons. Là encore, ce sont l'usine des wagons et les Filatures de l'Est qui possèdent les installations les plus hygiéniques.

Tous les ateliers sont pourvus d'eau potable, fournie par l'usine municipale des Eaux de la Meurthe. Les Filatures de l'Est distribuent à leurs ouvriers des boissons aromatisées en été et des boissons chaudes (thé léger) en hiver. La Société Lorraine de Dietrich donne pour un prix modique des repas à ses ouvriers, dans le réfectoire construit au voisinage de l'usine.

Les mesures contre l'incendie sont très judicieuses dans les grands établissements. Tous les ateliers sont munis d'extincteurs portatifs à mousse ou à poudres, susceptibles d'éteindre un foyer en le privant d'air. La Société Lorraine de Dietrich et les Filatures de l'Est ont organisé, chacune, une équipe de pompiers avec une moto-pompe. Elles prêtent, en cas de besoin, leur concours aux sapeurs-pompiers de la Ville.

A ces mesures d'ordre général, s'ajoutent des mesures propres à chaque industrie. Nous étudierons les plus caractéristiques dans le chapitre suivant.

C. — L'hygiène professionnelle dans les diverses industries lunévilloises

La prévention des accidents et des maladies professionnelles à l'Usine de Wagons. — A la Faïencerie. — Aux Filatures de l'Est. — Aux Ateliers de Constructions Mécaniques. — A la Manufacture de Jouets. — A la Chemiserie. — A la Fabrique de Bascules. — Au Tricotage.

Les chefs de l'industrie lunévilloise ont toujours eu le souci de protéger la santé de leurs ouvriers et de parer, autant qu'il est possible de le faire, aux accidents et aux maladies dont les diverses fabrications peuvent être la cause. Nous donnerons, de ces efforts si louables, quelques exemples choisis parmi les principales industries.

FABRICATION DU MATÉRIEL ROULANT A L'USINE DE LA SOCIÉTÉ LORRAINE DES ANCIENS ÉTABLISSEMENT DE DIETRICH

1° Assemblage des tôles.

Il se fait au moyen de la soudure autogène ou de la soudure à l'arc électrique. La soudure à l'arc électrique peut provoquer des accidents oculaires ou dégager des fumées ou des vapeurs éventuellement nocives.

a) Les accidents oculaires, constatés de loin en loin, sont généralement peu graves. Ils se bornent ordinairement à une irritation des conjonctives. Pour les pré-

venir, on emploie des écrans en verre fumé ou bleuté, montés dans un cadre de bois, pourvu d'une poignée, que l'ouvrier interpose entre son visage et le travail en voie d'exécution.

b) Pour permettre la réunion des pièces de métal à souder, on utilise des « électrodes » ou baguettes de métal de grosseur convenable, de même composition que le métal à souder et recouvertes d'un enduit bon conducteur qui guidera l'arc et formera sur le bain de fusion un laitier désoxydant, scorifiant et protecteur. La composition de cet enrobage est très variable: il peut être à base de silice, de potassium, de fluore, etc... Il en est résulté parfois des émissions de fumées ou de vapeurs nocives. Cependant, on n'a jamais constaté, dans les ateliers lunévillois, d'accidents toxiques. De réels progrès ont, d'ailleurs, été faits dans la technique de la soudure électrique et les enrobages de baguettes sont, actuellement, presque tous inoffensifs.

Cependant, l'action de la chaleur sur le métal peut, en raison de la nature de ce dernier, donner lieu à des dégagements nuisibles: des fumées plus ou moins irritantes peuvent être émises lors du travail de tôles galvanisées, de cuivre ou d'alliages spéciaux d'acier.

Les ouvriers sont protégés par le port de masques respiratoires, de modèles divers (masques Bellot, par exemple) et par l'emploi de l'air comprimé qui chasse les fumées grâce à l'installation, très simple, d'un tuyau ou d'une canalisation, pourvue, à son extré-

mité, d'un ajutage diffusant. Le cube d'air important des ateliers, leur ventilation et l'espacement des postes de travail assurent l'efficacité de ce mode de protection.

2° Décapage des métaux à la grenaille de fer.

Certaines tôles sont décapées mécaniquement, avant d'être peintes, par projection de grenaille de fer. Ainsi sont évitées les poussières abondantes que provoque l'emploi du jet de sable.

Le décapage à la grenaille de fer se fait néanmoins sous le vent d'une aspiration, et l'ouvrier est revêtu d'une cagoule pourvue d'une arrivée d'air comprimé à sa partie supérieure, pour refouler les poussières.

3° Peinture au minium de plomb.

Certaines tôles ou certaines pièces métalliques sont, avant leur montage, peintes au minium de plomb. L'opération se fait à la main, au moyen d'un pinceau. Jamais le pistolet n'est utilisé.

L'emploi du minium de plomb est encore demandé par les cahiers des charges de certaines compagnies de chemins de fer. Cependant, les efforts de la direction de la Société Lorraine de Dietrich, unis à ceux de l'Inspection du Travail, ont permis de restreindre considérablement cet emploi depuis la guerre. On utilise beaucoup plus, actuellement, le minimum de fer ou des peintures grasses à base de graphite.

Des intoxications saturnines se manifestaient de temps à autre au cours de travaux de peinture de roues ou d'essieux de wagons par des manœuvres qui

négligeaient les soins de propreté élémentaires et souillaient leurs mains et leurs vêtements de peinture. Il y a environ dix ans, on en constata une dizaine de cas en série. La substitution du minium de fer au minium de plomb, l'emploi des peintures au graphite ont réduit le nombre des cas de saturnisme à l'usine des Wagons. Ils sont aujourd'hui exceptionnels.

3° Emploi de la céruse.

Autrefois fréquent, l'emploi de la céruse diminue de plus en plus. Elle constitue encore certaines « couches de fond » dans la peinture des voitures et des wagons. Elle a causé quelques cas de coliques de plomb, actuellement très rares, surtout depuis le développement de la technique des peintures cellulodiques, qui rend inutile le recours à la céruse. D'autre part, le ponçage des couches successives peut être fait, quand il est nécessaire, avant qu'elles ne soient sèches, grâce à la fabrication de papiers verrés qui résistent à l'eau. Il ne se forme plus, comme autrefois, des poussières toxiques.

5° Emploi des peintures cellulodiques.

Il dégage des vapeurs qui peuvent être nocives, surtout si la base du solvant est l'éther. Pour les combattre, on peut employer des masques respiratoires, semblables à ceux de l'armée, mais ils sont une gêne considérable pour l'ouvrier. La Société Lorraine de Dietrich a installé un atelier spécial, entièrement construit en matériaux incombustibles, dans lequel les

vapeurs des solvants et les poussières sont éliminées au fur et à mesure de leur production, grâce à un mode ingénieux d'aspiration qui renouvelle complètement l'atmosphère de la salle toutes les trois minutes. En même temps, un air sec et filtré est insufflé dans la chambre d'application, à une pression légèrement supérieure à la pression atmosphérique. Son passage préalable sur un groupe calorigène maintient la température de la salle au degré nécessaire à la bonne exécution du travail. Le louchissement est ainsi évité.

6° *Emaillage des métaux.*

L'émaillage des métaux a été entrepris pour la fabrication des glacières. Il ne comporte pas l'utilisation de métaux plombifères. L'application se fait au moyen du pistolet à air comprimé, dans des chambres pourvues de dispositifs d'aspiration. L'étuvage et la cuisson ont lieu en local clos et les vapeurs sont évacuées à l'extérieur.

7° *Travail de feutrage ou flockage.*

Les tôles qui entrent dans la fabrication des wagons métalliques modernes sont sonores, bonnes conductrices de la chaleur et donnent naissance à des trépidations.

Pour éviter ces divers inconvénients, on emploie depuis quelque temps un procédé très spécial qui consiste à projeter sur la paroi intérieure de ces tôles un revêtement à base de fibres textiles ou flock, qui fait

corps avec elles. Une partie du flock se dégage en poussières au cours du travail, malgré l'adhésif ou « colle » qui est projeté au préalable.

Les ouvriers sont protégés contre l'absorption de ces poussières par des masques et par des systèmes d'aspiration.

8° Prévention des accidents de travail.

La Société Lorraine a établi un coefficient de gravité et de fréquence des accidents dans les ateliers en tenant compte de la moyenne de huit années, et, sur cette base, elle intéresse les contremaîtres à la prévention des accidents de travail, en leur payant une prime plus ou moins forte en fin d'exercice, si le taux moyen de fréquence et de gravité a été plus ou moins abaissé. Dans les ateliers bien tenus, ces primes atteignent en moyenne 400 à 500 francs.

Il y a lieu de remarquer que la gravité des accidents est fortement diminuée du fait qu'il y a en permanence à la clinique de l'usine une infirmière expérimentée qui donne les premiers soins aux blessés et appelle aussitôt, s'il y a lieu, le médecin à l'usine.

D'autre part, toutes les mesures réglementaires concernant la sécurité dans les ateliers sont strictement appliquées, aussi bien pour la protection des machines, courroies, etc..., que pour le port de masques, lunettes, etc..., dans les ateliers où elles sont nécessaires. Ces mesures sont complétées par l'apposition de nombreuses affiches illustrées, qui rappellent aux ouvriers les conseils de prudence indispensables.

FAÏENCERIE

1° *Réduction de la fatigue du personnel.*

Au cours de la fabrication de la faïence, les divers objets sont, avant la cuisson ou la décoration, manutentionnés d'un atelier à l'autre sur des planches où ils sont empilés. Pendant longtemps, ces planches ont été portées sur l'épaule par des hommes, des femmes ou même des enfants.

Pour éviter ces déplacements pénibles, pour réduire en même temps les risques de casse et rendre la manutention plus régulière, un long transporteur a été aménagé, il y a quelques années. Il est constitué par une sorte de chaîne sans fin qui traverse l'usine. Des « balancelles » sur lequel les planches sont déposées lui sont attachées. Leur déplacement est automatique. Ainsi, la manutention à bras est-elle notablement diminuée.

De même, le déchargement des fours, après cuisson, est effectué aujourd'hui à l'aide de transporteurs à rouleaux sur lesquels glissent les « gazettes » contenant les produits finis.

2° *Lutte contre la chaleur.*

Au moment de l'ouverture et du déchargement des fours, après la cuisson, les ouvriers de défournement sont exposés à des températures élevées. L'emploi d'un ventilateur spécial, qui souffle un air frais à l'entrée des fours permet d'obtenir des conditions de travail normales.

3° *Emaillage.*

Après le moulage, le séchage et la cuisson, les produits fabriqués sont à l'état de biscuits poreux, de teinte jaunâtre ou grisâtre. Pour les utiliser, il faut les recouvrir d'une glaçure opaque et imperméable. Elle est fréquemment composée de sels plombifères : minium de plomb ou céruse. On utilise également des émaux ou glaçures à base d'étain ou de borax, mais ils ne conviennent pas à la fabrication de certains objets. Les émaux les plus habituellement employés sont des oxydes de plomb, ou des oxydes de plomb et d'étain, mélangés à différents produits silicieux ou argileux. Ils sont finement broyés et mis en suspension dans l'eau, pour constituer une bouillie ou barbotine plus ou moins consistante, contenue dans des récipients, généralement des baquets en bois.

Les assiettes, bols, etc..., en biscuit sont trempés dans cette bouillie. Exposés ensuite à la chaleur des fours, les mélanges d'oxydes métalliques, ainsi déposés, fondent et se transforment en un émail blanc qui recouvre les pièces.

Le trempage est effectué par des hommes ou des femmes adultes. Le contact répété des mains avec la bouillie plombifère peut aboutir à une intoxication saturnine. Il faut tenir compte également de l'absorption possible de poussières par la voie digestive, lorsque les égouttures, inévitables, se dessèchent à terre, ou lorsque l'ouvrier mange dans l'atelier (ce qui est interdit en principe) ou porte les mains à la bouche.

Suivant les dispositions du décret du 1^{er} octobre

1913, sur l'intoxication saturnine, le trempage « à la main nue » lorsqu'on utilise des émaux plombifères est interdit. On met à la disposition du personnel :

1° Des gants en caoutchouc, qui souvent constituent une gêne et ne sont pas toujours utilisés. De plus, il se déchirent facilement et n'offrent qu'une protection aléatoire. Leur remplacement est coûteux ;

2° Des griffes, généralement métalliques, sortes de pinces à branches articulées, qui permettent de saisir les pièces par leurs bords et de les plonger dans le bac. La main reste ainsi à l'abri de tout contact. Mais le travail est alors ralenti et bien souvent, on constate que les griffes restent accrochées à leur support.

Le meilleur moyen de prévention, en pratique, consiste dans l'emploi d'une technique spéciale de préparation des émaux, le « frittage ». Avant de former la barbotine, les émaux plombifères sont portés à une haute température qui les vitrifie. Dans le creuset où ils ont été fondus, ils forment, en se refroidissant, une sorte de verre ou de cristal qui est, ensuite, finement broyé. Les poudres obtenues entrent, alors, dans la composition des bains de trempage.

L'expérience et la pratique ont prouvé que le frittage rend inoffensifs les émaux plombifères. Les cas d'intoxication saturnine dans les ateliers de trempage de la Faïencerie sont devenus à peu près inexistantes, tandis que certains travaux qui, dans des fabrications différentes, emploient des oxydes de plomb à l'état ordinaire, s'accompagnent d'intoxications relativement fréquentes.

Les chantiers de trempage sont pourvus de lavabos et de vestiaires spéciaux. Il est interdit d'y consommer des aliments ou des boissons.

Conformément au décret du 1^{er} octobre 1913, les treppeurs et treppeuses subissent, avant leur admission à l'atelier, une visite médicale qui constate s'ils ne sont pas atteints déjà d'intoxication saturnine ou ou d'affection susceptible d'être aggravée par le saturnisme. Cette visite médicale est ensuite répétée tous les trois mois, ou chaque fois qu'un ouvrier a été absent de l'atelier pendant plus de quinze jours, pour cause de maladie.

Les résultats des examens pratiqués par un médecin désigné et rémunéré par la Faïencerie sont consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur du Travail.

4° *Peinture ou décor des faïences.*

Les faïences sont décorées sous ou sur l'émail au moyen du pinceau ou de l'aérographe. Les peintures sont à base d'oxydes métalliques, parfois plombifères.

La peinture à l'aérographe ou au pistolet s'accompagne de dégagement ou de projection de particules de peinture, de vapeurs ou de poussières.

Les ouvriers sont placés devant des cabines en partie vitrées, et fermées sauf à leur partie antérieure. Un support reçoit la pièce à décorer. L'intérieur de la cabine est mis en communication par une trémie avec une canalisation qui aboutit à un ventilateur. Les poussières sont captées par aspiration. En pratique, aucune intoxication n'est à redouter.

Au cours de ces dernières années, on a amélioré considérablement le matériel de projection ou de pulvérisation. Les ajutages qui assurent le débit et la diffusion des peintures sont mieux disposés et on a pu ainsi réduire la puissance de projection et travailler à basse pression. Il en résulte une moindre dispersion des poussières en même temps qu'une économie de pigments non fixés.

FILATURES DE L'EST

1° Travail en milieu humide et chaud.

Une atmosphère humide et chaude est indispensable dans les filatures. Sinon, les fibres de coton travaillées à sec, en s'électrisant lors de leur passage sur les métiers, se nouent et cassent.

C'est un problème délicat que d'éviter une élévation exagérée de la température ou un excès d'humidification. On emploie des installations spéciales : climato-gènes, appareils d'humidification. La température et l'hygrométrie sont constamment contrôlées par des thermomètres secs et mouillés.

2° Travail en milieu poussiéreux.

La manutention du coton, son battage et sa préparation, le cardage et le débourrage des cardes sont des sources de poussières.

Les appareils « batteurs » sont pourvus de tambours enveloppants avec des dispositifs d'aspiration des poussières.

Le débouillage des cadres se fait par aspiration ou par l'emploi de garnitures spéciales.

Le nettoyage du sol, de même que le nettoyage des métiers, est effectué par le vide au moyen de pompes aspirantes et soufflantes, montées sur des chariots mobiles.

3° Installation de sièges individuels pour le personnel féminin.

Pour diminuer la fatigue des ouvrières employées aux bancs à broches et aux métiers à filer et à tisser, pour leur éviter les varices qu'elles présentent si fréquemment, les Filatures de l'Est ont placé à l'extrémité des machines des strapontins mobiles à relevage automatique, disposés de telle sorte que l'ouvrière pendant son repos peut facilement apercevoir les rangées de bobines et de rubans ou de mèches, et, par suite, continuer à exercer sa surveillance sur les appareils.

4° Education hygiénique du personnel.

La direction des Filatures de l'Est fait des efforts continus pour développer cette éducation. Des documents imagés et des tracts édités par l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail, par la Ligue Nationale contre l'alcoolisme, etc..., sont affichés en bonne place dans les ateliers ou les passages. Ils donnent aux ouvriers des avis sur les méfaits de l'alcoolisme et de la paresse, sur les avantages de l'ordre et de la propreté et attirent leur attention sur

les précautions à observer pour diminuer le nombre des accidents du travail. En outre, des images Bertrand sont placées, dans le même but, à l'intérieur des enveloppes de paie; des almanachs d'hygiène et de sécurité, des publications antialcooliques sont distribués.

5° *Prévention des accidents de travail.*

Toutes les ouvrières doivent porter un bonnet, d'un modèle simple et pratique, le « bonnet Securitas ». Celles qui travaillent aux cardes revêtent des combinaisons de travail enveloppantes. Le premier bonnet et la première combinaison sont donnés gratuitement. Dans la suite, ils sont délivrés pour un prix très minime. Ces dispositions obligatoires permettent d'éviter un certain nombre d'accidents, que la multiplicité des engrenages et des transmissions rend si fréquents dans les filatures.

Les Filatures de l'Est ont créé un Comité de Prévention des Accidents du Travail, formé par les directeurs, des contre-mâtres des ateliers de préparation, de filature, de tissage, d'entretien, et des ouvriers, choisis en raison de leur expérience et de leur ancienneté.

Le comité se réunit au moins une fois par mois pour inspecter tels ateliers déterminés, en examinant les conditions générales de sécurité (emplacement de l'outillage, facilité de la circulation, état du sol, danger d'incendie). Il examine également l'outillage, les machines, les métiers, leurs engrenages, leurs poulies, les transmissions, il vérifie si les parties dange-

reuses sont munies de dispositifs protecteurs efficaces et provoque, s'il y a lieu, l'installation de tels dispositifs. Il inspecte le matériel d'incendie.

Tout accident grave dû à une cause-type, tout début d'incendie sont l'objet d'une enquête du Comité de Prévention, qui décide, éventuellement, les mesures à prendre pour éviter le retour d'accidents analogues. En cas de besoin, des recommandations ou des consignes peuvent être édictées par le Comité et portées à la connaissance du personnel par voie d'affichage. Le Comité de Prévention étudie, en outre, toute question nouvelle ou spéciale de sécurité qui lui est signalée ou proposée par la Direction ou par l'un de ses membres.

Le Comité s'attache tout particulièrement à l'éducation du personnel: chefs d'atelier, contre-mâîtres, ouvriers, apprentis. Il détermine les emplacements les plus favorables pour apposer les affiches ou recommandations diverses. Il organise, au moins une fois par an, pour les apprentis une visite au cours de laquelle sont exposés les dangers dûs à l'outillage et les moyens adoptés pour y remédier. On leur apprend la nécessité d'utiliser ces dispositifs et de veiller à leur bon entretien. Des conseils leur sont donnés également pour prévenir certains accidents qui dépendent de l'ouvrier lui-même et pour éviter leur aggravation (importance des premiers soins après les piqûres, danger des vêtements flottants, des cheveux mal noués, etc...).

Un exemplaire du règlement est remis à tout ouvrier ou ouvrière nouveaux. Les articles 13, 14, 15 et

16 concernent les précautions à observer au cours de la marche et du nettoyage des machines.

Le sentiment de la responsabilité est développé, d'autre part, chez les contre-mâîtres. Les Filatures de l'Est ont établi un système de primes, fixées à 200 francs par année et décroissantes suivant le nombre d'accidents-types ou de commencements d'incendie survenus dans le cours de l'année parmi les ouvriers dirigés par chaque contre-maitre (diminution de 40 francs par accident). La prime est doublée s'il n'y a eu aucun accident ni commencement d'incendie pendant trois années consécutives. Une prime spéciale est allouée, en outre, au contre-maitre qui imagine et applique une protection supplémentaire ou inexistante jusqu'alors à certains organes dangereux ou susceptibles d'être la cause d'un accident.

Enfin, la direction s'efforce de lutter contre l'alcoolisme, qui est à l'origine d'un si grand nombre d'accidents de travail.

Toutes ces mesures ont abouti à des résultats très satisfaisants puisque le nombre annuel des accidents qui entraînent une incapacité permanente partielle est passé de 5 ou 3 à 1 et même 0 et que le nombre des accidents sans gravité qui nécessitent un arrêt du travail de 5 à 25 jours est tombé de 50 et quelquefois même 75 par année aux environs de 10. Le taux de fréquence des accidents (nombre d'accidents par million d'heures-ouvriers) s'est abaissé de 60 à 10 %. Le taux de gravité, qui variait autrefois entre 1 et 3,5, est actuellement inférieur à 1 et égal à 0,5 environ.

ATELIERS DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
CHOLLET-LEFÈVRE ET C^{ie}

Les fumées émises dans ces ateliers par le forgeage et l'estampage des pièces métalliques sont évacuées par des hottes.

Avant la galvanisation, les pièces sont décapées par immersion dans un bain acide (acide sulfurique, acide chlorhydrique) qui nettoie complètement le métal et permet une adhérence parfaite du revêtement. Ce décapage était la source d'un dégagement de vapeurs acides dangereux pour la santé des ouvriers. Leur évacuation par des hottes et des cheminées en bois amenait leur diffusion sur les jardins voisins et le dépérissement de la végétation.

Les Etablissements Chollet-Lefèvre et C^{ie} ont paré à ce danger par l'addition aux bacs de décapage de produits spéciaux qui agissent par catalyse. Ils suppriment toute formation d'hydrogène au cours du travail. Auparavant, les bulles d'hydrogène provoquaient le dégagement de vapeurs acides en traversant les bains et en venant bouillonner à leur surface. Ce procédé permet, d'autre part, de décapier les métaux à froid ou à une température peu élevée. On réduit ainsi considérablement la formation des buées.

La fabrique de limes Weiss utilise avec succès le même procédé pour le décapage des limes à l'acide sulfurique.

ETABLISSEMENTS VILLARD ET WEILL

Le débit et le sciage des bois secs, leur ponçage sont l'origine de poussières. Elles sont captées à l'aide d'une installation spéciale pourvue d'aspirateurs.

Certains jouets sont peints au pistolet avec des vernis cellulosiques. Les colorants employés ne renferment pas de pigments plombifères et sont, par conséquent, inoffensifs, mais les solvants des vernis sont dangereux par les risques d'incendie qu'ils entraînent. Ces risques sont atténués par l'évacuation des vapeurs au moyen de ventilateurs.

CHEMISERIE SIMON ET BLOCH

Son installation n'offre pas de dangers spéciaux. Les presses de repassage, chauffées au gaz, dégagent de la chaleur et de la vapeur d'eau, mais les locaux sont bien aérés, grâce à des chassis disposés sur les murs opposés des ateliers.

FABRIQUE DE BASCULES

Les poussières formées par le travail du bois à la Fabrique de Bascules sont captées par une installation de dépoussiérage.

Les vapeurs émises par le vernissage au pistolet des petites pièces sont éliminées par des ventilateurs.

TRICOTAGE MÉCANIQUE

Le tricotage Stahl, actuellement arrêté, avait considérablement amélioré les conditions du travail de

formage des bas par l'emploi de la machine automatique « Proctor ». Elle a le grand avantage de ne pas entraîner une élévation excessive de la température de la salle de travail, même en été, même à proximité de l'appareil. Elle supprime les désagrément dûs à la manipulation des formes chaudes sortant du four, en même temps que cette manipulation elle-même. Enfin, la dépense physique nécessitée par les nouvelles opérations de formage est réduite au minimum.

Ces divers exemples montrent combien les industriels lunévillois ont poussé, parfois jusqu'aux moindres détails, l'amélioration des conditions du travail de leurs ouvriers. Ils ont ainsi collaboré d'une manière efficace et fort importante à la protection de la vie de l'habitant de Lunéville. C'est un but identique qu'ils ont poursuivi en développant les nombreuses œuvres sociales que nous étudierons dans un autre chapitre.

VII

L'UTILISATION DES LOISIRS

L'utilisation des loisirs au bien-être de la famille. — La bienfaisance. — La culture de l'esprit. — L'enseignement professionnel. — La lecture. — La musique. — Le culte du souvenir et de l'amitié. — L'exercice du corps. — Les promenades. — Les sociétés sportives. — Les spectacles. — La lutte contre l'alcoolisme et la prostitution.

L'utilisation des loisirs varie nécessairement suivant les familles, les professions, les situations sociales, les quartiers habités. Les uns trouvent à leur propre foyer l'emploi des heures qu'ils ne passent pas au travail; d'autres les vivent hors de la maison. Les uns savent les employer d'une façon saine; les autres y laissent leur santé. Les uns se contentent de distractions peu dispendieuses ou même travaillent à l'amélioration du bien-être familial; les autres recherchent au contraire des plaisirs coûteux.

Nombreux sont les buts offerts au chef de famille qui cherche à employer ses loisirs d'une manière utile à son foyer. Il peut trouver de multiples façons de venir en aide à la mère. Dans quelques cas, l'ouvrier, chômeur, la remplace même, plus ou moins bien à la vérité, dans les soins du ménage, quand la nécessité l'a obligée à chercher du travail. Dans tous les cas, le

père a souvent à mettre en action ses dons de bricoleur, quand ce ne serait que pour distraire ses enfants. S'il a le culte de la vie familiale, leur éducation et leur instruction sont le souci de chacun de ses instants.

Souvent, les soins d'un *jardin* absorbent une partie de son activité. Depuis de nombreuses années, les industriels ont compris la valeur du jardin dans l'utilisation des loisirs de leurs ouvriers. Ils en ont mis un grand nombre à leur disposition. A la culture des légumes et des fruits, auxquels, presque toujours, se mêle l'éclat fragile de quelques fleurs, s'ajoute parfois l'élevage de quelques volailles ou de lapins. Les uns et les autres mettent une variété extrêmement utile aux menus de la famille et lui fournissent des aliments de première qualité. D'autres fois, de nouvelles ressources alimentaires sont demandées aux rivières, aux forêts et aux champs qui entourent Lunéville — aux rivières qui livrent leurs poissons à de nombreux pêcheurs — aux forêts et aux champs où le gibier est chassé ou... braconné, où les champignons abondent.

Les forêts de la Ville fournissent de plus aux chômeurs des brassées de bois mort, qui s'ajoutent aux secours de toutes sortes et aux allocations de chômage qu'ils reçoivent au bureau de bienfaisance et à la mairie. Une grande partie de la journée des chômeurs se passe dans l'attente et la recherche de ces secours.

Parmi ceux qui dépensent leurs loisirs au bien-être de la famille, il en est qui appartiennent à l'armée de

la charité, si active à Lunéville. Il est tant de misères physiques et morales à soulager que le temps n'est jamais assez long pour labourer ce champ offert à leur activité. Nous étudierons plus loin les formes multiples qu'elle revêt.

A côté de cette utilisation des loisirs qui tend à améliorer la vie de la petite collectivité familiale ou de la grande foule comprise dans le rayon d'action d'une œuvre de bienfaisance, il en est un autre mode qui s'adresse au perfectionnement de l'individu, par la culture de l'esprit ou par le développement du corps. Tous, jeunes ou vieux, riches ou pauvres, peuvent, à Lunéville mettre en acte le vieil adage « Mens sana in corpore sano ».

Les divers *cours professionnels* de Lunéville offrent à de nombreux jeunes gens les moyens de se perfectionner, pendant leurs heures de loisir, par l'étude approfondie d'un métier où ils pourront passer maîtres et améliorer ainsi les conditions de leur existence. Ces cours ont fait l'objet d'un chapitre particulier.

La *lecture* est une distraction recherchée par beaucoup d'habitants de Lunéville, lecture de journaux quotidiens ou hebdomadaires, de revues ou de livres. Trop souvent encore, ce sont de mauvais feuilletons de journaux ou des romans policiers qui sont lus. Cependant, les bibliothèques ne manquent pas qui offrent de nombreux ouvrages d'un niveau intellectuel et moral élevé et d'un vif attrait.

La *bibliothèque municipale* a été créée, en 1838, par l'initiative de quelques Lunévillois, qui réussirent à grouper 136 souscripteurs s'engageant à verser 10 francs par an pendant 5 ans pour constituer un premier fonds de livres. Ils demandèrent l'appui du conseil municipal qui répondit immédiatement en leur offrant un crédit important pour l'installation de la bibliothèque dans un local de l'Hôtel de Ville et pour l'achat de livres. Ouverte au public le 18 juin 1839, rapidement accrue par des dons de particuliers et du Roi, la bibliothèque fut bientôt à l'étroit. En 1857, la générosité de Germain CHARIER permit de l'installer dans les salles qu'elle occupe encore aujourd'hui.

La bibliothèque municipale s'est enrichie peu à peu, grâce aux subventions municipales et aux sommes versées par les lecteurs (15 francs par an). Elle compte actuellement 27.500 livres et brochures. Chaque année, elle reçoit plus de 2.000 lecteurs sur place et prête environ 8.000 volumes au dehors. Ouverte trois fois par semaine, le lundi et le samedi après-midi et le dimanche matin, elle est administrée par un bibliothécaire, assisté d'un bibliothécaire adjoint.

La *bibliothèque populaire* a été fondée, il y a 70 ans, par l'initiative privée pour prêter gratuitement des livres aux habitants de Lunéville d'une situation modeste. Réunie en 1926 à la bibliothèque municipale, elle possède 4.000 romans, qui sont l'objet de plus de 4.000 prêts chaque année. Elle est ouverte le dimanche matin.

Le *cercle militaire* met à la disposition des officiers de l'armée active et de réserve les 13.200 volumes

de sa bibliothèque. Un certain nombre de particuliers et d'établissements d'enseignement ont réuni des bibliothèques importantes.

Chacune des quatre *paroisses* de Lunéville possède une bibliothèque. La plus grande est celle de la paroisse Saint-Jacques, la bibliothèque Saint-Michel, riche de 7.000 volumes.

La *Société des Filatures de l'Est* avait formé une bibliothèque de 1.800 volumes qu'elle mettait à la disposition de ses ouvriers. La crise économique a suspendu le développement de cette belle initiative.

Les jeunes soldats qui font leur service dans les régiments de la garnison trouvent de la lecture dans deux *Foyers du Soldat*, en même temps que des locaux de repos, des jeux et le réconfort moral si nécessaire parfois à leur transplantation.

De même que la lecture, la *musique* apporte sa joie dans de nombreux foyers lunévillois. L'attrait du moindre effort que la perfection de la science moderne a développé rend de plus en plus rares les amateurs qui savent chanter sur leurs instruments les phrases inspirées des maîtres de l'harmonie. Trois sociétés : la Société Symphonique, la Musique Municipale et l'Harmonie de Viller, réunissent leurs talents dans les concerts qu'elles donnent chaque année.

2.500 familles environ possèdent un poste de *T. S. F.*, qui leur prodigue ses informations, ses conférences et ses concerts.

Quelques habitants satisfont leurs goûts artistiques dans le dessin, l'aquarelle ou la peinture à l'huile.

A tous les Lunévillois, les Musées Delorme (Musée urbain, Musée de l'arrondissement et Musée des Arts industriels régionaux) offrent l'occasion de passer quelques heures agréables en compagnie des souvenirs artistiques et historiques qui intéressent particulièrement la Ville et l'arrondissement, et des témoignages de la splendeur et des misères de leur passé, de l'activité industrielle du temps présent.

Le culte du souvenir est entretenu aussi, en même temps que celui de l'amitié, au sein des nombreuses sociétés constituées dans la ville. Elles réunissent périodiquement leurs membres. Ce sont :

Le Groupement des Sociétés Patriotiques ;

Le Souvenir Français ;

La Société Nationale des Vétérans des Armées de Terre et de Mer ;

La 51^e Section des Médaillés Militaires ;

La Sidi Brahim ;

La Société des Anciens de la 2^e Division de Cavalerie ;

Le Groupe Blandan et les Anciens Fantassins de Lunéville et des environs ;

Le Clocheton (Anciens des 79^e et 279^e Régiments d'Infanterie et du 52^e Régiment d'Infanterie Territoriale) ;

Le Groupe Turenne (Anciens des 37^e et 237^e Régiments d'Infanterie et du 47^e Régiment d'Infanterie Territoriale) ;

Les Anciens Poilus d'Orient ;

L'Amicale des Anciens Marins ;

L'A. M. C. ;

L'Association des Officiers de réserve de Lunéville et arrondissement ;

L'Association des Sous-Officiers de réserve de Lunéville et arrondissement ;

L'Association des Anciens Elèves :

Du Collège de Garçons ;

Du Collège de Jeunes Filles ;

De l'Institution Saint-Pierre Fourier ;

Des Ecoles libres ;

De l'Ecole Mutuelle ;

De l'Ecole du Centre ;

De l'Ecole Demangeot, etc...

La Basoche Lunévilloise.

A ceux qui veulent employer leurs loisirs dans la dépense de leur activité physique et dans l'exercice, Lunéville offre aussi de multiples ressources.

Certains demandent à la *marche* le délassement nécessaire après de longues heures d'immobilité dans un atelier ou un bureau. Les buts ne manquent pas, proches ou lointains : promenades dans le Jardin des Bosquets, si noblement ordonné, excursions sur les côteaux ou dans les bois qui entourent Lunéville ou encore dans cette pittoresque partie des Vosges qui s'avance au Sud-Est de l'arrondissement. Bien des enfants apprennent la joie de ces découvertes de la nature dans les patronages ou dans les sociétés de scouts.

De nombreux Lunévillois bornent leurs pas aux bords de la Meurthe ou de la Vezouze, où ils instal-

lent leurs gaules et attendent paisiblement l'émotion d'une belle prise. La société de *pêche*, la Carache lunévilloise, compte 2.500 sociétaires. D'autres courent la plaine ou la forêt voisines à la recherche du gibier.

En hiver, la surface de la Vezouze est parfois assez gelée pour permettre aux patineurs de se livrer à leurs gracieuses évolutions tandis que les pentes neigeuses des Vosges invitent les skieurs à se griser d'air et d'espace.

Les *sociétés sportives* sont nombreuses et offrent à tous les moyens de pratiquer tous les sports : gymnastique, foot-ball, rugby, tir, natation, marche à pied, bicyclette, équitation, escrime, tennis...

La Société de Gymnastique « La Lorraine » est la plus ancienne. Fondée en 1872, elle donne des cours tous les soirs, de 8 heures à 10 h. 1/2 au gymnase municipal. Les élèves sont admis à partir de 11 ans. Le palmarès chargé des récompenses qu'ils ont obtenues aux concours régionaux et nationaux témoigne de leur valeur physique et de la qualité de leurs instructeurs.

L'Union Sportive Lunévilloise est la plus importante de nos organisations sportives. Installée auparavant dans un stade élevé après la guerre sur la partie du Champ-de-Mars voisine des Bosquets, elle a transporté cette année toute son activité au nouveau

stade établi sur un vaste terrain qui dévale du Champ-de-Mars jusqu'à la Vezouze, devant un paysage riant formé par les côteaux de Jolivet. La perfection des terrains, des pistes et des tribunes font de ce stade l'un des plus beaux de la région. L'assainissement du terrain par des drainages importants, les travaux de terrassement, la maison du gardien et les trois courts de tennis sont achevés depuis 1935. Le terrain de foot-ball, encerclé par la piste de courses à pied et le vélodrome, a été inauguré en septembre 1936. Sa grande tribune en ciment armé qui projette avec hardiesse sa voûte élégante au-dessus des spectateurs enferme dans son soubassement tous les aménagements d'hygiène et les vestiaires nécessaires aux joueurs, aux athlètes et aux coureurs. La construction d'une piscine à ciel ouvert est prévue sur les bords de la Vezouze.

L'Union Sportive Lunévilloise comprend plusieurs sections : athlétisme, foot-ball, rugby, tennis...

Deux paroisses ont formé des sociétés de gymnastique : l'Avenir Saint-Maur et l'Union Sportive Saint-Jacques.

Les deux sociétés cyclistes agréées par le Ministère de la Guerre : la Vedette lunévilloise et la Cyclo-Sportive lunévilloise, se sont fusionnées récemment en une seule société : la Vedette-Cyclo lunévilloise.

L'escadron Lhotte, société de préparation aux armes montées, agréée par le Ministère de la Guerre,



LE NOUVEAU STADE

donne des cours d'équitation à 75 jeunes gens de 15 à 21 ans, dans une caserne de cavalerie, le jeudi et le dimanche, de 8 à 10 heures du matin.

D'autres sociétés sportives: le Cercle d'Escrime Lunévillois, le Club-Marche de Lunéville, l'Amicale-Sport-Boules, ont une grande activité. La Société de Natation « les Croissants » a disposé sur les bords de la Meurthe les installations nécessaires aux bains de rivière. Elle en a confié l'administration à l'Union Sportive lunévilloise, au cours de 1936. La plage de Ménil est très fréquentée pendant la belle saison; des leçons de natation y sont données aux baigneurs novices. Les membres de la Société de Tir s'entraînent au stand de la forêt de Mondon.

Durant toute l'année se succèdent les manifestations sportives de ces diverses sociétés, auxquelles il faut ajouter le concours hippique et les trois réunions de courses hippiques qui contribuent au renom de notre cité cavalière.

Les *spectacles* sont nombreux. Dans l'élégante salle de théâtre, construite en 1910, la troupe lyrique du théâtre de Nancy vient chanter chaque lundi, durant la saison d'hiver, les opéra-comiques et les opérettes du répertoire. Les cercles paroissiaux organisent souvent des représentations montées par les amateurs. Les fêtes des diverses sociétés sont aussi l'occasion de spectacles ou de bals au salon des Halles, au théâtre ou dans les salles de cinéma. A plusieurs reprises, au cours de l'année, des concerts sont donnés, dans ces

mêmes salles ou aux Bosquets, par les sociétés de musique de Lunéville.

A date régulière, des foires installent sur les diverses places de la ville, leurs manèges, leurs tirs, leurs loteries et leurs étalages de sucres d'orge et de nougats. La plus traditionnelle est la foire du lundi-gras.

Deux cinémas donnent des représentations tous les soirs et deux représentations dans l'après-midi du jeudi et du dimanche. Une troisième salle de cinéma est fermée provisoirement. Cette distraction prend une importance de plus en plus marquée dans les loisirs de l'habitant de Lunéville. Trop souvent, malheureusement, elle manque au noble rôle éducatif et moral qu'elle pourrait jouer et apporte un excitant funeste aux imaginations des spectateurs, en particulier des enfants. Les parents ne voient pas assez le danger d'impressions aussi brutales sur de jeunes sensibilités.

Ce rôle éducatif du cinéma avait été recherché par la société des Filatures de l'Est qui offrait naguère pour un prix infime des séances de cinéma chaque dimanche à ses ouvriers. Elle avait aussi monté un guignol dont les spectacles réjouissaient bien des âmes d'enfants. La crise économique en a interrompu le cours.

Le cinéma est devenu plus nécessaire que le pain pour certaines familles. Les séances à prix réduits des cinémas de Lunéville regorgent de spectateurs. Il est des chômeurs qui s'imposent des restrictions alimentaires et ménagent les allocations qu'ils reçoivent pour ne pas être privés de cinéma.

Avec la paresse, deux fléaux menacent de se développer dans l'oisiveté forcée du chômeur. Ce sont l'intempérance et la débauche, dont les quatre bals publics de Lunéville sont parfois l'occasion.

Constant SAUCEROTTE déplorait, il y a 80 ans, le nombre élevé des débits de boissons à Lunéville: 183 établissements débitaient des spiritueux à un titre quelconque: 70 cabarets, 66 débits d'épiciers, 30 cafés... Il déplorait l'octroi de nouvelles autorisations: « On sait ce que le Ministre des Finances y gagne, mais il ne serait pas moins important de mettre en balance ce que le Ministre de l'Intérieur et les communes y perdent ».

Depuis cette époque, le nombre des débits de boissons s'est élevé à 134 cabarets ou cafés, sans compter les débits d'épiciers. Leur proportion par rapport au nombre d'habitants est moins élevée qu'en 1857: 1 pour 176 au lieu de 1 pour 119. C'est un chiffre encore important. Pour trop de Lunévillois, les soirées et les journées du dimanche passées au café constituent une chère habitude, qui serait avantageusement remplacée par des promenades ou des exercices physiques en plein air. Pour trop d'ouvriers, les nombreuses tournées d'alcool sont devenues une triste manie de chaque jour. Le chômage n'a pas diminué l'alcoolisme. Femmes et enfants meurent de faim au logis tandis que l'homme passe au café les loisirs que lui impose le chômage et y dépense les secours qu'il a obtenus. La consommation du vin n'a diminué depuis la crise que dans les familles qui en faisaient un usage modéré en période de prospérité.

La prostitution clandestine sévit surtout dans le quartier de la rue Traversière. Comme il arrive si souvent, l'insalubrité des habitations et la misère des habitants provoquent le vice et le crime. Plusieurs cafés louches sont l'objet de visites fréquentes de la police. Une maison de tolérance abrite sept femmes qui sont examinées régulièrement au dispensaire. Cinq filles soumises subissent, d'une façon irrégulière, ce contrôle médical.

L'alcoolisme et la débauche sont à l'origine d'un grand nombre des contraventions et des délits constatés chaque année à Lunéville. Au cours de 1936, le personnel de la police municipale a relevé 390 contraventions aux divers règlements de police en vigueur dans la ville :

Police des cafés et cabarets	23
Loi sur l'ivresse	59
Police des mœurs	30
Infractions au code de la route	115
Circulation à bicyclette aux Bosquets et sur les places publiques	28
Tapage injurieux et nocturne	41
Jet d'urine et d'immondices	14
Domage à la propriété d'autrui	3
Loi sur le séjour des étrangers	4
Violences légères	55
Arrêté sur l'hygiène et la salubrité publiques	14
Infraction sur la police des marchés	3
Infraction sur la police des garnis	1

Au cours de la même année, procès-verbal a été dressé pour 77 délits dont les auteurs ont été déférés au Parquet :

Vols	13
Abus de confiance	2
Coups et blessures	34
Blessures par imprudence	5
Homicide par imprudence	1
Homicide volontaire	1
Outrages aux agents de la force publique	5
Outrages à magistrat	1
Détériorations d'objets d'utilité publique	2
Suppression de part	1
Outrages publics à la pudeur	4
Vagabondage de mineurs	4
Grivèlerie	1
Infraction à la loi sur les débits de boissons	3

Depuis de nombreuses années, les chefs d'industrie lunévillois se sont efforcés de lutter contre ces fléaux qui menacent la santé de l'individu, le bonheur de la famille, l'avenir de la race. En améliorant les conditions du logement, en multipliant les jardins ouvriers, en offrant à leur personnel des livres, des jeux, en organisant des séances de cinéma ou de guignol, en soutenant les sociétés sportives, ils ont protégé leurs ouvriers et leurs employés contre l'attrait dangereux de l'intempérance et de la débauche. Il faut constater qu'ils n'en ont reçu en échange aucune reconnaissance. Les charges accablantes et les soucis angoissants qui pèsent plus que jamais sur leurs épaules les ont obligés à faire front devant les dan-

gers qui menacent d'une façon si urgente la vie des ouvriers liée à la vie de l'entreprise. Ils n'ont pas pu poursuivre dans sa plénitude l'effort qu'ils soutenaient, depuis dix ans surtout, pour l'organisation des loisirs. Ceux-ci sont devenus plus grands encore par l'application de la loi de quarante heures. Aux pouvoirs publics incombe la charge de reprendre l'œuvre des industriels et de la développer.

Dans la lutte contre l'alcoolisme et la débauche, l'organisation ne suffit d'ailleurs pas. Il est une tâche primordiale, qui repose à la base : c'est l'éducation de l'enfance, trop souvent négligée. C'est la formation de ces jeunes êtres, en qui repose l'avenir, dans la tradition française, appuyée sur la religion, l'amour de la famille et l'amour de la patrie. Elevés ainsi, ils sauront occuper leurs loisirs dans la satisfaction de leur cœur, dans la culture de leur esprit et dans le développement de leur corps. Le goût de la médiocrité qui règne aujourd'hui fera place au goût de la grandeur, à la joie d'agir librement, à la vaillance devant le risque qui ont fait le prestige séculaire de la France.

QUATRIÈME PARTIE

La santé publique à Lunéville au cours des siècles et dans la période moderne

Maladies-Épidémies

La Lorraine n'a pas été à l'abri des vastes épidémies qui se sont succédé au cours des siècles sur le continent européen. Les misères qu'elle a endurées si souvent, les invasions répétées qui ont dévasté son sol leur ont même permis de sévir avec une violence particulière. Lunéville a été maintes fois leur victime.

Ces épidémies qui ont exercé tant de ravages au Moyen Age et jusqu'au xvii^e siècle seront l'objet d'un premier chapitre. Les mémorialistes les désignent sous le nom général de peste, et elles présentent, en effet, les incursions massives et terriblement meurtrières de la peste. Il est regrettable que les observateurs lunévillois ne donnent que de très rares renseignements cliniques sur leur évolution chez les malades qu'elles frappent. Des mesures très strictes ont été opposées à leur développement par les édiles qui conduisaient alors les destinées de la ville.

L'amélioration des conditions générales de l'existence et de la prophylaxie dans les pays occidentaux, et en particulier la paix dont jouit la Lorraine sous l'autorité de Léopold jouent un rôle protecteur efficace contre le retour de la peste au XVIII^e siècle. La santé est mieux protégée, grâce à la réorganisation du corps médical lorrain. Elle fera l'objet du second chapitre, en même temps que les épidémies de variole, la mortalité infantile si meurtrière et les mesures de prophylaxie contre la peste.

Le développement de la clinique médicale au XIX^e siècle donne plus de certitude à l'étude épidémiologique de cette époque. Nous étudierons dans un troisième chapitre les maladies et les épidémies les plus importantes qui ont régné à Lunéville depuis les guerres de l'Empire jusqu'à la période actuelle. Les statistiques dressées par le Bureau Municipal d'Hygiène depuis 1908 rendront plus exacte encore cette étude de la santé publique à Lunéville.

I

LES GRANDES ÉPIDÉMIES DU MOYEN-AGE A L'AVÈNEMENT DU DUC LÉOPOLD

La peste noire et la lèpre au Moyen Age. — Les épidémies de peste du xvr^e siècle. — Le règlement d'hygiène du 10 octobre 1589. — La peste au xvii^e siècle.

Les guerres qui ravagent la Lorraine au cours des siècles sont suivies, à maintes reprises, d'arrêts et même de régressions dans le développement de Lunéville. A ce fléau s'ajoutent la famine et les épidémies qui déciment la population jusqu'au siècle dernier ; alors, les moyens de communication, autrefois trop rares et précaires pour assurer régulièrement le ravitaillement de la cité, commencent à s'améliorer, en même temps que la médecine prend l'essor magnifique qui la rend si bienfaisante aujourd'hui et qui lui permet d'être un guide éclairé dans le développement de l'hygiène générale.

Certaines époques sont demeurées tristement célèbres dans les annales des mémorialistes. Ainsi, l'an 1314, une terrible inondation ravage la ville et ses environs ; la misère ouvre le champ aux épidémies et cette année reste longtemps dans les souvenirs popu-

lares comme « l'an de grande famine et pestilence ». L'épidémie de peste noire venue d'Asie en 1349, enlève le tiers des habitants. Ils sont éprouvés de nouveau par les épidémies de 1374, 1390 et 1426.

Pendant tout le Moyen Age, la lèpre sévit en Lorraine, entretenue par les invasions et par les croisades. La maladie inspire une terreur telle qu'on ne songe pas à soigner ceux qu'elle frappe; on leur inflige, au contraire, des mesures d'isolement d'une rigueur extrême. Un Capitulaire de Charlemagne les avait déjà prescrites. C'est l'Eglise qui les applique au Moyen Age, époque où l'affection est considérée comme un châtement de Dieu.

Les lépreux ou mezels sont sequestrés dans leurs maisons ou relégués dans les « bordes ». Non loin de Lunéville, à Gerbéviller, à Einville, des écarts ont conservé ce nom. A la requête du clergé, l'existence de la maladie est constatée par des praticiens plus ou moins experts, voire même des barbiers. Le prêtre exhorte le lépreux et lui explique qu'il « ne doit pas gémir de ce que, dans un intérêt général, suivant la louable habitude des chrétiens, il soit séparé des autres ». Le malade reçoit, ensuite, l'habit d'humilité, les gants, le baril pour la boisson, la panetière et la crécelle qu'il ne devra plus quitter. A la maison qui doit devenir sa dernière demeure, on l'abandonne, en lui adressant ces mots: « Ici tu reposeras éternellement ». Le lépreux était bien mort. Il pouvait voir sa femme se remarier et rencontrer ses enfants sans avoir le droit de les approcher. Les peines les plus sévères étaient appliquées à ceux qui enfreignaient

la règle. Elle était affreusement inhumaine, mais, dès la moitié du ^{xiv}^e siècle, la lèpre commence un mouvement de retrait et finit par disparaître tout à fait.

Au ^{xvi}^e siècle, la Lorraine subit cinq grandes épidémies. En 1519, le poète GRINGOIRE et sa troupe sont expulsés de Lunéville « à cause de l'inconvénient de peste survenu en leur logis ». Cependant, cette mesure ne suffit pas à enrayer le mal, puisque, l'année suivante, le duc Antoine quitte 30 florins aux habitants de Lunéville « à cause de la peste qui y a régné ». En 1588, deux Suisses, des Gardes de Son Altesse, sont « pestiférés, ayant couché une nuit dans la sallette des chambellans au château de Lunéville... Fut par le commandement de M^{me} d'Haussonville, suivant une ordonnance qu'elle reçut de sadite Altesse, ladite sallette aérée l'espace de huit jours, les paillasses et autres hardes y étant vidées et brûlées par Maxel, pauvre manouvrier dudit Lunéville, qui pour ses peines, hasards et périls, reçut 20 francs » (LEPAGE, *Les Communes de la Meurthe*, I, 635).

Malgré les efforts de la police, les règlements destinés à assurer la propreté des rues pour « obvier au mauvais air » ne sont pas observés. Le corps municipal constate en 1589 que « la cause pour laquelle la maladie contagieuse se seroit si longuement entretenue et — peut estre — introduite en cette ville auroit esté le peu d'estat que l'on a fait du passé et encore présentement des ordonnances establies pour la conservation d'icelle, si bien qu'il est à craindre que, par le moyen d'une telle négligence et mespris, ladite maladie ne prenne pied, s'y accroisse et aug-

mente au détriment de la vie de plusieurs, à l'intérêt et préjudice notable de tout le corps de cette communauté ».

La terreur que répand l'approche du fléau inspire un règlement draconien, édicté par le corps municipal, dans sa délibération du 10 octobre 1589 :

« ...Il n'y a à grand peine personne ayant usage de raison qui ne juge et sache naturellement que les vapeurs putrides n'estant engendrées d'autres choses que d'ordure et infection, causent une corruption d'air contraire à la santé... et produisent plusieurs maladies signamment dangereuses en temps suspect de peste...

« Pourquoi est ordonné bien expressément à tous qu'il appartiendra de faire vider les fumiers et immondices qui sont ès rues, ruelles, coins et lieux retirés de cette ville dedans samedy prochain, et désormais tenir icelles nettes de toutes ordures, et de n'y mettre fumier, repous et autres telles choses, sinon pour oster incontinent, sur l'amende ordinaire de cinq francs à distribuer selon l'ordonnance de Son Altesse...; pareillement ordonne à tous ceux qui n'auroient privez en leurs maisons d'y en faire construire...

« Il est défendu de lascher aucuns pourceaux hors des maisons avant que le porcher ait corné pour les mener aux champs ad ce qu'ils ne rodent par les rues.

« Ordonne de tenir semblablement les maisons nettes et ne garder en icelles les ordures ou frippes ramassées en des coins où elles se putréfient, ainsi les porter sur les remparts ou hors de la ville ès lieux qui seront assignez.

« Et parce que la multitude des personnes qui se trouvent quelquefois résider en une maison est cause de plusieurs inconvénients, il est défendu à tous propriétaires de mettre ou loger en une seule maison plus d'un ménage ou locataire avec luy s'il y réside, et s'il n'y fait sa demeure, plus de deux, sinon que ladite maison fust tellement séparée qu'il n'y eust entrée ou lieux de passages communs de l'un à l'autre. et où il y en auroit davantage présentement les faire vuidier et sortir dedans la Saint-Martin prochain.

« Et d'autant plus qu'il est de coustume en temps d'hiver plusieurs femmes et filles s'assembler en certaines maisons de la ville pour filer et faire leur veillée en des poesles en nombre quelquefois de vingt, vingt-cinq et plus — et s'en est remarqué en d'aucuns trente-neuf sans l'augmentation qui se fait des visitations; que si quelque personne infectée de contagion se trouvoit parmy cela en pourroit advenir un inconvénient irrémédiable, il est défendu, pour y obvier, de faire assemblée plus grande que de quatre. sans y comprendre les domestiques, jusques à ce que. le danger passé, en soit donnée la permission.

« Davantage que se trouvant ordinairement grand multitude de personnes pauvres, tant de la ville que du dehors, qui font profession ordinaire de mendier, et vont certains jours de la semaine en troupes par les rues et portes de plusieurs maisons, chose qui pareillement peut apporter du danger, il est ordonné que désormais il n'ira mendier que ceux de la ville qui seront notoirement connus et approuvez pauvres et

seront discernés avec certaines marques qui leur seront données, qu'ils porteront sur leurs habits, et pour les obtenir, s'adresseront ès gouverneurs de l'hospital ès quels ils feront remontrance de leur pauvreté et nécessité dedans dimanche prochain... Et qui seront trouvés mendiants, n'ayant lesdites marques ledit temps passé, seront aussitost mis hors de la ville avec défense aux portiers de les laisser entrer...

« Et d'autant que le plus souvent le mal s'apporte d'ailleurs, il est défendu d'aller ès villes, villages et lieux pestiférés ou suspects de peste, signamment dont l'entrée est ou sera prohibée, et de n'acheter, recevoir ou loger aucuns meubles sortant desdits lieux sous peine à ceux qui le feroient à leur escient d'estre expulsés et hors mis de la ville. Que si quelqu'un à son desceu s'y seroit trouvé et en auroit eu la connaissance depuis, s'il est hors de la ville, il s'abstiendra d'y rentrer, et s'il est dedans, de converser avec les personnes sans en avoir licence et permission...

« Il est derechef ordonné que jusques à ce qu'il y ait assurance d'estre délivré de mal contagieux et la présente ordonnance soit levée, qu'aussitost qu'aucuns habitans de cette ville auront quelque personne malade de quelle maladie ce soit, d'en avertir les sieurs prevost et gouverneurs de ville... Que pour le défaut d'avoir averti comme dit est de l'arrivée des maladies, or que ce ne soit contagion, seront les défaillants enfermez en leurs maisons et n'en sortiront sans en avoir la licence desdits sieurs prevost et gouverneurs...

« Et là où la contagion adviendrait en une maison ou partie d'icelle, donnée à louage ou dont le propriétaire auroit accommodé aucun, et le locataire ou preneur n'auroit moyens de faire purger ladite maison ou partie, ledit propriétaire sera contraint d'y fournir les frais et despens, sauf son recours contre ledit locataire ou preneur, ainsi que cy devant il a esté pratiqué.

« Et pour le regard des devoirs qu'y doivent apporter lesdits sieurs prevost et gouverneurs, estant avertis desdites maladies ou mort advenues, de nouveau informeront de la sorte de la maladie. Et où ils auroient quelque conjecture ou argument qu'il y eust du danger de contagion, et la vérité ne leur fust librement et ouvertement dite, adjureront par serment ceux desquels ils la devront tirer de déclarer premièrement quelle opinion ils auront desdites maladies, des comportements des malades, et des lieux et personnes qu'ils ou aucuns d'eux auroient fréquentés, et en ordonneront ou feront faire la visite des corps.

« Que s'il est notoire par leur confession ou par quelque autre indice qu'il y ait de la contagion, incontinent que tout le mesnage soit mis aux champs si faire se peut, et ceux qui seroient suspects pour les avoir fréquentés, enfermez en leurs maisons certain temps...

« ...Seront avertis ceux qui seroient mis aux champs pour ladite contagion, de n'approcher de la ville outre les limites qui leur seront ordonnées; ne se tireront ou laisseront approcher de personne soit sur

les chemins ou ailleurs plus près que de vingt-cinq à trente pas, à peine de punitions exemplaires. Et ceux enfermez en leurs maisons de se contenir en icelles ou d'estre aussitost mis hors de la ville... » (*Archives de Lunéville*, BB, f° 9 et suivants).

Ainsi étaient rendues obligatoires la déclaration des maladies épidémiques et la désinfection qui consistait alors en une large aération. L'ordonnance ajoutait un isolement obligatoire dont la rigueur rencontrerait de nos jours bien des résistances.

A l'abri de ce règlement, la crainte s'atténue. Le 18 octobre 1589, le corps municipal autorise le recteur de l'école à reprendre ses leçons momentanément interrompues « pour cause de danger de contagion ».

Cependant, malgré tant de précautions prises pour protéger la santé des habitants et n'en admettre de nouveaux qu'à bon escient, la peste reparait, puisqu'en 1598, des réductions sur leurs baux sont accordées aux fermiers, en considération des « pertes qu'ils ont faites trois mois que la contagion a régné audit lieu pendant les années 1596 et 1597 ».

La misère engendrée en Lorraine au XVII^e siècle par la guerre et par les excès des soldats français, lorrains, croates ou suédois, est portée à son comble par les épidémies de peste et de typhus qui reparaissent. Vers 1650, la population a diminué de moitié et un village sur trois a disparu. Ces affreux désastres engendrent des exemples d'atrocité inouïe.

Dès 1629, la peste éclate en diverses régions de la Lorraine, se manifestant par des « vomissements, de la fièvre, des maux de tête, des syncopes et l'appa-

rition de glandes, de tumeurs, de taches dans les aines, les aisselles, sous les oreilles ». La famille ducale quitte Nancy au printemps de 1630 pour se réfugier à Lunéville, mais, l'année suivante, la peste y fait son apparition. La lutte s'organise aussitôt, pour arrêter l'extension du fléau. Du 10 juin au 27 octobre 1631, les habitants n'ont « liberté de hanter ni fréquenter en aucun lieu ». Le cours de la justice est interrompu et les rapports des commissaires désignés par la Chambre des Comptes nous apprennent que les habitants « s'endettent tant pour achat de drogues, parfums, médicaments et vivres pour les malades qu'autres pauvres nécessiteux de la ville; qu'il est mort bon nombre de personnes et que la population se trouve diminuée de 26 ménages ».

De même qu'en 1589, les mesures prescrites sont d'une extrême rigueur. Dès qu'un habitant présente quelque signe de la maladie, une voiture l'emmène avec tous ceux qui ont pu l'approcher, et même le médecin qui l'a soigné, dans des « loges », établies à la Fourrasse et à Plainchain. 1.200 francs sont dépensés pour édifier ces maisonnettes et 676 francs 4 gros de vin sont distribués « aux aéreur de la ville, malades étans aux bois, et à ceux qui chargeoient les morts de la ville et les enterroient » (Archives de Lunéville, CC, 6).

Le mal reparaît deux ans plus tard. En 1633, 2 francs sont dépensés « tant pour thériaque fine que pour le souper de François Thomassin, ordonné par les gouverneurs et sieurs du conseil de Lunéville de visiter le corps du fils de Quirin Vannier... et aussy la

filles de Nicolas Martin, soupçonnez de peste ;... n'ayant iceluy chirurgien rien eu pour ses peines ». François Thomassin, assisté de son confrère Dominique Bouget, est chargé « d'entrer en la maison de la Voilquiner au sujet de visiter le corps mort d'icelle, laquelle ils trouvèrent pestiférée ; en sortant de la maison, après avoir fait leurs rapports verbaux, fut ordonné qu'ils sortiroient de la ville, et furent envoyez à une loge, auxquels fut envoyé viandes, pain, vin et autres nécessitez ».

La même année, « la veille du Saint-Sacrement, les comptables furent à la Fourrasse, comme aussy le lendemain, pour faire dresser des loges, visiter les personnes y envoyées et leur ordonner de se bien comporter ». En même temps, les Capucins demandent à Mirecourt « un autre père pour confesser et assister les pestiférés ».

Le 12 juin, les comptables retournent à la Fourrasse « pour empêcher les désordres de ceux y logez ». Enfin, le 21, l'épidémie s'apaise et les comptables vont « faire prêter serment à ceux des loges de l'état de leur santé et disposition, pour les ramener à la ville ». Le 28 août, « entendant que l'on déroboit des planches desdites loges », ils se font accompagner d'un charpentier « pour ayder à défaire partie d'icelles loges pour les ramener à la ville ». (Comptes de l'année 1633. *Archives de Lunéville*).

Le passage d'hommes d'armes sur le territoire de Lunéville et les lourdes contributions qu'ils exigent des habitants, ne permettent pas à la ville de se relever. Les maladies épidémiques continuent à régner.

A la mort de Charles IV, la famine et la peste exercent toujours leurs ravages. Il faut attendre le début du XVIII^e siècle pour voir la prospérité revenir et, avec elle, une résistance plus efficace à la maladie sous le règne de Léopold.

L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE ET L'EFFORT SANITAIRE AU XVIII^{me} SIÈCLE

Le duc Léopold reconstitue le corps médical. — L'exercice de la médecine. — Les médecins. — Les chirurgiens. — Les sages-femmes. — Les rebouteux. — Les charlatans. — Les épidémies de petite vérole. — Les mesures de protection contre la peste. — La mortalité infantile. — L'endémie goitreuse.

Dès son avènement, le duc Léopold déploie une activité inlassable pour reconstituer tout ce qui avait été ruiné par les guerres qui se succédaient depuis tant d'années en Lorraine. Les grandes pandémies des siècles passés avaient ravagé ses Etats d'une façon souvent effroyable. Pour leur résister à l'avenir, il ne pouvait pas trouver de meilleur appui que dans un corps médical instruit et nombreux.

L'enseignement de la médecine avait subi de nombreuses vicissitudes dans les deux derniers tiers du xvii^e siècle. La Faculté de Médecine installée à Pont-à-Mousson par Le Pois et Fournier en 1598 était presque anéantie. Dans une touchante requête, ses maîtres exposaient, en 1699, les grosses dépenses

qu'ils avaient dû faire pour le rétablissement des exercices et la réfection de l'école. Ils demandaient de nouveaux habits en remplacement de ceux que leur avaient donnés les ducs précédents, et qui se trouvaient en lambeaux, « vermoulus », hors de service.

Pendant de nombreuses années, les médecins et les chirurgiens n'avaient plus reçu qu'une instruction élémentaire. Les traitements qu'ils instituaient ne reposaient le plus souvent que sur l'empirisme. Dans l'ordonnance du 28 mars 1708, Léopold cherche à réprimer la « témérité » de ceux qui s'ingèrent » sans caractère et sans étude « dans l'exercice de la médecine, et « se jouent impunément de la vie et de la santé des hommes ». (*Recueil des édits*, I, 628).

« Désormais, les étudiants en médecine ne pourront s'inscrire à la Faculté qu'après avoir fait deux années de philosophie à l'Université ou dans un collège. Les professeurs sont invités à faire régulièrement leurs cours, et menacés, en cas d'absence sans raison légitime, d'une retenue de deux francs par leçon. Ils doivent deux fois l'an faire « la démonstration des plantes usuelles » et mener quatre fois leurs élèves herboriser à la campagne. Les samedis de chaque semaine, ils donnent des consultations gratuites aux pauvres et les opèrent au besoin. Les chaires vacantes sont mises au concours par affiches et données par un jury composé des deux professeurs en charge et de trois autres docteurs ». (Baumont. *Etudes sur le règne de Léopold*).

Dès 1698, Léopold remet en vigueur le règlement de 1661 qui interdisait à quiconque de pratiquer l'art

de la chirurgie sans une autorisation, accordée après examen par le premier chirurgien ou ses lieutenants. Le sieur Cornuet de Belleville est chargé de veiller à l'exécution de ce règlement et reçoit le titre de « premier chirurgien, premier valet de chambre et barbier ordinaire de Son Altesse Royale ».

L'édit du 18 février 1707 supprima ces offices de premier chirurgien et de chirurgiens-lieutenants, et ajouta aux trois chaires de médecine de la Faculté de Pont-à-Mousson une chaire de chirurgie. Ce nouveau professeur « sera tenu et obligé de faire une leçon en langue française (innovation à signaler) d'une heure et demie tous les jours...; dans ses leçons, il traitera de toutes les parties de la chirurgie, comme des plaies, ulcères, tumeurs, fractures, luxations, etc...; des bandages et des médicaments chirurgicaux; fera deux démonstrations et dissections anatomiques tous les ans, et un cours des opérations de chirurgie sur des sujets qui lui seront fournis par les juges de Pont-à-Mousson, Nancy ou autres lieux, sur sa réquisition ». (*Recueil des édits*, I, 540).

Tout aspirant chirurgien devait justifier d'une année d'études à l'Université, ou, à défaut, être examiné par le professeur de chirurgie. Il était ensuite tenu de faire une année d'apprentissage sous un maître, deux années de service au moins dans les hôpitaux ou chez d'autres maîtres, et il subissait trois examens successifs de chirurgie. De même les futurs médecins devaient accomplir trois années d'études à la Faculté avant de pouvoir exercer leur art.

A partir de 1708, les sages-femmes ne peuvent exercer leur profession qu'après avoir été interrogées par un médecin, en présence d'un chirurgien. Elles sont élues par les femmes de leur paroisse. (Arrêt de la Cour du 22 juin 1708. *Recueil des Edits*, 1, 636).

La réglementation de l'exercice de la médecine permet d'entreprendre la lutte contre les charlatans. Ils étaient nombreux. En 1703, le corps municipal de Lunéville apprend qu'un chirurgien de la ville « use d'un remède extraordinairement violent dans toutes sortes de maladies, lequel cause précipitamment la mort aux malades, ce qui est arrivé à plusieurs depuis peu, qui auraient été emportés subitement par une potion qu'ils auraient prise, quelques-uns même étant décédés sans sacrements » ; défense est faite sur-le-champ au chirurgien homicide d'employer à l'avenir son remède et « d'en donner aucuns sans ordonnance de médecin, à peine de 300 francs d'amende pour la première fois et de peine plus grande en cas de récidive ». (*Registre des délibérations du corps municipal de Lunéville*, séance du 14 février 1703).

L'ordonnance de 1708 défend aux maîtres barbiers et perruquiers de faire, eux ou leurs garçons, une opération chirurgicale, et même de posséder des instruments de chirurgie. Elle renouvelle l'interdiction portée par l'édit du 6 janvier 1699, aux chirurgiens d'exercer la pharmacie dans les villes où il y a des apothicaires, à charge à ceux-ci de ne pas empiéter sur le domaine des premiers. Les charlatans, les « coureurs », les sages-femmes qui, sans autorisation du médecin, vendent des drogues, sont arrêtés et mis en

prison pendant le temps que fixera le juge. (Baumont. *Etude sur le règne de Léopold*).

Toutefois les rebouteux peuvent librement continuer à remettre les membres cassés. Il y a même à la suite de la cour ducale un « renoueur et remboîteur », aux gages de 300 livres : c'est Michel Durafort, marchand de Lunéville; les lettres patentes du 30 mars 1713 l'autorisent à continuer son négoce tout en restant à la disposition de la cour pour « rhabiller et renouer les os rompus et luxés, de même que pour la guérison des extensions de nerfs, des nerfs tressaillés, contusions et autres incommodités par des chutes ». (*Archives de Lunéville*, BB, 6).

L'amélioration du bien-être général, la réorganisation du corps médical, la création d'hôpitaux par le duc Léopold restreignent l'extension des maladies contagieuses. Seule, la variole ravage la Lorraine au XVIII^e siècle. Pendant l'année 1711, la famille ducale est cruellement atteinte. Le fléau frappe à coups redoublés autour de Léopold : après la princesse aînée Elisabeth-Charlotte, qui meurt le 4 mai après moins de deux jours de maladie, le prince Louis succombe le 10 et la princesse Gabrielle le 11. Les deux autres enfants de Léopold, les princes Clément et François, transportés à Léomont, échappent à la contagion. Le duc et sa suite quittent à leur tour précipitamment Lunéville en apprenant qu'une jeune femme de la cour est morte presque subitement. Ils se réfugient durant quelques semaines au château de Houdemont.

Les épidémies se succèdent. En 1717, la jeune Elisabeth-Thérèse est transportée à Lunéville dès les premières atteintes du mal; elle guérit. Lunéville est moins atteinte par l'épidémie de petite vérole qui enlève à Nancy plus de 1.500 personnes en 1723.

Instruit par l'histoire des siècles précédents, le duc redoutait qu'un retour offensif de la peste ne ruinât ses efforts de restauration. Quand le fléau apparaît à Marseille, en 1720, il prend les mesures les plus rigoureuses, comme si le mal avait déjà atteint la Franche-Comté. Il suspend les foires, expulse les mendiants étrangers, les vagabonds, les colporteurs sans domicile. Des corps de garde sont postés sur la frontière à l'entrée et doivent exiger des voyageurs pénétrant en Lorraine un certificat constatant qu'ils ne viennent pas d'un pays contaminé ou simplement suspect. Les craintes de Léopold sont telles qu'il va jusqu'à recruter trente compagnies de milice pour mieux garder les frontières de la contagion. M. d'Audiffret écrivait, le 14 décembre 1720, au Régent: « M. le duc de Lorraine s'est laissé si fort prévenir au sujet du mal contagieux par les lettres de Suisse un peu trop exagérées, que des nouvelles plus sûres et plus capables de l'en mieux informer n'en ont pu détruire l'impression, et les trop grandes précautions qu'il a voulu prendre ont alarmé ses peuples qui, par l'ignorance de l'éloignement, ont cru le mal à la portée de ses Etats; il a fait acheter des remèdes en Allemagne pour une somme considérable, il fait venir de Gênes deux cents caisses de citrons... ». Heureusement, « la Lorraine et son duc en sont quittes pour la peur ». (*Mémoires de Noël*, n° 5, I, 150).

Il n'y a quelque recrudescence des maladies épidémiques qu'en 1740 et en 1793, années de grande disette, où la misère diminue la résistance des individus à l'infection. Mais, à aucun moment, ne reparaît la désolation du siècle précédent. Cependant, il est encore de grands progrès à réaliser dans l'hygiène et la protection de la vie. La mortalité infantile, en particulier, est effroyable. Nicolas SAUCEROTTE dans ses *Mélanges de Chirurgie*, rapporte que, sur 26.020 décès survenus entre 1700 et 1800 dans la ville de Lunéville, 23.394, c'est-à-dire plus de la moitié, concernent des enfants qui n'ont pas atteint leur sixième année.

Au cours du XVIII^e siècle, l'endémie goîtreuse qui sévit en plusieurs communes du bailliage de Lunéville, règne à Lunéville même, dans le quartier de Viller. Elle devait disparaître complètement au siècle suivant.

III

LA MALADIE AU XIX^{me} ET AU XX^{me} SIÈCLES LE RÉSULTAT DE LA PRÉVENTION DES MALADIES CONTAGIEUSES DANS LA PÉRIODE MODERNE

Les épidémies chez les prisonniers des guerres de l'Empire internés à Lunéville. — Le choléra. — La fièvre typhoïde. — Les dysenteries. — Le typhus exanthématique. — La variole. — La méningite cérébro-spinale. — Le paludisme. — La coqueluche. — Le croup. — La phtisie pulmonaire. — Les maladies aiguës et chroniques au siècle dernier. — La déclaration des maladies transmissibles depuis 1908. — La scarlatine. — La rougeole. — La diphtérie. — Les infections puerpérales. — La poliomyélite antérieure aiguë. — La fièvre ondulante. — La tuberculose. — Les autres maladies transmissibles à déclaration facultative.

L'histoire des épidémies à Lunéville est mieux connue au XIX^e siècle, grâce aux ouvrages du docteur Constant SAUCEROTTE, observateur sagace et clinicien averti. Les données sont encore plus précises au XX^e siècle. Elles nous sont fournies surtout par les statistiques du bureau municipal d'hygiène et par le registre de casernement.

De 1799 jusqu'à la chute du Premier Empire, de nombreux blessés et prisonniers de guerre séjournent à Lunéville. Ils importent dans la ville des maladies

contagieuses. En grand nombre, ils sont admis à l'hôpital : ainsi après la campagne d'Autriche, en 1809, 3.000 prisonniers autrichiens sont successivement hospitalisés, entre le 9 mai et le 21 juin. Le 15 mai, le conseil municipal, « considérant que le grand nombre des malades qui existent parmi les prisonniers autrichiens en dépôt dans cette ville, et le rapport des officiers de santé attachés aux hospices font craindre que la maladie dont ils sont atteints ne devienne contagieuse ;

« Que, d'un autre côté, les passages continuels de ces prisonniers blessés et malades ne pourraient qu'augmenter la contagion si elle se manifeste... ;

« Autorise le maire à louer un local particulier pour l'inhumation des prisonniers qui mourront, parce qu'il y aurait des inconvénients à la faire au cimetière qui deviendrait peut-être insuffisant ; et à faire distribuer du vinaigre à ces prisonniers, pendant les chaleurs de l'été, et même à faire des fumigations dans le quartier qu'ils habitent... ».

Ce défilé de prisonniers de toutes les nationalités, Autrichiens, Russes, Italiens, Espagnols, Bavaïois, se poursuit jusqu'en 1815. Dès 1810, certains font office d'infirmiers à l'hôpital et dans les succursales installées à l'hôtel des Cadets et au Château, « sur le refus des citoyens dont plusieurs ont été par maladies et par mort victimes de leur dévouement ».

Le passage journalier de troupes, leurs séjours et leurs rapports avec les militaires infectés, la négligence des précautions hygiéniques, le contact des dépouilles que la cupidité des infirmiers ou l'impré-

voyance des parents enlève aux cadavres font éclater en 1813 et au début de 1814 une épidémie qui s'étend des militaires aux civils, surtout à ceux qui habitent les quartiers voisins de l'aile du Château transformée en hôpital. Le docteur Thouvenel qui a écrit l'histoire de cette épidémie distingue trois groupes d'infections : 1° des fièvres adynamiques ou putrides ; 2° des fièvres ataxiques ou malignes ; 3° des fièvres ataxo-adynamiques ou typhus. Il s'y joignait des dysenteries et diverses complications des centres nerveux. On traitait les malades par l'emploi de toniques, de stimulants diffusibles et de révulsifs. La mortalité est importante ; suivant le moment de l'épidémie, elle s'élève au sixième, au tiers et même à la moitié des malades.

Au cours du xix^e siècle, dans la paix revenue, deux grands fléaux exercent tour à tour ou simultanément leurs ravages dans la population lunévilloise : le choléra et la fièvre typhoïde.

Le choléra

Lunéville est épargnée par l'épidémie de choléra qui sévit en Lorraine en 1832. Cependant, la maladie touche vingt villages de l'arrondissement où elle fait 203 victimes et arrive aux portes de la ville : 63 cas et 23 décès à Bayon ; 320 cas et 2 décès à Blainville ; 41 cas et 11 décès à Serres ; 39 cas et 21 décès à Velle...

L'épidémie de 1849 se répand dans seize communes de l'arrondissement où elle fait 253 victimes. Elle atteint cette fois Lunéville : du 23 juin au 7 novembre, elle se manifeste par 107 cas et 43 décès. La popula-

tion pauvre qui habite le faubourg de Viller compte à elle seule 33 décès. La garnison est épargnée. Tout autour de Lunéville, les villages sont frappés : Blainville (81 cas et 32 décès), Damelevières (48 cas et 11 décès), Fraimbois (87 cas et 32 décès), Emberménil (58 cas et 17 décès), Saint-Clément (92 cas et 8 décès), Baccarat (61 cas et 39 décès)...

Le choléra reparait en 1854 dans trente communes de l'arrondissement. 2.000 personnes sont touchées, 362 mortellement. Lunéville a 80 cas et 18 décès, dont 5 militaires, du 4 août au 22 novembre. Le mal envahit, l'année suivante, 21 communes de l'arrondissement : on compte 1.192 cas et 419 décès ; à Lunéville même, 45 personnes, dont 18 militaires, sont atteintes, du 25 septembre au 22 octobre 1855. Il y a 20 décès.

Le mal se manifeste encore en 1865 : 27 cas et 6 décès dans sept communes de l'arrondissement ; 2 cas mortels à Lunéville. En 1873, on revoit quelques cas en Lorraine, en particulier à Serres, où sévit une forte épidémie (70 cas, 11 décès). Quand une petite épidémie se déclare en 1892 à Houdemont, un seul cas mortel survient près de Lunéville, à Saint-Clément. Le choléra n'a pas reparu depuis cette date. L'application de règlements nationaux et internationaux a permis de lutter avec succès contre le développement de vastes pandémies semblables à celles qui désolèrent le cours du XIX^e siècle.

Constant SAUCEROTTE remarque que les populations rurales ont compté plus de victimes que celles des villes, qui sont protégées par de meilleures conditions d'hygiène privée et générale. La morbidité a été de

1 pour 35 à la campagne, de 1 pour 147 seulement dans les villes. La thérapeutique employée au cours de ces épidémies est purement symptomatique. SAUCEROTTE indique les heureux effets de la saignée précoce, de l'eau froide ingérée en grande quantité et de l'ipéca.

Les affections typhoïdes

Les épidémies de 1828, de 1841-1855. — La fièvre typhoïde dans la garnison de 1874 à 1896. — Les épidémies de 1899 à 1911. — La régression et la disparition des affections typhoïdes sous l'influence des mesures rationnelles de prévention. — Le rôle important de l'alimentation en eau potable. — Les répercussions du progrès réalisé à Lunéville sur la campagne environnante.

La fièvre typhoïde domine le tableau de l'épidémiologie lunévilloise durant toute la période qui s'étend de 1828 — époque des premières observations cliniques du docteur Constant SAUCEROTTE — à 1912 — où la mise en service de l'usine de filtration et de stérilisation des eaux de la Meurthe triomphe immédiatement de ce fléau, qui, depuis si longtemps, régnait parmi la population civile et militaire de Lunéville.

La première épidémie, bien définie, cliniquement, remonte à 1828; elle sévit fortement sur la garnison. Jusqu'en 1841, on ne trouve que des cas sporadiques. Mais de 1841 à 1856, plusieurs épidémies se succèdent. SAUCEROTTE les attribue: 1° à l'encombrement et au manque d'aération des habitations; 2° aux émanations de mares croupissantes et de divers foyers putrides; 3° à l'ingestion de substances alimentaires en putréfaction; 4° aux miasmes produits par les per-

turbations atmosphériques, notamment à la suite de grandes pluies.

De 1826 à 1855 inclus, il y a 272 décès typhiques dans la garnison. Une épidémie dans l'hiver de 1841 y fait 40 décès; une autre, en 1842, en fait 36 et une troisième pendant l'été et l'automne de 1852 en fait 33. Au cours de cette même année, la population civile compte 29 décès par fièvre typhoïde. On peut estimer approximativement qu'en 1852, la morbidité typhique s'élève à 530 cas dans la population civile. Le mal rétrocede au cours des années suivantes: en 1853, 11 décès civils et 4 décès militaires pour environ 115 cas; en 1854, 16 décès civils et 15 décès militaires pour environ 245 cas.

Une forte épidémie éclate de nouveau en 1855; elle frappe 560 personnes et sévit surtout dans la population civile (61 décès), en particulier dans le faubourg d'Alsace, où on ne relève pas moins de 85 cas. Ce quartier est habité, à cette époque, par de nombreux maraîchers. Les cours de leurs habitations étaient remplies de fumiers et très mal tenues et on avait répandu, peu de temps auparavant, de vastes amas de boues et d'immondices de la ville sur leurs jardins. Ils tiraient leur eau d'alimentation des puits creusés au voisinage de leurs maisons. La garnison, moins sévèrement touchée, ne compte que 10 décès. En 1856, l'infection s'atténue, 24 civils et 6 militaires en sont victimes.

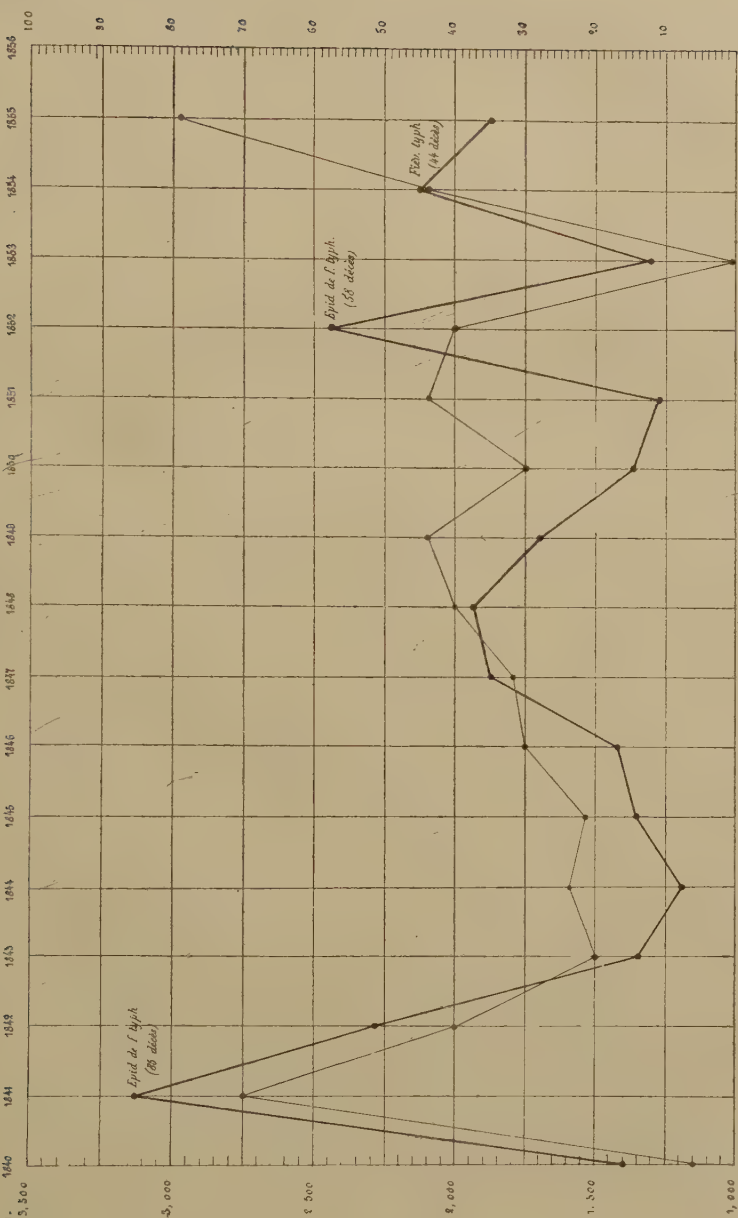
Le rôle de l'eau dans la genèse des épidémies de fièvre typhoïde, qui explique si bien la brusque expansion de 1855, n'était pas connu à cette époque et Cons-

Année.

Chiffre

de la garnison.

Chiffre
de la
mortalité



No 22. La ligne forte indique le chiffre de la mortalité, la ligne faible le chiffre moyen de la garnison

tant SAUCEROTTE accusa des conditions météorologiques inaccessibles à nos instruments, des altérations des qualités électriques de l'atmosphère, des miasmes ou principes toxiques en suspension dans l'air ambiant.

De 1856 à 1870, il n'existe pas de données précises. Depuis 1870, le relevé des causes de décès a été fait jusqu'en 1896 par le docteur Tony SAUCEROTTE et par IMBEAUX. Enfin, on possède, à partir de 1908, les statistiques du bureau municipal d'hygiène.

La guerre de 1870-71 amène de nombreux cas de fièvre typhoïde dans les ambulances lunévilloises, tant chez les Français que chez les Allemands, surtout pendant la période estivo-automnale de 1870. Dans les hôpitaux français, on compte 40 décès. Leur nombre dans les ambulances allemandes n'est pas connu, mais doit être relativement élevé: en septembre et en octobre, les Allemands enterraient, certains jours, deux cadavres dans le même cercueil.

De 1874 à 1896, la morbidité de la fièvre typhoïde n'est connue que pour la garnison, mais la mortalité est donnée par SAUCEROTTE et par IMBEAUX pour la population civile et militaire. Après une période d'accalmie, l'endémie prend une nouvelle extension à partir de 1881. C'est au cours de cette année qu'est réalisée l'adduction de l'eau de Meurthe. La population se met à consommer indifféremment l'eau des sources, parfois souillée d'ailleurs, au débit très insuffisant, et l'eau de Meurthe, presque brute, à peine filtrée par la

traversée de la berge mais obtenue en grande abondance. Le tableau suivant indique très nettement cette recrudescence :

Années	Mortalité civile	Mortalité militaire	Morbidité militaire
1874	10	0	0
1875	3	2	16
1876	10	1	37
1877	12	0	0
1878	6	2	24
1879	15	0	3
1880	5	2	14
1881	25	2	23
1882	11	3	53
1883	2	8	78
1884	11	7	43
1885	23	6	42
1886	10	11	109
1887	24	14	87
1888	11	17	60
1889	23	12	80
1890	13	7	63
1891	7	4	50
1892	10	14	113
1893	5	5	57
1894	8	7	87
1895	9	5	123
1896	10	12	109

De 1874 à 1884, la garnison comprend environ 2.300 hommes. Jusqu'en 1888, les effectifs oscillent autour de 3.500; à partir de 1889, ils s'élèvent à 4.300. Pendant la même période, la population passe

de 16.000 à 22.600 habitants. La mortalité, et sans doute aussi la morbidité typhiques sont donc beaucoup plus élevées dans la garnison que parmi la population civile, que l'usage constant de l'eau contaminée immunise ; les militaires, au contraire, présentent des terrains neufs que le dépaysement, le surmenage et l'insuffisance de l'alimentation rendent réceptifs.

Cet état endémique persiste au début du xx^e siècle. Les différentes casernes de Lunéville sont alors alimentées en eau de la façon suivante :

Quartier La Barollière :

- 1^o Source du Rianois : eau de boisson ;
- 2^o Eau de Meurthe : lavabos ;
- 3^o Source des Vignes : abreuvoirs.

Quartier Stanislas :

- 1^o Source du Rianois : eau de boisson ;
- 2^o Eau de Meurthe : lavabos ;
- 3^o Source des Princes : lavoirs.

Quartier Beauvau :

- 1^o Source du Rianois : eau de boisson ;
- 2^o Eau de Meurthe : lavabos et abreuvoirs.

Quartier Clarenthal :

Quartier Diettmann :

Quartier Treuille de Beaulieu :

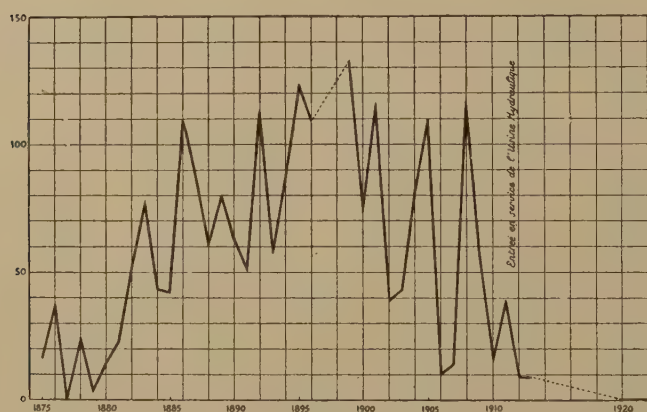
- 1^o Source des Mossus : eau de boisson ;
- 2^o Eau de Meurthe : lavabos et abreuvoirs.

Quartier Stainville :

- 1^o Source de Mondon : eau de boisson ;
- 2^o Eau de Meurthe : lavabos et lavoirs.

Malgré les conseils qui leur sont donnés, les troupes usent indifféremment de ces eaux d'origines diverses, avec l'insouciance et l'imprudence habituelles à

leur état. Aucune de ces eaux n'est d'ailleurs à l'abri de toute contamination. Aussi, les épidémies de fièvre typhoïde, plus ou moins massives, vont-elles continuer à se succéder. Jusqu'à l'été 1907, seul, le registre de casernement de l'hôpital mixte témoigne du développement de la fièvre typhoïde à Lunéville.



LES AFFECTIONS TYPHOÏDES DANS LA GARNISON
DE LUNÉVILLE DE 1875 A 1914

En 1899, une première épidémie frappe 17 hommes du 8^e régiment de dragons, du 29 janvier au 25 février. Après 4 cas épars du 27 mai au 11 juin, la fièvre typhoïde reparait du 23 juin au 12 octobre; 109 malades sont admis à l'hôpital. 84 venaient des quartiers Stanislas, La Barollière et Beauvau, alimentés par la source du Rianois. La morbidité, dans ces quartiers, s'est élevée à 6,8 pour 100. Après un cas

isolé, le 30 novembre, une nouvelle épidémie, au caractère sévère, éclate parmi le 2^e bataillon de chasseurs à pied, à la caserne Stainville, alors privée d'eau de Mondon par la gelée. Parmi les 34 typhiques hospitalisés jusqu'au 11 février 1900, 17 appartenaient à cette unité. La mortalité fut de 17,6 pour 100.

L'été de l'année 1900 voit apparaître une nouvelle épidémie, qui s'étend du commencement d'août jusqu'au 16 novembre: c'est le quartier Stanislas qui fournit le plus de malades: 11 sur 36. 19 de ces malades buvaient l'eau du Rianois (morbidité: 1,2 pour 100); 11 buvaient l'eau des Mossus (morbidité: 0,6 pour 100). Seul, le quartier Treuille-de-Beaulieu est épargné. Quatre cas isolés apparaissent encore du 19 au 31 décembre 1900. Ils présagent une nouvelle épidémie, qui décime le 4^e escadron du 12^e cuirassiers, logé au quartier Clarenthal, dans un bâtiment insalubre, dont le rez-de-chaussée est occupé par des écuries. 62 hommes contractent la maladie; il y a huit décès. Dans le même temps, les autres corps ne comptent que 7 malades.

La poussée typhoïdique estivale de 1901 est tardive et de courte durée: les 12 cas qui surviennent du 25 août au 8 septembre, sont uniformément clairssemés dans l'ensemble des troupes. A la même époque, il y a quelques cas de fièvre typhoïde parmi les civils. La mauvaise qualité de l'eau se manifestait d'autre part par une épidémie de dysenterie de nature bénigne, qui sévit pendant deux mois sur la troupe comme sur la population urbaine.

Du 18 octobre au 31 décembre 1901, la garnison entière donne 35 typhiques, dont 23 se manifestent au quartier Stainville. La population civile payait à cette même époque son tribut à la fièvre typhoïde. L'endémie prolonge ses atteintes jusqu'au 7 février 1902: 10 cas au 12^e régiment de Cuirassiers, 3 cas parmi les autres corps. Une deuxième poussée apparaît au 12^e Cuirassiers, du 4 mars au 4 avril: 10 cas avec 2 décès. L'été ne compte que 12 cas.

Le 7 octobre, les 11^e et 12^e régiments de Cuirassiers quittent la garnison. Ils sont remplacés par le 17^e régiment de Chasseurs à Cheval (quartiers Clarenthal et Treuille-de-Beaulieu) et le 18^e régiment de Chasseurs à cheval (quartier Diettmann). Du 24 décembre 1902 au 3 février 1903, les cas se succèdent dans ces deux régiments.

La fièvre typhoïde se manifeste en 1903-1904 par trois poussées épidémiques dont la seconde seule fut importante par le nombre des cas:

1^{re} Poussée épidémique: 15 septembre- 9 novembre 1903: 5 cas, 1 décès.

2^e Poussée épidémique: 1^{er} décembre 1903-23 janvier 1904: 27 cas, 4 décès. Elle est précédée depuis octobre par une série de cas sporadiques parmi la population civile, sur le trajet des sources du Rianois et des Mossus. Des infiltrations dangereuses venues du dépôt d'immondices et de l'épandage d'engrais à proximité de leurs captages contaminaient ces sources dont les zones de protection n'étaient pas toujours scrupuleusement respectées. Dans la garnison, 16 cas appartiennent au 18^e Chasseurs (quartier Diettmann)

et 5 au 9^e Dragons (quartier Stanislas), alimentés par ces sources.

3^e Poussée épidémique: 28 février-7 mars 1904: 4 cas.

Du 12 mai au 29 mai 1904, 11 cas dont 1 mortel se manifestent au quartier Diettmann, la plupart parmi le 2^e escadron qui a déjà été frappé durant l'hiver. Une deuxième poussée typhoïdique se manifeste du 5 au 15 juin au quartier Clarenthal: 11 cas bénins, dûs à l'ingestion de thé préparé avec de l'eau de Meurthe insuffisamment bouillie.

La troisième poussée épidémique de l'année 1904 s'étend à 52 malades; il y a 4 décès. Après 6 cas isolés, 31 cas apparus du 4 au 18 août exclusivement au quartier Stanislas, sont imputables à l'eau de Meurthe. Les 15 cavaliers des quartiers Stanislas et Beauvau frappés du 12 août au 12 septembre buvaient de l'eau du Rianois qui provoque en même temps 10 cas de fièvre typhoïde parmi la population civile. Une période de sécheresse exceptionnelle avait déterminé des crevasses dans les terrains d'épandage qui entourent cette source. Elle est contaminée d'une façon massive lors d'une chute de pluie abondante, le 26 juillet 1904.

La source des Mossus est, elle aussi, facilement polluée à la moindre pluie abondante ou succédant à une période de sécheresse qui, en crevassant le sol, le rend inapte à une filtration convenable. C'est l'eau de cette source qui est à l'origine de l'épidémie du 22 juin au 30 octobre 1905: une première poussée, du 22 juin au 11 juillet, frappe le 17^e Chasseurs seul (15 cas, 1

décès); une seconde (71 cas, 1 décès) affecte simultanément, du 26 juillet à la fin d'octobre, les quartiers Clarenthal, Diettmann et Treuille-de-Beaulieu et coïncide avec une épidémie développée parmi la population civile le long de la canalisation de la source des Mos-sus. Les autres corps présentent 21 cas isolés.

A la fin de cette année, une petite épidémie se localise exclusivement au 39^e régiment d'Artillerie (quartier Treuille-de-Beaulieu). Elle atteint 11 malades du 17 décembre 1905 au 16 mars 1906.

En 1906 et 1907, pour la première fois depuis plus de 20 ans, il n'y a pas d'épidémie typhique dans la garnison. On ne compte que 16 atteintes isolées, avec 3 décès. Ils sont dûs à la consommation imprudente d'eau notoirement dangereuse, mais plus fraîche que l'eau stérilisée, dont l'usage s'est généralisé dans toutes les casernes de Lunéville. Cette accalmie se prolonge au cours des six premiers mois de 1908, dans la garnison qui ne compte que six cas isolés.

A la fin du juin, éclate une épidémie massive (110 cas), mais bénigne (1 décès) qui sévit jusqu'au 17 octobre. Elle est surtout active entre le 1^{er} juillet et le 25 août. A cette date, la garnison est évacuée sur le Camp-de-Châlons jusqu'au 10 octobre. 51 cas d'embarras gastrique fébrile hospitalisés pendant l'été 1908 relèvent de la même influence épidémique.

L'épidémie se propage surtout au 8^e Dragons et au 18^e Chasseurs. La chaleur estivale, très marquée cette année, incite les hommes à consommer une eau plus fraîche que l'eau stérilisée. Ainsi les malades du 8^e

Dragons avaient bu l'eau d'une citerne alimentée par un captage de la source du Rianois réservé au régiment. Ceux du 18^e et du 17^e Chasseurs avaient rafraîchi l'eau stérilisée au moyen de glace recueillie en hiver dans la Vezouze.

Au cours de la même année, 46 cas de fièvre typhoïde, avec 4 décès, surviennent dans la population civile, avec une fréquence particulièrement marquée en août (11 cas) et en octobre (10 cas). Après une accalmie de près de 3 mois, la fièvre typhoïde reparait dans la garnison et la population civile du 6 janvier au 7 mars 1909. La plupart des atteintes militaires (17 sur 24) se manifestent entre le 27 janvier et le 10 février. Elles sont disséminées entre les divers quartiers, comme sont éparpillés les 33 cas apparus chez les civils au cours des trois premiers mois de l'année 1909. A une période de froid extrême, qui avait fendillé la surface du sol, avaient succédé la fonte des neiges et des pluies abondantes, entraînant la pollution des bassins d'alimentation de toutes les sources. La rigueur de l'hiver donne à cette épidémie un caractère sévère: 4 décès parmi les militaires et 4 décès parmi les civils.

Jusqu'au début d'octobre, on ne compte que 13 cas de fièvre typhoïde avec 4 décès parmi les civils, et 4 cas avec 1 décès parmi les militaires. Une nouvelle recrudescence apparaît du 3 octobre au 8 décembre. Dans la garnison, elle atteint 31 malades, dont 20 appartiennent à une batterie du 8^e régiment d'Artillerie et 4 au 17^e régiment de Chasseurs à cheval. Une fois de plus, l'usage d'eau non stérilisée est à l'origine

de l'épidémie. Parmi la population urbaine, 24 cas sont déclarés au bureau d'hygiène avec 4 décès.

Au total, la fièvre typhoïde a provoqué, en 1909, à Lunéville 129 cas (59 militaires et 70 civils) et 17 décès (5 militaires et 12 civils).

Jusqu'au mois d'octobre de l'année suivante, l'endémie continue à sévir parmi les civils (26 cas, 7 décès), tandis que les militaires restent complètement indemnes. Les civils ne disposent pas, comme la garnison, d'eau de boisson stérilisée. Ils restent exposés à la contamination si facile et si fréquente des différentes sources.

La fièvre typhoïde prend une nouvelle expansion du début d'octobre 1910 au 1^{er} mars 1911, avec un maximum entre le 8 et le 15 décembre. Elle frappe 21 militaires (3 décès) et 88 civils (12 décès). L'origine hydrique de l'épidémie est indubitable: ainsi, les quartiers Stanislas et Stainville, alimentés uniquement par l'eau stérilisée, restent indemnes.

Après le 1^{er} mars 1911, 25 cas civils se répartissent également sur les différents mois de l'année; 7 ont une issue fatale. Dans la garnison, une épidémie éclate le 15 août et se prolonge jusqu'au 29 septembre. 26 malades sont hospitalisés; 20 d'entre eux, en même temps que 13 embarras gastriques fébriles, appartiennent au 18^e Chasseurs, 5 au 17^e Chasseurs, 1 au 8^e Dragons. Il n'y a aucun décès. 3 autres cas isolés surviennent en novembre et en décembre.

La majorité des atteintes civiles est localisée dans les secteurs urbains alimentés par la source des Mos-sus, que reçoivent de même les deux régiments conta-

minés. La nappe souterraine qui forme cette source avait été de nouveau infectée, au cours d'un orage succédant à une période de sécheresse prolongée, par des infiltrations venues de terrains maraîchers fumés de façon intensive.

Lunéville sera enfin, au cours de l'année 1912, délivrée du fléau. L'enquête du Médecin Inspecteur Général Delorme avait prouvé d'une manière indiscutable, en 1908, l'origine hydrique des épidémies. Avertie, la municipalité que présidait M. Castara décidait aussitôt de chercher un remède au mal. L'entrée en service de l'usine d'épuration des eaux de la Meurthe en 1912 a pour résultat immédiat la disparition des poussées épidémiques habituelles, surtout dans les casernes où l'alimentation est particulièrement surveillée. A côté des 27 cas civils (7 décès), l'armée ne compte que 9 cas, qui finissent tous par guérir.

L'année suivante, 8 cas (3 décès) apparaissent dans la population civile; 9 cas (4 décès) sont hospitalisés dans les salles militaires de l'hôpital. Parmi ces derniers, quatre n'avaient pas été contractés à Lunéville. Les autres montraient l'insuffisance de la stérilisation par les lampes à quartz de l'eau, filtrée au préalable.

L'addition clandestine d'extrait de Javel entraîne la disparition de la fièvre typhoïde. Jusqu'à la déclaration de guerre, un seul typhique, cavalier au 8^e Dragons, est admis à l'hôpital.

Le début de la guerre s'accompagne d'une nouvelle épidémie, qui s'étend à la population civile. En novembre 1914, 312 cas de fièvre typhoïde et 47 décès sont

déclarés au Bureau d'Hygiène, y compris les 10 cas et les 3 décès survenus parmi la population urbaine. Les atteintes sont moins nombreuses en décembre : 11 cas nouveaux et 11 décès militaires, 3 cas nouveaux et 5 décès civils sont déclarés.

Au cours des années suivantes, l'application systématique de la vaccination préventive aux armées s'oppose au développement de nouvelles épidémies. En 1915, le bulletin mensuel de statistique du Bureau Municipal d'Hygiène signale encore 17 décès militaires et 13 décès civils dus à la fièvre typhoïde.

En 1916, 10 cas sont déclarés parmi la population civile, avec 1 décès, 3 malades meurent de typhoïde dans les hôpitaux militaires.

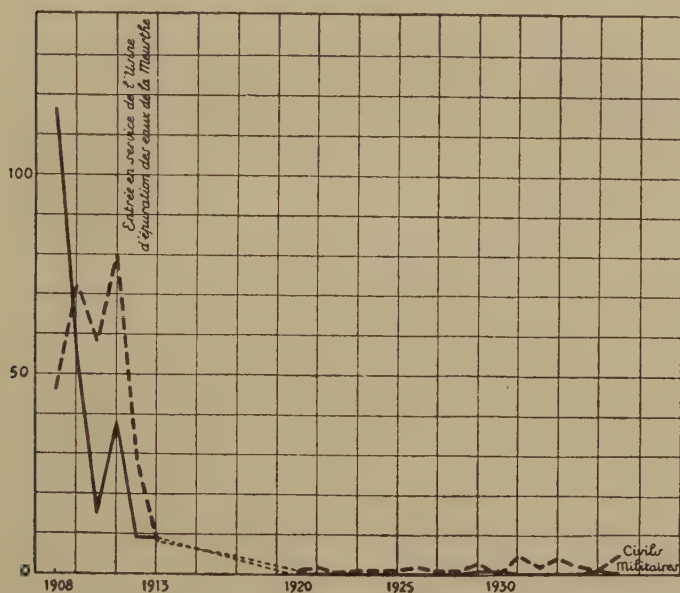
En 1917, on compte 2 cas avec 1 décès parmi la population civile et 3 décès parmi les militaires.

En 1918, 4 cas et 1 décès civils, 1 décès militaire.

De 1919 à 1935, 20 cas de fièvre typhoïde et 8 cas de fièvre paratyphoïde B se sont manifestés parmi la population civile, en entraînant 7 décès. La garnison dans le même laps de temps n'a compté qu'un cas mortel de fièvre typhoïde en 1929 et un cas de paratyphoïde B en 1925. Chez 20 malades, M. le Professeur ROBERT, directeur du Bureau d'Hygiène, a pu établir avec certitude l'origine de l'infection : puits contaminés, eau de rivière, lait souillé, consommation d'eau dangereuse au cours de voyages, malades venus de l'arrondissement pour être soignés à l'hôpital de Lunéville. La mise en service de l'usine hydraulique de Ménil a délivré la ville du fléau redoutable que constituaient les épidémies de fièvre typhoïde en déci-

mant, chaque année, la population civile et militaire. Elle marque une date importante dans l'histoire de Lunéville.

Tandis que les affections typhoïdes devenaient exceptionnelles à Lunéville, elles subissaient une



LES AFFECTIONS TYPHOÏDES PARMI LA POPULATION CIVILE
ET MILITAIRE DE LUNÉVILLE DE 1908 A 1936

régression marquée dans l'arrondissement tout entier. M. le Professeur Jacques PARISOT, en étudiant « la fièvre typhoïde en Meurthe-et-Moselle » (*Revue d'Hygiène*, juillet 1934), a montré les progrès réalisés entre la période 1908-1913 et la période 1928-1933.

Au cours de la première période, 706 cas ont été déclarés dans l'arrondissement de Lunéville, soit 117,5 cas par an, 11,85 par 10.000 habitants. Au cours de la deuxième période, il n'y a plus que 69 cas, soit 11,5 par an, 1,28 par 10.000 habitants.

La régression a été particulièrement marquée dans les cantons qui entourent la ville même de Lunéville. « Les cantons de Lunéville-Nord et de Lunéville-Sud, fortement infectés antérieurement (5,82 et 7,04 pour 10.000 habitants en 1908-13) du fait de leurs rapports étroits avec la ville de Lunéville, source de fièvre typhoïde à l'époque, voient leur situation grandement améliorée (0,85 et 1,06 de 1928 à 1933) après que la ville s'est trouvée débarrassée pratiquement de l'infection, bien que les travaux d'assainissement et la dotation en eau potable n'y aient pas été fortement développés (en 1928-1933, 13 communes sur 37 ont une adduction d'eau, alimentant 4.466 habitants sur 13.008).

« Ainsi se trouve bien manifestée la répercussion exercée par une zone « typhogène » sur les régions avoisinantes en l'absence de suffisante alimentation en eau potable ».

Les dysenteries

La mauvaise qualité de l'eau d'alimentation à Lunéville, au XIX^e siècle, provoque aussi des épidémies de dysenteries et de diarrhées cholériformes qui surviennent pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre, surtout dans les régiments qui tiennent garnison dans la ville. De 1826 à 1852, 29 militaires

en traitement à l'hôpital mixte meurent de dysenterie. Au cours de la période épidémique de 1852 à 1856 qu'il étudie particulièrement, SAUCEROTTE signale dans la population civile 3 décès par dysenterie en 1852, 16 en 1853, 7 en 1854, 10 en 1855 et 1 en 1856. Dans la garnison, le nombre des décès par dysenterie s'élève au cours des mêmes années à 6, 1, 5, 0 et 0 — au total, 12 décès pour 130 cas.

En 1863, une nouvelle épidémie amène 56 malades à l'hôpital mixte; 2 décèdent. En 1869, la maladie reparait à la caserne de l'Orangerie et s'étend à la population civile du faubourg d'Alsace et du faubourg de Viller, en frappant l'hospice des vieillards. 65 malades, dont 40 militaires, sont admis à l'hôpital. On compte, cette année, dans toute la ville, 25 décès. Les communes voisines sont infectées, à la suite de l'épidémie lunévilloise.

Nombreux sont les dysentériques admis dans les ambulances françaises et allemandes à Lunéville, en 1870-71. 25 meurent dans les services français. Le nombre des décès dans les services allemands n'est pas connu.

De nouvelles poussées surviennent en 1883, 1884, 1888 et surtout en 1889. L'épidémie de 1889 prend naissance au quartier Diettmann (11^e Cuirassiers): 186 cas, 2 décès; de juin à septembre, elle s'étend successivement aux autres régiments: artillerie (quartier Treuille-de-Beaulien), 56 cas; 2^e Bataillon de Chasseurs à pied (quartier Stainville): 31 cas; 12^e Cuirassiers (quartier de l'Orangerie): 76 cas, 1 décès; 7^e et 18^e Dragons (quartiers Stanislas, Beauvau et La

Barollière): 12 et 1 cas. Ce sont les quartiers voisins du Champ-de-Mars, alimentés par l'eau de la source des Mossus et l'eau de Meurthe, qui sont les plus atteints.

Les chaleurs de 1892 ramènent une nouvelle poussée dans ces mêmes quartiers: 69 cas en juillet, 71 cas en août, 27 cas en septembre. L'année suivante, on compte 67 cas du 15 juin au 1^{er} août. Les médecins militaires de la garnison accusent les poussières du Champ-de-Mars de véhiculer les germes tellurgiques infectieux.

La dysenterie s'est manifestée encore à plusieurs reprises depuis le début du xx^e siècle. Elle atteint exclusivement la population militaire.

Une épidémie bénigne apparaît du 3 juillet au 31 août 1901. 34 Malades entrent à l'hôpital: 24 appartiennent au 11^e Cuirassiers, 8 au 12^e Chasseurs et 2 au 9^e Dragons. Une petite épidémie, également bénigne, de 11 cas se déclare en juin 1904 au 9^e Dragons (quartiers Stanislas et Beauvau). La maladie sévit de nouveau dans le même régiment en 1906, avec 21 cas. Deux cas isolés apparaissent au 8^e Dragons et au 39^e Artillerie. La plupart surviennent dans la deuxième dizaine de juin, quelques autres dans la troisième dizaine.

En 1910, 14 atteintes de dysenterie coïncident avec une trentaine de cas de diarrhée dont un bon nombre présentent une allure dysentérique. Les diarrhées débutent en juin, puis les deux affections règnent de pair en juillet et en août. Elles frappent exclusive-

ment les trois quartiers alimentés par la source des Mossus. Plusieurs atteintes sont sévères. Le sérum anti-dysentérique, injecté dans deux cas particulièrement graves, produit une amélioration rapide.

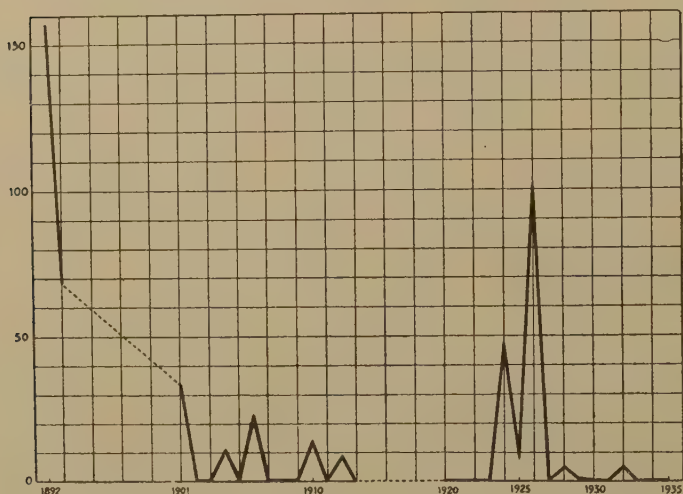
En 1912, 9 cas de dysenterie et 18 cas de diarrhée, échelonnés du 3 juillet au 29 août, éprouvent surtout le 31^e Dragons (10 cas), le 17^e Chasseurs à pied (5 cas) et le 2^e bataillon de Chasseurs à pied (5 cas). Le sérum anti-dysentérique est souvent employé en raison de la gravité de la plupart des atteintes.

Une nouvelle épidémie éclate en août 1924 et se prolonge jusqu'au début d'octobre, en frappant successivement le 8^e Dragons (5 cas), l'artillerie de la 3^e division de cavalerie (27 cas), les éléments du 516^e R.C.C. casernés à Treuille-de-Beaulieu (10 cas) et le 31^e Dragons (6 cas), au total 48 cas, sans décès. Le traitement par les injections de chlorhydrate d'émétine (injections de 0,04, répétées pendant 3 à 5 jours consécutifs) a semblé plus efficace que le sérum anti-dysentérique dans le traitement de cette épidémie. 27 cas de diarrhées et entérites aiguës sont soignés à la même époque dans les infirmeries du 516^e R.C.C. et de l'artillerie. L'origine de l'épidémie paraît être la pullulation des mouches sur les tas de fumiers voisins des casernements contaminés. Les corps de troupe éloignés de tout fumier n'ont pas été atteints et l'épidémie s'est arrêtée brusquement le jour où les fumiers et les tinettes mobiles ont été enlevés quotidiennement et leurs emplacements soigneusement désinfectés.

La dysenterie reparait l'année suivante, mais se

limite à 8 cas, entre le 9 août et le 7 septembre 1925, rapidement guéris par 3 ou 4 injections d'émétine.

L'épidémie qui se développe du 2 août au 2 octobre 1926 atteint 102 malades, dont les trois quarts (76) appartiennent au 31^e Dragons, 16 au 8^e Dragons, 5 au 516^e R.C.C., 4 à l'artillerie de la 3^e D.C. et 1 au 23^e



LA DYSENTERIE BACILLAIRE DANS LA GARNISON DE LUNÉVILLE
DE 1892 A 1936

C.O.A. Elle présente une grande variété de formes, depuis les formes bénignes jusqu'aux formes compliquées. Les examens de selles montrent la présence de bacilles de Flexner. La sérothérapie est employée largement, avec un succès marqué.

En 1928 et en 1929, une petite épidémie d'affections intestinales bénignes sévit, en août, dans la garnison.

En 1928, la coproculture met en évidence dans quatre cas le bacille de Hiss, dans un cas, le bacille de Flexner. En 1929, un seul cas de dysenterie bacillaire (bacille de Shiga) peut être identifié.

L'épidémie de dysenterie bacillaire la plus récente apparaît à la fin du mois d'août 1932 et sévit en septembre, se limitant au 73^e régiment d'artillerie à cheval (4 dysenteries bacillaires à bacille de Hiss, 14 diarrhées dysentériformes et 9 diarrhées aiguës simples) et au 508^e R.C.C. (une dysenterie bacillaire à bacille de Hiss, deux diarrhées dysentériformes et trois diarrhées aiguës simples). Cette épidémie, d'allure bénigne, est restée limitée à ces deux régiments. Son origine n'a pas été décelée.

Le typhus exanthématique

Après l'épidémie de 1813-1814 où il fait de grands ravages parmi les prisonniers et la population civile, le typhus exanthématique ne reparait qu'en novembre 1854. Il s'agit d'un typhus des prisons, apporté par une succession de convois de prisonniers qu'on transportait d'une maison de détention vers une autre. Il sévit durant huit mois et atteint tout le personnel hospitalier — 13 personnes — du service du docteur Constant SAUCEROTTE: religieuses, infirmiers, infirmières ou servantes. Une religieuse et une servante y succombent. Seul, Constant SAUCEROTTE échappe à la contagion. Cependant, il donne ses soins à plus de 80 typhiques, dont il perd un peu moins du 1/8^e. Il constate que la fièvre typhoïde qui sévit la même

année dans le faubourg d'Alsace et à l'hôpital est bien plus meurtrière.

Le typhus exanthématique se manifeste une dernière fois à Lunéville pendant la guerre de 1870-71. Seuls, les Allemands sont frappés: le docteur Tony SAUCEROTTE décrit la marche de l'épidémie, apparue à l'automne parmi les armées allemandes qui assiègent Metz. Elle dure jusqu'à la capitulation de Metz (27 octobre 1870). 10 typhiques allemands meurent à l'hôpital mixte et à l'hôpital temporaire installé à l'Orangerie, hôpitaux dirigé par les médecins de Lunéville. Le nombre des cas soignés dans les ambulances allemandes est resté inconnu. Tony SAUCEROTTE l'estime important. Les mesures prophylactiques instituées dans les hôpitaux français consistent dans l'isolement des typhiques dans une salle constamment aérée et dans l'emploi de fumigations phéniquées. Pas un membre du personnel hospitalier n'est atteint et la ville reste à l'abri de la contagion.

Au cours de la dernière guerre, le typhus exanthématique ne s'est, à aucun moment, manifesté parmi les malades traités dans les formations sanitaires de Lunéville.

La variole

D'autres maladies contagieuses se manifestent à Lunéville au cours du XIX^e siècle, à l'état endémique ou épidémique, sans que, toutefois, leur extension puisse être comparée à celle de la fièvre typhoïde, du choléra ou de la dysenterie.

Le champ de la variole, si fréquente en Lorraine depuis des siècles, se restreint progressivement grâce à la diffusion de la vaccination jennérienne. Dans la « Topographie médicale de Lunéville » qu'il publie en 1833, Constant SAUCEROTTE donne les chiffres suivants pour la période de 1823-1829, dans l'arrondissement de Lunéville :

Année	Vaccinés	Variolés	Morts	Défigurés Estropiés
—	—	—	—	—
1823	1.850	Inconnu	Inconnu	Inconnu
1824	1.997	Inconnu	Inconnu	Inconnu
1825	2.344	110	6	Inconnu
1826	1.531	234	19	28
1827	1.117	93	30	7
1828	2.004	201	61	47
1829	1.793	2	1	0

L'arrondissement de Lunéville est tenu par SAUCEROTTE pour le plus varioleux du département. L'auteur exprime le souhait que la vaccination se généralise et même que l'administration la rende obligatoire en infligeant aux récalcitrants une amende au profit des indigents ou en donnant aux plus zélés une prime.

Vingt années plus tard, la variole n'a pas encore disparu, mais sa régression est très nette. Dans son second ouvrage « Lunéville et sa division de cavalerie », Constant SAUCEROTTE rapporte que, de 1826 à 1855, 21 militaires sont morts de variole à l'hôpital ;

il donne la mortalité par variole de 1852 à 1856 pour la population civile et la garnison.

	1852	1853	1854	1855	1856
Civils	6	0	1	1	1
Militaires	0	3	1	1	1

Grâce aux efforts faits pour généraliser la vaccination anti-variologique, la ville échappe en 1870 à l'épidémie qui sévit parmi les armées belligérantes; 10 décès par variole surviennent parmi les malades soignés par les médecins français dans les hôpitaux de Lunéville. La maladie a complètement disparu depuis l'institution de la vaccination obligatoire. Elle est mise en œuvre à Lunéville par les soins du bureau municipal d'hygiène et des médecins de la ville. Elle est appliquée sans exception à tous les nouveaux-nés et à tous les enfants qui ont atteint leur onzième année. Les jeunes hommes sont revaccinés au cours de leur vingt et unième année, pendant leur service militaire. Cette deuxième revaccination est au contraire très rare dans le sexe féminin.

La méningite cérébro-spinale

La méningite cérébro-spinale apparaît dans la garnison de Lunéville à la fin de 1848. Elle était importée par le 9^e Régiment de Hussards qui venait de Lille où elle régnait alors. SAUCEROTTE insiste sur la nécessité d'un traitement précoce. La thérapeutique, à cette époque, se borne d'ailleurs aux saignées

répétées. Il est difficile d'assurer l'exactitude des chiffres publiés. Seule, la mise en évidence du méningocoque dans le liquide céphalo-rachidien donne une certitude absolue au diagnostic. SAUCEROTTE soigne à l'hôpital mixte 39 militaires et en perd 8 : 16 traités dans la période prodromique guérissent ; 12 sont traités au cours des 24 premières heures de la maladie : 9 guérissent ; 8 sont traités à un plus long intervalle du début : 3 guérissent.

Il semble que la méningite cérébro-spinale ne s'est manifestée depuis cette époque que d'une façon sporadique jusqu'en octobre 1912, où apparaît une épidémie de 10 cas avec trois décès, développée du 29 octobre 1912 au 26 avril 1913, dans la garnison. Au cours de la même période, trois cas de méningite cérébro-spinale sont déclarés parmi la population civile.

La dernière épidémie lunévilloise est apparue en 1924 : 3 cas civils et 9 cas militaires, dont 8 s'échelonnent en janvier et février, avec 3 décès. Les recherches bactériologiques, faites sur le mucus rhinopharyngien des voisins de ces malades, permettent d'isoler 13 porteurs sains de méningocoques.

De 1925 à 1935, 9 cas seulement de méningite cérébro-spinale à méningocoques (6 militaires, 3 civils) surviennent à Lunéville.

Une épidémie de *Paludisme* autochtone éclate à Lunéville en 1839, lors du creusement et du curage du canal de dérivation de la Vezouze ou canal des Petits Bosquets. 120 malades sont admis dans les

salles militaires de l'hôpital. Les habitants du quartier voisin du canal sont également frappés.

Parmi les affections qui règnent à Lunéville à l'état endémique ou sous forme de petites épidémies, SAUCEROTTE signale encore :

La Grippe : elle est rarement grave, mais survient fréquemment vers la fin des hivers humides où elle se complique parfois de pneumonies ; en 1842, elle forme une véritable épidémie ;

La Coqueluche : « elle est une des maladies qui atteignent le plus fréquemment l'enfance dans notre arrondissement. C'est à la fin de l'hiver, sous l'influence d'une constitution froide et humide, qu'elle se montre de préférence. Il est peu d'années où on ne la voie régner épidémiquement, mais le plus souvent bénigne, cédant assez facilement aux révulsifs, aux saignées locales. Chez un grand nombre d'enfants de la classe pauvre, l'affection est même abandonnée à elle-même, si elle n'a qu'un degré médiocre d'intensité. Il en est quelques-unes, fort opiniâtres, qu'on ne guérit que par le changement d'air » ;

La Rougeole : ordinairement bénigne, mais qui, en 1835, s'est « accompagnée de diphtérités graves » ;

La Scarlatine : beaucoup moins commune ;

Le Croup : il a sévi en 1848 et 1855 sur un certain nombre d'enfants, mais « en définitive, il est rare à Lunéville où l'on observe souvent l'œdème de la glotte ou la laryngite striduleuse, fréquemment confondue avec le premier ». D'autre part, « les *Angines*

Gangréneuses, Couenneuses sont fort rares dans notre arrondissement » ;

La Suette Miliare: quelques épidémies se sont manifestées dans certaines communes rurales aux environs de Lunéville au XIX^e siècle, sans atteindre la ville même ;

La Phtisie Pulmonaire: « elle frappe dans notre arrondissement un grand nombre de victimes... Elle suit en général une marche très chronique, à moins que des complications, ou un traitement excitant ne lui imprime un caractère aigu. Dans la partie de l'arrondissement qui avoisine les Vosges, elle emprunte nécessairement plus d'acuité de la température qui y règne. Sous le rapport du traitement, nous n'avons malheureusement qu'à confirmer l'affligeante impuissance de l'art, et l'inefficacité, sinon palliative, du moins curative des moyens thérapeutiques préconisés jusqu'aujourd'hui, à quelque ordre qu'ils appartiennent... C'est dans le mois de mars et d'avril, de novembre et décembre que succombent le plus grand nombre de malades... Le seul moyen dont un individu, menacé dans nos contrées de phtisie pulmonaire, puisse attendre son salut, c'est du séjour dans les pays chauds. Si cette démarche n'a pas toujours le succès que l'on attend, c'est qu'elle est prise comme un moyen extrême, c'est-à-dire trop tard ».

SAUCEROTTE fait encore le tableau des maladies aiguës et chroniques qui se rencontrent souvent à Lunéville à côté des maladies contagieuses. Il signale la fréquence de l'angine de poitrine, des maladies

du cœur, qui se compliquent chez le vieillard d'asthme ou d'hydropisie, des affections pulmonaires : pleurésies, en mars et avril surtout, pneumonies, observées la plupart au sortir d'hiver ; bronchites, extrêmement nombreuses aux changements de saison, asthme ; des maladies de l'appareil digestif : angine tonsillaire ou pharyngée, extrêmement communes, chez les jeunes gens surtout, au retour du printemps ou à l'entrée de l'hiver. gastro-entérites, fièvres bilieuses ; des maladies de l'appareil cérébro-spinal : hystérie, apoplexie, hydrocéphalie, névralgies ; du rhumatisme, aigu ou chronique, de la goutte, des scrofules.

La plupart de ces maladies se rencontrent toujours avec la même fréquence. Il n'en est pas de même pour les affections contagieuses. Depuis que les maladies d'origine hydrique ont été vaincues par la substitution d'une eau potable aux eaux de source ou de rivière si impures qui alimentaient autrefois Lunéville, les fièvres éruptives, la diphtérie, la grippe et les affections pulmonaires, la tuberculose, la coqueluche et les oreillons sont les maladies contagieuses qui règnent à Lunéville avec, pour la plupart d'entre elles, une intensité variable selon les années.

Leurs déclarations au bureau municipal d'hygiène ont été relevées depuis 1908. Elles figurent dans les tableaux ci-dessous :

MALADIES TRANSMISSIBLES A DÉCLARATION OBLIGATOIRE
DÉCLARÉES AU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIÈNE DE 1908 A 1936

Année	1		4		5		6		11		12		13		14		16
	C	M	C	M	C	M	C	M	C	M	C	M	C	M	C	C	
1908..	46	116	26	35	131	75	8	1	0	0	1	0	0	0	0	0	
1909..	72	57	21	40	122	94	9	25	0	0	5	0	0	0	0	0	
1910..	58	15	8	15	50	67	8	6	0	14	5	1	3	0	0		
1911..	81	38	34	26	5	78	21	35	0	5	4	0	0	0	0		
1912..	28	9	24	23	120	20	31	22	0	6	2	1	1	0	0		
1913..	8	9	20	9	19	96	9	7	1	0	1	3	2	0	0		
1914..	13	314	27	51	22	79	4	9	0	11	2	2	1	0	0		
1915..	3	0	2	0	13	0	9	0	0	0	0	1	0	0	0		
1916..	10	0	2	0	14	0	11	0	0	0	0	1	0	0	0		
1917..	2	0	9	0	10	0	7	0	0	0	0	1	0	0	0		
1918..	4	0	11	1	1	0	4	2	0	0	0	0	0	0	0		
1919..	0	0	28	0	16	0	9	0	0	0	6	0	0	0	0		
1920..	1	0	20	0	0	0	12	0	1	0	0	4	0	0	0		
1921..	2	0	6	0	1	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0		
1922..	0	0	1	4	13	4	5	0	0	0	0	1	0	0	0		
1923..	1	0	2	0	6	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0		
1924..	1	0	2	1	1	3	5	2	0	0	0	3	6	0	0		
1925..	1	0	3	0	5	0	10	0	0	0	0	1	0	0	0		
1926..	2	0	3	18	2	57	25	18	0	22	0	0	1	0	0		
1927..	1	0	0	7	3	13	9	34	0	1	2	0	2	1	0		
1928..	1	0	1	0	2	28	22	37	0	5	3	0	0	1	0		
1929..	3	1	7	0	0	14	30	22	0	1	0	0	0	0	0		
1930..	1	0	5	4	3	17	48	21	0	0	0	0	0	2	0		
1931..	5	0	10	21	2	173	18	32	0	0	0	1	0	1	0		
1932..	2	0	4	11	2	45	19	20	0	5	0	1	1	0	0		
1933..	4	0	20	1	7	3	18	13	0	0	0	0	0	0	2		
1934..	2	0	25	0	3	0	8	4	0	0	0	0	0	0	0		
1935..	1	1	11	2	4	0	28	4	0	0	0	0	1	0	0		
1936..	5	0	12	17	17	54	25	30	0	0	0	0	0	0	1		

Suivant la nomenclature officielle, 1 correspond à la fièvre typhoïde et paratyphoïde, 4 à la scarlatine, 5 à la rougeole, 6 à la diphtérie, 11 à la dysenterie, 12 à la fièvre puerpérale, 13 à la méningite cérébro-spinale épidémique, 14 à la polio-myélite antérieure aiguë, 16 à la fièvre ondulante. La lettre C représente les cas civils et la lettre M les cas militaires.

MALADIES TRANSMISSIBLES A DÉCLARATION FACULTATIVE
DÉCLARÉES AU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIÈNE DE 1919 A 1936

Année	A	B	C	D	E		F	
—	—	—	—	—	—		—	
	C	C	C	C	C	M	C	M
1919	2	0	0	0	1	0	0	0
1920	1	1	1	0	0	0	0	0
1921	19	0	0	0	1	0	0	0
1922	32	0	0	0	0	0	0	0
1923	42	1	0	0	0	0	0	0
1924	31	1	0	1	0	0	1	0
1925	48	0	0	4	1	0	1	0
1926	57	0	0	2	0	0	0	0
1927	50	0	0	0	1	0	0	0
1928	40	0	0	4	2	1	0	0
1929	39	0	0	1	0	0	0	1
1930	40	0	0	3	0	0	0	0
1931	38	0	1	0	0	0	0	11
1932	38	0	0	0	0	0	0	37
1933	36	1	0	0	0	0	0	0
1934	26	0	0	0	1	0	0	0
1935	33	0	0	5	0	0	1	0
1936	31	0	1	2	0	0	1	13

Suivant la nomenclature officielle, A correspond à la tuberculose pulmonaire, B à la coqueluche, C à la grippe, D à la pneumonie et à la broncho-pneumonie, E à l'érysipèle et F aux oreillons. Les lettres C en tête des colonnes représentent les cas civils et les lettres M les cas militaires.

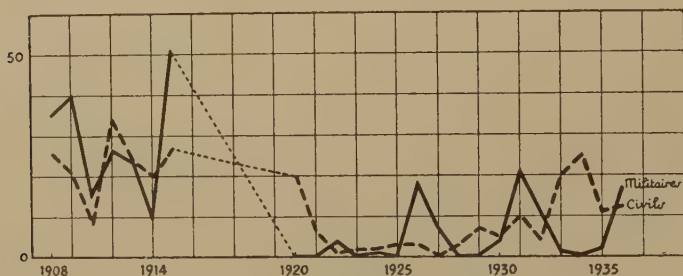
En réalité, la déclaration des maladies transmissibles n'est pas faite dans tous les cas où elle est obligatoire de par la loi du 15 février 1902. On peut toutefois considérer que la presque totalité des cas de fièvre typhoïde et paratyphoïde, de scarlatine, de diphtérie, de dysenterie, d'infection puerpérale, de méningite cérébro-spinale, de poliomyélite antérieure aiguë et de fièvre ondulante est déclarée au Bureau Municipal d'Hygiène. Au contraire, un grand nombre des cas de rougeole qui surviennent parmi la population civile échappe à la déclaration, soit que le médecin traitant la néglige parce que la désinfection n'est pas aussi indispensable après une rougeole qu'après d'autres maladies dont l'agent virulent est plus résistant, soit, plus souvent, que la famille du malade ne demande pas l'assistance d'un médecin s'il n'y a pas de complications.

Quant aux maladies transmissibles à déclaration facultative, elles n'étaient jamais déclarées avant la guerre au Bureau Municipal d'Hygiène. Elles ne le sont guère davantage depuis 1919, à l'exception de la tuberculose pulmonaire. Grâce à l'action éducatrice de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, les familles des tuberculeux s'opposent rarement à ce que les médecins la déclarent au Bureau Municipal d'Hygiène et provoquent la désinfection.

Nous avons vu ci-dessus combien les maladies d'origine hydrique, *Fièvre Typhoïde* et *Dysenterie*, sont devenues rares à Lunéville. Dans la plupart des cas de fièvre typhoïde déclarés depuis 1920 dans la

population civile — au total 33 (0,9 par année et pour 10.000 habitants) — M. le Professeur ROBERT a pu établir que la contamination s'était produite hors de Lunéville ou avait pour origine l'absorption d'une eau non potable (eau de rivière, eau de puits) ou d'aliments infectés.

La *Scarlatine* a été moins fréquente depuis la guerre. Dans la population civile, on compte une moyenne par année et pour 10.000 habitants de 10 cas

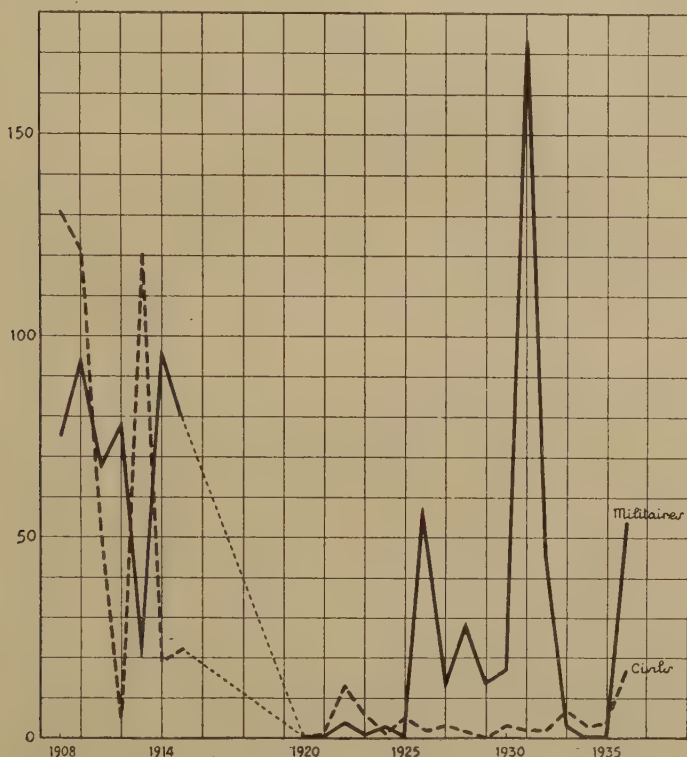


LA SCARLATINE PARMI LA POPULATION CIVILE
ET MILITAIRE DE LUNÉVILLE DE 1908 A 1936

pour la période 1908-1914 et de 4 cas pour la période 1919-1936. Après une recrudescence de 1918 à 1920, elle est devenue rare de 1921 à 1930. Les cas sont un peu plus nombreux depuis 1931.

Dans la garnison, il y a la même opposition entre la période 1908-1914 et la période 1919-1936: 2 cas par année et pour 1.000 hommes au lieu de 8,5 cas, par année et pour 1.000 hommes. Après une recrudescence en 1931 et 1932, la scarlatine a été de nouveau plus fréquente en 1936.

Le même contraste existe pour la *Rougeole*: période de 1908-1914: 31 cas par année et pour 10.000 habitants; période 1919-1936: 2 cas par année et pour



LA ROUGEOLE PARMI LA POPULATION CIVILE
ET MILITAIRE DE LUNÉVILLE DE 1908 A 1936

10.000 habitants. Mais, comme nous l'avons dit précédemment, il semble que bien des cas de rougeole survenus dans la population civile depuis la guerre aient échappé à la déclaration.

Il n'en est pas ainsi dans la garnison. Des épidémies importantes se sont développées quelquefois parmi les divers régiments. Les plus notoires sont celles de 1900 (152 cas), de l'hiver 1904-1905 (163 cas), de 1931 (175 cas). La moyenne annuelle est cependant moins élevée depuis la guerre: période 1908-1914: 22 cas par année et pour 1.000 hommes; période 1919-1936: 9,7 cas par année et pour 1.000 hommes.

Si la scarlatine et la rougeole sont plus rares, la *Diphtérie*, au contraire, est devenue plus fréquente, aussi bien parmi la population civile que dans la garnison:

Période 1908-1914:

Civils: 0,6 cas par année et pour 1.000 habitants

Militaires: 4,5 cas par année et pour 1.000 hommes.

Période 1919-1936:

Civils: 0,8 cas par année et pour 1.000 habitants.

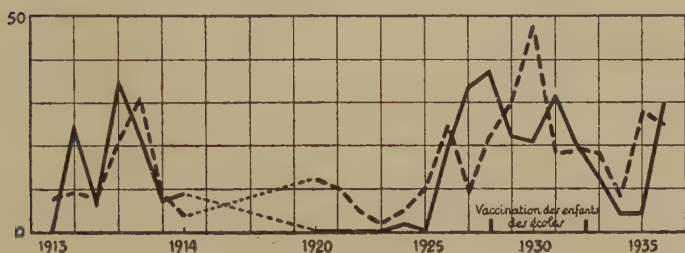
Militaires: 5,6 cas par année et pour 1.000 hommes.

La diphtérie existe depuis longtemps à l'état endémique parmi la population civile. Elle s'est étendue à la garnison à partir de 1908 et sévit avec une fréquence marquée de 1908 à 1911. Après une longue période d'accalmie, elle ouvre en 1926 une nouvelle offensive qui n'est pas encore terminée.

Parmi la population civile, après une période de régression (de 1933 à 1935), provoquée probablement par la vaccination des enfants des écoles au moyen de l'anatoxine de RAMON, elle s'est de nouveau éten-

due en 1936, la vaccination ayant été momentanément suspendue en 1933.

Dans la garnison, la diphtérie a sévi dans les différents corps jusqu'à la généralisation de la vaccination antidiphtérique, d'abord instituée chez les hommes à réaction de Schick positive au 8^e et au 31^e Régiments de Dragons en 1932, puis au 73^e Régiment d'Artillerie à cheval en 1933, enfin étendue à tous les régiments de la garnison sans réaction de Schick



LA DIPHTÉRIE PARMI LA POPULATION CIVILE
ET MILITAIRE DE LUNÉVILLE DE 1908 A 1936

préalable depuis 1935. A la suite de cette vaccination, la morbidité diphtérique s'est abaissée.

L'excellence de l'immusation par l'anatoxine de Ramon a été prouvée récemment d'une manière éclatante par l'épidémie qui s'est développée au 73^e Régiment d'Artillerie au moment de l'incorporation d'octobre 1936. Elle a eu pour origine une angine diphtérique apparue chez un jeune soldat dès son arrivée au corps. 22 autres jeunes soldats appartenant au même régiment contractèrent la diphtérie en novembre 1936, avant que le Service de Santé ait pu

les vacciner, tandis que les anciens, immunisés l'année précédente, restaient tous indemnes, malgré un pourcentage important de porteurs de germes.

Les *infections puerpérales* sont devenues exceptionnelles depuis la guerre : période 1908-1914 : 1 cas par année et par 10.000 habitants ; période 1919-1936 : 0,1 cas par année et par 10.000 habitants.

Nous avons rapporté précédemment les épidémies de *méningite cérébro-spinale épidémique*. Cette maladie contagieuse a été moins fréquente depuis la guerre. Elle se rencontre plus souvent chez les militaires que chez les civils :

Période 1908-1914 :

Civils : 0,04 cas par année et pour 1.000 habitants.

Militaires : 0,3 cas par année et pour 1.000 hommes.

Période 1919-1936 :

Civils : 0,03 cas par année et pour 1.000 habitants.

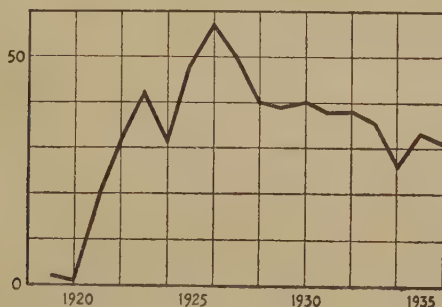
Militaires : 0,2 cas par année et pour 1.000 hommes.

Quatre cas de *poliomyélite antérieure aiguë* ont été déclarés en 1920. Depuis cette époque, elle est restée très rare : 1 cas en 1921, 1 cas en 1927, 1 cas en 1928, 2 cas en 1930, au moment de l'épidémie d'Alsace, et 1 cas en 1931.

La *fièvre ondulante* est jusqu'à présent une maladie exceptionnelle à Lunéville : 2 cas en 1933, 1 cas en 1936.

Tandis qu'avant la guerre, la *tuberculose pulmonaire* ne faisait jamais l'objet de déclarations au Bureau Municipal d'Hygiène, de nombreux cas ont été déclarés depuis 1921, sous l'influence du dispensaire anti-tuberculeux, ouvert à Lunéville cette même année.

Après avoir suivi une courbe rapidement ascendante, la morbidité par tuberculose pulmonaire déclara-



CAS DE TUBERCULOSE PULMONAIRE DÉCLARÉS
AU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIÈNE
POUR LA POPULATION CIVILE DE LUNÉVILLE DE 1919 A 1936

rée au Bureau Municipal d'Hygiène est passée par un maximum (57 cas) en 1925, puis s'est abaissée jusqu'en 1934. Elle oscille, depuis trois ans, autour de 30. Le nombre moyen des cas déclarés depuis 1921 est, pour une année et pour 10.000 habitants, de 17.

Un grand nombre de ces malades sont examinés et suivis au dispensaire anti-tuberculeux de Lunéville. Ils sont indiqués dans le tableau suivant :

HABITANTS DE LUNÉVILLE, ATTEINTS DE TUBERCULOSE.
INSCRITS AU DISPENSAIRE ANTI-TUBERCULEUX

Année	1	2	3	4	5	6	7
—	—	—	—	—	—	—	—
1924	3	14	1	2	1	76	9
1925	2	23	0	6	1	47	19
1926	2	42	2	6	0	52	11
1927	0	22	4	5	0	43	28
1928	1	18	3	8	0	51	11
1929	0	17	4	6	0	34	9
1930	0	33	2	4	0	23	4
1931	0	25	2	6	0	28	13
1932	0	20	0	1	0	45	27
1933	0	21	2	4	0	43	17
1934	0	19	0	3	0	32	10
1935	0	22	0	2	0	35	9
1936	0	25	1	4	0	41	21

- 1 : Phtisie pulmonaire ;
2 : Tuberculoses pulmonaires ouvertes ;
3 : Tuberculoses pulmonaires fermées avérées actives ;
4 : Tuberculoses pulmonaires fermées avérées inactives ;
5 : Adénopathies trachéo-bronchiques tuberculeuses actives ;
6 : Adénopathies trachéo-bronchiques tuberculeuses inactives ;
7 : Autres tuberculoses sans lésions pulmonaires.

Il n'existe pas de données exactes sur les autres maladies à déclaration facultative. La *Coqueluche* sévit fréquemment parmi la population infantine de Lunéville. La *grippe* a exercé surtout ses ravages en 1918, lors de la pandémie qui ravageait alors de nombreux pays. De septembre à décembre 1918, elle fit à Lunéville 212 victimes (78 civils et 134 militaires). Les *pneumonies* et les *broncho-pneumonies* surviennent souvent, avec une fréquence particulière au cours de certaines années et un maximum vers la fin de l'hiver. Les *érysipèles* ne sont pas rares. Les *oreillons* apparaissent sous forme d'épidémies limitées dans les casernes et les établissements scolaires.

A côté de ces maladies transmissibles, d'autres maladies frappent chaque année de nombreux habitants de Lunéville. Elles étaient déjà fréquentes au siècle dernier. Ce sont surtout le rhumatisme articulaire aigu, les rhumatismes chroniques, les maladies organiques du cœur, les bronchites, les angines, les otites, les sinusites, les néphrites, les hémorragies et les ramollissements du cerveau et le cancer. Ces affections ne sont pas l'objet de statistiques. Nous pouvons cependant apprécier leur fréquence par le nombre des victimes qu'elles frappent mortellement. La mortalité relative à un certain nombre d'entre elles figure dans la sixième partie de cet ouvrage.

CINQUIÈME PARTIE

L'assistance préventive et curative L'équipement sanitaire et social

Nous avons rassemblé dans cette *cinquième partie* la plupart des œuvres qui ont été créées à Lunéville au cours des deux derniers siècles pour protéger et affermir la santé des habitants.

L'origine des services hospitaliers à Lunéville est contemporaine de la naissance même de la ville. Mais c'est surtout au XVIII^e siècle qu'ils commencèrent à convenir aux malades pour abriter leurs souffrances et favoriser leur guérison. A la même époque, la fondation d'un bureau de bienfaisance et d'un orphelinat rendit plus facile l'assistance aux pauvres et aux orphelins.

Le XIX^e siècle fut le témoin du développement de cette activité bienfaisante qui s'étendit à l'hospitalisation des vieillards. Elle a continué à se perfectionner au XX^e siècle, tandis qu'apparaissait un élément nouveau dans l'équipement sanitaire et social de Lunéville.

Les conceptions généreuses de médecins et d'hygiénistes éminents ont établi la nécessité majeure de la

prévention des maladies. Elles ont été l'origine d'une floraison d'œuvres très actives, apparues depuis une trentaine d'années. Elles se sont multipliées depuis la fin de la guerre de 1914-18, entraînées par l'exemple fécond de l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle.

Les médecins de Lunéville ont toujours participé à cet effort. Nous avons estimé qu'il était juste de rappeler au début de cette cinquième partie le rôle du corps de santé lunévillois dans l'assistance préventive et curative des habitants.

LE CORPS DE SANTÉ LUNÉVILLOIS

Le corps médical et les dynasties médicales à Lunéville au cours des derniers siècles. — Les médecins et les chirurgiens de l'hôpital Saint-Jacques. — L'évolution du nombre des médecins depuis cent années. — Les dentistes. — Les pharmaciens. — Les sages-femmes. — Les religieuses garde-malades. — Les infirmières d'hygiène sociale. — Les méfaits des « guérisseurs ».

Multiples sont les œuvres qui ont été créées à Lunéville pour soigner les malades, secourir les pauvres, assurer un abri aux vieillards, recueillir les orphelins, protéger l'enfance, développer l'hygiène et combattre les fléaux sociaux. La générosité publique n'a jamais résisté aux appels destinés à donner la vie à ces œuvres et à permettre leur développement. Dans la constitution et dans l'entretien de cet armement sanitaire, les médecins, en mettant leur science et leur dévouement au service de la souffrance et du malheur, ont toujours assumé et assument toujours le rôle actif de conseillers avisés, parfois d'animateurs et de créateurs magnifiques.

Lunéville a été le foyer de familles de médecins animées de l'esprit social, telles qu'en montre souvent notre région lorraine. Les pères y lèguent à leur fils les traditions qui contribuent à l'honneur et à la pro-

bité de la profession médicale. Nous avons à cœur de rappeler le souvenir de deux d'entre elles qui ont brillé d'un éclat particulier et qui sont le symbole du corps médical lunévillois tout entier.

Depuis que le duc Léopold a réorganisé la médecine en Lorraine et fondé l'hôpital Saint-Jacques, plus d'un médecin ou d'un chirurgien exercèrent leur art à Lunéville avec un talent qui a porté leur réputation jusqu'à nous. Au XVIII^e siècle, à la suite de RIVARD qui fait de Lunéville un centre spécialisé dans la lithotomie, deux chirurgiens illustres, Sébastien CASTARA et Nicolas SAUCEROTTE, attirent à l'hôpital Saint-Jacques tous les calculeux de Lorraine. La descendance de chacun d'eux a été féconde en médecins estimés.

Sébastien CASTARA, né à Lunéville le 2 août 1752, est élève de l'Université de Pont-à-Mousson en 1768, reçu maître en chirurgie en 1771, greffier de la Communauté des Maîtres en chirurgie de Lunéville en 1778, premier aide-lithotomiste à l'hôpital Saint-Jacques en 1779, Chirurgien en chef de l'hôpital en 1783. Emule de Rivard, il perfectionne l'opération de la taille « dans laquelle, ainsi que dans toutes les autres, il joignait la dextérité à la célérité ». Couronné par l'Académie de Chirurgie en 1781, il reçoit, en 1783, une médaille d'or de la Société Royale de Médecine pour sa « Topographie médicale de Lunéville ». Elu associé correspondant de cette société en 1783, il obtient en 1788 le prix pour les progrès de l'art des

accouchements, et, en 1812, une médaille d'argent pour la propagation de la vaccine. Il meurt à Lunéville le 8 décembre 1813, du typhus contracté en donnant ses soins aux victimes de la première invasion que la Lorraine subit au XIX^e siècle. Il laissait le souvenir d'un habile chirurgien en même temps que d'un homme de bien et emportait « les regrets de ses concitoyens, surtout des pauvres dont il était le père ».

Son fils Sébastien-Joseph (1779-1826), d'abord officier de Santé aux armées du Rhin et Moselle et de Sambre et Meuse, est renvoyé à la fin de l'an IV à Lunéville auprès de son père qu'il seconde dans ses fonctions et ses travaux à l'hôpital. Il lui succède en 1813 comme chirurgien en chef et remplit ces fonctions jusqu'à sa mort, survenue prématurément en 1826. Il laissait quatre enfants.

L'un d'eux, Joseph-Sébastien, né le 29 septembre 1800, reçoit le diplôme de docteur en médecine de la Faculté de Paris. A la mort de son père, il est nommé chirurgien de l'hôpital civil et militaire de Lunéville et lithotomiste de la fondation que Stanislas Leczinski avait faite en faveur des pauvres calculeux de l'ancien duché de Lorraine et de Bar. Il devient chirurgien en chef de l'hôpital en 1865 et meurt en 1879. Pendant 53 ans, il mit son savoir et son dévouement au service de ses concitoyens, particulièrement pendant l'épidémie de choléra de 1832 et pendant la guerre de 1870-1871. Aux qualités professionnelles les plus éminentes, il unissait une culture très étendue, un jugement sûr et une bonté infinie. Comme son aïeul, il a été durant sa vie un bienfaiteur de la Cité.

Son frère Jean-Charles-Nicolas (1803-1890) passa une partie de son existence dans le service de santé militaire, à l'armée d'Espagne d'abord, puis à l'Ile d'Oléron et au Val-de-Grâce. Il s'établit ensuite comme médecin civil à Paris et revient enfin se fixer vers 1860 à Lunéville qu'il habitera jusqu'à sa mort.

Son petit-fils, Henri CASTARA, né à Lunéville le 27 avril 1862, donne un nouvel éclat à la tradition d'une famille qui se dévouait depuis tant d'années à sa ville natale. Avocat au barreau de Lunéville, il est conseiller municipal de 1896 à 1912, devient premier adjoint au maire en 1904 et maire de 1906 à 1912. C'est à lui que la Ville de Lunéville est redevable de l'installation de l'usine des eaux de la Meurthe, immense bienfait qui a éloigné à jamais le fléau de la fièvre typhoïde. Président du Conseil des Directeurs de la Caisse d'Epargne de Lunéville de 1904 à 1919, il donne la première impulsion aux œuvres sociales créées par cette institution et fait décider la construction de l'établissement de bains-douches. Son activité s'exerce encore pendant 18 ans, de 1907 à 1925, au conseil général de Meurthe-et-Moselle où il représente le canton de Lunéville-Sud. Après la guerre, où il sert sur le front bien que l'âge le dégage de toute obligation militaire, il met sa science de juriste au service des pays recouvrés et devient en 1919 vice-président du Tribunal de Strasbourg, puis président du Tribunal départemental des Pensions Militaires du Bas-Rhin et président du Tribunal des Dommages de Guerre pour les trois départements recouvrés jusqu'en 1927.

Cette magnifique lignée des Castara s'est terminée héroïquement par le sacrifice généreux sur les champs de bataille de l'Aisne en 1916 de son dernier héritier, Jean CASTARA (1891-1916), tué à son poste de combat après s'être battu avec le courage et l'énergie que sa race mettait depuis cinquante années au service de la Patrie.

La notoriété de Nicolas SAUCEROTTE (1741-1814) est établie sur plus d'un titre. Il commence sa carrière en servant dans les hôpitaux sédentaires d'Allemagne de 1758 à 1760, devient chirurgien du roi Stanislas, membre de l'Académie de Chirurgie, plus tard de l'Institut de France. En 1792, il se met au service de la patrie en danger et part pour l'Armée du Nord (1794), membre du Conseil de Santé des Armées (1795), inspecteur du Service de Santé de l'Armée de Sambre-et-Meuse (1796) et prend sa retraite en 1797. Il se retire à Lunéville où il meurt le 15 janvier 1814 en voyant arriver sur la place qu'il habite le premier cosaque de l'invasion.

Une longue lignée de médecins a illustré après lui le nom de SAUCEROTTE. Les études en médecine de son cinquième fils, Victor-Joseph, avaient été interrompues à Strasbourg par les levées en masse de la Révolution. Il se résigne plus tard à ne cultiver qu'une branche de la médecine et s'installe comme dentiste à Moscou où il se fait une réputation enviée. Il rentre définitivement à Lunéville en 1820.

Son fils, Constant SAUCEROTTE (1804-1884), exerce pendant trente-quatre années la médecine à Lunéville

avec un talent et une science dignes de son aïeul. Dès le début de ses études, il manifeste deux goûts qui, plus tard, prennent un grand développement et influent sur la direction de ses travaux : « celui pour la diffusion des connaissances et celui pour les abstractions philosophiques ». C'est ainsi que, pendant trente années, il enseigne la philosophie et l'histoire naturelle au Collège Municipal ; il publie plusieurs ouvrages pour l'enseignement de l'histoire naturelle et de la physique. Il écrit de nombreux mémoires sur des sujets médicaux que les Académies de Médecine de Paris et de Bruxelles ont couronnés : « Hygiène des classes industrielles », « Etude sur la nature et le siège du rhumatisme musculaire », « Essai sur les altérations des liquides de l'économie animale considérées dans leurs causes et dans leurs effets », « De la gastrite et de la gastro-entérite au point de vue des doctrines anciennes et modernes », « Essai sur les progrès de la médecine depuis un demi-siècle », « Guide auprès des malades », etc... Il collabore pendant de longues années à plusieurs journaux médicaux : la *Gazette médicale de Paris*, la *Gazette hebdomadaire de Médecine et de Chirurgie*, le *Bulletin de la Thérapeutique*, le *Journal de la Société Française d'Hygiène*, etc... La connaissance approfondie qu'il a de la région lunévilloise, les observations qu'il recueille avec son sens aigu de clinicien et sa science de naturaliste gardent un grand intérêt à la « Topographie médicale de Lunéville et de son arrondissement » et à « Lunéville et sa division de cavalerie ». On lui doit encore bien d'autres écrits, littéraires,

philosophiques, sociaux, tels « Les Médecins au Théâtre », « Montaigne », « L'Histoire et la Philosophie dans leurs Rapports avec la Médecine », « Les Classes Moyennes dans la Démocratie », etc... Dès 1834, l'Académie de Médecine le nomme membre correspondant. Il est médecin de l'Hôpital Saint-Jacques de 1838 à 1862. De cruelles souffrances l'obligent alors à quitter ces fonctions et la vie active de la pratique pour mener sur son lit pendant plus d'un quart de siècle une existence des plus pénibles dont le travail reste la consolation.

Son fils, Tony SAUCEROTTE (1829-1907), né à Lunéville, poursuit la tradition familiale. Praticien très estimé, il remplit pendant trente-sept ans les fonctions de médecin-chef de l'hôpital mixte. Il s'occupe en même temps de questions d'instruction et participe à la fondation de la bibliothèque populaire. Son dévouement doit s'exercer tout particulièrement pendant la guerre de 1870-1871 et l'occupation allemande. Il a donné l'histoire de ces moments critiques dans son opuscule « Lunéville pendant la guerre et le rapatriement ».

Louis SAUCEROTTE succède à son père en 1897 dans les fonctions de médecin de l'hôpital Saint-Jacques qu'il remplit pendant vingt années. Il maintient la haute réputation d'une lignée féconde en talents. Il en est le dernier représentant qui poursuit des études médicales. L'épidémie de grippe de 1917 interromp prématurément sa carrière.

A côté de ces deux dynasties médicales qui, durant plus d'un siècle, ont su maintenir leur prestige à Lunéville, nombreux sont les médecins dont le souvenir vit encore aujourd'hui dans la mémoire de leurs concitoyens. Les plus récemment disparus, les docteurs Adolphe JOB, Paul BRIQUEL, Emile SIMON et mon père ont gardé dans son intégrité la tradition de la Médecine lunévilloise instituée par Sébastien CASTARA, Nicolas et Constant SAUCEROTTE, tradition du médecin « honnête homme » dans le sens que ce terme signifiait au XVII^e siècle, du médecin qui unit à l'art et à la science de soulager et de guérir la conscience professionnelle exigeante, l'esprit social, la bonté inlassable pour les humbles et les faibles, la bienfaisance exercée discrètement, la culture générale la plus étendue, le goût des lettres, des arts et des sciences.

Un certain nombre d'entre eux ont exercé leur dévouement en qualité de médecins ou de chirurgiens de l'Hôpital Saint-Jacques. Leurs noms sont conservés sur une plaque de marbre à l'entrée de l'établissement :

Saucerotte	1777-1813
Castara	1780-1813
Dausse	1793-1838
Castara	1813-1826
Benoit	1818-1826
Thouvenin	1819-1839
Castara	1826-1879
Gueury	1826-1865
Saucerotte	1838-1862
Thomassin	1839-1867
Chatelain	1867-1876

Monginot	1862-1882
Simon	1865-1891
Tony Saucerotte	1860-1897
Adolphe Job	1879-1911
Charles Mégrat	1876-1906
Ernest Paulin	1886-1906
Louis Saucerotte	1897-1917
Joseph Mégrat	1911-1917
Paul Briquel	1904-1922
Emile Simon	1891-1930
Henry Bichat	1906-1930

Le nombre des médecins de Lunéville a relativement peu varié au cours du XIX^e siècle. En 1843, on comptait six médecins et trois officiers de santé, soit un médecin pour 1.365 habitants. En 1870, la population civile n'avait à peu près pas changé; le nombre des médecins restait fixé à neuf. Au cours des années suivantes, tandis que la population civile s'accroît, le nombre des médecins diminue. Ils ne sont plus que sept en 1893, soit un médecin pour 2.493 habitants.

Les médecins établis à Lunéville sont de nouveau plus nombreux au début du XX^e siècle. Ils sont douze aujourd'hui — un médecin pour 1.762 habitants. — Cette proportion n'est, à la vérité, pas tout à fait exacte, étant donné que ces médecins n'exercent pas tous la médecine générale et que leur rayon d'action s'étend à quelques villages voisins de Lunéville.

Parmi les médecins actuellement en exercice, l'un est spécialisé en chirurgie, l'autre en otorhino-laryngologie. En outre, un médecin ophtalmologiste de Nancy donne des consultations à Lunéville deux fois par semaine.

L'installation, après la guerre, de quelques jeunes médecins dans la campagne qui entoure Lunéville a diminué d'environ 70 % la clientèle rurale des médecins de Lunéville. Leur rayon d'action ne comprend aujourd'hui que Jolivet, Chanteheux, Croismare, Marainviller, Laneuveville-aux-Bois, Moncel, Hériménié, Rehainviller et Vitrimont, au total une population de 5.231 habitants.

Le rayon d'action des spécialistes lunévillois s'étend beaucoup plus loin. Il intéresse une bonne partie de l'arrondissement et quelques vallées vosgiennes, telles les vallées de Celles et de Senones.

De 1843 à 1936, le nombre des médecins de l'arrondissement de Lunéville s'est élevé de 27 (16 médecins et 11 officiers de santé) à 30. Il y a aujourd'hui un médecin pour 2.871 habitants au lieu de un médecin pour 3.000 habitants en 1843.

Avec les médecins de Lunéville, trois dentistes, sept pharmaciens, huit sages-femmes concourent à la défense de la santé publique. Lunéville doit aussi un tribut de reconnaissance infinie aux religieuses qui entourent les malades et les infirmes de leur charité inlassable. Les religieuses de la Congrégation de Saint-Charles, à l'hôpital mixte, à l'hospice du Coton et au Bureau de Bienfaisance, les religieuses de l'ordre du Divin Rédempteur de Niederbronn sont toujours prêtes à se dépêcher là où la souffrance règne, là où la mort menace pour soulager la douleur et donner aux malades la confiance et l'espérance qu'elles puisent dans leur foi.

Tandis que, depuis tant d'années, elles aident à la guérison des malades, le fonctionnement du dispensaire appelle, depuis la guerre, des infirmières d'Hygiène Sociale à la prévention des maladies. Chevilles ouvrières de la lutte entreprise contre les maladies sociales, elles répandent les bienfaits des organisations de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle dans les nombreuses familles lunévilloises qu'elles visitent. Elles sont pour les médecins praticiens des collaboratrices dévouées et sûres, dont l'activité s'exerce dans le cadre et les limites fixés par M. le Professeur Jacques PARISOT, selon les principes de la déontologie. Notons enfin que le Bureau de Bienfaisance s'est adjoint en 1935 une infirmière d'Hygiène Sociale afin de poursuivre des enquêtes sur les familles auxquelles il distribue des secours.

Ces multiples dévouements, groupés autour des médecins de Lunéville qui les animent ou les dirigent, contribuent avec eux à la protection de la vie des habitants. Nous retrouverons le témoignage de leur activité féconde au cours des chapitres suivants où nous étudierons les œuvres sociales de Lunéville.

Depuis que la loi du 30 novembre 1892 a édicté des règles bien nettes à l'exercice de la médecine, les charlatans ne peuvent plus proposer leurs panacées à la crédulité des foules aussi impunément qu'ils le faisaient il y a cent ans. Cependant la publicité des « guérisseurs » s'étale toujours dans la presse ou sur des affiches. Les plus hardis ouvrent des consulta-

tions ou même des Instituts, où les malades naïfs sont soulagés sûrement de leurs économies, mais non pas des affections dont ils souffrent.

Constant SAUCEROTTE protestait dans sa « Topographie médicale de Lunéville » contre le tort fait ainsi à la santé publique : « Le département de la Meurthe voit encore la lèpre des préjugés envahir ses belles plaines, et le charlatanisme lever impudemment sa tête à la face de la civilisation et du XIX^e siècle. Le philanthrope gémit lorsqu'il considère combien ces erreurs coûtent cher à l'humanité, il s'indigne lorsqu'il calcule que des victimes tombent tous les jours sous l'ignorance cupide de ces hommes qu'on ne flétrit pas encore assez en les qualifiant du nom de charlatans. Il faut parcourir nos campagnes pour juger de la vérité dans tout ce qu'elle a de déplorable, et l'on ne sait ce qui doit le plus étonner de la stupide crédulité du peuple ou de la coupable inaction des magistrats. Si, par bonheur, les drogues banales que ces prétendus guérisseurs débitent à poids d'argent sont moins souvent mortelles qu'elles ne sont insignifiantes, le plus léger de leurs délits est encore une escroquerie, et le moindre inconvénient qui résulte de l'explicable indulgence avec lesquels on la tolère, c'est qu'ils usurpent la place de l'homme de l'art, dont les avis eussent pu sauver le malade. Si l'on faisait le calcul de tous les individus, hommes ou femmes, qui se livrent dans nos cantons à l'exercice de la médecine, on verrait qu'il est beaucoup moins de docteurs que de charlatans attitrés, de pharmaciens, de sœurs hospitalières, d'herboristes, de tireurs de sorts, de com-

mères, etc..., qui trafiquent scandaleusement de la vie de leurs semblables. Je sais qu'il est dans ce nombre des personnes qui, en secourant les malades pauvres, obéissent à un zèle plus louable qu'éclairé, et ne sont mues que par un sentiment d'humanité. Il m'en coûte de les blâmer ; je ne puis cependant m'empêcher de dire que leurs services sont au moins inconsiderés, car la meilleure volonté du monde ne tient pas lieu de science.

« Nous avons des femmes qui relèvent les côtes enfoncées, remettent l'estomac démis, font redescendre la matrice de la gorge dans le ventre ; nous avons des rhabilleurs qui, à la suite d'entorses, de chutes, etc..., prétendent reconnaître des fractures, violentent, distordent en tous sens les articulations, et font parfois d'un mal léger une affection incurable... »

« L'inconséquence de l'homme du peuple en ce qui regarde le plus cher de ses intérêts, la santé, m'a toujours frappé ! ».

Le charlatanisme poursuit aujourd'hui ses escroqueries. Pour le combattre, il convient d'appliquer les remèdes indiqués par M. le Professeur Jacques PARISOT : « Par l'action directe des pouvoirs publics, par l'éducation des malades qui « cherchent la voie de leur guérison », par la collaboration des médecins et des pharmaciens, on pourra réduire, sinon supprimer, l'action néfaste des « guérisseurs ». Au même titre que bien d'autres, il s'agit là de véritables mesures d'assainissement et de protection de la santé publique ».

LES SERVICES HOSPITALIERS DE LUNÉVILLE L'HOPITAL SAINT-JACQUES

Les hôpitaux de Lunéville au cours des siècles. — La fondation de l'hôpital Saint-Jacques par le duc Léopold. — L'afflux des calculeux au XVIII^e siècle. — L'hôpital au cours de la Révolution française et des guerres de l'Empire. — Les agrandissements successifs. — Les salles militaires. — L'hôpital pendant la guerre de 1870 et la Grande Guerre. — La construction du pavillon militaire. — La Maternité. — La disposition actuelle de l'hôpital Saint-Jacques. — Les services de malades : chirurgie, médecine, tuberculeux, maternité, militaires. — Les dépendances. — Le service médical. — La commission administrative des hospices. — Le rôle de l'hôpital dans la ville et dans l'arrondissement. — Le projet de construction d'un nouvel hôpital.

La fondation du premier hôpital de Lunéville remonte aux origines de la ville elle-même. FOLMAR, comte de Metz, et GODEFROY, comte de CASTRES, l'élèvent entre 1047 et 1072 sur le conseil de leur cousine ODE, abbesse de Saint-Remy, pour accueillir les malades, les voyageurs, les mendiants, les faméliques. Il est établi d'abord sous l'invocation de Saint Georges près du château, puis transporté, en 1199, dans le hameau de Viller et cédé aux Templiers. Plus tard, la Commanderie de Saint-Georges passe aux Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ou chevaliers de Malte. Quand Lunéville s'entoure de remparts pour

se protéger contre les protestants d'Allemagne qui ravagent le pays, l'abbaye de Saint-Remy et la Commanderie Saint-Georges se réfugient à l'intérieur de la ville, sur les ordres de Charles III.

La date, même approximative, de la fondation d'une autre maison hospitalière, l'hôpital Saint-Genest, situé en bas de la Grand^eRue en face du Château, est inconnue. Le duc Henri II le donne aux Pères Minimes en 1620 et cède en échange à la ville l'Hôpital Saint-Maur des Fossés. Elevé en 1406 par le duc Charles II, cet hôpital est alors en mauvais état. Malgré son délabrement, il accueille jusqu'en 1706 les pauvres et les malades.

La générosité du duc Léopold dote Lunéville de son hôpital actuel dont il pose la première pierre en 1706. La construction est entreprise grâce à une donation de 14.000 francs barrois de la part de Léopold, à un emprunt de pareille somme souscrit par les officiers de l'Hôtel de Ville et au versement de 3.000 francs par les Dames de la Charité. L'hôpital est placé sous l'invocation de Saint-Jacques le Majeur. Dès l'année même de sa fondation, il reçoit des malades, et l'on fait venir de Nancy des Sœurs de la Congrégation de Saint-Charles pour les soigner.

Situé entre la vieille ville et le hameau de Viller, l'hôpital se composait primitivement d'une construction carrée à un étage, circonscrivant une cour intérieure, le cloître. Le manque de ressources rend difficiles les débuts du nouvel établissement. Puis la situation s'améliore. Les biens des hôpitaux d'Einviller et d'Ogéviller, fermés et abandonnés, sont réunis, le 6

avril 1709, par l'évêque de Toul à l'hôpital de Lunéville. La constante sollicitude de Léopold et la générosité de nombreux donataires le conduisent à une ère de prospérité, à laquelle le chirurgien Denis RIVARD, de Neufchâteau, appelé par Léopold en 1721, et réputé pour son habileté dans l'opération de la pierre, qu'il pratiquait depuis vingt ans à l'Hôtel-Dieu de Paris, donne un grand éclat. De 1721 à 1737, il opère à Lunéville plus de six cents calculeux, venus de la Lorraine et du Barrois.

La gestion de l'établissement est conférée à trois directeurs. Son règlement est inscrit dans les lettres patentes données par Léopold en 1712. Pour affermir le budget, le duc n'hésite pas à s'adresser à ceux de ses sujets qui possèdent quelque bien. Tous ceux qui feront « des Testamens, Codiciles ou Ordonnances de dernière volonté, olografes ou autentiques, sont tenus de faire un legs à l'Hôpital, faute de quoi le dixième de leurs biens sera dévolu de plein droit audit Hôpital ». Le 4 mars suivant, il ordonne « qu'il soit payé, pendant le temps du Carême seulement, au profit de l'Hôpital de Lunéville, un sol d'augmentation par chacune livre de viande qui sera débitée dans les boucheries de ladite Ville au delà du prix ordinaire ».

Le 1^{er} janvier 1721, le relevé des malades compte 18 hommes et 12 femmes. Leur nombre s'accroît rapidement. En 1730, l'hôpital doit s'agrandir par la construction du bâtiment sis à l'angle Ouest du cloître, entre la cour d'entrée et la basse-cour. Le talent de RIVARD attire de jeunes élèves en chirurgie qui, sous sa direction habile, se forment au manuel opé-

ratoire de la lithotomie. La statistique des calculeux, donnée par les archives de l'hôpital, montre la fréquence de la lithiase urinaire au XVIII^e siècle :

De 1738 à 1740: 104 entrées, 5 décès;

De 1741 à 1750: 302 entrées, 35 décès;

De 1750 à 1760: 251 entrées, nombre de décès inconnu;

De 1761 à 1770: 273 entrées, résultats notés irrégulièrement;

De 1771 à 1780: 200 entrées, 16 décès;

De 1781 à 1790: 195 entrées, 18 décès;

De 1791 à 1800: 78 entrées, 4 décès;

De 1801 à 1810: 55 entrées, 2 décès;

De 1811 à 1820: 44 entrées, 7 décès.

Les calculeux étaient opérés gratuitement. A leur afflux toujours plus grand ne suffisaient plus les ressources de l'hôpital malgré la bienfaisance constante du roi Stanislas, qui poursuivait la tradition de charité laissée par Léopold. Il faut limiter le nombre des malades: le 3 février 1746, « vu le nombre des malades, la cherté excessive des denrées et le peu de revenus à l'hôpital, pour éviter la ruine, les lits civils seront réduits à 32, dont la moitié pour chaque sexe. Les autres lits sont supprimés; défense à la sœur économe de mettre deux malades dans le même lit ».

Dès la fondation de l'hôpital, les militaires, Gardes du Corps, Suisses ou Gardes à Pied, sont admis et traités dans les salles communes de l'établissement.

A partir de 1746, ils sont séparés des civils et trois salles leur sont affectées.

La situation financière de l'hôpital devient florissante quelques années avant la Révolution. Les salles civiles renferment alors 60 lits, tant pour les habitants de la ville que pour ceux d'Einvile, Deuxville, Gerbéviller, Seranville, Vitrimont, Dehainville, Domjevin. 24 sont réservés aux calculeux des deux Duchés. Les militaires disposent de 52 lits. Les recettes qui atteignaient 1.400 francs au début du siècle, s'élèvent à 54.000 livres en 1789.

Mais les années suivantes apportent un trouble profond à l'organisation et au fonctionnement de l'hôpital. Le 12 février 1790, le corps municipal est officiellement chargé de l'administration et de la vérification des comptes. En 1793, on arrête successivement le docteur PERRIN, médecin stipendié de l'hôpital, et la Supérieure, appelée à cette époque sœur économe. En octobre 1793, les religieuses refusent de prêter le serment civique et quittent l'hôpital. Elles n'y rentreront que le 29 mai 1800. La loi du 23 Messidor, an II (11 juillet 1794) ordonnait la transformation des propriétés des hospices en biens nationaux. Heureusement, aucun des biens de l'hôpital Saint-Jacques, devenu Hospice d'Humanité, n'est vendu; ils sont administrés par l'agent des domaines nationaux et sont rendus à l'hospice, suivant la loi du 16 vendémiaire, an V (7 octobre 1796). Le 1^{er} janvier 1794, les représentants du peuple en mission à l'armée de la Moselle décident la conversion de l'hospice en hôpital militaire et la translation du service

civil dans le local étroit de la Maison de Charité. Les protestations du Conseil Général de la commune de Lunéville auprès de la Convention Nationale finissent par avoir gain de cause.

Tant de secousses détruisent l'équilibre financier de l'hôpital, d'autant plus altéré que les journées de traitement des militaires malades ou blessés ne sont pas acquittées par le Ministre de la Guerre. Elles deviennent de plus en plus nombreuses à partir de 1799, au cours des guerres qui se succèdent jusqu'en 1815. En 1810, 32.000 militaires français ou étrangers sont admis à l'Hôpital Saint-Jacques et dans l'annexe qu'il faut installer à l'Hôtel des Cadets. Depuis la fin de 1805, c'était un médecin civil, le docteur CASTARA, qui assurait leur traitement avec le titre de chirurgien-chef. Les médecins militaires ne devaient reprendre la direction du service que le 20 novembre 1882.

Depuis la fondation de l'hôpital, les fenêtres de plusieurs salles de malades s'ouvraient directement sur le cimetière communal contigu. Le vœu émis pour son transfert le 26 thermidor, an IV par MM. DAUSSE et CASTARA, officiers de santé en chef, ne reçoit satisfaction qu'en 1813.

La situation de l'hôpital se rétablit à la Restauration. En 1816, la Commission administrative accepte en remboursement de ses avances à l'administration de la Guerre une inscription de rentes. Le calme renaît et le fonctionnement intérieur de l'établissement n'est plus tourmenté que pendant la guerre de 1870-1871 et celle de 1914-1918.

La constitution d'un camp de cavalerie sous la Restauration exige bientôt l'extension des salles militaires. Les soldats fiévreux et vénériens sont réunis en 1825 dans le bâtiment des Sœurs Grises, situé à l'angle de la rue Girardet et de la rue de l'Hôpital. Les blessés restent seuls dans les salles militaires du cloître. Un nouveau bâtiment est construit en 1851, à côté du bâtiment des Sœurs Grises, pour l'aménagement de salles de bains et d'hydrothérapie. La buanderie est élevée en 1889. A cette époque, les salles militaires sont devenues de nouveau insuffisantes aux besoins de la garnison qu'avait accrue la situation nouvelle de Lunéville à proximité immédiate de la frontière. Au-dessus du rez-de-chaussée qui se détache au Sud du Cloître, un premier étage est construit pour recevoir le service des contagieux militaires. Le local des salles de bains est également surélevé d'un étage où sont installées une salle d'opération, une chambre pour opérés et deux salles de malades.

En 1909, les services civils sont dotés de deux salles d'opérations et d'une salle de radiologie, pourvues de l'équipement nécessaire à la pratique de l'art chirurgical moderne. A la même époque, un pensionnat pour les malades atteints d'affections chirurgicales est créé.

Ces agrandissements successifs de l'hôpital rendent ses locaux suffisants à l'hospitalisation et au traitement des malades et des blessés en temps de paix. Ils ne le sont plus quand la guerre éclate sur les Marches de l'Est et multiplie le nombre des entrées.

Le docteur Tony SAUCEROTTE, médecin en chef de l'hôpital civil et militaire, a fait le tableau de l'activité de l'hôpital de Lunéville au cours de la guerre de 1870-71. Du 1^{er} août 1870 au 31 mars 1871, l'hôpital civil reçoit 1.709 malades ou blessés (506 Français et 1.203 Allemands). Les Français perdent 42 hommes (8,59 %) et les Allemands 29 seulement (2,49 %). « Cette différence se comprendra facilement, dans les conditions où se trouvaient les deux armées ». Les causes de décès sont les suivantes : pour les Français, fièvre typhoïde, 17 ; pneumonie, 5 ; dysenterie, 4 ; variole, 4 ; blessures, 3 ; péritonite, 2 ; etc... Pour les Allemands, typhus et fièvre typhoïde, 13 ; pneumonie, 2 ; dysenterie, 2 ; blessures, 2 ; etc... Dans l'hôpital temporaire organisé dans le bâtiment le plus salubre de la caserne de l'Orangerie par la Société de Secours aux Blessés, on compte, durant cette période, 1.566 entrées et 72 décès (4 décès prussiens) : fièvre typhoïde, 20 ; phtisie pulmonaire, 4 ; pneumonie, 8 ; dysenterie, 19 ; variole, 5 ; péritonite, 2 ; blessures, 5 ; etc... Le 6 décembre 1870, 885 prisonniers malades arrivent à Lunéville, après la capitulation de Metz ; ils sont logés dans les casernements de l'Orangerie et des Carmes, transformés en ambulances. Enfin, du 1^{er} avril au 1^{er} août 1871, au cours du rapatriement des prisonniers, l'hôpital reçoit 948 malades.

L'hôpital Saint-Jacques, pendant la dernière guerre, n'est pas assez vaste, de nouveau, pour recevoir tous les soldats blessés ou malades qui affluent à Lunéville dès les premiers jours des hostilités. Cependant, il avait été réservé, tout entier, aux mili-

taires et les services civils avaient été évacués à l'hospice du Coton. Dès la mobilisation, les sociétés de Croix-Rouge installent deux hôpitaux auxiliaires. L'hôpital auxiliaire 102 de l'Union des Femmes de France est organisé par ma mère dans les locaux du Collège municipal. Il traite du 6 août 1914 au mois de mai 1919, 11.029 blessés et malades (372 décès). Le nombre des journées d'hospitalisation s'est élevé à 149.449. La Société de Secours aux Blessés Militaires, présidée par M. Guérin, organise, sous la direction de M. le docteur Simon et de Madame Leroy, l'hôpital auxiliaire n° 1, à l'Institution Saint-Pierre Fourier. Les Allemands en ordonnent la fermeture le 2 septembre 1914. Les salles peuvent être ouvertes de nouveau le 8 octobre suivant. Elles sont alors réservées, jusqu'à la fin de la guerre, aux grands contagieux, trop affaiblis pour être évacués. Le nombre des admissions s'est élevé à 5.202 (120 décès), au total, 107.233 journées d'hospitalisation.

Dans ces formations sanitaires comme à l'hôpital, blessés et malades ont été entourés de soins attentifs par les religieuses, les infirmières et les brancardiers et réconfortés par les médecins militaires et civils, bénévoles de la ville. Dans leur cité une fois de plus menacée par la Germanie, ils ont animé d'un nouvel élan la flamme de la charité qui avait brillé avec un si chaud rayonnement dans les tourmentes des invasions d'autrefois.

Dans la paix revenue, l'hôpital Saint-Jacques va s'étendre de nouveau par la construction d'un pavillon militaire et l'aménagement d'une maternité.

L'éparpillement des militaires blessés et malades à travers l'hôpital avait décidé, quelques années avant la guerre, l'administration de la Guerre à entreprendre l'élévation d'un pavillon sur une partie du jardin des hospices. Le gros œuvre arrivait au premier étage quand la guerre survint. Pendant de nombreuses années, les travaux restent en suspens. Quand mon père reçoit, en 1925, la charge de maire et la présidence de la commission administrative des hospices, il reprend immédiatement les pourparlers commencés entre ses prédécesseurs et le ministère de la Guerre et obtient rapidement la cession aux Hospices du pavillon commencé, à la condition d'en poursuivre l'achèvement suivant les plans primitifs établis par le Génie. Sur les 168 lits prévus, 33 étaient réservés aux blessés civils. Grâce à une subvention du Pari Mutuel, les travaux sont repris en 1926. Ils étaient déjà fort avancés à la mort de mon père. En 1931, une délibération de la commission des Hospices établit une nouvelle disposition des salles qui leur permet de recevoir 140 lits. Il est décidé de laisser tout le pavillon à la disposition des services militaires. Ils y sont complètement installés le 28 octobre 1931. Pour rendre un pieux hommage à la mémoire de celui qui présida à la naissance du nouvel hôpital, la commission des Hospices a inscrit à son fronton le nom d'Henry BICHAT.

La commission des Hospices peut alors disposer des salles occupées précédemment par les militaires. Les services des fiévreux et des contagieux reçoivent les services de médecine, autrefois voisins des ser-

vices de chirurgie, qui peuvent ainsi s'étendre. Le service des blessés militaires est complètement transformé et aménagé en maternité, inaugurée au cours de l'année 1935.

Les aménagements et les agrandissements qui se sont succédé à l'hôpital Saint-Jacques depuis sa fondation lui ont donné l'aspect que nous lui voyons aujourd'hui. Situé au Sud-Ouest de la ville, il occupe une superficie totale de 2 ha. 58 a. La surface bâtie est d'environ 56 ares. Le reste est occupé par les cours, les jardins et un très vaste potager. Le quartier environnant est aéré, mais le voisinage de la Faïencerie trouble parfois l'atmosphère par les fumées de ses cheminées et celui, surtout, d'une petite usine de constructions métalliques qui travaille nuit et jour constitue pour le pavillon militaire une gêne réelle par les fumées et par le bruit continu qui en proviennent.

La partie la plus ancienne de l'hôpital, le cloître, est formée par la réunion de bâtiments à deux étages, disposés en carré autour d'une cour intérieure. L'aile Sud, qui se prolonge de part et d'autre du cloître, comprend les services civils de chirurgie au rez-de-chaussée et de médecine au premier étage.

Le *service de chirurgie* est divisé en service des hommes et service des femmes, l'un et l'autre formés de quatre salles de huit à dix lits, dont une est réservée aux enfants. Entre ces deux parties, se trouvent les deux salles d'opérations (aseptiques et septiques), très bien outillées. Une salle obscure, munie de deux

appareils de radiographie (l'un fixe, l'autre portatif), une chambre noire pour le développement des clichés, une salle de stérilisation et une salle d'attente leur sont annexées.

Le *service de médecine* comprend cinq salles d'hommes et trois salles de femmes. Une salle d'hommes (10 lits) et une salle de femmes (8 lits) sont réservées aux malades atteints de tuberculose pulmonaire. Ils y sont placés le plus souvent par les soins du dispensaire Henry BICHAT et restent sous la surveillance du médecin du dispensaire. Ce sont en général des malades gravement touchés. Les autres sont dirigés par le centre d'hygiène lunévillois vers l'hôpital-sanatorium Villemin ou le sanatorium de Lay-Saint-Christophe, ou, dans quelques cas particuliers, dans d'autres sanatoria désignés par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle.

Les trois autres salles de médecine de l'hôpital mixte réservées aux hommes sont divisées par des cloisons vitrées qui permettent un isolement relatif des malades.

Au même étage, trois chambres (au total, 5 lits) forment une petite pension pour les malades atteints d'affections médicales, et un laboratoire permet les recherches bactériologiques communes.

Les autres bâtiments qui forment le carré du cloître comprennent la chapelle, la communauté, une vaste *cuisine* bien installée, commune à tout l'établissement et à laquelle est adjointe une dépense assez spacieuse, une *pharmacie*, également commune aux civils et aux militaires. Elle est tenue par une religieuse, sous la

direction d'un pharmacien de la ville. Une collection intéressante de pots de faïence ancienne de Saint-Clément est disposée sur ses rayons.

L'aile Sud se prolonge vers l'Ouest par le pavillon Brisac qui renferme une *pension* de sept chambres particulières (9 lits) pour des malades atteints d'affections chirurgicales.

La façade du bâtiment des Sœurs Grises ne laisse pas soupçonner derrière ses vieux murs la fraîcheur de la *maternité* installée, en 1935, dans les locaux laissés libres par les services militaires. Une salle commune et six chambres particulières y sont aménagées. Le rez-de-chaussée abrite les services administratifs de la commission des Hospices et la permanence de l'association des Familles Nombreuses de l'Arrondissement de Lunéville. Dans une aile de ce bâtiment se trouve le logis de l'aumônier.

Malgré les efforts constants que la commission des Hospices apporte à leur entretien, tous ces locaux ont une apparence vétuste et portent les rides d'un âge plus de deux fois centenaire. La plupart manquent d'espace et de lumière. Les dépendances des divers services sont restreintes. Leur chauffage est encore assuré souvent par des poêles.

Le contraste est frappant quand, après avoir visité l'hôpital civil, on pénètre dans le *pavillon Henry Bichat* qui offre une disposition parfaite à l'hospitalisation des malades et des blessés de la garnison. Son grand axe, long de 96 mètres, est orienté Nord-Sud. Sa largeur est de 21 mètres à ses extrémités, de 18

mètres au centre et de 14 mètres dans les parties intermédiaires. Un couloir longitudinal le sépare inégalement sur toute sa longueur. La partie Est, la plus large, comprend les salles communes; la partie Ouest, les chambres d'officiers, les chambres d'isolement et les dépendances. Les salles, vastes et lumineuses, ont une atmosphère constamment renouvelée grâce à des cheminées d'aération, et réchauffée en hiver par le chauffage central. Les réfectoires, les cuisines, les lavabos et les salles de bains offrent toutes les commodités réclamées par l'hygiène. Le rez-de-chaussée, réservé à la chirurgie, comprend cinq salles communes de dix à douze lits, une salle de six lits réservée aux sous-officiers, trois chambres d'officiers et trois chambres d'isolement pour la troupe. A ce service sont annexées deux salles d'opérations, une salle de stérilisation et une chambre obscure prévue pour une installation radioscopique.

Le premier étage est partagé en deux parties égales : dans la moitié Sud est installé le service de médecine (trois salles communes, deux chambres d'officiers et deux chambres de sous-officiers), dans la moitié Nord, le Service des Contagieux auquel on peut accéder par un escalier particulier, possède deux chambres d'officiers, et quatre salles communes; deux d'entre elles sont divisées par des cloisons vitrées de 2 m. 20 de hauteur en deux chambres de quatre lits et deux chambres à deux lits; les deux autres sont libres et renferment l'une six lits, l'autre quatorze lits.

En période normale, le pavillon militaire compte 142 lits. Il peut aisément en recevoir davantage, tout en laissant aux malades un cubage d'air suffisant. Il a atteint, au cours de l'hiver 1936, le chiffre de 185 lits.

L'hôpital Saint-Jacques compte diverses *dépendances*, en particulier une buanderie pourvue d'appareils perfectionnés, un magasin de linges sales, un séchoir et une lingerie, une boulangerie qui fournit tout le pain nécessaire à l'hôpital, au bureau de bienfaisance et à l'hospice du Coton, une basse-cour, divers ateliers. Le vaste jardin potager s'étend entre le pavillon sanitaire, l'aile Sud du vieil hôpital, la rue Girardet et la rue Level. Il fournit à l'hôpital une partie des légumes nécessaires à l'alimentation des malades et du personnel. Au fond, près de la rue Level, un petit pavillon abrite le service de la *désinfection* qui comprend un local pour la désinfection au formol, un local pour la désinfection au soufre, un grand local avec une étuve Geneste-Herscher, qui appartient à la ville, mais ne fonctionne plus. Les désinfecteurs sont fournis par le bureau municipal d'hygiène. Enfin, près de la chapelle, se trouvent la morgue et la salle d'autopsie.

Comme le montre le tableau suivant, le nombre des malades que peut admettre l'hôpital Saint-Jacques a augmenté d'une façon marquée depuis le XVIII^e siècle. Chaque service comprend :

Chirurgie (hommes)	28 lits
Chirurgie (femmes)	30 lits
Chirurgie (chambres particulières)	9 lits
Médecine (hommes)	28 lits
Médecine (femmes)	21 lits
Médecine (chambres particulières)	5 lits
Maternité (salle commune)	12 lits
Maternité (chambres particulières)	6 lits
Militaires	140 lits

Les prix de journée sont fixés comme il suit :

Indigents	16 fr. 75
Chirurgie (salle commune)	19 fr.
Chirurgie (chambre particulière)	35 fr.
Médecine (salle commune)	17 fr. 50
Médecine (chambre particulière)	25 fr.
Maternité (salle commune)	20 fr.
Maternité (seconde classe)	40 fr.
Maternité (première classe)	50 fr.
Militaires	16 fr. 75

Le mouvement des malades à l'hôpital Saint-Jacques au cours de ces dernières années figure dans le tableau ci-dessous :

Année	Nombre d'entrants			Journées d'hospitalisation
	civils (total)	civils (habitant Lunéville)	militaires	
1931	1.080	460	1.518	61.963
1932	1.093	494	1.410	58.741
1933	1.044	514	944	47.281
1934	1.100	517	1.108	53.081
1935	1.172	564	1.226	55.472
1936	1.274	598	1.138	55.734

Le service médical est assuré par un chirurgien-chef assisté de deux chirurgiens, un médecin spécialiste d'oto-rhino-laryngologie, un médecin-chef assisté d'un médecin adjoint, un médecin-chef de la maternité et un médecin chargé des examens de laboratoire. Le pavillon militaire est dirigé par le médecin-chef de la Place de Lunéville. Suivant une convention passée avec le service de Santé, le chirurgien et le spécialiste d'O-R-L. pratiquent les interventions chirurgicales urgentes chez les militaires hospitalisés au pavillon Henry BICHAT.

Pour assurer les différents services hospitaliers ou économiques, la Commission administrative des Hospices a recours à la Congrégation des Sœurs de Saint-Charles. Seize religieuses de cet ordre mettent au service des malades et des blessés de l'hôpital Saint-Jacques leur dévouement infatigable et leur charité inépuisable. Elles ont la direction du personnel servant et du personnel d'exploitation de l'établissement.

L'administration de l'hôpital appartient au personnel des bureaux, sous l'autorité de la Commission Administrative des Hospices, qui régit en même temps l'hospice du Coton. Elle se compose du Maire, qui préside la Commission, de deux membres élus par le Conseil municipal et de quatre membres nommés par le Préfet, et se réunit au moins une fois chaque mois. Elle choisit chaque année dans son sein un Ordonnateur et un Ordonnateur suppléant pour l'hospice.

L'hôpital mixte de Lunéville a rendu, depuis sa fondation, des services considérables à la population de la ville. Ils sont encore devenus plus nécessaires quand l'industrie s'est développée avec sa rançon inévitable d'accidents du travail. L'hôpital dispense également ses soins depuis de nombreuses années à la garnison de Lunéville. Enfin, il assume le rôle d'hôpital d'arrondissement en recevant un nombre important d'habitants de la campagne qui entoure Lunéville. Le tableau précédent nous a montré qu'il était légèrement supérieur à celui des habitants de la ville même hospitalisés. La commodité toujours plus grande des moyens de communication qui relie Lunéville à ses environs permet à l'hôpital Saint-Jacques de devenir toujours davantage un centre hospitalier d'arrondissement.

Malgré l'extension donnée à l'hôpital mixte par l'achèvement du pavillon Henry BICHAT, la vétusté des anciens bâtiments, l'éparpillement des services, la disposition de leurs locaux entraînent une insalubrité et une incommodité auxquelles il n'est guère de remède, et qui ne conviennent guère à un hôpital. De plus, il manque un service d'isolement pour les maladies contagieuses et des salles réservées au traitement des enfants malades.

La Commission des Hospices a fait dresser le plan d'un nouvel établissement hospitalier élevé dans le jardin potager actuel, le long de la rue Girardet. Il rassemble sous le même toit tous les services civils, bien disposés dans des locaux spacieux répartis sur

quatre étages. Dès que les subventions nécessaires auront été obtenues, la construction pourra être entreprise. Son achèvement donnera à Lunéville un hôpital digne de son importance, qui permettra de soigner les malades dans les meilleures conditions possibles. La démolition de l'hôpital actuel améliorera la circulation par la percée de nouvelles voies entre la rue Castara, la rue de Sarrebourg et la rue de Viller.

III

L'ASSISTANCE HOSPITALIÈRE AUX VIEILLARDS ET AUX ORPHELINS

LA MAISON DES VIEILLARDS ET DES ORPHELINS, DITE LE COTON

Les origines. — Les années difficiles de la période révolutionnaire. — La renaissance au XIX^e siècle. — L'œuvre de l'abbé Renard. — Les agrandissements. — L'état actuel. — Les conditions d'admission. — La pension Saint-Paul. — La Cense de Cœur.

La Maison des Vieillards et des Orphelins a pour origine un ouvroir créé en 1759 par l'abbé DE BELLAIRE, vicaire à Lunéville, pour venir en aide aux jeunes filles pauvres de la ville en leur donnant à filer du coton. Après des commencements très pénibles, l'œuvre vit tant bien que mal jusqu'au jour où une veuve charitable lui fait don de sa maison, située rue de la Charité. Le roi Stanislas donne son appui à l'établissement et lui accorde par lettres patentes du 5 septembre 1762 les droits, privilèges et franchises des établissements de charité, avec la dénomination de Maison des Orphelins. La direction en est remise au curé de Lunéville et au lieutenant général de police.

L'année suivante, le 1^{er} mai 1763, deux religieuses de la Congrégation de Saint-Charles sont mises à la tête de la maison qui s'installe dans la propriété de M^{lle} Folmar, rue de Viller, louée d'abord, puis achetée en 1770 en même temps que la maison Gouvenoux. C'était une installation définitive.

A la fin du mois de juin 1763, on y fait entrer des garçons orphelins auxquels on apprend à filer et à tisser la laine. Il y en a bientôt une trentaine. En juillet 1763, la Maison de Force est réunie à la Maison des Orphelins; on y distribue le pain de charité, jusqu'alors délivré à l'hôtel de ville, et la maison prend le nom de Maison des Pauvres. Les lettres patentes du 17 juin 1765 confèrent l'administration de l'hôpital, de la Maison de Charité et de la Maison des Pauvres, jusqu'alors régis séparément, à un seul bureau de directeurs, composé de dix membres: le lieutenant-général de police, président; le curé de Lunéville, vice-président; deux membres, pris dans l'ordre de la noblesse et six membres appartenant à la bourgeoisie.

Les dons fréquents et importants que la Maison des Pauvres doit à la générosité de Stanislas lui permettent de prospérer. A la mort du roi de Pologne, la manufacture de laines et de toiles de coton est en pleine activité. Il avait fallu porter le nombre des religieuses de Saint-Charles à quatre, puis à cinq, pour assurer l'éducation de cent orphelins. Ils étaient admis dans la maison à partir de six ans et pouvaient y rester jusqu'à seize ans. A partir de 1766, la situation devient de jour en jour plus critique. Les offi-

ciers municipaux semblent se désintéresser de la Maison des Pauvres. Ils lui accordent avec parcimonie des subventions qui lui permettent de subsister, jointes au fruit du travail des orphelins, dont le nombre continue à augmenter et atteint 120 en 1786.

La Révolution est pour la Maison des Pauvres, comme pour l'Hôpital Saint-Jacques, une rude épreuve. Là aussi, les religieuses refusent de prêter le serment civique et s'éloignent de l'hospice qui reçoit le nom d'Hospice des Enfants de la Patrie. Le désordre économique entraîne la ruine de la Manufacture qui est louée à un particulier. Celui-ci profite du travail des orphelins à condition de pourvoir à leur entretien et à leur instruction. Le nombre de ces enfants diminue rapidement. Le 9 ventôse an IX, il est tombé à « 5 mâles et 9 femelles ». Une série de locataires se succède dans l'hospice. Ils ne remplissent pas leurs obligations. Les enfants sont mal tenus et mal nourris. La maison est de plus en plus misérable. Pour que la situation ne devienne pas tout à fait désespérée, il faut avoir recours à trois sœurs de Saint-Charles, qui sont installées le 1^{er} avril 1810. La Manufacture disparaît définitivement de la maison, qui a continué néanmoins à être appelée le Coton. Malgré les efforts de ses administrateurs et le dévouement de ses religieuses, l'hospice reste dans une situation tragique. Faute de ressources, plusieurs corps de logis menacent de tomber en ruines. On tente de recueillir quelques bénéfices de l'installation d'un pensionnat de demoiselles. Après une période de prospérité, il faudra le fermer en 1837.

Cependant, une affreuse misère règne à Lunéville en 1816, par suite de la pénurie de la récolte. Elle multiplie la mendicité. Le malheur de tant de pauvres gens excite la compassion de l'abbé Renard et de la princesse de Hohenlohe, qui unissent leur charité et leur générosité. Le Bureau de Bienfaisance est constitué. Une Société de Dames de Charité est formée pour recueillir des souscriptions destinées à venir en aide aux pauvres. L'abbé Renard s'attache alors à relever la Maison des Pauvres. Il veut mettre à la disposition des vieillards indigents une partie de ses locaux, devenus trop grands pour les orphelins seuls depuis la suppression des ateliers. D'importantes réparations sont faites aux bâtiments, le mobilier est acheté et, le 19 décembre 1816, plus de quatre-vingts vieillards y sont installés solennellement. L'aide généreuse du Prince et de la Princesse de Hohenlohe, les sommes recueillies par l'association des Dames de Charité et, surtout, les donations de l'abbé Renard permettent à l'Hospice des Vieillards et des Orphelins de prospérer et de se développer.

L'abbé Renard, devenu curé de Lunéville, est, pendant quarante années, l'animateur dévoué de cette œuvre d'assistance si secourable. Sa haute autorité morale et la vénération qui l'entoure à Lunéville attirent au Coton, avec la sympathie unanime, de nombreux souscripteurs et fondateurs de lits. Les exhortations qu'il adresse à ses paroissiens anime leur zèle charitable. La Société des Dames de Charité peut ainsi assurer l'entretien des vieillards de l'hospice. Jusqu'en 1845, elle payait à la Commission des Hos-

pices 45 centimes et demi par jour pour chaque vieillard. Ce prix est porté le 5 décembre 1845, par une délibération de la Commission, à 55 centimes par jour. La pension totale des soixante-dix vieillards alors admis au Coton s'élevait à 14.000 francs, somme énorme à l'époque pour un budget de société charitable privée.

Aucune générosité ne peut cependant égaler celle de l'abbé Renard lui-même, dont les dons, constamment renouvelés jusqu'à sa mort, atteignent le total de 450.000 francs. Ce bienfaiteur magnifique a la joie suprême d'assister à l'achèvement de la chapelle et des nouveaux bâtiments construits en 1854 et 1855 et affectés aux dortoirs des hommes et des femmes. L'ère des constructions s'est achevée à cette époque. Cependant, la fondation de nouveaux lits et les sommes recueillies par les Dames de Charité pour l'entretien des vieillards et des orphelins ont permis d'augmenter le nombre des pauvres admis à l'hospice, alors que les locaux n'ont pas été agrandis.

En 1899, M. Gillet, vice-président de la Commission des Hospices et historiographe de la Maison des Vieillards et des Orphelins, déplorait l'entassement des vieillards (91 hommes et 53 femmes) et des orphelins (29 garçons et 21 filles), l'insuffisance du cubage d'air dans les dortoirs, les réfectoires, les salles d'études, le manque total d'agrément et d'hygiène.

La situation ne s'est pas améliorée depuis cette époque. Le nombre des vieillards s'est élevé à 195 et celui des orphelins à 65. Ce sont toujours les mêmes bâtiments vétustes qui les abritent. L'âge leur a

ajouté encore plus d'incommodités. Leur ancienneté même rend impossible leur transformation en une maison moderne dans laquelle l'air et la lumière joueraient librement, pour réjouir les dernières années de malheureux vieillards et infirmes et pour égayer la vie d'enfants privés des douceurs d'un foyer. Leur infortune est adoucie par les soins vigilants de neuf religieuses de l'ordre de Saint-Charles. Un médecin est attaché à l'établissement. L'administration est assurée par la Commission des Hospices.

Depuis 1913, des pensionnaires sont reçus dans une maison qui est contiguë au Coton et communique directement avec lui. La Pension Saint-Paul compte 22 chambres.

Le règlement sur le Service Intérieur des Hospices indique les conditions d'admission des Vieillards et des Orphelins :

Art. 35. — L'admission des Vieillards à l'Hospice est prononcée par la Commission Administrative, dans les conditions suivantes :

1° Le candidat doit établir qu'il est Français et âgé de 60 ans accomplis. Par exception, les individus placés par la Ville à l'Hospice, au compte du dépôt de mendicité, y sont reçus sans aucune condition d'âge.

2° Le candidat est inscrit et désigné pour l'hospitalisation, sur les listes de l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables de la Commune ou de l'une des Communes rattachées à l'Hospice, aux termes de la loi du 14 juillet 1905.

3° Le candidat remplit les conditions exigées par les actes de fondation (en particulier de la Société des Dames de Charité).

4° Par délibération spéciale, visée par la Préfecture, la Commission Administrative peut également admettre, dans la mesure où ses ressources le lui permettent, des candidats qui n'appartiennent pas à l'une de ces deux catégories précédentes, mais qui sont originaires de la Commune, ou qui l'habitent effectivement au moins depuis trois ans.

5° L'Hospice ne reçoit en principe que des orphelins de père ou de mère, âgés de six ans au moins, nés de parents français, domiciliés à Lunéville depuis au moins trois ans.

Toutefois, la Commission Administrative pourra, exceptionnellement, déroger à cette condition d'âge, chaque fois qu'un cas d'espèce intéressant sera soumis à son examen.

Art. 36. — Les vieillards et incurables indigents devront quitter l'Hospice, si leur état d'indigence ou l'état d'indigence des personnes qui sont tenues à la dette alimentaire vient à cesser. En ce cas, leur sortie sera ordonnée par délibération de la Commission Administrative.

Art. 38. — Si, pendant son séjour à l'Hospice, un orphelin de père ou de mère devient tout à fait orphelin, la Commission Administrative statuera sur la question de savoir s'il doit être maintenu à l'Hospice ou si son admission au nombre des pupilles du Département doit être provoquée.

Art. 39. — Les orphelins des deux sexes, admis à l'Hospice, fréquenteront les écoles communales jusqu'à l'âge de treize ans. A partir de cet âge, les Orphelins garçons seront, autant que possible, mis en apprentissage par les soins et sous la surveillance de l'Administrateur délégué pour remplir les fonctions de tuteur.

Toutefois, ceux qui, par leur intelligence et leur assiduité au travail seraient reconnus aptes à continuer leurs études avec fruit, pourront, après délibération de la Commission Administrative, être placés dans un établissement scolaire de la Ville.

Ceux qui, pour une cause quelconque, ne peuvent être placés en apprentissage, sont occupés à des travaux intérieurs réglés suivant leur âge et leur force, de manière à ce qu'ils ne restent jamais inactifs et à ce qu'ils prennent l'habitude du travail.

Art. 40. — Les orphelines âgées de 13 à 16 ans seront initiées à l'intérieur de la Maison, par roulements, à tous les travaux de ménage, couture, raccommodage, lingerie, repassage, cuisine, etc...

Les articles suivants traitent de la constitution d'un livret de caisse d'épargne pour les orphelins et orphelines, des conditions dans lesquelles ils peuvent rester à l'Hospice jusqu'à l'âge de 21 ans et de la liberté des parents de réclamer, en tout temps, leurs enfants admis à l'Hospice. A leur sortie, tous les orphelins, autres que ceux réclamés par leurs parents, reçoivent leur livret de caisse d'épargne, un trousseau et un certificat de bonne conduite s'ils l'ont mérité.

Les prix de journée sont fixés comme il suit :

Pour les hospitalisés au compte de l'assistance : 7 fr. 65 ;

Pour les hospitalisés à leur compte : 8 fr. ou 9 fr. ;

Pour la Pension Saint-Paul : 20 fr., 22 fr. ou 25 fr., suivant les chambres.

Le mouvement des admissions au cours de ces dernières années est résumé dans le tableau suivant :

Année	Nombre d'entrants		Journées d'hospitalisation
	Vieillards	Orphelins	
1931	76	17	74.350
1932	66	33	75.696
1933	69	16	78.660
1934	59	17	78.485
1935	60	16	77.476
1936	66	19	73.053

En offrant un asile à tant d'infortunés, le Coton a rendu d'immenses services à la population lunévilloise. Cependant, malgré les travaux de restauration entrepris par la Commission des Hospices depuis quelques années, il ne peut pas dissimuler son âge près de deux fois centenaire. Il ne peut être qu'une sombre volière pour les jeunes enfants qu'il accueille, au trop proche voisinage des misères et des infirmités de la vieillesse.

Pour mettre de la beauté et de la joie dans leur vie déshéritée, la Commission acquit, en 1932, le domaine de la Cense de Cœur, situé à la limite Sud de l'arrondissement, à flanc de côteau, à l'entrée de la vallée de Celles. Les splendides forêts domaniales des Reclos

et des Elieux l'encerclent en partie. La vaste maison est entourée d'un jardin magnifique, planté d'essences très variées, et d'un domaine forestier qui recouvre 80 hectares de vigoureuses futaies. L'eau de source abondante, l'électricité et un réseau d'égouts bien aménagé s'ajoutent à la pureté de l'air pour assurer la salubrité de la propriété. Au cours de ces dernières années, les orphelins l'ont occupée pendant leurs deux mois de vacances d'été, pour le plus grand bénéfice de leur santé.

Des travaux doivent être entrepris dans un bref délai pour l'aménagement, jusqu'à présent sommaire, de la maison. Ils comprendront la construction d'une aile nouvelle et la transformation de la disposition intérieure actuelle. Ils seront terminés probablement dans le cours de l'année 1937. La maison comprendra : au rez-de-chaussée, deux grands réfectoires pour les garçons et pour les filles, la chapelle, la communauté des religieuses attachées à l'établissement, le bureau de la Supérieure, des ateliers de couture et de lingerie, de vastes cuisines ; au premier étage : quatre dortoirs qui pourront recevoir 120 enfants ; au second étage, les chambres du personnel. Toutes les installations hygiéniques utiles augmenteront le confort de la maison. Aux orphelins reçus dans les conditions actuelles du Coton pourront s'ajouter des enfants de l'Assistance Publique. Une école, avec un grand préau couvert, quatre salles de classe et les logements de quatre instituteurs et institutrices, sera édifiée au voisinage du bâtiment principal.



LA CENSE DE CŒUR

L'achèvement de ces travaux permettra l'installation définitive des orphelins dans ce domaine, un peu éloigné de Lunéville, certes; mais la commodité des moyens de transport de notre époque atténue cet inconvénient. La Cense de Cœur offrira aux Orphelins de Lunéville son inépuisable provision d'air pur, tout embaumé par les résines de ses sapinières, et ses espaces immenses à leurs jeunes ébats.

IV

LES SERVICES D'HYGIÈNE LE BUREAU MUNICIPAL D'HYGIÈNE

Les principales attributions du bureau municipal d'hygiène. — La déclaration des maladies contagieuses. — La désinfection. — Les vaccinations. — La surveillance de l'eau potable. — L'inspection médicale scolaire.

Le Bureau Municipal d'Hygiène s'est constitué à Lunéville en 1906, en application de la loi du 15 février 1902. Il a été confié de 1909 au début de 1937 à la haute compétence de M. le docteur ROBERT, professeur à la Faculté de Médecine de Nancy, savant conseiller des municipalités successives dans toutes les questions d'hygiène urbaine. Sous sa direction, le Bureau d'Hygiène a développé son activité dans le cadre de la loi de 1902 et collabore avec les divers bureaux de la mairie, en particulier la direction des travaux municipaux, le bureau des écoles et le bureau de l'état-civil.

Le Bureau Municipal d'Hygiène a comme attributions :

a) Des mesures sanitaires qui concernent les individus : réception des déclarations des maladies trans-

missibles ou contagieuses, contrôle de la prophylaxie et de l'isolement, service de la désinfection, service de la vaccination, surveillance des hôtels et logements loués en garnis au point de vue de la salubrité, statistique des cas de maladies transmissibles ou contagieuses.

b) Des mesures sanitaires qui concernent les immeubles: délivrance des permis de construire, assainissement des immeubles insalubres, surveillance des eaux d'alimentation, provenant des puits, citernes, etc...; surveillance des fosses d'aisances, puisards, etc...

c) Des mesures sanitaires qui concernent les localités: assainissement de la voie publique, distribution publique d'eau potable, service des égouts.

d) Le service médical de l'état-civil: constatation des naissances et des décès, statistique démographique.

e) L'hygiène de l'enfance: exécution de la loi du 23 décembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge.

Le règlement du Bureau Municipal d'Hygiène, édicté en 1906, précise les conditions dans lesquelles doivent s'opérer le transport des malades contagieux et la désinfection des locaux, la vaccination, l'admission des enfants à la crèche, l'analyse microbienne périodique des eaux d'alimentation. Il établit au Bureau de Bienfaisance une consultation de nourrissons, la Goutte de Lait, qui a lieu trois fois par semaine pendant les mois de juillet, août et septembre, une fois par semaine pendant le reste de l'année. Le

règlement prévoyait une inspection médicale des écoles. Il établissait une surveillance de la prostitution. Une visite hebdomadaire avait lieu, une fois par semaine, dans un local de l'Hôtel de Ville.

Ces tâches diverses ont été plus ou moins modifiées depuis 1906. De 1907 à 1918, le Bureau Municipal d'Hygiène a publié, dans un Bulletin mensuel de Statistique médicale et démographique, les résultats de l'analyse des eaux de source et de l'eau de Meurthe, des observations météorologiques, les chiffres de la population et des décès par quartier, des renseignements démographiques, la répartition des décès par cause et par âge, les avis de maladies transmissibles envoyés au Bureau d'Hygiène, les désinfections, les résultats de l'inspection sanitaire.

Le *service de la désinfection* a contribué efficacement à la lutte contre la diffusion des maladies contagieuses. Ses opérations figurent dans les tableaux ci-dessous :

MALADIES AYANT MOTIVÉ LA DÉSINFECTION

Année	Fièvre typhoïde	Scarlatine	Rougeole	Diphthérie	Tuberculose	Septicémie puerpérale	Grippe - Pneumonie Broncho-pneumonie	Autres ou inconnues
1908	36	29	133	5	30	1	9	87
1909	52	15	64	7	14	6	14	140
1910	42	8	61	5	24	6	6	108
1911	76	18	4	20	33	8	11	91
1912	23	21	78	31	36	4	8	78
1913	5	15	4	7	33	1	6	97
1914	8	16	1	2	16	1	1	79
1915	4	3	7	8	1			402
1916	4	4	1	6				261
1917	1	6	2	3				149
1918	4	15	1	4				

Année	Appartements	Ecoles	Autres locaux	Couchages et autres effets à l'étuve	Désinfections pour les familles nécessiteuses, les hôpitaux, etc.	Désinfection rétribuées
—	—	—	—	—	—	—
1908.....	275	11	36	65	204	160
1909.....	221	9	13	94	167	125
1910.....	194	6	17	133	162	94
1911.....	202	5	18	162	122	136
1912.....	230	5	16	119	161	116
1913.....	111	5	28	94	87	81
1914.....	75	6	20	119	59	67
1915.....	77	7	103	316	365	64
1916.....	58	2	127	187	208	54
1917.....	59	3	90	83	113	56
1918.....	81	2	4	51	148	82

Année	Désinfection pour maladies contagieuses	Désinfection par mesure d'hygiène	Désinfection faites par les familles	Désinfections rétribuées	Désinfections gratuites
1920	45	159		102	102
1921	40	127		97	70
1922	52	80		64	57
1923	54	99		79	76
1924	45	104		95	85
1925	75	127		122	82
1926	91	100		108	80
1927	67	116		98	85
1928	76	144		122	84
1929	70	138		118	85
1930	102	113	8	115	99
1931	71	113	8	100	84
1932	59	87	7	82	64
1933	67	90	19	77	79
1934	46	100	12	85	61
1935	83	101	7	103	81
1936	71	107	17	88	94

NATURE DES DÉSINFECTIONS

Année	Locaux au formol		Ecoles, collèges, Crèches		Hôpital	Couchages à l'étuve		
	Appartements	Nombre de mètres cubes Salles		Nombre de mètres cubes	Salles et literie	Nombre de mètres cubes Opérations à l'étuve	Nombre d'étuves	
1920	88	6.478	3	293	72	1.959	29	29
1921	88	6.501			46	1.774	34	43
1922	77	7.244	1	600	19	689	30	30
1923	67	7.142	11	1.132	40	1.155	30	36
1924	92	8.727	1	220	43	2.627	41	61
1925	124	10.842	4	2.078	35	1.139	47	53
1926	106	8.237	9	6.279	38	743	47	42
1927	92	6.022	4	9.780	60	1.540	37	37
1928	98	10.694	5	4.807	62	1.664	58	73
1929	94	8.746	3	892	67	2.335	48	50
1930	121	11.099	8	2.990	57	989	17	24

Année	Locaux au formol		Locaux au soufre		Ecoles, collèges crèches		Hôpital		Opérations pratiquées au poste	
	Appartements	Nombre de mètres cubes	Appartements	Nombre de mètres cubes	Salles	Nombre de mètres cubes	Salles et literie	Nombre de mètres cubes	Effets et literie au formol et au soufre	Nombre de mètres cubes
1931....	99	11.530	7	964	9	4.122	57	3.517	14	174
1932....	85	8.051	7	700	8	1.726	37	2.094	9	117
1933....	91	9.169	8	860	12	6.002	42	1.344	4	65
1934....	67	6.367	19	2.830	4	861	44	1.426	14	182
1935....	99	9.304	14	1.630	8	1.836	48	1.892	15	195
1936....	98	7.500	13	1.680	18	9.431	43	1.143	2	26

La *vaccination anti-variolique* est assurée par les médecins du Bureau de Bienfaisance.

La *vaccination anti-diphtérique* a été instituée au cours du dernier trimestre de 1928 dans les écoles de Lunéville, sur l'initiative de M. le Professeur Robert. En 1926, la diphtérie avait pris une brusque extension. La morbidité passait d'une moyenne annuelle de 7 cas à 43, 59 et même 69 cas par an. De 1928 à 1934, les enfants des écoles âgés de moins de 7 ans ont été vaccinés par l'anatoxine de Ramon. Les vaccinations sont faites, avec l'assentiment des parents, aux frais

de la ville par l'intermédiaire du Bureau d'Hygiène. Il a été ainsi effectué :

En 1928-29, 567 vaccinations.

En 1930-31, 433 vaccinations.

En 1932-33, 155 vaccinations.

Depuis 1931, la morbidité et la mortalité diphtériques ont considérablement baissé à Lunéville.

Le Bureau d'Hygiène a donné à la Ville son entière collaboration quand la gravité de la morbidité typhique amena la municipalité à rechercher une eau potable et à décider l'emploi de l'eau de Meurthe filtrée et stérilisée. Il surveille le fonctionnement de l'usine des eaux de Meurthe et l'envoi bi-mensuel à l'Institut d'Hygiène de Nancy des échantillons à contrôler bactériologiquement.

Des distributions de lait pasteurisé ont toujours lieu au Bureau de Bienfaisance, mais la consultation de nourrissons et la Goutte de Lait proprement dite se sont installées dans les spacieux locaux que leur a offert le dispensaire *Henry Bichat*. C'est le dispensaire qui assume également aujourd'hui la surveillance médicale de la prostitution.

L'*inspection médicale scolaire*, dont la création avait été demandée à maintes reprises par M. le Professeur ROBERT, a été l'objet d'un vote de principe favorable du Conseil Municipal. Le manque de crédits ne lui a

pas encore, jusqu'à ce jour, permis de prendre naissance. Il semble toutefois qu'un avenir prochain verra se réaliser cette œuvre si utile. Elle complètera le rôle social que le Bureau d'Hygiène a toujours assumé à Lunéville, suivant la loi de 1902.

**LA MÉDECINE PRÉVENTIVE
ET L'HYGIÈNE SOCIALE
L'ACTIVITÉ DE L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE A LUNÉVILLE**

Les origines. — L'ouverture du dispensaire anti-tuberculeux. — La propagande. — La formation du Comité d'Hygiène sociale et de Défense contre la tuberculose. — La colonie scolaire de Méhon. — La construction de l'école de plein air. — Le dispensaire anti-syphilitique. — La construction du nouveau dispensaire. — Les agrandissements de Méhon. — La consultation d'hygiène mentale. — Le bureau social. — La coordination. — Le centre d'hygiène
HENRY BICHAT. — L'état actuel de l'Ecole de plein air de Méhon. — Les résultats.

Il y a cent ans, le docteur Constant SAUCEROTTE rapportait que « la phtisie pulmonaire frappe dans notre arrondissement un grand nombre de victimes ». La morbidité de la tuberculose n'a pas cessé, depuis cette époque, de rester élevée. La lutte contre ce fléau social avait été ébauchée avant la guerre à Lunéville par le Bureau Central d'Assistance, qui s'était constitué en 1904 pour établir une coordination entre les diverses œuvres de bienfaisance lunévilloises. Il avait étendu son activité en aidant au placement des malades au sanatorium de Lay-Saint-Christophe et de jeunes enfants en colonies de vacances et en distri-

buant des secours de loyers pour améliorer les conditions du logement des familles nécessiteuses de la ville.

La guerre interrompt ces efforts. La lutte contre la tuberculose est reprise en 1917 à Lunéville. La loi du 18 décembre 1915 avait ouvert les crédits nécessaires à l'établissement de stations sanitaires pour recueillir les tuberculeux. Après la constitution d'un Comité départemental de Meurthe-et-Moselle, le 1^{er} décembre 1916, un sous-comité est formé à Lunéville le 19 février 1917, sous la présidence du docteur Paulin. Il se propose d'assister les militaires réformés pour tuberculose, de répandre la connaissance des mesures prophylactiques à observer et de chercher un emploi aux tuberculeux guéris. Le docteur Paulin est secondé par une dévouée collaboratrice, M^{me} Vigneron. La mort vient interrompre ses efforts. Il est remplacé par le docteur Simon le 19 février 1918.

Après la guerre, en 1920, la création du Comité National de Défense contre la Tuberculose est suivie de la transformation des anciens comités départementaux en Offices d'Hygiène Sociale et de Défense contre la Tuberculose. La lutte contre la tuberculose est ranimée à Lunéville, le 11 janvier 1921. Un comité est formé par les représentants des autorités civiles, militaires et religieuses, par des industriels, des notables, des ouvriers, sous la présidence de M. Bouet, sous-préfet de Lunéville. Bientôt, un dispensaire anti-tuberculeux est organisé dans des locaux dépendant de l'hôpital, au rez-de-chaussée de l'ancien couvent des Sœurs Grises, grâce à la générosité du comité Rock-

efeller. Le dispensaire est inauguré le 8 mars par M. le doyen Gross, président de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle. Son fonctionnement est assuré par un médecin, assisté d'une infirmière. Les consultations sont données deux fois par semaine.

Pour trouver les ressources nécessaires à des placements d'enfants dans les colonies de vacances, une quête faite à travers toute la ville recueille en quelques mois les souscriptions de 103 membres adhérents (cotisation de 10 francs), de 8 membres d'honneur (cotisation de 100 francs).

Le docteur Simon fait une série de conférences dans les usines lunévilloises pour montrer aux ouvriers quel fléau social constitue la tuberculose et pour leur demander leur appui dans la lutte entreprise par le comité de Lunéville. Son appel est entendu et plus des trois-quarts des ouvriers offrent d'abandonner 0 fr. 25 sur leur salaire de quinzaine tandis que les industriels décident de doubler par leurs propres souscriptions les sommes qui auront été réunies ainsi.

La transformation de l'Office départemental en Office privé reconnu d'utilité publique amène le sous-préfet à se démettre de ses fonctions de président. Il constitue un bureau permanent de neuf membres qui élisent à sa présidence mon père, le 7 juin 1922. L'œuvre allait porter des fruits magnifiques par les soins de celui qui, pendant près de huit années, ouvrit sans cesse de nouveaux sillons à son activité.

Déjà, les consultations attiraient un nombre toujours croissant de malades au dispensaire et il fallait

nommer une deuxième infirmière. Pour donner à tant d'enfants chétifs, prédisposés à la tuberculose ou soumis aux dangers de la contagion, le moyen de respirer un air pur pendant l'été, pour satisfaire à l'afflux des demandes d'envoi en colonies de vacances, mon père cherche immédiatement un terrain au voisinage de Lunéville. Il trouve à acheter sur les pentes de la côte de Méhon un terrain de 55 ares, bien exposé au midi, dominant la ville et l'immense étendue de la vallée de la Meurthe jusqu'à la crête des Vosges. Une colonie scolaire est aussitôt organisée. Une baraque en bois fournie par les magasins des Régions Libérées permet d'abriter les enfants en cas d'intempérie et de leur donner un repas à midi et un goûter à quatre heures.

Le 4 septembre 1922, la colonie faisait ses débuts, sous la surveillance d'une infirmière du dispensaire, assistée d'infirmières bénévoles. Les enfants, dont il avait fallu limiter le nombre à une trentaine, y demeurent de 8 heures à 17 h. 30 pour la modique somme de 0 fr. 50. Le succès de cette première colonie couronnait les efforts et les démarches multiples de mon père. Il cherche aussitôt les moyens de l'agrandir. Ce sera son œuvre de prédilection, le témoignage de sa générosité et de sa compassion pour l'enfance malheureuse.

La propagande est poursuivie, aidée par la Commission Rockfeller, qui donne une série de conférences à Lunéville, en septembre 1922. Le nombre des souscriptions recueillies par la quête augmente. L'œuvre acquiert la sympathie de la population lunévilloise.

En 1923, un nouveau terrain de plus d'un hectare, planté d'arbres fruitiers, est acquis sur la colline de Méhon, au contact immédiat de celui dont le Comité était devenu propriétaire l'année précédente. Un grand préau couvert et vitré est élevé au mois de juin, et, le 1^{er} juillet, la seconde colonie s'y installe, avec une soixantaine d'enfants pendant tout l'été. Le bénéfice qu'ils en retirent encourage le Comité d'Hygiène Sociale à poursuivre le développement de l'œuvre par la création d'une école de plein air, ouverte au mois de septembre 1924 dans le préau. A cette époque, les enfants sont admis à Méhon à raison de 2 fr. 30 par jour en période scolaire et de 1 fr. 95 par jour en période de vacances.

L'activité du dispensaire anti-tuberculeux va toujours croissant. En septembre 1924, une consultation anti-syphilitique bi-hebdomadaire lui est adjointe et une troisième infirmière d'hygiène sociale est envoyée à Lunéville.

L'appui généreux de la Caisse d'Epargne de Lunéville permet d'édifier en 1925 sur le terrain de Méhon un bâtiment spacieux qui adjoint un internat à l'école de plein air. Un dortoir de garçons et un dortoir de filles permettent de garder à demeure un certain nombre d'enfants qu'il est nécessaire d'isoler complètement d'un milieu familial contagieux ou d'enlever quelque temps à un logis insalubre. Le grand succès du premier timbre anti-tuberculeux, lancé à la fin de 1925, donne au Comité le moyen d'augmenter le nombre des bénéficiaires des divers placements.

L'ère des constructions se poursuit en 1926. M. Coulon, inspecteur de l'enseignement primaire de l'arrondissement de Lunéville, met à la disposition de mon père des fonds offerts par la Société des Amis des Ecoles de Meurthe-et-Moselle, dont il est le président, pour agrandir l'école de plein air de Méhon. Une partie de ces fonds est employée à compléter la somme nécessaire à l'achat d'un nouveau terrain dont l'étendue offre un vaste espace aux jeux et aux exercices des enfants. Le chemin de Méhon le sépare de l'école de plein air. Elle lui est bientôt reliée directement par un pont de ciment armé jeté au-dessus du chemin. Grâce à la Société des Amis des Ecoles, on peut ensuite entreprendre de nouvelles constructions. Un dortoir, une lingerie, une chambre d'isolement et un groupe scolaire sont édifiés à côté du bâtiment primitif, tandis que la salle de classes qui recevait jusqu'alors les élèves est remplacée par un préau très spacieux. Non loin du corps de bâtiment principal une école de plein air est élevée. Ces constructions sont terminées le 15 mai 1927, et inaugurées le 19 juin par le président Poincaré.

Un règlement est élaboré pour l'école de plein air. Il fixe à 15 le nombre des internes, à 7 fr. 50 et à 1 fr. 50 les prix payés respectivement par les internes et les externes. Mais nombreux sont les enfants qui peuvent tirer un grand profit d'un séjour à Méhon, nombreux sont ceux qu'il convient d'éloigner complètement d'un foyer insalubre ou menacé par la contagion. Le 19 mai 1928, le Comité décide d'augmenter le nombre des lits de l'internat et de le porter à 24.

Le même jour, le Comité se préoccupe de l'insuffisance des locaux du dispensaire et décide de mettre à l'étude la construction d'un nouveau dispensaire qui rassemblerait sous le même toit les diverses sections auxquelles s'applique l'activité de l'Office d'Hygiène Sociale: lutte contre la tuberculose, lutte contre la syphilis, protection de l'enfance. Mon père aplanit les difficultés qui s'opposaient à l'installation dans le nouveau dispensaire des consultations de nourrissons jusqu'alors indépendantes, organisées après la guerre par la Société de Secours aux Blessés Militaires dans un baraquement des Régions Libérées élevé sur un terrain situé rue Sainte-Anne. Il obtient de la Ville la cession d'un terrain à l'angle de la rue Girardet et de la rue Castara. L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle donne les sommes nécessaires à l'entreprise, qui est commencée en 1929. Mon père n'eut pas la joie d'assister à son achèvement. La mort l'arrachait le 5 janvier 1930 à cette œuvre qui n'avait cessé de grandir sous sa présidence. Le nouveau dispensaire était inauguré le 18 juin 1930 par M. le Professeur Jacques PARISOT, président de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, qu'accompagnait une délégation de médecins de la Société des Nations. M. le Professeur Jacques PARISOT, après avoir défini le rôle exact d'un tel dispensaire polyvalent, adressa un souvenir ému au promoteur de l'œuvre: « Le dispensaire porte son nom. Henry BICHAT, et, mieux que tout autre monument, organisme vivant et utile, il maintiendra définitivement le souvenir du médecin aux conceptions sociales élevées qui, pendant

huit ans, présida le Comité et contribua dans ce secteur à la création, à l'essor magnifique des œuvres que vous allez visiter ».

Mon père donne à l'école de plein air de Méhon le dernier témoignage de sa sollicitude au cours d'une réunion du comité qu'il préside le 18 décembre 1929, déjà touché par l'infection qui devait l'emporter. Il fait décider la construction d'un pavillon destiné au logement des institutrices et du personnel.

Elle est entreprise par M. Edouard FENAL, élu à la présidence du Comité le 13 mars 1930. Le même jour, M^{me} Pierre LEDERLIN est nommée administrateur de l'école de plein air de Méhon. Elle fait partie depuis 1924 du Comité d'Hygiène Sociale où elle poursuit, comme dans d'autres domaines, l'œuvre de son mari. L'école de Méhon, qui, depuis sa fondation, trouvait auprès d'elle un intérêt toujours vigilant, allait plus que jamais bénéficier de son inépuisable dévouement. Animatrice incomparable, elle maintient à l'œuvre dont elle est la vice-présidente l'impulsion que mon père lui avait donnée.

Au cours de ces dernières années, l'école de plein air n'a jamais cessé de se perfectionner. Une lampe à rayons ultra-violets est achetée en 1930. La même année, le pavillon des institutrices et du personnel est édifié et la salubrité de l'établissement est améliorée par la construction d'un nouvel égout. L'alimentation en eau potable restait précaire. La pression de l'eau distribuée par la Ville est insuffisante pour l'élever jusqu'à l'école de plein air. La pompe installée en

même temps que l'école en 1925 ne suffisait souvent plus depuis qu'on avait augmenté son importance. Depuis 1932, l'eau coule avec l'abondance nécessaire : une pompe puissante la monte dans un réservoir construit au-dessus de l'école. Enfin, en 1936, une seconde salle d'école en plein air est construite.

Pendant la même période, le dispensaire poursuivait son activité et l'étendait par la création en 1933 d'une consultation d'hygiène mentale. Dans la crise économique qui frappe si durement Lunéville, il joue son grand rôle de centre de santé en étudiant, sous la haute direction de M. le Professeur Jacques PARISOT, les répercussions du chômage sur les familles ouvrières atteintes et en apprenant à ces familles à tirer le meilleur parti possible de leur budget. Dans la misère qui accompagne le chômage et qui diminue la résistance à la maladie, l'Office d'Hygiène Sociale et son Comité de Lunéville ont trouvé une raison nouvelle de développer leur activité sociale. Un bureau est ouvert pour fournir à ceux qui les demandent tous les renseignements sur les consultations du dispensaire, les placements des malades et des enfants, les lois sociales, etc... La section anti-tuberculeuse créée, en janvier 1937, une troisième consultation hebdomadaire. Le Comité de Lunéville augmente le nombre des bénéficiaires des divers placements et le taux de sa participation aux frais qu'ils entraînent. Il abaisse le prix de pension à l'école de Plein Air. Il s'émue de la sous-alimentation qui atteint tant d'enfants des écoles et qui les laisse si fragiles devant les risques de

la contagion, et, avec la collaboration des instituteurs et des institutrices des écoles de Lunéville, il organise la distribution quotidienne de lait chaud à ces enfants pendant les trois mois de l'hiver 1934-1935. Les résultats obtenus ont incité le Comité à reprendre, l'année suivante, cette distribution qui a pu s'étendre à 1.200 enfants, grâce à l'appui financier de la Ville et de la Caisse d'Epargne. Elle sera répétée au cours de l'hiver 1936-1937. Enfin, le Comité a accepté l'organisation matérielle et la direction de la colonie scolaire que la Ville de Lunéville a installée au cours de l'été 1936 à la Cense de Cœur.

Aujourd'hui, la lutte contre les fléaux sociaux continue à être menée avec ardeur à Lunéville sous la direction technique de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle. C'est lui qui désigne les médecins et les infirmières attachées au dispensaire. Sous l'impulsion de son président M. le Professeur Jacques PARISOT, il a été un des facteurs importants du progrès réalisé à Lunéville depuis la guerre dans la défense de la santé publique.

Le Comité d'Hygiène Sociale de Lunéville formé sous son égide agit dans l'entente la plus parfaite et la plus étroite communauté de vues avec lui. Il est actuellement formé par quatorze membres qui administrent l'œuvre tant au point de vue moral qu'au point de vue financier, sous la présidence de M. Edouard FENAL, que M^{me} LEDERLIN assiste en qualité de vice-présidente et d'administrateur de l'école de Plein Air de Méhon. C'est le Comité qui fixe et

engage les dépenses de construction et d'entretien à l'école de Plein Air, les dépenses d'entretien du dispensaire, c'est lui encore qui établit le nombre des malades à envoyer dans des établissements hospitaliers ou des sanatoria, le nombre des enfants à placer dans des colonies de vacances, dans des préventoria ou à l'école de Méhon. Ces malades et ces enfants lui sont désignés par le médecin du dispensaire. Chaque année, une assemblée générale réunit ceux qui apportent à l'œuvre leur collaboration ou leur appui. Ils peuvent juger combien leur sympathie est bien placée en apprenant, par la lecture du bilan de l'année écoulée, les efforts du comité, des médecins et des infirmières et les résultats qu'ils ont obtenus.

Les ressources dont le comité dispose lui viennent de la générosité des habitants de Lunéville et de ses environs : quête annuelle, versement des ouvriers et des industriels, kermesses, soirées théâtrales ou cinématographiques, manifestations sportives, dons des particuliers ou des collectivités comme la Caisse d'Epargne et la Société des Amis des Ecoles, legs, toutes ces sources multiples, que la crise économique rend moins abondantes, alimentent le lourd budget de l'œuvre.

Elles témoignent du dévouement et de l'intérêt que suscite à Lunéville la lutte entreprise contre les fléaux sociaux. Les sommes recueillies depuis plusieurs années par la vente du timbre anti-tuberculeux qui connaît un vif succès dans l'arrondissement permettent d'étendre le nombre des bénéficiaires de séjours en sanatoria ou en colonies de vacances.

Enfin, l'organisation des Assurances Sociales apporte une aide financière importante au Comité d'Hygiène Sociale.

A Lunéville, comme dans tant d'autres centres, l'Office d'Hygiène Sociale s'est efforcé de suivre la règle qu'il a établie de susciter la coordination des activités sanitaires et sociales. Il l'a montré en faisant du centre d'hygiène HENRY BICHAT le noyau de la lutte entreprise contre les maladies sociales, en réunissant sous un même toit les divers éléments spécialisés dans cette lutte, en introduisant dans le dispensaire le service de la Société de Secours aux Blessés Militaires qui donnait depuis dix ans des consultations de nourrissons et en affectant une de ses infirmières visiteuses à cette consultation. La coordination ainsi réalisée est à la base de toute action rationnelle, pratique et économique. Elle a rendu plus efficace les efforts de la médecine préventive à Lunéville.

Nous examinerons successivement les services rendus par le centre d'Hygiène Henry BICHAT et par l'Ecole de Plein Air Internat-Externat de Méhon.

LE CENTRE D'HYGIÈNE HENRY BICHAT

Situé à l'angle de la rue Girardet et de la rue Castara, en face des locaux du dispensaire primitif, le Centre d'Hygiène HENRY BICHAT a été élevé en 1929-1930 sur un terrain offert par la Ville et occupé jusqu'alors par les ruines d'un immeuble détruit pendant la guerre et par deux remises de marchands de

chiffons et de ferraille. La façade harmonieuse du nouveau bâtiment est égayée par des panneaux qui reproduisent, avec de vives couleurs, les premiers timbres anti-tuberculeux.

Le rez-de-chaussée est divisé en deux parties : l'une est occupée par la section anti-tuberculeuse, la section anti-vénérienne et la section d'hygiène mentale qui donnent leurs consultations à des jours différents dans les mêmes locaux. Le service des deux premières est assuré par M. le docteur DUCRET, médecin du dispensaire depuis sa fondation en 1921. La *section anti-tuberculeuse* donne, chaque semaine, trois consultations, le jeudi et le samedi à 14 heures, le mercredi à 9 heures. La *section anti-vénérienne* est ouverte le mardi et le vendredi à 17 h. 30. Les consultations d'*hygiène mentale* sont données par un médecin spécialiste des maladies du système nerveux qui vient de Nancy le deuxième et le quatrième lundis de chaque mois. Quatre infirmières d'Hygiène Sociale, diplômées par l'Ecole Régionale d'Infirmières de Nancy, sont attachées au centre d'hygiène. Elles reçoivent le lundi et le vendredi de chaque semaine, de 9 à 11 heures, les familles qui viennent demander un conseil ou une aide au *Bureau Social*.

Les locaux comprennent une salle d'attente, une salle où les consultants sont interrogés par les infirmières du centre d'hygiène, où ils trouvent des cabines pour se déshabiller, des bascules et des toises, une salle de consultations et de traitements, une salle d'examens radioscopiques, un laboratoire de bactério-

LE CENTRE D'HYGIÈNE HENRY BICHAT



Vue générale



La salle de travail des infirmières

logie et une salle de travail pour les infirmières qui disposent de classeurs pour ordonner les fiches des malades et de leurs familles.

La seconde partie du rez-de-chaussée est occupée par la section de *Protection de l'Enfance*, qui comprend l'œuvre de la Goutte de Lait municipale et une consultation de nourrissons, créée en 1919 par la Société de Secours aux Blessés Militaires et installée dans le Centre d'Hygiène Henry BICHAT en 1930. La section de Protection de l'Enfance est placée sous la direction technique de M. le docteur TOUCHOT, assisté d'une infirmière du Centre d'Hygiène, qui établit la coordination avec les autres sections.

La section de Protection de l'Enfance dispose d'une salle d'attente, d'une salle où les nourrissons sont déshabillés et pesés, d'une salle de consultations et d'une salle de stérilisation du lait. Environ trente litres de lait de vache sont distribués chaque matin. Une consultation de nourrissons est donnée chaque vendredi à 14 h. 30.

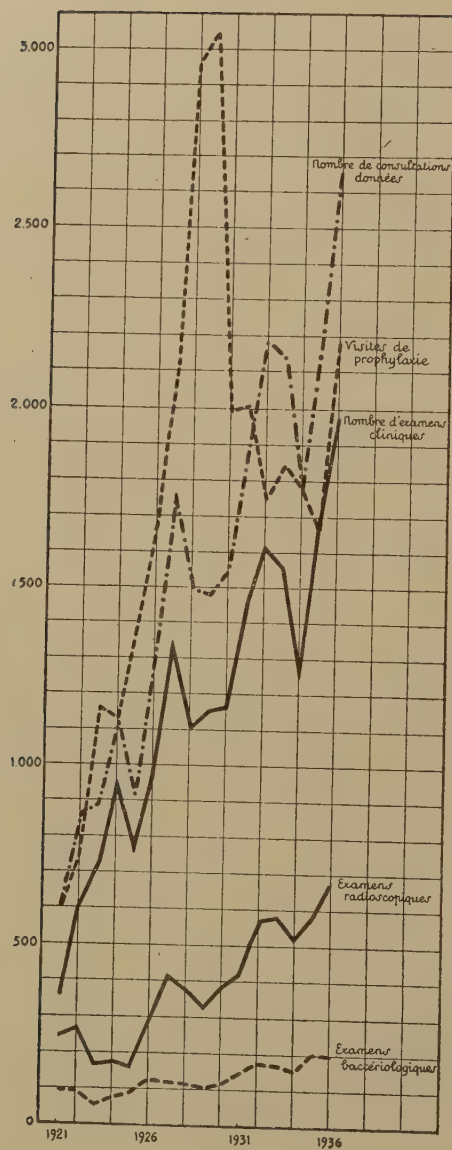
L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle apporte encore sa collaboration à d'autres consultations de nourrissons (l'une organisée par l'usine des Wagons, les autres par le comité lunévillois de l'Union des Femmes de France à Marainviller, Saint-Clément-Laronxe et Chenevières) en déléguant à leurs séances une infirmière du Centre d'Hygiène HENRY BICHAT. L'Office réalise ainsi pour la protection de l'Enfance à Lunéville et dans ses environs

le but que lui a proposé M. le Professeur Jacques PARISOT: coordonner toutes les activités sociales du département pour qu'elles soient plus fécondes, *les unir sans les absorber*.

Depuis son origine, le Centre d'Hygiène de Lunéville a exercé son action suivant la définition que CALMETTE donnait pour la première fois en 1899 du dispensaire anti-tuberculeux. Il a été « un organe de dépistage, de prophylaxie familiale et sociale, d'éducation hygiénique, de triage, de répartition et d'assistance enfin ». Il a rempli sa tâche avec le concours des médecins praticiens qui lui ont toujours apporté leur collaboration et qu'il aide de toutes ses forces à connaître et à éteindre les foyers des maladies sociales. Ils lui envoient plus de cinquante pour cent des consultants qui ont recours à ses moyens de diagnostic, de prophylaxie et d'assistance.

Comme le montrent les tableaux qui suivent, l'activité du Centre d'Hygiène s'est considérablement développée depuis sa fondation:

Année	Séances de consultations	Consultations données	Malades en charge au 1 ^{er} janvier	Nouveaux inscrits	Examens cliniques	Examens radiologiques	Examens bactériologiques	B. C. G.	Visites de prophylaxie
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1921....	76	598	158	245	356	242	95		603
1922....	106	864	243	277	595	269	92		752
1923....	122	885	346	221	722	163	54		1.161
1924....	112	1.122	356	251	951	171	76		1.128
1925....	110	918	463	213	760	158	90		1.382
1926....	199	1.263	619	278	975	288	127		1.676
1927....	216	1.760	786	349	1.346	414	120	97	2.081
1928....	200	1.499	1.009	311	1.101	378	116	452	2.954
1929....	201	1.479	1.136	263	1.153	326	106	475	3.049
1930....	203	1.548	1.233	330	1.166	382	113	438	1.990
1931....	203	1.869	1.331	343	1.449	420	146	414	2.002
1932....	193	2.184	1.471	449	1.616	568	175	409	1.747
1933....	195	2.138	1.592	422	1.559	579	169	417	1.847
1934....	200	1.775	1.675	572	1.255	520	154	383	1.787
1935....	204	2.148	1.772	501	1.698	583	200	326	1.651
1936....	215	2.655	1.871	726	1.975	680	196	315	2.191



Dès son entrée en service, le dispensaire anti-tuberculeux a effectué des *placements*:

Placements des tuberculeux profondément atteints, absolument incurables dans les salles spécialisées de l'Hôpital de Lunéville: une salle de dix lits pour les hommes et une salle de huit lits pour les femmes;

Placements des autres tuberculeux par l'intermédiaire du dispensaire central Villemin qui les trie et les répartit en deux classes:

a) Tuberculeux incurables, ou curables à longue échéance et tuberculeux probablement sanatoriabiles, mais pour lesquels l'observation et l'examen complet s'imposent: Hôpital-Sanatorium Villemin;

b) Tuberculeux curables à plus courte échéance, dirigés sur le Sanatorium de Lay-Saint-Christophe, ou, dans quelques cas particuliers, dans les Sanatoriums désignés par l'Office d'Hygiène Sociale.

Placements des enfants en préventorium, en colonies de vacances ou à l'Ecole de Plein Air de Méhon.

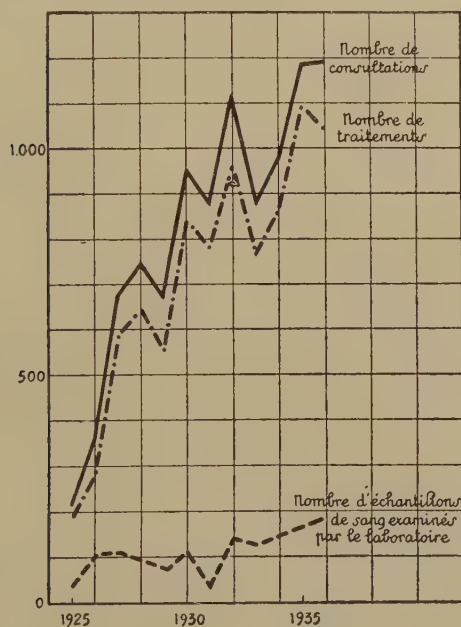
Placements des nourrissons au Centre de Placement Familial de Thorey ou à la Maison Maternelle de Blâmont.

Le tableau ci-dessous indique les placements effectués par le dispensaire de Lunéville au cours de la période 1925-1936.

Année	Sanatorium	Hôpital- Sanatorium	Préventorium	Placement Familial de Thorey	Maison maternelle de Blâmont	Ecole de plein air de Méhon	Colonies de vacances et autres placements	Total
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1925	7	20	41				117	185
1926	18	46	40				181	285
1927	23	21	38				135	217
1928	21	38	47				129	235
1929	17	30	69	6	2	42	143	309
1930	27	36	23	2	2	63	122	275
1931	14	27	31	1	0	94	144	311
1932	19	18	4	3	11	97	149	301
1933	13	20	16	1	6	108	55	219
1934	8	37	53	1	1	52	103	255
1935	14	19	36	0	7	74	141	291
1936	13	17	97	1	3	139	90	360

ACTIVITÉ DU DISPENSAIRE ANTI- SYPHILITIQUE

Année	Nombre de consultants	Nouveaux malades inscrits	Nombre de traitements	Nombre d'exams sérologiques
1925	214	4	190	38
1926	361	7	289	103
1927	679	7	584	109
1928	747	3	646	95
1929	670	1	555	76
1930	953	12	841	111
1931	873	9	778	133
1932	1.117	1	964	136
1933	876	1	761	125
1934	971	4	862	148
1935	1.187	7	1.094	168
1936	1.193	1	1.044	183



PROTECTION DE L'ENFANCE

Années	Nombre de séances de consulta. de nourris.	Nombre d'examens	Nouveaux inscrits au cours de l'année	Nb. d'enfants en charge au 31 décem.	Visites à domicile (Prénatales et Enfance)
—	—	—	—	—	—
1929	52	2.794	176	609	529
1930	85	4.485	423	608	777
1931	80	3.617	383	692	467
1932	84	4.950	521	796	618
1933	103	4.911	479	781	681
1934	104	5.170	772	2.163	1.195
1935	106	4.771	671	2.708	1.330
1936	106	4.106	852	3.349	1.387

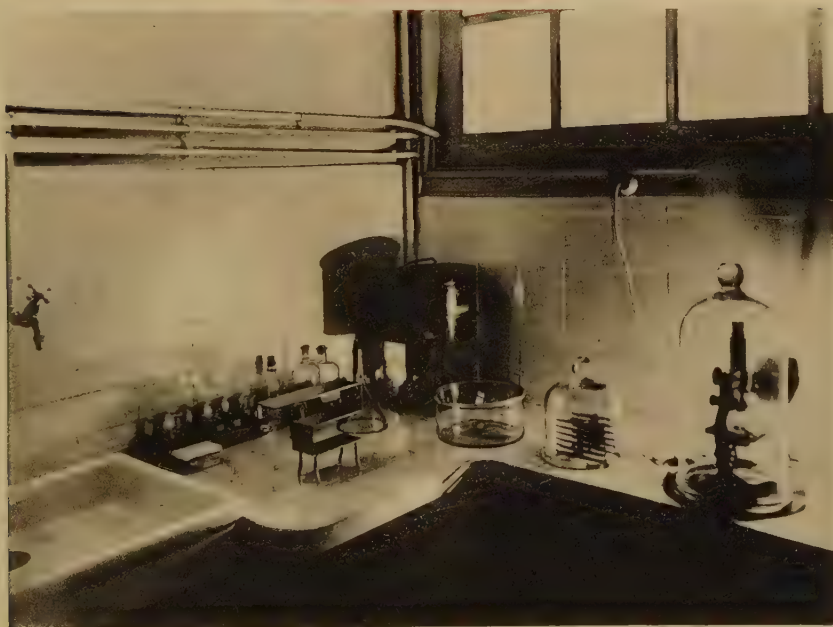
SECTION D'HYGIÈNE MENTALE

Année	Nombre de séances de consultations	Nombre d'examens
—	—	—
1934	21	127
1935	18	92
1936	20	95

LE CENTRE D'HYGIÈNE HENRY BICHAT



Une salle de consultations



Le laboratoire

Le Bureau Social a donné en 1935 77 séances de consultations à 554 consultants; en 1936, 90 séances de consultations à 650 consultants.

La vente du *timbre anti-tuberculeux* fournit chaque année au Comité de Lunéville des sommes importantes qui permettent le placement de nombreux malades et enfants. Elle a cependant été moins fructueuse au cours des dernières années par suite de la crise économique.

Les résultats donnés par le tableau suivant intéressent tout l'arrondissement de Lunéville, à l'exception des cantons de Baccarat et de Badonviller, et, depuis 1933-1934, celui de Bayon. Les sommes recueillies par le dispensaire de Baccarat s'élèvent à environ 8.000 francs; le dispensaire de Bayon a recueilli chaque année, au cours des trois dernières années, près de 2.000 francs.

Le Centre d'Hygiène de Lunéville a reçu grâce au timbre anti-tuberculeux :

En 1925-1926	52.000 francs ;
En 1926-1927	33.347 francs ;
En 1927-1928	39.385 francs ;
En 1928-1929	47.197 francs ;
En 1929-1930	45.376 francs ;
En 1930-1931	55.358 francs ;
En 1931-1932	45.301 francs ;
En 1932-1933	43.560 francs ;
En 1933-1934	38.036 francs ;
En 1934-1935	32.187 francs ;
En 1935-1936	29.898 francs.

De ces sommes ont été déduits les frais de timbres et d'affichage et les 5 % versés au Comité National.

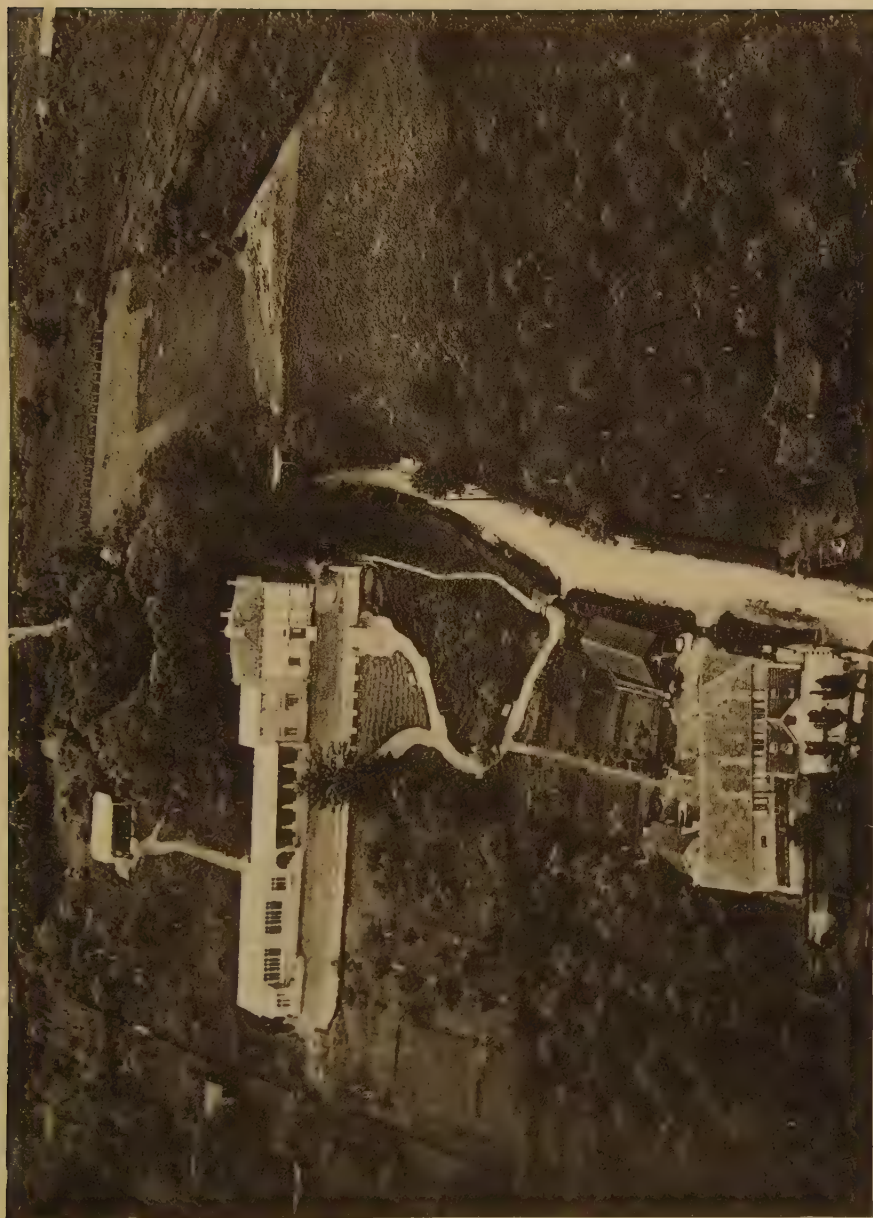
La vente d'insignes faite au cours de la *Semaine de l'Enfance* a rapporté à Lunéville en 1934, 4.531 fr. 70; en 1935, 2.781 fr. 40 et en 1936, 2.561 fr. 70. Ces sommes ont alimenté le budget des consultations de nourrissons du Centre d'Hygiène.

L'ÉCOLE DE PLEIN AIR INTERNAT-EXTERNAT DE MÉHON

La construction de l'Ecole de Plein Air Internat-Externat de Méhon a rendu plus facile le placement des enfants prédisposés à la tuberculose par leur constitution ou leur vie dans un foyer contagieux ou insalubre. Ils y sont admis de 5 à 14 ans, après examen et avis favorable du médecin du dispensaire, qui surveille leur santé pendant le temps de leur séjour à l'école.

L'école de Plein Air de Méhon dresse à flanc de coteau, au-dessus de Lunéville, sur une terrasse exposée au Midi et à l'abri du Nord, devant un paysage riant, étendu jusqu'à la ligne bleue des Vosges, ses constructions spacieuses, toutes bourdonnantes du gai murmure de leurs jeunes habitants. La propriété comprend deux vastes terrains plantés d'arbres fruitiers, séparés par le chemin de Méhon, et réunis par un pont en ciment armé jeté par dessus ce chemin. La superficie totale de la propriété est de trois hectares.

Le bâtiment principal est formé de deux parties. Le pavillon élevé grâce au concours de la Caisse



VUE AÉRIENNE DE L'ÉCOLE DE PLEIN AIR DE MÉHON

d'Epargne offre une façade élégante de style classique en briques blanches et rouges. Il comprend un rez-de-chaussée et un premier étage. A son flanc occidental est accolée la construction due à la générosité des « Amis des Ecoles ». Elle étend en longueur un rez-de-chaussée, surmonté d'un étage dans la partie voisine du pavillon primitif qui communique directement avec lui. La teinte ocre du crépi qui recouvre sa façade aux lignes d'un modernisme harmonieux répand sa gaieté sur tout le bâtiment. Toute l'école, les salles de classe comme les locaux d'habitation, reçoit avec abondance l'air et la lumière par de grandes baies exposées au Midi. Une vaste terrasse sablée s'étend devant l'école et offre un large espace aux jeux et aux exercices des enfants.

Les locaux d'habitation comprennent : au rez-de-chaussée, une salle à manger, une cuisine, une lingerie, une chambre occupée par la sous-directrice, et une installation de douches (six cabines) ; au premier étage, trois dortoirs (deux pour les garçons et un pour les filles, au total, 26 lits) pourvus de lavabos individuels, la chambre de la directrice et une chambre d'isolement. Partout, l'air et la lumière jouent librement sur les murs animés par des frises aux sujets amusants. Un vaste préau vitré, qui peut être fermé et chauffé en hiver, sépare ces locaux des deux salles de classe. Là encore, de grandes baies déversent à flots l'air et la lumière ; là encore, les murs sont égayés par des frises pimpantes. Chaque salle peut recevoir trente élèves et possède une antichambre où se trouvent disposés des lavabos avec robinet indivi-

duel et des casiers pour les effets des externes. Le chauffage est partout assuré par un calorifère.

Dès que la température extérieure le permet, les classes sont faites véritablement en plein air. Une première salle avait été construite en 1927 derrière le bâtiment principal. Formée de légers piliers qui soutiennent le toit, elle peut être fermée par de grands volets de fer, élevés ou abaissés suivant la direction du vent. La construction d'une seconde salle vient d'être achevée. Elle a été élevée à l'extrémité Ouest de la terrasse, un peu en avant du groupe scolaire. Trois de ses panneaux peuvent être ou complètement libres ou fermés par de grandes portes vitrées. Un mur forme le quatrième, exposé au Nord. Le chauffage de cette seconde école, véritable serre, est prévu.

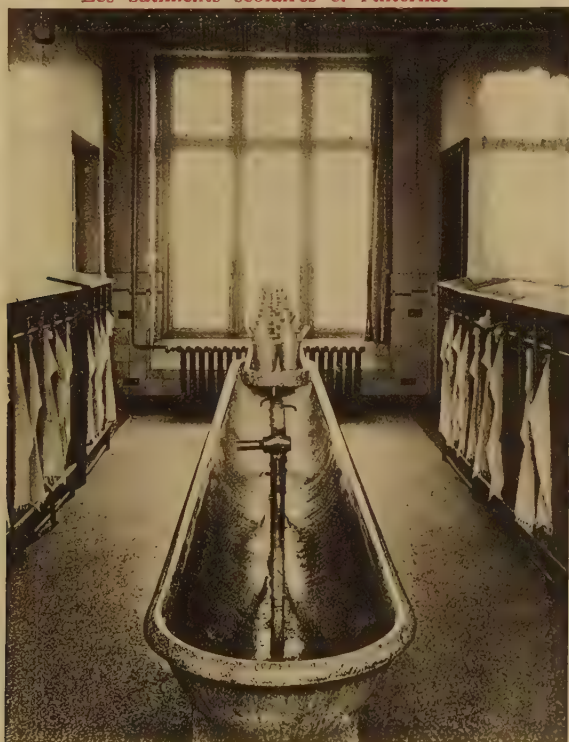
Les dépendances qui se trouvent au bas de la propriété abritent les logements des deux institutrices, celui du ménage employé à l'entretien du jardin et de la maison et à la cuisine, une chambre à coucher supplémentaire, une salle de bains, une buanderie et une étable qui permet l'élevage de lapins et de quatre porcs. Un jardin potager et de nombreux arbres fruitiers contribuent à l'alimentation des habitants de l'école. Enfin, le terrain situé de l'autre côté du chemin de Méhon offre encore un vaste espace aux ébats des enfants.

L'Ecole de Plein Air Internat-Externat de Méhon est administrée, au nom du comité d'Hygiène Sociale de Lunéville, par M^{me} Lederlin, dont le grand cœur maternel sait faire régner dans l'école une ambiance familiale et veiller au moindre détail, pour que les

L'ÉCOLE DE PLEIN AIR DE MÉHON



Les bâtiments scolaires et l'internat



L'antichambre d'une salle d'école

enfants de Méhon y trouvent la santé dans la joie. Le médecin du dispensaire examine ces enfants avant leur admission, puis tous les trois mois, au dispensaire. Il donne également ses soins aux enfants de l'Internat qui tombent malades. Le personnel attaché à l'école comprend : une directrice, une sous-directrice, deux institutrices, une cuisinière, une femme de chambre et un jardinier. Quelques aides leur sont adjointes en été pendant la période des vacances qui amène à Méhon une colonie scolaire nombreuse.

Durant la période scolaire, l'école de Plein Air de Méhon reçoit 28 internes (18 garçons et 10 filles) et 30 à 40 externes (à peu près autant de garçons que de filles), au total une soixantaine d'enfants. Le nombre des externes augmente parfois de deux ou trois unités. Pendant les vacances d'été, le nombre des internes ne varie pas mais celui des externes s'élève considérablement et l'effectif total atteint jusqu'à 140 enfants.

L'emploi du temps à l'école de Plein Air est le suivant :

- 7 h. : lever et toilette des internes.
- 8 h. 15 : petit déjeuner.
- 8 h. 30 : arrivée des externes ; gymnastique.
- 9 h. : classe.
- 10 h. 15 : distribution de pain ; récréation.
- 10 h. 45 : classe.
- 11 h. 30 : récréation.
- 12 h. : déjeuner.
- 12 h. 45 : sieste.
- 13 h. 45 : récréation.
- 14 h. : classe.

15 h. 15 : récréation.

15 h. 30 : classe.

16 h. : goûter ; rayons ultra-violets ou cure de soleil.

17 h. 30 : départ des externes ; pour les internes, jeux.

18 h. 30 : dîner.

19 h. : jeux.

20 h. : coucher.

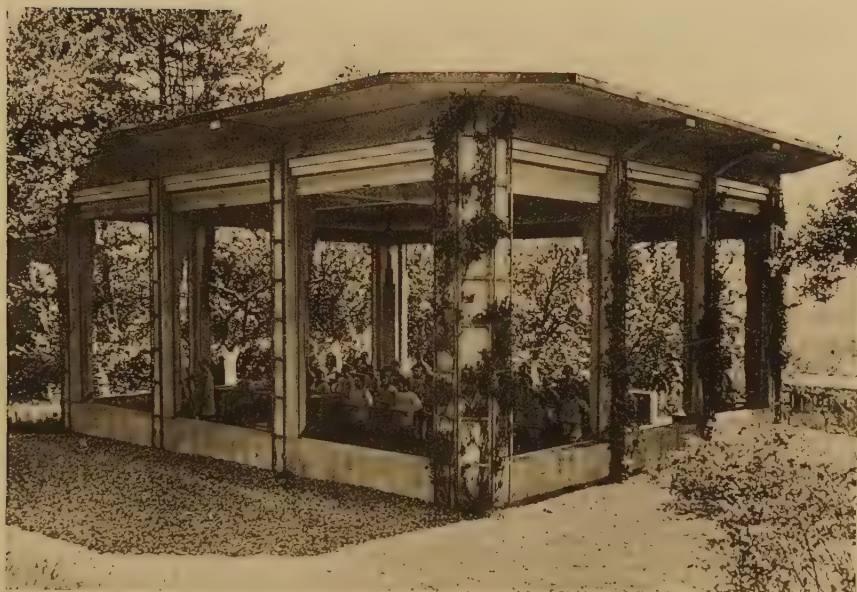
En été, l'emploi du temps est analogue, mais les heures réservées à la classe sont remplacées par des heures de jeux, des travaux de couture, des promenades, de la gymnastique. Les enfants prennent des bains de soleil le matin et l'après-midi.

Les enfants qui sont admis à l'école de Méhon souffrent d'une alimentation insuffisante depuis un temps plus ou moins long. Aussi la composition et la qualité des repas sont-elles l'objet d'une sollicitude particulière.

Le repas de midi comprend une soupe de légumes ou du bouillon, un plat de viande ou d'œufs, un plat de légumes et un dessert (fromage, fruits crus ou cuits, ou gâteaux secs). Le repas du soir comprend une soupe de légumes ou du bouillon, un plat de légumes, et un dessert. Les internes reçoivent, en outre, le petit déjeuner du matin, et tous les enfants prennent du pain à 10 heures et du cacao et du pain au goûter de quatre heures. Enfin, pendant les trois mois de la période d'hiver, les externes boivent le matin, en arrivant à l'école, du lait chaud, comme le font, dans les Ecoles de Lunéville, les enfants sous-alimentés.

Les dépenses exigées par l'école de Méhon s'élèvent

L'ÉCOLE DE PLEIN AIR DE MÉHON



L'école en plein air



La terrasse

à un chiffre qui oscille, selon les années, entre 120.000 et 140.000 francs, que les recettes, représentées par les versements des familles et des caisses d'assurances sociales et la vente des produits de la propriété, n'arrivent jamais à compenser. Il reste à la charge du comité d'Hygiène Sociale une somme variable, de 20.000 à 50.000 francs.

Le prix de journée est fixé à 2 francs pour les externes, et, pour les internes, à 13 francs pour ceux dont les parents sont assurés sociaux (les caisses remboursent 11 francs), et à 8 francs pour les autres. Comme ces enfants appartiennent souvent à des familles nombreuses et toujours à des familles pauvres, le Comité consent souvent des remises sur ces prix, pourtant déjà très bas.

Les tableaux que nous donnons plus loin expriment éloquemment les bienfaits qu'a répandus l'école de Plein Air de Méhon. Les animateurs de l'œuvre peuvent se réjouir à bon droit de voir tant d'enfants, arrachés par leur générosité aux fléaux qui les menacent si dangereusement, s'épanouir dans la paix et l'abondance de Méhon. Avec quelle joie et quelle juste fierté, mon père avait dressé au-dessus de Lunéville cette œuvre qui, entre tant d'autres, avait sa prédilection, et qu'il entraîna dans un incessant développement. Entre les mains de ceux qui avaient été ses collaborateurs et qui, devenus conducteurs, maintiennent pieusement ses directives, l'école de Plein Air de Méhon a poursuivi son essor sauveur, utile, aujourd'hui plus que jamais, dans la crise qui pèse si lourdement sur Lunéville.

JOURNÉES DE PRÉSENCE A L'ÉCOLE DE PLEIN AIR DE MÉHON

Année	Externes	Internes	Total
—	—	—	—
1923	236	—	236
1924	3.372	—	3.372
1925	2.292	—	2.292
1926	6.722	7.146	13.868
1927	6.574	8.119	14.693
1928	8.293	8.807	17.100
1929	12.467	7.883	20.450
1930	12.555	8.315	20.870
1931	12.150	9.512	21.662
1932	8.985	9.797	18.782
1933	9.832	10.007	19.839
1934	10.754	10.127	20.881
1935	10.370	11.187	21.557
1936	13.466	10.294	23.760

Le tableau suivant donnera des renseignements plus détaillés sur l'activité de l'Ecole de Plein Air pendant la période scolaire et pendant les vacances d'été.

Année	Internes	Période scolaire		Nombre de journées	Internes	Colonie de vacances		Nombre de journées
		Nombre de journées	Externes			Nombre de journées	Externes	
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1930	40	6.719	48	10.230	25	1.164	55	2.237
1931	48	8.051	48	9.156	27	1.461	77	2.994
1932	46	8.197	41	4.757	28	1.600	98	4.228
1933	45	8.464	33	5.174	31	1.543	97	4.118
1934	50	8.440	44	6.431	30	1.687	131	4.323
1935	59	8.205	32	6.309	41	2.982	105	4.061
1936	44	7.839	52	8.514	43	2.455	141	4.952

VI

LA COLONIE DE VACANCES DU CAMP DES RECLOS

La Colonie de Vacances du Camp des Reclos est une création toute récente de la Municipalité de Lunéville, puisqu'elle date de l'année 1936. Elle a pu être réalisée grâce au concours de la Caisse d'Épargne et de la Commission des Hospices.

La Colonie de Vacances des Reclos permettra de suppléer à la colonie de vacances de Méhon et à celles que le Comité d'Hygiène Sociale de Lunéville organise, depuis sa fondation, dans différentes stations climatiques, en particulier à Saint-Martin-de-Ré, Saint-Valéry et Mondorf-les-Bains. Le Comité d'Hygiène Sociale accepta de prendre à sa charge la responsabilité de l'organisation de la nouvelle colonie. Là encore, il délégua ses pouvoirs à sa vice-présidente, M^{me} LEDERLIN.

La Colonie de Vacances des Reclos a été établie dans une partie du domaine de la Cense de Cœur, acquis par la Commission des Hospices à proximité de Raon-l'Étape, au débouché de la vallée de Celles. Elle comprend quatre bâtiments: deux vastes dor-

toirs, de soixante lits chacun, pourvus de lavabos, de douches et de cabinets d'aisance, un réfectoire avec une cuisine, un grand préau couvert. Les parois de bois des diverses constructions leur donnent une apparence rustique qui s'harmonise avec la sapinière qui les entoure de toutes parts.

Une succession d'intempéries n'a pas permis à la colonie d'être achevée en temps opportun. Soixante-quatre enfants seulement y ont fait un séjour d'un mois, en août-septembre 1936. Ils avaient été choisis, entre sept cents enfants, par le médecin du dispensaire, le docteur DUCRET, qui réalisa ainsi une véritable inspection scolaire. Ces soixante-quatre enfants ont été examinés avant et après leur séjour aux Reclos. Leur poids s'est élevé d'une moyenne de 1.100 à 1.200 grammes pendant ce mois passé dans un site forestier magnifique qui offrait des buts innombrables à leurs jeux et à leurs promenades, alliés à l'air si pur et à une alimentation saine et abondante pour améliorer leur santé.

La Municipalité a le projet d'envoyer, chaque année désormais, au Camp des Reclos, trois colonies qui abriteront chacune cent vingt enfants pendant un mois, du 15 juin au 15 septembre.

VII

LES CRÈCHES MUNICIPALES

Jusqu'au début de la crise économique actuelle, trois crèches recevaient, à Lunéville, les enfants en bas-âge : la crèche de l'usine des Wagons et des Filatures de l'Est et les deux crèches municipales.

Les crèches municipales sont gérées par la Société des Crèches. Elles ont été établies, l'une rue Sainte-Anne, avec le concours de la Caisse d'Epargne, l'autre place des Carmes, grâce à la générosité de la famille VIOX.

Suivant l'article 51 du règlement du Bureau Municipal d'Hygiène, « l'entrée de la crèche est interdite aux enfants atteints de maladies transmissibles et aux enfants dont les frères ou sœurs seront atteints d'une des maladies désignées au tableau par le décret du 10 février 1904 ». Une visite des enfants est faite au moins une fois par semaine par un médecin de la ville, plus souvent si cela est nécessaire.

Les crèches reçoivent des enfants de six semaines à quatre ans. Ils y sont conduits à partir de 6 heures et gardés jusqu'à 18 heures. Leur toilette est faite chaque matin — il n'y a pas d'objets de toilettes indi-

viduels — et trois fois par semaine, un bain leur est donné.

Les mères peuvent venir allaiter leurs nourrissons trois fois par jour. Ceux qui sont sevrés sont élevés au lait de vache pasteurisé fourni par la Goutte de Lait municipale dans des bouteilles stérilisées. En cas d'intolérance, on a recours aux laits condensés. Les enfants plus grands reçoivent du lait le matin et à 15 heures, une soupe de farineux ou de légumes et un gâteau à 10 h. 30.

Les locaux de chacune de ces crèches comprennent : une remise pour les voitures d'enfants, une buanderie, une cuisine, une salle pour les nourrissons, une salle pour les enfants qui commencent à marcher et pour les enfants plus grands — cette salle est munie d'un parc et de couchettes pour la sieste quotidienne — — une salle de toilette. Un préau couvert et un petit jardin leur sont attenants. Il n'existe pas de chambre d'isolement pour la séparation des enfants suspects de maladie contagieuse.

Ces crèches accueillent un nombre variable d'enfants : 30 environ à la crèche de la rue Sainte-Anne, 20 à la crèche C. Viox. La première reçoit plus particulièrement les enfants des ouvriers de la Faïencerie et de la fabrique de Conserves.

L'entretien est assuré, au point de vue financier, par une subvention municipale, des dons particuliers et le produit d'une quête faite chaque année. Un ouvrier, formé sous la direction de la présidente de la Société des Crèches, prépare des trousseaux qui sont distribués plusieurs fois par an aux enfants.

La crèche de la rue Sainte-Anne date de 1892. La crèche C. Viox a été installée dans un immeuble reconstruit après la guerre. L'une et l'autre sont situées dans des quartiers aérés, mais elles manquent un peu d'espace et surtout de confort. Leur ambiance n'a pas cette gaieté et cette clarté qui, dans les crèches modèles, entourent si heureusement les premiers contacts de l'enfant avec la vie. Cependant, avec des ressources limitées, l'une et l'autre ont rendu de grands services aux mères que la nécessité oblige à quitter le ménage pendant une partie de la journée pour travailler.

VIII

LE BUREAU DE BIENFAISANCE

Les origines. — L'organisation actuelle. — Les secours distribués. —
Le pain. — Le lait. — Les soupes. — Le chauffage. — Les secours
aux chômeurs. — L'assistance médicale gratuite.

Le Bureau de Bienfaisance a pour origine la *Maison de Charité* fondée en 1724 par le duc LÉOPOLD, dans un vieux local qui dépendait anciennement de la Commanderie Saint-Georges et qui est devenu l'école de filles au n° 2 de la rue de la Charité. Le duc contribue à son établissement pour 3.000 livres. Elle est soutenue jusqu'à l'avènement du roi STANISLAS par le zèle de M^{lle} GONTIER. Quand STANISLAS fait démolir l'ancienne église Saint-Jacques, il agrandit la Maison de Charité qu'il dote de 38.139 livres. La Maison recueille les malades pauvres de la paroisse Saint-Jacques, puis des mendiants et des pèlerins fatigués. Des sœurs de Saint-Lazare leur donnent des soins, distribuent des médicaments, du linge, du bouillon, pratiquent des saignées. Elles instruisent également des jeunes filles pauvres. Deux médecins, payés par la Ville, rendent visite aux malades à domicile. En 1789, la Maison de Charité possède un reve-

nu de 5.300 livres, auquel s'ajoutent les aumônes et le produit des quêtes.

La période révolutionnaire mène la Maison de Charité à la ruine. Elle est relevée, en 1816, par l'abbé RENARD qui constitue le *Bureau de Bienfaisance* avec l'aide de quelques personnes charitables et de religieuses de Saint-Charles. La Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance a poursuivi et poursuit toujours l'œuvre de l'abbé RENARD, en étendant ses bienfaits à tous les indigents de la ville. Elle désigne les pauvres à secourir et leur distribue des secours.

La Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance comprend onze membres : le maire de Lunéville, président de la Commission ; cinq membres désignés par le Préfet, deux membres délégués par le Conseil Municipal, et, depuis quelques années, trois dames (l'une d'elles est nommée par le Préfet et les deux autres par le Conseil Municipal), qui représentent au sein de la Commission les œuvres d'assistance des cultes catholique, protestant et israélite.

Cinq religieuses (autrefois six) de la Congrégation de Saint-Charles apportent au Bureau de Bienfaisance leur charitable collaboration. Elles assurent la distribution des secours et entourent de soins dévoués les indigents de Lunéville, ainsi que les ouvriers de la Faïencerie, quand la maladie les frappe. De plus, elles dirigent un ouvroir qui rassemble chaque jour, de 8 heures à 11 h. 30 et de 13 heures à 17 h. 30, vingt-cinq à trente jeunes filles pauvres de treize à vingt ans, venues de la ville ou des environs. Elles appren-

nent les travaux de couture, plus particulièrement la lingerie. Elles deviennent rapidement assez habiles pour vendre à leur profit le linge qu'elles ont cousu à l'ouvrage.

En 1935, une infirmière d'hygiène sociale, diplômée par l'Ecole Régionale d'Infirmières de Nancy, a été attachée par la Ville au Bureau de Bienfaisance, pour faire des enquêtes sur la situation pécuniaire des indigents qui viennent demander des secours.

Le nombre de ces indigents s'est accru d'une façon considérable au cours de ces dernières années. C'est là un des effets de la crise économique qui paralyse l'activité des industries lunévilloises. En 1930, le nombre des indigents s'élevait à 1.600 personnes réparties dans 300 familles environ. Il atteint en 1934 le chiffre de 2.057 personnes, soit 453 familles, en 1935, le chiffre de 2.512 personnes, soit 543 familles.

Le bénéfice des secours n'est, en principe, accordé qu'aux indigents qui résident depuis au moins un an dans la commune. Toutes les demandes de secours sont suivies d'enquêtes et les résultats de ces enquêtes sont examinés par une sous-commission qui délibère une fois par mois environ (ou davantage, si cela est nécessaire). Néanmoins, en cas d'urgence, la décision est prise par l'Ordonnateur choisi par la Commission Administrative ou par l'Adjoint au Maire de Lunéville chargé du service d'assistance.

Il est distribué: d'une part, du pain, du lait, des soupes, du chauffage, des bons d'argent; d'autre part,

des bons qui permettent de recevoir des soins médicaux, dentaires ou pharmaceutiques ou de demander des consultations pré-natales.

Le *pain* est distribué chaque jour ou plusieurs fois par semaine aux indigents dont les ressources ne dépassent pas 3 fr. 50 par jour et par personne.

Ceux dont les ressources sont comprises entre 3 fr. 50 et 6 francs par jour et par personne reçoivent 500 grammes de pain par personne, trois ou quatre fois par mois suivant leur catégorie.

La catégorie des cartes grises comprend les personnes seules, mariées sans enfant ou avec un, deux ou trois enfants au-dessous de treize ans. Elles ont le pain trois fois par mois.

La catégorie des cartes rouges et grises comprend les personnes mariées qui ont plus de trois enfants en dessous de treize ans. Elles ont le pain quatre fois par mois.

Les veuves ou les filles-mères qui ont deux enfants en dessous de treize ans ont droit également aux cartes grises et rouges.

Le lait est distribué chaque jour aux indigentes, mères d'enfants en bas-âge, dont les ressources n'atteignent pas 4 francs par jour et par personne. Pour l'obtenir, il faut présenter un certificat délivré par une sage-femme et constatant que la mère ne nourrit plus son enfant au sein. Le lait est supprimé quand l'enfant atteint l'âge de deux ans.

De 1932 au mois de juin 1935, des *rations* de nourriture étaient distribuées aux indigents qui pouvaient

les consommer au Bureau de Bienfaisance ou les emporter à leur domicile. Chaque ration comprenait une portion de soupe, une portion de légumes, 250 grammes de pain et un morceau de la viande qui avait servi à la préparation de la soupe. Pendant les mois d'hiver, 350 rations étaient distribuées en moyenne quotidiennement. Le gaspillage des aliments par les bénéficiaires de ces libéralités, si coûteuses cependant, du Bureau de Bienfaisance, a décidé la Commission Administrative à les suspendre. Depuis le mois de juin 1935, la soupe est supprimée pendant les mois d'été, sauf pour les passagers. Pour les mois d'hiver, les intéressés doivent consommer leur soupe au Bureau de Bienfaisance dans une salle mise à leur disposition. Pendant l'hiver 1935-1936, 50 rations ont été distribuées en moyenne chaque jour.

Du 1^{er} novembre au 1^{er} mars, le *chauffage* est distribué aux vieillards, aux infirmes, aux incurables ainsi qu'aux familles nécessiteuses, par portion de 25 kilogrammes.

La Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance vient en aide aux ouvriers en instance de chômage, jusqu'au moment de leur inscription au fonds de chômage. Des secours leur sont distribués suivant le barème suivant :

Célibataire : 1/2 kilo de pain et 3 fr. sauf 2 jours par semaine ;

Marié sans enfant : 1 kilo de pain et 3 fr. sauf 2 jours par semaine ;

Marié avec 1 enfant : 1 kg. 1/2 de pain et 3 fr. sauf 1 jour par semaine ;

Marié avec 2 enfants : 1 kg. 1/2 de pain et 3 fr. tous les jours ;

Marié avec 3 enfants : 2 kilos de pain et 3 fr. tous les jours ;

Marié avec 4 enfants : 2 kilos de pain et 5 fr. tous les jours ;

Marié avec 5 enfants : 2 kg. 1/2 de pain et 5 fr. tous les jours ;

Marié avec 6 enfants : 2 kg. 1/2 de pain et 6 fr. tous les jours ;

Marié avec 7 enfants : 3 kilos de pain et 6 fr. tous les jours ;

Marié avec 8 enfants et au-dessus : 3 kg. 1/2 de pain et 6 fr. tous les jours.

L'argent est donné sous forme de bons échangeables contre des denrées alimentaires chez les épiciers de la ville. Si l'un des enfants est âgé de moins de deux ans, la quantité de pain est diminuée de 1/2 kg.

Tant de secours distribués pour soulager la misère développée par la crise économique ont ajouté une lourde charge au budget du Bureau de Bienfaisance, qui s'est élevé jusqu'à 320.000 francs par an, il y a deux années. Il a été moins important en 1935 et 1936. Un grand nombre des ouvriers en instance de chômage est inscrit au fonds de chômage. Les distributions ont été faites avec plus d'économies et un contrôle a été institué. Il repose sur les enquêtes de l'infirmière d'hygiène sociale attachée au Bureau de Bienfaisance.

Le tableau ci-dessous donne les principaux éléments du budget du Bureau de Bienfaisance pour les années 1933, 1934, 1935 et 1936.

SECOURS DISTRIBUÉS PAR LE BUREAU DE BIENFAISANCE

Année	Pain	Lait	Chauffage	Bons d'argent
—	—	—	—	—
	kilos	litres	kilos	francs
1933	58.866,500	27.900	81.325	178.717
1934	97.067	33.541	81.790	120.804
1935	167.638,500	48.582	néant	39.863
1936	105.890	17.173	néant	20.243

Assistance médicale gratuite. — Tous les indigents dont les ressources ne dépassent pas 6 frs. par jour et par personne sont soignés gratuitement par le Bureau de Bienfaisance. Ils ont le libre choix du médecin, du dentiste, du pharmacien ou de la sage-femme. Quand une hospitalisation en vue d'un traitement médical ou d'une intervention chirurgicale devient nécessaire, ils sont admis gratuitement à l'hôpital Saint-Jacques.

En 1935, 8.140 visites ou consultations ont été faites aux indigents par les médecins du Bureau de Bienfaisance, 254 consultations ont été données par les dentistes et 68 cartes d'accouchement ont été délivrées. Le total des dépenses effectuées pour le service d'assistance médicale gratuite en 1935 s'est élevé à 173.843 frs.

Le ville s'est efforcée au cours de l'année 1936 d'alléger cette charge en obligeant les familles des malades à prendre un bon de soins médicaux à la mairie avant de chercher le médecin traitant. Ce procédé a le grand inconvénient de ne pas convenir en cas d'ur-

gence. Comme, d'autre part, les bureaux sont fermés du samedi soir au lundi matin, la délivrance des bons est suspendue chaque semaine, et les indigents qui tombent malades le samedi soir ne peuvent pas recevoir de soins avant le lundi.

Seul le rétablissement de la situation économique, en diminuant le nombre des familles indigentes, permettra au Bureau de Bienfaisance de peser moins lourdement sur la balance du budget municipal et de poursuivre sans restrictions son activité charitable.

LES ŒUVRES SOCIALES DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE LUNÉVILLE

La caisse d'Epargne et de Prévoyance de Lunéville a pris une part importante dans le développement des œuvres sociales de Lunéville et dans l'amélioration de son hygiène générale.

Les trente-trois fondateurs qui la créaient le 3 janvier 1833 se proposaient un but moral : « Recevoir en dépôt les petites sommes qui seront confiées à la Caisse d'Epargne, aider ainsi les personnes laborieuses et peu aisées tant de la Ville que de l'arrondissement à faire ou à accumuler des économies ».

La Caisse d'Epargne a rempli ce dessein. La progression des livrets et des sommes déposées a été continue depuis sa création, sauf aux périodes troublées de la vie nationale : 1848, 1871, 1914. Les 31 livrets qui existaient à la fin de 1833 sont devenus 1.000 en 1840, 10.000 en 1880 et se sont maintenus autour de 20.000 depuis 1908. On en comptait 21.925 en 1935. Le maximum a été atteint en 1914 avec le chiffre de 22.980. Le solde dû aux déposants s'est élevé progressivement de 2.961 fr. 15 en 1833 à 80 millions 694.838 fr. 72 en 1935. Successivement le maximum

légal des livrets, primitivement fixé à 1.500 francs, est passé à 3.000 francs, puis à 5.000, à 7.500, à 12.000 francs, pour atteindre le chiffre actuel de 20.000 francs.

En 1895, le législateur intervient pour montrer aux Caisses d'Epargne une voie nouvelle, parallèle à la première. Un but social est proposé à leur activité : secourir une collectivité laborieuse ou ceux qui par leur travail individuel sont dignes d'une aide.

La Caisse d'Epargne avait précédé les intentions de la loi en achetant en 1892 pour y installer une crèche un immeuble situé près du Bureau de Bienfaisance. Sous l'impulsion de la loi, elle allait développer sa participation à l'amélioration sociale.

En 1901, un prêt au taux réduit de 3 % est consenti à la Ville pour l'édification de l'école de filles de la rue Haxo. En 1902 et 1905, Moncel-lès-Lunéville et Blainville-sur-l'Eau bénéficient de prêts analogues. Des jardins ouvriers sont créés en 1906. Un groupe d'habitations à bon marché est construit de 1906 à 1914. Des bains-douches sont installés en 1914.

En 1915, la Caisse d'Epargne organise et assure un service régulier de ravitaillement pendant la durée de leur captivité aux 163 civils de l'arrondissement emmenés en Allemagne.

Après la guerre, la Caisse d'Epargne poursuit et amplifie ce rôle de fée bienfaitrice sous la direction de son président, M. Emile George, avec lequel mon père collaborait dans une complète union de vues en qualité de vice-président.

Un cours d'enseignement ménager est créé en 1922. La Caisse d'Epargne ajoute ensuite deux nouveaux fleurons à cette couronne magnifique. D'une part, elle apporte la collaboration la plus entière et le concours le plus généreux à l'œuvre entreprise par le Comité d'Hygiène Sociale de Lunéville sous la direction de mon père et fait édifier à Méhon le premier bâtiment de l'Ecole de Plein Air. D'autre part, elle offre son appui financier à l'Office municipal d'H. B. M., constitué par mon père, et lui permet d'entreprendre la construction de 96 logements salubres. Elle participe également à la constitution de la Société de Crédit Immobilier de l'Arrondissement de Lunéville.

La Caisse d'Epargne fournit encore le terrain sur lequel s'élève le nouvel Hôtel des Postes. En 1932, elle consent un emprunt à la ville de Lunéville pour lui permettre de refaire son réseau de rues et intervient dans la question du nouveau stade municipal.

Il faut ajouter les sommes que la loi du 17 décembre 1921 l'autorise à répartir chaque année entre diverses œuvres de prévoyance et d'assistance. Ces sommes, égales à la moitié du boni annuel, ont varié au cours de ces dernières années entre 50.000 et 100.000 frs. Le nombre important des bénéficiaires ne permet pas de les énumérer tous. Nous citerons les douches offertes gratuitement aux enfants des écoles et aux chômeurs, les primes aux familles nombreuses, aux ménages d'ouvriers les mieux entretenus, les dons au Bureau de Bienfaisance, au Dispensaire antituberculeux et antisiphilitique, à la Consultation de Nouris-

sons, à la Goutte de Lait, à l'Association des Familles Nombreuses, au musée d'Hygiène Sociale, aux Cours Professionnels féminins, au Foyer du Soldat, les secours à domicile, la distribution de lait aux écoles primaires pendant la période d'hiver, la construction de la Colonie de Vacances du Camp des Reclos, etc...

Il ne s'est pas créé une œuvre sociale à Lunéville au cours de ces dernières années sans que le concours de la Caisse d'Epargne ait été sollicité et sans qu'elle ait répondu par la plus grande générosité. Le vœu de mon père s'accomplit, que « la collaboration entre la Caisse d'Epargne et l'Office d'Hygiène Sociale déjà féconde dans le passé continuât dans l'avenir pour le plus grand bien de Lunéville et de ses habitants déshérités ». Selon la formule proposée par M. Edouard Fenal, actuel président du conseil d'administration de la Caisse d'Epargne, « les bénéfices obtenus grâce au concours de tous les épargnants doivent profiter aux épargnants et, pour cela, être employés aux œuvres sociales les plus utiles ».

La Caisse d'Epargne de Lunéville remplit fidèlement ces intentions. Les nombreuses réalisations qui lui doivent la vie le proclament. Leur présentation à diverses expositions internationales lui ont valu des médailles et des diplômes d'honneur qui sont la juste récompense d'une telle activité sociale.

LES ŒUVRES SOCIALES DES INDUSTRIES LUNÉVILLOISES

Les industriels lunévillois se sont toujours préoccupés, d'avantage encore depuis la fin de la guerre, d'améliorer le bien-être de leurs ouvriers en les aidant dans toutes les circonstances heureuses ou malheureuses de leur existence, en protégeant les familles nombreuses, en construisant de nombreux logements à bon marché, en créant, pour l'utilisation des loisirs, des moyens de distraction variés. En bien des circonstances, ils ont montré la voie aux lois sociales, avec cet avantage que la liberté dont ils savaient si noblement user, permettait de mieux adapter ces diverses créations aux nécessités des ouvriers et aux bénéfices réalisés par leur travail.

De toutes ces initiatives qui ont fleuri à Lunéville, un certain nombre ont perdu leur autonomie pour entrer dans le cadre de la loi. D'autres ont été anéanties par la crise économique actuelle qui n'a permis de conserver que l'essentiel. Leurs bienfaits ont été d'ailleurs souvent méconnus par les ouvriers, si facilement entraînés loin de la réalité par des meneurs, qui cherchent à instaurer la lutte des classes. Sous leur in-

fluence, les ouvriers ont oublié le caractère généreux des œuvres sociales créées pour eux. Ils ont été même parfois jusqu'à les considérer comme des aumônes que leur jette le mépris des patrons.

Une telle attitude n'encouragerait guère aujourd'hui ces patrons à maintenir les œuvres sociales qui subsistent encore, s'ils n'étaient animés par la certitude du bien réalisé et l'espoir que des temps meilleurs ramèneront à l'usine l'esprit de collaboration entre tous ses membres, source féconde de prospérité et de bonheur.

Nous examinerons successivement les principales œuvres sociales réalisées par les industries lunévilloises.

USINE DE WAGONS DE LA SOCIÉTÉ LORRAINE DES ANCIENS ETABLISSEMENTS DE DIETRICH

1° *Service médical*

Un médecin est spécialement attaché à l'usine de la Société Lorraine. Il examine obligatoirement tous les ouvriers après l'embauche. Toutefois, il n'établit pas de fiche médicale pour ceux dont l'état physique est normal. Le médecin donne son avis, en tenant compte de la santé, sur le choix du genre de travail à confier à chacun d'eux.

Il existe une Infirmerie-Dispensaire, munie de toutes les installations modernes, y compris une salle de visites et une salle d'opérations, dans laquelle tous les soins nécessaires peuvent être donnés aux blessés et aux malades.

Les malades reçoivent gratuitement les soins du médecin, ainsi que les membres de leurs familles vivant sous le même toit. Pour ceux qui ne font pas partie des Assurances Sociales, c'est-à-dire âgés de plus de 60 ans lors de la mise en vigueur de la loi, ces mêmes soins leur sont accordés moyennant un versement de 5 francs par mois.

Une infirmière se trouve en permanence dans les locaux de l'infirmierie, où le médecin fait des visites deux fois par jour. Il se rend également à domicile en cas de besoin.

L'infirmierie comprend : une salle d'opérations, une salle de pansements, une salle de consultations, une salle de radiographie, une salle de stérilisation et trois chambres pour malades ou opérés. Elle possède en outre une lampe à rayons ultra-violets.

La lutte contre la tuberculose parmi les ouvriers et leurs familles est poursuivie en liaison étroite avec l'Office d'Hygiène Sociale. Le médecin attaché à la Société Lorraine dépiste cliniquement et radiologiquement les malades. S'il a besoin du concours de bactériologiste, il s'adresse au médecin du Dispensaire Henry Bichat. Quand le diagnostic est bien établi, le malade reçoit les soins médicaux et pharmaceutiques du médecin de l'usine. S'il y a lieu de l'hospitaliser, les frais de séjour à l'hôpital, au sanatorium ou au préventorium sont souvent partagés par moitié entre la Société Lorraine et la Caisse des Assurances Sociales.

Avant l'application de la loi des Assurances Sociales, une grande partie du personnel de l'usine, ouvriers et employés, consentait, comme ceux des



HABITATIONS OUVRIÈRES DE L'USINE DE WAGONS

autres usines de Lunéville, à laisser tous les mois une somme de 0 fr. 50 au profit du Comité d'Hygiène Sociale de Lunéville. Les sommes recueillies étaient grossies par les dons de la Société Lorraine.

2° Assistance aux femmes en couches

A chaque naissance, une somme de 100 francs est payée à la mère et un an plus tard, une nouvelle somme de 100 francs lui est donnée comme prime d'anniversaire, en plus de ce qu'elle touche des assurances sociales.

Les femmes qui allaitent reçoivent une indemnité mensuelle de 30 francs pendant neuf mois.

Il n'est pas distribué de layettes, mais dans certains cas particuliers, la Société donne un secours spécial aux familles nécessiteuses.

3° Maisons ouvrières

L'usine possède quatre cités ouvrières et quarante et une maisons dans la ville, soit au total, 175 immeubles, qui comportent 530 logements. Le prix de ces logements varie entre 35 et 45 francs par mois. A chacun d'eux est généralement annexé un jardin : il y en a 433.

En dehors des jardins attenants aux maisons ouvrières, la Société met à la disposition de son personnel, dans des terrains inutilisés, 266 jardins.

Avant la crise économique, un concours de jardins avait lieu tous les ans, au mois de juillet, et une vingtaine de prix étaient distribués à ceux qui obtenaient les meilleurs résultats.

4° *Coopérative*

Une Société coopérative, installée dans des bâtiments appartenant à l'usine, vend aux meilleurs prix le pain, le vin et les denrées alimentaires. Elle possède deux succursales dans les cités et trois succursales dans la ville. En fournissant aux ouvriers les denrées de bonne qualité aux plus bas prix possibles, elle leur permet d'améliorer les conditions de leur alimentation, L'importance du chiffre d'affaires conduit à la réalisation de bénéfices dont les acheteurs profitent sous forme de ristournes.

La Société Lorraine a organisé, en outre, des groupements d'achats pour pouvoir fournir à des prix de gros des pommes de terre, du chauffage, des chaussures, etc... à leurs ouvriers. Une provision de chauffage est assurée gratuitement à l'entrée de l'hiver aux vieux ouvriers.

5° *Restaurant*

Il existe à l'usine un restaurant destiné surtout aux célibataires et aux ouvriers qui habitent aux environs de Lunéville et ne peuvent pas rentrer chez eux pour déjeuner. On y sert, au choix, des repas à prix fixe et des repas à la carte. Une salle est réservée à ceux qui apportent leur repas.

Les repas à prix fixe se composent d'un potage, d'un plat de viande, d'un plat de légumes, d'un dessert et d'un café. Le prix d'un repas sans vin est de 3 francs; celui d'un repas avec un quart de vin :

3 fr. 75, celui d'un repas avec un demi-litre de vin :
4 fr. 50.

D'une façon générale, on ne donne pas plus d'un litre de vin à chaque consommateur. Il n'a jamais été constaté d'abus à ce sujet.

6° Cercle ouvrier

Un cercle est annexé au restaurant : les ouvriers peuvent y consommer des boissons hygiéniques et lire des journaux ou des livres de la bibliothèque, qui en compte 400.

7° Cours professionnels

La Société Lorraine développe l'éducation professionnelle de ses apprentis dans des cours théoriques et des exercices pratiques fort bien organisés. Ils font l'objet d'une étude spéciale au chapitre consacré à « L'enseignement professionnel à Lunéville ».

8° Arbre de Noël

A la fin de chaque année, les enfants des ouvriers sont réunis autour d'un arbre de Noël. Il leur est distribué des douceurs et des vêtements chauds.

9° Colonies de vacances

La Société Lorraine envoie chaque année un certain nombre de ces enfants en colonies de vacances.

10° *Consultations de nourrissons*

Une consultation de nourrissons est tenue une fois par mois dans les locaux de l'Ecole ménagère, par le médecin de l'usine, assisté, depuis 1932, par une infirmière d'hygiène sociale qui assure la liaison avec la section de l'Enfance du Dispensaire Henry BICHAT.

11° *Retraite des employés*

Le personnel de l'usine qui, en raison de l'âge ou de la catégorie du salaire, n'est pas assujéti à la loi des Assurances Sociales, s'assure une retraite ou un capital par des versements à la Caisse Syndicale des Forges de France. Les sommes ainsi versées sont doublées par la Société Lorraine.

Avant la création de la Caisse d'Allocations Familiales, la Société Lorraine accordait mensuellement aux familles nombreuses des allocations progressives dans les conditions suivantes :

1 ^{er} enfant	30 francs ;
2 ^e enfant	40 francs ;
3 ^e enfant	50 francs ;
4 ^e enfant	70 francs ;
5 ^e enfant	90 francs ;
6 ^e enfant	110 francs ;
7 ^e enfant	130 francs ;
8 ^e enfant et suivants	150 francs.

La crise économique actuelle a obligé la Société Lorraine à suspendre l'activité de l'Ecole Ménagère et de la Crèche-Pouponnière.

L'Ecole Ménagère a poursuivi sa tâche éducatrice si utile sous la direction de religieuses de la Providence de Portieux. Son étude est comprise dans le chapitre consacré à l'enseignement professionnel.

La Crèche-Pouponnière fonctionnait grâce aux efforts conjugués de la Société Lorraine et des Filatures de l'Est. Elle recevait 50 à 60 enfants de 4 semaines à 3 ans, enfants d'ouvriers dont les mères étaient dans l'obligation de travailler en dehors de leur foyer. Elles pouvaient venir allaiter plusieurs fois par jour et aussi longtemps que le demandait l'intérêt de leur enfant.

Divisée en deux parties, cette crèche, installée dans d'excellentes conditions rue de Niederbronn, comprenait :

Une pouponnière pour les bébés de 4 semaines à 18 mois, avec deux dortoirs, une salle de change et une salle d'allaitement ;

Une garderie pour les enfants de 18 mois à 3 ans, avec salle de repos, de jeux et lavabos-douches.

A côté se trouvaient un vestiaire, une salle commune, une salle d'isolement et un bureau pour la Directrice.

Le service était assuré par une directrice, une infirmière, des berceuses et des femmes de service.

FAÏENCERIE

1° *Maisons ouvrières*

La Faïencerie est propriétaire de 310 logements en ville et, à l'extérieur de la ville, de 50 logements qui

forment, sur la rive droite de la Vezouze la Cité Sainte-Anne. Ceux-ci ont l'avantage de la situation en pleine campagne. Leur seul inconvénient est d'être bâtis à un niveau supérieur à celui des réservoirs d'eau potable de la ville; la cité ne peut être alimentée que par des bornes-fontaines. Les latrines sont construites suivant le principe des fosses septiques.

Ces logements sont loués au prix de 1 franc par jour. Ils ont en général quatre pièces. Tout ouvrier marié a droit à un logement.

La Faïencerie met à la disposition de ses ouvriers des jardins dont la superficie totale atteint quelques hectares.

2° Surintendante

La surintendante joue un rôle important à la Faïencerie: elle visite les malades, leur fait respecter les prescriptions médicales et tient une fiche médicale sur chacun d'eux. Elle visite également les familles nécessiteuses et leur distribue des bons de pain, de viande, de vêtements.

3° Caisse de prévoyance et de secours

Avant l'entrée en vigueur de la loi des Assurances Sociales, une Société de Secours Mutuels, basée sur la loi du 1^{er} avril 1898, donnait aux ouvriers et employés de la Faïencerie des primes aux naissances, des layettes, des secours en cas de décès et leur assurait une retraite. Après 1930, elle a été maintenue sous la forme d'une Caisse de prévoyance et de secours

pour le personnel qui reçoit un salaire supérieur aux salaires intéressés par la loi.

Comme les autres industries lunévilloises, la Faïencerie collabore à l'œuvre du Comité d'Hygiène Sociale de Lunéville, qu'elle appuie de ses subventions. La surintendante de la Faïencerie assure la liaison avec le Dispensaire Henry BICHAT. De nombreux enfants sont envoyés chaque année en colonies de vacances.

La Faïencerie met à la disposition de ses ouvriers un restaurant corporatif, situé rue de Viller.

Avant la création de la Caisse d'Allocations Familiales, la Faïencerie venait en aide à ses ouvriers chargés de famille en leur donnant des allocations fixées à 1 franc par jour et par enfant.

FILATURES DE L'EST

La Société des Filatures de l'Est a créé, surtout depuis la guerre, sous l'impulsion de M. Pierre LEDERLIN, de multiples œuvres sociales. La crise économique actuelle, en frappant avec une sévérité particulière l'industrie textile, n'a pas permis de maintenir à toutes leur activité.

1° *Maisons ouvrières*

Les Filatures de l'Est louent à leurs ouvriers pour un prix très modique 135 logements :

- 35 logements, rue de Niederbronn ;
- 8 logements, rue de Niederbronn prolongée ;
- 6 logements, rue Ancel ;
- 11 logements, avenue des Vosges ;
- 44 logements, rue Eugène-Ferry ;
- 12 logements, rue Jeanne-d'Arc ;
- 2 logements, rue Parmentier ;
- 14 logements divers.

Parmi ces logements, quatre n'ont que deux pièces ; la plupart comprennent trois et quatre pièces. Les plus récents ont cinq et même six pièces. Ces logements sont donnés de préférence aux familles nombreuses. Le prix de location est en moyenne de :

- 27 fr. 50 pour trois pièces ;
- 33 fr. pour quatre pièces ;
- 75 fr. pour cinq pièces.

Ces prix ont été réduit de moitié pour les ouvriers frappés par le chômage.

Les logements comprennent tous l'eau, le gaz et l'électricité ; ils sont munis de cabinets d'aisance avec le système du tout à l'égout, relié au réseau d'égouts de la ville.

La Société des Filatures de l'Est a poursuivi un effort considérable dans l'assainissement de ses maisons ouvrières. Depuis 1923, elle a procédé à la démolition de soixante logements insalubres.

2° Jardins ouvriers

Tous les logements des maisons ouvrières possèdent un jardin dont la superficie atteint 350 mètres

carrés pour les logements de cinq pièces, 175 mètres carrés pour les autres.

Les Filatures de l'Est louent, en outre, au prix de 20 francs par an, 175 jardins de 300 mètres carrés. En 1933, elle a établi des jardins de 400 mètres carrés, qui recouvrent une superficie totale de 5.918 mètres carrés, et des lots de prairie pour les ouvriers qui élèvent des lapins.

Toute famille ouvrière d'au moins cinq enfants a gratuitement la disposition du jardin attenant à son logement et d'un jardin de 300 mètres carrés. Elle peut, de plus, en louer un troisième.

Avant la période de crise actuelle, l'émulation dans la culture des jardins était entretenue par des concours annuels qui portaient sur la tenue des jardins et sur la qualité des produits cultivés, légumes et fleurs. Les lauréats étaient dispensés du paiement du loyer de leur jardin, l'année suivante.

Des conseils sont donnés pour la culture, les modes d'engrais, les greffes, les semences par des conférences (dont le résumé est ensuite distribué), ou par la distribution gratuite de brochures qui traitent de ces questions.

La Société des Filatures de l'Est vend aux ouvriers des replants cultivés au préalable dans un jardin attenant au restaurant de l'usine: choux, choux-fleurs, tomates, poireaux, etc... Elle leur remet également des plans qui leur indiquent l'établissement rationnel d'un jardin et la façon de le planter suivant la saison.

Des résultats très intéressants ont été obtenus: le goût de la culture s'est développé d'une façon très

nette chez beaucoup d'ouvriers, auparavant inhabiles aux travaux des champs. Ces occupations saines ont aidé puissamment à la lutte contre l'alcoolisme.

3° *Restaurant*

Trop d'ouvriers ont la funeste habitude de consommer du vin blanc, chaque matin, à jeun, avant d'entrer à l'usine. La Société des Filatures de l'Est qui s'efforce de lutter contre l'alcoolisme par tous les moyens possibles, a maintenu la distribution du café du matin au restaurant de l'usine, quand la crise économique ne lui a plus permis d'y servir les repas de midi et du soir. 100 verres de café chaud et sucré sont distribués en moyenne chaque matin, moyennant 0 fr. 50.

Avant sa fermeture, le restaurant distribuait chaque jour une moyenne de 200 repas, 600 à 700 cafés en hiver et 400 en été. Le prix des repas était de 2 fr. 90 sans le vin et de 4 fr. 25 avec un demi-litre de vin.

Le nombre annuel des repas était passé de 65.000 en 1921 à 85.000 en 1930. Le nombre des cafés servis chaque année s'était élevé au cours de la même période de 48.000 à 100.000.

4° *Colonies de vacances*

La Société des Filatures de l'Est envoie chaque année 22 à 25 enfants en colonie de vacances. Ils sont partagés en deux séries de six semaines: en juillet, les enfants de 6 à 10 ans; en août, les enfants de 11 à 13 ans.

5° *Jeu de boules*

Un jeu de boules a été créé pour utiliser les loisirs des ouvriers. Il est fréquenté assidûment par nombre d'entre eux.

Les allocations familiales ont été instaurées par les Filatures de l'Est en 1920. Les ouvriers touchaient l'allocation à partir de deux enfants. Leur taux par jour de travail était fixé aux chiffres suivants en 1920 :

2 enfants	0 fr. 50
3 enfants	1 fr. 50
4 enfants	3 fr.
5 enfants	4 fr. 50
6 enfants	6 fr.
7 enfants	7 fr. 50

Le taux avait été élevé en 1928 et avait été fixé pour un mois à :

2 enfants	60 fr.
3 enfants	120 fr.
4 enfants	210 fr.
5 enfants	300 fr.
6 enfants	390 fr.
7 enfants	490 fr.

La progression continuait à s'élever à raison de 100 francs au-dessus de 390 francs par mois et par enfant.

L'usine avait ainsi versé en 1920 une somme de 14.000 francs ; en 1930, une somme de 70.000 francs.

Ces allocations sont actuellement payées au taux uniformément fixé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Région de l'Est.

Avant que la crise économique sévisse, l'usine accordait une somme de 250 francs à l'occasion du mariage de ses ouvriers quand ceux-ci avaient cinq années de présence à l'usine.

Quand un membre du personnel non assujetti à la loi des Assurances Sociales meurt, une somme de 50 francs est donnée à sa famille et une couronne est déposée.

Des allocations sont consenties aux ouvrières à l'occasion des accouchements. La Société des Filatures de l'Est donne 300 francs pour le premier enfant : 200 francs au moment de la naissance et 100 francs un an plus tard si l'enfant est vivant. A chaque nouvelle naissance, la mère reçoit 200 francs : 100 francs à la naissance et 100 francs un an plus tard. Les femmes d'ouvriers qui restent au foyer reçoivent également 200 francs.

En plus de ces allocations, la Société donne à chaque naissance une belle layette.

Au moment du service militaire, l'ouvrier touche une indemnité de départ de 50 francs et reçoit ensuite 10 francs par mois.

Avant la crise économique, la Société des Filatures de l'Est participait avec la Société Lorraine à l'entretien de la Crèche et de l'Ecole Ménagère.

Les apprentis doivent suivre les cours professionnels municipaux. En cas d'absences répétées et injustifiées, des sanctions qui peuvent aller jusqu'au renvoi de l'usine sont appliquées.

La crise économique a obligé la Société à supprimer l'Arbre de Noël, à fermer la bibliothèque qui

réunissait 1.800 volumes, mis gratuitement à la disposition des ouvriers, et à suspendre les séances de cinéma qui avaient lieu en hiver le samedi soir et le dimanche après-midi.

Nous ne ferons que rappeler l'excellente organisation de la prévention des accidents de travail aux Filatures de l'Est. Elle est étudiée au chapitre qui traite de l'hygiène industrielle.

MANUFACTURE DE JOUETS VILLARD ET WEILL

La Manufacture de Jouets est propriétaire de trois habitations ouvrières, où sont logées des familles nombreuses, au total environ cinquante personnes.

Sa Société de Secours Mutuels distribuait des allocations familiales. Elle complète les sommes versées par les Assurances Sociales pour les frais médicaux et pharmaceutiques. Elle verse une retraite aux anciens ouvriers et distribue des layettes à l'occasion des naissances.

La Manufacture emploie une forte proportion de femmes et d'enfants. Les mères qui allaitent peuvent rentrer chez elles ou se faire apporter leur nourrisson à la chambre d'allaitement de l'usine deux fois par jour.

Les autres établissements industriels occupent un nombre moins important d'ouvriers. Leurs œuvres sociales sont moins étendues. Mais partout nous pourrions retrouver cette constante sollicitude des patrons pour leur personnel qu'ils s'efforcent d'aider et de protéger, mûs par le sentiment de la solidarité

humaine. Malgré les assauts qu'ils ont subi de la crise économique et de l'ingratitude ouvrière, ces efforts continuent à jouer un rôle efficace dans la protection de la vie d'une partie importante de la population lunévilloise.

XI

LES ŒUVRES SOCIALES PRIVÉES

Les œuvres sociales des différents cultes. — Les Sociétés de Croix-Rouge. — L'Armoire Lorraine. — Le Bureau Central d'Assistance.

La chrétienté a maintenu au cours des siècles une tradition de charité qui se développa à Lunéville avec la ville elle-même. Dès sa fondation, Lunéville fut placée sous le signe de la bienfaisance par le comte FOLMAR, qui fondait, au début du ^xⁱ^e siècle, l'hôpital Saint-Georges à l'abri de son château-fort « en l'honneur de Dieu et pour le soulagement des pauvres ». Depuis cette époque, la charité eut à s'exercer sous diverses formes, dans des circonstances souvent tragiques. A côté des œuvres d'assistance organisées par les pouvoirs publics, toute une floraison d'œuvres est née de l'initiative privée. Nous examinerons successivement celles qui poursuivent leur activité aujourd'hui.

ŒUVRES CATHOLIQUES

Elles sont multiples et se proposent l'assistance aux indigents et aux malades, l'enseignement ou l'emploi des loisirs.

La plus ancienne de ces œuvres est la *Société des Dames de Charité*, fondée en 1816, en une « époque de misère et de détresse », sur l'initiative de l'abbé RENARD et sous le patronage de la princesse DE HOHENLOHE. Elle se proposait de fournir aux pauvres, infirmes et malades, un asile où il sera pourvu à tous leurs besoins, d'accorder aux pauvres valides un secours à domicile et d'aider les ouvriers qui ne trouveraient pas dans le produit de leur travail le moyen d'atteindre le haut prix du pain. Le produit de la souscription ouverte dans ce but permit d'installer, le 19 décembre 1816, quatre-vingts vieillards et infirmes au Coton.

Le premier règlement de la Société engageait les membres à un « service pénible et journalier », nécessaire au cours d'une époque difficile, mais qui n'était plus indispensable six années plus tard. Un nouveau règlement est adopté en 1822. Il propose aux Dames de Charité les exemples de Saint Vincent de Paul et les invite à secourir les pauvres, à solliciter l'aide des personnes charitables, à rendre visite aux vieillards de l'asile et aux pauvres en ville.

Le Conseil de la Société dirigé par le Curé de la paroisse Saint-Jacques, « surveille l'asile des vieillards et peut nommer aux places qui s'y trouveront par décès ou autrement ».

Les dons généreux que la Société reçoit au cours du XIX^e siècle, en particulier de l'abbé Renard, lui permettent de poursuivre son œuvre de bienfaisance. Aux vieillards qu'elle secourt, elle ajoute les orphelins, dont un certain nombre sont admis au Coton à partir

de 1877, au compte de la Société des Dames de Charité.

L'aide de plus en plus grande apportée par les pouvoirs publics aux vieillards, infirmes et incurables d'une part, aux orphelins d'autre part, ont rendu moins nécessaire l'action de la Société. Ses revenus, gérés par le receveur des hospices, ont diminué et le nombre des indigents dont elle peut payer le séjour au Coton est aujourd'hui très restreint. A la fin de 1936, ils étaient treize : deux hommes et quatre femmes, six orphelins et une orpheline.

En devançant de quatre-vingt-dix années l'action du législateur, les Dames de Charité ont rendu d'immenses services à la population indigente de Lunéville. Leurs desseins charitables se sont attachés uniquement aux pauvres admis à l'hospice quand les conférences de la *Société de Saint-Vincent de Paul* se sont fondées pour visiter à domicile les familles pauvres de la ville. La conférence de la paroisse Saint-Jacques date du 31 mai 1852, celle de Saint-Maur du 9 mars 1857 ; celle de Saint-Léopold, plus récente, a trois années d'existence : elle est née le 25 mars 1934. Les membres actifs de la Société apportent aux familles pauvres jugées dignes d'intérêt, en même temps qu'un réconfort moral, des secours en nature ou en espèces qui leur permettent d'améliorer leur logement, leur alimentation et leurs vêtements. La Société de Saint-Vincent-de-Paul vient également en aide aux patronages des trois paroisses.

Les conférences d'hommes secourent chaque année une soixantaine de familles et quelques isolés. En rai-

son de la crise, les bons d'alimentation, de chaussures et de chauffage sont donnés tous les mois, et non plus en hiver seulement comme autrefois; les distributions de vêtements ont été renforcées. Le budget des dépenses du Conseil particulier de Lunéville et des conférences paroissiales s'est élevé au cours de ces dernières années:

Année	Conseil particulier	St-Jacques	St-Maur	St-Léopold
—	—	—	—	—
	fr.	fr.	fr.	fr.
1925	206 »	2.484 »	1.050 »	
1926	2.688,40	3.466,25	1.567,40	
1927	5.642,15	3.703,75	1.513,45	
1928	5.422,35	3.475,05	1.686,20	
1929	1.770 »	4.775,65	1.830,05	
1930	4.656,77	4.241,50	2.081,60	
1931	1.140,80	4.905,50	2.236,50	
1932	7.699 »	9.300,70	2.633,40	
1933	1.386,25	7.277 »	2.481,30	
1934	4.569,20	6.418,75	2.761,75	1.745 »

La Société des Dames de Saint-Vincent-de-Paul poursuit un effort parallèle dans les trois paroisses Saint-Jacques, Saint-Maur et Saint-Léopold. Elle visite les veuves et les femmes isolées. Au cours de l'exercice 1935-36, il a été distribué:

- 1.426 bons d'épicerie ;
- 924 bons de chauffage ;
- 777 bons de pommes de terre ;
- 102 bons de viande ;
- 98 primes de loyer.

La *Société des Dames Visiteuses des Malades*, fondée en 1852, secourt chaque année une quarantaine de malades et d'infirmes isolés, quelques familles nombreuses et une vingtaine de femmes en couches, appartenant aux quatre paroisses de Lunéville. Elle les entoure de soins et leur distribue des bons divers (épicerie, boulangerie, boucherie, lait, chauffage, etc.), dont le total représentait au cours du dernier exercice une somme de 4.378 fr. 70.

La *Ligue Patriotique des Françaises* et les *Fraternités* paroissiales se sont formées après la guerre. A côté de leur action religieuse et sociale, elles assument des œuvres d'assistance.

La Ligue Patriotique des Françaises distribue aux familles nombreuses des layettes à partir du quatrième enfant et des objets de layette à la naissance du premier, du deuxième et du troisième enfant. Au cours de l'année, la Ligue distribue à Lunéville une soixantaine de layettes. Elle contribue, d'autre part, à secourir les chômeurs par des distributions de secours mensuels de 5 ou de 10 francs pendant les mois d'hiver, de décembre à mai.

Les Fraternités paroissiales jouent le rôle de mutuelles. Les cotisations de leurs membres (12 fr. par an) permettent de leur verser 3 francs par jour en cas de maladie à partir du cinquième jour de la maladie, 50 francs à l'occasion des naissances ou des décès.

Pour développer l'esprit d'économie parmi les jeunes filles de la paroisse Saint-Jacques, M^{lle} Gillet avait

organisé avant la guerre une caisse dotale et une œuvre du trousseau. La guerre les a anéanties. La paroisse Saint-Léopold a constitué en 1930 une *Caisse Dotale*, section de la Mutuelle des Familles lorraines. Une trentaine d'adhérentes versent environ 100 fr. par an. A 23 ans, plus tard si elles le désirent, elles reçoivent le total des sommes versées augmenté des intérêts produits (de 4,50 à 5 %).

Depuis quelques années, un *ouvroir* réunit les dames de la paroisse Saint-Maur pour coudre et réparer des vêtements destinés aux familles pauvres de la paroisse.

Nous avons étudié les œuvres d'enseignement catholiques dans d'autres chapitres. Nous rappellerons qu'elles comprennent :

L'Institution Saint-Pierre-Fourier.

Le Pensionnat des Saints-Anges.

Les écoles de garçons Saint-Jacques et Saint-Maur

Les écoles de filles Sainte-Jeanne-d'Arc et Notre-Dame.

Les cours professionnels de l'Institution Saint-Pierre-Fourier.

Les cours professionnels féminins de la rue Rivolet.

L'Ecole ménagère du Pensionnat des Saint-Anges.

L'école ménagère des Vosges.

L'atelier de tricotage de Saint-Léopold.

Multiplés sont les œuvres catholiques qui ont pour but une utilisation saine des loisirs. Elles comprennent dans chaque paroisse un cercle catholique, où des réu-

nions fréquentes rassemblent des auditeurs autour d'un conférencier ou des spectateurs devant une manifestation artistique, un cercle d'études de jeunes gens, des patronages de garçons et de fillettes, ouverts le jeudi et le dimanche après-midi en période scolaire, tous les jours pendant les vacances, des scouts, affiliés à la Fédération des Scouts de France.

Une colonie de vacances a été fondée il y a trente ans par l'abbé Laroppe pour les enfants assistés de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Actuellement, vingt à trente enfants de la paroisse Saint-Jacques sont envoyés chaque année pendant quinze jours à la colonie de Bionville. La paroisse Sainte-Jeanne d'Arc a formé depuis quelques années une colonie de vacances de la même durée pour une trentaine d'enfants. Au cours de 1936, une colonie de vacances organisée par la paroisse Saint-Maur sur la côte de Frescati a reçu pendant six semaines une centaine de petites filles.

La paroisse Saint-Maur a créé, d'autre part, une société de gymnastique de 60 enfants et une société de préparation militaire qui réunit 30 jeunes gens.

Chaque paroisse possède une bibliothèque. La plus importante est la bibliothèque Saint-Michel qui offre ses 9.000 volumes aux paroissiens de Saint-Jacques. Les autres, moins riches, suppléent à la modicité de leur fonds par des prêts demandés à l'œuvre diocésaine des Bibliothèques cantonales, qui leur envoie régulièrement des caisses de 45 à 50 volumes variés.

Toutes ces œuvres, en réunissant le concours de tant de bonnes volontés et en remplissant les buts qu'elles se proposaient : développer le sentiment religieux, inspirer l'amour de la patrie et l'amour du prochain, assister le pauvre, l'infirme et le malade, instruire l'enfance et l'adolescence et lui offrir des distractions saines et variées, ont contribué avec une générosité infatigable à la protection de la vie de l'habitant de Lunéville.

Les autres cultes ont collaboré à cette tâche auprès de leurs membres.

L'Association de Bienfaisance des Dames Protestantes de Lunéville, fondée le 3 décembre 1873 par une décision du Conseil Presbytéral de l'Eglise Réformée de Lunéville, sur l'initiative du pasteur Gustave Lange, a été constituée en association conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, le 26 décembre 1928. Elle a pour objet de venir en aide aux familles nécessiteuses appartenant à l'Eglise Réformée de Lunéville. Son budget de dépenses annuelles de 5.000 francs environ assure, en tout ou en partie, le loyer de familles nombreuses ou de personnes âgées sans ressources, distribue des layettes aux jeunes mères de condition modeste, des bons de chauffage, des vêtements, des allocations en argent en cas de maladie. Elle participe aux frais de placements dans les sanatoria et les préventoria et assure des séjours en colonies de vacances.

Le groupe des *Eclaireurs Unionistes de Lunéville* comprend une quarantaine de garçons de 8 à 18 ans, louveteaux et éclaireurs. Son programme est conforme aux buts du scoutisme français : contribuer au développement physique, moral et spirituel de la jeunesse en affermissant l'esprit d'initiative personnelle et de discipline joyeusement consentie.

La Société des *Dames de Charité Israélites de Lunéville* a fondé en 1857 un *hospice* installé dans une maison de la rue Paquette grâce à une souscription. Jusqu'alors, la société s'occupait d'indigents auxquels elle distribuait du chauffage et des aliments, et de femmes en couches nécessiteuses. Elle a poursuivi cette action bienfaisante, en même temps que l'agrandissement de l'hospice.

En 1857, celui-ci n'abritait que cinq vieillards indigents. Puis le nombre des pensionnaires fut augmenté et des vieillards non indigents furent admis moyennant un prix de pension. L'établissement fut déclaré d'utilité publique par décret impérial du 4 septembre 1863.

Actuellement, l'hospice reçoit vingt-cinq vieillards dans des chambres individuelles. Les personnes qui payent leur pension et les indigents sont traités d'une manière identique. Le service et la table sont les mêmes pour tous. Un médecin de la ville est attaché à l'établissement.

En 1930, un groupe de dames israélites décidait d'organiser pendant les vacances une *colonie scolaire* pour permettre à un certain nombre d'enfants, sur-

tout aux enfants des familles d'origine polonaise dont la plupart habitent les quartiers insalubres de la rue Traversière et de la place du Puits-Content, de passer leurs vacances au grand air. Un terrain de 13 ares 27 centiares fut trouvé sur la côte de Frescati, à la Fontaine Gouvenoux. Avec le concours de la Ville, une baraque, pouvant servir d'abri et de réfectoire, et une installation de w.-c., y furent établies. Dès le mois d'août 1930, la colonie pouvait fonctionner avec douze enfants.

Au cours des années suivantes, l'œuvre a étendu son action et a reçu : 24 enfants en 1931 ; 43 en 1932 ; 48 en 1934 ; 52 en 1935 ; 60 en 1936. Ce sont des enfants de 4 à 13 ans, qui se rendent à la colonie à 8 heures, y déjeunent à midi, goûtent à 16 heures et redescendent à 18 heures. La colonie a recours aux services d'une cuisinière et de deux jeunes filles, élèves de l'Ecole Normale, qui surveillent les enfants et organisent des jeux et des promenades. Deux ou trois fois par semaine, un moniteur du service départemental d'Education Physique leur donne des leçons de gymnastique.

Les enfants sont soumis au début et à la fin de chaque séjour à un examen médical qui permet de constater le bénéfice qu'ils retirent constamment de ces longues journées passées au grand air, dans le gracieux paysage de vergers et de boqueteaux qu'offre le haut des côtes de Frescati.

Les *Sociétés de Croix Rouge de Lunéville* ont ajouté, après la guerre, une activité nouvelle au but

salutaire qu'elles se proposaient primitivement et qu'elles ont toujours rempli avec le plus grand dévouement : secourir les blessés militaires. La Société de Secours aux Blessés Militaires, fondée en 1870, installa aussitôt à l'Orangerie un hôpital temporaire, qui reçut blessés et malades jusqu'au rapatriement des prisonniers. Pendant la guerre de 1914-1918, la Société organisa l'hôpital auxiliaire n° 1 à l'Institution Saint-Pierre Fourier. Le Comité Lunévillois de l'Union des Femmes de France se forma en 1883. Pendant la guerre de 1914-1918, il installa et dirigea l'hôpital auxiliaire n° 102 au Collège Municipal.

Depuis la guerre, les deux Société ont continué, comme avant la guerre, à former des infirmières, en s'unissant pour organiser des cours théoriques et des stages dans les services hospitaliers. L'Union des Femmes de France a rassemblé de nouveau le matériel nécessaire au fonctionnement d'un hôpital auxiliaire qui pourrait être ouvert, dans l'éventualité d'une nouvelle guerre, dès le début des hostilités. De même, la Société de Secours aux Blessés Militaires a prévu l'organisation d'un centre d'accueil à la gare de Lunéville.

L'espoir d'une longue période de paix permit aux Sociétés de Croix Rouge de participer, après la guerre, à l'élan créateur de tant d'œuvres sociales. Les Comités de Lunéville se sont attachés surtout à la lutte contre la mortalité infantile par l'organisation de consultations de nourrissons. La Société de Secours aux Blessés Militaires ouvrit celle de Lunéville en 1920 et lia son activité à celle de l'Office d'Hygiène

Sociale de Meurthe-et-Moselle en installant, en 1930, ces consultations au dispensaire Henry BICHAT et en invitant une infirmière du dispensaire à y assister. D'autres consultations de nourrissons sont données également par la S.S.B.M. à Einville, à Croismare, à Baccarat, à Deneuvre.

L'Union des Femmes de France a organisé de son côté, avec le concours du médecin qui dirige des consultations de nourrissons au dispensaire et d'une infirmière d'Hygiène Sociale, des consultations à Saint-Clément-Laronxe, Chenevières et Marainviller.

Les deux Sociétés distribuent des layettes aux nourrissons présentés à leurs consultations. Par les conseils donnés aux mères, par la surveillance régulière du développement des enfants, elles ont contribué à l'abaissement de la mortalité infantile dans les communes où elles ont exercé cette activité bienfaisante.

Ces œuvres sont alimentées en partie par la vente d'insignes faite au cours de la Semaine Nationale de l'Enfance. Les layettes sont préparées dans les ateliers entretenus par les deux Sociétés.

Parmi les autres œuvres de paix des Sociétés de Croix Rouge lunévilloises, nous citerons encore la fête qui, chaque année, réunit malades et blessés de l'hôpital militaire autour d'un arbre de Noël, l'aide financière apportée par la S.B.M. au foyer Foch, la surveillance par l'U.F.F. des postes de secours de l'U. N.A.T., disposés sur les routes nationales autour de Lunéville.

L'*Armoire Lorraine* avait été constituée par M^{me} Jules FERRY en 1917, pour envoyer des vêtements et des douceurs aux soldats lorrains dans les tranchées. La paix venue, l'œuvre poursuivit une autre tâche. Les paysans revenus dans les villages détruits au cours des hostilités se trouvaient souvent dans le dénuement le plus complet et manquaient des objets de première nécessité. L'*Armoire Lorraine* vint à leur secours. Des comités se formèrent dans les centres voisins des zones dévastées. Celui de Lunéville prit naissance en mars 1919 et reçut aussitôt de ma mère une impulsion qui lui permit bientôt de remplir le rôle assigné à l'œuvre. Quand la mort, quelques mois plus tard, ravit l'animatrice de l'*Armoire Lorraine* à Lunéville, l'élan qu'elle lui avait donné fut poursuivi par le comité que présidait M^{me} LÉVEILLÉ, avec le concours de nombreux dévouements, ceux, en particulier, de M^{mes} DALAINZY et Henri JOB, de M^{lle} LEPAGE. Grâce à l'appui de l'administration des Régions Libérées et aux ressources illimitées des Stocks Américains, il put fournir aux habitants des villages voisins de Lunéville, à ceux de villages plus éloignés comme Laneuveville-aux-Bois, Gerbéviller, Moyen, des denrées alimentaires, des vêtements, du linge, des ustensiles de ménage, du chauffage, des instruments agricoles, des semences, etc... Les indigents recevaient ces divers articles gratuitement, les autres suivant des prix extrêmement modiques. L'*Armoire Lorraine* apporta ainsi une aide puissante au retour de la vie dans les ruines.

En même temps qu'elle donnait aux habitants revenus à leur terre les moyens d'attendre sans trop souffrir la reconstruction de leurs habitations et la remise en culture de leurs champs bouleversés, elle entourait leur désarroi par le puissant réconfort moral qu'apportaient les fréquentes visites des dames de l'Armoire Lorraine.

La multiplicité des sommes reçues pour les achats à prix réduit faits aux magasins de l'œuvre à Lunéville finit par former un capital suffisant à l'ouverture d'une consultation de nourrissons à Gerbéviller et à Moyen.

Quand le rôle de l'Armoire Lorraine dans la reconstitution des villages dévastés s'est terminé, quelques années après la fin de la guerre, elle a poursuivi son œuvre de préservation de l'enfance à Gerbéviller et à Moyen. Elle distribue à ses consultations de nourrissons des layettes ou du tissu destiné à la préparation des layettes par les mères elles-mêmes. Le reste de ses stocks et le surplus de ses revenus lui ont permis, d'autre part, de venir en aide aux diverses œuvres sociales de Lunéville.

Le groupe des *Assistantes du Devoir National* s'est formé à Lunéville pour instruire au cours de conférences et d'exercices pratiques des dames et des jeunes filles sur les mesures à prendre en cas d'attaque aérienne et les soins à donner aux gazés.

L'*Association Valentin-Haüy* est représentée à Lunéville par un sous-comité dont les membres récon-

fortent au cours de visites fréquentes une trentaine d'aveugles, habitants de Lunéville ou des environs de Lunéville. L'Association se propose d'améliorer le sort de ces aveugles en leur donnant les moyens de se relever dans l'ordre matériel, intellectuel, moral, social. Chaque fois qu'il est possible de le faire, elle s'efforce de mettre entre leurs mains un métier qui les fasse vivre.

L'Association Valentin-Haüy aide, en outre, les vieillards et les incapables à toucher les allocations auxquels ils ont droit. La loi de finances de 1930 a ajouté à la loi d'assistance du 14 juillet 1905, qui leur donnait un secours presque illusoire, un article 20 *bis* d'après lequel les infirmes et les aveugles indigents qui ont besoin de l'aide constante d'une tierce personne, ont droit à l'assistance obligatoire portée au taux d'une journée d'hospitalisation locale diminuée de leurs ressources et du fruit de leur travail s'ils peuvent en fournir.

Enfin, le sous-comité de Lunéville procure à ses protégés de la lecture, des vêtements et des secours divers.

A toutes ces œuvres qui dépensent leur activité dans des buts sociaux divers, il faut ajouter encore l'aide que les Associations d'Anciens Elèves des Collèges ou des Ecoles de la ville, ou les Associations d'Anciens Combattants apportent à leurs membres ou à certaines œuvres charitables de Lunéville. Ainsi, les Anciennes Elèves du Collège de Jeunes Filles préparent-elles, chaque année, un arbre de Noël pour les

enfants de l'hospice du Coton et leur distribuent des lainages, des friandises et des jouets. Elles cousent, d'autre part, des layettes données aux femmes indigentes admises à la Maternité de l'Hôpital.

Les mêmes âmes charitables se retrouvent souvent dans l'administration des diverses œuvres de bienfaisance publiques ou privées de Lunéville. Elles assurent ainsi une certaine coordination entre tant d'efforts généreux.

Avant la guerre, cette coordination avait été tentée par le *Bureau Central d'Assistance* de Lunéville, ouvert le 1^{er} janvier 1904, sous la présidence de M. MAJORELLE. Il se proposait de « prêter un concours efficace à l'assistance officielle, guider utilement les efforts de la bienfaisance privée vers les misères réelles et immérités et la prémunir contre les entreprises des professionnels de la charité qui tarissent les sources de la charité en l'exploitant au profit de ceux qui n'en sont pas dignes ».

Pour réaliser ce dessein, le Bureau Central d'Assistance se livrait à des enquêtes pour recueillir des renseignements sur la situation des malheureux et communiquait ces renseignements aux particuliers et aux œuvres de bienfaisance publiques ou privées, laïques ou confessionnelles, sans distinction. Il centralisait tous les documents et renseignements sur les établissements de charité et de bienfaisance publics ou privés et servait d'intermédiaire avec eux ou entre eux. Il se bornait d'ailleurs à prêter son concours, sans s'immiscer aucunement dans le fonctionnement des sociétés existantes.

Le Bureau Central d'Assistance fournissait, en outre, du travail ou des secours aux indigents de passage et facilitait leur rapatriement. Il établissait des jardins ouvriers, ouvrait une caisse de secours immédiat, préparait pour les vieillards indigents les demandes de pension, entreprenait la lutte contre la tuberculose en donnant des secours de loyer, en favorisant le séjour de malades au sanatorium de Lay-Saint-Christophe, en envoyant de jeunes enfants en colonies de vacances.

La guerre a interrompu cette œuvre qui, durant dix années, collabora avec la municipalité et avec les œuvres privées dans l'aide apportée aux nécessiteux.

L'ASSISTANCE AUX FAMILLES NOMBREUSES

Formation et développement de l'Association des Familles Nombreuses de l'arrondissement de Lunéville. — L'aide apportée aux familles nombreuses par les pouvoirs publics et par les œuvres privées.

Les soucis et les difficultés des familles nombreuses à l'époque contemporaine sont restés longtemps ignorés en France. Elles se sont unies en des associations qui ont élevé la voix pour elles et réclamé des droits qu'elles ont si vaillamment mérités.

L'Association des Familles Nombreuses de l'Arrondissement de Lunéville s'est constituée le 24 juillet 1921, sous la présidence de M. Léon MICHEL. Elle comptait alors vingt-neuf adhérents.

Ses buts sont définis par ses statuts :

Art. 2. — Le but principal de la Société est de provoquer l'adoption des mesures propres à favoriser les familles nombreuses pour les aider à vivre dans des conditions en rapport avec leurs charges. Elle vient en aide dans la mesure de ses propres moyens aux familles nombreuses associées.

L'association est dirigée par un conseil de douze membres, choisis parmi les membres actifs, hommes ou femmes, élus par l'assemblée générale qui est tenue

chaque année. Le conseil se réunit au moins une fois par mois. Un local est mis à sa disposition par la Ville au n° 4 de la rue Sainte-Anne.

Des conférences faites par les membres du conseil à travers l'arrondissement augmentent rapidement le nombre des adhérents. Le 17 août 1924, on compte 950 membres actifs et 137 membres honoraires. Leurs cotisations, unies à des subventions accordées par la Ville et par la Caisse d'Epargne et à un grand nombre de dons, permettent de venir en aide aux familles nombreuses nécessiteuses qui en sont jugées dignes. Des dons en nature alimentent un vestiaire organisé en 1924. D'autre part, le Conseil obtient de nombreux commerçants des réductions importantes sur les achats faits par les membres de l'Association.

Depuis mars 1924, le bulletin de l'Association des Familles Nombreuses de l'Arrondissement de Lunéville sert de trait d'union entre ces familles. Il les informe de leurs droits et de leurs devoirs et les renseigne sur les dispositions législatives nouvelles qui peuvent les concerner.

En septembre 1924, mon père, membre du Conseil depuis son origine, est élu président de l'Association. A cette œuvre sociale, comme à tant d'autres, il se donne avec tout son dévouement généreux. A chaque assemblée générale, sa voix s'élève pour glorifier la famille française, pour encourager les pères et les mères de familles nombreuses dans leur lourde et noble tâche, pour affirmer le droit qu'ils ont d'être des privilégiés dans la Cité puisqu'ils préparent l'avenir de la France.

Le nombre des adhérents s'accroît encore. En 1928, 1.000 membres actifs et 200 membres bienfaiteurs et honoraires, animés d'un bel esprit de solidarité sociale, se groupent autour de mon père et du Conseil qui reçoivent de leurs libéralités les moyens d'augmenter leur action bienfaisante et de rendre moins angoissant pour bien des pères et des mères de famille le souci du pain quotidien.

M. Edouard FENAL, en succédant à mon père en 1930, poursuit son œuvre. Le nombre des membres de l'Association continue à s'élever. Il atteint aujourd'hui le chiffre de 1.400.

Le 25 janvier 1934, la permanence de l'Association quitte les locaux vétustes qu'elle occupait rue Sainte-Anne et s'installe rue Girardet à la place de l'ancien dispensaire. L'un ou l'autre des membres du Conseil est, deux fois par semaine, à la disposition des membres actifs qui viennent demander aide ou assistance. Il les renseigne sur les moyens d'obtenir les allocations auxquelles ils peuvent avoir droit.

Une aide importante est apportée aujourd'hui aux familles nombreuses, à titre d'encouragement, par les pouvoirs publics et par les œuvres privées.

Les *primes à la natalité* sont versées par le département avec une participation de la commune. Elles se touchent à partir du troisième enfant, légitime ou reconnu, en deux fractions, moitié après le huitième jour et moitié après le sixième mois. A Lunéville :

Pour le 3^e enfant, les primes à la natalité s'élèvent à 300 fr. ;
Pour le 4^e enfant, les primes à la natalité s'élèvent à 350 fr. ;

Pour le 5^e enfant, les primes à la natalité s'élèvent à 400 fr. ;
Pour le 6^e enfant, les primes à la natalité s'élèvent à 450 fr. ;
Pour le 7^e enfant et au delà du 7^e enfant, elles s'élèvent à 500 francs.

L'*encouragement national* a été institué par la loi du 22 juillet 1923, modifiée par les lois du 13 juillet 1925, 29 avril 1926 et 16 avril 1930: toute famille de nationalité française et résidant en France, non assujettie à l'impôt sur le revenu, qui compte trois enfants vivants, légitimes ou légitimés de moins de 13 ans, reçoit de l'Etat une allocation annuelle pour chaque enfant de moins de 13 ans, à partir du troisième inclus.

La limite d'âge est portée à 16 ans, lorsque l'enfant est placé en apprentissage, avec contrat écrit, ou continue ses études, de même lorsqu'il est infirme ou incurable non hospitalisé aux frais de l'Etat. Les allocations s'élèvent aux chiffres suivants:

Si le père et la mère sont vivants:

84 francs pour le 3^e enfant;

300 francs pour le 4^e enfant;

480 francs pour le 5^e enfant et chacun des suivants.

Si le père reste seul:

300 francs pour le 3^e enfant;

480 francs pour le 4^e enfant et chacun des suivants.

Si la mère reste seule:

300 francs pour le 2^e enfant;

480 francs pour le 3^e enfant et chacun des suivants.

Si le père et la mère sont décédés:

300 francs pour le 1^{er} enfant;

480 francs pour le 2^e enfant et chacun des suivants.

L'encouragement national ne se cumule pas avec les indemnités pour charges de familles accordées par l'Etat, les départements, les services publics, les communes à leur personnel, ni avec les allocations d'assistance. Il se cumule avec le sursalaire familial.

Les *allocations familiales* ou *sursalaire familial* sont versées pour tout enfant légitime, reconnu ou adoptif et pour tout pupille de l'assistance publique, résidant en France, à la charge de l'ouvrier ou de l'employé et âgé de moins de 13 ans. En Meurthe-et-Moselle, ces allocations étaient récemment encore au taux ci-dessous :

1 enfant	25 francs par mois
2 enfants	60 francs par mois
3 enfants	110 francs par mois
4 enfants	190 francs par mois
5 enfants	270 francs par mois
6 enfants	350 francs par mois
7 enfants	430 francs par mois

Ce taux a été considérablement relevé depuis le 1^{er} janvier 1937 pour toutes les familles dont la mère reste au foyer pour se consacrer à l'éducation de ses enfants :

1 enfant	25 francs par mois
2 enfants	75 francs par mois
3 enfants	175 francs par mois
4 enfants	325 francs par mois
5 enfants	475 francs par mois
6 enfants	625 francs par mois
7 enfants	775 francs par mois

8 enfants	925 francs par mois
9 enfants	1.075 francs par mois
10 enfants	1.225 francs par mois

Les allocations familiales se cumulent avec les différentes prestations d'assistance. Contrairement aux assurances sociales, elles ne demandent aucun versement à l'employé ou à l'ouvrier. Elles sont à la charge des employeurs seuls. Pour répartir cette charge entre eux, les employeurs adhèrent à une caisse de compensation.

Le bénéfice des allocations familiales doit être prochainement étendu aux ouvriers agricoles.

La *Médaille de la Famille Française* est remise chaque année à la fête des mères, le dernier dimanche de mai, aux mères de familles nombreuses. Le Conseil Municipal de Lunéville décida en 1926 d'allouer à chaque titulaire une somme de 50 francs. A partir de 1930, cette somme a été portée aux chiffres suivants :

Médaille de Bronze :	5 enfants légitimes vivants :	100 fr.
Médaille d'Argent :	8 enfants légitimes vivants :	250 fr.
Médaille d'Or :	10 enfants légitimes vivants :	500 fr.

A ces avantages accordés aux Familles Nombreuses, il faut ajouter les réductions qui leur sont faites sur les tarifs de transport des chemins de fer et des auto-cars départementaux, les allocations aux militaires soutiens de famille, les indemnités accordées par l'Etat, le Département, la Commune à leurs fonc-

tionnaires, les exonérations d'impôts accordées aux familles nombreuses, bon nombre de mesures particulières prises par les industriels en plus de celles imposées par les lois, les réductions sur les loyers des habitations à bon marché, celles que font les commerçants de Lunéville aux membres de l'Association des Familles Nombreuses de l'Arrondissement, les layettes distribuées aux diverses consultations de nourrissons, etc...

A côté de ces mesures qui tendent à encourager les familles nombreuses, d'autres cherchent plus particulièrement à porter assistance à celles qui ont des salaires ou des ressources insuffisants pour assurer leur subsistance.

L'Assistance aux Familles Nombreuses est appliquée surtout aux fonctionnaires qui n'ont pas un traitement suffisant, aux filles-mères, aux étrangers (Italiens, Polonais, Belges, Luxembourgeois). Les allocations se touchent :

A partir du 4^e enfant de moins de 13 ans, si le père et la mère vivent ;

A partir du 3^e enfant de moins de 13 ans, si le père reste seul ;

A partir du 2^e enfant de moins de 13 ans, si la mère reste seule ;

A partir du 1^{er} enfant de moins de 13 ans, s'il s'agit d'orphelins.

Les allocations d'assistance sont fixées à Lunéville à 25 francs par mois et par enfant.

L'assistance aux Femmes en Couches est assurée à toute femme française (ou belge, luxembourgeoise, polonaise, italienne), qui n'a pas de ressources suffisantes et qui n'est pas personnellement assurée sociale. L'allocation journalière, qui, à Lunéville, s'élève à 5 francs par jour, est donnée quatre semaines avant et quatre semaines après l'accouchement.

La mère a droit, en outre, à une prime d'allaitement de 45 francs par mois, pendant les six premiers mois, et de 15 francs par mois, pendant les six mois suivants.

Les familles nombreuses sont encore favorisées par l'aide apportée aux mères avant ou après la naissance par les consultations pré-natales, la maternité de l'hôpital, les consultations de nourrissons, les crèches, les allocations des assurances sociales, etc...

Enfin, les familles nombreuses nécessiteuses sont soutenues par le Bureau de Bienfaisance et par les diverses sociétés de Charité de Lunéville.

La permanence de l'Association des Familles Nombreuses de l'Arrondissement de Lunéville donne aux membres de l'Association tous les renseignements utiles sur les diverses modalités de l'encouragement et de l'assistance aux familles nombreuses.

Cependant, malgré tant d'efforts, la natalité demeure à un taux très inférieur à celui d'avant-guerre. Il ne suffit pas de donner aux familles nombreuses les moyens de vivre à l'abri de privations cruelles.

Bien d'autres causes interviennent dans la persistance de cette dénatalité. Il faudrait, en particulier, développer dans l'éducation de la jeunesse cet amour de la famille qui périclîte dans la vague d'individualisme qui envahit la France d'aujourd'hui, apprendre à chacun la noblesse des sacrifices qu'impose aux parents la vie d'une famille nombreuse et la joie qui naît de ces sacrifices, lutter contre l'avortement qui trop souvent tue tant d'espairs de vie, alléger les charges accablantes qui pèsent sur l'héritage et qui ne laissent plus au père l'entière disposition des économies désirées pour protéger l'avenir des enfants, rendre à tous la confiance dans les destinées de la Patrie. Ce sont là des tâches que rendent urgents la stagnation de la population française et l'accroissement numérique des pays voisins.

L'Association des Familles Nombreuses de Lunéville participe, depuis sa fondation à cette action en faveur de la natalité française. Elle offre l'exemple de ses nombreuses familles, toutes couronnées d'enfants, espoir de la France de demain.

SIXIÈME PARTIE

Le mouvement de la population à la période contemporaine Etude démographique

L'évolution de la population totale. — La nuptialité. — La natalité. — La fécondité. — La morti-natalité. — La mortalité infantile. — Les causes de la mortalité infantile. — La mortalité générale. — La répartition des décès suivant les groupes d'âges et suivant les mois. — Les causes des décès : maladies contagieuses - cancer - sénilité - causes violentes ou accidentelles - suicides - causes inconnues - tuberculose - affections pulmonaires aiguës - maladies organiques du cœur - hémorragies ou ramollissements du cerveau - néphrites - cirrhoses du foie. — L'indice de vitalité.

Les bienfaits que la protection de la vie à Lunéville a retirés de l'amélioration de l'équipement sanitaire et social apparaissent manifestement dans une étude démographique de la population. Il est nécessaire de rechercher quelle évolution ont suivi les chiffres du peuplement, de la nuptialité, de la natalité, de la mortinatalité, de la mortalité infantile et de la mortalité générale et d'examiner s'ils ont subi les effets du développement de l'hygiène et de l'activité de tant d'institutions passées en revue au cours des précédents chapitres.

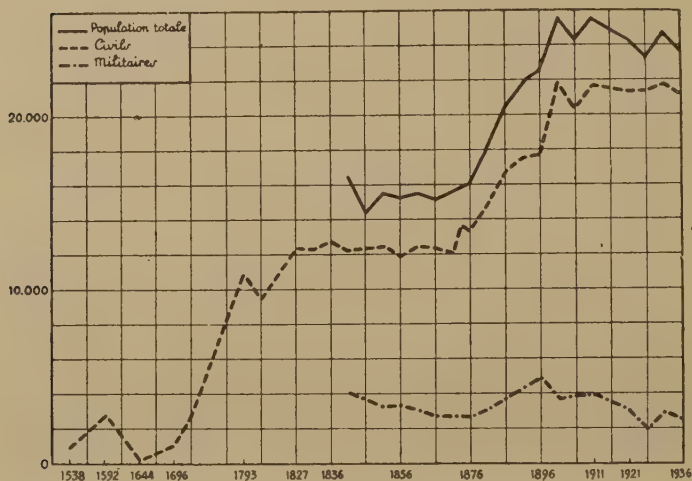
Nous étudierons tout particulièrement la période contemporaine, en commençant en 1908, date à laquelle le Bureau d'Hygiène de Lunéville a publié ses premières statistiques sanitaires. Nous les comparerons à celles de l'arrondissement, du département et de la France.

POPULATION TOTALE

Les périodes heureuses que Lunéville a traversées, les vicissitudes qu'elle a subies ont naturellement réagi sur la densité du peuplement. Elles ont imprimé leur sceau sur les recensements effectués depuis quatre cents années. Le graphique où ils sont reportés montre, mieux encore que le tableau ci-dessous, le développement de la ville dans la période de paix du xvi^e siècle, les ruines du xvii^e siècle, le premier essor, dû à l'installation de la cour lorraine à Lunéville et à l'administration énergique de Léopold, qui porte au-dessus de 10.000 le nombre des habitants, la légère chute produite par les guerres de la Révolution et de l'Empire, compensée par le rétablissement qui résulte de la Restauration et qui porte le chiffre de la population au-dessus de 12.000 habitants, la période étale qui s'étend de 1830 à 1870, la nouvelle progression provoquée après la guerre de 1870-1871 par l'installation d'industries alsaciennes qui double le chiffre de la population de 1870 à 1911, la nouvelle période étale qui succède à la guerre de 1914-1918, et qui se poursuit jusqu'à nos jours.

Année	Civils	Militaires	Total
—	—	—	—
1538	825	—	—
1592	2.800	—	—
1644	150	—	—
1696	1.000	—	—
1708	2.699	—	—
1793	10.961	—	—
1801	9.427	—	—
1827	12.370	—	—
1830	12.341	—	—
1836	12.798	—	—
1841	12.285	4.133	16.418
1846	—	—	14.394
1851	12.476	3.231	15.507
1856	11.964	3.337	15.301
1861	12.419	3.109	15.528
1866	12.393	2.791	15.184
1872	12.047	—	—
1874	13.601	—	—
1876	13.346	2.695	16.041
1881	14.955	3.181	18.136
1886	16.721	3.779	20.500
1891	17.455	4.376	21.831
1896	17.715	4.884	22.599
1901	21.917	3.663	25.581
1906	20.398	3.868	24.266
1911	21.724	3.863	25.587
1921	21.330	3.036	24.366
1926	21.349	1.914	23.263
1931	21.715	2.953	24.668
1936	21.183	2.482	23.665

ÉVOLUTION NUMÉRIQUE DE LA POPULATION DE LUNÉVILLE
DE 1538 A 1936



La répartition de la population civile suivant l'âge était la suivante au recensement de 1931 :

De 0 à 1 an	576 habitants
De 1 à 19 ans	6.945 habitants
De 20 à 39 ans	7.202 habitants
De 40 à 59 ans	4.912 habitants
60 ans et plus	2.080 habitants

Si l'on compare la proportion de chaque groupe d'âge pour 10.000 habitants en 1911 et 1931, on constate que le groupe de 20 à 39 ans est moins élevé et que les autres groupes sont plus nombreux qu'en

1911, à l'exception du groupe de 0 à 1 an qui n'a pas changé. Cette modification dans les proportions respectives est due sans doute au grand nombre de jeunes hommes qui sont tombés sur les champs de bataille de la Grande Guerre.

RÉPARTITION PAR GROUPE D'ÂGE
ET POUR 10.000 HABITANTS DE LA POPULATION DE LUNÉVILLE

Groupe d'âge	1911	1931
—	—	—
De 0 à 1 an	264	265
De 1 à 19 ans	2.899	3.198
De 20 à 39 ans	4.034	3.317
De 40 à 59 ans	1.928	2.262
60 ans et plus	876	958

NUPTIALITÉ

Après la recrudescence des mariages qui succéda à la guerre de 1914-1918, la nuptialité s'est abaissée progressivement. La chute s'est accélérée au cours des années 1930-1935. Une amélioration s'est produite brusquement en 1936, où le taux est revenu égal à celui de la période 1908-1913.

Le nombre des divorces n'a pas subi de variations importantes depuis 1908.

Année	MARIAGES		DIVORCES	
	Nombre annuel	Taux pour 10.000 habitants	Nombre annuel	Taux pour 10.000 habitants
1908	187	77	10	4
1909	211	86	11	4
1910	222	91	18	7
1911	211	82	10	3
1912	229	89	10	5
1913	216	84	16	6
1914	130	—	13	—
1915	63	—	0	—
1916	89	—	2	—
1917	128	—	6	—
1918	108	—	3	—
1919	265	—	15	—
1920	360	147	34	13
1921	290	119	45	18
1922	223	91	13	5
1923	239	98	23	9
1924	192	78	21	8
1925	206	84	20	8
1926	190	81	2	1
1927	204	87	7	3
1928	187	80	10	4
1929	169	72	13	5
1930	187	80	17	7
1931	180	72	18	7
1932	167	67	11	4
1933	162	65	15	6
1934	152	61	15	6
1935	165	66	13	5
1936	206	87	15	6

Au cours de la période 1920-1936, la nuptialité à Lunéville a été sensiblement égale à celle de l'arrondissement, mais inférieure de quelques unités à celle du département et à celle de la France.

Le tableau et la courbe qui indiquent le taux de la nuptialité pour 10.000 habitants dans ces divers groupements humains montre ces légères différences :

Année	Lunéville	Arrondissement	Département	France
1920	147	157	154	159
1921	119	121	120	116
1922	91	94	99	97
1923	98	86	98	89
1924	78	88	96	88
1925	84	84	95	87
1926	81	78	86	84
1927	87	78	84	82
1928	80	79	86	82
1929	72	73	85	81
1930	80	75	89	82
1931	72	73	81	78
1932	67	70	76	75
1933	65	66	73	75
1934	61	65	70	71
1935	66	65	70	68
1936	87	59	71	—

NUPTIALITÉ : TAUX POUR 10.000 HABITANTS



Au cours de la même période 1920-1936, le taux des divorces à Lunéville a été supérieur au taux des divorces de l'arrondissement et du département.

Année	Lunéville	Arrondissement	Départ ^t
1920	13	9	12
1921	18	8	11
1922	5	5	7
1923	9	6	6
1924	8	5	6
1925	8	5	5
1926	1	2	4
1927	3	2	4
1928	4	2	4
1929	5	3	4
1930	7	3	5
1931	7	3	4
1932	4	3	5
1933	6	3	4
1934	6	3	4
1935	5	3	4
1936	6	3	4

NATALITÉ

Depuis quinze années, les naissances sont devenues beaucoup moins nombreuses. Leur taux pour 10.000 habitants s'élevait avant la guerre au-dessus de 210. Depuis 1922, il oscille entre 180 et 190, avec une élévation passagère en 1925 à 207 et une nouvelle élévation à 199 en 1936.

La natalité a également suivi une courbe décroissante dans l'arrondissement, dans le département et dans la France entière. Dans l'arrondissement, il est resté supérieur au taux de la natalité à Lunéville jusqu'en 1930, pour subir ensuite une chute rapide jusqu'à 153 en 1935. La natalité du département tout entier est demeuré de 1920 à 1930 à un taux très supérieur à celle de Lunéville, puis une chute rapide l'a ensuite abaissée jusqu'à un taux légèrement inférieur en 1935. Enfin le taux de la natalité à Lunéville est resté constamment supérieur depuis 1923 au taux général de la France.

TABLEAU.

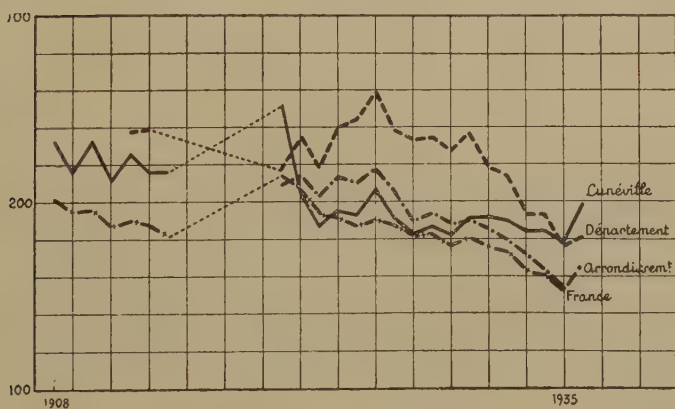
TABEAU DE LA NATALITÉ A LUNÉVILLE DE 1908 A 1936

Année	NOMBRE ANNUEL		Total	TAUX de la natalité pour 10.000 habitants	TAUX DES naissances illégitimes par rapport au total des naissances
	Naissances légitimes	Naissances illégitimes			
1908	483	81	564	232	14,3
1909	457	68	525	216	12,9
1910	492	75	567	233	13,2
1911	477	64	541	211	11,8
1912	500	77	577	225	13,3
1913	460	94	554	216	16,9
1914	467	87	554	216	15,7
1915	209	50	259	—	19,3
1916	216	51	267	—	19,1
1917	187	52	239	—	21,7
1918	187	52	239	—	21,7
1919	246	41	287	—	14,2
1920	522	90	612	251	14,7
1921	445	56	501	205	11,1
1922	408	50	458	187	10,9
1923	417	59	476	195	12,3
1924	409	62	471	193	13,1
1925	452	53	505	207	10,4
1926	410	36	446	191	8
1927	388	39	427	183	9,1
1928	395	39	434	186	8,9
1929	379	45	424	182	10,6
1930	395	53	448	191	11,8
1931	431	45	476	192	9,4
1932	425	44	469	190	9,3
1933	401	54	455	184	11,8
1934	411	45	456	184	9,8
1935	378	43	421	178	10,2
1936	432	40	472	199	8,4

TAUX COMPARÉS DE LA NATALITÉ POUR 10.000 HABITANTS
A LUNÉVILLE, DANS L'ARRONDISSEMENT, DANS LE DÉPARTEMENT
ET EN FRANCE

Année	Lunéville	Arrondissem ^t	Départem ^t	France
1920	251	209	217	214
1921	205	214	235	207
1922	187	203	218	193
1923	195	213	240	191
1924	193	210	244	187
1925	207	218	259	190
1926	191	206	238	188
1927	183	190	233	182
1928	186	194	234	183
1929	182	188	227	177
1930	191	190	237	180
1931	192	185	218	175
1932	190	180	214	173
1933	184	171	193	162
1934	184	163	193	161
1935	178	153	176	152
1936	199	167	181	—

NATALITÉ: TAUX POUR 10.000 HABITANTS



FÉCONDITÉ

Il nous a été impossible d'établir des chiffres exacts qui traduisissent la fécondité de la population de Lunéville. Nous connaissons le nombre annuel des naissances d'enfants vivants. Mais il n'existe pas de statistiques du nombre de femmes âgées de 14 à 44 ans qui vivent à Lunéville. Le calcul de ce chiffre nous aurait obligés à dépouiller ligne par ligne les derniers recensements, travail considérable qui nous aurait demandé plusieurs semaines.

Nous avons tenté de donner une idée de la fécondité à Lunéville en calculant le nombre moyen des naissances survenues dans chaque ménage de Lunéville durant une période de 10 années. Nous avons obtenu pour la période 1926-1936 le chiffre 0,6.

La comparaison de ce nombre moyen de naissances par ménage à la période contemporaine avec celui d'il y a cinquante ans et cent ans montre avec évidence la diminution considérable de la fécondité de la population lunévilloise actuelle.

Pour la période 1836-1846, le chiffre obtenu est de 1,3. Pour la période 1881-1891, il est égal à 0,9.

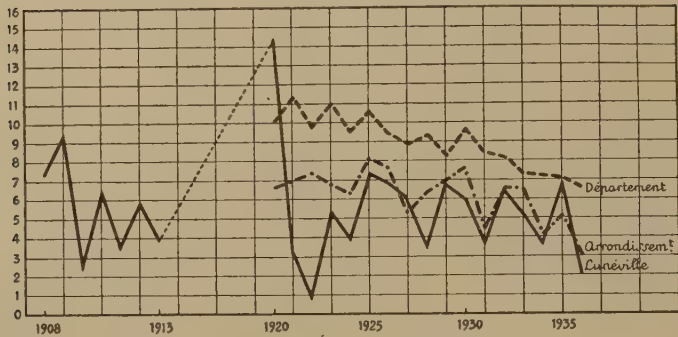
MORTINATALITÉ

Le nombre des morts-nés à Lunéville varie selon les années. Le taux de la mortinatalité a subi une légère augmentation depuis 1920, mais reste inférieur à celui de l'arrondissement et surtout à celui du département. Comme le montre le graphique qui figure la proportion des morts-nés dans le total général des

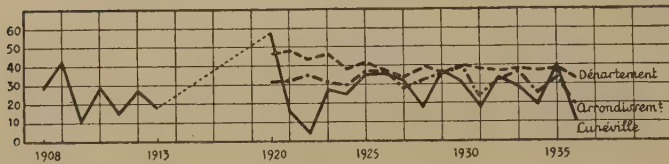
naissances, le taux moins élevé de la mortinatalité à Lunéville n'est pas dû seulement à la natalité moins élevée.

Année	Nombre annuel des morts-nés à Lunéville	Taux pour 10.000 habitants		
		Lunéville	Arrondissement	Département
1908	16	6	—	—
1909	23	9	—	—
1910	6	2	—	—
1911	16	6	—	—
1912	9	3	—	—
1913	15	5	—	—
1914	10	4	—	—
1915	8	—	—	—
1916	9	—	—	—
1917	10	—	—	—
1918	31	—	—	—
1919	13	—	—	—
1920	35	14	6	10
1921	8	3	7	11
1922	2	1	7	10
1923	13	5	7	11
1924	12	5	6	9
1925	18	7	8	10
1926	16	7	7	9
1927	14	6	5	9
1928	8	3	6	9
1929	16	7	7	8
1930	14	6	7	9
1931	9	3	4	8
1932	16	6	6	8
1933	13	5	6	7
1934	9	3	4	7
1935	17	7	5	7
1936	5	2	3	6

MORTINATALITÉ : TAUX POUR 10.000 HABITANTS



MORTINATALITÉ : TAUX POUR 1.000 NAISSANCES



MORTALITÉ INFANTILE

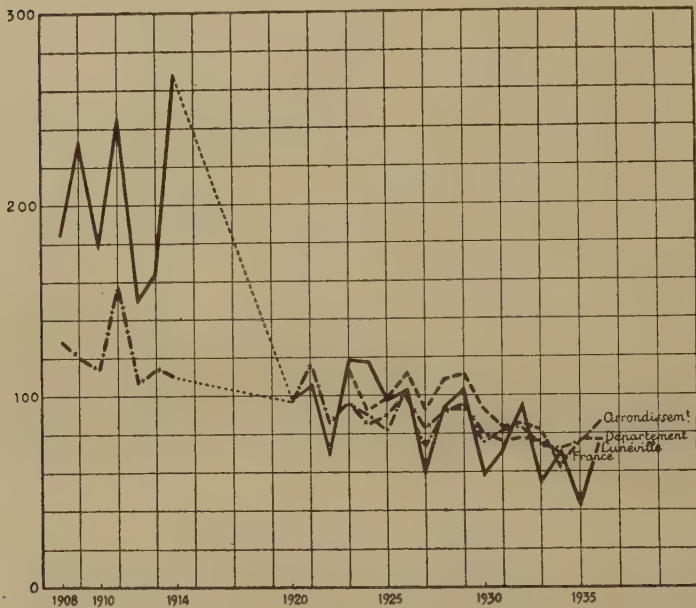
La mortalité infantile s'est abaissée considérablement depuis la guerre. Alors qu'au début de ce siècle, elle oscillait à Lunéville, autour de 200, elle est tombée rapidement au-dessous de 100 pour atteindre même le chiffre de 42 décès de moins d'un an pour 1.000 naissances en 1935. Les broncho-pneumonies fréquentes du printemps 1936 l'ont élevée de nouveau à 74, mais on peut espérer que cette hausse sera passagère et que l'amélioration se poursuivra encore.

Le taux de la mortalité infantile à Lunéville, qui, avant la guerre, était de beaucoup supérieur à celui de

la France, est, depuis 1920, inférieur de quelques points à ceux de l'arrondissement, du département et de la France.

Année	Décès de	Taux de la mortalité infantile pour 1.000 naissances				
		Moins d'un an	Lunéville	Arrondiss ^t	Département	France
—	—	—	—	—	—	—
1908	104	184	—	—	—	129
1909	123	234	—	—	—	120
1910	101	178	—	—	—	114
1911	129	245	—	—	—	159
1912	86	150	—	—	—	106
1913	91	164	—	—	—	114
1914	149	268	—	—	—	110
1915	56	—	—	—	—	—
1916	21	—	—	—	—	—
1917	40	—	—	—	—	—
1918	43	—	—	—	—	—
1919	39	—	—	—	—	—
1920	60	98	—	—	—	97
1921	53	105	—	—	—	116
1922	32	69	—	—	—	85
1923	57	119	—	—	114	96
1924	56	118	90	—	92	85
1925	49	97	81	—	98	89
1926	46	103	101	—	111	97
1927	25	58	72	—	92	83
1928	41	94	93	—	108	91
1929	44	103	92	—	111	95
1930	26	58	77	—	93	79
1931	34	71	82	—	83	76
1932	45	95	83	—	85	77
1933	25	54	73	—	81	75
1934	32	70	72	—	62	69
1935	18	42	76	—	76	—
1936	35	74	86	—	76	—

TAUX DE LA MORTALITÉ INFANTILE POUR 1.000 NAISSANCES

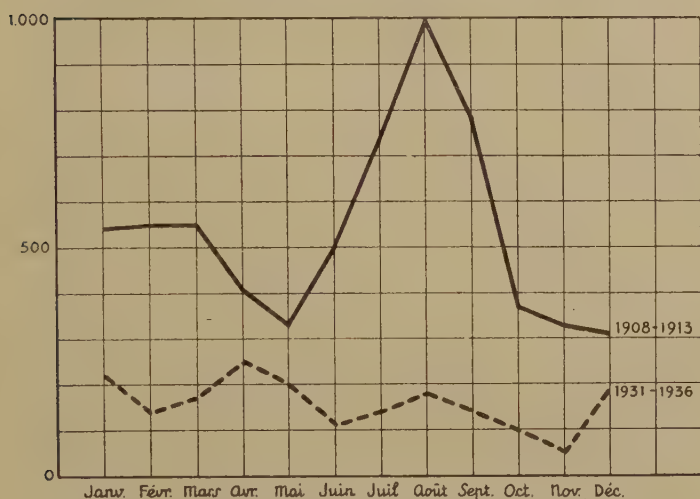


Le taux de la mortalité infantile à Lunéville subit des variations mensuelles marquées. Il diffère également suivant les mois, et c'est dans la période qui s'étend de décembre à mai qu'il a été le plus élevé au cours de ces dernières années, avec un maximum en avril.

La courbe mensuelle a été transformée complètement depuis la guerre. Avant la guerre, elle passait par un second maximum au cours de la période estivale, durant laquelle les gastro-entérites étaient très fréquentes. Les privations et la difficulté de trouver

du lait pendant l'occupation de Lunéville par les Allemands en août-septembre 1914 ont provoqué une mortalité infantile particulièrement effroyable qui éleva à 268 le total de l'année 1914. L'amélioration des conditions d'hygiène et de l'alimentation en eau potable, les conseils donnés aux mères et la surveillance exercée sur les enfants aux consultations de nourrissons ont réussi à protéger très efficacement la vie des enfants en bas-âge à Lunéville.

LA MORTALITÉ INFANTILE AU COURS DES DIFFÉRENTS MOIS
DE L'ANNÉE AVANT LA GUERRE ET AUJOURD'HUI (1)



Les causes de la mortalité infantile au cours des années précédentes sont données par les tableaux ci-dessous :

(1) Calculée en additionnant pour chaque mois les décès d'enfants au-dessous d'un an, survenus au cours de chaque période.

PÉRIODE 1908-1914:
CAUSES DES DÉCÈS DES ENFANTS AGÉS DE MOINS D'UN AN

Année	Affections pulmonaires	Gastro- entérites	Maladies contagieuses	Méningites simples	Débilité congénitale	Autres maladies
1908	7	48	0	1	16	26
1909	14	52	9	6	16	25
1910	18	52	1	4	11	16
1911	8	84	0	2	18	17
1912	21	23	7	3	16	16
1913	10	52	8	2	21	15
1914	12	105	0	6	10	16

PÉRIODE 1922-1936:
CAUSES DES DÉCÈS DES NOURRISSONS AGÉS DE MOINS D'UN MOIS

Année	Affections pulmonaires	Gastro- entérites	Maladies contagieuses	Méningites simples	Débilité congénitale	Autres maladies
1922	2	1	0	0	3	0
1923	1	1	3	1	6	1
1924	1	2	2	2	7	0
1925	0	1	0	3	2	0
1926	0	1	1	0	5	2
1927	0	0	0	2	4	3
1928	2	1	1	0	8	3
1929	0	0	0	1	10	0
1930	1	0	1	0	2	2
1931	3	0	2	1	4	1
1932	1	0	0	0	0	2
1933	1	0	2	0	1	1
1934	2	2	2	0	1	3
1935	1	0	1	0	1	1
1936	0	0	3	0	1	6

PÉRIODE 1922-1936
CAUSES DES DÉCÈS DES ENFANTS AGÉS DE 1 A 12 MOIS

Année	Broncho- pneumonies	Tuberculose pulmonaire	Méningite tuberculeuse	Gastro- entérite	Athrepsie	Maladies contagieuses	Méningites simples	Convulsions	Débilité congénitale	Divers
1922	6	1	0	6	2	1	7	2	0	1
1923	14	0	0	12	6	1	2	4	1	4
1924	11	0	1	14	7	0	2	7	1	0
1925	18	0	0	14	4	2	0	3	1	3
1926	9	0	2	9	4	1	3	6	1	2
1927	2	0	0	4	4	1	0	6	0	0
1928	5	0	1	5	4	1	1	6	0	2
1929	11	0	0	2	7	1	2	3	0	6
1930	8	0	0	5	1	1	2	4	0	1
1931	5	0	0	4	2	2	1	8	0	1
1932	14	0	0	9	1	1	3	5	1	3
1933	5	0	0	4	0	2	3	6	0	0
1934	7	0	0	4	2	3	1	5	0	0
1935	4	0	0	3	1	0	0	3	0	2
1936	15	0	0	1	1	3	0	1	0	4

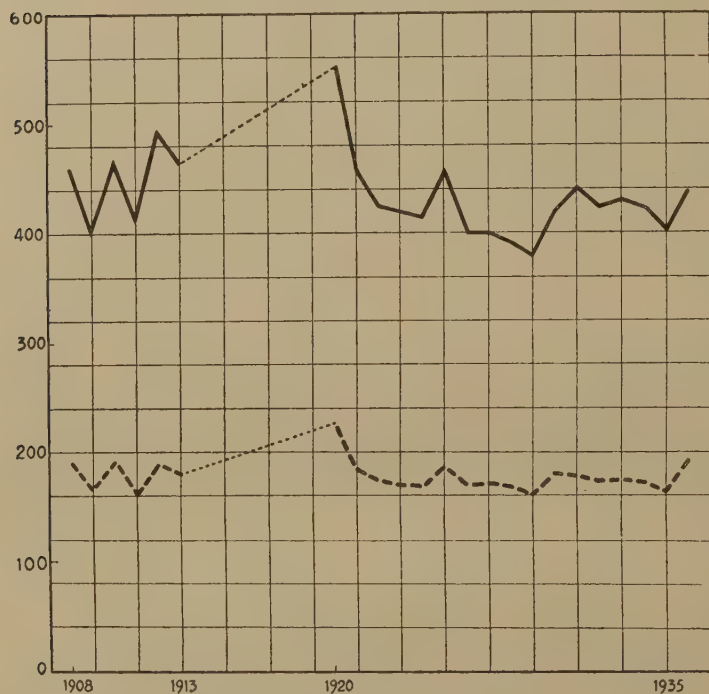
PÉRIODE 1922-1936
CAUSES DES DÉCÈS DES ENFANTS AGÉS DE 12 A 24 MOIS

Année	Broncho- pneumonies	Tuberculose pulmonaire	Méningite tuberculeuse	Gastro- entérite	Athrepsie	Maladies contagieuses	Méningites simples	Convulsions	Débilité congénitale	Divers
1922	5	0	2	0	0	1	0	1	1	0
1923	4	0	0	3	0	2	0	0	0	0
1924	5	0	1	0	0	0	1	1	0	0
1925	18	0	0	0	1	2	0	1	0	0
1926	5	1	1	1	0	0	0	0	0	2
1927	2	0	0	0	0	0	0	3	0	1
1928	4	0	0	1	0	0	0	0	0	2
1929	2	1	0	1	0	0	0	0	0	1
1930	2	0	0	2	0	1	2	1	0	0
1931	2	0	0	0	0	3	0	2	0	0
1932	4	0	0	0	1	1	0	3	0	2
1933	7	0	0	3	0	1	1	2	0	2
1934	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0
1935	1	0	0	0	0	0	3	0	0	1
1936	9	0	0	2	0	1	1	1	0	1

L'abaissement de la mortalité infantile a compensé dans une certaine mesure celui de la natalité. Si l'on retranche du nombre annuel des naissances celui des enfants décédés au cours de la première année, les chiffres obtenus pour les dernières années écoulées ne sont inférieurs que de quelques unités à ceux de la période d'avant-guerre.

Année	Nombre d'enfants vivant un an après la naissance	Taux pour 10.000 habitants
1908	460	189
1909	402	165
1910	466	192
1911	412	161
1912	491	191
1913	463	180
1920	552	226
1921	448	183
1922	426	174
1923	419	171
1924	415	170
1925	456	187
1926	400	171
1927	402	172
1928	393	168
1929	380	163
1930	422	181
1931	442	179
1932	424	173
1933	430	175
1934	424	173
1935	403	164
1936	437	184

NOMBRE D'ENFANTS VIVANT UN AN APRÈS LA NAISSANCE
TAUX POUR 10.000 HABITANTS



MORTALITÉ GÉNÉRALE

Le nombre annuel des décès à Lunéville a suivi une courbe décroissante depuis la guerre. Cette amélioration est due surtout à la diminution de la mortalité infantile, plus de trois fois moins élevée au cours de la période 1931-1936 que de 1908 à 1913. La mortalité des enfants plus âgés et des jeunes enfants a diminué de moitié pendant le même intervalle de temps, tandis que la mortalité des habitants âgés de 40 à 59 ans s'est légèrement abaissée et que celle des habitants âgés de plus de 60 ans s'est élevée.

RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR GROUPE D'ÂGE ET PAR ANNÉE
CHIFFRES ABSOLUS

Année	Mortalité générale	0-1	1-19	20-39	40-59	au delà de 60
1908	502	123	68	91	76	185
1909	543	104	60	72	99	167
1910	465	101	62	73	82	147
1911	561	129	80	96	87	169
1912	489	86	72	83	100	148
1913	495	97	69	91	91	147
1914	954	149	72	413	96	224
1915	852	56	74	395	125	202
1916	514	21	38	207	98	150
1917	473	40	39	114	88	192
1918	653	43	81	269	104	156
1919	427	39	39	80	71	198
1920	421	60	37	69	93	162
1921	376	53	26	67	83	147
1922	407	32	41	55	105	174
1923	367	57	31	54	86	139
1924	423	56	36	52	108	171
1925	399	49	55	41	80	174
1926	378	46	36	39	90	169
1927	361	25	37	49	86	164
1928	373	41	39	42	75	176
1929	399	44	28	57	87	183
1930	347	26	35	39	89	158
1931	396	34	31	50	100	181
1932	383	45	29	32	82	195
1933	360	25	41	34	81	179
1934	279	32	12	32	61	142
1935	316	18	18	38	74	168
1936	411	35	36	46	93	201

RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR GROUPE D'ÂGE ET PAR ANNÉE
IMPORTANCE DE CHAQUE GROUPE POUR CENT

Année	0-1	1-19	20-39	40-59	au delà de 60
1908	21	12	14	20	33
1909	23	12	17	14	34
1910	22	13	16	18	31
1911	23	14	17	16	30
1912	18	15	17	20	30
1913	20	14	18	18	30
1920	14	9	16	22	39
1921	14	7	18	22	39
1922	8	10	13	26	43
1923	16	8	15	23	38
1924	13	9	12	26	40
1925	12	14	10	20	44
1926	12	9	10	24	45
1927	7	10	14	24	45
1928	11	11	11	20	47
1929	11	7	14	22	46
1930	7	10	11	26	46
1931	8	8	13	25	46
1932	12	8	8	22	50
1933	7	11	9	23	50
1934	11	4	12	22	51
1935	6	6	12	23	53
1936	8	9	11	23	49

Le taux de la mortalité générale a diminué progressivement de 1908 à 1935. Il s'est relevé brusquement en 1936. Au cours de cette dernière année, et en particulier au printemps, une épidémie de grippe

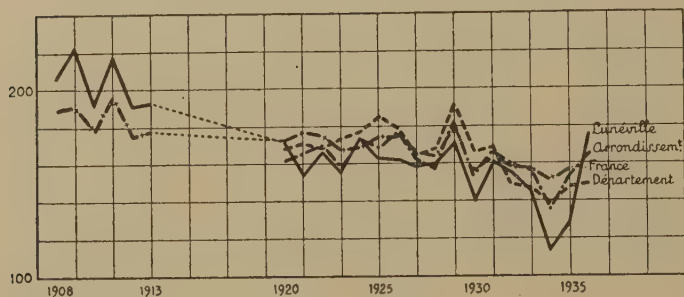
accompagnée de complications pulmonaires a provoqué un nombre élevé de décès.

Depuis 1920, le taux de la mortalité générale à Lunéville est moins élevé que celui de l'arrondissement, du département et de la France.

TAUX DE LA MORTALITÉ GÉNÉRALE POUR 10.000 HABITANTS

Année	Lunéville	Arrondiss ^t	Département	France
—	—	—	—	—
1908	206	—	—	189
1909	223	—	—	191
1910	191	—	—	178
1911	219	—	—	196
1912	191	—	—	187
1913	193	—	—	190
1920	172	161	168	172
1921	154	166	171	177
1922	166	170	168	175
1923	156	158	173	167
1924	174	173	177	169
1925	163	169	185	174
1926	162	177	179	174
1927	159	162	164	165
1928	160	157	168	164
1929	162	182	192	179
1930	140	153	166	156
1931	160	166	169	162
1932	155	159	149	158
1933	145	156	147	158
1934	113	135	138	151
1935	128	153	147	157
1936	175	165	149	—

MORTALITÉ GÉNÉRALE - TAUX POUR 10.000 HABITANTS



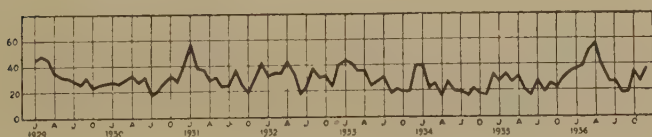
L'existence à Lunéville d'un hôpital mixte où sont traités d'une part des militaires de la garnison, et, d'autre part, des civils dont une partie vient de l'arrondissement altère le taux réel de la mortalité. La statistique sanitaire de Lunéville fait une mention spéciale des décès étrangers à la commune de 1908 à 1926. Elle montre que, de 1908 à 1913, 3 % des décès concernent des militaires et 6 % des civils non domiciliés à Lunéville. Les proportions correspondantes pour la période 1920-1926 sont 2 % et 9 %.

Le nombre des décès varie suivant les mois de l'année. Il passe par un maximum au moment de l'hiver (mois de décembre et de janvier) et par un minimum pendant la période estivale (de juillet à octobre). Un second maximum se manifeste parfois au mois d'avril. Il a été particulièrement marqué au cours du mois d'avril 1936. L'élévation estivale de la mortalité qui correspondait, avant la guerre, à la fièvre typhoïde et à la gastro-entérite a disparu aujourd'hui.

NOMBRE DES DÉCÈS MENSUELS A LUNÉVILLE

Année	J.	F.	M.	A.	M.	J.	J.	A.	S.	O.	N.	D.
1908..	74	51	47	40	36	35	32	35	43	35	35	39
1909..	55	59	71	40	43	34	50	52	44	29	34	32
1910..	47	43	34	40	44	29	37	41	42	34	31	43
1911..	70	65	53	48	28	40	44	77	39	34	34	29
1912..	42	42	39	53	44	34	55	45	29	29	33	44
1913..	52	42	50	40	46	29	36	49	35	36	38	42
1920..	41	57	47	32	30	25	38	36	27	28	31	29
1921..	34	32	39	39	34	24	23	21	22	33	36	39
1922..	55	37	45	35	29	44	16	37	20	23	33	33
1923..	39	32	38	34	30	25	25	30	25	28	32	29
1924..	47	48	36	30	38	27	34	33	26	32	37	36
1925..	35	25	58	27	46	27	23	30	28	23	35	42
1926..	28	27	46	44	37	30	32	33	29	23	22	37
1927..	48	35	26	27	27	28	21	32	31	25	32	29
1928..	58	26	38	27	27	25	34	35	16	35	22	30
1929..	45	48	46	35	32	31	29	26	31	23	26	27
1930..	28	27	30	33	28	32	18	21	27	33	28	42
1931..	58	38	37	29	31	24	26	37	25	19	30	42
1932..	32	34	34	43	34	18	23	38	31	32	23	41
1933..	44	42	36	36	24	27	31	19	21	20	20	40
1934..	40	23	26	16	27	20	20	17	22	18	17	33
1935..	28	33	26	31	21	17	28	19	26	22	30	35
1936..	37	39	51	57	38	27	27	18	18	35	27	37

NOMBRE DES DÉCÈS MENSUELS A LUNÉVILLE, DE 1929 A 1936



Parmi les maladies qui provoquent chaque année un nombre important de décès à Lunéville, nous citons les maladies contagieuses, la tuberculose, le cancer et les tumeurs malignes, les affections pulmonaires aiguës, les maladies organiques du cœur, les hémorragies et les ramollissements du cerveau, les néphrites aiguës ou chroniques, les cirrhoses du foie, la sénilité, les morts violentes ou accidentelles et les suicides.

La disparition des épidémies de fièvre typhoïde à Lunéville depuis que la ville est alimentée en eau potable a été suivie de la disparition à peu près absolue des décès dus à cette infection. Les décès imputables à la scarlatine sont très rares. La rougeole, la diphtérie et la coqueluche sont la cause de quelques décès chaque année.

La mortalité due à la tuberculose pulmonaire a suivi une régression notable dans la période 1920-1936. Les décès provoqués par les autres formes de tuberculose sont beaucoup plus rares. Leur nombre, variable avec les années, n'a pas diminué depuis 1908.

Les décès causés par le cancer sont, au contraire, plus nombreux qu'avant 1914. Ils ont été particulièrement fréquents en 1933 où ils ont atteint le chiffre total de 39.

Les affections pulmonaires aiguës sont les maladies qui causent le plus de décès à Lunéville. Elles sont toutefois moins nombreuses aujourd'hui qu'autrefois. Leur fréquence, variable avec les années, a été plus marquée depuis la guerre, en 1920 - 1922, en 1925, en 1929, en 1932 et en 1936.

Les décès consécutifs aux hémorragies et aux ramollissements du cerveau sont plus nombreux à l'époque actuelle qu'avant la guerre, de même que ceux provoqués par les néphrites aiguës et chroniques. La mortalité par cirrhose du foie est sans changement. Les décès dûs aux maladies organiques du cœur sont un peu moins nombreux. La sénilité figure moins souvent parmi les causes de décès. Les morts violentes ou accidentelles surviennent avec la même fréquence. Les suicides sont plus rares.

Les chiffres qui concernent ces diverses causes de décès sont donnés par les tableaux et les courbes ci-dessous :

TABLEAU.

MORTALITÉ PAR MALADIES CONTAGIEUSES
A DÉCLARATION OBLIGATOIRE

Année	Fièvre typhoïde	Scarlatine	Rougeole	Diphtérie
1908	7	2	3	1
1909	19	5	1	8
1910	9	0	0	8
1911	20	0	2	4
1912	7	6	3	6
1913	8	2	2	3
1914	83	3	3	3
1915	30	4	0	7
1916	4	1	0	4
1917	2	0	1	1
1918	2	0	2	5
1919	1	2	0	8
1920	1	0	1	2
1921	2	0	1	2
1922	0	1	0	2
1923	1	3	2	0
1924	1	0	0	1
1925	1	0	0	5
1926	0	2	1	4
1927	0	0	0	1
1928	0	1	2	0
1929	1	0	0	4
1930	0	0	0	2
1931	0	0	2	2
1932	0	0	1	2
1933	0	0	0	6
1934	0	0	2	2
1935	0	0	0	1
1936	1	0	7	2

MORTALITÉ PAR MALADIES CONTAGIEUSES
A DÉCLARATION FACULTATIVE

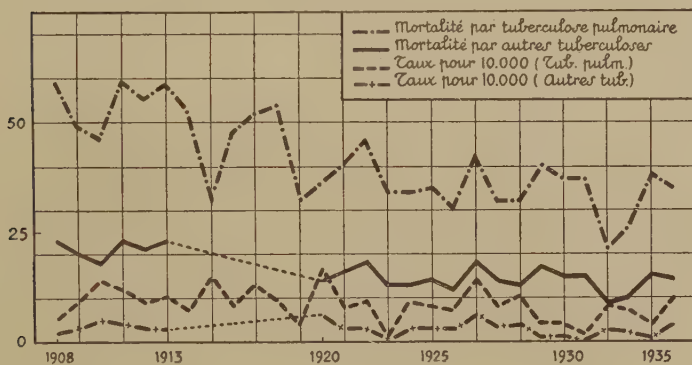
Année	Tuberculose pulmonaire	Tuberculose mningée	Autres tuberculoses	Coqueluche	Grippe	Autres maladies épidémiques
1908	57	3	2	0	2	0
1909	49	6	3	5	6	0
1910	46	6	8	2	1	2
1911	59	6	6	0	0	1
1912	55	3	6	0	1	3
1913	59	2	6	3	3	0
1914	53	3	4	0	4	2
1915	32	10	5	4	3	3
1916	48	5	3	0	1	3
1917	52	4	9	1	1	0
1918	54	5	4	0	212	1
1919	32	3	0	2	6	1
1920	36	10	7	1	5	0
1921	40	3	5	0	6	0
1922	46	6	3	0	5	3
1923	34	0	1	2	6	1
1924	34	6	3	2	5	1
1925	35	6	2	1	5	3
1926	30	4	3	1	3	1
1927	42	5	9	0	1	2
1928	32	6	2	0	9	6
1929	32	4	6	0	6	4
1930	40	4	0	0	0	1
1931	37	1	3	2	11	1
1932	37	1	1	3	0	1
1933	20	4	5	5	2	2
1934	26	4	3	0	0	1
1935	38	1	3	0	1	0
1936	35	3	7	0	2	3

MORTALITÉ PAR CANCERS ET PAR TUMEURS MALIGNES,
PAR SÉNILITÉ, PAR CAUSES VIOLENTES OU ACCIDENTELLES,
PAR SUICIDES, PAR CAUSES INCONNUES

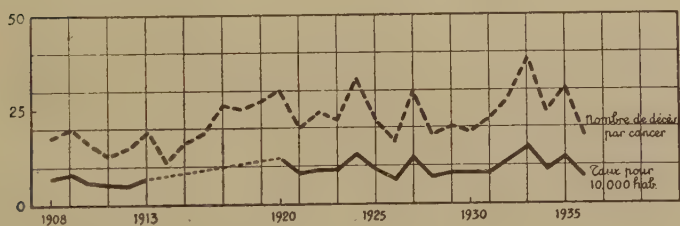
Année	Cancer	Sénilité	Mort violente	Suicide	Causes inconnues
1908	18	35	11	8	6
1909	20	39	9	1	3
1910	16	34	11	5	2
1911	13	32	22	2	3
1912	15	21	12	8	2
1913	19	24	17	7	3
1914	11	46	307	3	1
1915	16	21	390	5	3
1916	19	15	156	5	0
1917	26	31	83	2	1
1918	25	23	44	5	12
1919	27	23	22	3	13
1920	30	23	20	3	16
1921	20	15	13	3	6
1922	24	20	17	6	7
1923	22	17	17	5	8
1924	33	10	23	4	12
1925	22	13	10	2	14
1926	16	20	6	1	12
1927	29	15	18	4	6
1928	18	9	16	3	8
1929	20	9	26	1	12
1930	19	12	17	2	11
1931	22	7	22	1	12
1932	28	9	10	4	17
1933	39	1	10	3	4
1934	24	4	9	5	1
1935	31	8	12	1	5
1936	18	8	12	5	17

MORTALITÉ PAR TUBERCULOSE PULMONAIRE
TAUX POUR 10.000 HABITANTS

MORTALITÉ PAR AUTRES TUBERCULOSES (Y COMPRIS LES
MÉNINGITES TUBERCULEUSES). - TAUX POUR 10.000 HABITANTS



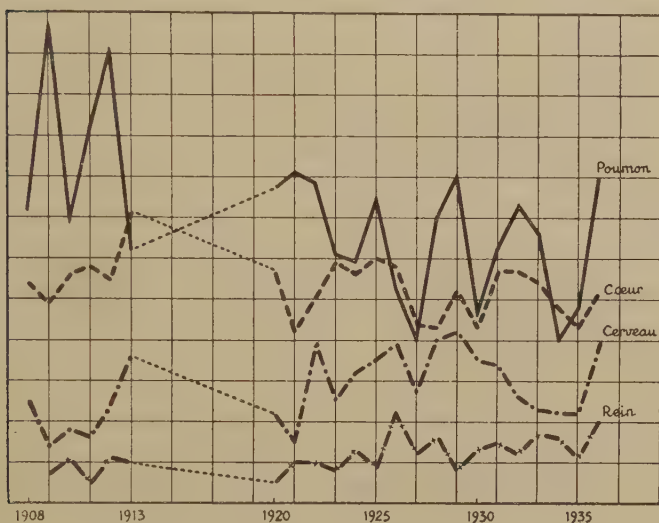
MORTALITÉ PAR CANCER - TAUX POUR 10.000 HABITANTS



MORTALITÉ PAR AFFECTIONS PULMONAIRES AIGÜES,
PAR MALADIES ORGANIQUES DU CŒUR,
PAR HÉMORRAGIES OU RAMOLLISSEMENTS DU CERVEAU,
PAR NÉPHRITES AIGÜES OU CHRONIQUES,
PAR CIRRHOSSES DU FOIE

Année	Poumons	Cœur	Cerveau	Rein	Foie
—	—	—	—	—	—
1908	76	54	25	4	4
1909	117	49	14	7	1
1910	69	56	18	11	4
1911	93	58	16	5	2
1912	111	55	24	11	5
1913	62	71	36	10	5
1914	87	60	29	8	5
1915	98	68	19	13	1
1916	83	43	22	16	2
1917	70	48	34	5	2
1918	102	37	13	6	1
1919	125	39	30	9	0
1920	77	57	22	5	3
1921	81	42	15	10	2
1922	79	50	39	10	1
1923	61	59	25	8	1
1924	59	56	32	13	2
1925	75	60	35	9	3
1926	52	58	39	22	3
1927	40	44	27	12	6
1928	69	43	40	16	2
1929	81	52	42	8	5
1930	46	43	35	13	7
1931	63	57	34	15	4
1932	73	57	26	12	2
1933	66	54	23	17	4
1934	40	48	22	16	4
1935	48	43	22	11	3
1936	80	51	38	20	5

MORTALITÉ PAR AFFECTIONS PULMONAIRES
(TUBERCULOSE EXCEPTÉE)
PAR AFFECTIONS CARDIAQUES, CÉRÉBRALES ET RÉNALES

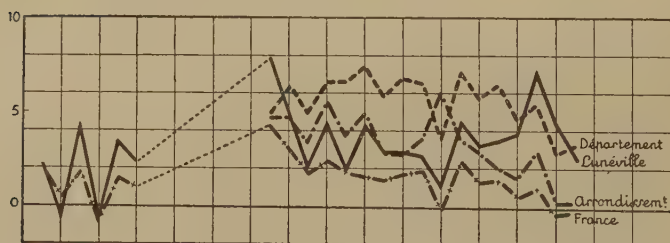


INDICE DE VITALITÉ

Au cours des trente dernières années, la population de Lunéville s'est accrue ou a diminué suivant le nombre plus ou moins grand d'ouvriers exigés par les industries et l'importance variable de la garnison. La guerre de 1914-1918 a exercé son influence meurtrière sur cette évolution. Celle-ci dépend d'autre part du nombre des mariages, des naissances et des décès qui surviennent chaque année à Lunéville, et plus particulièrement de l'excès plus ou moins grand des naissances sur les décès. Alors qu'avant la guerre, la dif-

férence prenait souvent une valeur négative, elle est restée, depuis 1920, constamment supérieure à 5. La courbe qui figure les variations de l'indice de vitalité (taux pour 1.000 habitants de l'excédent des naissances sur les décès) a oscillé entre 2 et 3 de 1922 à 1929, puis s'est élevée au-dessus de 3 tandis que l'indice de vitalité de l'arrondissement, légèrement supérieur jusqu'en 1929, est devenu inférieur depuis 1930. Celui du département qui oscillait entre 5 et 7 de 1920 à 1932 s'est abaissé au-dessous de celui de Lunéville en 1934. L'indice de vitalité de Lunéville depuis 1920 a toujours été supérieur à celui de la France.

INDICE DE VITALITÉ (1)



(1) Calculé pour 1.000 habitants.

Année	Excès des naissances sur les décès	Indice de vitalité (1)			
		Lunéville	Arrondist ^t	Départ ^t	France
1908	62	2,5	—	—	—
1909	— 18	— 0,7	—	—	—
1910	102	4,2	—	—	—
1911	— 20	— 0,7	—	—	—
1912	88	3,4	—	—	—
1913	59	2,3	—	—	—
1920	191	7,8	4,7	4,9	4,2
1921	125	5,1	4,8	6,4	3
1922	51	2	3,3	4,9	1,8
1923	109	4,4	5,5	6,6	2,4
1924	47	1,9	3,7	6,6	1,8
1925	106	4,3	4,9	7,4	1,6
1926	68	2,9	2,9	5,8	1,4
1927	66	2,8	2,8	6,8	1,7
1928	61	2,6	3,6	6,5	1,9
1929	25	1	0,6	3,5	— 0,2
1930	101	4,3	3,6	7,1	2,4
1931	80	3,2	2,9	5,7	1,3
1932	86	3,4	2,7	6,4	1,5
1933	95	3,8	1,5	4,5	0,5
1934	177	7,1	2,8	5,4	1
1935	105	4,2	0,1	2,7	— 0,5
1936	56	2,3	—	—	—

(1) Calculé pour 1.000 habitants.

SEPTIÈME PARTIE

Les Résultats de l'effort sanitaire et social à Lunéville

Directives qui en découlent pour l'avenir

Les progrès réalisés au cours des siècles à Lunéville dans la protection de la santé publique. — Evolution de la nuptialité, de la natalité, de la mortalité générale et de la mortalité infantile depuis cent cinquante années, et plus particulièrement à la période moderne. — Les prochains développements de l'équipement sanitaire et social de Lunéville. — Le fléau de la dénatalité. — Le rôle de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle à Lunéville dans la coordination des efforts de tous.

Les conditions de la vie à Lunéville se sont modifiées au cours des siècles à un rythme plus ou moins rapide. Il semble que l'époque contemporaine soit le témoin d'une activité particulièrement marquée dans la protection de la santé publique. Des efforts magnifiques ont collaboré après la guerre de 1914-1918 à son amélioration. Les résultats obtenus par cette lutte soutenue depuis quinze ans avec tant de générosité nous ont paru dignes d'un examen. Nous les avons analysés au cours de cet ouvrage. Leur synthèse en formera la conclusion. La confrontation des progrès dont la suite des siècles a été le témoin nous permettra d'apprécier les résultats de la politique sanitaire et sociale suivie de nos jours, d'établir le

bilan de ses effets et des gains obtenus, de savoir si la vie est aujourd'hui mieux protégée et la sécurité du travailleur mieux assurée, de juger dans quelle voie il faut s'engager à l'avenir pour donner plus de bonheur, de bien-être et de force à la population laborieuse de Lunéville.

L'histoire de Lunéville nous a appris quelles entraves se sont opposées durant des siècles à la prospérité de la cité. Les guerres, les sièges, les invasions qui martelèrent si longtemps sans relâche le sol lorrain n'étaient pas favorables à l'accroissement d'une population qui, d'autre part, était souvent victime de la famine et que les maladies épidémiques décimaient, malgré des mesures prophylactiques extrêmement rigoureuses.

Dans la paix qui s'établit à l'avènement de Léopold, la Lorraine renaît véritablement. L'ordre est partout restauré dans l'Etat. A Lunéville, dans un brusque épanouissement, les constructions s'élèvent, nombreuses, suivant un plan qui est demeuré intact aujourd'hui. La ville, devenue résidence ducal en même temps que centre économique, s'anime autour de la Cour Lorraine. Après une période de stase qui s'étend de 1770 à 1870, une seconde floraison survient après la guerre franco-allemande. L'établissement d'industries importantes modifie alors profondément le caractère de Lunéville et double sa population.

Au début du xx^e siècle, si la redoutable famine ne rôde plus aux portes de la ville, les autres fléaux qui

ont sévi tant de fois sur Lunéville restent menaçants. Devant les signes qui se multiplient sur la frontière, toute proche depuis 1870, elle redoute les ruines qui l'accableront de nouveau de 1914 à 1918. Si les épidémies de peste ont disparu, si la variole a été supprimée par la vaccination, la fièvre typhoïde exerce chaque année des ravages parmi la population civile et militaire, la dysenterie est fréquente, la tuberculose décime de nombreux foyers, le taux de la mortalité infantile est très élevé.

La fièvre de croissance qui s'est emparée de Lunéville après 1870 ne s'est accompagnée que de progrès très lents dans son équipement sanitaire et social. L'hygiène communale ne s'est guère développée au cours des dernières années du XIX^e siècle. L'eau qui alimente Lunéville est toujours rare et de mauvaise qualité. Les taudis sont innombrables et l'accroissement de la population n'a pas eu pour contre-partie une multiplication des habitations. La construction des maisons ouvrières par les industriels lunévillois ne fait que débiter. La protection du travail est à l'état d'ébauche. Il n'est pas question d'organisation des loisirs. Enfin l'armement sanitaire se borne à l'hôpital mixte où les malades sont à l'étroit et les salles d'opération mal outillées, à l'Hospice du Coton où s'entassaient vieillards et orphelins, au Bureau de Bienfaisance, à la Crèche de la rue Sainte-Anne et aux œuvres de charité des différents cultes.

L'installation de l'usine des eaux de la Meurthe est le signal du vaste mouvement social qui, depuis trente

années, se développe sous la conduite de quelques âmes d'élite. Définitivement mise au point au moment de la guerre, l'usine de Ménil fournit aux habitants de Lunéville une eau potable très abondante. Elle a supprimé les maladies épidémiques d'origine hydrique qui sévissaient depuis tant de décades et a permis à la ville de conserver la garnison qui fait une partie de sa gloire et de sa prospérité.

A la même époque, la Caisse d'Epargne commençait à jouer son rôle social bienfaisant, en favorisant la construction d'habitations à bon marché par la Société du Foyer Familial et en élevant un établissement de bains-douches.

La guerre éclate. Lunéville connaît pendant trois semaines les vexations et les deuils de l'occupation allemande; puis, pendant de longs mois, elle vit dans un état d'alerte perpétuelle, sous le feu des canons de l'ennemi et les bombardements de son aviation. Cinq ans plus tard, tandis que la ville efface ses blessures, un vaste programme de lutte pour la protection de ses habitants est préparé par ceux qui vont être leurs chefs et leurs guides. Leur activité prodigieuse au cours des quinze dernières années en a modifié les conditions dans tous les domaines: habitations — vie de l'habitant — hygiène communale — équipement sanitaire et social...

La création d'un Office municipal d'Habitations à Bon Marché et d'une Société de Crédit Immobilier a permis d'offrir à un grand nombre de familles nom-

breuses des logements sains à des prix infimes. Les industriels lunévillois ont participé à cet effort en développant la construction des cités ouvrières. Ils amélioreraient, d'autre part, les conditions du travail de leurs employés et de leurs ouvriers en assainissant les ateliers et en luttant contre toutes les causes d'insalubrité et tous les dangers inhérents à leurs fabrications.

La limitation du travail hebdomadaire à 48 heures, et, récemment, à 40 heures rendait plus nécessaire que jamais l'organisation des loisirs de l'habitant. Là encore les pouvoirs publics, et davantage, l'initiative privée ont su entreprendre hardiment la réalisation de nombreux projets. L'Union Sportive lunévilloise, par exemple, dans ses diverses sections, attire les jeunes gens de la ville et élève avec l'appui de la Municipalité le stade harmonieux qui donnera un nouvel élan à son activité. Les bibliothèques deviennent plus nombreuses et réunissent un nombre toujours plus élevé de livres, distribués à plus de lecteurs. Deux Foyers du Soldat sont créés. Le scoutisme se développe. La T. S. F. s'installe dans bien des foyers.

Les industriels prennent part à cette nouvelle organisation. Ainsi, les nombreux jardins qu'ils mettent à la disposition des ouvriers occupent-ils très utilement leurs loisirs et améliorent en même temps l'alimentation familiale. Poursuivant une tradition séculaire, les cultes de Lunéville apportent leur collaboration à cette vaste et noble entreprise grâce à laquelle l'habitant sera mieux protégé contre les dangers de l'oisiveté, mère de l'alcoolisme et de la débauche.

Enfin, une partie des loisirs de la jeunesse est occupée par l'assistance à des cours excellents d'enseignement technique et d'enseignement ménager qui lui donneront des armes pour lutter contre les difficultés de l'époque moderne.

Depuis quelques années, la santé publique est mieux défendue par les nombreux travaux que les municipalités successives ont entrepris pour assurer une meilleure distribution de l'eau potable et une meilleure évacuation des matières usées, pour réparer les chaussées et les trottoirs, entretenir leur propreté, leur donner un éclairage nocturne efficace et rendre plus aisée la circulation des véhicules et des piétons. La lutte contre l'incendie est devenue plus facile aussi, grâce à la réorganisation du corps des sapeurs-pompiers, à leur meilleur équipement et à l'établissement d'un réseau de canalisations d'eau à puissant débit.

L'équipement sanitaire et social s'est transformé. La construction du pavillon militaire a augmenté la capacité d'hospitalisation de l'Hôpital Saint-Jacques, demeuré centre chirurgical grâce à l'installation de salles d'opérations en 1909. L'aménagement récent de la maternité a déjà rendu les plus grands services. Les orphelins quitteront bientôt les tristes locaux de l'hospice du Coton pour le clair orphelinat qui s'élève actuellement parmi de magnifiques sapins vosgiens à l'entrée de la Vallée de Celles. La crèche de la Place des Carmes et, de 1922 à 1933, celle de l'usine des wagons se sont ajoutées à la crèche de la rue Sainte-Anne.

Un élément nouveau est entré après la guerre dans cette lutte salvatrice. L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, en ouvrant un dispensaire anti-tuberculeux en 1920, apporta un renfort précieux à l'armement sanitaire de Lunéville. Sous sa direction, l'activité du dispensaire s'est étendue très rapidement. La construction du dispensaire *Henry Bichat* en 1930 a permis de coordonner les sections anti-tuberculeuse et anti-vénérienne créées par l'Office d'Hygiène Sociale, la consultation de nourrissons instituée en 1920 par le comité local de la Société de Secours aux Blessés Militaires, et, en 1934, une nouvelle section, la section d'hygiène mentale. Le dispensaire devient ainsi de plus en plus un véritable centre de santé qui, par l'intermédiaire de ses infirmières visiteuses, prolonge son action bienfaisante vers de nombreux foyers lunévillois. L'ouverture récente d'un Bureau Social, qui donne aux familles tous les renseignements utiles en matière d'hygiène sociale et de législation sociale, en a encore étendu le champ.

Le Comité local d'Hygiène Sociale, qui représente à Lunéville l'Office de Meurthe-et-Moselle a une part importante dans les résultats obtenus. C'est lui qui recueille les fonds destinés au lourd budget des placements de malades et d'enfants chétifs. C'est lui qui a décidé et réalisé, sous l'impulsion de mon père, l'école de plein air de Méhon, cette source de vie qui a déjà rétabli la santé de tant d'enfants, soit qu'ils viennent y passer les journées de vacances en été, soit qu'ils y soient reçus comme externes ou internes pendant la période scolaire.

La colonie de vacances du Camp des Reclos, récemment créée par la Municipalité de Lunéville, en s'ajoutant à celle de Méhon, à celles des industriels lunévillois et des œuvres privées, permettra à un grand nombre d'enfants de respirer pendant quelques semaines un air pur dans un site naturel magnifique.

Tandis que ces œuvres s'efforcent d'améliorer la santé de ces enfants, l'initiative privée et les pouvoirs publics cherchent à en accroître le nombre. La lutte contre la dénatalité a été menée avec générosité depuis la guerre. Les familles nombreuses ont reçu, en même temps que l'encouragement de la sympathie unanime qui les entoure à Lunéville, un appui moral constant et une aide matérielle qui revêt des formes multiples.

C'est là le problème angoissant de l'avenir. L'amélioration de la mortalité, et, en particulier, de la mortalité infantile, permettent toutefois au bilan sanitaire de Lunéville d'être très favorable. L'indice de vitalité s'est élevé au cours des années dernières. L'examen des chiffres de la démographie à différentes époques montre quels progrès ont été réalisés. Ils se sont précipités depuis 1920. Les résultats que nous donnons ci-dessous ont été rapportés à 10.000 habitants, à l'exception de la mortalité infantile, calculée par rapport à 1.000 naissances d'enfants vivants.

Périodes

NUPTIALITÉ

1780-1790:	83 mariages par année et par 10.000 habitants.
1826-1836:	81 mariages par année et par 10.000 habitants.
1876-1886:	74 mariages par année et par 10.000 habitants.
1926-1936:	75 mariages par année et par 10.000 habitants.

Périodes

NATALITÉ

1780-1790 : 399 naissances par année et par 10.000 habitants.
1826-1836 : 307 naissances par année et par 10.000 habitants.
1876-1886 : 225 naissances par année et par 10.000 habitants.
1926-1936 : 187 naissances par année et par 10.000 habitants.

MORTALITÉ GÉNÉRALE

1780-1790 : 372 décès par année et par 10.000 habitants.
1826-1836 : 297 décès par année et par 10.000 habitants.
1876-1886 : 234 décès par année et par 10.000 habitants.
1926-1936 : 151 décès par année et par 10.000 habitants.

EXCÈS DES NAISSANCES SUR LES DÉCÈS

1780-1790 : 27 par année et par 10.000 habitants.
1826-1836 : 10 par année et par 10.000 habitants.
1876-1886 : — 11 par année et par 10.000 habitants.
1926-1936 : 36 par année et par 10.000 habitants.

MORTALITÉ INFANTILE

1826-1836 : 173 par année et pour 1.000 naissances.
1876-1886 : 163 par année et pour 1.000 naissances.
1926-1936 : 75 par année et pour 1.000 naissances.

Ainsi, au cours des 150 dernières années, la natalité a diminué de plus de moitié (54 pour 100). Même si l'on admet que les registres de l'Etat-civil établis avant la Révolution comportent quelques inexactitudes, la différence reste très impressionnante. La chute a été rapide surtout de 1780 à 1880. Elle s'est encore abaissée de près de $1/5^e$ depuis cinquante ans.

Cet effondrement de la natalité ne correspond pas à une diminution de la nuptialité. Celle-ci n'a baissé que de 1/10^e depuis 1780.

L'amélioration de la mortalité fait heureusement contre-poids à la diminution de la natalité. Elle s'est abaissée de 60 pour 100. Le gain avait été déjà de 38 pour 100 au cours de la période 1780-1880. Des progrès considérables ont encore été réalisés depuis 50 ans. Ils portent principalement sur la mortalité infantile. La protection de l'enfance, bien mieux assurée aujourd'hui qu'autrefois, a réduit le taux de la mortalité infantile de 54 pour 100.

Il est intéressant de comparer la démographie de la période 1908-1913 à celle des périodes successives 1919-1924, 1925-1930 et 1931-1936. Au cours de la première, Lunéville arrive au sommet de son épanouissement industriel et triomphe de la fièvre typhoïde; la seconde est caractérisée par la réparation des ruines de la guerre et l'essor des premières œuvres sociales, la troisième par le développement de ces œuvres et le début des grands travaux municipaux; ils se poursuivent au cours de la quatrième période, tandis que la crise économique bouleverse le travail à Lunéville.

NUPTIALITÉ

Périodes

1908-1913:	85 mariages par année et pour 10.000 habitants.
1919-1924:	107 mariages par année et pour 10.000 habitants.
1925-1930:	81 mariages par année et pour 10.000 habitants.
1931-1936:	70 mariages par année et pour 10.000 habitants.

Périodes

NATALITÉ

1908-1913: 222 naissances par année et par 10.000 habitants.
1919-1924: 191 naissances par année et par 10.000 habitants.
1925-1930: 190 naissances par année et par 10.000 habitants.
1931-1936: 188 naissances par année et par 10.000 habitants.

MORTALITÉ GÉNÉRALE

1908-1913: 204 décès par année et par 10.000 habitants.
1919-1924: 165 décès par année et par 10.000 habitants.
1925-1930: 160 décès par année et par 10.000 habitants.
1931-1936: 145 décès par année et par 10.000 habitants.

EXCÈS DES NAISSANCES SUR LES DÉCÈS

1908-1913: 18 par année et par 10.000 habitants.
1919-1924: 26 par année et par 10.000 habitants.
1925-1930: 30 par année et par 10.000 habitants.
1931-1936: 43 par année et par 10.000 habitants.

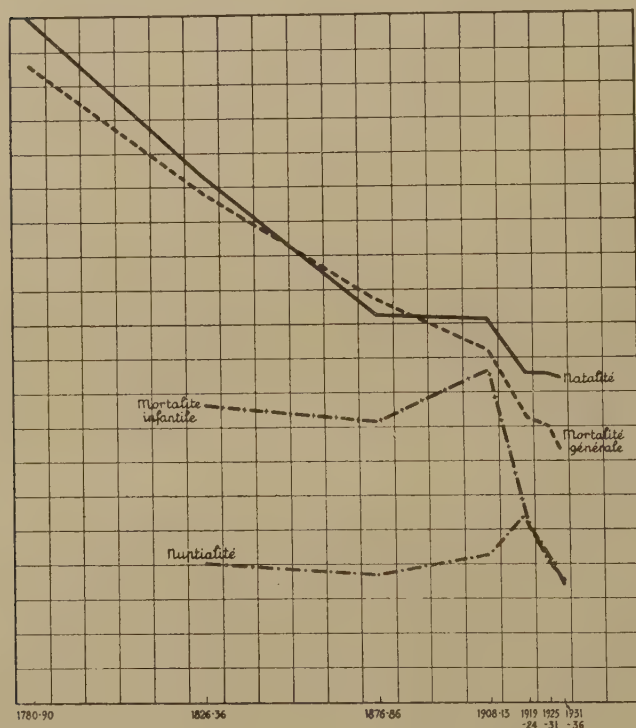
MORTALITÉ INFANTILE

1908-1913: 192 par année et par 1.000 naissances.
1919-1924: 114 par année et par 1.000 naissances.
1925-1930: 84 par année et par 1.000 naissances.
1931-1936: 69 par année et par 1.000 naissances.

De la comparaison des chiffres donnés par les quatre périodes considérées, on peut tirer les constatations suivantes:

Alors que la nuptialité s'était élevée après la guerre, puis était revenue entre 1925 et 1930 à un taux voisin de celui des périodes d'avant-guerre, elle s'est abaissée de 18 pour 100 en 1931-1936, sans doute sous l'influence de la crise économique.

La natalité s'était maintenue sensiblement au même taux de 1870 à 1914, puis s'est abaissée brusquement de 18 pour 100 de la période 1908-1913 à la période



1919-1924. La diminution n'a plus été que de 2 pour 100 jusqu'à l'époque actuelle.

Un progrès marqué a été réalisé quand à la mortalité générale dans les premières années qui ont suivi la fin de la guerre. Il s'est accentué au cours de la

période 1925-1930 et plus encore de 1931 à 1936. Si les décès sont beaucoup moins nombreux aujourd'hui qu'autrefois à Lunéville, c'est surtout parce que la fièvre typhoïde a disparu, que les affections pulmonaires aiguës sont moins fréquentes, que la tuberculose est plus rare et parce que l'enfance est mieux protégée.

Par rapport à la période 1908-1913, la période 1931-1936 montre :

une diminution de la mortalité infantile : 70 pour 100 ;

une diminution de la mortalité des enfants et des jeunes gens âgés de moins de 20 ans : 60 pour 100 ;

une diminution de la mortalité des habitants âgés de 20 à 39 ans : 53 pour 100 ;

une diminution de la mortalité des habitants âgés de 40 à 59 ans : 9 pour 100 ;

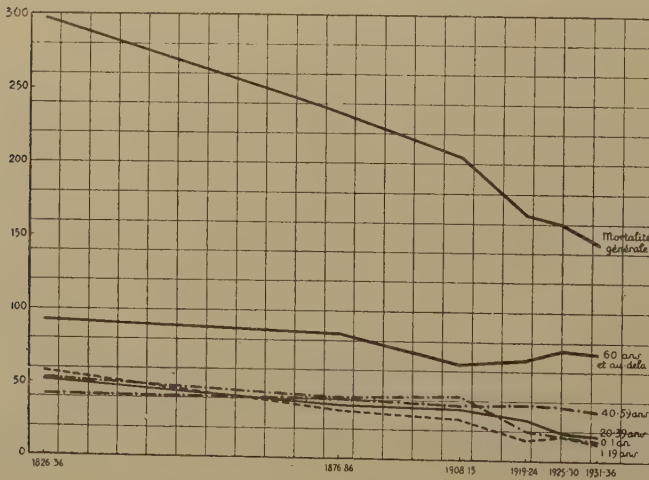
une élévation de la mortalité des habitants âgés de plus de 60 ans : 12 pour 100.

La comparaison de la mortalité par groupes d'âges à diverses époques montre combien les progrès ont été infimes dans la période qui s'étend de la guerre de 1870 à la guerre de 1914. Comme l'indique le tableau suivant, les progrès qui avaient été réalisés entre 1830 et 1870 ne se sont guère poursuivis entre 1870 et 1914.

TABLEAU.

TAUX DE LA MORTALITÉ GÉNÉRALE
PAR GROUPE D'ÂGE, PAR ANNÉE ET PAR 10.000 HABITANTS

Période	Mortalité	0-1	1-19	20-39	40-59	60 et au delà
1826-1836	297	53	58	52	42	92
1876-1886	234	42	32	36	40	84
1908-1913	204	43	27	34	36	64
1919-1924	165	20	14	27	37	67
1925-1930	160	16	16	18	36	74
1931-1936	145	13	11	16	33	72



Le tableau et la courbe ci-dessus montrent avec évidence l'amélioration du taux de la mortalité pour les différents groupes d'âge. Au cours des cent dernières années, ce taux s'est abaissé de :

76 pour 100 de 0 à 1 an.
81 pour 100 de 1 à 19 ans.
70 pour 100 de 20 à 39 ans.
22 pour 100 au delà de 40 ans.

La proportion du nombre des décès de chaque groupe d'âge par rapport au nombre total des décès a été complètement modifiée depuis 1919 :

RÉPARTITION DES DÉCÈS PAR GROUPE D'ÂGE ET PAR ANNÉE.
IMPORTANCE DE CHAQUE GROUPE POUR 100 DÉCÈS

Période	0-1	1-19	20-39	40-59	Au delà de 60
1826-1836	18	19	18	14	31
1876-1886	18	14	15	17	36
1908-1913	21	13	17	18	31
1919-1924	12	9	16	22	40
1925-1930	10	10	11	23	46
1931-1936	9	7	11	23	50

Grâce à l'amélioration de la mortalité générale, l'excès des naissances sur les décès est en progression constante depuis 1919. L'indice de vitalité, négatif au cours de la période 1876-1886, s'est élevé de 59 pour 100 au cours des trente dernières années.

Ces résultats sont les heureux effets des progrès réalisés à Lunéville depuis la guerre. Le nombre élevé des logements construits, la destruction d'un certain nombre de taudis, l'assainissement de la ville, la distribution d'une eau potable abondante, l'amélioration des conditions du travail, le développement de l'équipement sanitaire et social ont sauvé de nombreuses vies humaines, en particulier de nombreuses vies d'enfants et de jeunes gens, qui sont l'espoir de la cité de demain. Ceux qui en furent les artisans acharnés ont droit à la reconnaissance unanime de leurs concitoyens.

L'œuvre se poursuit. Pour que l'hygiène soit partout respectée, pour que la vie soit protégée avec une efficacité plus grande encore, bien des projets, dont l'étude est souvent déjà très avancée, devront s'accomplir. La construction d'un hôpital moderne, celle d'une piscine et d'un nouvel abattoir, l'épuration des eaux d'égout, la généralisation de la vaccination antidiphtérique, l'inspection médicale scolaire pourront être réalisés au cours des années prochaines. Il faudra y ajouter la construction d'un marché couvert et de bâtiments scolaires, et poursuivre avec opiniâtreté la démolition des taudis dont le nombre, encore si élevé, déshonore Lunéville et qui sont à l'origine de tant de misères physiques et morales, en particulier de tant de cas de tuberculose. Si la loi de quarante heures passe dans la coutume, si, malgré la charge ajoutée à toutes celles qui l'entravent déjà, l'industrie peut la supporter sans périr dans la lutte économique mondiale, il faudra développer toujours davantage l'orga-

nisation des loisirs plus nombreux des ouvriers et des employés, plus exposés à l'alcoolisme et à la débauche. Ainsi la mortalité continuera-t-elle à s'abaisser et la protection de la vie marquera un nouveau bond en avant.

Il n'est pas suffisant, cependant, de protéger la vie. Il faut encore lui donner naissance. Il ne s'agit plus ici d'une question locale, mais d'une question nationale. Un effort immense reste à soutenir pour rendre aux Français l'amour et le désir des familles nombreuses. Une aide importante leur a été apportée depuis 1919 par l'initiative privée d'abord, par les pouvoirs publics ensuite, et a rendu leur existence moins difficile. Mais, par ailleurs, une fiscalité toujours plus lourde est venue peser sur l'héritage. L'Etat provoque la restriction de la procréation en confisquant une part de plus en plus importante du patrimoine que les parents amassent avec tant de peines et de privations pour assurer l'avenir de leur race et dont la disposition n'est plus entièrement laissée à leur sagesse. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles la bourgeoisie et la paysannerie qui, aujourd'hui encore, comptent parmi les principaux moteurs de la vie française, n'ont plus ces nombreuses familles qui faisaient leur force aux siècles passés. Enfin, les jeunes époux ne trouvent pas en France les encouragements et l'aide qui entourent la fondation de leurs foyers dans d'autres pays.

Il faudrait aussi que l'éducation sache rendre aux enfants de France cet idéal qui les a animés durant

des siècles et qu'elle ne développe pas cet égoïsme si naturel déjà au cœur humain. L'individualisme trop répandu aujourd'hui ne peut aboutir qu'aux luttes stériles dans la cité, à l'oubli des devoirs essentiels de l'homme, à l'étouffement des sentiments qui doivent guider sa vie : amour de la patrie, amour de la famille, amour du prochain. Puissent-ils remplacer l'indifférence et la haine qui règnent trop souvent à notre époque. A cette éducation meilleure, il sera bon d'adjoindre une meilleure instruction, en particulier une instruction technique plus généralement développée, qui formera de meilleurs artisans et de meilleures ménagères, afin que la vie soit plus facile et plus saine.

Lunéville s'est engagée depuis la guerre dans une telle voie. A l'appel des principaux de la cité, les œuvres se sont multipliées dans une harmonie et une entente parfaites malgré la diversité des organisations. Les comités qui les dirigent n'ont mis de rivalité que dans le résultat à obtenir et la présence des mêmes personnalités dans les conseils de sociétés bienfaisantes diverses a réalisé cette coordination que le législateur veut établir aujourd'hui dans le cadre départemental et national.

L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle, en groupant à Lunéville sous le même toit ses diverses sections et en réunissant dans son comité lunévillois les représentants des œuvres sociales les plus actives de la ville joue ce rôle de liaison. L'autonomie que l'Office a jugé utile de laisser dans le cadre de son organisation à ce Comité

qui étend son action à un centre aussi important que Lunéville a montré combien cette liberté bien entendue favorisait les initiatives locales qui ont été fécondes à Lunéville dans la lutte pour l'hygiène sociale, comme elles l'ont été dans les œuvres si variées, publiques ou privées, formées pour la protection de la vie des habitants.

Les années critiques que Lunéville subit depuis 1931 n'ont pas entravé cet essor. Les difficultés de l'industrie ont cependant étendu leurs répercussions sur l'activité de la cité tout entière qui a dû supporter la charge d'un nombre très élevé de chômeurs, tandis que ses ressources, tirées exclusivement de la prospérité des habitants, diminuaient. Si l'amélioration qui s'est ébauchée, malgré les troubles sociaux, au cours des derniers mois se poursuit, de nouvelles ruines pourront être épargnées à la ville. L'accroissement du nombre des mariages et des naissances au cours de l'année 1936 est, nous l'espérons, le signal d'une nouvelle période de progrès et de paix. Elle permettra aux animateurs des œuvres lunévilloises d'élever toujours davantage le rempart qui met les habitants à l'abri de la misère et de la maladie.

VU:

Nancy, le 6 Avril 1937.

Le Président de Thèse,

J. PARISOT.

VU ET APPROUVÉ:

Nancy, le 7 Avril 1937.

Le Doyen de la Faculté de Médecine,

L. SPILLMANN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 7 Avril 1937.

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

Bibliographie

ARCHIVES DE LUNÉVILLE

GUERRIER. — Essai Historique sur la ville de Lunéville, dédié à Son Altesse le Prince de Hohenlohe.

— Annales de Lunéville, ou essai historique sur cette ville, depuis sa fondation jusqu'à nos jours.

MARCHAL. — Histoire de Lunéville.

BRIQUEL (C.). — Lunéville depuis sa fondation jusqu'à la réunion de la Lorraine à la France.

JACQUOT (L.). — Histoire de Lunéville, au point de vue local et dans ses rapports avec l'histoire du pays.

BAUMONT (H.). — Histoire de Lunéville.

— Etudes sur le règne de Léopold, duc de Lorraine et de Bar (1697-1729).

— Lunéville à la veille de la Révolution.

MAIRE (Pierre). — Lunéville pendant la Grande Guerre 1914-1918.

DELORME (E.). — Lunéville et son arrondissement.

BADEL (E.). — Dictionnaire historique des rues de Lunéville.

AMBROISE (Emile). — L'arrondissement de Lunéville avant Léopold (1595-1697).

JOLY (Alexandre). — La Commune (1265-1589). - Droits et usages de Lunéville et villages voisins.

Nota. — Ne sont cités dans cet index bibliographique que quelques-uns des nombreux documents parcourus, en particulier ceux qui permettront d'ordonner la filiation des ouvrages qui pourront être consultés.

- LEPAGE (Henri). — Les communes de la Meurthe.
— Annaires de la Meurthe.
— Annaires de Meurthe-et-Moselle.
- GROSSE (Abbé E.). — Dictionnaire statistique du département de la Meurthe (1836-1838).
- MATHIEU (Cardinal). — L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois.
- SAUCEROTTE (D^r Constant). — Topographie Médicale de Lunéville et de son arrondissement.
— Lunéville et sa division de cavalerie.
— Instruction sur les moyens propres à se préserver du choléra-morbus.
- HERRGOTT (Professeur). — Le docteur Constant Saucerotte de Lunéville.
- SAUCEROTTE (D^r Tony). — Lunéville pendant la Guerre et le rapatriement (1870-1872).
- IMBEAUX (D^r Ed.). — Les eaux potables et leur rôle hygiénique dans le département de Meurthe-et-Moselle. Texte et atlas.
- VILLE DE LUNÉVILLE. — De l'eau au point de vue de l'hygiène.
- LE BRUN. — Enquête d'utilité publique des eaux et égouts de Lunéville.
- CHATELAIN et GUIBAL. — Conduite des eaux de la forêt de Mondon au bouge des Mossus. Mémoire à l'appui.
- DELORME (Edmond). — Prophylaxie de la fièvre typhoïde. Comment l'une des villes de garnison les plus typhogènes de France est devenue saine. (*Extrait du Bulletin de l'Académie de Médecine*, 8 janvier 1929, T. CI, n^o 1).
- DALAINZY. — L'eau potable à Lunéville.
- PARISOT (J.). — La fièvre typhoïde en Meurthe-et-Moselle. (*Revue d'Hygiène*, t. LVI, n^o 7, juillet 1934).
- SAUCEROTTE (D^r Constant). — Compte rendu du Service Médical de l'Hôpital Civil et Militaire de Lunéville, du 1^{er} octobre 1838 au 1^{er} octobre 1840.

- PAULIN (Dr Ernest). — Contribution à l'histoire de Lunéville.
L'hôpital Saint-Jacques depuis sa fondation jusqu'en 1815.
— 10 ans de pratique chirurgicale dans un hôpital d'arrondissement (1890-1899).
- GILLET (A.). — Historique de la Maison des Vieillards et des Orphelins de Lunéville, dite « Le Coton »
Règlement de la Société des Dames de Charité de la Ville de Lunéville (1841).
- RENARD (Abbé). — Exhortation sur la Charité envers la veillesse infirme et malheureuse, adressée à ses paroissiens le dimanche 28 décembre 1845.
- Rapports annuels des Assemblées générales de l'Office d'Hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle, Nancy, 1921 à 1936.
- BICHAT (H.). — La lutte contre la tuberculose à Lunéville. (*Revue d'Hygiène et de Prophylaxie sociales*, 1925, p. 184).
- PARISOT (J.). — Dix années de fonctionnement de l'O.H.S. de Meurthe-et-Moselle (1920-1930). (*Revue d'Hygiène et Médecine sociales*, mai 1930).
- Les guérisseurs et la santé publique. (*Revue d'Hygiène et de Prophylaxie sociales*, 1924).
- Pour un développement plus rationnel de l'hygiène en France. Comment le corps médical pourrait apporter un concours pratique et fructueux. (*Revue d'Hygiène et de Médecine sociales*, juillet 1933, p. 201).
- La collaboration, base de l'action sociale. (*Revue d'Hyg. et de Méd. sociales*, avril 1932).
- La collaboration des institutions d'assurances sociales et de l'organisation d'hygiène. (*XVIII^e Congrès d'Hygiène*, Paris, octobre 1931).
- PARISOT (J.) et LEDUC. — L'alcoolisme en Lorraine. (*Revue d'Hygiène et de Proph. soc.*, 1922).
- PARISOT (J.). — L'hospitalisation des tuberculeux. Sa réalisation en Meurthe-et-Moselle. (*Rev. d'Hyg. et de Prophyl. sociales*, 1925, p. 55).
- La lutte anti-tuberculeuse et le corps médical. (*Rev. d'Hyg. et de Prophylaxie sociales*, 1923, p. 347).

- L'organisation de la lutte antituberculeuse dans le cadre départemental. Sa réalisation en Meurthe-et-Moselle. Paris, Berger-Levrault, 1928.
- PARISOT (J.) et SALEUR. — L'infection tuberculeuse chez l'adulte et dans l'enfance suivant les conditions sociales de l'existence. Rôle du taudis et du surpeuplement. (*Revue d'Hyg. et de Prophyl. soc.*, octobre 1927).
- GROSS (P^r). — Les antécédents de la lutte antituberculeuse en Meurthe-et-Moselle. (*Revue d'Hygiène et de Prophylaxie sociales*, 1925, p. 133).
- SPILLMANN (L.). — La lutte anti-vénérienne dans le département de Meurthe-et-Moselle. (*Rev. d'Hyg. et de Prophyl. sociales*, juin 1930).
- Organisation technique de la lutte contre la syphilis en Meurthe-et-Moselle. (*Rev. d'Hyg. et de Prophyl. sociales*, décembre 1932).
- La lutte anti-syphilitique en Meurthe-et-Moselle et le corps médical. (*Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc.*, novembre 1923).
- PARISOT (J.). — Fonctionnement de l'école de plein air. (*Rev. d'Hyg. et de Prophyl. soc.*, mars 1923).
- Bulletin de la Société Française des Habitations à Bon Marché, Enquête de Lunéville, n° 3, année 1896.
- L'Enseignement pratique de l'hygiène dans les écoles reconstruites de Meurthe-et-Moselle. (*L'hygiène par l'exemple*, novembre-décembre 1926, n° 6, 5^e année).
- Comptes rendus des opérations du Bureau Central d'Assistance de Lunéville, 1904-1912.
- PINOT (Robert). — Les œuvres sociales des industries métallurgiques.
- DENIS (Lieutenant Ch.). — Inventaire des Registres de l'Etat-Civil de Lunéville, 1562-1792.
- Statistique sanitaire mensuelle des villes de France de plus de 20.000 habitants, 1910-1936.
- Bureau Municipal d'Hygiène de Lunéville. — *Bulletin Mensuel de Statistique médicale et démographique*, 1907-1918.

Table des Matières

	Pages
AVANT-PROPOS	I
INTRODUCTION	9

PREMIÈRE PARTIE

LA VIE DE LUNÉVILLE AU COURS DES SIÈCLES

I. — <i>Des origines au traité de Ryswick</i>	19
Origines de Lunéville	19
Formation de la ville-forte	20
Guerres et sièges du Moyen-Age	21
Organisation municipale	22
Premiers règlements d'hygiène	23
Guerres et misères du xvii ^e siècle	25
II. — <i>Le xviii^e siècle</i>	31
Règne de Léopold	31
Réorganisation administrative	31
Aggrandissement de la ville	32
Urbanisme	34
Fondation de l'hôpital	35
Industrie et commerce	36
Activité bienfaisante de Stanislas	37
Lunéville à la veille de la Révolution	42

	Pages
III. — <i>De la Révolution à la chute du Second Empire..</i>	44
Difficultés de la gestion municipale pendant la période révolutionnaire et le premier Empire..	44
Nouvelle organisation administrative	45
Le prince de Hohenlohe, gouverneur de Luné- ville	48
L'Hospice du Coton	48
Les Bosquets	49
Le Camp de Cavalerie	49
La Caisse d'Epargne	53
Le chemin de fer	53
L'administration de M. PARMENTIER, maire	55
L'œuvre de l'abbé TROUILLET	55
IV. — <i>De la guerre de 1870 à la guerre de 1914</i>	58
L'invasion allemande	58
L'arrondissement de Lunéville à la suite du traité de Francfort	59
L'établissement de nombreux Alsaciens après l'annexion	60
Les travaux d'édilité et d'embellissement	60
Le développement industriel	61
L'accroissement rapide de la population	62
V. — <i>La Guerre de 1914-1918. - La période moderne..</i>	64
L'occupation allemande	64
Les bombardements	65
La vie lunévilloise pendant la guerre.....	65
Les réparations	66
Le cours secondaires de jeunes filles.....	67
L'œuvre du docteur Bichat à la mairie de Luné- ville.	68
La réorganisation municipale	69
Le cimetière	69
Les sapeurs-pompiers	69

	Pages
Les écoles	70
Le collège de jeunes filles.....	70
Les travaux de voirie.....	70
L'Office d'Habitations à Bon Marché.....	71
La réalisation d'un grand programme d'urbanisme	72
Le stade	73
La défense passive.....	75

DEUXIÈME PARTIE

L'HABITANT DE LUNÉVILLE ET LE CADRE DE SA VIE

I. — <i>La contrée lunévilloise</i>	87
L'arrondissement, représentation administrative de la contrée lunévilloise.....	87
Son étendue	88
Le rapport de la population urbaine à la popula- tion rurale au cours des cent dernières années	88
Les cantons	88
La formation du sous-sol au cours de la préhis- toire	90
Les rivières	94
Le relief	94
Le climat	95
Le paysan lorrain	99
L'agriculture	99
L'industrie	101
II. — <i>La situation géographique de Lunéville</i>	103
Le sous-sol	104
Les rivières	105
Les moyens de communication : route, rail, postes.	106

	Pages
III. — <i>L'hygiène communale - L'assainissement</i>	113
L'éclairage des rues et des places.....	113
La voirie	115
Les fumiers	118
Les latrines	119
Les eaux usées	120
Les ordures ménagères.....	121
L'atmosphère	122
Les établissements classés	123
IV. — <i>L'alimentation de Lunéville en eau potable</i>	126
Les puits	126
Les sources	128
L'eau de la Meurthe.....	131
L'usine hydraulique	133
La filtration	134
La stérilisation	136
La distribution	138
Les inconvénients	141
Les résultats	142
V. — <i>L'habitation</i>	145
Les caractéristiques de l'habitation suivant les époques de l'histoire locale.....	145
Le nombre des habitations.....	146
Les habitations construites de 1920 à 1936.....	148
Les écarts	150
Le règlement sanitaire municipal.....	150
L'éclairage	151
Le chauffage	152
Les dépendances	154
Les taudis	154
Les bâtiments publics.....	156
Les casernes	158
Les jardins	160

	Pages
VI. — <i>L'effort constructif immobilier à la période moderne</i>	162
La commission d'enquête de 1896.....	162
Les habitations ouvrières.....	163
Le Foyer Familial	168
L'Office Municipal d'Habitations à Bon Marché.....	168
La Société de Crédit Immobilier.....	172
VII. — <i>L'habitant</i>	174
Les qualités physiques et morales de l'habitant..	174
Les illustrations lunévilloises.....	175
Les difficultés de l'après-guerre.....	177
L'évolution numérique de la population.....	178
Les étrangers	178
Les indigents	179
Le budget de l'assistance.....	179
VIII. — <i>L'hygiène individuelle</i>	182
La négligence des soins de propreté.....	182
Les établissements de bains.....	184
Les bains de rivière	184
Le rôle nécessaire de l'éducation.....	185
L'habillement	185
Les lavoirs.....	186
IX. — <i>L'alimentation</i>	188
Le régime alimentaire de l'habitant de Lunéville au siècle dernier et aujourd'hui.....	188
L'insuffisance de l'éducation ménagère.....	192
Les répercussions du chômage sur l'alimentation.....	193
L'aide apportée aux chômeurs.....	194
Le prix des denrées alimentaires.....	195
L'hygiène alimentaire	196
L'abattoir - Son insalubrité.....	197
Le projet de construction d'un nouvel abattoir..	199

	Pages
L'activité de l'abattoir actuel au cours d'une année	199
Les saisies	200
Le lait	201
Les légumes verts.....	202

TROISIÈME PARTIE

LA POPULATION DE LUNÉVILLE AU TRAVAIL

I. — <i>Les établissements d'enseignement</i>	209
L'enseignement à Lunéville, il y a cent ans.....	209
Les établissements d'enseignement de l'époque actuelle	210
L'enseignement maternel	210
L'enseignement primaire	210
Les écoles municipales et les écoles libres.....	212
Leur insuffisance.....	214
L'enseignement secondaire	215
Le collège municipal.....	215
L'Institution Saint-Pierre-Fourier	215
Le Collège municipal de Jeunes Filles.....	216
Le pensionnat des Saints-Anges.....	217
La fréquentation scolaire	217
Le niveau intellectuel	217
II. — <i>L'enseignement technique</i>	219
La loi Astier.....	220
Les cours professionnels municipaux.....	221
Les cours professionnels de la Société Lorraine..	222
Le cours industriel et le cours d'agriculture de l'Institution Saint-Pierre-Fourier.....	226
Les cours professionnels féminins.....	227
L'école ménagère de la rue de Niederbronn....	229
L'école ménagère agricole de Meurthe-et-Moselle	231
L'enseignement ménager dans les pensionnats et les institutions de bienfaisance.....	233

	Pages
III. — <i>Les administrations et les professions libérales..</i>	234
IV. — <i>L'agriculture</i>	238
Les organisations agricoles	238
Les agriculteurs et les jardiniers-maraîchers....	239
La surface cultivée.....	239
Les animaux	240
Leurs maladies	240
V. — <i>Le commerce</i>	243
Les maisons de commerce.....	243
Les marchés	246
VI. — <i>La protection de la santé du travailleur dans les diverses industries lunévilloises.....</i>	248
A. — <i>L'activité des industries lunévilloises.....</i>	250
Les diverses industries lunévilloises.....	250
Les variations dans l'effectif de leurs ouvriers au cours des années précédentes.....	250
Les industries disparues depuis le début de la crise économique	265
Le nombre des chômeurs.....	268
Les secours alloués aux chômeurs.....	269
Les répercussions matérielles et morales du chô- mage	273
Le travail de nuit.....	276
Le travail des enfants.....	277
Le travail des femmes.....	277
Le code du travail.....	281
B. — <i>Hygiène générale des établissements industriels</i>	285
Cubage d'air	285
Ventilation	286
Eclairage	286

	Pages
Chauffage	286
Entretien général	287
Lutte contre les poussières.....	287
Vestiaires - Lavabos - Cabinets d'aisances.....	288
Eau potable	289
Réfectoires	289
Mesures contre l'incendie.....	289
 C. — <i>L'hygiène professionnelle dans les diverses industries lunévilloises</i>	 290
La prévention des accidents et des maladies professionnelles à l'Usine des Wagons.....	290
à la Faïencerie.....	296
aux Filatures de l'Est.....	300
aux Ateliers de Constructions Métalliques.....	305
à la Manufacture de Jouets.....	306
à la Chemiserie.....	306
à la Fabrique de Bascules.....	306
au Tricotage mécanique.....	306
 VII. — <i>L'utilisation des loisirs</i>	 308
L'utilisation des loisirs au bien-être de la famille.	308
La bienfaisance	309
La culture de l'esprit.....	310
L'enseignement professionnel	310
La lecture	310
La musique	312
Le culte du souvenir et de l'amitié.....	313
L'exercice du corps.....	314
Les promenades	314
Les sociétés sportives.....	315
Les spectacles	317
La lutte contre l'alcoolisme et la prostitution....	319

QUATRIÈME PARTIE

LA SANTÉ PUBLIQUE A LUNÉVILLE
AU COURS DES SIÈCLES ET DANS
LA PÉRIODE MODERNE (MALADIES - ÉPIDÉMIES)

	Pages
I. — <i>Les grandes épidémies du Moyen Age à l'avènement du duc Léopold</i>	325
La peste noire et la lèpre au Moyen Age.....	325
Les épidémies de peste au XVI ^e siècle.....	327
Le règlement d'hygiène du 10 octobre 1589.....	327
La peste au XVII ^e siècle.....	332
II. — <i>L'organisation de l'enseignement et de l'exercice de la médecine et l'effort sanitaire au XVIII^e s.</i>	336
Le duc Léopold reconstitue le corps médical....	336
L'exercice de la médecine.....	336
Les médecins.....	337
Les chirurgiens	337
Les sages-femmes	339
Les rebouteux	339
Les charlatans	339
Les épidémies de petite vérole.....	341
Les mesures de protection contre la peste.....	341
La mortalité infantile.....	342
L'endémie goitreuse.	342
III. — <i>La maladie au XIX^e siècle et au XX^e siècle - Le résultat de la prévention des maladies contagieuses dans la période moderne</i>	343
Les épidémies chez les prisonniers des guerres de l'Empire internés à Lunéville.....	343
Le choléra	345
Les affections typhoïdes.....	347

	Pages
Les dysenteries	362
Le typhus exanthématique	367
La variole	368
La méningite cérébro-spinale.....	370
Le paludisme	371
La coqueluche	372
Le croup	372
La phtisie pulmonaire.....	373
Les maladies aiguës et chroniques au siècle dernier	373
La déclaration des maladies transmissibles depuis 1908	375
La scarlatine	378
La rougeole	379
La diphtérie	380
Les infections puerpérales	382
La poliomyélite antérieure aiguë.....	382
La fièvre ondulante.....	382
La tuberculose	383
Les autres maladies transmissibles à déclaration facultative	385

CINQUIÈME PARTIE

L'ASSISTANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE L'ÉQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL

I. — <i>Le corps de santé lunévillois</i>	389
Le corps médical et les dynasties médicales à Lunéville au cours des derniers siècles.....	389
Les médecins et les chirurgiens de l'hôpital Saint- Jacques	390
L'évolution du nombre des médecins depuis cent années	397
Les pharmaciens	398
Les sages-femmes	398

	Pages
Les religieuses garde-malades.....	398
Les infirmières d'hygiène sociale.....	399
Les méfaits des « guérisseurs ».....	399
II. — <i>Les services hospitaliers de Lunéville</i>	402
Les hôpitaux de Lunéville au cours des siècles..	402
la fondation de l'hôpital Saint-Jacques par le duc Léopold	403
L'afflux des calculeux au XVIII ^e siècle.....	405
L'hôpital au cours de la Révolution française et des guerres de l'Empire.....	405
Les agrandissements successifs.....	408
Les salles militaires.....	408
L'hôpital pendant la guerre de 1870 et la Grande Guerre	409
La construction du pavillon militaire.....	409
La maternité	410
La disposition actuelle de l'hôpital Saint-Jacques.	411
Les services de malades : chirurgie.....	412
— médecine	413
— tuberculeux	414
— maternité	414
— militaires	414
Les dépendances	416
Le service médical	418
La Commission administrative des hospices....	418
Le rôle de l'hôpital dans la ville et dans l'arron- dissement	419
Le projet de construction d'un nouveau hôpital.	419
III. — <i>L'assistance hospitalière aux vieillards et aux orphelins</i>	421
Les origines de l'Orphelinat du Coton.....	421
Les années difficiles de la période révolutionnaire	423
La renaissance au XIX ^e siècle.....	424
L'œuvre de l'abbé Renard.....	425
Les agrandissements.....	425

	Pages
L'état actuel	426
La pension Saint-Paul.....	426
La Cense de Cœur.....	429
IV. — <i>Les services d'hygiène - Le bureau municipal</i>	
<i>d'hygiène</i>	432
Les principales attributions du bureau municipal	
<i>d'hygiène</i>	432
La désinfection	434
Les vaccinations	439
La surveillance de l'eau potable.....	440
L'inspection médicale scolaire.....	440
V. — <i>La médecine préventive et l'hygiène sociale - L'activité de l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à Lunéville</i>	
Les origines	443
L'ouverture du dispensaire anti-tuberculeux....	443
La propagande	443
La formation du Comité d'Hygiène sociale et de	
Défense contre la Tuberculose.....	444
La colonie scolaire de Méhon.....	445
La construction de l'école de plein air.....	446
Le dispensaire anti-syphilitique.....	446
La construction du nouveau dispensaire.....	448
Les agrandissements de Méhon.....	449
La consultation d'hygiène mentale.....	450
Le bureau social.....	451
La coordination	453
Le centre d'hygiène Henri Bichat.....	453
L'état actuel de l'école de Plein Air de Méhon..	464
Les résultats	469
VI. — <i>La Colonie de vacances du Camp des Reclos</i>	
	471
VII. — <i>Les crèches municipales</i>	
	473

	Pages
VIII. — <i>Le Bureau de Bienfaisance</i>	475
Les origines	475
L'organisation actuelle	477
Les secours distribués	478
Le pain	475
Le lait	479
Les soupes	479
Le chauffage	480
Les secours aux chômeurs.....	480
L'assistance médicale gratuite.....	482
IX. — <i>Les œuvres sociales de la Caisse d'Epargne</i>	484
X. — <i>Les œuvres sociales des industries lunévilloises</i> ..	488
XI. — <i>Les œuvres sociales privées</i>	505
Les œuvres sociales des différents cultes.....	505
Les Sociétés de Croix-Rouge.....	514
L'Armoire Lorraine	517
Le Bureau Central d'Assistance.....	520
XII. — <i>L'assistance aux familles nombreuses</i>	522
Formation et développement de l'Association des Familles Nombreuses de l'Arrondissement de Lu- néville	522
L'aide apportée aux familles nombreuses par les pouvoirs publics et par les œuvres privées....	524

SIXIÈME PARTIE

LE MOUVEMENT DE LA POPULATION A LA PÉRIODE CONTEMPORAINE ÉTUDE DÉMOGRAPHIQUE

L'évolution de la population totale.....	532
La nuptialité	535

	Pages
La natalité	539
La fécondité	542
La mortinatalité	542
La mortalité infantile.....	544
Les causes de la mortalité infantile.....	547
La mortalité générale	552
La répartition des décès suivant les groupes d'âges et suivant les mois.....	553
Les causes des décès : maladies contagieuses....	560
— cancer	562
— sénilité	562
— causes violentes	562
— suicides	562
— causes inconnues.....	562
— tuberculose	563
— affections pulmonaires ai- guës	564
— maladies organiques du cœur	564
— hémorragies et ramollis- sements du cerveau....	564
— néphrites	564
— cirrhoses du foie.....	564
L'indice de vitalité.....	565

SEPTIÈME PARTIE

LES RÉSULTATS DE L'EFFORT SANITAIRE A LUNÉVILLE - DIRECTIVES QUI EN DÉCOULENT POUR L'AVENIR

Les progrès réalisés au cours des siècles à Luné- ville dans la protection de la santé publique..	569
Evolution de la nuptialité, de la natalité, de la mortalité infantile depuis cent cinquante années et plus particulièrement à la période moderne..	576

	Pages
Les prochains développements de l'équipement sanitaire et social de Lunéville.....	584
Le fléau de la dénatalité.....	585
Le rôle de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe- et-Moselle à Lunéville dans la coordination des efforts de tous.....	589
BIBLIOGRAPHIE	589
